



PROCES-VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU
mercredi 18 décembre 2024

Convocation du conseil municipal

du

18/12/2024

-

Le conseil municipal d'AURAY (56) est convoqué, pour une session qui s'ouvrira le 18/12/2024 à 18 HEURES 00 à la Mairie ; une convocation comportant l'ordre du jour est adressée individuellement à chaque conseiller.

Fait à AURAY, le

Madame le Maire,

Claire MASSON

ORDRE DU JOUR

~~~~~

- 1- DGS - APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 NOVEMBRE 2024 P.7
- 2- DGS - RAPPORT ANNUEL DU MANDATAIRE 2023\_OFFICE DE TOURISME DE LA BAIE DE QUIBERON P.8
- 3- DGS - OUVERTURE DOMINICALE DES COMMERCES POUR L'ANNÉE 2025 P.13
- 4- DGS - RAPPORT ANNUEL 2023 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT P.16
- 5- DGS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE « AQTA ÉNERGIES » POUR LA FOURNITURE DE PRESTATIONS LIÉES A LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE - DÉSIGNATION DE L'ÉLU REPRÉSENTANT LA VILLE P.18
- 6- DGS - CONVENTION D'ABATTEMENT TFPB DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE P.20
- 7- DF - ADMISSION EN NON-VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES 2024\_BUDGET VILLE P.40
- 8- DF - DÉCISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET 2024 - BUDGET VILLE P.44
- 9- DF - OUVERTURE DES CRÉDITS AVANT LE VOTE DU BUDGET 2025 P.125
- 10- DF - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025 P.127
- 11- DF - GRILLE TARIFAIRE: VOTE DES TARIFS 2025 : LOCATION DE MATÉRIEL, OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL, LES HALLES, MARCHÉS, CIMETIÈRE, TAXES DE MISE EN FOURRIÈRE, COLLECTE DE DÉCHETS VERTS, PHOTOCOPIES, ÉVÉNEMENTIEL P.175
- 12- DF - LEG DE SCULPTURES A LA VILLE P.181
- 13- DF - LISTE DES DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DE LA DÉLÉGATION ACCORDÉE AU MAIRE RELATIVE A LA COMMANDE PUBLIQUE P.189
- 14- DF - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION MAPA P.190
- 15- DF - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES P.192

- 16- DU - DÉLÉGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN DE LA COMMUNE D'AURAY À AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE SUR LE PÉRIMÈTRE DE LA ZONE D'ACTIVITÉS PORTE OCÉANE 2 P.194
- 17- DU - CRÉATION DE LA COMMISSION LOCALE DU SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE P.206
- 18- DCDC - AIDE A LA PRATIQUE ARTISTIQUE, CULTURELLE ET DE LOISIRS : VERSEMENT N°2 DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF CULTURE AN ALRE P.213
- 19- DCDC - VIE ASSOCIATIVE - APPROBATION D'UNE NOUVELLE CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LA MAISON D'ANIMATION ET DES LOISIRS P.214
- 20- DCDC - VIE ASSOCIATIVE - APPROBATION D'UNE NOUVELLE CONVENTION D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE BATI ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LA MAISON D'ANIMATION ET DES LOISIRS P.226
- 21- DGS - APPROBATION DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS 2025-2031 P.234
- 22- DGS - PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE ET LA COMPAGNIE DES PORTS - ÉTUDE SUR LA REQUALIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ET DE LEURS ABORDS P.328
- 23- DF - RECONSTRUCTION DU TENNIS CLUB D'AURAY\_ DEMANDE DE SUBVENTION ETAT/REGION/DEPARTEMENT/AQTA P.336
- 24- DSTS - MONTÉE DU PAYS AURAY RUGBY CLUB EN FEDERALE 2 : DEMANDE D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE P.339
- 25- DSTS - ORGANISATION DE LA PREMIÈRE COURSE "LA CORRIDA" : DEMANDE D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE L'ASSOCIATION TRAIL D'AURAY P.340
- 26- DF - VEGETALISATION DE LA COUR ROLLO\_ DEMANDE DE FONDS DE SOUTIEN AQTA "LA SANTE EN PLEIN AIR" P.342
- 27- DEEJ - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION CANOË KAYAK CLUB AURAY P.350
- 28- DCDC - CENTRE CULTUREL ATHÉNA - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET L'ASSOCIATION LES ARTISTES DU PAYS D'AURAY POUR L'ORGANISATION D'UNE EXPOSITION A LA CHAPELLE DU SAINT - ESPRIT AU PRINTEMPS 2025 P.355
- 29- DCDC - CENTRE CULTUREL ATHENA - APPROBATION D'UNE CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES - DRAC BRETAGNE ET LA VILLE D'AURAY POUR LE FESTIVAL MELISCENES 2025 - 2028 P.359



## SEANCE ORDINAIRE DU

**18/12/2024**

**Le mercredi 18 décembre 2024 à 18 HEURES 00**, le conseil municipal de la commune d'AURAY (Morbihan), légalement convoqué le mercredi 11 décembre 2024, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans la salle des délibérations sous la présidence de Madame Claire MASSON, Maire.

La séance a été publique.

### **Etaient Présents :**

Madame Claire MASSON, Monsieur Pierrick KERGOSIEN, Madame Marie LE CROM, Monsieur Jean-François GUILLEMET, Madame Claire PARENT MER, Madame Myriam DEVINGT, Madame Marie DUBOIS, Monsieur Julien BASTIDE, Madame Céline SPILBAUER, Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT, Monsieur Pierre LE SCOUARNEC, Madame Adeline AGENEAU, Madame Juliette EME, Monsieur Jean-Yves MAHEO, Madame Françoise NAEL, Monsieur Bertrand VERGNE, Monsieur Benoît GUYOT, Monsieur Pierre-Yves CYFFERS, Monsieur Marc MAHE, Monsieur Jean-Charles KERLAU, Monsieur Mathieu SAMSON

### **Absents excusés :**

Monsieur Benoît LE ROL (procuration donnée à Madame Juliette EME).  
Madame Chantal SIMON (procuration donnée à Monsieur Julien BASTIDE).  
Madame Adeline FERNANDEZ (procuration donnée à Madame Claire MASSON).  
Madame Nathalie GUEMY (procuration donnée à Madame Marie DUBOIS).  
Monsieur Gurvan NICOL (procuration donnée à Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT).  
Monsieur Stéphane RENAULT (procuration donnée à Monsieur Pierrick KERGOSIEN).  
Monsieur Edouard LASBLEY (procuration donnée à Madame Claire PARENT MER).  
Monsieur Jean-Baptiste LE GUENNEC (procuration donnée à Madame Adeline AGENEAU).  
Madame Solene LE DOUJET (procuration donnée à Monsieur Pierre-Yves CYFFERS).  
Madame Guenola QUILLAY (procuration donnée à Madame Françoise NAEL).

**Absents :** Madame HAREL, Madame HERVIO

**Secrétaires de séance :** Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT, Monsieur Benoît GUYOT

**1- DGS - APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 NOVEMBRE 2024**

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

Considérant qu'un exemplaire du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 13 novembre 2024 a été transmis avec la convocation à chaque membre avant la séance.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du 13 novembre 2024.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2024<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **2- DGS - RAPPORT ANNUEL DU MANDATAIRE 2023 OFFICE DE TOURISME DE LA BAIE DE QUIBERON**

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

Au cours des assemblées (Assemblée Spéciale et Conseil d'Administration) de l'Office de Tourisme de la Baie de Quiberon , a été présenté le rapport du mandataire 2023.

Ce rapport constitue depuis 2023 une nouvelle obligation, régie par l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales prévoyant pour chaque élu siégeant au conseil d'administration d'une société publique locale, d'établir un rapport dont le contenu a été arrêté par le décret n°2022-1406. Le principe de l'alinéa 14 de l'article L. 1524-5 CGCT est que tout élu d'une collectivité doit produire annuellement un rapport à l'assemblée de sa collectivité afin de lui communiquer des informations essentielles sur l'entreprise publique dont sa collectivité est actionnaire.

Ce rapport doit être validé par chaque Conseil Municipal des Communes membres.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 09 décembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **VALIDE** le rapport du mandataire 2023 de l'office de tourisme de la Baie de Quiberon.

# Chiffres-clés de l'activité 2023

**TAXE DE SEJOUR**

**2 673 728 €**  
+36%

**3 080 732 nuitées** march.  
-3,2%

3 663 établissements

61 839 lits touristiques marchands  
5 communes totalisent 68% de la TS  
(Quiberon, Erdeven, Auray, St Pierre  
Quiberon et La Trinité/Mer)

Opérateurs numériques (42%) /  
Collecte directe (58%)

## FRÉQUENTATION DES ACCUEILS

**302 000 contacts**  
-2% / 2022

**20 290 (+ 4%)**  
contacts à distance  
Tél, mail, courrier, formulaire web, chats

**VENTES AU GUICHET et VAD :**

- Un chiffre d'affaires **746 052 € TTC** -4,1 %
- 54 % du CA réalisé sur les mois de juillet-août

**Accueil en mobilité**

Du 5 juill. au 27 août

**13 sites** /hebdo

**1 285 €** de ventes

**2 842** visiteurs

**59 fournisseurs**

**387 produits commercialisés**

**22 346 billets & produits vendus**

**53,40 €** (panier moyen)

**Clientèles**

**90% FRANCE**

**10% ÉTRANGERS** (+ 3% / 2022)

1

2 3

4 5

# Chiffres-clés de l'activité 2023

## PROMOTION - COMMUNICATION

Site [www.baiedequiberon.bzh](http://www.baiedequiberon.bzh)

➤ 1,240 million de visites : + 7,6% vs 2022

➤ 6 langues

➤ 36 000 prises de contact

➤ 950 partenaires en ligne

➤ Nouveau SIT : Tourinsoft



48 661 abonnés



19 907 abonnés (soit +26.12 % vs 2022)



147 abonnés

288 publications  
653 397 interactions = taux  
d'engagement à 7.78%  
8 000 000 personnes  
touchées

## CAMPAGNES PROMOTIONNELLES



- Médias nationaux : 360 000 personnes touchées
- Affichage : 600 000 diffusions
- KONIBI : 600 000 diffusions
- PODCASTS + 6000 écoutes en 6 mois



Baie de Quiberon Tourisme dans le baromètre We Like Travel\* : 43ème sur 400 destinations 45ème en 2022

- 19 News Animations
- 1 News 100% com (pros)
- 6 News « annoncer vos événements »
- 3 News « dispos »

## RELATIONS PRESSE

En partenariat avec Carnac, Morbihan  
Tourisme et Tourisme Bretagne  
Agence spécialisée

Equivalence pub : 2,8 M€

## Photothèque

2 000 photographies du territoire  
dont 600 pour les partenaires  
dont 200 pour les médias

Vidéo avec Friendly Frenchy sur  
les réseaux sociaux 1 000 000  
personnes touchées

Événement sur le marché belge  
vers les T.O : plus de 120  
partenaires valorisés



# Chiffres-clés de l'activité 2023

## PARTENARIATS ET ACCOMPAGNEMENT DES PROFESSIONNELS

### PARTENARIATS :

- 420 783 € de Chiffre d'Affaires en 2023
- 952 partenaires

### ACCOMPAGNEMENT DES PROFESSIONNELS :

- 20 sessions de formation gratuites
- 176 participants
- Coût : 7 935€



### EVENEMENTIELS :

- 1 LANCEMENT DE SAISON &
- 1 BILAN DE SAISON



## RESSOURCES

25 permanents au  
1<sup>er</sup> janvier rejoints  
par 29 saisonniers

2 départs de  
collaboratrices :  
1 rupture  
conventionnelle,  
1 démission



## Synthèse 2023

En résumé, l'amélioration du résultat par rapport au budget s'explique par :

- une augmentation des partenariats (+ 15 k€),
- une augmentation de la subvention AQTÀ (+ 20 k€) liée à l'augmentation de la taxe de séjour perçue,
- et une diminution de la masse salariale suite à des arrêts maladie non remplacés (- 14 k€).

Par ailleurs l'augmentation des charges externes (+26 k€) est compensée par les remboursements Prévoyance suite aux arrêts maladie (+24 k€).

L'amélioration du résultat s'explique avant tout par les économies liées aux arrêts maladie, l'impact de la performance économique est limité.

De plus l'estimation du chiffre d'affaires pour 2024 prévoit une baisse tant sur les partenariats que sur les commissions billetteries. Et la projection pour 2025 en matière de partenariats est - 11% par rapport à 2024.

La situation au 31/12/2023 est saine avec une trésorerie à 1 012 204 € mais les projections sur 2024 et 2025 nous obligent à être très prudent et surtout à prévoir une évolution de la SPL pour faire face aux défis qui nous attendent. (Audit Jean-Luc BOULIN, réorganisation, nouvelles missions...)



Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

### **3- DGS - OUVERTURE DOMINICALE DES COMMERCES POUR L'ANNÉE 2025**

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

L'article L 3132-26 du code du travail, dans sa rédaction issue de la loi Macron entrée en vigueur le 8 août 2015 énonce : Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable. Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400m<sup>2</sup>, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L 3133-1, à l'exception du 1er mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire au titre du présent article, dans la limite de trois.

Par ailleurs, l'article R 3132-21 du code du travail indique : L'arrêté du maire ou, à Paris, du Préfet de Paris relatif à la dérogation au repos dominical pour les commerces de détail prévu à l'article L 3132-26, est pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressés.

Vu le code du travail et notamment ses articles L 3132-26, L 3132-27, L 3132-27-1, L 3132-25-4 et R 3132-21,

Considérant l'intérêt économique représenté par ces dispositions et leurs effets bénéfiques sur la consommation des ménages ;

Considérant qu'il y a lieu de générer une attractivité commerciale forte, potentiellement en lien avec les évènements festifs et commerciaux qui rythment la vie locale ;

Considérant les demandes formulées par les commerçants et la Fédération Auray Préférence d'ouvrir :

- le dimanche 12 janvier 2025
- le dimanche 29 juin 2025
- le dimanche 31 août 2025
- les dimanches 07, 14 , 21 et 28 décembre 2025

Considérant que l'avis de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a été sollicité par courrier du Maire en date du 11 septembre 2023 ;

Considérant la consultation des organisations syndicales suivantes : CFTC, CGT-FO, CFDT, CFE-CGC, Solidaires 56 et UNSA réalisée par courrier envoyé le 11 septembre 2023 ;

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Considérant la consultation des organisations professionnelles suivantes: union professionnelle artisanale, union des entreprises du Morbihan, chambre de commerce et d'industrie, chambre des métiers et de l'artisanat réalisée par courrier envoyé le 13 septembre 2024 ;

Considérant que s'agissant des droits des salariés, le code du travail (articles L 3132-27 et L 3132-25-4) prévoit que seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche, que chaque salarié privé de son repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps et que ce repos compensateur sera accordé collectivement ou par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **ÉMET UN AVIS FAVORABLE** quant à l'autorisation d'ouverture des commerces de détail :

- le dimanche 12 janvier 2025
- le dimanche 29 juin 2025
- le dimanche 31 août 2025
- les dimanches 07, 14, 21 et 28 décembre 2025

- **DIT** que chaque commerce devra s'assurer des conditions propres à son activité.

- **AUTORISE** Madame le Maire à prendre un arrêté fixant la liste des dimanches pour lesquels chaque commerce est autorisé à ouvrir.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2024<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### **4- DGS - RAPPORT ANNUEL 2023 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT**

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

Le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement a été présenté en conseil communautaire le 27/09/2024.

Pour l'année 2023, ce rapport est constitué en trois parties distinguant les compétences exercées (eau potable, assainissement collectif et assainissement non collectif) et est transmis aux 24 communes composant la communauté de communes.

Il intègre la plupart des éléments contenus dans les rapports d'activité concessionnaires et notamment les comptes annuels de résultats d'exploitation.

Ce rapport est public : il permet d'informer les usagers du service. Un exemplaire a été transmis aux communes adhérentes pour être présentées à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

**Vu** le code des collectivités territoriales et notamment l'article L.2224-5, ainsi que les articles de D.224-1 à D.224-5,

**Vu** l'examen du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement par la commission consultative des services publics locaux d'AQTA du 06/09/2024 ;

**Vu** la délibération du conseil communautaire d'Auray Quiberon Terre Atlantique du 27 septembre 2024,

Vu l'avis favorable de la commission finances et communication du 09/12/2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (0 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **PREND CONNAISSANCE** du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'Eau potable et de l'Assainissement de 2023 d'Auray Quiberon Terre Atlantique.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **5- DGS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE « AQTA ÉNERGIES » POUR LA FOURNITURE DE PRESTATIONS LIÉES A LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE - DÉSIGNATION DE L'ÉLU REPRÉSENTANT LA VILLE**

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

Le développement de la filière bois énergie constitue un enjeu de première importance pour le territoire, en lien avec la politique locale en matière d'énergie renouvelable, fondée notamment sur la valorisation de la biomasse.

Le caractère complexe de ce type de projets, faisant intervenir de nombreux acteurs, nécessite une mobilisation et une coordination de l'action des collectivités interpellées dans l'exercice de leurs compétences.

Aussi, la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA) et les communes du territoire ont examiné les conditions dans lesquelles elles étaient susceptibles de se doter d'une structure commune pour répondre à cet objectif de mutualisation et de coopération, en se réservant la possibilité d'étendre cette structure à d'autres collectivités intéressées, en particulier à toutes les collectivités territoriales et leurs groupements intervenant sur le territoire de l'EPCI.

Le choix s'est porté sur une Société Publique Locale (SPL) pour agir dans le domaine des énergies renouvelables et de la maîtrise de la demande énergétique, notamment pour la gestion durable et le développement de la filière bois énergie, au travers de la gestion, la maintenance, le développement et la mise à disposition des outils et de prestations au profit des collectivités actionnaires.

Suivant la délibération du 20 décembre 2023, la ville d'Auray s'est portée acquéreur d' 1 (une) action du capital social de la SPL, afin d'en devenir actionnaire, et donc pouvoir ensuite bénéficier des prestations de la SPL .

La commune en sa qualité d'actionnaire minoritaire est membre de l'assemblée spéciale, Monsieur Stéphane Renault a été désigné le 20 décembre 2023 en Conseil Municipal comme élu représentant la ville d'Auray.

Elle est également membre de l'assemblée générale. Il s'agit dans cette délibération de désigner l'élu délégué qui y représentera la ville d'Auray. Il est proposé que Stéphane Renault représente également la ville d'Auray.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1521-1 et suivants et L.1531-1 ;

Vu le Code de commerce, notamment ses articles L.210-6 et L.225-1 et suivants ;

Vu les statuts de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique

Vu les projets de statuts, de pacte d'actionnaires et de règlement de l'assemblée spéciale de la Société publique local AQTA Énergies ;

Vu la délibération du 20 décembre 2023 ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 09 décembre 2024,



Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **DÉSIGNE** Monsieur Stéphane Renault, membre du Conseil Municipal, en qualité de délégué de la collectivité au sein de l'Assemblée Générale.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024

Compte-rendu affiché le 20/12/2024

Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **6- DGS - CONVENTION D'ABATTEMENT TFPB DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE**

Madame Marie LE CROM, 2ème adjointe, expose à l'assemblée :

La ville d'Auray comporte un quartier prioritaire comportant 5 quartiers à savoir :

- Quartier du Gumenen
- Quartier du Goaner
- Quartier du Bel air
- Quartier du Parco-Pointer
- Quartier Montfort-Beaumanoir

La qualité de vie des habitants des quartiers prioritaires constitue un objectif majeur des contrats de ville poursuivi dans leur pilier « Cadre de vie ». Celui-ci se décline

notamment par la mise en œuvre de démarches de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) visant à garantir dans les quartiers prioritaires une qualité de service et un cadre de vie équivalent à celui des autres secteurs du territoire. Ces démarches revêtent un caractère éminemment partenarial et coordonné pour porter leurs fruits et agir de manière concrète sur les problématiques de propreté, de gestion des encombrants, de tranquillité publique, de gestion locative ou encore de lien social

Conformément aux dispositions de l'article 1388 bis du Code Général des Impôts, les organismes HLM dont le patrimoine se situe dans le périmètre d'un Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPV) bénéficient d'un abattement de 30% au titre de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB).

Cet abattement s'applique aux logements dont le propriétaire, mentionné au premier alinéa du présent 1, est signataire au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, dans les quartiers concernés, d'un contrat de ville prévu à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et d'une convention, annexée au contrat de ville, conclue avec la commune, l'établissement public de coopération intercommunale et le représentant de L'État dans le département, relative à l'entretien et à la gestion du parc et ayant pour but d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires.

La présente convention définit les modalités d'élaboration, d'application, de suivi et de bilan de l'abattement de la TFPB sur toute la durée du contrat de ville à compter de 2025 jusqu'en 2030.

Elle constitue le cadre de référence des engagements de chacun des signataires à savoir l'État, Auray Quiberon Terre Atlantique, La Ville d'Auray, Espacil Habitat et Morbihan Habitat, et est une annexe du contrat de ville signé le 12 septembre 2024. Cette convention s'inscrit dans les orientations définies dans le contrat de ville et la démarche de gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP).

Afin de justifier de l'utilisation de l'abattement, les organismes HLM élaborent chaque année les bilans de l'année passée et les plans d'actions prévisionnels des trois années à

venir sous forme de tableaux, dont le cadre est défini par l'Etat. Ils s'engagent à transmettre ces documents au Préfet du Morbihan, aux Maires d'Auray au Président d'AQTA. Les tableaux font l'objet de discussion entre les partenaires et peuvent être réajustés à la demande de l'une des parties prenantes afin de correspondre de plus près aux réalités locales et aux besoins du territoire.

Comme le prévoit le cadre national, les actions valorisables au titre de l'abattement de la TFPB visent un renforcement de l'entretien et de la gestion du parc HLM ainsi que l'amélioration de la qualité de service rendu aux locataires. En fonction du diagnostic partagé, les actions peuvent porter sur plusieurs des axes suivants :

- \* Renforcement de la présence du personnel de proximité ;
- \* Formation spécifique et soutien au personnel de proximité
- \* Sur-entretien ;
- \* Gestion des déchets et encombrants/épaves ;
- \* Tranquillité résidentielle ;
- \* Concertation/sensibilisation des locataires ;
- \* Animation, lien social, vivre ensemble ;
- \* Petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

La convention devra être adoptée par la commune d'Auray, les organismes HLM ayant du patrimoine en quartier prioritaire de la politique de la Ville, la communauté de communes AQTA et l'Etat, avant le 31 décembre 2024, sans quoi les organismes HLM ne pourront pas percevoir leur abattement en 2025.

Le montant total concernant cette convention d'abattement pour Espacil habitat est de 13 294 € par an de 2025 à 2026.

Le montant total concernant cette convention d'abattement pour Morbihan habitat est d'environ 99 000 € par an de 2025 à 2026.

Pour information, L'État compense partiellement, à hauteur de 40%, la perte de rentrées fiscales pour la commune.

Vu le code général des impôts, notamment son article 1388 bis,

Vu la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains,

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Vu le contrat de Ville d'Auray signé le 12 septembre 2024.

Vu l'avis de la commission « finances » le 14 novembre 2024,

Il est proposé aux membres du conseil municipal d'approuver la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties et d'autoriser Madame le Maire à la signer.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 09 décembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **PREND CONNAISSANCE** de la convention d'abattement de la Taxe foncière sur les propriétés bâties
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la dite convention.

# Convention

## D'utilisation d'abattement de la TFPB dans le QPV d'Auray

### Conclue entre :

- La Ville d'Auray, représentée par Mme Claire Masson, Maire d'Auray
- La Préfecture du Morbihan représenté par M. Pascal Bolot, Préfet du Morbihan
- La Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, représentée par M. Philippe Le Ray, président d'AQTA
- Et d'autre part, Espacil Habitat représenté par Julia Lagadec Directrice Générale d'Espacil Habitat
- Et d'autre part Morbihan Habitat représenté par M. Erwan Robert Directeur Général de Morbihan Habitat.

Vu l'article 6 de la loi N°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale ;

Vu l'article 73 de la loi N° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024,

Vu l'article 1388 bis du code général des impôts ;

Vu le cadre national d'utilisation de la TFPB et son avenant signé le 30 septembre 2021 par L'État, l'Union sociale pour l'habitat (USH) et les représentants des collectivités que sont les l'association Ville et Banlieue, Intercommunalités de France, France Urbaine, l'association des maires de France et Villes de France ;

Vu le contrat de ville d'Auray voté par le conseil communautaire le 5 avril 2024.

### Il est convenu ce qui suit :

#### 1. Objet de la convention

L'article 1388 bis du code général des impôts prévoit un abattement de 30 % sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements locatifs sociaux situés en quartier prioritaire de la politique de la ville.

Cet abattement s'applique aux logements dont le propriétaire, mentionné au premier alinéa du présent 1, est signataire au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, dans les quartiers concernés, d'un contrat de ville prévu à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et d'une convention, annexée au contrat de ville, conclue avec la commune, l'établissement public de coopération intercommunale et le représentant de L'État dans le département, relative à l'entretien et à la gestion du parc et ayant pour but d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires.

La présente convention définit les modalités d'élaboration, d'application, de suivi et de bilan de l'abattement de la TFPB sur toute la durée du contrat de ville à compter de 2025 jusqu'en 2030.

Elle constitue le cadre de référence des engagements de chacun des signataires à savoir l'État, Auray Quiberon Terre Atlantique, Ville d'Auray, Espacil Habitat et Morbihan Habitat, et est une annexe du contrat de ville signé le 12 septembre 2024. Cette convention s'inscrit dans les

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

orientations définies dans le contrat de ville et la démarche de gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP).

Comme le prévoit le cadre national, les actions valorisables au titre de l'abattement de la TFPB visent un renforcement de l'entretien et de la gestion du parc HLM ainsi que l'amélioration de la qualité de service rendu aux locataires. En fonction du diagnostic partagé, les actions peuvent porter sur plusieurs des axes suivants :

- \* Renforcement de la présence du personnel de proximité ;
- \* Formation spécifique et soutien au personnel de proximité
- \* Sur-entretien ;
- \* Gestion des déchets et encombrants/épaves ;
- \* Tranquillité résidentielle ;
- \* Concertation/sensibilisation des locataires ;
- \* Animation, lien social, vivre ensemble ;
- \* Petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

## 2, Identification du patrimoine concerné dans les QPV de la ville par quartier.

### ESPACIL HABITAT

| Quartier              | Nombre total de logements | Nombre de logements bénéficiant de l'abattement TFPB | Estimation de l'abattement de la TFPB |
|-----------------------|---------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Gumenen               | 23                        | 0                                                    | 0                                     |
| Goaner                | 22                        | 0                                                    | 0                                     |
| Montfort / Beaumanoir | 63                        | 63                                                   |                                       |
|                       |                           |                                                      |                                       |
| <b>Total :</b>        | <b>108</b>                | <b>63</b>                                            | <b>13 294 €</b>                       |

### MORBIHAN HABITAT

| Quartier      | Nombre total de logements | Nombre de logements bénéficiant de l'abattement TFPB | Estimation de l'abattement de la TFPB |
|---------------|---------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Gumenen       | 187                       | 79                                                   |                                       |
| Goaner        | 100                       | 100                                                  |                                       |
| Parco Pointer | 217                       | 217                                                  |                                       |
| Bel air       | 51                        | 51                                                   |                                       |
|               |                           |                                                      |                                       |
| <b>Total</b>  | <b>555</b>                | <b>447</b>                                           | <b>99 000 €</b>                       |

## 3, Engagement des parties à la convention

La convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB est définie dans un cadre partenarial entre L'État, Auray, Quiberon, Terre Atlantique, Auray, et Espacil Habitat et Morbihan Habitat. L'ensemble  
Conseil municipal de la Ville d'Auray du 18 décembre 2024

des signataires de la convention s'engagent à mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la convention en lien avec les orientations du contrat de ville et des politiques de droit commun.

### Engagement de L'État

Les services de l'Etat garantiront le suivi et l'application de la présente convention d'ATFPB selon les orientations nationales et locales, et s'appuieront sur une équipe constituée de :

- La déléguée du préfet à la politique de la ville,
- Un agent de la DDTM, service Urbanisme Habitat Construction / Unité Politique de l'Habitat et du Renouvellement Urbain,
- Un agent de la DDETS, Mission d'Appui aux Politiques Interministérielles,

Qui seront en charge :

- \* de la mobilisation des politiques de droit commun de l'État,
- \* de l'accompagnement du pilotage de la convention par la mise en place, en lien avec les responsables des services politique de la ville de Auray et de l'EPCI Auray Quiberon Terre Atlantique, de la présente convention,
- \* du contrôle et de l'utilisation des montants de l'abattement,
- \* de l'articulation entre le droit commun des bailleurs, de l'EPCI, de la Ville et de l'utilisation des crédits du BOP 147, ainsi que l'utilisation de l'abattement de la TFPB, afin d'éviter les doubles financements.

### Engagement de la Commune d'Auray

- \* Le responsable du service Politique de la Ville / Démocratie Locale sera garant du suivi de la présente convention et ceux en lien avec la directrice des finances de la Ville.
- \* La ville mettra au service, sa politique de droit commun au même titre que l'ensemble du territoire et veillera à faciliter les dispositifs liés à la gestion urbaine et sociale de proximité en lien avec ses compétences.
- \* La ville mettra en place des temps de concertation avec chacune des parties, deux COTECH par an, ainsi qu'un COPIL d'analyse, de validation et d'orientation de l'utilisation de l'abattement de la TFPB.
- \* La ville veillera à la mobilisation de chacun des acteurs, y compris les habitants et le conseil citoyen sur les choix et l'analyse de l'utilisation de l'abattement de la TFPB par actions.

### Engagement d'AQTA

- \* Un agent de la direction Aménagement, Habitat et Urbanisme d'AQTA, en lien avec la directrice générale adjointe Aménagement et développement du territoire, est référent sur la politique de la ville, et participe au suivi de la présente convention, en lien avec les services d'AQTA concernés au titre du droit commun et des politiques publiques menées par la Communauté de communes.
- \* AQTA mobilise au titre de ses compétences, dans le cadre du droit commun, les politiques et dispositifs suivants en découlant : Contrat local de santé (CLS), Programme local de l'habitat (PLH), Schéma d'attractivité et de développement économique, Schéma directeur tourisme, Plan d'actions des mobilités, Programme Alimentaire Territorial (PAT), Schéma Directeur Déchets, Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), Schéma directeur des énergies renouvelables (SDER), Plan d'actions jeunesse, dispositifs en faveur de la culture et de la pratique sportive, chantiers d'insertion, convention-cadre d'Opération de Revitalisation de Territoire (dispositif Petites Villes de Demain). La mise en œuvre de ces dispositifs se traduit notamment par l'ingénierie des services d'AQTA, la mobilisation des moyens financiers alloués aux politiques intercommunales, ainsi



qu'aux subventions aux associations porteuses de projets en lien avec les actions soutenues par les politiques communautaires.

### Engagement d'Espacil Habitat

Nouveau partenaire du contrat de ville, ESPACIL HABITAT souhaite porter son attention et les moyens mobilisables dans le cadre de l'abattement TFPB sur deux axes essentiels, en réponse aux problématiques et dysfonctionnements rencontrés sur ses résidences inscrites au quartier :

- 1- Le renforcement de la présence humaine et notamment la création d'un poste d'un agent de proximité et de patrimoine pour favoriser le lien social et les actions de sensibilisation au bien vivre ensemble, en partenariat avec la collectivité, les associations locales et partenaires œuvrant sur le quartier (axes 1 du référentiel) ;
- 2- Des interventions techniques réactives et des accompagnements adaptés face aux enjeux particuliers de gestion et d'entretien des logements : petits travaux d'amélioration du cadre de vie, surcoût de remise en état des logements au départ des locataires, auto-réhabilitation accompagnée, sensibilisation aux économies d'énergie et gestion des déchets. (Axe 7 et 8 du référentiel)

Les moyens humains d'ingénierie consacrés au suivi de la convention sont les suivants :

Pilotage : Responsable de territoire 29-56

Mise en œuvre des actions et relations partenariales de proximité avec les associations, collectivités territoriales, bailleurs sociaux : Agent de proximité et de patrimoine et Gérant de patrimoine.

Les moyens financiers consacrés aux actions seront à minima égaux au montant de l'abattement lié à l'exonération TFPB, soit 13294€ annuel estimé ;

La programmation du plan d'actions (prévisionnel et réalisé) et son suivi seront assurés à l'aide du logiciel Quartiersplus ;

L'information et la mobilisation des associations de locataires seront faites à l'occasion des Conseils de Concertation Locative qui se réunissent 2 fois dans l'année.

Par ailleurs, ESPACIL HABITAT s'engage à réaliser un bilan annuel quantitatif et qualitatif avec diffusion aux signataires de la convention et aux instances représentatives des locataires habitants (conseil citoyen)

### Engagement de Morbihan Habitat

Entre autre :

- Renforcement de la présence du personnel de proximité
- Sur entretien et remise en état des logements
- Accompagnement à l'animation et au lien social dans le quartier
- Accompagnement social des habitants...

\* Moyens humains d'ingénierie pour le suivi de la convention : Directeur d'Agence, Directeur de Territoire, Contrôleur de Gestion.

\* Moyens liés à la mise œuvre du programme d'actions défini de façon partenariale par les signataires de la convention et à son suivi ; Moyens humains : Directeur d'Agence, Responsable de Proximité, Responsable de Site, Gardien, Médiateur, CESF. Moyen financier.

\* Information sur la programmation d'action (prévisionnel et réalisé) à l'aide du logiciel Quartiersplus ;

\* Mobilisation des associations de locataires ; AFOC 56, CNL, CLCV.

\* Pilotage de la convention en lien avec les différents partenaires signataires de la présente convention.



\* Réalisation du bilan quantitatif et qualitatif avec une diffusion aux signataires de la convention et aux instances représentatives des locataires habitants (conseil citoyen, tables rondes de quartiers, et l'association des locataires)

#### 4, Résultat du diagnostic partagé

\* Pour rappel un diagnostic en marchant et une marche exploratoire des femmes à lieu chaque année dans le QPV, ce diagnostic permet de rappeler les orientations et besoins en termes de sécurisation des trajets, de diminuer le sentiment d'insécurité ressentie prioritairement par les femmes et les personnes en situation de vulnérabilité, de diminuer la vitesse des voitures.

De gérer les déchets et les encombrants, de nettoyer les emprises non bâties et de favoriser des espaces de rencontres.

De diminuer les îlots de chaleurs, tout en poursuivant une désimperméabilisations, et une augmentation de la présence de la biodiversité et de la nature.

De favoriser la rencontre entre les utilisateurs et les habitants du quartier.

De poursuivre la diversification fonctionnelle et résidentielle en variant l'offre de logements.

De poursuivre la mixité des publics et de veiller à un équilibre démographique.

#### 5, Orientations stratégiques

##### **Reconstruction du QPV :**

\* Mettre en place un plan guide d'aménagement permettant de faire rentrer la nature dans le quartier tout en favorisant la biodiversité.

\* Poursuivre la reconstruction du quartier en veillant à un équilibre d'usage en fonction des emprises et des besoins.

\* Veiller à poursuivre le développement du réseau de chaleur sur les futures implantations.

\* Poursuivre la politique de développement des énergies renouvelables tout en veillant à une meilleure isolation des bâtiments...

##### **Mobilités :**

\* Poursuivre le développement des mobilités douces par l'implantation de dorsales cyclables en veillant à la mise aux normes des stationnements et de la sécurisation des trajets piétonniers et cyclables.

\* Favoriser les jonctions entre les différents quartiers en prenant en compte le désenclavement.

##### **GUSP-Transition écologique :**

\* Poursuivre le traitement des déchets en développant des stratégies innovantes de réemploi.

\* Accompagner l'auto-réhabilitation des logements

\* Développer la pédagogie d'économie d'énergie avec et pour les habitants.

\* Mettre en œuvre les mesures actées dans la convention de gestion urbaine de proximité notamment concernant la tranquillité publique...

##### **L'Emancipation par l'Education, le sport, le loisir et les sciences**

\* Poursuivre les actions de liens sociaux

#### 6, Participation citoyenne

\* Les associations qu'elles soient associations de locataires ou autres ouvrant au sein du quartier seront invitées à se joindre et participer aux réunions gestion de projets.

\* Le conseil citoyen et les représentants des locataires-habitants seront consultés, à titre consultatif, à la mise en œuvre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB.

\* Modalités d'association à la vie de la convention : En présence de l'ensemble des signataires, des représentants des habitants, de l'EPCI, des forces de sécurité deux diagnostics, dont une marche exploratoire des femmes aura lieu chaque année. Cela donnera lieu à un document synthèse dans lequel, chacun des partenaires s'engagera à mettre en œuvre ou répondre aux problématiques identifiées en fonction de leurs compétences respectives.

## 7, Modalité de pilotage et établissement du plan d'actions

Pour l'Etat : La déléguée du préfet à la politique de la ville avec les référents DDTM et DDETS

Pour la ville d'Auray : Responsable du service politique de la ville

Pour l'EPCI : Référent politique de la ville

Pour Espacil Habitat : Responsable de territoire

Pour Morbihan Habitat : Directeur d'agence Auray

\* Les instances de pilotage technique (COTECH) se réuniront deux fois par an, en Mai et Décembre afin de faire un suivi et une projection en N+1 sur l'utilisation de l'abattement de la TFPB.

\* Un COPIL se réunira une fois par an en présence de l'ensemble des décideurs et financeurs, pour valider les programmes d'actions prévisionnels et réalisés, articulé avec le COPIL Contrat de Ville.

\* Les plans d'actions seront définis en concertation lors du dernier trimestre de l'année, en amont de l'officialisation.

\* Le programme d'action prévisionnel annuel sera défini de façon concertée dans le trimestre précédent l'année N. La projection budgétaire des bailleurs sociaux, et les appels à projets du BOP 147 seront pris en compte.

Les bilans des actions de l'abattement de la TFPB devront se tenir au plus tard lors du COPIL de la politique de la ville de l'année N+1.

## 8, Suivi et bilan

Chaque année, les bailleurs sociaux Espacil Habitat et Morbihan Habitat transmettent à la Ville d'Auray, à AQTA, la DDTM, et aux représentants du conseil citoyen et à l'association des locataires-habitants, un bilan quantitatif et qualitatif du programme d'actions mis en œuvre en année n-1.

Le bilan quantitatif, recensant les actions menées et dépenses afférentes, est directement accessible dans le logiciel Quartiersplus aux signataires de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB. Ces accès aux données par les partenaires est possible dès lors que les bailleurs ont complétés le logiciel et ont publiés leurs données.

Le bilan qualitatif est structuré autour des priorités d'actions convenues de façon partenariale à l'appui du diagnostic partagé. Il rend compte des actions menées et des résultats. Les différents porteurs de projets dont les actions ont été valorisées au titre de l'abattement de la TFPB contribuent à l'élaboration du bilan qualitatif par leurs bilans d'actions.

Le bilan quantitatif et qualitatif pourra être complété par des éléments complémentaires fournis par les représentants des signataires de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB.

Au regard des bilans quantitatifs et qualitatifs, L'État, la Ville et AQTA mettront un avis pour valider les orientations de l'année N+1.

Les bilans qualitatifs et quantitatifs permettront la consolidation annuelle des programmes d'actions aux signataires du contrat de ville à l'occasion du COPIL de ce dernier. Cette consolidation des données des bailleurs sociaux à une échelle territoriale est possible via QuartiersPlus.

## 9, Durée de la convention

\* La convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB est une annexe du contrat de ville.

Et à ce titre, est conclue pour les années 2025 à 2030 tel que prévu à l'article 73 de la loi de finances pour 2024. Elle pourra donner lieu à modification sous la forme d'un avenant à l'issue d'un bilan à mi-parcours ou pour tenir compte de l'évolution des besoins du territoire.

## 10, Conditions de report de l'abattement de la TFPB

\* Dans certaines situations, l'abattement de la TFPB ne peut pas être intégralement valorisé durant un exercice et ce indépendamment de l'action des parties prenantes de la convention. Pour y remédier, les actions non valorisées en année N peuvent être reportées en année N+1. Ce report fait l'objet d'une information de la part du bailleur puis d'une validation par les signataires de la convention lors du COPIL.

## 11, Condition de dénonciation de la convention

\* Comme précisé dans l'avenant du cadre national signé le 30 septembre 2021 : "En cas de désaccord entre les signataires sur la conclusion et l'exécution de la convention, un rôle de facilitateur sera assuré par un représentant de L'État, désigné par le Préfet du département, en vue de chercher une solution consensuelle dans l'intérêt commun des parties et des habitants du quartier" ;

\* En cas de non-respect avéré d'une partie conséquente des engagements prévus à la convention par l'une des parties, la convention peut être dénoncée, après la mise en place de la phase de médiation précitée, par l'une des parties dans un délai de préavis minimum de 4 mois avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1. Cette dénonciation doit être justifiée et formalisée par écrit auprès des différentes parties prenantes signataires de la convention ;

\* Une copie de cet écrit est également adressée, avant le 31 décembre de l'année N, aux signataires du cadre national d'utilisation de l'abattement de la TFPB (ANCT, Intercommunalités de France, France Urbaine, Ville et Banlieue, Ville de France, Association des Maires de France, Union sociale pour l'habitat). Les éléments transmis feront l'objet d'une capitalisation au niveau national assurée par l'Union sociale pour l'habitat (USH) et seront valorisés auprès des autres signataires du cadre national.

**ANNEXES : PREVISIONNEL DU PROGRAMME D'ACTION PRÉVISIONNEL TRI-ANNUEL  
ESPACIL HABITAT  
2025-2030**

**Montant de l'abattement : 13 294€ estimé**

| Axe                                                     | Actions                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Montant prévisionnels 2025                             | Montant prévisionnel s2026                             | Montant prévisionnel 2027                              | % de l'abattement |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------|
| 1-Renforcement de la présence du personnel de proximité | Création d'un poste d'agent de proximité et de patrimoine (temps partiel). Enjeux : développement de la tranquillité résidentielle, médiation sociale, animations et lien social, maintien d'un bon niveau de propreté des parties communes et référent gestion de proximité y compris aspect sécurité | 4000                                                   | 4000                                                   | 4000                                                   | 28%               |
| 2- Formation / soutien des personnels de proximité      | Formation du personnel recruté (médiation, gestion de conflit, GUP...)                                                                                                                                                                                                                                 | 300                                                    | 150                                                    | 150                                                    | 1.5%              |
| 3-Sur-entretien                                         | Renforcement du nettoyage selon besoin et réparation suite au vandalisme. Enjeu d'une plus grande réactivité grâce à l'agent de proximité et de patrimoine                                                                                                                                             | 500                                                    | 500                                                    | 500                                                    | 3.5%              |
| 4-Gestion des déchets et des encombrants/ Épaves        | Mise en place d'une action de sensibilisation au tri des déchets, lien avec AQTA pour une meilleure gestion des encombrants                                                                                                                                                                            | 500                                                    | 500                                                    | 500                                                    | 3.5%              |
| 5- Tranquillité résidentielle                           | Veille active et participation aux réunions interservices assurées par l'agent de proximité et de patrimoine                                                                                                                                                                                           | <i>Participation mais non valorisée financièrement</i> | <i>Participation mais non valorisée financièrement</i> | <i>Participation mais non valorisée financièrement</i> |                   |
| 6-Concertation /sensibilisation des locataires          | Promouvoir les dynamiques de quartier auprès des résidents en lien avec le tissu associatif local et les signataires du contrat de ville                                                                                                                                                               | <i>Participation mais non valorisée financièrement</i> | <i>Participation mais non valorisée financièrement</i> | <i>Participation mais non valorisée financièrement</i> |                   |

|                                                           |                                                                                                                                                                                        |      |      |      |     |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|-----|
| 7- Animation, lien social, vivre ensemble                 | Accompagnement à la mise en place d'auto-réhabilitations accompagnées (convention avec les Compagnons bâtisseurs) et repair Café et soutien aux actions favorisant "le vivre-ensemble" | 1700 | 2000 | 2000 | 14% |
| 8- Petits travaux d'amélioration de la qualité de service | Surcoût de remise en état des logements au départ des locataires et petits travaux d'amélioration du cadre de vie                                                                      | 6294 | 6144 | 6144 | 49% |

**ANNEXES : PROGRAMME D'ACTIONS PRÉVISIONNEL TRI-ANNUEL  
MORBIHAN HABITAT  
2025-2030**

**Montant de l'abattement : environs 99 000€ estimé**

| <b>Axe</b>                                               | <b>Actions</b>                                                                                         | <b>Montant prévisionnels 2025</b> | <b>Montants prévisionnels 2026</b> | <b>Montants prévisionnels 2027</b> | <b>% de l'abattement</b>          |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1. Renforcement de la présence du personnel de proximité | Renforcement du gardiennage et de la surveillance                                                      | 4 000 €                           | 4 000 €                            | 4 000 €                            | 4 %                               |
|                                                          | Agent de médiation sociale                                                                             | 1 000 €                           | 1 000 €                            | 1 000 €                            | 1 %                               |
|                                                          | Agent de développement social et urbain                                                                |                                   |                                    |                                    |                                   |
|                                                          | Coordinateur bailleur de la gestion de la proximité                                                    | 2 000 €                           | 2 000 €                            | 2 000 €                            | 2 %                               |
|                                                          | Référents sécurité                                                                                     | 500 €                             | 500 €                              | 500 €                              | 0,5 %                             |
| 2, Formation / soutien des personnels de proximité       | Formations spécifiques (relation client, gestion des conflits, compréhension du fonctionnement social) | 3 000 €                           | 3 000 €                            | 3 000 €                            | 3 %                               |
|                                                          | Sessions de coordination interacteurs                                                                  |                                   |                                    |                                    |                                   |
|                                                          | Dispositifs de soutien                                                                                 |                                   |                                    |                                    |                                   |
| 3, Sur-entretien                                         | Renforcement nettoyage                                                                                 | 3 000 €                           | 3 000 €                            | 3 000 €                            | 3 %                               |
|                                                          | Effacement de tags et graffitis                                                                        |                                   |                                    |                                    |                                   |
|                                                          | Renforcement maintenance équipements et amélioration des délais d'intervention                         |                                   |                                    |                                    |                                   |
|                                                          | Réparation des équipements vandalisés, ascenseurs...)                                                  |                                   | 3 000 €                            | 3 000 €                            | 0 % 1 <sup>ère</sup> année<br>3 % |
|                                                          | Gestion des encombrants                                                                                | 2 000 €                           | 2 000 €                            | 2 000 €                            | 2 %                               |
|                                                          | Renforcement ramassage papiers                                                                         |                                   |                                    |                                    |                                   |



|                                                  |                                                                                                                                       |           |          |          |                                                                                         |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| 4, Gestion des déchets et des encombrants/Épaves | et détritrus                                                                                                                          |           |          |          |                                                                                         |
|                                                  | Enlèvement des épaves                                                                                                                 |           |          |          |                                                                                         |
|                                                  | Amélioration de la collecte des déchets                                                                                               | 3 500 € € | 3 500 €  | 3 500 €  | 3,5 %                                                                                   |
| 5, Tranquillité résidentielle                    | Dispositif tranquillité                                                                                                               |           |          |          |                                                                                         |
|                                                  | Vidéosurveillance (fonctionnement)                                                                                                    |           |          |          |                                                                                         |
|                                                  | Surveillance des chantiers                                                                                                            |           |          |          |                                                                                         |
|                                                  | Analyse des besoins en vidéosurveillance                                                                                              |           |          |          |                                                                                         |
| 6, Concertation /sensibilisation des locataires  | Végétalisation du quartier, renforcement de la biodiversité locale                                                                    | 10 000 €  | 5 000€   | 2 000 €  | 10 % 1 <sup>ère</sup> année<br>5 % 2 <sup>ème</sup> année<br>2 % 3 <sup>ème</sup> année |
|                                                  | Participation/implication/formation des locataires et association des locataires                                                      |           |          |          |                                                                                         |
|                                                  | Dispositifs spécifiques à la sensibilisation à la maîtrise des charges, collecte sélective, nouveaux usages, gestes écocitoyens, etc. |           |          |          |                                                                                         |
|                                                  | Enquête de satisfaction territorialisées                                                                                              | 1 000 €   | 1 000 €  | 1 000 €  | 1 %                                                                                     |
| 7, Animation, lien social, vivre ensemble        | Soutien aux actions favorisant le "vivre ensemble"                                                                                    | 20 000 €  | 25 000 € | 25 000 € | 20 % 1 <sup>ère</sup> année<br>25 %                                                     |
|                                                  | Actions d'accompagnement social spécifiques                                                                                           |           |          |          |                                                                                         |
|                                                  | Services spécifiques aux locataires.                                                                                                  |           |          |          |                                                                                         |
|                                                  | Actions d'insertion (chantier jeunes, argent de poche, chantiers d'insertion...)                                                      |           |          |          |                                                                                         |
|                                                  | Mise à disposition de locaux associatifs ou de services                                                                               | 27 000 €  | 27 000 € | 27 000 € | 27 %                                                                                    |

|                                                           |                                                                                                                                                                   |          |          |          |      |
|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|------|
|                                                           |                                                                                                                                                                   |          |          |          |      |
| 8, Petits travaux d'amélioration de la qualité de service | Petits travaux d'amélioration du cadre de vie (réfection hall d'immeubles/cages d'escaliers, éclairage, sécurisation abords, résidentialisation, signalétique...) | 2 000 €  | 2 000 €  | 2 000 €  | 2 %  |
|                                                           | Surcoût de remise en état des logements                                                                                                                           | 20 000 € | 20 000 € | 20 000 € | 20 % |
|                                                           | Travaux de sécurisation (gestion des caves, digicodes...)                                                                                                         |          |          |          |      |



**ANNEXES : Bilan Annuel Des actions financées**

**Abattement TFPB**

**Bailleur :**

**Année :**

Montant annuel de l'abattement :

| Axe                                                      | Actions                                                                                                | Coût total prévisionnel sur 3 ans | Coût prévisionnel pour l'année écoulée | Réalisé dans l'année écoulée | Evaluation qualitative de l'action | Impact de l'action sur la vie des habitants | Actions à reconduire / à faire évoluer (justifier) |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------|------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| 1. Renforcement de la présence du personnel de proximité | Renforcement du gardiennage et de la surveillance                                                      |                                   |                                        |                              |                                    |                                             |                                                    |
|                                                          | Agent de médiation sociale                                                                             |                                   |                                        |                              |                                    |                                             |                                                    |
|                                                          | Agent de développement social et urbain                                                                |                                   |                                        |                              |                                    |                                             |                                                    |
|                                                          | Coordinateur bailleur de la gestion de la proximité                                                    |                                   |                                        |                              |                                    |                                             |                                                    |
|                                                          | Référents sécurité                                                                                     |                                   |                                        |                              |                                    |                                             |                                                    |
| 2, Formation / soutien des personnels de proximité       | Formations spécifiques (relation client, gestion des conflits, compréhension du fonctionnement social) |                                   |                                        |                              |                                    |                                             |                                                    |
|                                                          | Sessions de coordination interacteurs                                                                  |                                   |                                        |                              |                                    |                                             |                                                    |

|                                                   |                                                                                |  |  |  |  |  |  |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|
|                                                   | Dispositifs de soutien                                                         |  |  |  |  |  |  |
| 3, Sur-entretien                                  | Renforcement nettoyage                                                         |  |  |  |  |  |  |
|                                                   | Effacement de tags et graffitis                                                |  |  |  |  |  |  |
|                                                   | Renforcement maintenance équipements et amélioration des délais d'intervention |  |  |  |  |  |  |
|                                                   | Réparation des équipements vandalisés (ascenseurs...)                          |  |  |  |  |  |  |
| 4, Gestion des déchets et des encombrants/ Épaves | Gestion des encombrants                                                        |  |  |  |  |  |  |
|                                                   | Renforcement ramassage papiers et détritrus                                    |  |  |  |  |  |  |
|                                                   | Enlèvement des épaves                                                          |  |  |  |  |  |  |
|                                                   | Amélioration de la collecte des déchets                                        |  |  |  |  |  |  |
| 5, Tranquillité résidentielle                     | Dispositif tranquillité                                                        |  |  |  |  |  |  |
|                                                   | Vidéosurveillance (fonctionnement)                                             |  |  |  |  |  |  |
|                                                   | Surveillance des chantiers                                                     |  |  |  |  |  |  |

|                                                 |                                                                                                                                       |  |  |  |  |  |  |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|
|                                                 | Analyse des besoins en vidéosurveillance                                                                                              |  |  |  |  |  |  |
| 6, Concertation /sensibilisation des locataires | Végétalisation du quartier, renforcement de la biodiversité locale                                                                    |  |  |  |  |  |  |
|                                                 | Participation/implication/formation des locataires et association des locataires                                                      |  |  |  |  |  |  |
|                                                 | Dispositifs spécifiques à la sensibilisation à la maîtrise des charges, collecte sélective, nouveaux usages, gestes écocitoyens, etc. |  |  |  |  |  |  |
|                                                 | Enquête de satisfaction territorialisées                                                                                              |  |  |  |  |  |  |
| 7, Animation, lien social, vivre ensemble       | Soutien aux actions favorisant le "vivre ensemble"                                                                                    |  |  |  |  |  |  |
|                                                 | Actions d'accompagnement social spécifiques                                                                                           |  |  |  |  |  |  |
|                                                 | Services spécifiques aux locataires.                                                                                                  |  |  |  |  |  |  |

|                                                           |                                                                                                                                                                   |  |  |  |  |  |  |
|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|
|                                                           | Actions d'insertion (chantier jeunes, argent de poche, chantiers d'insertion...)                                                                                  |  |  |  |  |  |  |
|                                                           | Mise à disposition de locaux associatifs ou de services                                                                                                           |  |  |  |  |  |  |
| 8, Petits travaux d'amélioration de la qualité de service | Petits travaux d'amélioration du cadre de vie (réfection hall d'immeubles/cages d'escaliers, éclairage, sécurisation abords, résidentialisation, signalétique...) |  |  |  |  |  |  |
|                                                           | Surcoût de remise en état des logements                                                                                                                           |  |  |  |  |  |  |
|                                                           | Travaux de sécurisation (gestion des caves, digicodes...)                                                                                                         |  |  |  |  |  |  |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **7- DF - ADMISSION EN NON-VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES 2024\_BUDGET VILLE**

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

Certaines créances demeurent irrécouvrables même après plusieurs procédures de recouvrement intentées par le comptable public.

Parmi ces créances irrécouvrables, on distingue deux types :

**1 - les admissions en non-valeur.** Ce sont des opérations d'apurement comptable de créances anciennes considérées, à l'issue de diligences effectuées par le comptable en charge de leur recouvrement, comme impossibles à recouvrer (montant inférieur à un seuil de poursuites ou combinaison infructueuse d'actes). Il est précisé que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur, si le redevable revenait à une situation permettant le recouvrement.

**2 - les créances éteintes.** Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond, mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive, qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Ces créances sont donc annulées par décision de justice (clôture pour insuffisance d'actif, règlement judiciaire, surendettement et décision d'effacement de dette). Pour ces créances éteintes, la ville et la trésorerie ne pourront plus tenter d'action de recouvrement. Elles constituent donc une charge budgétaire définitive et doivent être constatées par l'Assemblée.

Considérant les états des produits irrécouvrables dressés par le comptable public,

Considérant que toutes les opérations visant à recouvrer ces créances ont été diligentées par le Comptable publique dans les délais légaux,

Considérant la demande du comptable public d'admettre en non-valeur les titres émis sur le budget principal de la Ville pour un montant de **4 509,75 €** ;

Considérant la liste des créances éteintes transmise par le comptable public qui s'impose à la collectivité pour un montant de **137,09 €** ;

Considérant la disponibilité des crédits prévus au Budget Primitif pour permettre l'acquittement de ces non valeurs au compte 6541 "Créances admises en non valeur" ; et au compte 6542 « Créances éteintes ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article R. 1617-24 autorisant le comptable public à demander l'admission en non-valeur des créances dont il a constaté l'irrécouvrabilité ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables ;

Il est proposé d'approuver les créances irrécouvrables constatées par le comptable pour un montant de **4 509,75 €** en admissions en non valeur, et de prendre acte des créances éteintes selon les états des produits irrécouvrables dressés par le comptable public pour un montant de **137,09 €**.

Le détail des admissions en non valeur et des créances éteintes pour 2024 est joint en annexe.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 09 décembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** les créances irrécouvrables constatées par le comptable pour un montant de **4 509,75 €** en admissions en non valeur sur le Budget Ville ;

- **PREND ACTE** des créances éteintes selon les états des produits irrécouvrables dressés par le comptable public pour un montant de **137,09 €** sur le Budget Ville ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents relatifs à l'exécution de la présente délibération.

| EXERCICE                                                  | PIÈCE      | MOTIFS DE LA PRÉSENTATION                      | NATURE           | RESTE DU        |
|-----------------------------------------------------------|------------|------------------------------------------------|------------------|-----------------|
| 2022                                                      | T-1970-1   | Combinaison infructueuse d'actes               | ODP TERASSE      | 1 403,10        |
| <b>Total combinaison infructueuses d'actes</b>            |            |                                                |                  | <b>1 403,10</b> |
| 2019                                                      | R-12-473-1 | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 39,99           |
| 2020                                                      | R-2-484-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 40,16           |
| 2020                                                      | R-1-494-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 75,30           |
| 2020                                                      | R-12-558-1 | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 36,90           |
| 2020                                                      | R-11-569-1 | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 54,72           |
| 2021                                                      | R-5-141-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 5,04            |
| 2021                                                      | T-2556-1   | Poursuite sans effet                           | ODP PRESENTOIRS  | 52,90           |
| 2021                                                      | R-6-625-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 22,70           |
| 2021                                                      | R-4-557-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 30,08           |
| 2021                                                      | R-2-575-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 37,44           |
| 2021                                                      | R-1-586-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 54,24           |
| 2021                                                      | R-5-603-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 57,76           |
| 2021                                                      | R-3-587-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 57,90           |
| 2021                                                      | R-6-692-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 57,60           |
| 2022                                                      | R-10-144-1 | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 21,95           |
| 2022                                                      | R-9-142-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 48,29           |
| 2022                                                      | R-12-177-1 | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 29,04           |
| 2022                                                      | T-1916-1   | Poursuite sans effet                           | ODP PRESENTOIRS  | 53,69           |
| 2022                                                      | R-5-152-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 2,32            |
| 2023                                                      | R-4-185-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 86,52           |
| 2023                                                      | R-2-181-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 108,54          |
| 2023                                                      | R-10-166-1 | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 113,40          |
| 2023                                                      | R-1-186-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 198,13          |
| 2023                                                      | R-5-191-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 202,23          |
| 2023                                                      | R-3-190-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 211,11          |
| 2023                                                      | R-6-199-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 313,02          |
| 2023                                                      | R-4-187-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 53,72           |
| 2023                                                      | R-2-183-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 56,90           |
| 2023                                                      | R-1-188-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 96,86           |
| 2023                                                      | R-5-193-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 122,41          |
| 2023                                                      | R-3-192-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 127,42          |
| 2023                                                      | R-6-201-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 180,07          |
| 2023                                                      | T-2114-1   | Poursuite sans effet                           | ODP PRESENTOIRS  | 333,42          |
| 2024                                                      | R-5-172-2  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 21,44           |
| 2024                                                      | R-5-172-1  | Poursuite sans effet                           | CANTINE GARDERIE | 56,43           |
| <b>Total poursuite sans effet</b>                         |            |                                                |                  | <b>3 059,64</b> |
| 2022                                                      | R-4-414-1  | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 3,45            |
| 2022                                                      | R-6-433-1  | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 4,14            |
| 2022                                                      | R-5-421-1  | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 6,21            |
| 2022                                                      | R-3-415-1  | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 8,97            |
| 2023                                                      | R-11-423-1 | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 1,21            |
| 2023                                                      | T-1878-1   | RAR inférieur seuil poursuite                  | TLPE             | 0,30            |
| 2023                                                      | R-11-659-1 | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 1,14            |
| 2023                                                      | R-6-717-1  | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 1,21            |
| 2023                                                      | R-10-126-1 | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 2,42            |
| 2023                                                      | R-9-124-1  | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 0,11            |
| 2023                                                      | R-3-148-1  | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 4,68            |
| 2023                                                      | R-5-253-1  | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 4,39            |
| 2023                                                      | R-4-244-1  | RAR inférieur seuil poursuite                  | CANTINE GARDERIE | 8,78            |
| <b>Total RAR inférieur seuil poursuites</b>               |            |                                                |                  | <b>47,01</b>    |
| <b>Total Admissions en non valeur 2024_compte 6541</b>    |            |                                                |                  | <b>4 509,75</b> |
| 2022                                                      | R-9-142-1  | Surendettement et décision effacement de dette | CANTINE GARDERIE | 137,09          |
| <b>Total Créances éteintes_compte 6542</b>                |            |                                                |                  | <b>137,09</b>   |
| Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024 |            |                                                |                  |                 |
| <b>Total global</b>                                       |            |                                                |                  | <b>4 426,40</b> |



Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **INTERVENTIONS :**

### **Marc MAHE**

Je vois qu'il y a une occupation du domaine public pour une terrasse de 1400 € qui date de 2022. Mais comment se fait-il que l'on arrive à cette situation-là ? Ce sont des gens qui payent tous les combien ? Est-ce trimestriel ? Est-ce que c'est payé bien après et qu'ils doivent leur dette bien après l'occupation du domaine public ? Cela semble être un bistrot, un café ou un restaurant.

### **Julien BASTIDE**

Je ne connais pas ce cas particulier. Nous vous répondrons. Je prendrai les renseignements et je vous répondrai. C'est une tarification annuelle.

### **Pierrick KERGOSIEN**

Cela ne peut pas être trimestriel ?

### **Pierrick KERGOSIEN**

On pourrait, mais vous comprenez qu'émettre un titre annuel et 4 titres dans l'année, multiplié par le nombre de terrasses plus les autres occupations du domaine public, plus les autres tarifs qui sont applicables dans la collectivité, ce n'est pas quelque chose qui est très efficace au niveau des services. Effectivement rien n'empêche, même si vous émettez un titre annuel, que la société soit liquidée. Et effectivement on la retrouve assez rapidement. Parce que là entre 2022 et 2024 il y a sûrement eu une liquidation ou en tout cas pas la possibilité de recouvrer puisque vous savez qu'en matière de finances publiques on a 4 ans pour recouvrer des sommes. Effectivement on pourrait se dire que de façon trimestrielle ou mensuelle ça limiterait la casse sauf que vous savez que le Trésor qui recouvre cet argent sur du trimestriel aurait peut-être attendu d'avoir les choses et on aurait peut-être accumulé plusieurs trimestres et on serait aux mêmes sommes qu'annuellement. Ce que je voulais préciser, c'est que pour ces admissions en non-valeurs et ces créances non recouvrables, on délibère pour dégager la responsabilité du Trésor et non pas celle de la collectivité puisqu'on délibère pour dire que l'on confirme et que l'on constate que le Trésor a fait toute diligence pour pouvoir recouvrer ces sommes. Après les montants sont quand même limités et je pense que l'on peut se féliciter du travail qui se fait entre la ville et le Trésor public.

## **8- DF - DÉCISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET 2024 - BUDGET VILLE**

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

Il est rappelé que les décisions modificatives de budget, qui peuvent être votées tout au long de l'année, permettent d'ajuster ponctuellement le budget initial.

Elles viennent donc modifier les autorisations budgétaires initiales, soit pour intégrer des dépenses ou des ressources nouvelles, soit pour redéployer des crédits uniquement, soit pour supprimer des crédits antérieurement votés.

Le 13 novembre 2024, la ville a adopté la première décision modificative de budget (DM n°1) afin d'alimenter les lignes budgétaires qui le nécessitent.

En fonction de l'avancée des travaux sur certains projets, comme celui du Complexe sportif la Forêt, et afin d'alimenter certaines opérations pour lesquels des redéploiements de crédits s'avèrent nécessaires, il est proposé d'adopter une seconde modificative de budget.

**Les redéploiements de crédits proposés à la DM n°2 concernent la section d'investissement uniquement et il n'y a pas d'ajout de crédits supplémentaires. Le total des dépenses d'investissement, après la DM n°2, est toujours de 11 560 458,56 .**

### **SECTION D'INVESTISSEMENT :**

- **En dépenses :**

. **Rénovation-extension du complexe sportif la Forêt (Op. 13018) : + 370 000 €**, portant ainsi le total de l'opération à **3 136 093 € en 2024**, correspondant à la prévision de décaissement sur ce projet d'ici la fin de l'exercice selon le maître d'œuvre. L'échéancier pluriannuel des crédits de paiement a été modifié en conséquence, afin que le coût du projet reste le même, à savoir 6 615 877 M€ ttc.

. **Informatique (Op. 16012) : + 52 200 €**. Il s'agit de crédits initialement prévus au budget 2025 et qu'il a été décidé d'inscrire dès 2024 au regard de la disponibilité des crédits sur l'exercice, afin d'engager et de réaliser les prestations dès la fin de l'année. Il s'agit de l'achat d'un vidéo projecteur et d'un écran projection au gymnase de la Forêt (3K€) ; du changement de la solution antivirale et de l'achat de 300 licences pour 2 ans (48 K€) ; de l'achat de matériel pour sécuriser l'alimentation électrique des switchs d'infrastructures (1,2 K€).

. **Actions culturelles (Op. 16019) : + 45 000 €**. Il s'agit de l'acquisition d'une banque d'accueil pour la salle de lecture du service archives et patrimoine (1K€) ; de l'achat de matériel pour le caisson de musique (3K€) ; de l'achat d'une armoire inox pour la cuisine Athéna (3K€) ; et des travaux d'occultation des baies et d'éclairage de la chapelle St Esprit (38K€).

. **Sport (Op. 16023) : + 40 000 €** pour le remplacement d'une partie du revêtement du sol de la salle Guingo au gymnase le Verger, car des infiltrations d'eau par le toit ont endommagé le parquet sous le revêtement, formant des cloques par endroit, des deux côtés de la salle (le parquet n'est pas rattrapable, le sol au-dessus se décolle).

. **Travaux et matériels divers (Op. 16031) : + 9 100 €** pour l'acquisition de tables rabattables à roulettes (14 tables à la salle Hélène Branche et 10 tables à la salle des commissions : 9,1 K€).

|              | DEPENSES D'INVESTISSEMENT                          | BP 2024              | Total Budget 2024    | DM n°2      | TOTAL                |
|--------------|----------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-------------|----------------------|
|              | <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>             | <b>10 456 657,56</b> | <b>11 560 458,56</b> | <b>0,00</b> | <b>11 560 458,56</b> |
| <b>Chap.</b> | <b>TOTAL MOUVEMENT REEL</b>                        | <b>9 683 657,56</b>  | <b>10 787 458,56</b> | <b>0,00</b> | <b>10 787 458,56</b> |
| 13018        | COMPLEXE SPORTIF "LA FORÊT"                        | 1 966 093,56         | 2 766 093,56         | 370 000,00  | 3 136 093,56         |
| 16012        | INFORMATIQUE                                       | 116 664,00           | 167 182,46           | 52 200,00   | 219 382,46           |
| 16019        | ACTIONS CULTURELLES                                | 72 600,00            | 118 061,09           | 45 000,00   | 163 061,09           |
| 16022        | ENFANCE EDUCATION                                  | 325 300,00           | 350 323,66           | -216 300,00 | 134 023,66           |
| 16023        | SPORT                                              | 24 500,00            | 281 890,37           | 40 000,00   | 321 890,37           |
| 16031        | TVX ET MATERIELS DIVERS                            | 285 700,00           | 357 438,63           | 9 100,00    | 366 538,63           |
| 16034        | VRD - MOBILITE DOUCE (Dorsale Ballon/Bois Colette) | 670 000,00           | 467 000,00           | -300 000,00 | 167 000,00           |
| <b>Chap.</b> | <b>TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE</b>                     | <b>773 000,00</b>    | <b>773 000,00</b>    | <b>0,00</b> | <b>773 000,00</b>    |

**Vu** les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

**Vu** la délibération du 7 février 2024 adoptant le Budget Primitif 2024 du Budget Ville.

**Vu** la délibération du 13 novembre 2024 adoptant la décision modificative n°1 du Budget Ville.

**Vu** l'avis favorable de la commission finances / communication du 09 décembre 2024,

Après délibération et à la majorité des suffrages exprimés (24 voix pour),

7 voix contre :

Monsieur MAHEO, Madame NAEL, Monsieur VERGNE, Madame QUILLAY, Monsieur MAHE, Monsieur KERLAU, Monsieur SAMSON

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **ADOpte** la Décision Modificative n°2 du budget Ville 2024 telle que proposée ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer toutes les pièces nécessaires se rapportant à la décision modificative.

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE  
D'AURAY (1)**

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21560007300013

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE PRINCIPALE D'AURAY

**M. 57**

**Décision modificative 2 (3)**

**Voté par nature**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

### I - Informations générales

|                                                                 |   |
|-----------------------------------------------------------------|---|
| A - Informations statistiques, fiscales et financières          | 4 |
| B - Modalités de vote du budget                                 | 5 |
| C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats    | 6 |
| C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses | 7 |
| C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes | 8 |

### II - Présentation générale du budget

|                                                     |    |
|-----------------------------------------------------|----|
| A - Vue d'ensemble - Vote et reports                | 9  |
| B1 - Présentation des AP votées                     | 10 |
| B2 - Présentation des AE votées                     | 11 |
| C1 - Equilibre financier du budget - Investissement | 12 |
| C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement | 15 |
| D1 - Balance générale - Dépenses                    | 17 |
| D2 - Balance générale - Recettes                    | 19 |

### III - Vote du budget

|                                                                                                |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| A - Section d'investissement - Vue d'ensemble                                                  | 21 |
| A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article                                  | 25 |
| A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement        | 27 |
| A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP   | 29 |
| A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP | 47 |
| A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article                                  | 60 |
| B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble                                                 | 62 |
| B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article                                 | 65 |
| B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article                                 | 70 |

### IV - Annexes

#### A - Présentation croisée

|                                                                                       |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble                                        | 73         |
| A1.01 - Opérations non ventilables                                                    | Sans Objet |
| A1.900 - Fonction 0 - Services généraux                                               | Sans Objet |
| A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens                                 | Sans Objet |
| A1.901 - Fonction 1 - Sécurité                                                        | Sans Objet |
| A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage        | Sans Objet |
| A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs               | Sans Objet |
| A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)                              | Sans Objet |
| A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA                                                         | Sans Objet |
| A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat                          | Sans Objet |
| A1.906 - Fonction 6 - Action économique                                               | Sans Objet |
| A1.907 - Fonction 7 - Environnement                                                   | Sans Objet |
| A1.908 - Fonction 8 - Transports                                                      | Sans Objet |
| A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble                                       | 75         |
| A2.01 - Opérations non ventilables                                                    | Sans Objet |
| A2.930 - Fonction 0 - Services généraux                                               | Sans Objet |
| A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens                                 | Sans Objet |
| A2.931 - Fonction 1 - Sécurité                                                        | Sans Objet |
| A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage        | Sans Objet |
| A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs               | Sans Objet |
| A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) | Sans Objet |
| A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA                                                         | Sans Objet |
| A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI                                   | Sans Objet |
| A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat                          | Sans Objet |
| A2.936 - Fonction 6 - Action économique                                               | Sans Objet |
| A2.937 - Fonction 7 - Environnement                                                   | Sans Objet |
| A2.938 - Fonction 8 - Transports                                                      | Sans Objet |

#### B - Annexes patrimoniales

|                                                                  |            |
|------------------------------------------------------------------|------------|
| B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie       | Sans Objet |
| B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette        | Sans Objet |
| B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux      | Sans Objet |
| B1.4 - Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024 | Sans Objet |
| B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture    | Sans Objet |

|                                                                                         |            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme            | Sans Objet |
| B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes                                                 | Sans Objet |
| B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements                                         | Sans Objet |
| B3.1 - Etat des provisions constituées                                                  | Sans Objet |
| B3.2 - Etalement des provisions                                                         | Sans Objet |
| B4 - Etat des charges transférées                                                       | Sans Objet |
| B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers                            | Sans Objet |
| B6 - Prêts                                                                              | Sans Objet |
| B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés                                          | Sans Objet |
| B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus                                           | Sans Objet |
| B7.3 - Etat des emprunts garantis                                                       | Sans Objet |
| B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis                      | Sans Objet |
| B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail                                                 | Sans Objet |
| B7.6 - Etat des marchés de partenariat                                                  | Sans Objet |
| B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale                                 | Sans Objet |
| B7.8 - Autres engagements donnés                                                        | Sans Objet |
| B7.9 - Autres engagements reçus                                                         | Sans Objet |
| B8 - Subventions versées                                                                | Sans Objet |
| B9 - Etat du personnel                                                                  | Sans Objet |
| B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier | Sans Objet |
| B11.1 - Liste des organismes de regroupement                                            | Sans Objet |
| B11.2 - Liste des établissements publics créés                                          | Sans Objet |
| B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe                         | Sans Objet |

### C - Annexes budgétaires

|                                        |            |
|----------------------------------------|------------|
| C1.1 - Equilibre budgétaire            | Sans Objet |
| C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses | Sans Objet |
| C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes | Sans Objet |

### D - Autres éléments d'information

|                                                                                                   |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe                        | Sans Objet |
| D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget                           | Sans Objet |
| D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation            | Sans Objet |
| D3 - Décisions en matière de taux                                                                 | Sans Objet |
| D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement                                        | Sans Objet |
| D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement                                        | Sans Objet |
| D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) | Sans Objet |
| D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) | Sans Objet |

### V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

77

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;  
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

|                                                           |          |
|-----------------------------------------------------------|----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                         | <b>I</b> |
| <b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b> | <b>A</b> |

| Informations statistiques |         |
|---------------------------|---------|
|                           | Valeurs |
| Population totale         | 14591   |

| Informations fiscales (N-2)                                            |              |
|------------------------------------------------------------------------|--------------|
|                                                                        | Collectivité |
| Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1) | 12162267.00  |

| Informations financières – ratios |                                                                                                                            | Valeurs |
|-----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| 1                                 | Dépenses réelles de fonctionnement / population                                                                            | 1326.93 |
| 2                                 | Recettes réelles de fonctionnement / population                                                                            | 1500.46 |
| 3                                 | Dépenses d'équipement brut / population                                                                                    | 617.26  |
| 4                                 | Encours de dette / population (2) (3)                                                                                      | 966.93  |
| 5                                 | DGF / population                                                                                                           | 190.53  |
| 6                                 | Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)                                                             | 59.40   |
| 7                                 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4) | 95.65   |
| 8                                 | Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement                                                            | 41.14   |
| 9                                 | Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)                                                       | 64.44   |
| 10                                | Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)                                                                 | 11.57   |

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1<sup>er</sup> janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.



|                                    |          |
|------------------------------------|----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>  | <b>I</b> |
| <b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b> | <b>B</b> |

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

|                                                                    |           |
|--------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                                  | <b>I</b>  |
| <b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)</b> | <b>C1</b> |

| RESULTAT DE L'EXERCICE N-1 |          |          |                                       |                              |
|----------------------------|----------|----------|---------------------------------------|------------------------------|
|                            | Dépenses | Recettes | Solde d'exécution ou résultat reporté | Résultat ou solde (A)<br>(2) |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>     | 0,00     | 0,00     | 0,00                                  | A1 0,00                      |
| <b>Investissement</b>      | 0,00     | 0,00     | (3) 0,00                              | A2 0,00                      |
| <b>Fonctionnement</b>      | 0,00     | 0,00     | (4) 0,00                              | A3 0,00                      |

| RESTES A REALISER N-1 |          |          |           |      |         |
|-----------------------|----------|----------|-----------|------|---------|
|                       | Dépenses | Recettes | Solde (B) |      |         |
| <b>TOTAL des RAR</b>  | I + II   | 0,00     | III + IV  | 0,00 | B1 0,00 |
| <b>Investissement</b> | I        | 0,00     | III       | 0,00 | B2 0,00 |
| <b>Fonctionnement</b> | II       | 0,00     | IV        | 0,00 | B3 0,00 |

| RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5) |                |      |
|---------------------------------|----------------|------|
| <b>TOTAL</b>                    | <b>A1 + B1</b> | 0,00 |
| <b>Investissement</b>           | <b>A2 + B2</b> | 0,00 |
| <b>Fonctionnement</b>           | <b>A3 + B3</b> | 0,00 |

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

|                                                                   |           |
|-------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                                 | <b>I</b>  |
| <b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES</b> | <b>C2</b> |

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

| Chap. / art. (2)                         | Libellé                                         | Dépenses engagées non mandatées |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------|
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>  |                                                 | (I) 0,00                        |
| 018                                      | RSA                                             | 0,00                            |
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves             | 0,00                            |
| 13                                       | Subventions d'investissement (3)                | 0,00                            |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées                   | 0,00                            |
| 18                                       | Cpte de liaison : affectation (BA,régie)        | 0,00                            |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | 0,00                            |
| 204                                      | Subventions d'équipement versées (3) (5)        | 0,00                            |
| 21                                       | Immobilisations corporelles (3)                 | 0,00                            |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation (3)       | 0,00                            |
| 23                                       | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)        | 0,00                            |
| 26                                       | Participations et créances rattachées           | 0,00                            |
| 27                                       | Autres immobilisations financières (3)          | 0,00                            |
| 45                                       | Chapitres d'opérations pour compte de tiers     | 0,00                            |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b> |                                                 | (II) 0,00                       |
| 011                                      | Charges à caractère général (4)                 | 0,00                            |
| 012                                      | Charges de personnel et frais assimilés (4)     | 0,00                            |
| 014                                      | Atténuations de produits                        | 0,00                            |
| 016                                      | APA                                             | 0,00                            |
| 017                                      | RSA / Régularisations de RMI                    | 0,00                            |
| 65                                       | Autres charges de gestion courante (4)          | 0,00                            |
| 6586                                     | Frais fonctionnement des groupes d'élus         | 0,00                            |
| 66                                       | Charges financières                             | 0,00                            |
| 67                                       | Charges spécifiques (4)                         | 0,00                            |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                   |           |
|-------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                                 | <b>I</b>  |
| <b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES</b> | <b>C3</b> |

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

| Chap. / art. (2)                         | Libellé                                      | Titres restant à émettre |
|------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------|
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>  |                                              | (III) 0,00               |
| 018                                      | RSA                                          | 0,00                     |
| 024                                      | Produits des cessions d'immobilisations      | 0,00                     |
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves          | 0,00                     |
| 13                                       | Subventions d'investissement (reçues) (3)    | 0,00                     |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées                | 0,00                     |
| 18                                       | Cpte de liaison : affectation (BA,régie)     | 0,00                     |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) | 0,00                     |
| 204                                      | Subventions d'équipement versées (3) (5)     | 0,00                     |
| 21                                       | Immobilisations corporelles (3)              | 0,00                     |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation (3)    | 0,00                     |
| 23                                       | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)     | 0,00                     |
| 26                                       | Participations et créances rattachées        | 0,00                     |
| 27                                       | Autres immobilisations financières (3)       | 0,00                     |
| 45                                       | Chapitres d'opérations pour compte de tiers  | 0,00                     |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b> |                                              | (IV) 0,00                |
| 70                                       | Prod. services, domaine, ventes diverses     | 0,00                     |
| 73                                       | Impôts et taxes                              | 0,00                     |
| 731                                      | Fiscalité locale                             | 0,00                     |
| 74                                       | Dotations et participations (4)              | 0,00                     |
| 75                                       | Autres produits de gestion courante (4)      | 0,00                     |
| 013                                      | Atténuations de charges (4)                  | 0,00                     |
| 016                                      | APA                                          | 0,00                     |
| 017                                      | RSA / Régularisations de RMI                 | 0,00                     |
| 76                                       | Produits financiers                          | 0,00                     |
| 77                                       | Produits spécifiques (4)                     | 0,00                     |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> |                                                                                          | <b>II</b>                  |                            |
|---------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| <b>VUE D'ENSEMBLE</b>                       |                                                                                          | <b>A</b>                   |                            |
|                                             |                                                                                          | <b>DEPENSES</b>            | <b>RECETTES</b>            |
| <b>VOTE</b>                                 | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1) | 0,00                       | 0,00                       |
|                                             | +                                                                                        | +                          | +                          |
| <b>REPORTS</b>                              | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)                                  | 0,00                       | 0,00                       |
|                                             | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)                         | (si solde négatif)<br>0,00 | (si solde positif)<br>0,00 |
|                                             | =                                                                                        | =                          | =                          |
|                                             | <b>Total de la section d'investissement (3)</b>                                          | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                |
|                                             |                                                                                          | <b>DEPENSES</b>            | <b>RECETTES</b>            |
| <b>VOTE</b>                                 | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)                           | 0,00                       | 0,00                       |
|                                             | +                                                                                        | +                          | +                          |
| <b>REPORTS</b>                              | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)                                  | 0,00                       | 0,00                       |
|                                             | 002 Résultat de fonctionnement reporté (2)                                               | (si déficit)<br>0,00       | (si excédent)<br>0,00      |
|                                             | =                                                                                        | =                          | =                          |
|                                             | <b>Total de la section de fonctionnement (4)</b>                                         | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                |
|                                             | <b>TOTAL DU BUDGET (5)</b>                                                               | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

|                                             |           |
|---------------------------------------------|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>PRESENTATION DES AP VOTEES</b>           | <b>B1</b> |

| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) |                                 | Chapitre(s) | Montant              |
|-------------------------------|---------------------------------|-------------|----------------------|
| Numéro                        | Libellé                         |             |                      |
| P018/2013                     | COMPLEXE SPORTIF DE LA FORÊT    | 13018       | 7 093 902,00         |
| P034/2021                     | CUISINE MUNICIPALE              | 13034       | 3 137 688,00         |
| P041/2023                     | HOTEL DIEU                      | 13041       | 590 800,00           |
| P042/2023                     | RENOVATION DE LEGLISE ST GILDAS | 13042       | 1 320 193,60         |
| P030/2017                     | SKATEPARK / PARK URBAIN         | 13030       | 1 168 172,24         |
| <b>TOTAL</b>                  |                                 |             | <b>13 310 755,84</b> |

|                                         |     |      |
|-----------------------------------------|-----|------|
| <b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b> | 020 | 0,00 |
|-----------------------------------------|-----|------|

|                      |  |                      |
|----------------------|--|----------------------|
| <b>TOTAL GENERAL</b> |  | <b>13 310 755,84</b> |
|----------------------|--|----------------------|

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

|                                             |           |
|---------------------------------------------|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b>           | <b>B2</b> |

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) |         | Chapitre(s) | Montant     |
|-------------------------------|---------|-------------|-------------|
| Numéro                        | Libellé |             |             |
| <b>TOTAL</b>                  |         |             | <b>0,00</b> |

|                                         |     |             |
|-----------------------------------------|-----|-------------|
| <b>« AE de dépenses imprévues » (2)</b> | 022 | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------------|-----|-------------|

|                      |  |             |
|----------------------|--|-------------|
| <b>TOTAL GENERAL</b> |  | <b>0,00</b> |
|----------------------|--|-------------|

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

|                                                                 |           |
|-----------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>                     | <b>II</b> |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b> | <b>C1</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap.                                              | Libellé                                                              | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 018                                                | RSA                                                                  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)  | 387 517,26                    | 0,00                            | 48 000,00              | 48 000,00                      | 435 517,26                 |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)      | 53 433,20                     | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 53 433,20                  |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)               | 793 931,94                    | 0,00                            | 44 400,00              | 44 400,00                      | 838 331,94                 |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5) | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 23                                                 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)      | 8 203 524,16                  | 0,00                            | -92 400,00             | -92 400,00                     | 8 111 124,16               |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>             |                                                                      | <b>9 438 406,56</b>           | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>9 438 406,56</b>        |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves                                  | 180 000,00                    | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 180 000,00                 |
| 13                                                 | Subventions d'investissement (4)                                     | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                                        | 2 627 752,19                  | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 2 627 752,19               |
| 18                                                 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)                         | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées                                | 22 000,00                     | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 22 000,00                  |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières (4)                               | 25 000,00                     | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 25 000,00                  |
| <b>Total des dépenses financières</b>              |                                                                      | <b>2 854 752,19</b>           | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>2 854 752,19</b>        |
| 45...                                              | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)                      | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> |                                                                      | <b>12 293 158,75</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>12 293 158,75</b>       |

|                                                    |                                             |                   |  |             |             |                   |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------|--|-------------|-------------|-------------------|
| 040                                                | Opérations ordre transf. entre sections (8) | 523 000,00        |  | 0,00        | 0,00        | 523 000,00        |
| 041                                                | Opérations patrimoniales (8)                | 250 000,00        |  | 0,00        | 0,00        | 250 000,00        |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |                                             | <b>773 000,00</b> |  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>773 000,00</b> |

|              |                      |             |             |             |                      |
|--------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>13 066 158,75</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>13 066 158,75</b> |
|--------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|

+

|                                                            |             |
|------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------------------------------|-------------|

=

|                                                     |                      |
|-----------------------------------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>13 066 158,75</b> |
|-----------------------------------------------------|----------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



|                                                                 |           |
|-----------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>                     | <b>II</b> |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b> | <b>C1</b> |

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap.                                              | Libellé                                              | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 018                                                | RSA                                                  | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 13                                                 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4) | 2 627 021,00                  | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 2 627 021,00               |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées (5)                    | 135 000,00                    | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 135 000,00                 |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)         | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées (4) (13)            | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles (4)                      | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation (4) (6)        | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 23                                                 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)             | 10 315,00                     | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 10 315,00                  |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>             |                                                      | <b>2 772 336,00</b>           | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>2 772 336,00</b>        |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)      | 730 000,00                    | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 730 000,00                 |
| 1068                                               | Excédents de fonctionnement capitalisés (7)          | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 138                                                | Autres subventions invest. non transf. (4)           | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                        | 1 048 752,19                  | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 1 048 752,19               |
| 18                                                 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)         | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées                | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières (4)               | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 024                                                | Produits des cessions d'immobilisations              | 1 210 000,00                  | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 1 210 000,00               |
| <b>Total des recettes financières</b>              |                                                      | <b>2 988 752,19</b>           | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>2 988 752,19</b>        |
| 45...                                              | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)   | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> |                                                      | <b>5 761 088,19</b>           | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>5 761 088,19</b>        |

|                                                    |                                                   |                     |  |             |             |                     |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------|--|-------------|-------------|---------------------|
| 021                                                | Virement de la section de fonctionnement (10)     | 3 880 721,09        |  | 0,00        | 0,00        | 3 880 721,09        |
| 040                                                | Opérations ordre transf. entre sections (10) (11) | 1 950 000,00        |  | 0,00        | 0,00        | 1 950 000,00        |
| 041                                                | Opérations patrimoniales (10)                     | 250 000,00          |  | 0,00        | 0,00        | 250 000,00          |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> |                                                   | <b>6 080 721,09</b> |  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>6 080 721,09</b> |

|              |                      |             |             |             |                      |
|--------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>11 841 809,28</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>11 841 809,28</b> |
|--------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|

+

|                                                            |                     |
|------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>1 224 349,47</b> |
|------------------------------------------------------------|---------------------|

=

|                                                     |                      |
|-----------------------------------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>13 066 158,75</b> |
|-----------------------------------------------------|----------------------|

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

|                                                                                  |                     |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)</b> | <b>5 307 721,09</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les colonnes de la section de la ville d'Auray du régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

**Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024**

59/406

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                        |           |
|--------------------------------------------------------|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>            | <b>II</b> |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>C2</b> |

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.                                               | Libellé                                                        | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 011                                                 | Charges à caractère général (4)                                | 5 169 339,00                  | 0,00                            | -21 300,00             | -21 300,00                     | 5 148 039,00               |
| 012                                                 | Charges de personnel et frais assimilés (4)                    | 11 499 796,00                 | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 11 499 796,00              |
| 014                                                 | Atténuations de produits                                       | 10 000,00                     | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 10 000,00                  |
| 016                                                 | APA                                                            | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                   | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 65                                                  | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)             | 2 316 971,00                  | 0,00                            | 21 300,00              | 21 300,00                      | 2 338 271,00               |
| 6586                                                | Frais fonctionnement des groupes d'élus                        | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       |                                                                | <b>18 996 106,00</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>18 996 106,00</b>       |
| 66                                                  | Charges financières                                            | 368 000,00                    | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 368 000,00                 |
| 67                                                  | Charges spécifiques (4)                                        | 22 250,00                     | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 22 250,00                  |
| 68                                                  | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 0,00                          |                                 | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> |                                                                | <b>19 386 356,00</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>19 386 356,00</b>       |

|                                                     |                                                 |                     |  |             |             |                     |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------|--|-------------|-------------|---------------------|
| 023                                                 | Virement à la section d'investissement (5)      | 3 880 721,09        |  | 0,00        | 0,00        | 3 880 721,09        |
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) | 1 950 000,00        |  | 0,00        | 0,00        | 1 950 000,00        |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (5)    | 0,00                |  | 0,00        | 0,00        | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>5 830 721,09</b> |  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>5 830 721,09</b> |

|              |                      |             |             |             |                      |
|--------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>25 217 077,09</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>25 217 077,09</b> |
|--------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|

+

|                                           |             |
|-------------------------------------------|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|-------------------------------------------|-------------|

=

|                                                      |                      |
|------------------------------------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>25 217 077,09</b> |
|------------------------------------------------------|----------------------|

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

|                                                        |           |
|--------------------------------------------------------|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>            | <b>II</b> |
| <b>EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>C2</b> |

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.                                               | Libellé                                                      | Budget de l'exercice (1)<br>I | Restes à réaliser N-1 (2)<br>II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3)<br>III | TOTAL<br>IV = I + II + III |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 013                                                 | Atténuations de charges (4)                                  | 60 000,00                     | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 60 000,00                  |
| 016                                                 | APA                                                          | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 017                                                 | RSA / Régularisations de RMI                                 | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 70                                                  | Prod. services, domaine, ventes diverses                     | 1 702 920,00                  | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 1 702 920,00               |
| 73                                                  | Impôts et taxes (sauf 731)                                   | 2 390 373,00                  | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 2 390 373,00               |
| 731                                                 | Fiscalité locale                                             | 12 510 301,00                 | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 12 510 301,00              |
| 74                                                  | Dotations et participations (4)                              | 4 011 997,00                  | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 4 011 997,00               |
| 75                                                  | Autres produits de gestion courante (4)                      | 1 547 000,00                  | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 1 547 000,00               |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |                                                              | <b>22 222 591,00</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>22 222 591,00</b>       |
| 76                                                  | Produits financiers                                          | 50,00                         | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 50,00                      |
| 77                                                  | Produits spécifiques (4)                                     | 0,00                          | 0,00                            | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| 78                                                  | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 0,00                          |                                 | 0,00                   | 0,00                           | 0,00                       |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |                                                              | <b>22 222 641,00</b>          | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>22 222 641,00</b>       |

|                                                     |                                                 |                   |  |             |             |                   |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|--|-------------|-------------|-------------------|
| 042                                                 | Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) | 523 000,00        |  | 0,00        | 0,00        | 523 000,00        |
| 043                                                 | Opérations ordre intérieur de la section (5)    | 0,00              |  | 0,00        | 0,00        | 0,00              |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |                                                 | <b>523 000,00</b> |  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>523 000,00</b> |

|              |                      |             |             |             |                      |
|--------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>22 745 641,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>22 745 641,00</b> |
|--------------|----------------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|

+

|                                           |                     |
|-------------------------------------------|---------------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>2 471 436,09</b> |
|-------------------------------------------|---------------------|

=

|                                                      |                      |
|------------------------------------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>25 217 077,09</b> |
|------------------------------------------------------|----------------------|

**Pour information :**

|                                                                                                 |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT (7)</b> | <b>5 307 721,09</b> | Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

|                                             |           |
|---------------------------------------------|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE – DEPENSES</b>          | <b>D1</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

| INVESTISSEMENT                           |                                                          | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL       |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 13                                       | Subventions d'investissement (3)                         | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 15                                       | Provisions pour risques et charges (4)                   |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 18                                       | Cpte de liaison : affectation (BA,régie)                 | (7) 0,00               |                        | 0,00        |
|                                          | Total des opérations d'équipement                        | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)         | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 204                                      | Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)            | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 21                                       | Immobilisations corporelles (3) (5)                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation (3) (5)            | (8) 0,00               | 0,00                   | 0,00        |
| 23                                       | Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 018                                      | RSA                                                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 26                                       | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 27                                       | Autres immobilisations financières (3)                   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 28                                       | Amortissement des immobilisations (reprises)             |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 29                                       | Dépréciations des immobilisations (4)                    |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 39                                       | Dépréciation des stocks et en-cours (4)                  |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 3...                                     | Stocks et en-cours                                       |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 198                                      | Neutralisation des amortissements                        |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 45                                       | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 481                                      | Charges à rép. sur plusieurs exercices                   |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 49                                       | Dépréciation des comptes de tiers (4)                    |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 59                                       | Dépréciation des comptes financiers (4)                  |                        | 0,00                   | 0,00        |
| <b>Dépenses d'investissement – Total</b> |                                                          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b> |

+

|                                                            |             |
|------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------------------------------|-------------|

=

|                                                     |             |
|-----------------------------------------------------|-------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------------------------|-------------|

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)**

| FONCTIONNEMENT                            |                                                    | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL       |
|-------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------|
| 011                                       | Charges à caractère général (9)                    | -21 300,00             |                        | -21 300,00  |
| 012                                       | Charges de personnel et frais assimilés (9)        | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 014                                       | Atténuations de produits                           | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 016                                       | APA                                                | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 017                                       | RSA / Régularisations de RMI                       | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 60                                        | Achats et variation des stocks                     |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 65                                        | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9) | 21 300,00              | 0,00                   | 21 300,00   |
| 6586                                      | Frais fonctionnement des groupes d'élus            | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 66                                        | Charges financières                                | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 67                                        | Charges spécifiques (9)                            | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 68                                        | Dot. aux amortissements et provisions (9)          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 71                                        | Production stockée (ou déstockage)                 |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 023                                       | Virement à la section d'investissement             |                        | 0,00                   | 0,00        |
| <b>Dépenses de fonctionnement – Total</b> |                                                    | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b> |

+

|                                           |             |
|-------------------------------------------|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|-------------------------------------------|-------------|

=

|                                                      |             |
|------------------------------------------------------|-------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------------------------|-------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                             |           |
|---------------------------------------------|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE – RECETTES</b>          | <b>D2</b> |

**RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)**

| INVESTISSEMENT                           |                                                          | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL       |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 13                                       | Subventions d'investissement (reçues) (3)                | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 15                                       | Provisions pour risques et charges (4)                   |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 18                                       | Cpte de liaison : affectation (BA,régie)                 | (6) 0,00               |                        | 0,00        |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 204                                      | Subventions d'équipement versées (3) (9)                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 21                                       | Immobilisations corporelles (3)                          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation (3)                | (7) 0,00               | 0,00                   | 0,00        |
| 23                                       | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 018                                      | RSA                                                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 26                                       | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 27                                       | Autres immobilisations financières (3)                   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 28                                       | Amortissement des immobilisations                        |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 29                                       | Dépréciations des immobilisations (4)                    |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 39                                       | Dépréciation des stocks et en-cours (4)                  |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 3...                                     | Stocks et en-cours                                       |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 45                                       | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 481                                      | Charges à rép. sur plusieurs exercices                   |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 49                                       | Dépréciation des comptes de tiers (4)                    |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 59                                       | Dépréciation des comptes financiers (4)                  |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 021                                      | Virement de la section de fonctionnement                 |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 024                                      | Produits des cessions d'immobilisations                  | 0,00                   |                        | 0,00        |
| <b>Recettes d'investissement – Total</b> |                                                          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b> |

+

|                                                            |             |
|------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------------------------------|-------------|

+

|                                       |             |
|---------------------------------------|-------------|
| <b>R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT</b> | <b>0,00</b> |
|---------------------------------------|-------------|

=

|                                                     |             |
|-----------------------------------------------------|-------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------------------------|-------------|

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)**

| FONCTIONNEMENT                            |                                              | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL       |
|-------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------|
| 013                                       | Atténuations de charges (8)                  | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 016                                       | APA                                          | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 017                                       | RSA / Régularisations de RMI                 | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 60                                        | Achats et variation des stocks               |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 70                                        | Prod. services, domaine, ventes diverses     | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 71                                        | Production stockée (ou déstockage)           |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 72                                        | Production immobilisée                       |                        | 0,00                   | 0,00        |
| 73                                        | Impôts et taxes (sauf 731)                   | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 731                                       | Fiscalité locale                             | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 74                                        | Dotations et participations (8)              | 0,00                   |                        | 0,00        |
| 75                                        | Autres produits de gestion courante (8)      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 76                                        | Produits financiers                          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 77                                        | Produits spécifiques (8)                     | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 78                                        | Reprise sur amortissements et provisions (8) | 0,00                   | 0,00                   | 0,00        |
| 79                                        | Transferts de charges                        |                        | 0,00                   | 0,00        |
| <b>Recettes de fonctionnement – Total</b> |                                              | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b> |

+

|                                           |             |
|-------------------------------------------|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|-------------------------------------------|-------------|

=

|                                                      |             |
|------------------------------------------------------|-------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------------------------|-------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



|                                                                                                     |            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                                                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE</b> | <b>A</b>   |

**DEPENSES**

| Chapitre                               |                                                          | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|----------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------|-------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------|------------------------|
|                                        |                                                          |                          | I           |                                                                 |                        | II                  |                                                          |                                           | III = I + II           |
| <b>TOTAL</b>                           |                                                          | <b>13 066 158,75</b>     | <b>0,00</b> | <b>13 310 755,84</b>                                            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>370 000,00</b>                                        | <b>-370 000,00</b>                        | <b>0,00</b>            |
| 018                                    | RSA                                                      | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                   |
| 20                                     | Immobilisations incorporelles (sauf 204)                 | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                   |
| 204                                    | Subventions d'équipement versées (10)                    | 40 000,00                | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                   |
| 21                                     | Immobilisations corporelles                              | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                   |
| 22                                     | Immobilisations reçues en affectation                    | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                   |
| 23                                     | Immobilisations en cours (sauf 2324)                     | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                   |
|                                        | Total des opérations d'équipement (4)                    | 9 398 406,56             | 0,00        | 13 310 755,84                                                   | 0,00                   | 0,00                | 370 000,00                                               | -370 000,00                               | 0,00                   |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b> |                                                          | <b>9 438 406,56</b>      | <b>0,00</b> | <b>13 310 755,84</b>                                            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>370 000,00</b>                                        | <b>-370 000,00</b>                        | <b>0,00</b>            |
| 10                                     | Dotations, fonds divers et réserves                      | 180 000,00               | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                   |
| 13                                     | Subventions d'investissement                             | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                   |
| 16                                     | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 2 627 752,19             | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                   |
| 18                                     | Cpte de liaison : affectation (BA,régie)                 | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                   |
| 26                                     | Participations et créances rattachées                    | 22 000,00                | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                   |
| 27                                     | Autres immobilisations financières                       | 25 000,00                | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                   |
| 020                                    | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)              |                          |             | 0,00                                                            |                        |                     |                                                          |                                           |                        |
| <b>Total des dépenses financières</b>  |                                                          | <b>2 854 752,19</b>      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                                                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>            |
| 45                                     | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)          | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                   |
| <b>Total des dépenses réelles</b>      |                                                          | <b>12 293 158,75</b>     | <b>0,00</b> | <b>13 310 755,84</b>                                            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>370 000,00</b>                                        | <b>-370 000,00</b>                        | <b>0,00</b>            |
| 040                                    | Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)          | 523 000,00               |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                   |
| 041                                    | Opérations patrimoniales (8)                             | 250 000,00               |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                   |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>      |                                                          | <b>773 000,00</b>        |             |                                                                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |                                                          | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>            |

|                                                               |             |
|---------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)</b> | <b>0,00</b> |
|---------------------------------------------------------------|-------------|

|                                                     |             |
|-----------------------------------------------------|-------------|
| <b>Total des dépenses d'investissement cumulées</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------------------------|-------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                             |            |
|-------------------------------------------------------------|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                 | <b>III</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES</b> | <b>A</b>   |

| RECETTES                                                                       |                          |             |                        |                     |                           |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|---------------------------|
| Chapitre                                                                       | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL<br>(RAR N-1 + Vote) |
|                                                                                |                          | I           |                        | II                  | III = I + II              |
| <b>TOTAL</b>                                                                   | <b>11 841 809,28</b>     | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               |
| 018 RSA                                                                        | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 13 Subventions d'investissement (hors 138)                                     | 2 627 021,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 16 Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire) | 135 000,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)                                    | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 204 Subventions d'équipement versées (10)                                      | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 21 Immobilisations corporelles                                                 | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 22 Immobilisations reçues en affectation                                       | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 23 Immobilisations en cours (sauf 2324)                                        | 10 315,00                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>                                         | <b>2 772 336,00</b>      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               |
| 10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)                             | 730 000,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 138 Autres subventions invest. non transf.                                     | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)                           | 1 048 752,19             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)                                    | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 26 Participations et créances rattachées                                       | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 27 Autres immobilisations financières                                          | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 024 Produits des cessions d'immobilisations                                    | 1 210 000,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| <b>Total des recettes financières</b>                                          | <b>2 988 752,19</b>      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               |

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

| Chapitre                          |                                                     | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL<br>(RAR N-1 + Vote) |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|---------------------------|
|                                   |                                                     |                          | I           |                        | II                  | III = I + II              |
| 45                                | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)     | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| <b>Total des recettes réelles</b> |                                                     | <b>5 761 088,19</b>      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               |
| 021                               | Virement de la section de fonctionnement            | 3 880 721,09             |             | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 040                               | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6) | 1 950 000,00             |             | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| 041                               | Opérations patrimoniales (7)                        | 250 000,00               |             | 0,00                   | 0,00                | 0,00                      |
| <b>Total des recettes d'ordre</b> |                                                     | <b>6 080 721,09</b>      |             | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               |

**R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)** **0,00**

**Affectation au compte 1068 (9)** **0,00**

**Total des recettes d'investissement cumulées** **0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| III – VOTE DU BUDGET                                     |                                                             |                          |             |                                                                 |                        |                     |                                                       |                                        | III                    |
|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------|------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE |                                                             |                          |             |                                                                 |                        |                     |                                                       |                                        | A1                     |
| Chap. / art. (1)                                         |                                                             | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|                                                          |                                                             |                          | I           |                                                                 |                        | II                  |                                                       |                                        | III = I + II           |
| <b>TOTAL</b>                                             |                                                             | <b>13 066 158,75</b>     | <b>0,00</b> | <b>13 310 755,84</b>                                            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>370 000,00</b>                                     | <b>-370 000,00</b>                     | <b>0,00</b>            |
| 018                                                      | RSA                                                         | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 20                                                       | Immobilisations incorporelles (sauf 204)                    | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 204                                                      | Subventions d'équipement versées (10)                       | 40 000,00                | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 20421                                                    | Privé : Bien mobilier, matériel                             | 40 000,00                | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 21                                                       | Immobilisations corporelles                                 | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 22                                                       | Immobilisations reçues en affectation                       | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 23                                                       | Immobilisations en cours (sauf 2324)                        | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
|                                                          | Total des opérations d'équipement (5)                       | 9 398 406,56             | 0,00        | 13 310 755,84                                                   | 0,00                   | 0,00                | 370 000,00                                            | -370 000,00                            | 0,00                   |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>                   |                                                             | <b>9 438 406,56</b>      | <b>0,00</b> | <b>13 310 755,84</b>                                            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>370 000,00</b>                                     | <b>-370 000,00</b>                     | <b>0,00</b>            |
| 10                                                       | Dotations, fonds divers et réserves                         | 180 000,00               | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 10226                                                    | Taxe d'aménagement                                          | 180 000,00               | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 10251                                                    | Dons et legs en capital                                     | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 13                                                       | Subventions d'investissement                                | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 1321                                                     | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux                    | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 1322                                                     | Subv. non transf. Régions                                   | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 1323                                                     | Subv. non transf. Départements                              | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 13251                                                    | Subv. non transf. GFP de rattachement                       | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 13258                                                    | Subv. non transf. Autres groupements                        | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 1326                                                     | Subv. non transf. Autres E.P.L.                             | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 1328                                                     | Autres subventions d'équip. non transf.                     | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 16                                                       | Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire) | 2 627 752,19             | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 1641                                                     | Emprunts en euros                                           | 1 579 000,00             | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 16449                                                    | Opérations de tirage ligne trésorerie                       | 1 048 752,19             | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 168758                                                   | Dettes - Autres groupements                                 | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

| Chap. / art. (1)                      |                                             | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------|-------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------|------------------------|
|                                       |                                             |                          | I           |                                                                 |                        | II                  |                                                       |                                        | III = I + II           |
| 18                                    | Cpte de liaison : affectation (BA,régie)    | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 26                                    | Participations et créances rattachées       | 22 000,00                | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 261                                   | Titres de participation                     | 22 000,00                | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 266                                   | Autres formes de participation              | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 27                                    | Autres immobilisations financières          | 25 000,00                | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 2764                                  | Créances/particuliers, pers. droit privé    | 25 000,00                | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| 020                                   | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) |                          |             | 0,00                                                            |                        |                     |                                                       |                                        |                        |
| <b>Total des dépenses financières</b> |                                             | <b>2 854 752,19</b>      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                                                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                                           | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>            |
| 45...                                 | Opérations pour compte de tiers (6)         | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   | 0,00                   |
| <b>Total des dépenses réelles</b>     |                                             | <b>12 293 158,75</b>     | <b>0,00</b> | <b>13 310 755,84</b>                                            | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>370 000,00</b>                                     | <b>-370 000,00</b>                     | <b>0,00</b>            |
| 040                                   | Opérations ordre transf. entre sections (7) | 523 000,00               |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
|                                       | Reprise sur autofinancement antérieur       | 73 000,00                |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 13911                                 | Subv. transf. Etat et etabl. nationaux      | 73 000,00                |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
|                                       | Charges transférées (8)                     | 450 000,00               |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 2313                                  | Constructions                               | 450 000,00               |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 041                                   | Opérations patrimoniales (9)                | 250 000,00               |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| 2315                                  | Install., matériel et outill. technique     | 250 000,00               |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                       | 0,00                                   | 0,00                   |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>     |                                             | <b>773 000,00</b>        |             |                                                                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |                                                       | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>            |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2. 1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                              |             |
|------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                                  | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.1</b> |

**Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement**

| N° Opération | Libellé de l'opération                             | N° AP (1) | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP |
|--------------|----------------------------------------------------|-----------|-----------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| 13002        | PORT DE SAINT GOUSTAN - AMENAGEMENTS URBAIN        | P002      | 1 700 519,17                                  | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13005        | DEVELOPPEMENT URBAIN                               | P005      | 460 878,02                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13014        | BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DIVERS                    | P014      | 2 419 843,42                                  | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13017        | VRD MOBILITE DOUCE                                 | P017      | 5 111 334,69                                  | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13018        | COMPLEXE SPORTIF LA FORET                          | P018      | 1 083 518,74                                  | 0,00    | 370 000,00             | 370 000,00          | 370 000,00                                            | 0,00                                   |
| 13022        | AMENAGEMENT AVENUE DE L OCEAN                      | P022      | 2 562 009,09                                  | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13026        | PISTE D ATHLETISME LOCH                            | P026      | 1 574 771,12                                  | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13030        | AMENAGEMENT PARC URBAIN PRINTEMPS / SKATEPARK      | P030      | 433 091,24                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13032        | RENOVATION HALLES MUNICIPALES                      | P032      | 2 421 154,35                                  | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13033        | COMPLEXE SPORTIF BEL AIR                           | P033      | 42 870,00                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13034        | CUISINE MUNICIPALE                                 | P034      | 195 117,70                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13035        | RENOVATION CENTRE CULTUREL ATHENA                  | P035      | 177 922,98                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13038        | CHAPELLE SAINT ESPRIT ET SES ABORDS                | P038      | 0,00                                          | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13039        | FERME MUNICIPALE                                   | P039      | 16 783,20                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13041        | HOTEL DIEU                                         | P041      | 0,00                                          | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13042        | RENOVATION DE L EGLISE ST GILDAS                   | P042      | 37 839,60                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 13043        | RECONSTRUCTION TENNIS                              | P043      | 40 671,38                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 16005        | ETUDES ET OPERATIONS FONCIERES                     |           | 668 722,53                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 16012        | SYSTEMES D INFORMATIONS                            |           | 1 214 211,18                                  | 0,00    | 52 200,00              | 52 200,00           | 0,00                                                  | 52 200,00                              |
| 16013        | ACQ. MATERIEL DE TRANSPORT                         |           | 1 056 253,69                                  | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 16015        | RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENTS                   |           | 496 367,53                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 16016        | MISE EN ACCESSIBILITE                              |           | 944 897,77                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 16017        | TVX DIVERS VRD                                     |           | 3 533 102,32                                  | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 16019        | CULTURE -TVX / MATERIELS DIVERS                    |           | 925 186,86                                    | 0,00    | 45 000,00              | 45 000,00           | 0,00                                                  | 45 000,00                              |
| 16022        | ENFANCE EDUCATION JEUNESSE -TVX / MATERIELS DIVERS |           | 919 695,61                                    | 0,00    | -216 300,00            | -216 300,00         | 0,00                                                  | -216 300,00                            |
| 16023        | SPORT - TVX ET MATERIELS DIVERS                    |           | 1 527 533,38                                  | 0,00    | 40 000,00              | 40 000,00           | 0,00                                                  | 40 000,00                              |
| 16031        | AUTRES - TVX ET MATERIELS DIVERS                   |           | 913 601,96                                    | 0,00    | 9 100,00               | 9 100,00            | 0,00                                                  | 9 100,00                               |
| 16032        | BUDGET PARTICIPATIF                                |           | 241 974,14                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 16033        | RECONSTRUCTION TENNIS                              |           | 290 048,36                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                  | 0,00                                   |
| 16034        | MOBILITE DOUCE                                     |           | 0,00                                          | 0,00    | -300 000,00            | -300 000,00         | 0,00                                                  | -300 000,00                            |

| N° Opération | Libellé de l'opération | N° AP (1) | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP |
|--------------|------------------------|-----------|-----------------------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| <b>TOTAL</b> |                        |           | <b>30 444 617,42</b>                          | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>370 000,00</b>                                     | <b>-370 000,00</b>                     |

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.



|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13002  
LIBELLE : PORT DE SAINT GOUSTAN - AMENAGEMENTS URBAIN  
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P002**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                         | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1       | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                                 | <b>1 700 519,17</b>           | <b>1 700 519,17</b>              | <b>a</b> 0,00 | <b>0,00</b>            | <b>b</b> 0,00       |
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b> | <b>49 031,33</b>              | <b>49 031,33</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2031             | Frais d'études                                  | 49 031,33                     | 49 031,33                        | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| <b>204</b>       | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>     | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles</b>              | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>    | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>     | <b>1 651 487,84</b>           | <b>1 651 487,84</b>              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2312             | Agencements et aménagements de terrains         | 342 936,75                    | 342 936,75                       | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique         | 1 076 412,96                  | 1 076 412,96                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 238              | Avances commandes immo corporelles              | 232 138,13                    | 232 138,13                       | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                                 | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1       | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                         | <b>460 176,15</b>                                        | <b>c</b> 0,00 | <b>0,00</b>            | <b>d</b> 0,00       |
| <b>13</b>                           | <b>Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)</b> | <b>460 176,15</b>                                        | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 1321                                | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux                | 170 916,19                                               | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 1322                                | Subv. non transf. Régions                               | 103 591,43                                               | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 1323                                | Subv. non transf. Départements                          | 180 868,53                                               | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 1328                                | Autres subventions d'équip. non transf.                 | 4 800,00                                                 | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| <b>16</b>                           | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>20</b>                           | <b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>      | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>204</b>                          | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>             | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>                           | <b>Immobilisations corporelles</b>                      | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>22</b>                           | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>            | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>                           | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>             | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13005**  
**LIBELLE : DEVELOPPEMENT URBAIN**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P005**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                         | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                                 | <b>460 878,02</b>             | <b>460 878,02</b>                | <b>a</b>    | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            |
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b> | <b>447 461,05</b>             | <b>447 461,05</b>                | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 202              | Frais réalisation documents urbanisme           | 173 368,77                    | 173 368,77                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                                  | 274 092,28                    | 274 092,28                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>204</b>       | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>     | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles</b>              | <b>13 416,97</b>              | <b>13 416,97</b>                 | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2111             | Terrains nus                                    | 13 416,97                     | 13 416,97                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>    | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>     | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2313             | Constructions                                   | 0,00                          | 0,00                             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                                 | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                         | <b>114 036,96</b>                                        | <b>c</b>    | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            |
| <b>13</b>                           | <b>Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)</b> | <b>109 632,96</b>                                        | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 1321                                | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux                | 28 552,18                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 1322                                | Subv. non transf. Régions                               | 38 663,12                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 1323                                | Subv. non transf. Départements                          | 3 401,80                                                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 13258                               | Subv. non transf. Autres groupements                    | 26 710,86                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 1326                                | Subv. non transf. Autres E.P.L.                         | 12 305,00                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>16</b>                           | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>20</b>                           | <b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>      | <b>4 404,00</b>                                          | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 202                                 | Frais réalisation documents urbanisme                   | 4 404,00                                                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>204</b>                          | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>             | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>                           | <b>Immobilisations corporelles</b>                      | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>22</b>                           | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>            | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>                           | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>             | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13014**  
**LIBELLE : BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DIVERS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P014**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                         | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |             |
|------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|-------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                                 | <b>2 419 843,41</b>           | <b>2 419 843,42</b>              | <b>a</b>    | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            | <b>0,00</b> |
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b> | <b>127 428,68</b>             | <b>128 907,08</b>                | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| 2031             | Frais d'études                                  | 127 428,68                    | 128 907,08                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| <b>204</b>       | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>     | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles</b>              | <b>19 309,68</b>              | <b>19 309,68</b>                 | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| 2188             | Autres immobilisations corporelles              | 19 309,68                     | 19 309,68                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>    | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>     | <b>2 273 105,05</b>           | <b>2 271 626,66</b>              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| 2312             | Agencements et aménagements de terrains         | 19 306,18                     | 19 306,18                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| 2313             | Constructions                                   | 2 253 798,87                  | 2 242 858,44                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique         | 0,00                          | 9 462,04                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                                 | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |             |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|-------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                         | <b>422 720,99</b>                                        | <b>c</b>    | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            | <b>0,00</b> |
| <b>13</b>                           | <b>Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)</b> | <b>422 720,99</b>                                        | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| 1321                                | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux                | 175 158,24                                               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| 1322                                | Subv. non transf. Régions                               | 62 613,75                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| 1323                                | Subv. non transf. Départements                          | 145 949,00                                               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| 1328                                | Autres subventions d'équip. non transf.                 | 1 500,00                                                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| <b>16</b>                           | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>20</b>                           | <b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>      | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>204</b>                          | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>             | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>21</b>                           | <b>Immobilisations corporelles</b>                      | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>22</b>                           | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>            | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>23</b>                           | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>             | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13017**  
**LIBELLE : VRD MOBILITE DOUCE**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P017**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                         | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |             |
|------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|-------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                                 | <b>5 212 498,46</b>           | <b>5 111 334,69</b>              | <b>a</b>    | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            | <b>0,00</b> |
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b> | <b>118 610,45</b>             | <b>118 653,22</b>                | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| 2031             | Frais d'études                                  | 117 080,67                    | 117 123,44                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 2033             | Frais d'insertion                               | 1 529,78                      | 1 529,78                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| <b>204</b>       | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>     | <b>107 223,59</b>             | <b>107 223,59</b>                | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| 204131           | Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel             | 3 643,98                      | 3 643,98                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 2041512          | Subv. Grpt : Bâtiments, installations           | 0,00                          | 2 159,44                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 2041582          | Autres grpts - Bâtiments et installat°          | 2 159,44                      | 0,00                             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 204182           | Autres org pub - Bât. et installations          | 56 420,17                     | 56 420,17                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 20422            | Privé : Bâtiments, installations                | 45 000,00                     | 45 000,00                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles</b>              | <b>18 196,09</b>              | <b>18 196,09</b>                 | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| 2138             | Autres constructions                            | 2 070,00                      | 2 070,00                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 2158             | Autres inst.,matériel,outil. techniques         | 16 126,09                     | 16 126,09                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>    | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours(sauf 2324)</b>      | <b>4 968 468,33</b>           | <b>4 867 261,79</b>              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| 2312             | Agencements et aménagements de terrains         | 94 950,85                     | 94 950,85                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 2313             | Constructions                                   | 4 055,14                      | 4 055,14                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique         | 4 603 123,14                  | 4 501 916,60                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 238              | Avances commandes immo corporelles              | 266 339,20                    | 266 339,20                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                                 | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |             |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|-------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                         | <b>667 204,85</b>                                        | <b>c</b>    | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            | <b>0,00</b> |
| <b>13</b>                           | <b>Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)</b> | <b>647 493,68</b>                                        | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| 1321                                | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux                | 35 841,84                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 1322                                | Subv. non transf. Régions                               | 61 124,53                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 1323                                | Subv. non transf. Départements                          | 295 530,97                                               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 13251                               | Subv. non transf. GFP de rattachement                   | 242 380,00                                               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| 1328                                | Autres subventions d'équip. non transf.                 | 12 616,34                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |
| <b>16</b>                           | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| <b>20</b>                           | <b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>      | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| <b>204</b>                          | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>             | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| <b>21</b>                           | <b>Immobilisations corporelles</b>                      | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| <b>22</b>                           | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>            | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| <b>23</b>                           | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>             | <b>19 711,17</b>                                         | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |             |
| 238                                 | Avances commandes immo corporelles                      | 19 711,17                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |             |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13018**  
**LIBELLE : COMPLEXE SPORTIF LA FORET**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P018**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                    | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1       | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|--------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                            | <b>7 093 902,00</b>           | <b>1 083 518,74</b>              | <b>a</b> 0,00 | <b>370 000,00</b>      | <b>b</b> 370 000,00 |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204)   | 739 273,60                    | 739 273,60                       | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                             | 739 273,60                    | 739 273,60                       | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)       | 0,00                          | 0,00                             | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles                | 4 782,30                      | 4 782,30                         | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 2158             | Autres inst., matériel, outill. techniques | 4 782,30                      | 4 782,30                         | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation      | 0,00                          | 0,00                             | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)       | 6 349 846,10                  | 339 462,84                       | 0,00          | 370 000,00             | 370 000,00          |
| 2313             | Constructions                              | 6 300 599,43                  | 290 216,17                       | 0,00          | 370 000,00             | 370 000,00          |
| 238              | Avances commandes immo corporelles         | 49 246,67                     | 49 246,67                        | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1       | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | <b>91 473,00</b>                                         | <b>c</b> 0,00 | <b>0,00</b>            | <b>d</b> 0,00       |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 91 473,00                                                | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 1321                                | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux         | 90 000,00                                                | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 1322                                | Subv. non transf. Régions                        | 1 473,00                                                 | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |                    |
|--------------------------------------|--------------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>-370 000,00</b> |
|--------------------------------------|--------------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13022**  
**LIBELLE : AMENAGEMENT AVENUE DE L OCEAN**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P022**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                         | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |             |
|------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|-------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                                 | <b>2 668 330,59</b>           | <b>2 562 009,09</b>              | <b>a</b>    | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            | <b>0,00</b> |
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b> | <b>24 198,00</b>              | <b>24 198,00</b>                 | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| 2031             | Frais d'études                                  | 24 198,00                     | 24 198,00                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| <b>204</b>       | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>     | <b>116 864,05</b>             | <b>117 161,54</b>                | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| 2041582          | Autres grpts - Bâtiments et installat°          | 70 431,78                     | 70 431,78                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| 20422            | Privé : Bâtiments, installations                | 46 432,27                     | 46 729,76                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles</b>              | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>    | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>     | <b>2 527 268,54</b>           | <b>2 420 649,55</b>              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique         | 2 447 925,32                  | 2 341 306,33                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| 238              | Avances commandes immo corporelles              | 79 343,22                     | 79 343,22                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                                 | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |             |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|-------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                         | <b>344 352,40</b>                                        | <b>c</b>    | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            | <b>0,00</b> |
| <b>13</b>                           | <b>Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)</b> | <b>327 371,87</b>                                        | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| 1323                                | Subv. non transf. Départements                          | 106 872,87                                               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| 13251                               | Subv. non transf. GFP de rattachement                   | 220 499,00                                               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| <b>16</b>                           | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>20</b>                           | <b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>      | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>204</b>                          | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>             | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>21</b>                           | <b>Immobilisations corporelles</b>                      | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>22</b>                           | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>            | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>23</b>                           | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>             | <b>16 980,53</b>                                         | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b> |
| 2315                                | Install., matériel et outill. technique                 | 760,25                                                   | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |
| 238                                 | Avances commandes immo corporelles                      | 16 220,28                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00        |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13026**  
**LIBELLE : PISTE D ATHLETISME LOCH**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P026**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                         | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                                 | 1 574 771,12                  | 1 574 771,12                     | a 0,00  | 0,00                   | b 0,00              |
| 20               | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b> | 66 741,14                     | 66 741,14                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                                  | 66 741,14                     | 66 741,14                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | <b>Immobilisations corporelles</b>              | 24 356,81                     | 24 356,81                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2158             | Autres inst., matériel, outill. techniques      | 24 356,81                     | 24 356,81                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>    | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>     | 1 483 673,17                  | 1 483 673,17                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2312             | Agencements et aménagements de terrains         | 1 308 881,20                  | 1 308 881,20                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                                   | 174 791,97                    | 174 791,97                       | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                                 | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                         | 379 245,00                                               | c 0,00  | 0,00                   | d 0,00              |
| 13                                  | <b>Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)</b> | 379 167,00                                               | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 1323                                | Subv. non transf. Départements                          | 75 000,00                                                | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 13251                               | Subv. non transf. GFP de rattachement                   | 204 167,00                                               | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 13258                               | Subv. non transf. Autres groupements                    | 100 000,00                                               | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>                | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | <b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | <b>Immobilisations corporelles</b>                      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>            | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>             | 78,00                                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2313                                | Constructions                                           | 78,00                                                    | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13030**  
**LIBELLE : AMENAGEMENT PARC URBAIN PRINTEMPS / SKATEPARK**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P030**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | 1 168 172,24                  | 433 091,24                       | a 0,00  | 0,00                   | b 0,00              |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 115 112,15                    | 116 072,15                       | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 115 112,15                    | 116 072,15                       | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 3 859,21                      | 3 859,21                         | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2128             | Autres agencements et aménagements       | 3 859,21                      | 3 859,21                         | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 1 049 200,88                  | 313 159,88                       | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique  | 1 049 200,88                  | 313 159,88                       | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | 0,00                                                     | c 0,00  | 0,00                   | d 0,00              |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13032**  
**LIBELLE : RENOVATION HALLES MUNICIPALES**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P032**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | 2 481 715,34                  | 2 421 154,35                     | a 0,00  | 0,00                   | b 0,00              |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 177 226,08                    | 178 107,04                       | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 177 226,08                    | 178 107,04                       | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 2 304 489,26                  | 2 243 047,31                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                            | 2 258 549,99                  | 2 197 989,00                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique  | 12 620,97                     | 11 740,01                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 238              | Avances commandes immo corporelles       | 33 318,30                     | 33 318,30                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | 176 929,08                                               | c 0,00  | 0,00                   | d 0,00              |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 171 375,00                                               | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 1321                                | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux         | 171 375,00                                               | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 5 554,08                                                 | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2313                                | Constructions                                    | 5 554,08                                                 | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13033**  
**LIBELLE : COMPLEXE SPORTIF BEL AIR**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P033**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | 542 870,00                    | 42 870,00                        | a       | 0,00                   | b                   |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 542 870,00                    | 42 870,00                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 542 870,00                    | 42 870,00                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | 0,00                                                     | c       | 0,00                   | d                   |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13034**  
**LIBELLE : CUISINE MUNICIPALE**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P034**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | <b>3 137 688,00</b>           | <b>195 117,70</b>                | <b>a</b> | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 195 117,70                    | 195 117,70                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 195 117,70                    | 195 117,70                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                          | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                          | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 2 942 570,30                  | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                            | 2 942 570,30                  | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | <b>21 025,25</b>                                         | <b>c</b> | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 21 025,25                                                | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 1321                                | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux         | 21 025,25                                                | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13035**  
**LIBELLE : RENOVATION CENTRE CULTUREL ATHENA**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P035**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | 3 710 722,98                  | 177 922,98                       | a       | 0,00                   | b                   |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 121 500,00                    | 121 500,00                       | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 121 500,00                    | 121 500,00                       | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 3 589 222,98                  | 56 422,98                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                            | 3 589 222,98                  | 56 422,98                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | 0,00                                                     | c       | 0,00                   | d                   |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13038**  
**LIBELLE : CHAPELLE SAINT ESPRIT ET SES ABORDS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P038**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | 400 000,00                    | 0,00                             | a       | 0,00                   | b                   |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 400 000,00                    | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 400 000,00                    | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | 0,00                                                     | c       | 0,00                   | d                   |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13039**  
**LIBELLE : FERME MUNICIPALE**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P039**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                    | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|--------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                            | 216 783,20                    | 16 783,20                        | a       | 0,00                   | b                   |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204)   | 16 783,20                     | 690,00                           | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                             | 16 783,20                     | 690,00                           | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)       | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles                | 200 000,00                    | 16 093,20                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2158             | Autres inst., matériel, outill. techniques | 200 000,00                    | 16 093,20                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation      | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)       | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | 0,00                                                     | c       | 0,00                   | d                   |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13041**  
**LIBELLE : HOTEL DIEU**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P041**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | 590 800,00                    | 0,00                             | a       | 0,00                   | b                   |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 25 000,00                     | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 25 000,00                     | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 565 800,00                    | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                            | 555 800,00                    | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique  | 10 000,00                     | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | 0,00                                                     | c       | 0,00                   | d                   |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13042**  
**LIBELLE : RENOVATION DE L EGLISE ST GILDAS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P042**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | 1 320 193,60                  | 37 839,60                        | a 0,00  | 0,00                   | b 0,00              |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 35 013,60                     | 35 013,60                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 35 013,60                     | 35 013,60                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 1 285 180,00                  | 2 826,00                         | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                            | 1 285 180,00                  | 2 826,00                         | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | 0,00                                                     | c 0,00  | 0,00                   | d 0,00              |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.2</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 13043**  
**LIBELLE : RECONSTRUCTION TENNIS**  
**AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : P043**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | 3 000 000,00                  | 40 671,38                        | a       | 0,00                   | b                   |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 290 671,38                    | 40 671,38                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 290 671,38                    | 40 671,38                        | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                          | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 2 709 328,62                  | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                            | 2 709 328,62                  | 0,00                             | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                          | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                  | 0,00                                                     | c       | 0,00                   | d                   |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                      | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation            | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)             | 0,00                                                     | 0,00    | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16005  
LIBELLE : ETUDES ET OPERATIONS FONCIERES  
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                      | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|----------------------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                              | <b>668 722,53</b>                | <b>a</b>    | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204)     | 0,00                             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)         | 0,00                             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | <b>Immobilisations corporelles</b>           | <b>668 722,53</b>                | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2111             | Terrains nus                                 | 208 013,37                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2115             | Terrains bâtis                               | 450 709,16                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2158             | Autres inst.matériel,outil. techniques       | 10 000,00                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | <b>Immobilisations reçues en affectation</b> | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 23               | <b>Immobilisations en cours(sauf 2324)</b>   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                             | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                     | <b>0,00</b>                                              | <b>c</b>    | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) | 0,00                                                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>            | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)         | 0,00                                                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)                | 0,00                                                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | <b>Immobilisations corporelles</b>                  | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation               | 0,00                                                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)                | 0,00                                                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16012**  
**LIBELLE : SYSTEMES D INFORMATIONS**  
**NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                         | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                                 | <b>1 182 066,56</b>              | <b>a</b>    | <b>52 200,00</b>       | <b>b</b>            |
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b> | <b>431 200,39</b>                | <b>0,00</b> | <b>48 000,00</b>       | <b>48 000,00</b>    |
| 2031             | Frais d'études                                  | 15 558,00                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2051             | Concessions, droits similaires                  | 415 642,39                       | 0,00        | 48 000,00              | 48 000,00           |
| <b>204</b>       | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>     | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles</b>              | <b>491 802,18</b>                | <b>0,00</b> | <b>4 200,00</b>        | <b>4 200,00</b>     |
| 21831            | Matériel informatique scolaire                  | 750,00                           | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21838            | Autre matériel informatique                     | 491 052,18                       | 0,00        | 4 200,00               | 4 200,00            |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>    | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>     | <b>259 063,99</b>                | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2313             | Constructions                                   | 92 183,70                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2318             | Autres immo. corporelles en cours               | 166 880,29                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                                    | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                            | <b>10 000,00</b>                                         | <b>c</b>    | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            |
| <b>13</b>                           | <b>Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)</b> | <b>10 000,00</b>                                         | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 1321                                | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux                   | 10 000,00                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>16</b>                           | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>                   | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>20</b>                           | <b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>204</b>                          | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>                           | <b>Immobilisations corporelles</b>                         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>22</b>                           | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>               | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>                           | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |

|                                      |                   |
|--------------------------------------|-------------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>-52 200,00</b> |
|--------------------------------------|-------------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16013  
LIBELLE : ACQ. MATERIEL DE TRANSPORT  
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                      | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|----------------------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                              | <b>581 768,22</b>                | <b>a</b>    | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204)     | 0,00                             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)         | 0,00                             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | <b>Immobilisations corporelles</b>           | <b>581 768,22</b>                | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 21571            | Matériel ferroviaire                         | 142 535,70                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21578            | Autre matériel technique                     | 134 797,60                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21828            | Autres matériels de transport                | 304 434,92                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | <b>Immobilisations reçues en affectation</b> | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 23               | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>  | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                             | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                     | <b>0,00</b>                                              | <b>c</b> | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                   | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation               | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16015**  
**LIBELLE : RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENTS**  
**NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|----------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | <b>496 367,53</b>                | <b>a</b> | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 2 400,00                         | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2041582          | Autres grpts - Bâtiments et installat°   | 2 400,00                         | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 493 967,53                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                            | 284 153,47                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique  | 188 021,90                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 238              | Avances commandes immo corporelles       | 21 792,16                        | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                             | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                     | <b>0,00</b>                                              | <b>c</b> | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                   | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation               | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16016**  
**LIBELLE : MISE EN ACCESSIBILITE**  
**NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|----------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | <b>944 897,77</b>                | <b>a</b> | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 31 467,36                        | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 31 467,36                        | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 913 430,41                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                            | 578 595,91                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique  | 334 834,50                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                             | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                     | <b>47 714,00</b>                                         | <b>c</b> | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) | 47 714,00                                                | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 1323                                | Subv. non transf. Départements                      | 47 714,00                                                | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                   | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation               | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16017**  
**LIBELLE : TVX DIVERS VRD**  
**NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                    | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                            | <b>3 533 102,32</b>              | <b>a</b> | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204)   | 164 333,44                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                             | 164 333,44                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)       | 108 398,55                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2041582          | Autres grpts - Bâtiments et installat°     | 60 477,56                        | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204182           | Autres org pub - Bât. et installations     | 16 884,47                        | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 20422            | Privé : Bâtiments, installations           | 31 036,52                        | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles                | 8 326,73                         | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21578            | Autre matériel technique                   | 3 375,00                         | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2158             | Autres inst., matériel, outill. techniques | 4 951,73                         | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation      | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)       | 3 252 043,60                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2312             | Agencements et aménagements de terrains    | 28 759,62                        | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique    | 3 178 411,11                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 238              | Avances commandes immo corporelles         | 44 872,87                        | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                             | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                     | <b>0,00</b>                                              | <b>c</b> | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                   | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation               | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16019**  
**LIBELLE : CULTURE -TVX / MATERIELS DIVERS**  
**NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                         | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                                 | <b>923 243,86</b>                | <b>a</b>    | <b>0,00</b>            | <b>45 000,00</b>    |
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b> | <b>30 414,00</b>                 | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2031             | Frais d'études                                  | 19 254,00                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2051             | Concessions, droits similaires                  | 11 160,00                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>204</b>       | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>     | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles</b>              | <b>454 262,81</b>                | <b>0,00</b> | <b>21 000,00</b>       | <b>21 000,00</b>    |
| 2158             | Autres inst.,matériel,outil. techniques         | 570,98                           | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21838            | Autre matériel informatique                     | 7 305,02                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21848            | Autres matériels de bureau et mobiliers         | 62 006,42                        | 0,00        | 2 000,00               | 2 000,00            |
| 2188             | Autres immobilisations corporelles              | 384 380,39                       | 0,00        | 19 000,00              | 19 000,00           |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>    | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours(sauf 2324)</b>      | <b>438 567,05</b>                | <b>0,00</b> | <b>24 000,00</b>       | <b>24 000,00</b>    |
| 2313             | Constructions                                   | 395 342,45                       | 0,00        | 24 000,00              | 24 000,00           |
| 2316             | Restaur. des biens histo. et culturels          | 6 763,80                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2318             | Autres immo. corporelles en cours               | 36 460,80                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                                    | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                            | <b>14 981,16</b>                                         | <b>c</b>    | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>13</b>                           | <b>Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)</b> | <b>14 981,16</b>                                         | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 1321                                | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux                   | 3 698,00                                                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 1322                                | Subv. non transf. Régions                                  | 3 641,00                                                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 1323                                | Subv. non transf. Départements                             | 7 642,16                                                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>16</b>                           | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>                   | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>20</b>                           | <b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>204</b>                          | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>                           | <b>Immobilisations corporelles</b>                         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>22</b>                           | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>               | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>                           | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |

|                                      |                   |
|--------------------------------------|-------------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>-45 000,00</b> |
|--------------------------------------|-------------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16022**  
**LIBELLE : ENFANCE EDUCATION JEUNESSE -TVX / MATERIELS DIVERS**  
**NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                         | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                                 | <b>862 966,09</b>                | <b>a</b>    | <b>0,00</b>            | <b>-216 300,00</b>  |
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b> | <b>13 920,00</b>                 | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2031             | Frais d'études                                  | 12 960,00                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2051             | Concessions, droits similaires                  | 960,00                           | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>204</b>       | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>     | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles</b>              | <b>446 288,18</b>                | <b>0,00</b> | <b>10 100,00</b>       | <b>10 100,00</b>    |
| 2158             | Autres inst.,matériel,outil. techniques         | 3 374,88                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21828            | Autres matériels de transport                   | 2 533,84                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21831            | Matériel informatique scolaire                  | 137 226,43                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21841            | Matériel de bureau et mobilier scolaire         | 66 142,72                        | 0,00        | 7 100,00               | 7 100,00            |
| 21848            | Autres matériels de bureau et mobiliers         | 25 584,78                        | 0,00        | -1 000,00              | -1 000,00           |
| 2188             | Autres immobilisations corporelles              | 211 425,53                       | 0,00        | 4 000,00               | 4 000,00            |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>    | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours(sauf 2324)</b>      | <b>402 757,91</b>                | <b>0,00</b> | <b>-226 400,00</b>     | <b>-226 400,00</b>  |
| 2312             | Agencements et aménagements de terrains         | 20 436,81                        | 0,00        | -90 000,00             | -90 000,00          |
| 2313             | Constructions                                   | 347 571,61                       | 0,00        | -136 400,00            | -136 400,00         |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique         | 34 749,49                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                                    | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                            | <b>100 458,52</b>                                        | <b>c</b>    | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>13</b>                           | <b>Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)</b> | <b>100 458,52</b>                                        | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 1321                                | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux                   | 86 256,22                                                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 1323                                | Subv. non transf. Départements                             | 1 587,30                                                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>16</b>                           | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>                   | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>20</b>                           | <b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>204</b>                          | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>                           | <b>Immobilisations corporelles</b>                         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>22</b>                           | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>               | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>                           | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |

|                                      |                   |
|--------------------------------------|-------------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>216 300,00</b> |
|--------------------------------------|-------------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16023**  
**LIBELLE : SPORT - TVX ET MATERIELS DIVERS**  
**NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1       | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|----------------------------------|---------------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | <b>1 527 533,38</b>              | <b>a</b> 0,00 | <b>40 000,00</b>       | <b>b</b> 40 000,00  |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 54 261,97                        | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 54 261,97                        | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                             | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | <b>188 415,76</b>                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 21568            | Autre matériel, outillage incendie       | 1 755,96                         | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 2158             | Autres inst.,matériel,outil. techniques  | 35 150,97                        | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 2181             | Install. générales, agencements          | 12 465,00                        | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 2188             | Autres immobilisations corporelles       | 139 043,83                       | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                             | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours(sauf 2324)      | <b>1 284 855,65</b>              | <b>0,00</b>   | <b>40 000,00</b>       | <b>40 000,00</b>    |
| 2312             | Agencements et aménagements de terrains  | 575 783,02                       | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                            | 597 138,15                       | 0,00          | 40 000,00              | 40 000,00           |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique  | 111 934,48                       | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                             | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1       | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                     | <b>200 412,43</b>                                        | <b>c</b> 0,00 | <b>0,00</b>            | <b>d</b> 0,00       |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) | 198 523,27                                               | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 1322                                | Subv. non transf. Régions                           | 73 723,12                                                | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 1323                                | Subv. non transf. Départements                      | 91 791,15                                                | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                   | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)         | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)                | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                         | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation               | 0,00                                                     | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)                | <b>1 889,16</b>                                          | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2312                                | Agencements et aménagements de terrains             | 779,16                                                   | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |
| 2313                                | Constructions                                       | 1 110,00                                                 | 0,00          | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |                   |
|--------------------------------------|-------------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>-40 000,00</b> |
|--------------------------------------|-------------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16031**  
**LIBELLE : AUTRES - TVX ET MATERIELS DIVERS**  
**NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                         | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                                 | <b>913 601,96</b>                | <b>a</b>    | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            |
|                  |                                                 |                                  | <b>0,00</b> | <b>9 100,00</b>        | <b>9 100,00</b>     |
| <b>20</b>        | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b> | <b>83 235,60</b>                 | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2031             | Frais d'études                                  | 81 123,60                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2051             | Concessions, droits similaires                  | 2 112,00                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>204</b>       | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>     | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>        | <b>Immobilisations corporelles</b>              | <b>214 406,42</b>                | <b>0,00</b> | <b>9 100,00</b>        | <b>9 100,00</b>     |
| 2111             | Terrains nus                                    | 8 158,80                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21568            | Autre matériel, outillage incendie              | 12 991,55                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 215738           | Autre matériel et outillage de voirie           | 4 555,98                         | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2158             | Autres inst., matériel, outill. techniques      | 148 625,01                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2181             | Install. générales, agencements                 | 17 649,30                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 21848            | Autres matériels de bureau et mobiliers         | 11 439,15                        | 0,00        | 8 600,00               | 8 600,00            |
| 2188             | Autres immobilisations corporelles              | 10 986,63                        | 0,00        | 500,00                 | 500,00              |
| <b>22</b>        | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>    | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>        | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>     | <b>615 959,94</b>                | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 2313             | Constructions                                   | 601 463,64                       | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique         | 14 496,30                        | 0,00        | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                                    | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1     | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                            | <b>0,00</b>                                              | <b>c</b>    | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            |
|                                     |                                                            |                                                          | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>13</b>                           | <b>Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)</b> | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>16</b>                           | <b>Emprunts et dettes assimilées (4)</b>                   | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>20</b>                           | <b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204)</b>         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>204</b>                          | <b>Subventions d'équipement versées (6)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>21</b>                           | <b>Immobilisations corporelles</b>                         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>22</b>                           | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>               | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| <b>23</b>                           | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>                | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |

|                                      |                  |
|--------------------------------------|------------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>-9 100,00</b> |
|--------------------------------------|------------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16032**  
**LIBELLE : BUDGET PARTICIPATIF**  
**NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                      | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1              | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée  |
|------------------|----------------------------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|----------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                              | <b>241 974,14</b>                | <b>a</b> <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>b</b> <b>0,00</b> |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204)     | 0,00                             | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)         | 0,00                             | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |
| 21               | <b>Immobilisations corporelles</b>           | <b>174 648,48</b>                | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>          |
| 2188             | Autres immobilisations corporelles           | 174 648,48                       | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |
| 22               | <b>Immobilisations reçues en affectation</b> | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>          |
| 23               | <b>Immobilisations en cours (sauf 2324)</b>  | <b>67 325,66</b>                 | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>          |
| 2312             | Agencements et aménagements de terrains      | 5 788,01                         | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique      | 61 537,65                        | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                             | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1              | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée  |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------|------------------------|----------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                     | <b>0,00</b>                                              | <b>c</b> <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>d</b> <b>0,00</b> |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) | 0,00                                                     | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                   | 0,00                                                     | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)         | 0,00                                                     | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)                | 0,00                                                     | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                         | 0,00                                                     | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation               | 0,00                                                     | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)                | 0,00                                                     | 0,00                 | 0,00                   | 0,00                 |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

**(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16033**  
**LIBELLE : RECONSTRUCTION TENNIS**  
**NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME**

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|----------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | <b>290 048,36</b>                | <b>a</b> | <b>0,00</b>            | <b>b</b>            |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 3 810,00                         | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2031             | Frais d'études                           | 3 810,00                         | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 286 238,36                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2313             | Constructions                            | 283 148,66                       | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique  | 3 089,70                         | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                             | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                     | <b>0,00</b>                                              | <b>c</b> | <b>0,00</b>            | <b>d</b>            |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                   | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation               | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>0,00</b> |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                          | <b>III</b>  |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b> | <b>A2.3</b> |

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16034  
LIBELLE : MOBILITE DOUCE  
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

**DEPENSES**

| Chap. / art. (2) | Libellé                                  | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|------------------------------------------|----------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES</b>  |                                          | 0,00                             | <b>a</b> | -300 000,00            | <b>b</b>            |
| 20               | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204              | Subventions d'équipement versées (6)     | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21               | Immobilisations corporelles              | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22               | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                             | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23               | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 0,00                             | 0,00     | -300 000,00            | -300 000,00         |
| 2315             | Install., matériel et outill. technique  | 0,00                             | 0,00     | -300 000,00            | -300 000,00         |

**FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)**

| Chap. / art. (2)                    | Libellé                                             | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1  | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------|------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)</b> |                                                     | 0,00                                                     | <b>c</b> | 0,00                   | <b>d</b>            |
| 13                                  | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées (4)                   | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles (sauf le 204)         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées (6)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                  | Immobilisations corporelles                         | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 22                                  | Immobilisations reçues en affectation               | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)                | 0,00                                                     | 0,00     | 0,00                   | 0,00                |

|                                      |                   |
|--------------------------------------|-------------------|
| <b>Solde = (c + d) – (a + b) (5)</b> | <b>300 000,00</b> |
|--------------------------------------|-------------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                     |                                                              |                                 |                    |                               |                            | <b>III</b>                    |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------|-------------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE</b> |                                                              |                                 |                    |                               |                            | <b>A3</b>                     |
| <b>Chap. / art. (1)</b>                                         |                                                              | <b>Budget de l'exercice (2)</b> | <b>RAR N-1 (3)</b> | <b>Propositions nouvelles</b> | <b>Vote de l'assemblée</b> | <b>TOTAL (RAR N-1 + Vote)</b> |
|                                                                 |                                                              |                                 | <b>I</b>           |                               | <b>II</b>                  | <b>III = I + II</b>           |
| <b>TOTAL</b>                                                    |                                                              | <b>11 841 809,28</b>            | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                   |
| 018                                                             | RSA                                                          | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 13                                                              | Subventions d'investissement (hors 138)                      | 2 627 021,00                    | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 1321                                                            | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux                     | 1 231 208,00                    | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 1322                                                            | Subv. non transf. Régions                                    | 916 204,00                      | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 1323                                                            | Subv. non transf. Départements                               | 243 462,00                      | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 13251                                                           | Subv. non transf. GFP de rattachement                        | 25 000,00                       | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 13258                                                           | Subv. non transf. Autres groupements                         | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 1326                                                            | Subv. non transf. Autres E.P.L.                              | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 1328                                                            | Autres subventions d'équip. non transf.                      | 44 700,00                       | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 1345                                                            | Amendes radars automatiques et de police                     | 166 447,00                      | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 16                                                              | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4) | 135 000,00                      | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 1641                                                            | Emprunts en euros                                            | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 1678                                                            | Autres emprunts et dettes                                    | 135 000,00                      | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 20                                                              | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)                 | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 202                                                             | Frais réalisation documents urbanisme                        | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 204                                                             | Subventions d'équipement versées (5) (11)                    | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 21                                                              | Immobilisations corporelles (5)                              | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 22                                                              | Immobilisations reçues en affectation (5)                    | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 23                                                              | Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)                     | 10 315,00                       | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 2312                                                            | Agencements et aménagements de terrains                      | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 2313                                                            | Constructions                                                | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 2315                                                            | Install., matériel et outill. technique                      | 10 315,00                       | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 238                                                             | Avances commandes immo corporelles                           | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>                          |                                                              | <b>2 772 336,00</b>             | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                   |
| 10                                                              | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)              | 730 000,00                      | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 10222                                                           | FCTVA                                                        | 580 000,00                      | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 10226                                                           | Taxe d'aménagement                                           | 150 000,00                      | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 138                                                             | Autres subventions invest. non transf.                       | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 16                                                              | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)            | 1 048 752,19                    | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 16449                                                           | Opérations de tirage ligne trésorerie                        | 1 048 752,19                    | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 18                                                              | Cpte de liaison : affectation (BA,régie)                     | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 26                                                              | Participations et créances rattachées                        | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 27                                                              | Autres immobilisations financières                           | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| 024                                                             | Produits des cessions d'immobilisations                      | 1 210 000,00                    | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| <b>Total des recettes financières</b>                           |                                                              | <b>2 988 752,19</b>             | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                   |
| 45                                                              | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)              | 0,00                            | 0,00               | 0,00                          | 0,00                       | 0,00                          |
| <b>Total des recettes réelles</b>                               |                                                              | <b>5 761 088,19</b>             | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>                   |



VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

| Chap. / art. (1)                  |                                                     | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|------------------------|
|                                   |                                                     |                          | I           |                        | II                  | III = I + II           |
| 021                               | Virement de la section de fonctionnement            | 3 880 721,09             |             | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 040                               | Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9) | 1 950 000,00             |             | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 28031                             | Frais d'études                                      | 1 950 000,00             |             | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 041                               | Opérations patrimoniales (10)                       | 250 000,00               |             | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 2031                              | Frais d'études                                      | 250 000,00               |             | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| <b>Total des recettes d'ordre</b> |                                                     | <b>6 080 721,09</b>      |             | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>            |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

|                                                                                                     |            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                                                         | <b>III</b> |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE</b> | <b>B</b>   |

| Chap.                                             | Libellé                                                        | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------|
|                                                   |                                                                |                          | I           |                                                                 |                        | II                  |                                                          |                                           |                                        |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                                                | <b>25 217 077,09</b>     | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                                                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>                            |
| 011                                               | Charges à caractère général (4)                                | 5 169 339,00             | 0,00        | 0,00                                                            | -21 300,00             | -21 300,00          | 0,00                                                     | -21 300,00                                | -21 300,00                             |
| 012                                               | Charges de personnel et frais assimilés (4)                    | 11 499 796,00            | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 014                                               | Atténuations de produits                                       | 10 000,00                | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 016                                               | APA                                                            | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 017                                               | RSA / Régularisations de RMI                                   | 0,00                     | 0,00        | 0,00                                                            | 0,00                   | 0,00                | 0,00                                                     | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 65                                                | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)             | 2 316 971,00             | 0,00        | 0,00                                                            | 21 300,00              | 21 300,00           | 0,00                                                     | 21 300,00                                 | 21 300,00                              |
| 6586                                              | Frais fonctionnement des groupes d'élus                        | 0,00                     | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                                   |
| <b>Total des dépenses de gestion des services</b> |                                                                | <b>18 996 106,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                                                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>                            |
| 66                                                | Charges financières                                            | 368 000,00               | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 67                                                | Charges spécifiques (4)                                        | 22 250,00                | 0,00        |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 68                                                | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 0,00                     |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 022                                               | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)                    |                          |             | 0,00                                                            |                        |                     |                                                          |                                           |                                        |
| <b>Total des dépenses financières</b>             |                                                                | <b>390 250,00</b>        | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                                                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |                                                          | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>                            |
| <b>Total des dépenses réelles</b>                 |                                                                | <b>19 386 356,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                                                     | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                                              | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>                            |
| 023                                               | Virement à la section d'investissement                         | 3 880 721,09             |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 042                                               | Opérations ordre transf. entre sections (5)                    | 1 950 000,00             |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                                   |
| 043                                               | Opérations ordre intérieur de la section                       | 0,00                     |             |                                                                 | 0,00                   | 0,00                |                                                          | 0,00                                      | 0,00                                   |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b>                 |                                                                | <b>5 830 721,09</b>      |             |                                                                 | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |                                                          | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>                            |

|                                                      |             |
|------------------------------------------------------|-------------|
| <b>D002 Résultat reporté ou anticipé (6)</b>         | <b>0,00</b> |
| <b>Total des dépenses de fonctionnement cumulées</b> | <b>0,00</b> |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

|                                                              |            |
|--------------------------------------------------------------|------------|
| <b>III – VOTE DU BUDGET</b>                                  | <b>III</b> |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES</b> | <b>B</b>   |

| Chap.                                             | Libellé                                                      | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Total (RAR N-1 + Vote) |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|------------------------|
|                                                   |                                                              |                          | I           |                        | II                  | III = I + II           |
| <b>TOTAL</b>                                      |                                                              | <b>22 745 641,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>            |
| 013                                               | Atténuations de charges (3)                                  | 60 000,00                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 016                                               | APA                                                          | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 017                                               | RSA / Régularisations de RMI                                 | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70                                                | Prod. services, domaine, ventes diverses                     | 1 702 920,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 73                                                | Impôts et taxes (sauf 731)                                   | 2 390 373,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 731                                               | Fiscalité locale                                             | 12 510 301,00            | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 74                                                | Dotations et participations (3)                              | 4 011 997,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 75                                                | Autres produits de gestion courante (3)                      | 1 547 000,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |                                                              | <b>22 222 591,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>            |
| 76                                                | Produits financiers                                          | 50,00                    | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 77                                                | Produits spécifiques (3)                                     | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 78                                                | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| <b>Total des recettes financières</b>             |                                                              | <b>50,00</b>             | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>            |
| <b>Total des recettes réelles</b>                 |                                                              | <b>22 222 641,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>            |
| 042                                               | Opérations ordre trans. entre sections (4) (5) (6)           | 523 000,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 043                                               | Opérations ordre intérieur de la section (7)                 | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| <b>Total des recettes d'ordre</b>                 |                                                              | <b>523 000,00</b>        | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>            |

|                                              |             |
|----------------------------------------------|-------------|
| <b>R002 Résultat reporté ou anticipé (8)</b> | <b>0,00</b> |
|----------------------------------------------|-------------|

|                                                      |             |
|------------------------------------------------------|-------------|
| <b>Total des recettes de fonctionnement cumulées</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------------------------|-------------|

- (1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.  
 (2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.  
 (3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.  
 (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).  
 (5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.  
 (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).  
 (7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.  
 (8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

| III – VOTE DU BUDGET                                      |                                          |                             |             |                                                                             |                           |                        |                                                                   |                                                 | III                                          |
|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------|-------------|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE |                                          |                             |             |                                                                             |                           |                        |                                                                   |                                                 | B1                                           |
| Chap. / art.<br>(1)                                       | Libellé                                  | Budget de<br>l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de<br>l'assemblée sur<br>les AE lors de la<br>séance<br>budgétaire (4) | Propositions<br>nouvelles | Vote de<br>l'assemblée | Pour<br>information<br>Crédits gérés<br>dans le cadre<br>d'une AE | Pour<br>information<br>Crédits gérés<br>hors AE | TOTAL<br>(RAR N-1 +<br>Vote)<br>III = I + II |
| TOTAL                                                     |                                          | 25 217 077,09               | 0,00        | 0,00                                                                        | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 011                                                       | Charges à caractère général (5)          | 5 169 339,00                | 0,00        | 0,00                                                                        | -21 300,00                | -21 300,00             | 0,00                                                              | -21 300,00                                      | -21 300,00                                   |
| 60611                                                     | Eau et assainissement                    | 53 000,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 60612                                                     | Energie - Electricité                    | 1 257 000,00                | 0,00        |                                                                             | -38 500,00                | -38 500,00             | 0,00                                                              | -38 500,00                                      | -38 500,00                                   |
| 60621                                                     | Combustibles                             | 3 700,00                    | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 60622                                                     | Carburants                               | 65 330,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 60623                                                     | Alimentation                             | 497 170,00                  | 0,00        |                                                                             | 4 900,00                  | 4 900,00               | 0,00                                                              | 4 900,00                                        | 4 900,00                                     |
| 60624                                                     | Produits de traitement                   | 2 670,00                    | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 60628                                                     | Autres fournitures non stockées          | 109 500,00                  | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 60631                                                     | Fournitures d'entretien                  | 70 080,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 60632                                                     | Fournitures de petit équipement          | 443 600,00                  | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 60633                                                     | Fournitures de voirie                    | 5 000,00                    | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 60636                                                     | Habillement et vêtements de travail      | 25 900,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6064                                                      | Fournitures administratives              | 19 300,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6065                                                      | Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)   | 61 000,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6067                                                      | Fournitures scolaires                    | 43 550,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6132                                                      | Locations immobilières                   | 4 940,00                    | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 61351                                                     | Matériel roulant                         | 4 700,00                    | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 61358                                                     | Autres                                   | 375 251,00                  | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 614                                                       | Charges locatives et de copropriété      | 10 200,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 61521                                                     | Entretien terrains                       | 80 500,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 615221                                                    | Entretien, réparations bâtiments publics | 80 500,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 615231                                                    | Entretien, réparations voiries           | 25 000,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 615232                                                    | Entretien, réparations réseaux           | 60 000,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 61551                                                     | Entretien matériel roulant               | 25 000,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 61558                                                     | Entretien autres biens mobiliers         | 69 900,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6156                                                      | Maintenance                              | 176 425,00                  | 0,00        |                                                                             | 5 000,00                  | 5 000,00               | 0,00                                                              | 5 000,00                                        | 5 000,00                                     |
| 6161                                                      | Multirisques                             | 101 000,00                  | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6168                                                      | Autres primes d'assurance                | 0,00                        | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6182                                                      | Documentation générale et technique      | 15 850,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6184                                                      | Versements à des organismes de formation | 45 000,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6188                                                      | Autres frais divers                      | 2 740,00                    | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6225                                                      | Indemnités aux comptable et régisseurs   | 3 300,00                    | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                         |

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

| Chap. / art.<br>(1) | Libellé                                            | Budget de<br>l'exercice (2) | RAR N-1 (3)<br><br>I | Vote de<br>l'assemblée sur<br>les AE lors de la<br>séance<br>budgétaire (4) | Propositions<br>nouvelles | Vote de<br>l'assemblée<br><br>II | Pour<br>information<br>Crédits gérés<br>dans le cadre<br>d'une AE | Pour<br>information<br>Crédits gérés<br>hors AE | TOTAL<br>(RAR N-1 +<br>Vote)<br><br>III = I + II |
|---------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| 62261               | Honoraires médicaux et paramédicaux                | 4 040,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 62268               | Autres honoraires, conseils                        | 30 000,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6227                | Frais d'actes et de contentieux                    | 14 000,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6228                | Divers                                             | 423 012,00                  | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6231                | Annonces et insertions                             | 33 700,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6232                | Fêtes et cérémonies                                | 1 000,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6233                | Foires et expositions                              | 66 100,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6234                | Réceptions                                         | 30 350,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6236                | Catalogues et imprimés                             | 93 300,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6238                | Divers                                             | 26 250,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6241                | Transports de biens                                | 0,00                        | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6247                | Transports collectifs                              | 49 650,00                   | 0,00                 |                                                                             | -4 900,00                 | -4 900,00                        | 0,00                                                              | -4 900,00                                       | -4 900,00                                        |
| 6251                | Voyages, déplacements et missions                  | 10 000,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6255                | Frais de déménagement                              | 3 000,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6261                | Frais d'affranchissement                           | 30 450,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6262                | Frais de télécommunications                        | 46 054,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 627                 | Services bancaires et assimilés                    | 2 040,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6281                | Concours divers (cotisations)                      | 22 050,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6283                | Frais de nettoyage des locaux                      | 21 900,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6284                | Redevances pour services rendus                    | 2 700,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6288                | Autres services extérieurs                         | 472 937,00                  | 0,00                 |                                                                             | 12 200,00                 | 12 200,00                        | 0,00                                                              | 12 200,00                                       | 12 200,00                                        |
| 63512               | Taxes foncières                                    | 47 500,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 63513               | Autres impôts locaux                               | 1 800,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6355                | Taxes et impôts sur les véhicules                  | 400,00                      | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 012                 | Charges de personnel et frais<br>assimilés (5) (6) | 11 499 796,00               | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6216                | Personnel affecté par GFP<br>rattachement          | 6 500,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6218                | Autre personnel extérieur                          | 29 500,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6332                | Cotisations versées au F.N.A.L.                    | 33 130,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6336                | Cotisations CNFPT et CDGFPT                        | 158 170,00                  | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 64111               | Rémunération principale titulaires                 | 4 885 210,00                | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 64112               | SFT, indemnité de résidence                        | 55 290,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 64113               | NBI                                                | 52 130,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 64118               | Autres indemnités                                  | 1 087 440,00                | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 64131               | Rémunérations                                      | 1 542 765,00                | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 64132               | SFT, indemnité de résidence                        | 8 760,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 64138               | Primes et autres indemnités                        | 291 520,00                  | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 64168               | Autres emplois aidés                               | 8 060,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6417                | Rémunérations des apprentis                        | 33 780,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

| Chap. / art.<br>(1) | Libellé                                               | Budget de<br>l'exercice (2) | RAR N-1 (3)<br><br>I | Vote de<br>l'assemblée sur<br>les AE lors de la<br>séance<br>budgétaire (4) | Propositions<br>nouvelles | Vote de<br>l'assemblée<br><br>II | Pour<br>information<br>Crédits gérés<br>dans le cadre<br>d'une AE | Pour<br>information<br>Crédits gérés<br>hors AE | TOTAL<br>(RAR N-1 +<br>Vote)<br><br>III = I + II |
|---------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| 6451                | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.                          | 1 301 189,00                | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6453                | Cotisations aux caisses de retraites                  | 1 655 730,00                | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6454                | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.                        | 75 299,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6455                | Cotisations pour assurance du personnel               | 168 330,00                  | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6458                | Cotis. aux autres organismes sociaux                  | 79 390,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6475                | Médecine du travail, pharmacie                        | 20 163,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6488                | Autres                                                | 7 440,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 014                 | Atténuations de produits                              | 10 000,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 7391112             | Dégrèv. taxe habit. / logements vacants               | 10 000,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 016                 | APA                                                   | 0,00                        | 0,00                 | 0,00                                                                        | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 017                 | RSA / Régularisations de RMI                          | 0,00                        | 0,00                 | 0,00                                                                        | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 65                  | Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5) | 2 316 971,00                | 0,00                 | 0,00                                                                        | 21 300,00                 | 21 300,00                        | 0,00                                                              | 21 300,00                                       | 21 300,00                                        |
| 65138               | Autres secours                                        | 10 500,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6514                | Cotisations, adhésions et autres prestat              | 9 000,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 65311               | Indemnités de fonction                                | 199 271,00                  | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 65312               | Frais de mission et de déplacement                    | 2 000,00                    | 0,00                 |                                                                             | 3 000,00                  | 3 000,00                         | 0,00                                                              | 3 000,00                                        | 3 000,00                                         |
| 65313               | Cotisations de retraite                               | 7 063,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 65315               | Formation                                             | 4 000,00                    | 0,00                 |                                                                             | 12 000,00                 | 12 000,00                        | 0,00                                                              | 12 000,00                                       | 12 000,00                                        |
| 653172              | Cotis.fonds financ.allocation fin mandat              | 0,00                        | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6541                | Créances admises en non-valeur                        | 2 000,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6542                | Créances éteintes                                     | 5 000,00                    | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6553                | Service d'incendie                                    | 381 151,00                  | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 657341              | Subv. fonct. communes membres du GFP                  | 12 000,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 657348              | Subv. fonct. autres communes                          | 700,00                      | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 657358              | Subv. fonct. autres groupements                       | 20 200,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 657362              | Subv. Fonct. BA/régies                                | 0,00                        | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 657363              | Subv.Fonct. CCAS/CIAS                                 | 630 000,00                  | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 65748               | Subv.fonct.autres personnes droit privé               | 828 000,00                  | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 65811               | Droits d'utilisat° - informatique nuage               | 135 756,00                  | 0,00                 |                                                                             | 6 200,00                  | 6 200,00                         | 0,00                                                              | 6 200,00                                        | 6 200,00                                         |
| 65818               | Autres                                                | 49 930,00                   | 0,00                 |                                                                             | 100,00                    | 100,00                           | 0,00                                                              | 100,00                                          | 100,00                                           |
| 65888               | Autres                                                | 20 400,00                   | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             | 0,00                                                              | 0,00                                            | 0,00                                             |
| 6586                | Frais fonctionnement des groupes d'élus               | 0,00                        | 0,00                 |                                                                             | 0,00                      | 0,00                             |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                             |

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

| Chap. / art.<br>(1) | Libellé                                                        | Budget de<br>l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de<br>l'assemblée sur<br>les AE lors de la<br>séance<br>budgétaire (4) | Propositions<br>nouvelles | Vote de<br>l'assemblée | Pour<br>information<br>Crédits gérés<br>dans le cadre<br>d'une AE | Pour<br>information<br>Crédits gérés<br>hors AE | TOTAL<br>(RAR N-1 +<br>Vote)<br>III = I + II |
|---------------------|----------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------|
|                     |                                                                |                             | I           |                                                                             |                           | II                     |                                                                   |                                                 |                                              |
|                     | <b>Total des dépenses de gestion des services</b>              | <b>18 996 106,00</b>        | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                                                                 | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                                                       | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                                  |
| 66                  | Charges financières                                            | 368 000,00                  | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 66111               | Intérêts réglés à l'échéance                                   | 363 500,00                  | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 66112               | Intérêts - Rattachement des ICNE                               | 4 100,00                    | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6618                | Intérêts des autres dettes                                     | 400,00                      | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 67                  | Charges spécifiques (5)                                        | 22 250,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 673                 | Titres annulés (sur exercices antérieurs)                      | 22 250,00                   | 0,00        |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 68                  | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5) | 0,00                        |             |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 022                 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)                    |                             |             | 0,00                                                                        |                           |                        |                                                                   |                                                 |                                              |
|                     | <b>Total des charges financières et spécifiques</b>            | <b>390 250,00</b>           | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                                                                 | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>            |                                                                   | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                                  |
|                     | <b>Total des dépenses réelles</b>                              | <b>19 386 356,00</b>        | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                                                                 | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                                                       | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                                  |
| 023                 | Virement à la section d'investissement                         | 3 880 721,09                |             |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 042                 | Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)            | 1 950 000,00                |             |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 6811                | Dot. amort. immos incorporelles                                | 1 950 000,00                |             |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
| 043                 | Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)              | 0,00                        |             |                                                                             | 0,00                      | 0,00                   |                                                                   | 0,00                                            | 0,00                                         |
|                     | <b>Total des dépenses d'ordre</b>                              | <b>5 830 721,09</b>         |             |                                                                             | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>            |                                                                   | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                                  |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)**

|                                    |           |
|------------------------------------|-----------|
| Montant des ICNE de l'exercice     | 38 986,32 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 34 886,32 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1     | 4 100,00  |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.



(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

| III – VOTE DU BUDGET                                      |                                          |                          |             |                        |                     | III                    |
|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE |                                          |                          |             |                        |                     | B2                     |
| Chap / art. (1)                                           | Libellé                                  | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Total (RAR N-1 + Vote) |
| TOTAL                                                     |                                          | 22 745 641,00            | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
|                                                           |                                          | I                        | II          | III = I + II           |                     |                        |
| 013                                                       | Atténuations de charges (4)              | 60 000,00                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 6419                                                      | Remboursements rémunérations personnel   | 60 000,00                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 016                                                       | APA                                      | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 017                                                       | RSA / Régularisations de RMI             | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70                                                        | Prod. services, domaine, ventes diverses | 1 702 920,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70311                                                     | Concessions cimetières (produit net)     | 28 000,00                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70312                                                     | Redevances funéraires                    | 7 000,00                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70321                                                     | Stationnement et location voie publique  | 160 000,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70323                                                     | Red. occupation dom. public              | 155 150,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70388                                                     | Autres redevances et recettes diverses   | 11 570,00                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 7062                                                      | Redevances services à caractère culturel | 300 550,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 7065                                                      | Droits port et navigation (hors location | 2 000,00                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 7066                                                      | Redevances services à caractère social   | 217 000,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 7067                                                      | Redev. services périscolaires et enseign | 551 000,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 706888                                                    | Autres                                   | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 7078                                                      | Autres marchandises                      | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 7082                                                      | Commissions                              | 1 000,00                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 7083                                                      | Locations diverses (autres qu'immeubles) | 4 400,00                 | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70841                                                     | Mise à dispo personnel CL de rattach.    | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70843                                                     | Mise à dispo personnel CCAS/CIAS         | 180 000,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70873                                                     | Remb. frais par le CCAS/CIAS             | 50 000,00                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 70878                                                     | Remb. frais par des tiers                | 35 000,00                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 7088                                                      | Produits activités annexes (abonnements) | 250,00                   | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 73                                                        | Impôts et taxes (sauf 731)               | 2 390 373,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 73211                                                     | Attribution de compensation              | 2 172 874,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 73212                                                     | Dotations de solidarité communautaire    | 217 499,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 7351                                                      | Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.  | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 731                                                       | Fiscalité locale                         | 12 510 301,00            | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 73111                                                     | Impôts directs locaux                    | 11 140 301,00            | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 73118                                                     | Autres contributions directes            | 20 000,00                | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 73123                                                     | Taxe com add droit mut ou pub foncière   | 900 000,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 73141                                                     | Taxe sur la conso. finale d'électricité  | 300 000,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 73174                                                     | Taxe locale sur la publicité extérieure  | 150 000,00               | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 7318                                                      | Autres                                   | 0,00                     | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 74                                                        | Dotations et participations (4)          | 4 011 997,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |
| 74111                                                     | Dotations forfaitaire des communes       | 1 571 046,00             | 0,00        | 0,00                   | 0,00                | 0,00                   |

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

| Chap / art. (1)                                   | Libellé                                                      | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3)<br>I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Total<br>(RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------|------------------|------------------------|---------------------------|-------------------------------------------|
| 741123                                            | DSU des communes                                             | 761 977,00               | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 741127                                            | DNP des communes                                             | 470 121,00               | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 744                                               | FCTVA                                                        | 28 000,00                | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 74718                                             | Autres participations Etat                                   | 185 790,00               | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 7472                                              | Participation régions                                        | 79 000,00                | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 7473                                              | Participation départements                                   | 69 150,00                | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 74741                                             | Participation communes membres du GFP                        | 198 354,00               | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 747888                                            | Autres                                                       | 420 388,00               | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 74833                                             | Etat-Compens.exonération taxes foncières                     | 203 866,00               | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 7484                                              | Dotation de recensement                                      | 2 805,00                 | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 7485                                              | Dotation pour les titres sécurisés                           | 21 500,00                | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 74888                                             | Autres                                                       | 0,00                     | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 75                                                | Autres produits de gestion courante (4)                      | 1 547 000,00             | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 752                                               | Revenus des immeubles                                        | 269 000,00               | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 75888                                             | Autres                                                       | 1 278 000,00             | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |                                                              | <b>22 222 591,00</b>     | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                               |
| 76                                                | Produits financiers                                          | 50,00                    | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 764                                               | Revenus valeurs mobilières de placement                      | 50,00                    | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 77                                                | Produits spécifiques (4)                                     | 0,00                     | 0,00             | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 78                                                | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 0,00                     |                  | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| <b>Total des recettes réelles</b>                 |                                                              | <b>22 222 641,00</b>     | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                               |
| 042                                               | Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)          | 523 000,00               |                  | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 722                                               | Immobilisations corporelles                                  | 450 000,00               |                  | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 777                                               | Rec... subv inv transférées cpte résultat                    | 73 000,00                |                  | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| 043                                               | Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)             | 0,00                     |                  | 0,00                   | 0,00                      | 0,00                                      |
| <b>Total des recettes d'ordre</b>                 |                                                              | <b>523 000,00</b>        |                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                               |

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

|              |      |
|--------------|------|
| Montant brut | 0,00 |
| Compensation | 0,00 |
| Montant net  | 0,00 |

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice     | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1     | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

VILLE D'AURAY - BUDGET PRINCIPAL VILLE D'AURAY - DM - 2024

- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

|                                                                             |           |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>IV – ANNEXES</b>                                                         | <b>IV</b> |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b> | <b>A1</b> |

| Chapitre nature | Libellé                                  | 01<br>Opérations non ventilables | 0<br>Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5<br>Gestion des fonds européens | 1<br>Sécurité    | 2<br>Enseign., formation prof., apprentissage | 3<br>Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4<br>Santé et action sociale (hors RSA) | 4-4<br>RSA  |
|-----------------|------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------|
| <b>DEPENSES</b> |                                          | <b>2 829 752,19</b>              | <b>757 788,96</b>                                               | <b>0,00</b>                        | <b>20 800,00</b> | <b>302 810,00</b>                             | <b>6 226 451,83</b>                          | <b>187 709,74</b>                       | <b>0,00</b> |
| 10              | Dotations, fonds divers et réserves      | 180 000,00                       | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 13              | Subventions d'investissement             | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 16              | Emprunts et dettes assimilées            | 2 627 752,19                     | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 18              | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 20              | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00                             | 88 523,26                                                       | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 321 994,00                                   | 0,00                                    | 0,00        |
| 204             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                             | 40 000,00                                                       | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 21              | Immobilisations corporelles              | 0,00                             | 256 894,17                                                      | 0,00                               | 0,00             | 37 450,00                                     | 150 234,75                                   | 150 349,74                              | 0,00        |
| 22              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 23              | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 0,00                             | 372 371,53                                                      | 0,00                               | 20 800,00        | 265 360,00                                    | 5 754 223,08                                 | 12 360,00                               | 0,00        |
| 26              | Participations et créances rattachées    | 22 000,00                        | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 27              | Autres immobilisations financières       | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 25 000,00                               | 0,00        |
| 45              | Opérations pour compte de tiers          | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| <b>RECETTES</b> |                                          | <b>2 080 199,19</b>              | <b>1 225 940,00</b>                                             | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>      | <b>63 075,00</b>                              | <b>1 563 240,00</b>                          | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b> |
| 024             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                             | 1 210 000,00                                                    | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 10              | Dotations, fonds divers et réserves      | 730 000,00                       | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 13              | Subventions d'investissement             | 166 447,00                       | 15 940,00                                                       | 0,00                               | 0,00             | 63 075,00                                     | 1 563 240,00                                 | 0,00                                    | 0,00        |
| 16              | Emprunts et dettes assimilées            | 1 183 752,19                     | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 18              | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 20              | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 204             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 21              | Immobilisations corporelles              | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 22              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 23              | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 26              | Participations et créances rattachées    | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 27              | Autres immobilisations financières       | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |
| 45              | Opérations pour compte de tiers          | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00             | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                    | 0,00        |

| IV – ANNEXES                                                                 |                                          |                                             |                        |                    |                   |                          | IV                   |
|------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------|--------------------|-------------------|--------------------------|----------------------|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) |                                          |                                             |                        |                    |                   |                          | A1                   |
| Chapitre nature                                                              | Libellé                                  | 5<br>Aménagement des territoires et habitat | 6<br>Action économique | 7<br>Environnement | 8<br>Transports   | 9<br>Fonction en réserve | TOTAL                |
|                                                                              | <b>DEPENSES</b>                          | <b>680 703,15</b>                           | <b>60 560,99</b>       | <b>279 148,00</b>  | <b>947 433,89</b> |                          | <b>12 293 158,75</b> |
| 10                                                                           | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 180 000,00           |
| 13                                                                           | Subventions d'investissement             | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
| 16                                                                           | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 2 627 752,19         |
| 18                                                                           | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
| 20                                                                           | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 25 000,00                                   | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 435 517,26           |
| 204                                                                          | Subventions d'équipement versées         | 9 353,20                                    | 0,00                   | 0,00               | 4 080,00          |                          | 53 433,20            |
| 21                                                                           | Immobilisations corporelles              | 33 537,36                                   | 0,00                   | 150 000,00         | 59 865,92         |                          | 838 331,94           |
| 22                                                                           | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
| 23                                                                           | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 612 812,59                                  | 60 560,99              | 129 148,00         | 883 487,97        |                          | 8 111 124,16         |
| 26                                                                           | Participations et créances rattachées    | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 22 000,00            |
| 27                                                                           | Autres immobilisations financières       | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 25 000,00            |
| 45                                                                           | Opérations pour compte de tiers          | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
|                                                                              | <b>RECETTES</b>                          | <b>0,00</b>                                 | <b>399 875,00</b>      | <b>0,00</b>        | <b>428 759,00</b> |                          | <b>5 761 088,19</b>  |
| 024                                                                          | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 1 210 000,00         |
| 10                                                                           | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 730 000,00           |
| 13                                                                           | Subventions d'investissement             | 0,00                                        | 399 875,00             | 0,00               | 418 444,00        |                          | 2 627 021,00         |
| 16                                                                           | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 1 183 752,19         |
| 18                                                                           | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
| 20                                                                           | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
| 204                                                                          | Subventions d'équipement versées         | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
| 21                                                                           | Immobilisations corporelles              | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
| 22                                                                           | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
| 23                                                                           | Immobilisations en cours (sauf 2324)     | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 10 315,00         |                          | 10 315,00            |
| 26                                                                           | Participations et créances rattachées    | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
| 27                                                                           | Autres immobilisations financières       | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |
| 45                                                                           | Opérations pour compte de tiers          | 0,00                                        | 0,00                   | 0,00               | 0,00              |                          | 0,00                 |

|                                                                              |           |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>IV – ANNEXES</b>                                                          | <b>IV</b> |
| <b>A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b> | <b>A2</b> |

| Chapitre nature | Libellé                                  | 01<br>Opérations non ventilables | 0<br>Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5<br>Gestion des fonds européens | 1<br>Sécurité     | 2<br>Enseign., formation prof., apprentissage | 3<br>Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4<br>Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI) | 4-3<br>APA  |
|-----------------|------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>DEPENSES</b> |                                          | <b>398 300,00</b>                | <b>8 261 237,00</b>                                             | <b>0,00</b>                        | <b>931 311,00</b> | <b>1 857 570,00</b>                           | <b>5 001 928,00</b>                          | <b>994 360,00</b>                                                      | <b>0,00</b> |
| 011             | Charges à caractère général              | 700,00                           | 2 662 057,00                                                    | 0,00                               | 115 880,00        | 481 560,00                                    | 1 407 682,00                                 | 36 200,00                                                              | 0,00        |
| 012             | Charges de personnel et frais assimilés  | 0,00                             | 4 573 690,00                                                    | 0,00                               | 434 280,00        | 1 360 810,00                                  | 3 513 466,00                                 | 150 760,00                                                             | 0,00        |
| 014             | Atténuations de produits                 | 10 000,00                        | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                                                   | 0,00        |
| 65              | Autres charges de gestion courante       | 0,00                             | 1 025 490,00                                                    | 0,00                               | 381 151,00        | 13 700,00                                     | 80 030,00                                    | 807 400,00                                                             | 0,00        |
| 6586            | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                                                   | 0,00        |
| 66              | Charges financières                      | 367 600,00                       | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                                                   | 0,00        |
| 67              | Charges spécifiques                      | 20 000,00                        | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 1 500,00                                      | 750,00                                       | 0,00                                                                   | 0,00        |
| 68              | Dotations aux provisions, dépréciations  | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                                                   | 0,00        |
| <b>RECETTES</b> |                                          | <b>17 947 734,00</b>             | <b>584 645,00</b>                                               | <b>0,00</b>                        | <b>42 650,00</b>  | <b>470 000,00</b>                             | <b>2 693 312,00</b>                          | <b>88 750,00</b>                                                       | <b>0,00</b> |
| 013             | Atténuations de charges                  | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                                                   | 0,00        |
| 70              | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00                             | 220 200,00                                                      | 0,00                               | 42 400,00         | 371 000,00                                    | 701 920,00                                   | 50 000,00                                                              | 0,00        |
| 73              | Impôts et taxes                          | 2 390 373,00                     | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                                                   | 0,00        |
| 731             | Fiscalité locale                         | 12 510 301,00                    | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                                                   | 0,00        |
| 74              | Dotations et participations              | 3 035 010,00                     | 108 445,00                                                      | 0,00                               | 250,00            | 80 000,00                                     | 731 392,00                                   | 38 750,00                                                              | 0,00        |
| 75              | Autres produits de gestion courante      | 12 000,00                        | 256 000,00                                                      | 0,00                               | 0,00              | 19 000,00                                     | 1 260 000,00                                 | 0,00                                                                   | 0,00        |
| 76              | Produits financiers                      | 50,00                            | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                                                   | 0,00        |
| 77              | Produits spécifiques                     | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                                                   | 0,00        |
| 78              | Reprises amort., dépréciations, prov.    | 0,00                             | 0,00                                                            | 0,00                               | 0,00              | 0,00                                          | 0,00                                         | 0,00                                                                   | 0,00        |

| IV – ANNEXES                                                                  |                                          |                                          |                                                   |                           |                    |                   |                             | IV                   |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------|--------------------|-------------------|-----------------------------|----------------------|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) |                                          |                                          |                                                   |                           |                    |                   |                             | A2                   |
| Chapitre nature                                                               | Libellé                                  | 4-4<br>RSA /<br>Régularisation de<br>RMI | 5<br>Aménagement<br>des territoires et<br>habitat | 6<br>Action<br>économique | 7<br>Environnement | 8<br>Transports   | 9<br>Fonction en<br>réserve | TOTAL                |
| <b>DEPENSES</b>                                                               |                                          | <b>0,00</b>                              | <b>665 730,00</b>                                 | <b>148 700,00</b>         | <b>590 720,00</b>  | <b>536 500,00</b> |                             | <b>19 386 356,00</b> |
| 011                                                                           | Charges à caractère général              | 0,00                                     | 165 470,00                                        | 142 400,00                | 81 090,00          | 55 000,00         |                             | 5 148 039,00         |
| 012                                                                           | Charges de personnel et frais assimilés  | 0,00                                     | 495 860,00                                        | 0,00                      | 489 430,00         | 481 500,00        |                             | 11 499 796,00        |
| 014                                                                           | Atténuations de produits                 | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 10 000,00            |
| 65                                                                            | Autres charges de gestion courante       | 0,00                                     | 4 000,00                                          | 6 300,00                  | 20 200,00          | 0,00              |                             | 2 338 271,00         |
| 6586                                                                          | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 0,00                 |
| 66                                                                            | Charges financières                      | 0,00                                     | 400,00                                            | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 368 000,00           |
| 67                                                                            | Charges spécifiques                      | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 22 250,00            |
| 68                                                                            | Dotations aux provisions, dépréciations  | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 0,00                 |
| <b>RECETTES</b>                                                               |                                          | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>                                       | <b>174 500,00</b>         | <b>78 150,00</b>   | <b>142 900,00</b> |                             | <b>22 222 641,00</b> |
| 013                                                                           | Atténuations de charges                  | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 60 000,00          | 0,00              |                             | 60 000,00            |
| 70                                                                            | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00                                     | 0,00                                              | 174 500,00                | 0,00               | 142 900,00        |                             | 1 702 920,00         |
| 73                                                                            | Impôts et taxes                          | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 2 390 373,00         |
| 731                                                                           | Fiscalité locale                         | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 12 510 301,00        |
| 74                                                                            | Dotations et participations              | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 18 150,00          | 0,00              |                             | 4 011 997,00         |
| 75                                                                            | Autres produits de gestion courante      | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 1 547 000,00         |
| 76                                                                            | Produits financiers                      | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 50,00                |
| 77                                                                            | Produits spécifiques                     | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 0,00                 |
| 78                                                                            | Reprises amort., dépréciations, prov.    | 0,00                                     | 0,00                                              | 0,00                      | 0,00               | 0,00              |                             | 0,00                 |



|                                 |          |
|---------------------------------|----------|
| <b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b> | <b>V</b> |
| <b>ARRETE ET SIGNATURES</b>     | <b>A</b> |

Nombre de membres en exercice : 33

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 11/12/2024

Présenté par Mme Le Maire (1),

A salle du Conseil Municipal Hôtel de ville Place de la République Auray, le 18/12/2024

Délibéré par l'assemblée L'assemblée (2), réunie en session Ordinaire

A salle du Conseil Municipal Hôtel de ville Place de la République Auray, le 18/12/2024

Les membres de l'assemblée délibérante L'assemblée (2),(3).

|                          |  |
|--------------------------|--|
| AGNEAU Adeline           |  |
| BASTIDE Julien           |  |
| CYFFERS Pierre-Yves      |  |
| DEVINGT Myriam           |  |
| DUBOIS Marie             |  |
| EME Juliette             |  |
| FERNANDEZ Adeline        |  |
| GUEMY Nathalie           |  |
| GUILLEMET Jean-François  |  |
| GUYOT Benoit             |  |
| HAREL Aurore             |  |
| HERVIO Emmanuelle        |  |
| KERGOSIEN Pierrick       |  |
| KERLAU Jean-Charles      |  |
| LASBLEY Edouard          |  |
| LE CROM Marie            |  |
| LE DOUJET Solène         |  |
| LE GUENNEC Jean-Baptiste |  |
| LE ROL Benoit            |  |
| LE SCOUARNEC Pierre      |  |

|                                 |          |
|---------------------------------|----------|
| <b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b> | <b>V</b> |
| <b>ARRETE ET SIGNATURES</b>     | <b>A</b> |

|                       |  |
|-----------------------|--|
| MAHE Marc             |  |
| MAHEO Jean-Yves       |  |
| MASSON Claire         |  |
| NAEL Françoise        |  |
| NICOL Gurvan          |  |
| PARENT MER Claire     |  |
| QUILLAY Guénola       |  |
| RENAULT Stéphane      |  |
| SAMSON Mathieu        |  |
| SAUVAGEOT Jean-Pierre |  |
| SIMON Chantal         |  |
| SPILBAUER Céline      |  |
| VERGNE Bertrand       |  |

Certifié exécutoire par Mme Le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **INTERVENTIONS :**

### **Claire MASSON**

C'est un choix de la majorité de se dire que le Fonds de Concours pour la récupération de la TVA va diminuer normalement en 2025, et que 2024 ne devrait pas être touchée par cette mesure. Nous avons donc décidé de décaisser un maximum sur les investissements pour gagner en FCTVA puisque là on récupère 16,404 % de la TVA par rapport au 20% que l'on paye. C'est le choix de décaisser vraiment jusqu'au dernier moment de l'année, nous l'avons fait pour gagner sur le FCTVA. Je précise que ces dépenses étaient prévues pour 2025.

## 9- DF - OUVERTURE DES CRÉDITS AVANT LE VOTE DU BUDGET 2025

Monsieur Pierrick KERGOSIEN, 1er adjoint, expose à l'assemblée :

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit des mesures permettant d'exécuter un budget avant son adoption.

Ainsi, l'article L1612-1 du CGCT dispose que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

- **Pour les dépenses annuelles d'investissement :**

Jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, **sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent**, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

**Une décision modificative n°2 de budget ayant été adoptée lors du conseil municipal du 18 décembre 2024, il est proposé d'intégrer les redéploiements de crédits votés lors de cette DM, dans le calcul des crédits qui seront ouverts pour 2025.**

Il est ainsi proposé de procéder à l'ouverture des crédits 2025 **dans la limite de 599 641 €** afin de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses annuelles d'investissement jusqu'au vote du Budget Primitif 2025.

La répartition par opération d'investissement est la suivante :

| Code         | Libellé opération d'investissement annuel          | Budget 2024<br>(hors reports de crédits) | 25 % du budget 2024 |
|--------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------|
| 16005        | ETUDES ET OPERATIONS FONCIERES                     | 30 000                                   | 7 500               |
| 16012        | SYSTEMES D INFORMATIONS                            | 189 864                                  | 47 466              |
| 16013        | ACQ. MATERIEL DE TRANSPORT                         | 60 000                                   | 15 000              |
| 16015        | RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENTS                   | 200 000                                  | 50 000              |
| 16016        | MISE EN ACCESSIBILITE                              | 66 000                                   | 16 500              |
| 16017        | TVX DIVERS VRD                                     | 839 500                                  | 209 875             |
| 16019        | CULTURE -TVX / MATERIELS DIVERS                    | 162 600                                  | 40 650              |
| 16022        | ENFANCE EDUCATION JEUNESSE -TVX / MATERIELS DIVERS | 109 000                                  | 27 250              |
| 16023        | SPORT - TVX ET MATERIELS DIVERS                    | 124 500                                  | 31 125              |
| 16031        | AUTRES - TVX ET MATERIELS DIVERS                   | 305 100                                  | 76 275              |
| 16032        | BUDGET PARTICIPATIF                                | 145 000                                  | 36 250              |
| 16034        | MOBILITE DOUCE                                     | 167 000                                  | 41 750              |
| <b>TOTAL</b> |                                                    | <b>2 398 564</b>                         | <b>599 641</b>      |

- **Pour les dépenses pluriannuelles d'investissement :**

En M57, le Président de l'exécutif peut liquider et mandater les dépenses d'investissement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, **dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre, égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent** (L.5217-10-9 du CGCT).

Il est ainsi proposé de procéder à l'ouverture des crédits 2025 **dans la limite de 2 054 490 €** afin de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses pluriannuelles d'investissement jusqu'au vote du Budget Primitif 2025.

La répartition par opération d'investissement est la suivante :

| Code         | Libellé opération d'investissement_pluriannuel | Budget 2024      | 33,33 % du budget 2024 |
|--------------|------------------------------------------------|------------------|------------------------|
| 13017        | VRD MOBILITE DOUCE                             | 101 164          | 33 718                 |
| 13018        | COMPLEXE SPORTIF LA FORET                      | 3 136 094        | 1 045 260              |
| 13022        | AMENAGEMENT AVENUE DE L OCEAN                  | 106 322          | 35 437                 |
| 13030        | AMENAGEMENT PARC URBAIN PRINTEMPS / SKATEPARK  | 620 000          | 206 646                |
| 13032        | RENOVATION HALLES MUNICIPALES                  | 60 561           | 20 185                 |
| 13034        | CUISINE MUNICIPALE                             | 129 148          | 43 045                 |
| 13035        | RENOVATION CENTRE CULTUREL ATHENA              | 390 000          | 129 987                |
| 13039        | FERME MUNICIPALE                               | 150 000          | 49 995                 |
| 13041        | HOTEL DIEU                                     | 60 800           | 20 265                 |
| 13042        | RENOVATION DE L EGLISE ST GILDAS               | 1 160 000        | 386 628                |
| 13043        | RECONSTRUCTION TENNIS                          | 250 000          | 83 325                 |
| <b>TOTAL</b> |                                                | <b>6 164 088</b> | <b>2 054 490</b>       |

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 09 décembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **AUTORISE** Madame le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses annuelles d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, tels que les éléments figurent dans le tableau inséré dans le corps de la délibération.

- **AUTORISE** Madame le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses pluriannuelles d'investissement, dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre, égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **INTERVENTIONS :**

### **Marc MAHE**

J'ai eu l'impression en regardant mais c'est difficile de tout vérifier, qu'il manquait la DM2 dans certaines rubriques. Par exemple si je prends la partie "mobilité douce / piste cyclable", le montant qui est utilisé ne prend pas en compte qu'il y a 300 000 € selon la DM2. Cela ne se calcule plus sur la même base. Si vous pouviez regarder cela. Il y a quelques points comme ça sur l'équipement multifonction, la Forêt notamment.

### **Claire MASSON**

On rajoute c'est 25% dans tous les cas, donc il faut qu'on rectifie 25% de l'année passée. Nous allons révéifier.

### **Marc MAHE**

Sur le total cela ne fait pas un écart gigantesque, ça fait 30 800 €.

### **Pierrick KERGOSIEN**

Nous allons vérifier et nous modifierons si nécessaire avant l'envoi au contrôle de légalité et on considérera que c'est une erreur manifeste.

On a refait les calculs pour l'ouverture anticipée de crédit. On les a effectivement actualisés suite à la Décision Modification N°2. Globalement que ce soit pour les opérations gérées hors APCP et les opérations gérées en APCP, on passe de 2 623 310 € en ouverture anticipée dans le bordereau et on va passer à 2 654 131 € soit une augmentation pour l'ouverture anticipée de 30 821 €. La direction des finances enverra à tous les conseillers municipaux un mail explicatif et les tableaux qui correspondent. Cette délibération va être corrigée avant son envoi en Préfecture.

## **10- DF - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025**

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité, préalablement au vote du budget primitif.

Devant se tenir dans les deux mois précédant le vote du budget primitif, ce débat est obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants. Toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédé d'un tel débat est entachée d'illégalité.

L'article 107 de la Loi Notre complète les règles relatives au DOB, il doit désormais faire l'objet d'un rapport (article L.2312-1 CGCT) et comporter les informations suivantes :

- Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement, comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget (concours financiers, fiscalité, subventions).
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière d'investissement.
- Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette.
- Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.
- Dans les communes de plus de 10 000 habitants, ce rapport comporte, en outre, les informations relatives à la structure des effectifs, l'évolution des dépenses de personnel, et la durée effective du travail dans la commune.

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations claires et lisibles, ce rapport doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité dans un délai d'un mois après son adoption (Décret du 23 juin 2016)

Il est également transmis au Président de la Communauté de Communes dans les quinze jours qui suivent sa tenue (Décret du 24 juin 2016).

Le rapport d'orientations budgétaires n'a aucun caractère décisionnel. Sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération (sans vote) afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

La commission finances / communication du 09 décembre 2024 a pris acte de ces éléments,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (0 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **PREND ACTE** des informations présentées et de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2025.



## Sommaire

### 1 - Le contexte général

- 1.1 Le contexte économique
- 1.2 Le Projet de Loi de Finances 2025

### 2 - Les perspectives budgétaires

- 2.1 Les orientations budgétaires de la collectivité : Principes généraux et actions déclinées
- 2.2 L'évolution des recettes et des dépenses de fonctionnement
- 2.3 L'évolution des recettes et des dépenses d'investissement
- 2.4 La structure de la dette

### 3 - La prospective budgétaire

- 3.1 Les prévisions d'évolution en fonctionnement de 2026 à 2028
- 3.2 Les prévisions d'évolution en investissement de 2026 à 2028

## 1 - Le contexte général

### 1.1 Le contexte économique : un effort d'ampleur demandé aux collectivités pour le redressement des finances publiques

Le projet de loi de finances pour 2025 s'inscrit dans un contexte macroéconomique où la situation géopolitique en Ukraine et au Proche et Moyen-Orient fait toujours peser des risques sur les prix des matières premières et sur les échanges commerciaux. La tendance au recul de l'inflation est positive pour l'activité, entraînant une baisse des taux d'intérêt et une hausse de la consommation des ménages.

L'inflation (IPCH) reculerait nettement : après + 5,7 % en 2023, elle s'établirait à + 2,5 % en 2024 puis à + 1,5 % en 2025 en raison notamment de la baisse annoncée des prix de l'électricité, et resterait modérée en 2026 (+ 1,7 %).

### POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

|                                              | 2022 | 2023 | 2024  | 2025  | 2026  |
|----------------------------------------------|------|------|-------|-------|-------|
| PIB réel                                     | 2,6  | 1,1  | 1,1   | 1,2   | 1,5   |
|                                              | -    | 0,2  | 0,3   | 0,0   | - 0,1 |
| IPCH                                         | 5,9  | 5,7  | 2,5   | 1,5   | 1,7   |
|                                              | -    | 0,0  | 0,0   | - 0,2 | 0,0   |
| IPCH hors énergie et alimentation            | 3,4  | 4,0  | 2,5   | 2,3   | 1,9   |
|                                              | -    | 0,0  | 0,0   | 0,1   | 0,0   |
| Taux de chômage en fin d'année <sup>a)</sup> | 7,1  | 7,5  | 7,5   | 7,6   | 7,3   |
|                                              | -    | 0,0  | - 0,1 | - 0,3 | - 0,3 |

Dans ce contexte, l'effort qu'il est demandé aux collectivités en 2025 est considérable. Alors que la loi de programmation des finances publiques 2023-2027 avait déjà défini des objectifs de maîtrise des dépenses publiques, ce projet va encore plus loin en prévoyant des économies significatives au budget de l'État pour **ramener le déficit public à 5% du PIB en 2025** (contre 6,1% en 2024) **avec une contribution des collectivités territoriales**. L'objectif du gouvernement reste d'atteindre les 3% d'ici 2027.

Ce texte prévoit ainsi un effort sans précédent de **60 milliards d'euros** pour redresser les comptes publics par :

- Des économies sur les dépenses de l'Etat de **21,5 milliards d'euros**
- Des hausses de recettes fiscales de **19,3 milliards d'euros**
- Une contribution des collectivités locales de 5 milliards d'euros
- Des économies sur le budget de la sécurité sociale de **15 milliards d'euros**

Cette contribution des communes représenterait 2,8 milliards d'euros sur les 60 milliards d'euros d'effort annoncé par le Gouvernement.

### 1.2 Le Projet de Loi de Finances 2025 : un encadrement des recettes des collectivités

Le 12 novembre 2024, l'Assemblée nationale a rejeté la partie « recettes » du projet de loi de finances. L'examen par l'Assemblée nationale s'est donc arrêté puisque que l'ensemble du texte était considéré comme rejeté. Le Gouvernement a alors transmis son texte initial au Sénat qui l'examine depuis le 25 novembre dernier.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

**L'exécutif annonce 5 milliards d'euros d'économies à la charge des collectivités.**

131/406

## 1.2.1 Les mesures pour les collectivités territoriales

En 2025, les régions, les départements et les communes devront participer à l'effort budgétaire à hauteur de 5 Md€. Cette participation sera mise en œuvre au moyen notamment de trois mesures inscrites dans le PLF.

- a – La création d'un fonds de réserve
- b – Deux modifications d'ampleur sur le FCTVA
- c – Une diminution ciblée du soutien à l'investissement

### a – La création d'un fonds de réserve

Il sera alimenté par prélèvement sur les recettes des plus grandes collectivités, à l'exclusion des plus fragiles.

Afin d'associer les collectivités territoriales à un **effort de redressement des finances publiques** (comme le prévoit la LPFP 2023-2027), le **PLF pour 2025** prévoit la création d'un nouveau « **fonds de réserve** » pour les finances locales.

Ce fonds serait abondé par un **prélèvement sur le montant des impositions** des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics à fiscalité propre dont les **dépenses réelles de fonctionnement sont supérieures à 40 millions d'euros**.

Concrètement, en cas de dépassement d'un certain solde de déficit par les collectivités dans leur ensemble, un prélèvement sera opéré sur les recettes (plus exactement sur les douzièmes de fiscalité) des plus grandes d'entre elles, **dans la limite de 2% des recettes de fonctionnement**.

Environ 600 collectivités et groupements de communes à fiscalité propre répondent à ce critère, les syndicats étant a priori exclus. Mais la situation financière locale sera aussi examinée pour exonérer les plus fragiles, ce qui devrait conduire à établir une liste de 450 entités visées par ce mécanisme d'auto-assurance.

**Le montant des dépenses réelles de fonctionnement de la ville d'Auray étant prévues à hauteur de 19,5 M€ pour 2025, celle-ci ne devrait pas être concernée par une contribution à ce fonds de réserve.**

Néanmoins, la mise en place du fonds de réserve va avoir des impacts non seulement sur les collectivités concernées mais également par ricochet sur les plus petites collectivités bénéficiaires des subventions que les Départements, les Régions ou les EPCI (fonds de concours) sont amenés à verser.

### b – Deux modifications d'ampleur sur le FCTVA

Le PLF 2025 apporte deux modifications d'ampleur sur le FCTVA.

- ✓ Un taux de FCTVA abaissé de -10%

Tout d'abord, le **taux de FCTVA est diminué de 10%**, il s'établirait à **14,85%** contre **16,404%** actuellement, pour les attributions de FCTVA dès le 1er janvier 2025.

La baisse concerne ainsi les dépenses faisant l'objet d'attribution à compter de 2025 pour des dépenses réalisées en 2023, 2024 et 2025. Le dispositif est donc rétroactif : la baisse du FCTVA touche des dépenses réalisées des dernières années remettant en question les plans de financement des collectivités.

La ville d'Auray perçoit le FCTVA en n+1. Pour les dépenses réalisées en 2024, elle devra donc appliquer le taux de 14,85 %. Cela correspond à environ à 10% de recettes annuel d'investissement en moins (représentant une perte de recettes d'environ 70 K€ en 2025 (par rapport aux dépenses 2024) et de 150 K€ en 2026 (par rapport aux dépenses 2025).

| Année de la dépense d'équipement | 2023    | 2024    | 2025   |
|----------------------------------|---------|---------|--------|
| N                                | 16,404% | 16,404% | 14,85% |
| N+1                              |         | 14,85%  | 14,85% |
| N+2                              | 14,85%  | 14,85%  | 14,85% |

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

132/406

✓ **La fin de l'éligibilité au FCTVA pour les dépenses de fonctionnement**

Le FCTVA serait également recentré uniquement sur les dépenses d'investissement et **non plus sur les dépenses de fonctionnement, qui ne sont plus éligibles, comme c'était le cas jusqu'à présent.**

Seules les dépenses de fonctionnement liées à l'informatique en nuage sont encore éligibles au FCTVA avec un taux de 5,6% pour les dépenses faites jusqu'en 2024.

**Pour la ville d'Auray, cela représente une perte d'environ 20 K€ par an.**

**c – Une diminution ciblée du soutien à l'investissement**

✓ **Diminution du fonds vert**

**Le fonds vert est la principale « victime » de la diminution du soutien apporté à l'investissement des collectivités par l'Etat.** La diminution de cette ressource au PLF 2025 ne vient cependant que confirmer une action déjà mise en place sur l'année 2024 puisque la LF 2024 avait ouvert 2,50 Md€ mais les crédits de paiement n'ont été consommés qu'à hauteur de 1,12 Md€.

Le PLF 2025 vient consacrer cette baisse en actant une autorisation d'engagement d'uniquement 1 Md€ pour 2025. **L'État revient donc sur des engagements déjà pris.**

|            | Rappel de l'enveloppe 2024 | Enveloppe 2025 | Éligibilité                                                         | Objet                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------|----------------------------|----------------|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Fonds vert | 2,5 Mds€                   | 1 Mds€         | Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR | <b>En priorité la rénovation des écoles</b><br>Toute action renforçant la performance environnementale (rénovation des bâtiments publics), l'adaptation (prévention des inondations, recul du trait de côté) ou encore l'amélioration du cadre de vie (recyclage des friches). |

✓ **Des enveloppes maintenues à leur niveau de 2024 pour les quatre principales dotations d'investissement**

Les mesures de soutien à l'investissement sont reconduites pour un montant de **2 milliards d'euros**, réparti en quatre enveloppes distinctes comprenant des conditions d'éligibilité différentes (DSIL, DETR, DPV et DSID).

**Récapitulatif des enveloppes :**

- **DSIL** (Dotation de soutien à l'investissement local \_Préfet de Région) : **570 millions d'euros**
- **DETR** (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux \_Préfet de Département) : **1,046 milliards d'euros**
- **DPV** (Dotation politique de la ville/communes défavorisées \_Préfet de Département) : **150 millions d'euros**
- **DSID** (Dotation de soutien à l'investissement des départements \_Préfet de Région) : **212 millions d'euros**

✓ **Autres mesures concernant les collectivités :**

- **Stabilité de la DGF :**

Le PLF 2025 intègre une **stabilité de la dotation globale de fonctionnement (DGF) : 27,24 M€ en 2025** comme en 2024.

Au sein de cette enveloppe, **320 M€** d'abondement serviront à financer, comme en 2024, la progression de 290 M€ des dotations de péréquation verticale des communes (DSR et DSU) ainsi que celle de la Dotation d'Intercommunalité (DI) des EPCI à hauteur de 30 M€. La répartition est la suivante :

- DSU : +140 M€
- DSR : +150 M€

- DI : +30 M€

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

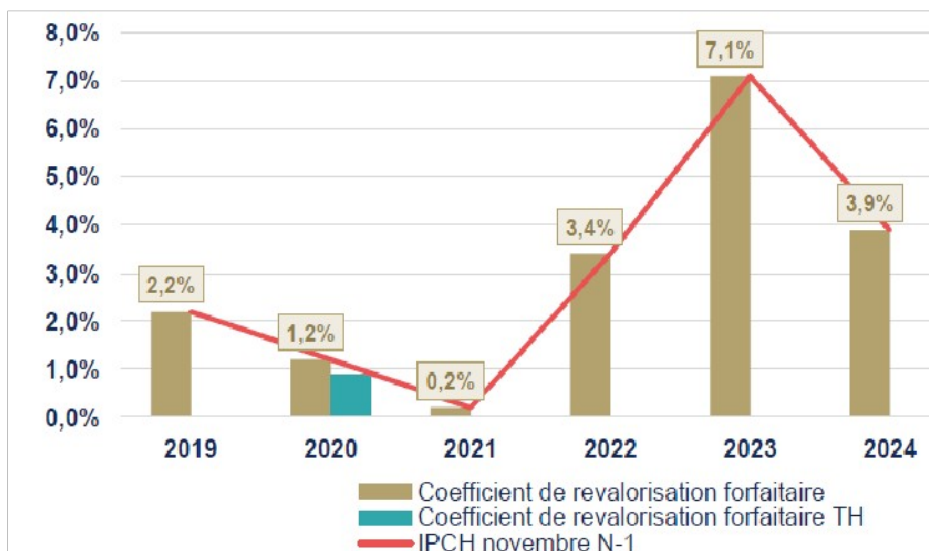


La ville d'Auray a ainsi prévu un montant de DGF de 2,80 M€ au budget 2025 correspondant au montant perçu en 2024.

- **Revalorisation forfaitaire des bases pour 2025 :**

Les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (article 1518 bis du Code général des impôts (CGI)). Ce taux d'inflation est calculé **en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2** (pour application en année N). Ces prévisions s'appliquent uniquement sur les bases d'habitation et de locaux industriels (et non sur les bases dites professionnelles et commerciales).

L'IPCH de novembre sera donc constaté début décembre 2024. **Selon les dernières projections de l'INSEE (novembre 2024), le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases fiscales qui s'appliquera pour 2025 est de +1,7%** (en 2024, le coefficient légal a été de +3,9% contre +7,1% en 2023).



- **Financement du déficit de la CNRACL (PLFSS 2025) :**

Le Gouvernement prévoit dans son projet de loi de financement de la sécurité sociale, une hausse de 3 points des cotisations des employeurs à la caisse de retraite des agents territoriaux. **Cette mesure représentera un coût d'environ 200 K€ en 2025 pour la ville d'Auray.**

Un accroissement est également prévu en 2026 et 2027.

- **Coup de frein sur la TVA :**

**Les recettes de TVA affectées aux collectivités vont être gelées** (représentant une économie de 1,2 milliard d'euros pour l'Etat en 2025). Il n'y aura **pas d'indexation de la TVA affectées aux collectivités pour 2025**. Le produit affecté à chaque collectivité sera égal au montant qui leur a été versé au titre de l'année 2024.

Ainsi, l'impôt national destiné à compenser les collectivités pour la suppression notamment d'une partie de la taxe d'habitation et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, voit sa dynamique remise en cause.

Les régions, dont les budgets dépendent désormais pour plus de la moitié de recettes de TVA, seraient a priori les plus affectées.

- **Intégration des communes anciennement classées en ZRR dans le nouveau zonage France Ruralité Revitalisation (FRR) :**

L'instauration des nouveaux critères de classement en zonage FRR a eu pour conséquence de faire sortir du dispositif ZRR (Zone de Revitalisation Rurale) 2 168 communes. Elles bénéficieront néanmoins, en contrepartie, jusqu'au 31 décembre 2027, des effets du dispositif des zones FFR.

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) visent à aider le développement des territoires ruraux principalement à travers des mesures fiscales et sociales.

## 1.2.2 Les mesures pour les particuliers et pour les entreprises

### ✓ Les mesures concernant les particuliers :

#### • Contribution des plus hauts revenus :

Les ménages les plus aisés seront redevables d'une **contribution différentielle sur les plus hauts revenus**. Cette contribution visera les personnes les plus riches (revenu fiscal annuel dépassant 250 000 € pour un célibataire et 500 000 € pour un couple), dont le taux d'imposition est en-dessous de 20%.

Un peu plus de 24 000 foyers pourraient être concernés d'après les évaluations du ministère du budget.

Ce dispositif s'appliquera durant trois ans et pourrait rapporter 2 milliards d'euros (Md€) en 2025.

#### • En matière énergétique et de transports, plusieurs taxes sont rehaussées :

- La TVA réduite sur les chaudières au gaz est supprimée.

#### - **Baisse garantie de 9 % du tarif réglementé de vente à partir du 1<sup>er</sup> février 2025 :**

Pour faire baisser les factures d'électricité des ménages et des entreprises pendant la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine, l'accise sur l'électricité (anciennement taxe intérieure de consommation finale sur l'électricité - TICFE) avait été réduite de 2022 à 2024. **C'est ce qu'on a appelé le bouclier tarifaire sur l'électricité.**

La loi de finances pour 2024 avait mis en œuvre la sortie progressive de ce bouclier fiscal et acté sa fin au 1<sup>er</sup> février 2025 afin de ramener l'accise sur l'électricité à son niveau d'avant crise, à des tarifs normaux.

**Le PLF 2025 modifie ces tarifs et prévoit qu'ils seront modulés par arrêté du ministre du budget d'ici le 1<sup>er</sup> février 2025. Une baisse de 9% des factures d'électricité est cependant garantie aux consommateurs au tarif réglementé de vente (tarif bleu).**

La hausse de l'accise sur l'énergie doit engendrer 3 Md€ de recettes fiscales en 2025.

#### - **L'écotaxe (malus CO2 et malus au poids) sur les véhicules polluants est renforcée.**

300 millions d'euros de recettes sont attendues à partir de 2026.

#### • En matière de logement :

- Le prêt à taux zéro sera étendu sur tout le territoire pour les primo-accédants afin de faciliter l'accès à la propriété.

- **La fiscalité des locations de meublés est, par ailleurs, modifiée.** Les contribuables relevant du régime de la location meublée non professionnelle (LMNP) peuvent déduire, sous certaines conditions, de leurs revenus locatifs imposables les amortissements liés à leur logement. Or, actuellement, ces amortissements ne sont pas pris en compte dans le calcul de la plus-value, en cas de revente. **Cette niche fiscale est supprimée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.**

Cette mesure doit rapporter 200 millions d'euros.

#### • Les mesures touchant les entreprises

- Une **contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises** sera instituée temporairement. Elle ciblera les quelque 400 entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires d'au moins 1 Md€ et sont redevables de l'impôt sur les sociétés.

Cette nouvelle contribution devrait rapporter 12 Md€ (8 en 2025 et 4 en 2026).

- De même, **les grandes entreprises de fret maritime seront soumises à une taxe exceptionnelle** : 800 millions d'euros de recettes fiscales sont attendues d'ici 2026.

- Une **taxe sur les rachats d'actions** suivis d'une annulation, sera par ailleurs mise en place pour les entreprises ayant un recours croissant à cette pratique et qui leur permet de distribuer une partie de leur excès de trésorerie à leurs actionnaires. Elle concernera les plus grandes entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 1 Md€, pour toutes les opérations de rachat d'actions menées à partir du 10 octobre 2024.

- **La suppression totale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), qui devait être achevée en 2027, est reportée à 2030.**

En effet, la LF 2023 proposait de procéder à cette suppression en deux fois : en 2023, la cotisation due par les entreprises de moins de 1 million d'euros de chiffre d'affaires ne paieront plus de CVAE.

La LF 2024 modifie le calendrier pour les entreprises, la suppression s'étalerait de 2024 à 2027.

Le PLF 2025 vient de nouveau reporter la suppression totale de la CVAE pour les entreprises. La CVAE est réduite de moitié pour les entreprises jusqu'en 2027. La seconde moitié sera réduite progressivement à partir de 2028 jusqu'à sa suppression totale en 2030.

## 2 - Les perspectives budgétaires

Les élus du groupe majoritaire ont choisi depuis 4 ans de favoriser une ville où il fait bon vivre, qui sécurise, dans le cadre de ses compétences, les citoyens sur le logement, l'alimentation, les mobilités, la tranquillité et l'approvisionnement énergétique. Par ailleurs, nous souhaitons développer le bien-vivre ensemble grâce aux nombreuses animations gratuites, aux propositions culturelles développées avec les citoyens et à l'offre sportive, sans compter notre partenariat avec le centre social.

Mais, plus largement, il nous semble que les collectivités territoriales sont devenues aujourd'hui de véritables remparts face à l'instabilité du monde actuel.

Forts de cette conviction, notre responsabilité d'élus est d'apporter la sécurité aux habitants de notre ville, de travailler à améliorer la sérénité des citoyens et à la réduction des différents risques : climatiques, énergétiques, alimentaires, bâtimentaires, financiers et sécurité sur le domaine public.

Les orientations présentées ci-dessous ont été conçues pour répondre à cet impératif de protection climatique, sociale et quotidienne.

### 2.1 Les orientations budgétaires de la collectivité : Principes généraux et actions déclinées

#### 2.1.1 Principes généraux

Le budget 2025 est le dernier en "année pleine" pour la majorité actuelle, avant le renouvellement des conseils municipaux en 2026. L'enjeu de ce budget est donc triple :

> **Tenir nos engagements de campagne**, à travers le projet alimentaire, la construction de pistes cyclables, le soutien aux associations, à la pratique sportive et culturelle, aux commerces de proximité, la participation des habitants et la lutte contre les discriminations.

> **S'adapter aux aléas et faire évoluer notre patrimoine** à travers des travaux de rénovation (Eglise Saint-Gildas, centre culturel Athéna, complexe sportif de la Forêt) et des travaux de reconstruction (tennis club, pont de l'Avenue Anne de Bretagne),

> **Maîtriser le budget**. Afin d'offrir à la prochaine équipe municipale les moyens de mettre en œuvre ses projets, nous veillerons à maintenir la hausse du budget de fonctionnement en deçà de l'inflation, à maîtriser l'endettement et globalement à préserver la capacité d'auto-financement de la commune.

Pour parvenir à cela, le budget prévisionnel 2025 présenté ici est construit sur deux volets :

#### A. Un budget de fonctionnement maîtrisé, qui maintient et développe le service public

La ville d'Auray a dû faire face en 2022 et 2023 à l'augmentation des coûts de l'énergie et à l'impact des 2 hausses des salaires des fonctionnaires décidées par l'Etat. L'impact total de ces hausses sur le budget de fonctionnement est chiffré à 1,5 millions d'€ en cumulés.

Malgré cela, et comme les deux années précédentes, l'évolution des deux principaux postes du budget de fonctionnement de la ville reste maîtrisée en 2025 :

- Pour la seconde année consécutive, et malgré la hausse des dépenses d'énergie, la hausse des charges à caractère général est prévue pour être limitée à +0,5% soit en dessous de l'inflation projetée en 2025 (+1,7%) (Source INSEE).

- De la même manière, l'augmentation des dépenses liées à la masse salariale, budget le plus important de la collectivité, est limitée à 1,9% en 2025. Cette évolution s'explique d'une part par le glissement vieillesse technicité (évolution des carrières et des échelons) et d'autre part par l'anticipation de la hausse des cotisations retenues des agents des collectivités décidée par l'Etat (CNRACL).

Cette maîtrise du budget de fonctionnement repose sur deux principes :

- **La recherche constante d'optimisation dans le fonctionnement des services** : en 2023 et 2024, un travail conjoint a été mené par les directeurs et les élus afin de réduire le budget de fonctionnement, sans impact majeur sur les services rendus. Ces deux plans d'optimisation ont permis d'économiser 160 000€ en 2023 et 130 000€ en 2024. Ainsi, l'effort demandé aux propriétaires avec la hausse de la taxe foncière en 2024 s'est doublé d'un effort d'économie symétrique de la part des services de la ville.

- **L'adaptation de la politique de recrutement aux besoins de la population** : lors de chaque départ volontaire ou départ à la retraite, les postes de travail sont systématiquement réinterrogés, afin d'adapter les moyens aux besoins évalués. Certains postes sont ainsi intégralement renouvelés, d'autres partiellement, ou d'autre encore supprimés.

Ainsi, tout en maîtrisant l'évolution de son budget de fonctionnement, **la Ville d'Auray parviendra en 2025 à maintenir l'ensemble des services à la population et à développer un nouveau service public communal : celui de l'alimentation**, pour produire les matières premières et confectionner les 700 repas quotidiens de la ville.

## **B. Un budget d'investissement conséquent qui s'explique par l'aboutissement de nombreux projets**

Le budget d'investissement 2025 s'établit au montant de 11.160.563€. Il s'agira du budget d'investissement le plus conséquent du mandat.

Ce montant élevé, mais soutenable, s'explique par la conjonction de la fin des travaux pour certains "grands projets » (la rénovation de l'Eglise Saint-Gildas et celle du complexe sportif de la Forêt, le pont de l'avenue Anne de Bretagne) et du démarrage des travaux pour d'autres (cuisine centrale, tennis club, dorsale cyclable de centre-ville et centre culturel Athéna).

Ces investissements sont notamment financés grâce à des subventions (AQTA, Département, Région, l'Etat et ses opérateurs) en moyenne à 30% sur le mandat. Certains projets vont même bien au-delà, grâce à la veille et à la recherche active de co-financements : 65% pour l'Eglise Saint-Gildas, 79% pour le complexe sportif de la forêt.

Les autres sources de financement sont l'auto-financement, avec l'excédent de budget de fonctionnement, et l'emprunt : la ville projette un emprunt de 2,5 millions d'euros en 2025 après une année sans emprunt en 2024.

En moyenne, sur le mandat la ville aura emprunté moins de 2 millions d'€ par an (11,5M€ sur la période 2020/2026), ce qui correspond à sa capacité normale à investir. Cela maintient sa capacité de désendettement à 4 ans en 2025, largement en dessous de la durée recommandée de 8 ans, et avec **un endettement par habitant stable sur le mandat (868€/habitant)**.

### **2.1.2 Les actions déclinées**

Dans le cadre d'un mandat marqué par de multiples crises (climatique, sanitaire, énergétique, inflationniste...) mais avec la volonté de porter haut les ambitions de justice sociale, de transition écologique et de démocratie, la construction budgétaire constitue plus que jamais une équation complexe.

Les orientations présentées chaque année ne sont pas seulement des grands principes, aussitôt votés, aussitôt oubliés. **Ces orientations se déclinent en actions**, compilées dans un tableau de suivi, qui guide l'action municipale tout au long de l'année. Les actions découlant des orientations budgétaires 2024 ont, dans leur très grande majorité, été mises en œuvre par les services municipaux.

En cohérence avec les piliers du programme politique de l'équipe municipale, le budget 2025 tient le cap de la transition écologique et du développement des services à la population. Les priorités de l'année 2025 se structureront, en matière de fonctionnement et d'investissement, autour des 4 ambitions suivantes :

- 1. Adapter la ville aux défis environnementaux**
- 2. Favoriser l'émancipation**
- 3. Une ville sûre et accueillante pour toutes et tous**
- 4. Répondre aux aspirations démocratiques**

#### **2.1.2.1 Adapter la ville aux défis environnementaux.**

- **Développer la sécurité alimentaire.**

Conseil Municipal de la Ville d'Auray du 18 décembre 2024  
L'année 2025 verra la mise en service de la ferme municipale et la construction de la cuisine communale. Ce projet vise à sécuriser les approvisionnements à destination des écoles et des bénéficiaires des services du CCAS (crèche, résidence autonomie du Bocéno et portage à domicile). 137/206



Il permet plus globalement de développer l'autonomie de la ville sur le plan alimentaire, d'être moins vulnérable aux risques et de pouvoir assurer l'alimentation des plus fragiles (petite enfance, enfance, personnes âgées). En 2025, les ressources affectées au projet alimentaire alréen sont composées d'un maraîcher appuyé d'un renfort saisonnier sur 5 mois et d'un apprenti sur 4 mois. Par ailleurs, le responsable de la cuisine municipale travaillera au déploiement progressif de l'unité de production.

- **S'adapter au changement climatique**

Dans la continuité des projets engagés ces dernières années en matière de végétalisation de l'espace public, la Municipalité d'Auray souhaite cette année mettre l'accent sur la transformation du quartier Gumenen-Goaner afin de l'inscrire dans une trajectoire de transitions : transition écologique, économique et urbaine.

A travers les projets d'aménagements proposés (mobiliers urbains - développement des bancs publics au parc urbain Printemps Saint-Joseph et Saint-Goustan -, végétalisation), la ville souhaite amorcer une démarche de mutation qui puisse à la fois revaloriser les espaces et améliorer les conditions de vie dans le quartier, en cohérence avec les objectifs du nouveau Contrat de Ville 2024-2030 et ceux définis dans le dispositif Petites Villes de Demain.

Afin d'anticiper les périodes de canicule et de préserver des îlots de fraîcheur à travers la ville, le chantier des espaces verts de la cour de l'Hôtel-Dieu sera engagé et les cours d'école pourront être mises à disposition du plus grand nombre.

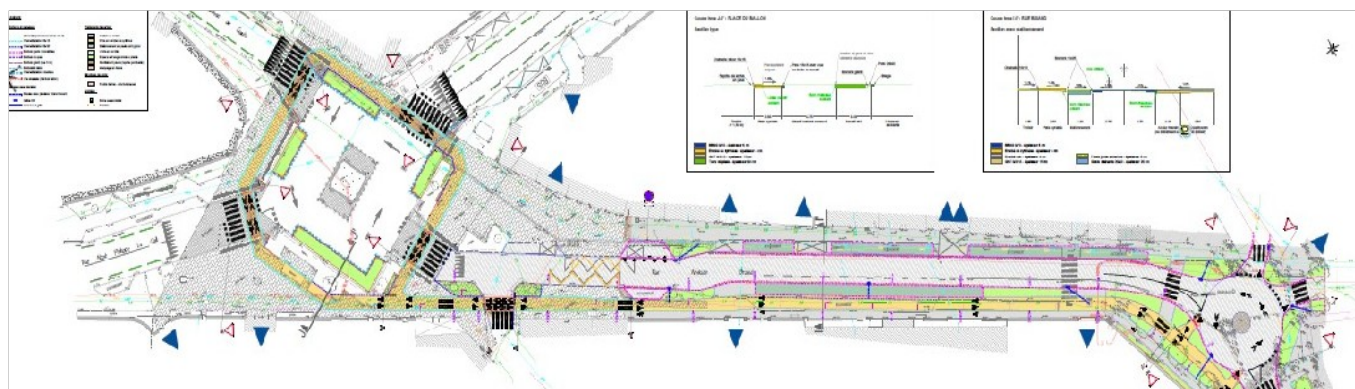
Sur le volet bâtiminaire, la Ville confirme la mise en œuvre de sa doctrine en matière d'isolation thermique (déphasage horaire et ventilation naturelle) à l'occasion des travaux du patrimoine municipal.

- **Partage équitable de l'espace public et sécurité routière**

En 2025, la Ville poursuit l'aménagement des voies en faveur de la renaturation et des mobilités douces, conformément aux objectifs du schéma vélo.

La tranche rond-point du Ballon / Briand / rond-point Foch (600K€ en 2025) s'inscrivant dans la mise en œuvre de la dorsale cyclable, sera réalisée en vue de répondre à un triple objectif :

- Structurer de manière durable la dorsale cyclable
- Sécuriser et apaiser qualitativement toutes les mobilités
- Végétaliser et moderniser le cadre de vie de cet axe urbain structurant



C'est aussi la sécurité routière, avec des installations pour réduire la vitesse et les accidents et donc les risques. Priorités à droite, zones 30 ou espaces partagés donnent des résultats nettement positifs pour faire diminuer la vitesse en ville. Les derniers contrôles routiers en attestent Avenue de Gaulle par exemple.

Il sera porté par ailleurs une attention particulière à l'aménagement du stationnement dans le quartier de la Gare en général et du pôle d'échanges multimodal (PEM) en particulier afin de conjuguer au mieux les différents usages. Une zone bleue sur le quartier viendra en appui de la mise en place d'un parking en enclos sur le PEM.

- **Souveraineté et efficacité énergétique**

Comme les locaux périscolaires de l'école des Rives du Loch ou encore le club house du stade Ty Coat avant lui, le complexe sportif de la Forêt bénéficie de matériaux naturels bio-sourcés, qui permettent de réduire l'impact carbone de cette rénovation. Des réservoirs de récupération d'eau pluviale conséquents sont systématiquement installés lors des rénovations et des nouvelles constructions (au complexe sportif de la Forêt et au tennis club, notamment), pour l'arrosage des stades et des espaces verts. Ainsi l'eau du réseau d'eau potable n'est pas utilisée pour l'arrosage et fruit de cette innovation, l'eau pluviale recueillie dans les réservoirs servira les sanitaires du nouveau complexe sportif. Au cours de l'année 2025, la rénovation thermique des 3 bâtiments les plus énergivores sera engagée, démarrée ou achevée : il s'agit du complexe sportif de la Forêt, du centre culturel Athéna et de la résidence autonomie du Bocéno. De plus, l'installation systématique de chaudières-bois, en lien avec société publique locale AQTa Energie, diminue notre dépendance aux énergies fossiles. Enfin, nous mettons en place en 2025 le Schéma directeur immobilier énergétique municipal des bâtiments de la ville d'Auray.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 12 décembre 2024

Par ailleurs, la pose de panneaux photovoltaïques, en collaboration avec Morbihan Energie, nous permet d'accroître notre autonomie. A terme, nous visons un objectif de 25 à 30% d'autoconsommation électrique sur nos bâtiments, et une réduction conséquente de la consommation grâce aux travaux d'isolation.



### 2.1.2.2 Favoriser l'émancipation

- **Accompagner les enfants et les jeunes vers la citoyenneté active**

La Direction de l'éducation, enfance et de la jeunesse mène une fois encore de nombreuses actions au quotidien en matière d'éducation artistique, culturelle et à la nature.

En 2025, de nombreux dispositifs seront maintenus et plusieurs nouveautés viendront enrichir l'offre publique proposée aux enfants et aux jeunes :

- La transformation du Conseil municipal des enfants (CME) en Conseil citoyen des enfants (CCE), sur un principe entièrement renouvelé : plus d'élections mais du volontariat, un investissement plus court dans le temps sur des projets concrets, choisis par les enfants.
- Le déménagement de l'Espace jeunesse dans l'ancienne garderie du Penher, à proximité du pôle municipal. Un espace plus central, qui s'ouvre aussi davantage aux lycéens, avec des créneaux dédiés mais dont les agrès de musculation seront maintenus au Gumenen.
- Le maintien des stages et séjours d'été proposés aux enfants et jeunes
- La poursuite de l'engagement en matière d'inclusion scolaire
- L'offre large et proposée à la communauté éducative en matière d'éducation artistique et culturelle (EAC), à travers des parcours élaborés par les services, pour l'ensemble des établissements scolaires.

Cette année 2025 formalisera le Projet Educatif de Territoire (PEDT). Cela consiste en une démarche permettant aux collectivités territoriales de proposer à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école, organisant ainsi, dans le respect des compétences de chacun, la complémentarité des temps éducatifs. Ce projet relève, à l'initiative de la collectivité territoriale compétente, d'une démarche partenariale avec les services de l'Etat concernés et l'ensemble des acteurs éducatifs locaux (enseignants, parents, élèves).

- **Garantir l'accès aux pratiques sportives**

L'évolution des infrastructures sportives restera un marqueur fort de notre mandat. L'année 2025 verra la fin des travaux du complexe sportif de la Forêt. La livraison du Dojo est prévue en février et celle du gymnase en octobre. C'est aussi la fin des travaux au stade Ty Coat : après le terrain synthétique et les tribunes, le club house, entièrement écoconstruit en bois et paille avec l'aide du Auray Football Club, sera inauguré en début d'année.

Mais surtout l'année 2025 verra la première phase de reconstruction du tennis club, après l'Open super 12. Les travaux s'interrompent pour pouvoir accueillir le tournoi en 2026, puis s'achèveront ensuite.

En 2025, nous pérennisons le PLA et le club de boxe dans leurs emplacements actuels, avec le soutien financier d'AQTA pour le PLA. En parallèle, le travail de programmation du futur équipement polyvalent du Bel-Air est lancé avec pour perspective un concours d'architecte début 2026.

Mais la politique sportive, ce n'est pas seulement l'équipement. C'est aussi :

- Un partenariat avec la Maison sport santé dans la continuité des propositions d'accès au sport, ouverte à tous les Alréens.
- L'aide à la pratique sportive Sport en Alré, qui bénéficie déjà à près de 150 familles et prévue à hauteur de 25 000€ en 2025.
- La 3<sup>e</sup> et dernière année de la convention !Colosses aux pieds d'argile



- **Faciliter l'accès au logement.**

Classée en **zone tendue** depuis 2024, Auray doit répondre à un parcours résidentiel bloqué pour de nombreux habitants, notamment les jeunes, les familles, et les publics sensibles. La municipalité agit pour garantir un cadre de vie **accessible et stable** à tous grâce à trois axes principaux :

► **Soutenir les projets d'habitat collectif public et privé**

La Ville collabore avec les promoteurs immobiliers et bailleurs sociaux pour développer des logements adaptés aux besoins locaux. Avec le soutien d'AQTA, elle investit dans la maîtrise foncière stratégique pour favoriser des projets incluant logements aidés et services à la population.

► **Réhabiliter l'habitat dégradé grâce à l'OPAH-RU**

L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (2025-2030) vise à rénover 167 logements vétustes dans le centre-ville, Saint-Goustan, et le quartier gare. Elle s'appuie sur des aides financières pour les propriétaires et des outils coercitifs en cas de blocages, avec pour objectif de créer des logements décents et accessibles.

► **Favoriser le logement social**

Pour renforcer l'inclusion sociale et répondre aux attentes des ménages modestes, la Ville intensifie ses efforts en matière de logement social.

- **Augmentation de l'offre locative sociale** : la municipalité s'engage à intégrer une part significative de logements sociaux dans les projets immobiliers à venir, en partenariat avec AQTA, les bailleurs sociaux, et les promoteurs privés. L'objectif est d'atteindre les 25 % de logements sociaux imposés par la loi SRU.

- **Promotion du Bail Réel Solidaire (BRS)** : ce dispositif innovant permet à des ménages d'accéder à la propriété à un coût réduit en dissociant le foncier du bâti. Situé entre la location et l'accession libre, le BRS constitue une réponse adaptée aux aspirations des jeunes actifs et des familles à revenus moyens, tout en favorisant la stabilité résidentielle. Ainsi, Auray s'engage à diversifier les solutions de logement tout en améliorant la qualité du parc existant. Ces actions concrètes visent à répondre aux besoins des habitants, à garantir un cadre de vie accessible pour tous et à développer un parcours résidentiel adaptées aux ressources des ménages.

| Année délivrance des permis de construire | Nombre de logements libres | Nombres de logements aidés      |
|-------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| OAP Kerléano 2023                         | 24                         | 10 BRS / 6 LLS                  |
| OAP Le Garrec 2024                        | 68                         | 28 BRS / 17 LLS                 |
| La Madeleine 2023                         | 25                         | 7 BRS / 4 LLS                   |
| Ilot Branly 2025                          | 26                         | 13 BRS                          |
| OAP Leader Price 2024                     | 22                         | 9 BRS / 5 LLS                   |
| Hôtel Dieu 2022                           | 33                         | 5 PSLA / 3 BRS                  |
| <b>Total :</b>                            | <b>198</b>                 | <b>70 BRS / 5 PSLA / 32 LLS</b> |

- **Auray, commune des solidarités.**

Les inégalités se creusent en France (cf. Rapport sur la pauvreté en France, édition 2024-2025), les discriminations persistent et de trop nombreuses personnes ne bénéficient pas des aides ou des services auxquels elles ont droit. La Ville et son CCAS mènent donc une action volontariste pour l'accès aux droits. Les moyens d'actions sont variés et passent avant tout par la relation humaine, l'accompagnement et l'aller vers. Du droit à vivre dans la dignité, au droit à l'égalité sans discrimination, des actions sont menées pour tous les publics. Parmi elles:

- ▶ Poursuite des armoires solidaires afin de permettre la distribution de biens de première nécessité (réalisées dans le cadre du budget participatif).
- ▶ Maintien des **places à vocation d'insertion professionnelle (AVIP) au sein du pôle multiaccueil** pour permettre l'insertion sociale, de soins ou l'emploi des parents.
- ▶ Poursuite des **dispositifs "d'aller vers" en partenariat avec plusieurs acteurs du territoire (Équipe mobile de Précarité Psychiatrique, les médiatrices du service politique de la Ville, le dispositif IRIS, le Pimms...)**
- ▶ Soutien affirmé aux actions du centre social dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs. Le CCAS, dont le soutien financier de la Ville s'élèvera à hauteur de 573 K€ pour l'année 2025, poursuivra ses actions :
  - Fonctionnement du transport à la demande
  - Fonctionnement à l'année du local sans-abri (11 places financées par la DDETS, locaux rénovés)

Dès le début de l'année 2025, le groupement de conception-réalisation chargé de **reconstruction et d'extension de la résidence autonomie (80 places)** sera retenu par les partenaires de la convention de coopération public-public.

La **santé mentale**, identifiée comme grande cause nationale 2025, fera l'objet d'une attention renouvelée dans la mise en œuvre de l'ensemble des politiques publiques. Qu'il s'agisse des situations de repli, d'isolement, de troubles du comportement chroniques qui peuvent être liées à une problématique de santé mentale et qui peuvent fragiliser le maintien dans le logement de certains locataires. A ce titre, Auray prendra toute sa part dans la structuration du conseil local en santé mentale engagée par AQTA.

### **2.1.2.3 Une ville sûre et accueillante pour toutes et tous**

- **Tranquillité publique**

La sécurité des biens et des personnes est l'une de nos préoccupations majeures. Un travail de suivi constant, discret pour des raisons de confidentialité mais efficace, est réalisé avec la Police municipale et la Gendarmerie Nationale, dans le cadre renouvelé de la convention de coordination. Ainsi, des réunions mensuelles de bilan dommages aux biens et dommages aux personnes sont organisées avec Police municipale et la Gendarmerie, avec une attention particulière portée à la lutte contre le narcotrafic.

Des réunions interservices ont également lieu, regroupant forces de sécurité, bailleurs sociaux, établissements scolaires, centre médico-social et associations de prévention. Elles permettent aux élus de travailler avec l'ensemble des acteurs pour gérer les situations sensibles et complexes.

La police municipale est désormais équipée de Pistolets à Impulsion Electrique (PIE) couplés à une caméra piétonne afin de sécuriser au mieux les conditions d'emploi des agents tout en renforçant leur pouvoir de dissuasion.

Par ailleurs, suite au diagnostic et aux préconisations du référent gendarmerie, les caméras de vidéoprotection seront en partie redéployées pour cibler de nouveaux lieux afin d'améliorer leur efficacité

- **Inclusion des personnes fragilisées et en situation de handicap**

La municipalité continue de développer un accès facilité à tous les publics et particulièrement aux publics dits empêchés. Grâce aux propositions de la Commission Communale d'Accessibilités, l'engagement des services de la ville et le soutien du tissu associatif, la ville d'Auray souhaite consolider son accès aux évènements festifs de la ville, développer l'accès aux associations sportives et prolonger son soutien à l'inclusion des enfants à besoins particuliers au sein de son service jeunesse.

Par ailleurs, plusieurs travaux d'aménagements, dans un processus de mise aux normes en lien avec les lois de mise en accessibilité des bâtiments et de la voirie sont envisagés cette année : accessibilité de l'école de musique ou des déplacements piétons au centre de la ville d'Auray du 18 décembre 2024 - Goustan, évaluation globale des bâtiments ERP, travail autour de la signalétique de déplacement en partenariat avec la communauté de communes AQTA 14400 pour perspective un cadre commun.

Enfin, une veille attentive des besoins des usagers est mise en place, ainsi qu'un accompagnement technique des aménagements proposés, notamment lors de la réalisation des projets participatifs, souvent plébiscités pour leurs caractères à développer l'accessibilité urbaine.

- **Protection des populations**

La Ville investit désormais de manière permanente sur les enjeux de cyber-sécurité avec notamment le déploiement en 2025 d'une nouvelle solution antivirus nouvelle génération basé sur l'IA. La ville va également se doter d'une solution de déploiement, de suivi et de sécurisation des équipements mobile pour se conformer aux prescriptions de la cellule cyber sécurité de la gendarmerie (audit réalisé en 2023).

La sensibilisation des agents et des élus se poursuivra en 2025 avec une campagne de prévention à l'hameçonnage. La sécurité des données individuelles détenues par la Ville et la disponibilité de l'infrastructure informatique est une priorité majeure et permanente de la collectivité.

En termes de prévention des risques, un test grandeur nature a été réalisé en 2023 et sera réédité en 2025 afin d'entraîner les équipes aux risques majeurs (inondations, tempêtes, submersion marine...) dans un souci de protection, incluant une simulation de relogement des populations et un test d'alerte SMS.

- **La culture partout, avec toutes et tous**

La politique culturelle sera étroitement liée au territoire, avec **l'élargissement du festival Méliscènes** aux 24 communes du territoire Auray Quiberon Terre Atlantique pour la période 2025 / 2028.

Ce passage à 24 communes est la reconnaissance du savoir-faire d'Auray en matière de spectacle vivant, et le déploiement de la programmation et de la médiation se feront à coût constant pour la Ville. Ce type de partenariat gagnant-gagnant est une illustration supplémentaire de la relation de confiance nouée entre l'intercommunalité et sa ville-centre, à l'instar des mutualisations conjoncturelles ou structurelles déjà opérées.

Comme tous les 2 ans, le port de Saint-Goustan et la haute ville s'animeront à l'occasion de l'édition 2025 de la **Semaine du Golfe** avec un format renouvelé alliant allègement du modèle pour la Ville et portage associatif de l'animation terrestre avec l'association Mod Kozh.

Au cours de l'année 2025, les actions conjointement définies par l'Office public de la langue bretonne et la Ville en matière de reconnaissance de la langue vivante bretonne devraient être concrétisées en vue d'obtenir la **labellisation du niveau 2 de la charte Ya dac'h brezhoneg**.

Enfin, et de manière transversale, les services de la Direction Cultures et Droits Culturels poursuivront le déploiement du **projet culturel 2024 / 2028**, objet d'une large concertation, en multipliant les concrétisations s'appuyant sur les savoir-faire et les compétences des habitants : rencontres inter associatives, portage de livres à domicile, orchestres éphémères, projets transversaux comme la semaine de la Bretagne co-portée avec l'école des Rives du Loch, la Direction Education Enfance Jeunesse et l'association Kenleur.

- **Une ville attractive et vivante**

La ville poursuit en 2025 sa politique d'accompagnement de la vitalité commerciale, de l'attractivité et du rayonnement du territoire. Les deux temps-forts "Auray l'été" et "Noël à Auray" sont maintenus.

Le classement en station classée de tourisme fera l'objet une fois encore des attentions nécessaires : propreté, accessibilité, animations populaire, recrutement d'agents temporaires de police municipale...

#### 2.1.2.4 Répondre aux aspirations démocratiques

- **Faire vivre la démocratie permanente**

L'année 2025 correspond à la **4<sup>e</sup> édition du budget participatif financé à hauteur de 150K€**, confirmant la volonté du pouvoir d'agir confié aux citoyens alréens ainsi qu'à celles et ceux qui vivent Auray à travers leurs activités professionnelles et personnelles.

A noter que les concrétisations du budget précédent seront implantées sous la supervision des services, après une année 2024 record en matière de participation puisque près du 10% de la population alréenne a pu s'investir dans les choix du budget.

Plusieurs grands chantiers de concertation sont actuellement menés et se poursuivront en 2025 :

- Évolution de l'école Rollo, en concertation avec les parents d'élèves et l'équipe enseignante ;
- L'étude urbaine ancienne école Rollo / Sainte-Thérèse, pour imaginer l'avenir de ce micro-quartier, en co-construction avec les habitants ;
- Une étude autour de l'avenir de la Capitainerie à Saint-Goustan.

- **Encourager les initiatives associatives.**

Dans le contexte budgétaire fortement contraint, la Ville souhaite poursuivre le soutien financier apporté aux associations. **Précisons que ces subventions s'établissent à 680 K€ pour l'année 2025**, sans compter les coûts d'entretien et les coûts en ressources humaines afférents (service des sports, service vie associative).

A titre d'exemple, les coûts de fonctionnement de l'ensemble des salles mises à disposition par le service vie associative (hors équipements sportifs) étaient estimés en 2022 à 215 K€ (eau, gaz, électricité, nettoyage, entretien) auxquels s'ajoutent le temps des agents mis à disposition pour les événements portés par les associations et l'amortissement du matériel prêté, pour un total de 100 K€. Ces coûts n'intègrent pas non plus les mises à disposition gratuites d'Athéna et de la Chapelle Saint-Esprit, qui sont estimées à 30 K€.

En ce qui concerne les équipements sportifs à usage non exclusif, la valorisation de l'ensemble des charges qui incombent à la municipalité dans la gestion et l'entretien des équipements, ainsi que le temps et le matériel consacré à l'événementiel des clubs sont estimés à 926 K€.

- **Promouvoir l'égalité et la lutte contre les discriminations**

Alors que l'égalité entre les hommes et les femmes est inscrit dans la loi, l'égalité réelle, elle, n'est pas encore acquise. De la petite enfance à la fin de la vie, toutes les femmes sont confrontées à différentes formes de discriminations dans tous les espaces de la vie. La commune, du fait de ses missions de service public et sa gestion de l'espace communal, est au premier plan pour agir sur ces problématiques.

La ville d'Auray s'étant engagée depuis 2020, en lien avec l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs, à intensifier sa lutte contre les inégalités persistantes entre les femmes et les hommes, **en 2025 un plan d'actions viendra récapituler les actions et tracer les perspectives** autour de quatre axes :

- ▶ S'engager publiquement pour promouvoir l'égalité
- ▶ Agir pour l'égalité professionnelle réelle et promouvoir l'égalité dans les pratiques de la collectivité
- ▶ Promouvoir une culture de l'égalité
- ▶ Lutter contre les violences sexistes et sexuelles

- **Une administration transparente, efficace, moderne et responsable**

La maîtrise de l'avenir de la collectivité suppose de maintenir un service public de qualité, fiable et réactif. Afin d'atteindre cet objectif, plusieurs chantiers seront poursuivis ou engagés :

- Maintenir le **pilotage stratégique de l'action municipale** : outils de pilotage des projets dans le cadre du dialogue budgétaire, gestion optimisée de la dette, élaboration du premier budget vert de la collectivité en 2025, recherche de financements externes et mise en œuvre de la convention de gestion entre la Ville et le CCAS, application de la méthodologie de projet "Graet An Alré".

- Développer l'**achat public en matière de responsabilité sociale, territoriale et écologique** par l'intermédiaire du guide pratique de la commande publique et de la mise en place d'un calendrier prévisionnel.

- **Moderniser l'action publique** au travers le déploiement de nouvelles applications :

- Dématérialisation du processus de demande et suivi des subventions pour les associations.
- Déploiement d'un outil de gestion du patrimoine municipal bâti, Open GST, incluant le suivi des interventions techniques, l'optimisation des consommations énergétiques par bâtiment et le suivi des contrôles réglementaires.
- Poursuite de la communication municipale à travers l'application Mon Village, ouverte aussi aux associations et aux commerçants. Lancement du compte Instagram de la ville.
- Identification d'un système d'alerte SMS de la population.

- **Maintenir les orientations de la politique de ressources humaines** définies par les Lignes Directrices de Gestion et intégrer les missions de la ville d'Auray du 18 décembre 2024.



## 2.2 L'évolution des recettes et des dépenses de fonctionnement

Pour information, il est précisé l'évolution de la population de la Ville d'Auray sur les 8 dernières années (*population INSEE*)

|                           | 01/01/2017 | 01/01/2018 | 01/01/2019 | 01/01/2020 | 01/01/2021 | 01/01/2022 | 01/01/2023 | 01/01/2024 |
|---------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Nombre d'habitants</b> | 13 812     | 14 185     | 14 100     | 14 016     | 14 358     | 14 564     | 14 571     | 14 591     |

Pour l'exercice 2025, il est proposé un budget à hauteur de **25 576 890 €**, tant en dépenses qu'en recettes de fonctionnement (mouvements réels et mouvements d'ordre), afin de respecter le principe d'équilibre du budget par section.

**Les recettes réelles de fonctionnement, qui s'élèvent à 22,34 M€**, sont prévues avec une progression de **+2 %** pour 2025.

Dans la mesure où cet équilibre est lié par le niveau des recettes, notamment fiscales, qu'il est prévu d'encaisser en 2025 et qui représentent plus de la moitié des recettes réelles de fonctionnement, il est proposé de débiter le débat d'orientations budgétaires par les recettes de fonctionnement de la collectivité.

### 2.2.1 L'évolution des recettes de fonctionnement

#### 2.2.1.1 Evolution des taux d'imposition des contributions directes

Il est rappelé qu'en 2024, face à la hausse des coûts des matières premières et des énergies (+620 K€), et face également aux mesures décidées par l'État en matière de revalorisation des rémunérations pour les années 2022, 2023 et 2024 (+855 K€) qui ont impacté le budget de la commune à hauteur de **+1,4 M€ de dépenses supplémentaires à périmètre constant**, la ville a décidé d'augmenter les impôts.

Cette augmentation des impôts a été nécessaire afin de compenser les nouvelles dépenses auxquelles est confrontée la Ville, sans qu'elle ait à renoncer à la qualité de ses services publics, ni aux équipements nécessaires en faveur des alréens.

L'augmentation des trois taux d'imposition : Taxe foncière sur les propriétés bâties (TF) , Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) et Taxe d'habitation (TH) a ainsi généré un produit supplémentaire pour la Ville de **618 560 €** en 2024.

#### 2.2.1.2 Les recettes fiscales : 12,79 M€ (chap. 731)

Les recettes fiscales sont prévues pour 2025 à hauteur de **12,79 M€**. Elles se décomposent comme suit :

- **Au titre de la fiscalité "ménage"**, la collectivité perçoit les recettes fiscales liées aux 2 taxes foncières et perçoit un produit équivalent à celui qu'elle aurait perçu pour la taxe d'habitation avant la réforme (sur la base des taux gelés de 2019).

Pour 2025, les montants prévisionnels proposés au titre de la fiscalité ménage pour un total de **11,14 M€** sont les suivants :

- **TFPB** : 10 620 801 €
- **TFPNB** : 23 500 €
- **TH** : 496 000 € (maintien uniquement du produit de TH pour les résidences secondaires et les logements vacants)

- ✓ **Au titre des différentes taxes, la commune perçoit :**

- **la taxe additionnelle aux droits de mutation** (appelée également droits d'enregistrement) est une taxe que perçoit le notaire au moment d'un achat immobilier pour le compte de l'Etat et des collectivités locales : **900 000 € prévus en 2025.**

- **la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)** est un prélèvement fiscal sur la consommation finale d'électricité qui varie avec le lieu d'habitation. Elle dépend également de la quantité d'électricité consommée et de la puissance souscrite : **285 000 € prévus en 2025.**

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

- la **taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)** est une imposition facultative qui taxe les enseignes, les préenseignes et les dispositifs publicitaires : **150 000 € prévus en 2025**.

✓ **Au titre des droits de places : 132 K€**

Il est précisé que les occupations du domaine public par les commerçants (marché des Halles et marchés extérieurs) sont considérés en M57 comme un produit fiscal qui doit être comptabilisé au chapitre 731 « Fiscalité locale », et plus précisément au compte 73154 « Droits de place ». Les **132 K€** prévus à cet effet en 2025 sont donc déduits du chapitre 70 « Produits des services » sur lequel ils étaient comptabilisés jusqu'à maintenant.

**2.2.1.3 Les impôts et taxes : 2,24 M€ (chap. 73)**

✓ **Au titre de l'Attribution de Compensation (AC) versée par Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA).** Pour 2025, elle s'élèvera à **2,03 M€ contre 2,17 K€ en 2024**. Une baisse est effet prévue en 2025 de 142 K€ en raison de la mutualisation des services des systèmes d'information entre la Communauté de communes AQTA et la ville depuis 2024.

Il est rappelé que l'Attribution de Compensation correspond à un transfert financier entre l'EPCI et les communes membres, afin d'assurer la neutralité budgétaire des transferts de charges entre l'EPCI et les communes. Elle est obligatoire dès lors que la fiscalité appliquée sur le territoire de l'EPCI est la "Fiscalité Professionnelle Unique" (FPU), c'est à dire que l'ensemble de la fiscalité économique (CFE, CVAE, IFRER, TaSCom, etc.) est perçue par l'EPCI en lieu et place des communes.

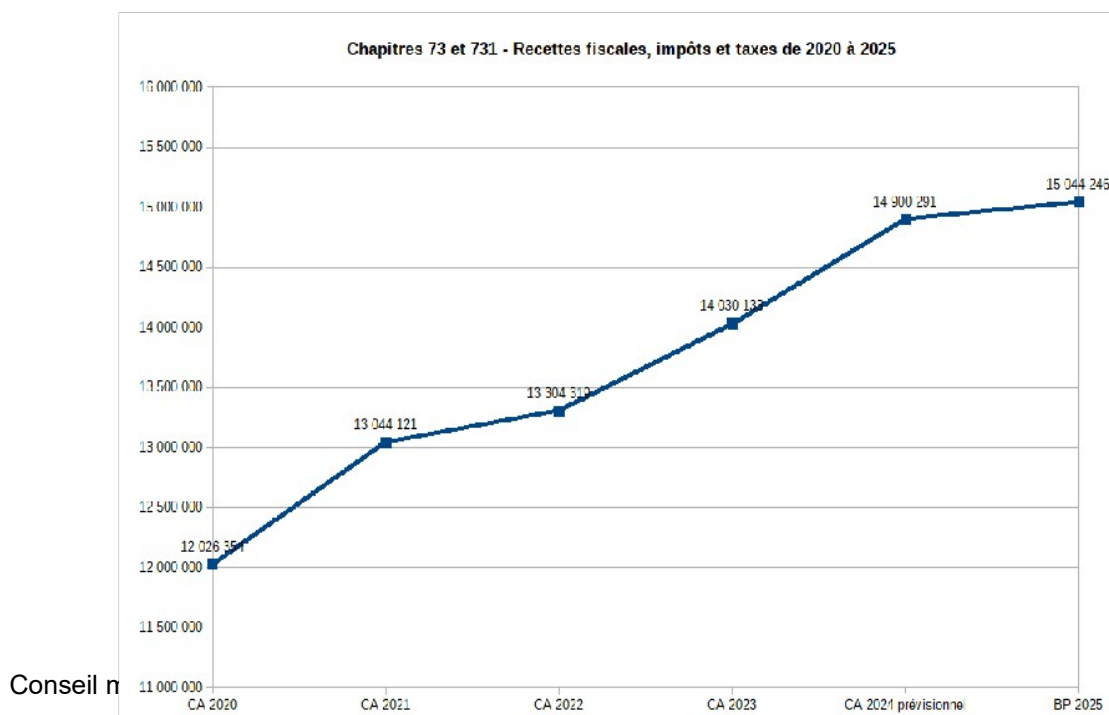
✓ **Au titre de la Dotation de solidarité communautaire (DSC) :**

La dotation de solidarité communautaire est une dotation qui a été versée pour la première fois en 2023 par la Communauté de communes aux communes membres, suite à la mise en place du Pacte fiscal et financier sur son territoire. Cette dotation est dégagée à partir des recettes fiscales d'AQTA.

Pour 2025, il est proposé de reconduire le même montant que celui notifié et perçu en 2024, soit **217 499 €**.

*Ci-dessous un tableau retraçant l'évolution des recettes fiscales, impôts et taxes de 2020 à 2025*

| Impôts et taxes                                              | CA 2020           | CA 2021           | CA 2022           | CA 2023           | CA 2024 prévisionnel | BP 2025           |
|--------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|-------------------|
| Taxes foncières et taxe d'habitation                         | 8 579 016         | 9 174 673         | 9 527 300         | 10 196 258        | 11 140 301           | 11 314 686        |
| Taxe additionnelle aux droits de mutation                    | 887 538           | 1 171 995         | 1 027 919         | 1 066 601         | 900 000              | 900 000           |
| Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)         | 328 213           | 329 714           | 384 313           | 282 051           | 300 000              | 285 000           |
| Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)               | 54 551            | 116 372           | 155 493           | 145 358           | 150 000              | 150 000           |
| Autres impôts locaux (régularisation sur années antérieures) | 17 385            | 78 049            | 36 246            | 4 724             | 20 000               | 15 000            |
| Droits de places (Halles et marchés extérieurs)              |                   |                   |                   |                   |                      | 132 000           |
| <b>Total chapitre 731 – FISCALITE LOCALE</b>                 | <b>9 866 704</b>  | <b>10 870 802</b> | <b>11 131 270</b> | <b>11 694 992</b> | <b>12 510 301</b>    | <b>12 796 686</b> |
| Attribution de compensation (AQTA)                           | 2 159 650         | 2 173 319         | 2 173 049         | 2 172 874         | 2 172 491            | 2 030 061         |
| Dotation de solidarité communautaire (DSC-AQTA)              |                   |                   |                   | 162 267           | 217 499              | 217 499           |
| <b>Total chapitre 73 – IMPOTS ET TAXES</b>                   | <b>2 159 650</b>  | <b>2 173 319</b>  | <b>2 173 049</b>  | <b>2 335 141</b>  | <b>2 389 990</b>     | <b>2 247 560</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                                 | <b>12 026 354</b> | <b>13 044 121</b> | <b>13 304 319</b> | <b>14 030 133</b> | <b>14 900 291</b>    | <b>15 044 246</b> |



Conseil n

#### 2.2.1.4 Les autres recettes de fonctionnement :

##### . Chap 70 : Produits des services et du domaine 1,45 M€ (contre 1,70 M€ en 2024)

Ce chapitre est en **baisse en 2025 de 247 K€** liés principalement à deux baisses :

- **une baisse de 132 K€ liée aux Droits de place** (marché des Halles et marchés extérieurs). Comme évoqué au préalable, les occupations du domaine public par les commerçants sont considérés en M57 comme un produit fiscal et doivent être comptabilisées au **chapitre 731 « Fiscalité locale »**.

- **une baisse de 40 K€** concernant les refacturations en fin d'année entre le budget de la ville et celui du CCAS (arrêt de la refacturation du poste de chargée de mission alimentation).

Ce chapitre est composé également des recettes liées à la billetterie du Centre culturel Athéna (166 K€) ; à la VIGIE en lien avec le partenariat avec La Trinité-sur-mer (26K€) ; à la tarification de l'école de musique (94 K€) ; à la tarification de l'accueil de loisirs enfance Arlequin (mercredis et vacances scolaires) et aux séjours organisés (380 K€) ; à la tarification de la restauration scolaire (365 K€) ; aux redevances d'occupation du domaines public pour les terrasses des cafés, bars et restaurants (70 K€) ; aux remboursements entre les budgets en fin d'année pour le personnel et les fournitures affectés au CCAS et aux budgets annexes (190 K€).

##### . Chap 75 Autres produits de gestion courante : 1,53 M€ (contre 1,54 M€ en 2024) :

Ce chapitre intègre les recettes liées à l'encaissement de l'ensemble des loyers perçus par la Ville pour un montant d'environ **257 K€**. Il est en légère baisse en 2025 car suite à la cession du presbytère en 2024, il n'y aura plus de loyer à percevoir, et en raison également d'une réduction du loyer de l'école Diwan.

Il comprend également les loyers des locaux du Trésor Public (147 K€). A noter qu'à compter du printemps 2025, les services de la CAF et de la CPAM devraient intégrer les locaux de la Cité administrative au 3 rue du Pehner. Ils partageront ainsi les locaux avec les services de l'État (DDFIP) déjà en place. La CAF et la CPAM profitent de la disponibilité de certains locaux dans la mesure où la DDFIP n'occupent pas l'ensemble du bâtiment.

La ville perçoit aussi des loyers pour les locaux de l'inspection académique, de différentes locations de salles (Athéna, Keryvonnick, classes de découvertes) ; du local de la MAL (Maison d'Animation et des Loisirs) ; du local de l'Argonaute (espace de travail partagé dit Coworking dédié aux indépendants et aux artistes) ; de la Ferme du Printemps (louée à l'association Sauvegarde 56) ; des locaux de l'école DIWAN et des locaux de la Mission locale.

Enfin, ce chapitre intègre de façon exceptionnelle le versement prévisionnel d'une indemnisation de 1,25 M€ en 2025 par l'assureur de la Ville, suite au sinistre du tennis club (1,25 M€ prévus en 2024 et 1,25 K€ prévus en 2025). A ce jour le montant précis de l'indemnité à verser par l'assureur n'est pas connu, il devrait l'être en mars 2025.

. **Chap 013 Atténuations de charges : 60 K€** : Il s'agit d'un montant prévisionnel perçu suite au remboursement des indemnités journalières par les assurances.

##### . Chap 042 Opérations d'ordre : 523 K€.

En 2025, il est prévu 523 K€ en recettes de fonctionnement (et en parallèle en dépenses d'investissement / chapitre 040) pour comptabiliser les opérations réalisées en régie, et l'amortissement de certaines subventions spécifiques.

Il est rappelé que les opérations d'ordre se caractérisent par le fait qu'elles concernent toujours à la fois une dépense et une recette, ce sont donc des mouvements neutres. On parle d'opérations d'ordre car elles ne donnent lieu à aucun décaissement, ni encaissement, elles permettent simplement de retracer des mouvements qui ont un impact sur l'actif de la ville sans avoir de conséquences sur la trésorerie.

#### 2.2.1.5 Les dotations et participations : 4,24 M€ (chap.74)

Les dotations attendues pour 2025 s'élèvent à **4,24 M€** contre 3,97 M€ en 2024, soit une augmentation de **+274 K€**, qui s'expliquent principalement par :

- un soutien financier d'AQTA plus important sur le festival Méliscènes (+95 K€) dû au développement du festival sur les 24 communes.

- un soutien financier de la Région (30 K€) pour les quartiers en transition.

- un soutien financier du Fonds National de Prévention (FNP) de la CNRACL (150 K€) qui accompagne les collectivités territoriales et établissements publics leurs démarches de prévention.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024



✓ **Au titre de la DGF : 2,80 M€**

Le PLF 2025 prévoit une **stabilité de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)**. Pour cette raison, il est proposé de reconduire en 2025, le montant perçu en 2024, soit **2,80 M€**.

La DGF de la commune se décompose en 3 parties :

- **la Dotation forfaitaire** : c'est une dotation essentiellement basée sur les critères de population et de superficie : **1,57 M€ prévus en 2025**.

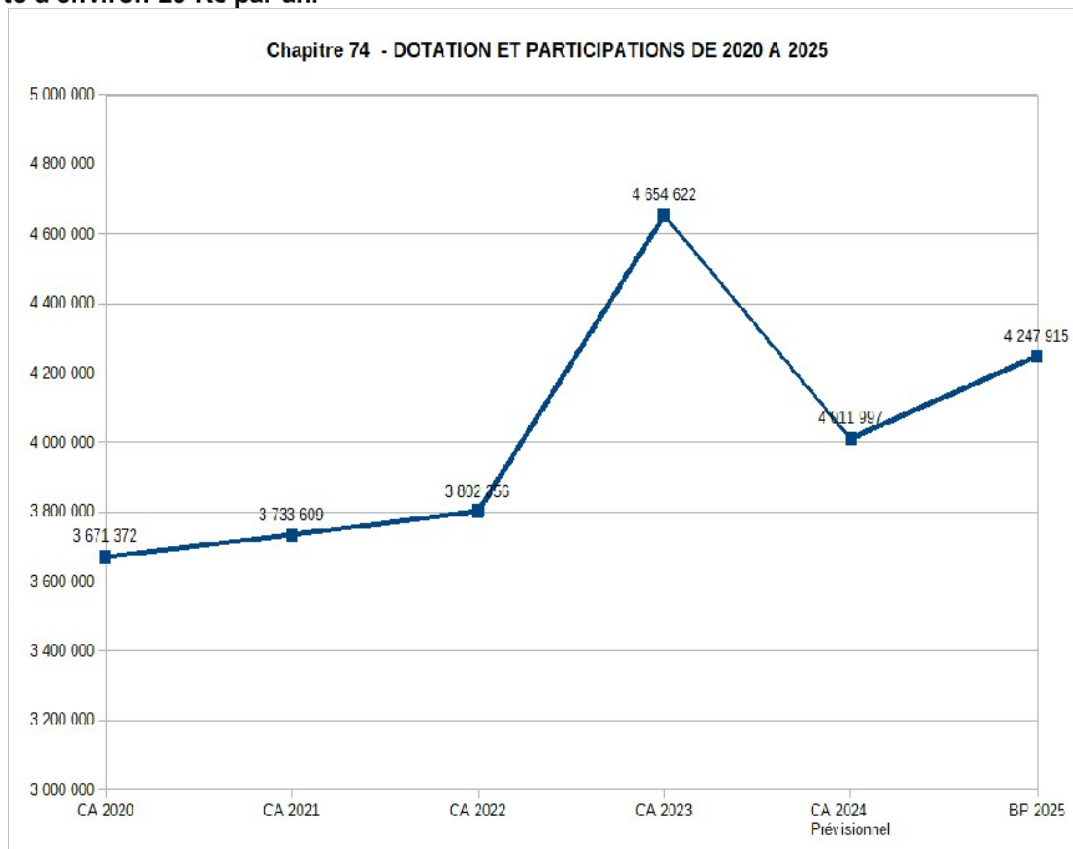
- **la Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)** : c'est une dotation de péréquation réservée par l'Etat aux communes en difficultés. Elle bénéficie aux villes dont les ressources ne permettent pas de couvrir l'ampleur des charges auxquelles elles sont confrontées : **760 K€ prévus en 2025**.

- **La Dotation nationale de péréquation (DNP)** : c'est également une dotation de péréquation. Elle a pour principal objet d'assurer la péréquation de la richesse fiscale entre les communes : **470 K€ prévus en 2025**.

✓ **Au titre des allocations compensatrices, il est prévu de percevoir 195 K€ en 2025**. Il s'agit de dotations versées par l'Etat aux collectivités en raison des exonérations qu'il décide (ex : pour les personnes de condition modeste ou pour les quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV)).

✓ **Au titre des autres dotations perçues par la commune, il est prévu de percevoir 1,25 M € en 2025**. Il s'agit principalement de subventions de la CAF pour la Prestation de service ordinaire (PSO) et pour le contrat local d'accompagnement scolaire. La commune perçoit également des subventions de la Région (pour le festival Méliscènes) et du Département (pour le fonctionnement du Centre de Loisirs, pour le soutien de différents projets artistiques et culturels) ; et également du lycée Franklin et du collège Le Verger pour l'utilisation des gymnases. Elle perçoit en outre, des recettes liées aux versements par des communes, pour des élèves non Alréens, mais scolarisés dans des établissements de la ville.

**A noter que le PLF 2025 prévoit que les dépenses de fonctionnement ne seront plus éligibles au FCTVA. Seules les dépenses d'investissement le seront. Pour la ville d'Auray, cela représente une perte d'environ 20 K€ par an.**



### 2.2.1.6 La reprise de l'excédent de fonctionnement : estimation 2,71 M€ (chap.002)

La dynamique des recettes fiscales, cumulée à des efforts de maîtrise budgétaire, **permettent à la collectivité de dégager un excédent de recettes de fonctionnement qu'elle transfère ensuite vers la section d'investissement pour financer les différents projets de travaux et d'équipement au service de la population.**

Il est précisé que le budget 2025 sera voté lors du Conseil municipal du **26 février 2025**, avec une reprise anticipée des résultats, et que **les résultats définitifs 2024 ne seront connus qu'après la clôture de l'exercice, en début d'année 2024.**

Pour 2025, l'excédent provisoire à reprendre sur la base des résultats de l'année 2024 s'élève à **2,71 M€.**

|                                        | repris en 2020 | repris en 2021 | repris en 2022 | repris en 2023 | repris en 2024 | repris en 2025<br>résultat provis 2024 |
|----------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------------------------------|
| 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | 2 084 900      | 2 380 730      | 1 522 081      | 148 508        | 2 471 436      | 2 712 589                              |

*Ci-dessous un tableau récapitulatif en recettes de fonctionnement des budgets primitifs et des comptes administratifs de 2021 à 2025*

|                                                                                     | BP 2021             | CA 2021           | BP 2022             | CA 2022           | BP 2023           | CA 2023           | BP 2024             | CA 2024<br>Prévisionnel | BP 2025             | %<br>BP 25/24 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|---------------|
| <b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>                                             | <b>20 597 903</b>   | <b>19 487 531</b> | <b>20 885 169</b>   | <b>20 198 070</b> | <b>21 874 159</b> | <b>21 137 719</b> | <b>24 887 707</b>   | <b>23 538 381</b>       | <b>25 576 890</b>   | <b>2,8%</b>   |
| <b>TOTAL MOUVEMENT REEL</b>                                                         | <b>17 694 173</b>   | <b>18 822 382</b> | <b>18 690 088</b>   | <b>19 760 493</b> | <b>21 052 651</b> | <b>20 837 846</b> | <b>21 893 271</b>   | <b>23 015 381</b>       | <b>22 341 301</b>   | <b>2,0%</b>   |
| 013 ATTENUATIONS DE CHARGES                                                         | 245 700             | 267 315           | 105 200             | 153 418           | 83 000            | 137 101           | 60 000              | 47 903,27               | 60 000,00           | 0,0%          |
| 70 PRODUITS DES SCES, DU<br>DOMAINE (billetterie, ODP)                              | 1 399 542           | 1 439 254         | 1 447 320           | 1 644 660         | 1 607 399         | 1 715 877         | 1 702 920           | 1 650 000,00            | 1 455 590,00        | -14,5%        |
| 731 FISCALITE LOCALE                                                                |                     |                   |                     |                   |                   |                   | 12 274 528          | 12 510 301              | 12 796 686          |               |
| 73 IMPOTS ET TAXES                                                                  | 12 419 074          | 13 044 121        | 13 174 930          | 13 304 319        | 14 044 529        | 14 030 133        | 2 335 141           | 2 389 990               | 2 247 560           | 4,3%          |
| 74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS                                                      | 3 311 252           | 3 733 609         | 3 596 588           | 3 802 356         | 3 973 173         | 4 654 622         | 3 973 632           | 4 011 997               | 4 247 915           | 6,9%          |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION<br>COURANTE (loyers)                                  | 298 555             | 303 777           | 366 000             | 834 634           | 1 344 500         | 286 498           | 1 547 000           | 1 500 000               | 1 533 000,00        | -0,9%         |
| 76 PRODUITS FINANCIERS (intérêts<br>liés aux parts sociales détenues en<br>Banques) | 50                  | 81                | 50                  | 30                | 50                | 50                | 50                  | 77                      | 50,00               | 0,0%          |
| 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS                                                           | 20 000              | 34 226            |                     | 10 602            |                   | 13 565            |                     | 905 113                 |                     |               |
| 78 REPRISES SUR PROVISIONS                                                          |                     |                   |                     | 10 474            |                   |                   |                     |                         | 500,00              |               |
| <b>TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE</b>                                                      | <b>523 000</b>      | <b>665 149</b>    | <b>673 000</b>      | <b>437 576</b>    | <b>673 000</b>    | <b>299 873</b>    | <b>523 000</b>      | <b>523 000</b>          | <b>523 000</b>      |               |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE DE<br>TRANSFERT (Régie)                                      | 523 000             | 665 149           | 673 000             | 437 576           | 673 000           | 299 873           | 523 000             | 523 000                 | 523 000             |               |
| 002 <b>EXCEDENT DE<br/>FONCTIONNEMENT REPORTE</b>                                   | <b>2 380 729,67</b> |                   | <b>1 522 081,44</b> |                   | <b>148 508,11</b> |                   | <b>2 471 436,09</b> |                         | <b>2 712 588,85</b> |               |

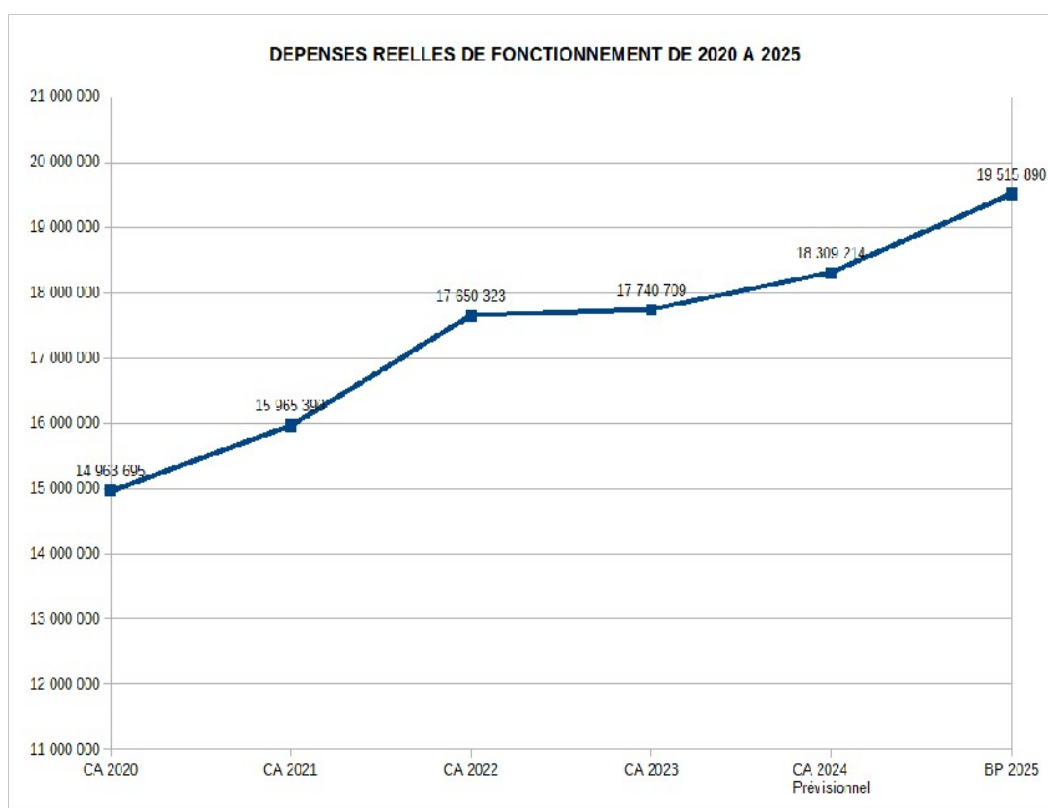
### 2.2.2 L'évolution des dépenses de fonctionnement

Comme évoqué au préalable, il est proposé un budget à hauteur de **25 576 890 €** en fonctionnement pour l'exercice 2025 (principe d'équilibre entre les dépenses et les recettes), soit une hausse de **+2,8 %**. **En ne prenant en compte que les dépenses réelles de fonctionnement, la hausse des dépenses est seulement de 0,8 % par rapport au budget 2024.**

Les deux principaux postes de dépenses en fonctionnement, sont les charges à caractère général (chap. 011) pour environ 5 M€ par an, et que la ville souhaite contenir, et les charges de personnel qui s'établissent à 11,7 M€ en 2025 et qui progressent, notamment en raison de mesures décidées par l'État (revalorisation du point d'indice, augmentation des cotisations à la CNRACL).

**Ci-dessous un tableau récapitulatif des budgets primitifs et des comptes administratifs de 2021 à 2025**

|                                                                       | BP 2021           | CA 2021           | BP 2022           | CA 2022           | BP 2023           | CA 2023           | BP 2024           | CA 2024<br>Prévisionnel | BP 2025           | %<br>BP 25/24 |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|---------------|
| <b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>                               | <b>20 597 903</b> | <b>16 841 702</b> | <b>20 885 169</b> | <b>18 743 319</b> | <b>21 874 159</b> | <b>18 814 791</b> | <b>24 887 707</b> | <b>20 259 214</b>       | <b>25 576 890</b> | <b>2,8%</b>   |
| <b>TOTAL MOUVEMENT REEL</b>                                           | <b>16 429 560</b> | <b>15 965 390</b> | <b>17 279 946</b> | <b>17 650 323</b> | <b>18 468 503</b> | <b>17 740 709</b> | <b>19 361 205</b> | <b>18 309 214</b>       | <b>19 515 890</b> | <b>0,8%</b>   |
| 011 CHARGES A CARACTERES GENERAL                                      | 4 130 905         | 3 925 665         | 4 390 755         | 4 640 927,44      | 4 617 693         | 4 365 443         | 5 148 039         | 4 800 000               | 5 173 779,00      | 0,5%          |
| 012 FRAIS DE PERSONNEL ET CHARGES ASSIMILEES                          | 10 049 285        | 9 963 879         | 10 601 382        | 10 633 474,39     | 11 118 359        | 10 584 613        | 11 499 796        | 10 827 000,00           | 11 721 041,00     | 1,9%          |
| 014 ATTENUATIONS DE PRODUITS (Dégrèvements TH/TF)                     | 10 000            | 9 040             | 10 000            | 17 381,00         | 10 000            | 5 976             | 10 000            | 5 694,00                | 10 000,00         | 0,0%          |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (subv)                          | 1 788 836         | 1 735 534         | 2 022 177         | 2 089 399,60      | 2 335 340         | 2 421 665         | 2 313 120         | 2 300 000,00            | 2 249 720,00      | -2,7%         |
| 66 CHARGES FINANCIERES (intérêts de la dette + icne)                  | 292 486           | 248 029           | 218 300           | 241 486,67        | 283 311           | 348 563           | 368 000           | 366 520                 | 339 000,00        | -7,9%         |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES (annulation de titres)                     | 88 048            | 83 243            | 27 332            | 26 588,68         | 23 800            | 14 450            | 22 250            | 10 000,00               | 21 850,00         | -1,8%         |
| 68 DOTATIONS AUX PROVISIONS (pour la monétisation)                    | 20 000            |                   | 10 000            | 1 065,10          | 80 000            |                   |                   |                         | 500,00            |               |
| 022 DEPENSES IMPREVUES DE FONCTIONNEMENT                              | 50 000            |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                         |                   |               |
| <b>TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE</b>                                        | <b>4 168 342</b>  | <b>876 312</b>    | <b>3 605 223</b>  | <b>1 092 997</b>  | <b>3 405 656</b>  | <b>1 074 082</b>  | <b>5 526 502</b>  | <b>1 950 000</b>        | <b>6 061 000</b>  |               |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION (dotation aux amts) | 910 000           | 876 312           | 950 000           | 1 092 996,52      | 950 000           | 1 074 082         | 1 950 000         | 1 950 000               | 1 380 000         |               |
| 023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT                            | 3 258 342,29      |                   | 2 655 223,44      |                   | 2 455 656,10      |                   | 3 576 502,09      |                         | 4 680 999,97      |               |



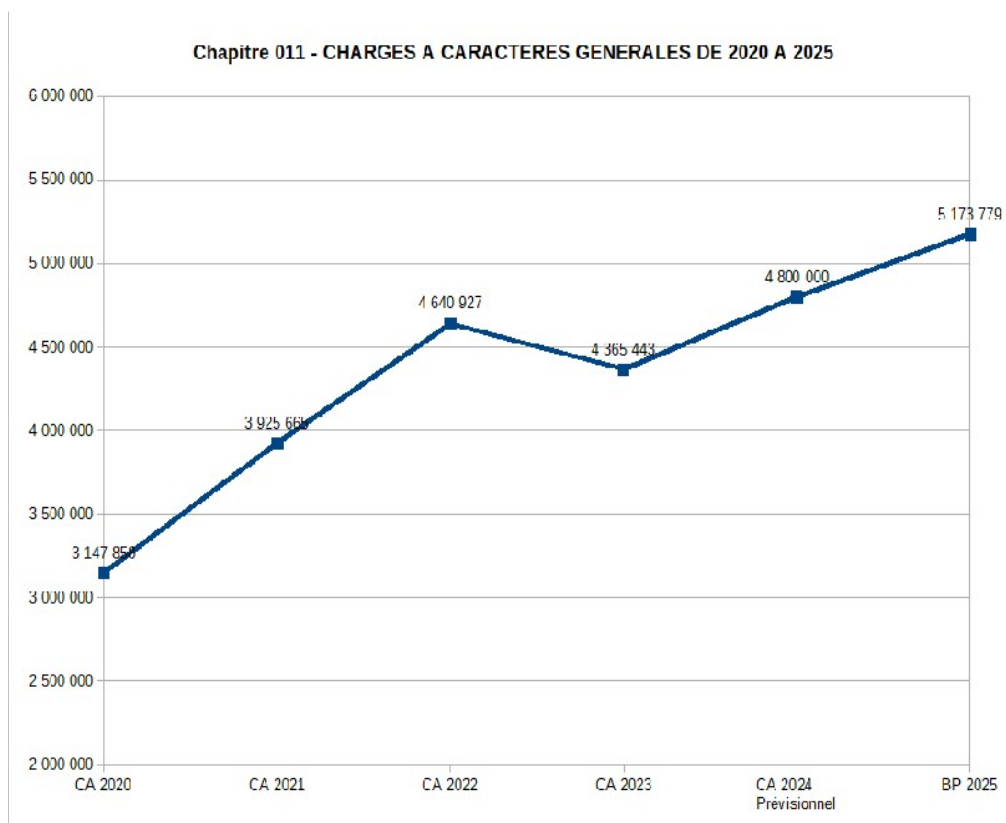
### 2.2.2.1 Les charges à caractère général : 5,17 M€ (chap. 011)

Afin de maintenir les engagements annoncés dans la lettre de cadrage budgétaire 2025 qui prévoyait une augmentation de **+0,5 % seulement entre 2024 et 2025 pour les charges à caractère général**, la ville propose de voter effectivement un montant de **5,17 M € en 2025, soit +0,5 % par rapport à 2024**

Le maintien des charges à caractère général est possible d'une part, parce que les services de la ville ont veillé à contenir leurs dépenses et cela malgré l'inflation ; et d'autre part, parce que le prix de l'énergie est prévu à la baisse en 2025 (-120 K€ sur le poste électricité par rapport au réalisé prévisionnel 2024).

D'une manière générale, les charges à caractère général regroupent les achats courants, les prestations de services, les frais de fluides et d'énergie, ainsi que les frais liés à la maintenance et à l'entretien des bâtiments.

Elles regroupent également les frais liés à la restauration des cantines et des centres de loisirs, à la programmation du centre culturel Athéna et à la mise en place des différents événements programmés sur l'année (Méliscènes, fête de la musique, animations de Noël et d'été...), à la poursuite de la préfiguration du centre social et au maintien des goûters bio au sein des 5 accueils périscolaires de la ville et des différents accueils de loisirs.



### 2.2.2.2 Les frais de personnel : 11,72 M€ (chap. 012)

Les dépenses de personnel sont prévues à hauteur de **11,72 M€** en 2025 contre 11,50 M€ en 2024, soit une évolution de **+1,9 %**, représentant une augmentation de **221 K€**.

**Pour mémoire, il est rappelé que les mesures décidées par l'État en matière de revalorisation des rémunérations pour les années 2022, 2023 et 2024 ont impacté le budget de la commune à hauteur de 855 000 €.**

En année pleine, le coût des mesures de revalorisation des rémunérations décidées par l'État est le suivant :

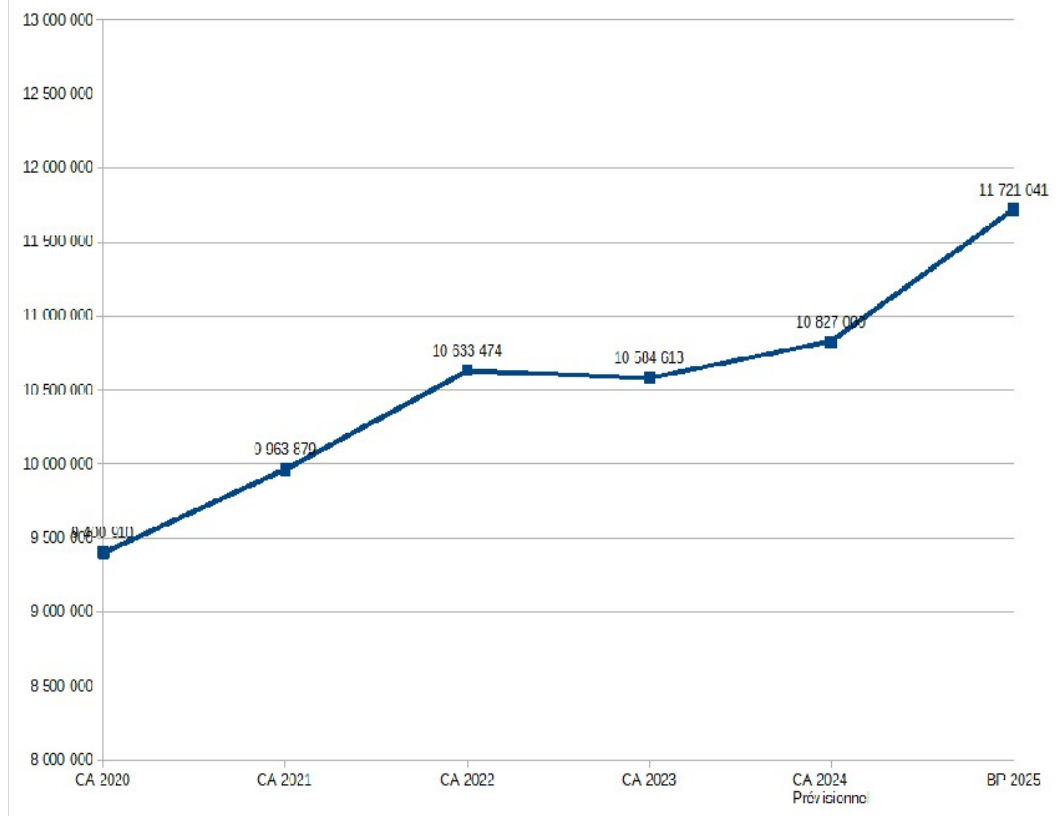
- la revalorisation du point d'indice de +3,5 % applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022 représente une charge supplémentaire de **322 000 €** en année pleine.
- la revalorisation du point d'indice de +1,5 % applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023 représente une charge supplémentaire de **136 000 €** en année pleine.
- l'attribution de point d'indice majoré pour certains agents de catégorie C et B applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023 représente une charge supplémentaire de **25 000 €** en année pleine.
- l'attribution de 5 points d'indice majoré supplémentaire pour tous les agents publics à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 représente une charge supplémentaire de **130 000 €** en année pleine.

**Sur la courbe ci-dessous, on constate ainsi la nette progression des dépenses de personnel entre 2021 et 2022.**

**Une progression notable également entre 2024 et 2025, en raison notamment de l'augmentation des cotisations des employeurs à la caisse de retraite des agents territoriaux (hausse de 3 points). Cette mesure représentera un coût d'environ 200 K€ en 2025 pour la ville d'Auray. Un accroissement est également prévu en 2026 et 2027.**



Chapitre 012 - CHARGES DE PERSONNEL DE 2020 A 2025



En application des dispositions de l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (communes de plus de 10 000 habitants), il est présenté ici la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs. Le rapport sur les orientations budgétaires précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

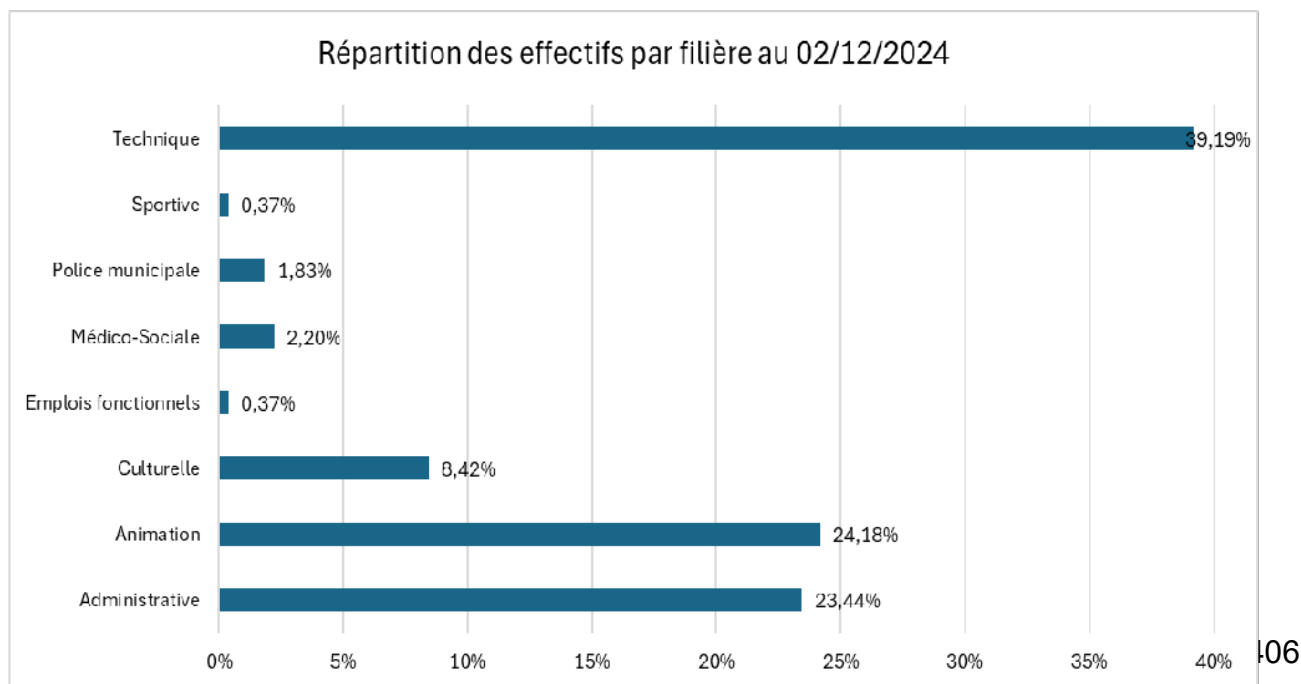
1 – La structure des effectifs au 02/12/2024 et son évolution

|                                                           |                      |                                                                            | Féminin     |           |           | Masculin    |           |           | Total     |
|-----------------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------|-----------|-----------|-------------|-----------|-----------|-----------|
| Filière statutaire                                        | Catégorie statutaire | Cadre d'emplois                                                            | Contractuel | Titulaire | Total     | Contractuel | Titulaire | Total     |           |
| Administrative                                            | Catégorie A          | Attachés territoriaux                                                      | 3           | 5         | 8         | 2           | 2         | 4         | 12        |
|                                                           | Catégorie B          | Rédacteurs territoriaux                                                    | 3           | 9         | 12        | 1           | 2         | 3         | 15        |
|                                                           | Catégorie C          | Adjoint administratifs territoriaux                                        | 4           | 30        | 34        | 1           | 1         | 2         | 36        |
|                                                           |                      | Apprenti                                                                   | 1           |           | 1         |             |           |           | 1         |
| <b>Total Administrative</b>                               |                      |                                                                            | <b>11</b>   | <b>44</b> | <b>55</b> | <b>4</b>    | <b>5</b>  | <b>9</b>  | <b>64</b> |
| Animation                                                 | Catégorie B          | Animateurs territoriaux                                                    |             | 4         | 4         |             | 2         | 2         | 6         |
|                                                           | Catégorie C          | Adjoint territoriaux d'animation                                           | 27          | 14        | 41        | 9           | 9         | 18        | 59        |
|                                                           |                      | Contrat Adulte Relais                                                      | 1           |           | 1         |             |           |           | 1         |
| <b>Total Animation</b>                                    |                      |                                                                            | <b>28</b>   | <b>18</b> | <b>46</b> | <b>9</b>    | <b>11</b> | <b>20</b> | <b>66</b> |
| Culturelle                                                | Catégorie B          | Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques |             | 3         | 3         |             | 1         | 1         | 4         |
|                                                           |                      | Assistants territoriaux d'enseignement artistique                          | 1           | 4         | 5         | 3           | 4         | 7         | 12        |
| Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024 |                      | Adjoint territorial du patrimoine                                          | 4           | 5         | 2         |             | 2         | 7         | 15        |
| <b>Total Culturelle</b>                                   |                      |                                                                            | <b>2</b>    | <b>11</b> | <b>13</b> | <b>5</b>    | <b>5</b>  | <b>10</b> | <b>23</b> |
| Emplois                                                   | Catégorie            | Directeurs généraux des                                                    |             |           |           |             | 1         | 1         | 1         |

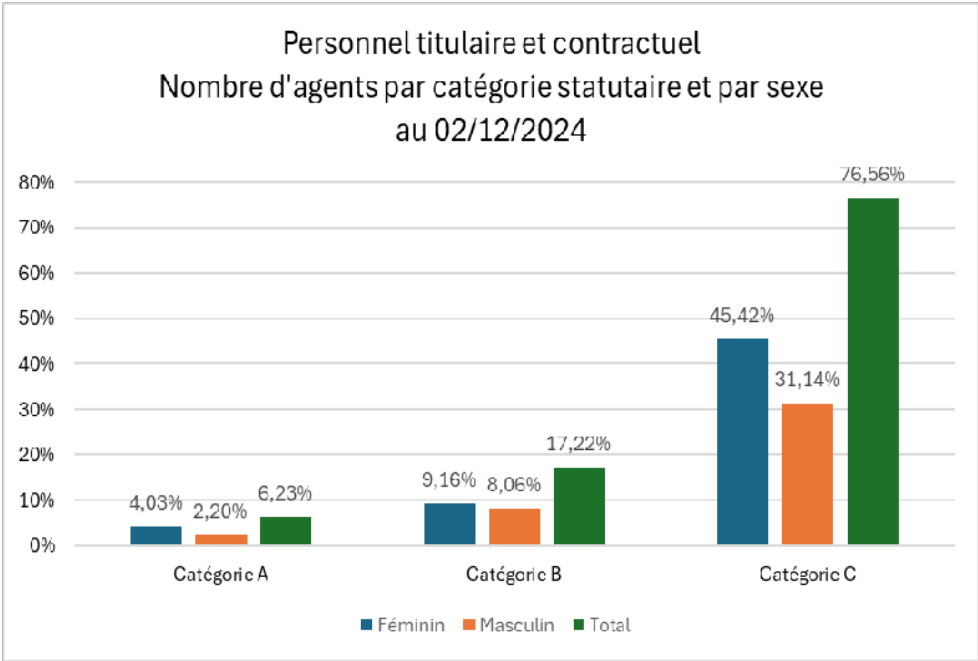
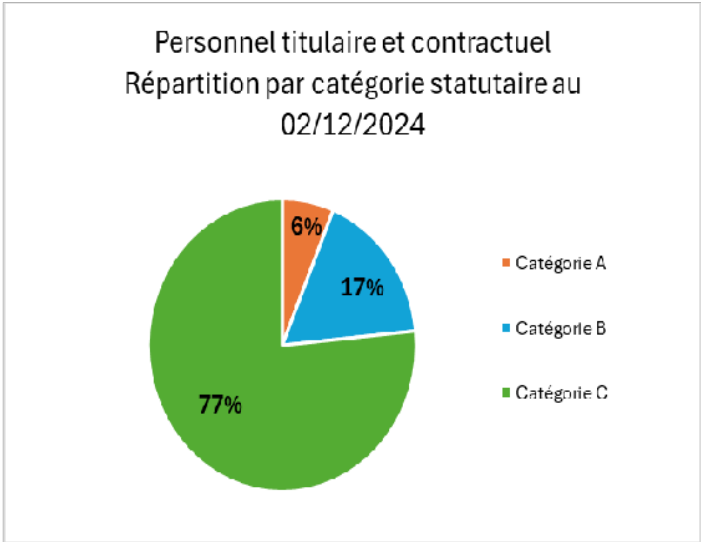
|                            |             |                                                     |    |     |     |    |    |     |     |
|----------------------------|-------------|-----------------------------------------------------|----|-----|-----|----|----|-----|-----|
| fonctionnels               | e A         | services des communes de + 2 000 hab. (et adjoints) |    |     |     |    |    |     |     |
| Total Emplois fonctionnels |             |                                                     |    |     |     |    | 1  | 1   | 1   |
| Médico-Sociale             | Catégorie A | Assistants territoriaux socio-éducatifs             | 1  |     | 1   |    |    |     | 1   |
|                            | Catégorie C | Agents spécialisés des écoles maternelles           |    | 5   | 5   |    |    |     | 5   |
| Total Médico-Sociale       |             |                                                     | 1  | 5   | 6   |    |    |     | 6   |
| Police municipale          | Catégorie B | Chefs de service de police municipale               |    |     |     |    | 1  | 1   | 1   |
|                            | Catégorie C | Agents de police municipale                         |    | 2   | 2   |    | 2  | 2   | 4   |
| Total Police municipale    |             |                                                     |    | 2   | 2   |    | 3  | 3   | 5   |
| Sportive                   | Catégorie B | Educateurs territoriaux A.P.S                       |    |     |     |    | 1  | 1   | 1   |
| Total Sportive             |             |                                                     |    |     |     |    | 1  | 1   | 1   |
| Technique                  | Catégorie A | Ingénieurs territoriaux                             |    | 2   | 2   | 1  |    | 1   | 3   |
|                            | Catégorie B | Techniciens territoriaux                            |    | 1   | 1   | 1  | 6  | 7   | 8   |
|                            | Catégorie C | Adjoints techniques territoriaux                    | 9  | 20  | 29  | 6  | 43 | 49  | 78  |
|                            |             | Agents de maîtrise territoriaux                     |    | 5   | 5   | 1  | 11 | 12  | 17  |
|                            |             | Apprenti                                            | 1  |     | 1   |    |    |     | 1   |
| Total Technique            |             |                                                     | 10 | 28  | 38  | 9  | 60 | 69  | 107 |
| Total général              |             |                                                     | 52 | 108 | 160 | 27 | 86 | 113 | 273 |

La collectivité compte 194 agents titulaires et 79 agents contractuels. Les femmes représentent 59 % de l'effectif et les hommes 41 %. En novembre 2024 la collectivité compte 273 agents contre 278 en 2023. Elle emploie une majorité de titulaires (71%).

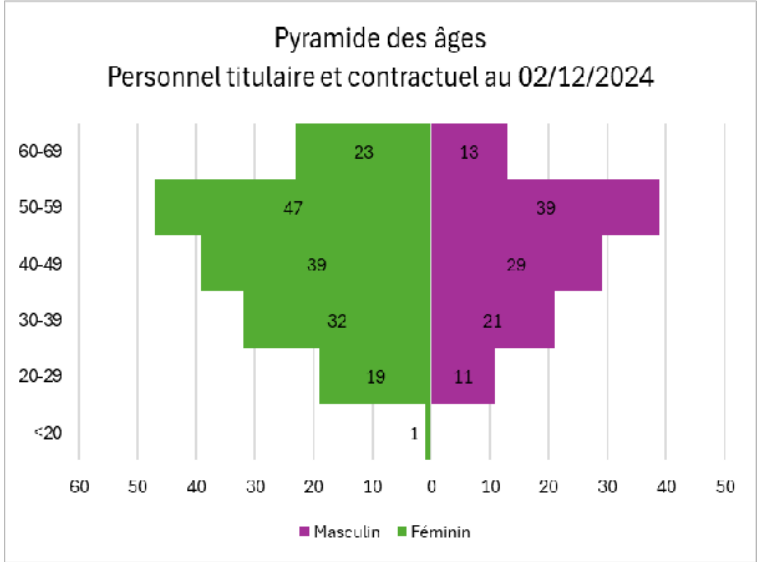
Les agents sont répartis en 7 filières : administrative, animation, culturelle, médico-sociale, police, sportive et technique. Les filières technique, animation et administrative sont les plus représentées, avec respectivement 39 %, 24% et 23 % des effectifs.



Les agents sont répartis en 3 catégories d'emploi : la catégorie A qui regroupe le personnel d'encadrement supérieur, la catégorie B qui regroupe le personnel d'encadrement intermédiaire et la catégorie C qui englobe les fonctions d'exécution. Comme dans beaucoup de collectivités territoriales, c'est la catégorie C qui est la plus représentée avec 209 agents sur les 273 que compte la collectivité. Les catégories A et B comptent respectivement 17 et 47 agents.



**Pyramide des âges**



Agents titulaires et contractuels confondus, plus de 44 % des agents ont 50 ans et plus, ce qui implique une politique RH importante en matière de GPEC (reclassement, formation, recrutement, adaptation aux besoins).

En 2019, 54 % des agents avaient 50 ans et plus. En cinq ans, la ville a fait diminuer ce taux de 10 points par une politique prévisionnelle adaptée qu'il faut poursuivre. Cet effort répond à la recommandation numéro 11 formulée par la chambre régionale des comptes de Bretagne dans son rapport établi en 2020 : "doter la commune d'outils de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et de calcul de l'évolution pluriannuelle de la masse salariale".

### EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 2023 à 2024 - PAR FILIERES ET CATEGORIES STATUTAIRES

|                                   |                      | 2023       |              |            | 2024       |              |            | Evolution   |               |           |               |
|-----------------------------------|----------------------|------------|--------------|------------|------------|--------------|------------|-------------|---------------|-----------|---------------|
| Filière statutaire                | Catégorie statutaire | Titulaires | Contractuels | Total      | Titulaires | Contractuels | Total      | Titulaire s | Contractuel s | Total     | En %          |
| Administrative                    | Catégorie A          | 7          | 5            | 12         | 7          | 5            | 12         | 0           | 0             | 0         |               |
|                                   | Catégorie B          | 9          | 4            | 13         | 11         | 4            | 15         | 2           | 0             | 2         |               |
|                                   | Catégorie C          | 32         | 6            | 38         | 31         | 6            | 37         | -1          | 0             | -1        |               |
| <b>Total Administrative</b>       |                      | <b>48</b>  | <b>15</b>    | <b>63</b>  | <b>49</b>  | <b>15</b>    | <b>64</b>  | <b>1</b>    | <b>0</b>      | <b>1</b>  | <b>2 %</b>    |
| Animation                         | Catégorie B          | 6          | 0            | 6          | 6          | 0            | 6          | 0           | 0             | 0         |               |
|                                   | Catégorie C          | 24         | 38           | 62         | 23         | 37           | 60         | -1          | -1            | -2        |               |
| <b>Total Animation</b>            |                      | <b>30</b>  | <b>38</b>    | <b>68</b>  | <b>29</b>  | <b>37</b>    | <b>66</b>  | <b>-1</b>   | <b>-1</b>     | <b>-2</b> | <b>-3 %</b>   |
| Culturelle                        | Catégorie B          | 12         | 4            | 16         | 12         | 4            | 16         | 0           | 0             | 0         |               |
|                                   | Catégorie C          | 7          | 1            | 8          | 4          | 3            | 7          | -3          | 2             | -1        |               |
| <b>Total Culturelle</b>           |                      | <b>19</b>  | <b>5</b>     | <b>24</b>  | <b>16</b>  | <b>7</b>     | <b>23</b>  | <b>-3</b>   | <b>2</b>      | <b>-1</b> | <b>-4 %</b>   |
| Emplois fonctionnels              | Catégorie A          | 1          |              | 1          | 1          |              | 1          | 0           | 0             | 0         |               |
| <b>Total Emplois fonctionnels</b> |                      | <b>1</b>   |              | <b>1</b>   | <b>1</b>   |              | <b>1</b>   | <b>0</b>    | <b>0</b>      | <b>0</b>  | <b>0 %</b>    |
| Médico-Sociale                    | Catégorie A          |            | 1            | 1          |            | 1            | 1          |             | 0             | 0         |               |
| Médico-Sociale                    | Catégorie C          | 5          |              | 5          | 5          |              | 5          | 0           | 0             | 0         |               |
| <b>Total Médico-Sociale</b>       |                      | <b>5</b>   | <b>1</b>     | <b>6</b>   | <b>5</b>   | <b>1</b>     | <b>6</b>   | <b>0</b>    | <b>0</b>      | <b>0</b>  | <b>0 %</b>    |
| Police municipale                 | Catégorie B          | 1          |              | 1          | 1          |              | 1          | 0           | 0             | 0         |               |
|                                   | Catégorie C          | 5          |              | 5          | 4          |              | 4          | -1          | 0             | -1        |               |
| <b>Total Police municipale</b>    |                      | <b>6</b>   |              | <b>6</b>   | <b>5</b>   |              | <b>5</b>   | <b>-1</b>   | <b>0</b>      | <b>-1</b> | <b>-17 %</b>  |
| Sportive                          | Catégorie B          | 1          |              | 1          | 1          |              | 1          | 0           | 0             | 0         |               |
| <b>Total Sportive</b>             |                      | <b>1</b>   |              | <b>1</b>   | <b>1</b>   |              | <b>1</b>   | <b>0</b>    | <b>0</b>      | <b>0</b>  | <b>0 %</b>    |
| Technique                         | Catégorie A          | 1          | 1            | 2          | 2          | 1            | 3          | 1           | 0             | 1         |               |
|                                   | Catégorie B          | 10         | 1            | 11         | 7          | 1            | 8          | -3          | 0             | -3        |               |
|                                   | Catégorie C          | 78         | 18           | 96         | 79         | 17           | 96         | 1           | -1            | 0         |               |
| <b>Total Technique</b>            |                      | <b>89</b>  | <b>20</b>    | <b>109</b> | <b>88</b>  | <b>19</b>    | <b>107</b> | <b>-1</b>   | <b>-1</b>     | <b>-2</b> | <b>-2 %</b>   |
| <b>Total</b>                      |                      | <b>204</b> | <b>81</b>    | <b>278</b> | <b>204</b> | <b>81</b>    | <b>273</b> | <b>0</b>    | <b>0</b>      | <b>-5</b> | <b>-1,80%</b> |



Les effectifs resteront globalement stables en 2025. La situation présentée ici, au 2 décembre 2024, ne tient pas compte des recrutements qui doivent intervenir, au-delà de cette date, sur des emplois déjà ouverts au tableau des effectifs (responsable espace public et mobilités, menuisier, policier municipal, assistant archiviste).

Par ailleurs, un poste de catégorie B de la direction des systèmes d'information a fait l'objet d'un transfert au 1er janvier 2024, dans le cadre de la création du Service des Systèmes d'Informations Mutualisé (SSIM) avec la communauté de communes AQTA.

## **2 – Durée annuelle de travail**

Le conseil municipal, par délibération du 22 décembre 2015, a fixé la durée annuelle de travail à 1607 heures (ou 35 heures par semaine) pour un agent à temps complet, il s'agit de la durée légale de travail.

Lorsqu'un agent effectue plus de 35 heures par semaine, il peut bénéficier, en compensation, de jours supplémentaires de repos pour réduction du temps de travail (RTT). Dans la collectivité, le temps de travail hebdomadaire est soit de 35 heures, soit de 37 heures 30.

Les heures effectuées au-delà de la durée légale, une fois les jours de RTT accordés, constituent des heures supplémentaires. Ces heures supplémentaires font l'objet d'une autorisation préalable du supérieur hiérarchique. Quand le fonctionnement des services le permet, elles sont récupérées sous forme de repos compensateur ; à défaut, elles sont payées.

Le droit à congé est de 5 fois les obligations hebdomadaires de service : 25 ou 22,5 jours selon que les agents travaillent sur 5 ou 4,5 jours par semaine.

A compter du 1er janvier 2025, le report des congés annuels (hors congés de fractionnement et hors congés d'ancienneté) et des RTT des 3ème et 4ème trimestre de l'année N-1 sera possible jusqu'au 31 janvier uniquement. Les agents pourront épargner 2 jours de congés sans justifier d'une nécessité de service ou jusqu'à 5 jours de congés avant le 31 janvier si impossibilité de poser les congés pour nécessités de service.

## **3 – Les avantages sociaux**

La collectivité ne met à la disposition du personnel ni logement de fonction, ni véhicule de fonction et ne verse pas d'avantage en nature.

Participation de la collectivité aux frais de PRÉVOYANCE SANTÉ :  
- montant estimé pour 2024 : 17 700 € (selon les adhérents actuels)

Adhésion de la collectivité au Comité National d'Action Sociale :  
- cotisation versée en 2024 : 54 500 €

Les agents ont la possibilité d'adhérer à l'amicale du personnel (association subventionnée à hauteur de 15 000 € par la Ville et 9 000 € de mise à disposition de personnel).

La collectivité poursuivra en 2025 la réflexion sur la participation aux cotisations de la mutuelle santé. En ce qui concerne la prévoyance, au 1er janvier 2025 la collectivité adhérera au contrat groupe proposé par le centre de gestion.

## **4 – Structure des dépenses de personnel et son évolution**

De 2020 à 2024, les dépenses de personnel (chapitre 012) ont évolué comme indiqué dans le tableau ci-après.

Du budget primitif 2024 au budget primitif 2025, la progression du chapitre 012 est de 1,93 %, contre 3,43 % pour l'exercice précédent.

Cette augmentation s'appuie sur des éléments conjoncturels liés à des décisions prises au niveau national mais également à la structure de la collectivité qui varie selon la pyramide des âges, la politique RH et le niveau de service rendu à la population.

| EVOLUTION DU CHAPITRE 012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES |                           |                  |                   |                  |                   |                               |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
|-------------------------------------------------------------------|---------------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| CHAP.                                                             | DIRECTION DRH             | CA 2020          | BP 2021           | CA 2021          | BP 2022           | BP + DM<br>2022<br>70 000 €   | CA 2022           | BP 2023           | BP 2023           | BP 2024           | CA 2024<br>estimé | BP 2025           |
| 012                                                               | DRH                       | 9 347 940        | 9 930 910         | 9 873 805        | 10 471 680        | 10 541 680                    | 10 538 000        | 11 010 300        | 10 641 941        | 11 397 070        | 10 827 000        | 11 641 000        |
|                                                                   | <b>TOTAUX</b>             | <b>9 347 940</b> | <b>9 930 910</b>  | <b>9 873 805</b> | <b>10 471 680</b> | <b>10 541 680</b>             | <b>10 538 000</b> | <b>11 010 300</b> | <b>10 641 941</b> | <b>11 397 070</b> | <b>10 827 000</b> | <b>11 641 000</b> |
|                                                                   | Evolution de CA à CA      |                  |                   | 5,63%            |                   |                               | 6,73%             |                   | 0,99%             |                   | 1,74%             |                   |
|                                                                   | Evolution de BP à BP      |                  |                   |                  | 5,45%             |                               |                   | 5,14%             |                   | 3,51%             |                   | 2,14%             |
|                                                                   | Evolution de BP à (BP+DM) |                  |                   |                  |                   | 6,15%                         |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
|                                                                   | Evolution de CA à BP      |                  | 6,24%             |                  | 6,06%             |                               |                   | 4,48%             |                   | 7,10%             |                   | 7,52%             |
|                                                                   |                           |                  |                   |                  |                   |                               |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
| CHAP.                                                             | TOUTES DIRECTIONS         | CA 2020          | BP 2021           | CA 2021          | BP 2022           | BP + DM<br>2022<br>+ 70 000 € | CA 2022           | BP 2023           | CA 2023<br>estimé | BP 2024           | CA 2024<br>estimé | BP 2025           |
| 012                                                               | DRH                       | 9 347 940        | 9 930 910         | 9 873 805        | 10 471 680        | 10 541 680                    | 10 538 000        | 11 010 300        | 10 641 941        | 11 397 070        | 10 827 000        | 11 641 000        |
| 012                                                               | DAC Athéna                | 48 235           | 89 700            | 86 582           | 127 072           | 127 072                       | 127 072           | 108 059           | 108 059           | 102 726           | 102 726           | 80 326            |
| 012                                                               | DAC Médiathèque           | 533              | 350               | 638              | 630               | 630                           | 630               |                   |                   |                   |                   |                   |
| 012                                                               | DAC Vie associative       |                  |                   | 500              |                   |                               |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
| 012                                                               | DICRP                     | 2 640            | 11 000            | 860              |                   |                               |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
| 012                                                               | DF                        |                  | 17 025            | -                |                   |                               |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
| 012                                                               | DGS Animations            | 1 563            |                   | 1 495            | 2 000             | 2 000                         | 2 000             |                   |                   |                   |                   |                   |
|                                                                   | <b>TOTAUX</b>             | <b>9 400 911</b> | <b>10 049 285</b> | <b>9 963 879</b> | <b>10 601 382</b> | <b>10 671 382</b>             | <b>10 667 702</b> | <b>11 118 359</b> | <b>10 750 000</b> | <b>11 499 796</b> | <b>10 929 726</b> | <b>11 721 326</b> |
|                                                                   | Evolution de CA à CA      |                  |                   | 5,99%            |                   |                               | 7,06%             |                   | 0,77%             |                   | 1,67%             |                   |
|                                                                   | Evolution de BP à BP      |                  |                   |                  | 5,49%             | 6,19%                         |                   | 4,88%             |                   | 3,43%             |                   | 1,93%             |
|                                                                   | Evolution de CA à BP      |                  | 6,90%             |                  | 6,40%             |                               |                   | 4,22%             |                   | 6,97%             |                   | 7,24%             |

## LES PERSPECTIVES 2025

Au budget 2025, des dépenses de personnel supplémentaires sont à prévoir pour tenir compte des évolutions réglementaires et conjoncturelles :

- l'évolution des carrières liée à l'avancement et à la promotion dite GVT (Glissement Vieillesse Technicité) : les avancements d'échelon à cadencement unique, les avancements de grade (concours ou avancement au choix, les promotions internes) et les rééchelonnements indiciaires, qui chaque année apporte mécaniquement des charges supplémentaires.

- l'augmentation de la cotisation CNRACL passant de 31,65 % à 35,65 % au 1er janvier 2025, estimée à 150 000 €. Cette augmentation sera récurrente jusqu'en 2028.

- une enveloppe prévisionnelle en cas d'augmentation du SMIC : 50 000 €.

Ce budget primitif n'intègre pas de provision liée à une éventuelle augmentation de la valeur du point d'indice de la fonction publique, ni d'éventuels reclassements indiciaires.

### À cela s'ajoutent les éléments structurels :

- les effets en année pleine de l'application du pacte social 2024 – 2026 et plus particulièrement de l'augmentation du régime indemnitaire (IFSE) pour les salaires les moins élevés (90 000 euros estimés)

Établir un pacte social à Auray était avant tout la garantie de maintenir les services publics de proximité et de qualité en fidélisant et en attirant des agents prêts à s'engager auprès de la population Alréenne.

C'est aussi améliorer les conditions de travail du quotidien, un accompagnement financier mais surtout un investissement humain en direction de celles et ceux qui font la ville.

C'est aussi permettre une lisibilité de la politique RH sur les deux prochaines années.

Etablir un pacte social n'est pas aisé en raison d'un contexte budgétaire contraint. Il doit également prendre en compte les transitions écologiques, énergétiques, économiques et sociétales.

Enfin, la réglementation en RH est dense et les mesures prises par le gouvernement, négociées au niveau national sont tantôt obligatoires et générales (augmentation du point d'indice de 3,5 % en juillet 2023, attribution de 5 points en janvier 2024), ou facultatives (mise en place d'une prime pouvoir d'achat, forfait mobilité durable, prime télétravail...) ou sectorielles (refonte des grilles de catégorie B et C, CTI, GIPA). Ainsi, il est souvent difficile de maintenir localement les 5 principes que la collectivité a défini lors des réunions dialogue social avec les partenaires sociaux :

- EQUITE
- SIMPLIFICATION
- PARITE
- LISIBILITE
- SECURITE

Le pacte social est un document complémentaire aux lignes directrices de gestion arrêtées tous les ans dans lesquelles il a été défini les axes de travail et leurs priorités, pour rappel :

**Priorité 1 : la mise en place de l'organigramme cible et des critères de promotion et d'avancement de grade validés en comité technique du 11 juin 2021.**

**Priorité 2 : La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences qui se caractérise par 4 actions :**

- la diversification des modes de recrutement (alternance, PEC, mobilités internes...) et ciblage des métiers en tension,
- le développement de la formation, faciliter l'accès à la formation et accompagnement à la mobilité et aux transitions professionnelles,
- la diminution de l'absentéisme via le reclassement et la prévention,
- l'amélioration des conditions de travail particulièrement les risques psycho sociaux,

**Priorité 3 : La résorption de l'emploi précaire qui se caractérise par 2 actions :**

- l'harmonisation des statuts au SAAD (réalisé)
- la mise en place d'un plan de résorption de l'emploi précaire, (réalisés : SAAD, Entretien des bâtiments, Education. (Réalisé)

**Priorité 4 : La communication interne (en cours)**

**Priorité 5 : L'accompagnement de l'encadrement et le développement des leviers managériaux (en cours)**

**Priorité 6 : La simplification des outils de gestion du temps de travail (en cours)**

**Priorité 7 : La simplification et harmonisation du RIFSEEP (Pacte social)**

**Priorité 8 : La mise en place de la participation mutuelle santé et renouvellement de la participation à la mutuelle prévoyance. (Pacte social)**

Ce pacte social a ainsi permis de revaloriser le régime indemnitaire de 6 agents sur 10, à hauteur de 45 euros en moyenne :

|         | nombre d'agents | montant mensuel | montant annuel | montant chargé | moyenne |
|---------|-----------------|-----------------|----------------|----------------|---------|
| C1 à C3 | 128             | 5734            | 68808          | 72248          | 45      |
| C5      | 0               | 0               | 0              | 0              | 0       |
| B1      | 15              | 706             | 8477           | 8901           | 47      |
| B2      | 14              | 291             | 3495           | 3670           | 21      |
| B3      | 3               | 68              | 816            | 857            | 23      |
| A1      | 3               | 62              | 744            | 781            | 21      |
| TOTAL   | 163             | 6861            | 82340          | 86 457         |         |

Cette revalorisation a majoritairement concerné la catégorie C, comprenant 45 % de femmes.

Au 1er novembre 2024, le salaire de base au sein de la ville d'Auray est de 2091,80 euros bruts.

Le budget RH 2025 sera également impacté par la mise en place de la version 3 du pacte social relative à la prime pouvoir d'achat non attribuée soit 22 000 euros. Les modalités de redistribution sont actuellement négociées dans le cadre du dialogue social.

La collectivité adhère au contrat groupe Collecteam du centre de gestion (janvier 2025) pour la prévoyance perte de salaire pour les agents en arrêt maladie. L'impact budgétaire n'est pas encore estimé et dépend de l'adhésion des agents non connue en cette fin d'année.

Cette adhésion est obligatoire pour toutes les collectivités à compter de 2025. La participation minimum employeur est fixée à 7 euros par les textes réglementaires. La ville d'Auray participe déjà depuis 2013 à hauteur de 13,50 euros par agent adhérent et par mois.

En 2026, l'employeur devra également participer à la prise en charge de la mutuelle santé. Le montant minimum est aujourd'hui défini à 15 euros par agent et par mois.

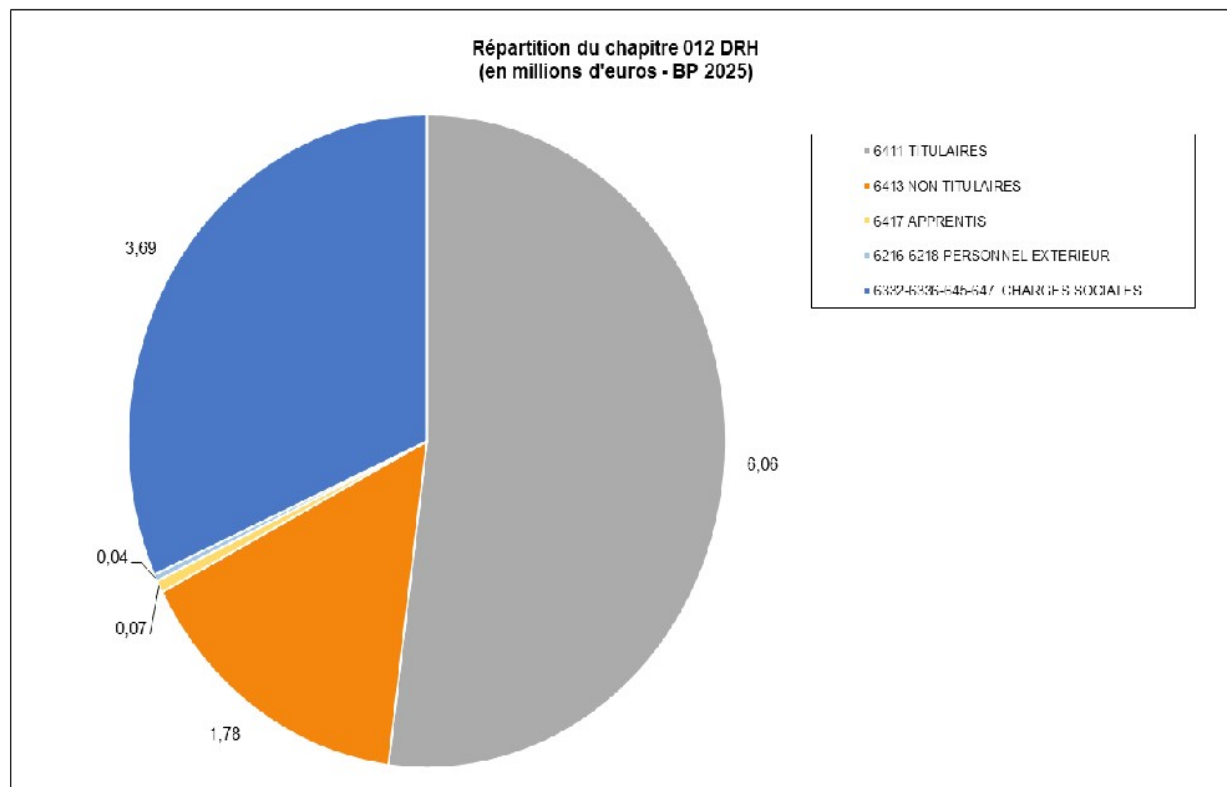
Le budget RH comprend aussi des dépenses au chapitre 011, en fonctionnement et en investissement, financées par l'obtention d'une aide du Fonds National de Prévention dans la cadre de l'appel à projet de lutte contre la désinsertion professionnelle (aide de 300 000 euros sur 18 mois de 2024 à 2025).

Les investissements seront principalement ciblés pour améliorer l'ergonomie des postes et donc les conditions de travail des agents.

La formation et l'accompagnement individuel seront aussi prioritaires pour passer d'une logique métier de à une logique de parcours professionnel.

- les effets en année pleine des avancements et recrutements réalisés en 2024 ;
- la volonté de diversifier les modes de recrutement et assurer le partage des connaissances, via le recrutement d'apprentis (commerce de proximité, communication, RH, maraichage);
- la volonté d'évaluer et de prévenir les risques professionnels, qu'ils soient physiques ou psychosociaux, auxquels pourraient être confrontés les agents, en mettant à leur disposition une assistante sociale du Centre de gestion, ou encore en renforçant les missions du pôle PRIP ;
- le tuilage, envisagé pendant quelques mois, et destiné à former les agents appelés à remplacer ceux qui feront valoir leur droit à la retraite en 2025. L'application des Comptes Épargne Temps engendre des départs anticipés avant la date de départ effective à la retraite. La collectivité supporte donc la rémunération de l'agent en congé et la rémunération de celui qui le remplace.

**Sa structure est la suivante :**



Les dépenses de personnel sont présentées brutes, elles ne tiennent pas compte des remboursements sur rémunérations, dont :

- Les mises à disposition de personnel : convention de partenariat signée avec la commune de la Trinité Sur Mer (contribution RH estimée à 48 000 € pour 2025), convention-cadre signée avec le CCAS : 140 000 € ;
- L'indemnisation des congés de maladie par l'assureur de la Ville (CNP) (60 000 € pour les arrêts en cours) ;
- La participation de l'État pour le poste d'adulte-relais (20 000 €) et de conseiller numérique (12 500 €) ;
- Divers autres remboursements : congés de paternité ;
- La subvention du poste de chargé de projet épicerie solidaire à hauteur de 70 % (24 000 €) ainsi que la participation d'Auray Quiberon Terre Atlantique à raison de 14/35ème ;

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024.  
 - la subvention d'Auray Quiberon Terre Atlantique pour le déploiement de Méliscènes sur plusieurs communes (parties communication et billetterie) : 11 900 €



### 2.2.2.3 Les atténuations de produit : 10 K€ (chap. 014)

Il s'agit essentiellement de dégrèvements de taxe d'habitation sur les logements vacants (réduction d'impôt accordée à un contribuable qui est appliquée de façon automatique par l'administration fiscale si la situation financière du particulier ou de l'entreprise le justifie).

### 2.2.2.4 Les autres charges de gestion courantes : 2,25 M€ (chap. 65)

Ce chapitre intègre notamment le versement annuel de la subvention en faveur du CCAS afin de permettre son équilibre, estimée à **563 K€** pour 2025 (contre 630 K€ en 2024), étant précisé que ce montant est provisoire pour le moment, dans l'attente des résultats définitifs de clôture de l'exercice 2024.

Ce montant de 563 K€ comprend d'une part, la subvention au **CCAS de 505 K€** pour permettre son équilibre propre, et d'autre part la subvention au **SAAD** (Service d'aide à domicile) **de 58 K€** pour permettre également son équilibre (système de versement de la subvention d'abord au CCAS qui la rétrocède ensuite au SAAD).

En effet, depuis 2024, face à l'augmentation des charges, notamment de personnel (en raison des mesures de revalorisation des rémunérations des agents), le SAAD ne bénéficie pas de recettes suffisantes pour s'équilibrer de façon autonome. **Ainsi, si une revalorisation des tarifs en 2025 appliqués aux bénéficiaires du service d'aide à domicile ne permettra de combler l'ensemble du déficit, cette revalorisation est néanmoins indispensable.**

Ce chapitre comprend également le versement des subventions aux différentes associations culturelles, sportives et sociales (680 K€ comme en 2024) ; les indemnités des élus (197 K€) ; les subventions versées aux communes pour des élèves domiciliés à Auray et scolarisés sur une autre commune (12 K€) ; la subvention versée au Parc naturel régional du Golfe du Morbihan (20 K€) ; et les contributions obligatoires aux différents organismes, tels que le SIVU des pompiers (400 K€).

### 2.2.2.5 Les charges financières : 339 K€ (chap. 66)

Les charges financières (intérêts de la dette) sont prévues en 2025 pour un montant de **339 K€** et intègrent un emprunt de 2,5 M€.

### 2.2.2.6 Les charges exceptionnelles : 21 K€ (chap. 67)

Les charges exceptionnelles intègrent diverses dépenses, telles que des annulations de titres sur exercices antérieurs.

### 2.2.2.7 Le virement vers la section d'investissement : 4,68 M€ (chap. 023)

La commune parvient en effet à dégager chaque année un excédent de fonctionnement, permettant à la collectivité d'auto-financer pour partie les opérations d'investissement projetées.

En 2025, afin d'équilibrer le budget, il est ainsi proposé un **virement de 4,68 M€ vers la section d'investissement** contre 3,57 M€ en 2024.

**Il est rappelé que le montant de ce virement (qui permet l'équilibre budgétaire) est dépendant des résultats 2024, repris en 2025, qui ne sont pour le moment que provisoires.**

## 2.3 L'évolution des recettes et des dépenses d'investissement

### 2.3.1 L'évolution des recettes d'investissement

La section d'investissement s'équilibre au total à **18,13 M€, dont 11,67 M€ de recettes réelles.**

Les recettes réelles d'investissement sont constituées du **FCTVA** pour **630 K€** prévus en 2025 (pour mémoire taux de remboursement du FCTVA abaissé en 2025 de 16,404 % à 14,85 %) ; du produit issu de la **taxe d'aménagement** (versée à l'occasion d'opérations de constructions immobilières) pour **150 K€** ; du produit des **amendes de police** (et qui doit être affecté par la commune à des opérations d'amélioration des transports) pour **120 K€** ; et du produit éventuel lié aux cessions des immobilisations pour **10 K€** (sortie de biens de l'actif de la collectivité).

Un certain nombre de cessions immobilières sont également prévues en 2025 pour un total de **430 K€** dont :

- la cession de la Maison Abbé Joseph Martin, estimée à 200 K€
- la cession du terrain Kerberdery, estimé à 220 K€

- diverses éventuelles cessions immobilières pour 10 K€.

Soit un total de 430 K€ prévus au chapitre 024 étant précisé que les recettes seront encaissées en recettes de fonctionnement au compte 775 (Produits de cessions d'immobilisations), avec en parallèle des écritures d'ordre à passer.

Elles sont également constituées des subventions perçues sur les différents projets que la commune engage. Pour 2025, il est prévu de percevoir **3,03 M€** de subventions pour les opérations d'équipement, avec un glissement de certaines subventions à percevoir en 2025, initialement prévues en 2024, en raison des échéanciers de travaux actualisés.

### 2.3.1.1 La reprise d'un déficit d'investissement (chap. 001)

Le déficit d'investissement prévisionnel à reprendre en 2025 est de **2,14 M€**. Ce déficit est notamment déterminé en fonction du réalisé comptabilisé en 2024 sur chaque opération d'investissement, **et ne sera connu définitivement qu'à la clôture de l'exercice 2024.**

### 2.3.1.2 Les principaux ratios (source DGCL)

Afin de déterminer les marges de manœuvre de la commune, il est fait mention de certains ratios permettant de traduire la santé financière de la commune.

- **Le taux d'endettement**

Le taux d'endettement d'une collectivité mesure la charge de sa dette relativement à sa richesse.

*Taux d'endettement = Dette / Recettes réelles de fonctionnement.*

**Au 31 décembre 2024, le taux d'endettement de la commune sera de 55 %.**

La moyenne nationale pour les communes de la même strate (entre 10 000 et 20 000 habitants) est de **57,9 %**.

- **La capacité de désendettement**

Elle mesure la capacité de la collectivité à se désendetter en années. **Au 31 décembre 2024, la capacité de désendettement de la commune sera de 3 années et devrait être de 4 années en 2025.** Il est précisé qu'en dessous de 8 années, la situation de la collectivité est considérée comme saine. Entre 8 et 11 années, la situation est correcte mais à surveiller. Entre 12 et 15 années, la situation est dangereuse. Au-delà de 15 années, la situation est considérée comme critique.

*Capacité de désendettement = Dette / Épargne brute*



- **Le taux de rigidité :**

Au 31 décembre 2024, les dépenses de personnel devrait représenter 59,1% des dépenses réelles de fonctionnement. Il s'agit d'un taux de rigidité, dans la mesure où il s'agit de dépenses incompressibles pour la commune, quelle que soit la population de la collectivité.

La moyenne nationale pour les communes de la même strate (entre 10 000 et 20 000 habitants) est de **58,9 %**. Il est précisé que le recours au personnel en régie de la Ville permet de réduire le coût des prestations d'entretien des bâtiments, qui serait plus important, si les prestations étaient externalisées.

- **Le CAF nette (Capacité d'autofinancement nette) :**

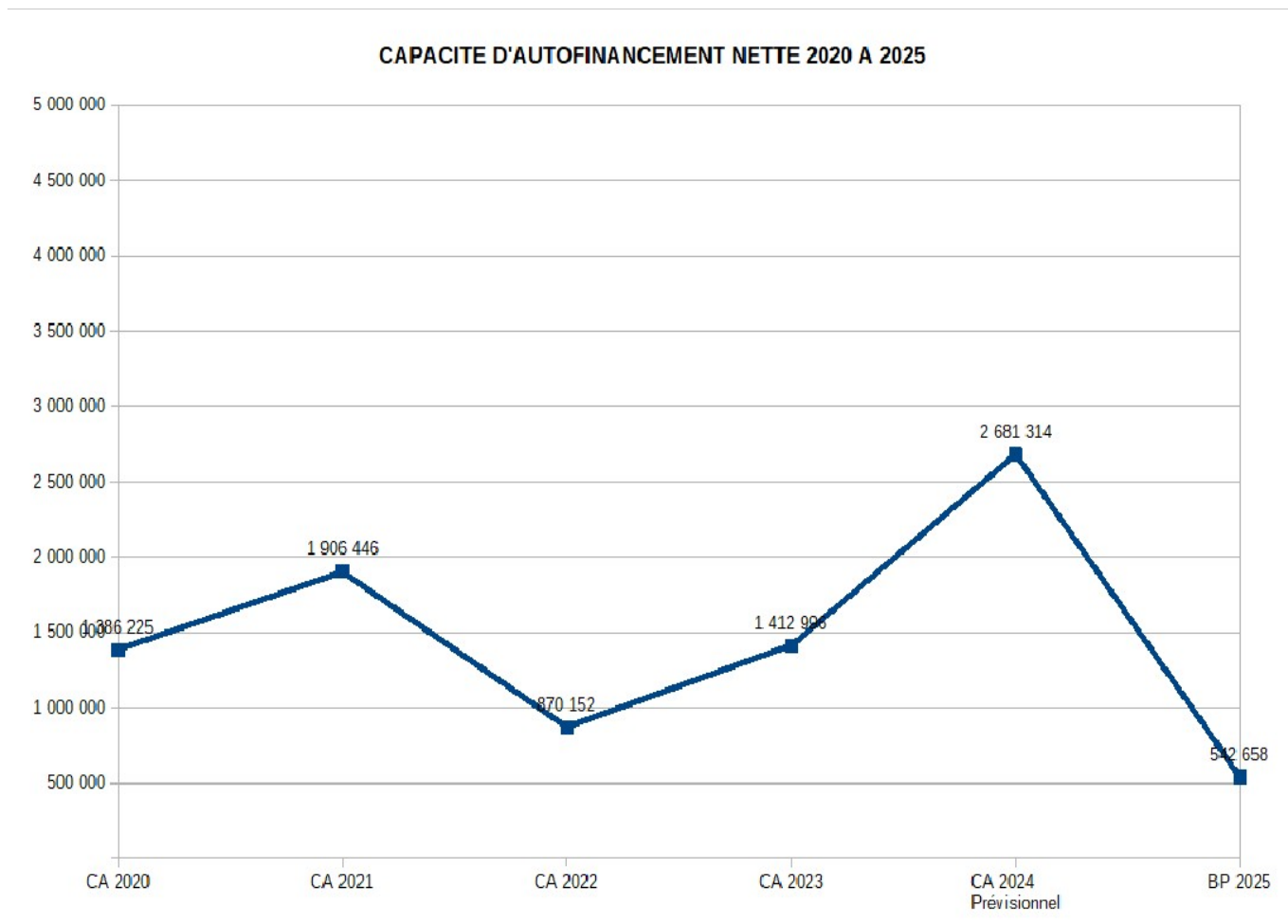
CAF nette = Recettes réelles - Dépenses réelles - remboursement du capital de la dette

La capacité d'autofinancement nette est un indicateur de gestion qui mesure, exercice après exercice, la capacité de la collectivité à dégager au niveau de son fonctionnement, des ressources propres, pour financer ses dépenses d'équipement, après ses remboursements de dettes en capital. Sa dégradation est un indicateur d'alerte concernant la situation financière de la collectivité. A contrario, une CAF nette positive traduit une bonne santé financière de la ville.

Comme indiqué au chapitre 75, la Ville devrait encaisser en 2025, une recette exceptionnelle liée à l'indemnisation par l'assureur pour la reconstruction du tennis club, qui contribue à améliorer la CAF nette de la commune. Le montant versé par l'assureur devrait être connu en mars 2025.

**Il est précisé que pour 2025, les dépenses et les recettes réelles de fonctionnement sont indiquées pour le moment dans le PPF sur la base de 100 % d'exécution par rapport aux crédits prévus au BP 2025. A la fin de l'exercice 2025, la CAF nette devrait donc être supérieure à son estimation actuelle.**

*Evolution de la CAF nette de 2020 à 2025*



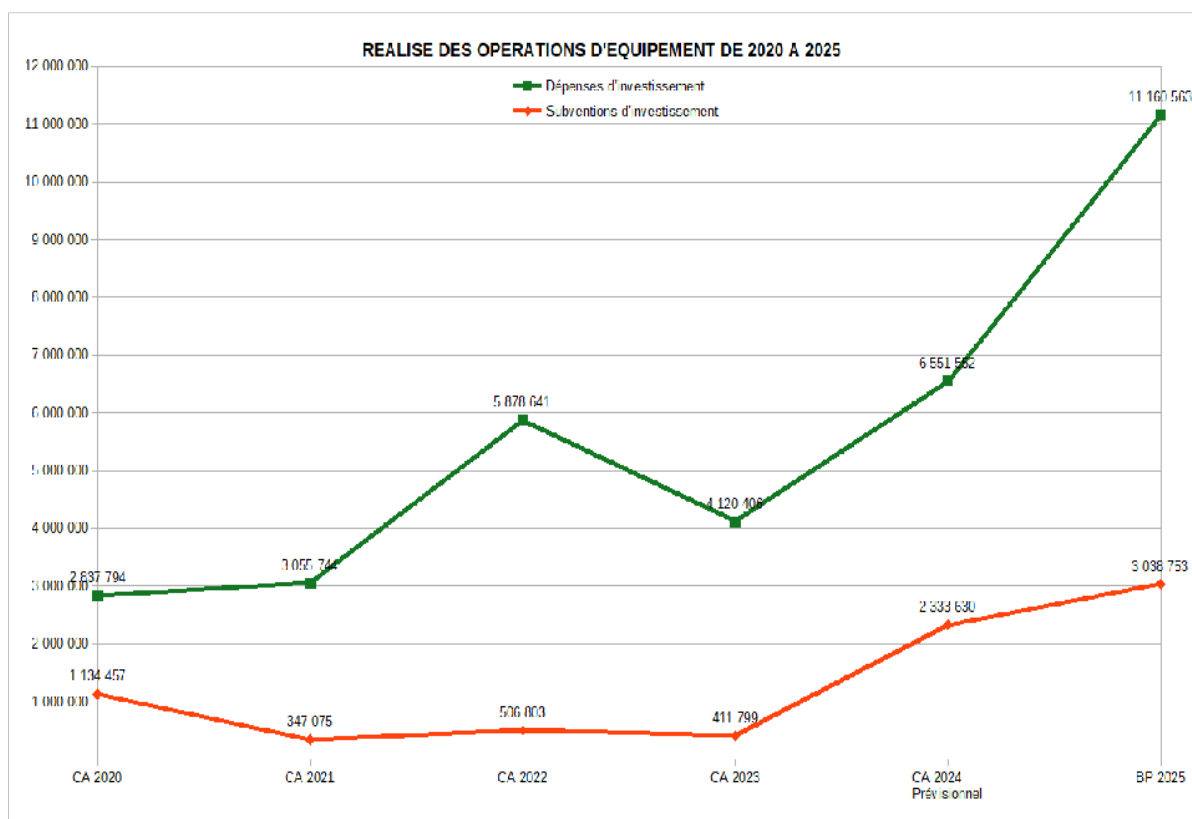
Ci-dessous un tableau récapitulatif en recettes d'investissement des budgets primitifs et des comptes administratifs de 2021 à 2025

|                                                                            | BP 2021           | CA 2021          | BP 2022           | CA 2022          | BP 2023           | CA 2023          | BP 2024           | CA 2024             | BP 2025              |
|----------------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|---------------------|----------------------|
| <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                                     | <b>10 973 682</b> | <b>4 026 837</b> | <b>12 609 166</b> | <b>8 957 911</b> | <b>13 566 006</b> | <b>9 898 446</b> | <b>12 560 459</b> | <b>5 565 077,64</b> | <b>18 132 970,14</b> |
| <b>TOTAL MOUVEMENT REEL</b>                                                | <b>6 705 340</b>  | <b>3 008 225</b> | <b>8 903 943</b>  | <b>7 597 438</b> | <b>10 060 349</b> | <b>8 345 866</b> | <b>5 559 607</b>  | <b>3 365 077,64</b> | <b>11 671 970,17</b> |
| 024 PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS                                | 590 000           |                  | 20 000            |                  | 20 000            |                  | 1 210 000         |                     | 430 000,00           |
| 10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                                     | 2 641 134         | 2 606 485        | 4 252 542         | 4 001 801        | 3 818 324         | 3 824 089        | 730 000           | 730 000,00          | 3 818 014,14         |
| 13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (amendes de police)                        | 60 000            | 54 665           | 60 000            | 88 834           | 70 000            | 109 979          | 100 000           | 166 447,00          | 120 000,00           |
| 16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                                           | 2 307 432,56      |                  | 3 080 000,00      | 3 000 000        | 4 024 732,39      | 4 000 000        |                   | 135 000,00          | 4 156 563,03         |
| RAR                                                                        | 3 641             |                  | 3 010             |                  | 636 945           |                  | 940 657           |                     | 108 640,00           |
| <b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (RI)</b>                                    | <b>1 103 133</b>  | <b>347 075</b>   | <b>1 488 391</b>  | <b>506 803</b>   | <b>1 490 348</b>  | <b>411 799</b>   | <b>2 578 950</b>  | <b>2 333 630,64</b> | <b>3 038 753,00</b>  |
| 13041 HOTEL DIEU                                                           | 18 631            | 10 204           |                   |                  |                   |                  | 105 375           |                     | 105 375,00           |
| 13014 BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DIVERS (garderie Loch, église Saint Gildas) | 240 000           | 17 605           | 385 976           | 20 339           | 318 336           | 31 930           |                   | 291 929,30          |                      |
| 13042 RENOVATION DE L'EGLISE ST GILDAS                                     |                   |                  |                   |                  |                   |                  | 247 500           | 229 430,00          | 495 658,00           |
| 13017 VRD - MOBILITE DOUCE (pistes cyclables)                              | 302 500           | 87 616           | 120 993           | 110 842          | 297 608           | 110 270          |                   | 104 244,00          |                      |
| 13018 EQUIP. MULTI-FONCTIONS "LA FORÊT"                                    |                   |                  |                   |                  | 680 800           | 90 000           | 970 800           | 734 550,00          | 1 184 550,00         |
| 13022 VRD - AVENUE DE L'OCEAN                                              | 46 300            |                  | 182 950           |                  |                   |                  |                   | 134 060,00          |                      |
| 13030 SKATEPARK / PARC URBAIN                                              | 40 833            |                  |                   |                  | 127 750           |                  | 357 750           | 273 411,97          | 84 338,00            |
| 13032 HALLES MUNICIPALES                                                   |                   |                  | 571 250           | 171 375          |                   | 5 554            |                   | 399 875,00          |                      |
| 13033 COMPLEXE SPORTIF DU BEL AIR                                          | 20 000            |                  |                   |                  |                   |                  |                   |                     |                      |
| 13034 CUISINE MUNICIPALE                                                   | 14 000            | 21 025           | 25 230            |                  |                   |                  | 345 000           | 63 075,75           | 306 758,00           |
| 13035 RENOVATION CENTRE ATHENA                                             | 10 000            |                  |                   |                  |                   |                  |                   |                     | 175 339,00           |
| 16012 SYSTEME D'INFORMATION                                                |                   |                  |                   | 10 000           |                   |                  | 10 000            |                     | 166 100,00           |
| 16015 ECONOM. ENERGIE                                                      |                   |                  |                   |                  |                   |                  | 21 096            |                     | 21 096               |
| 16016 ACCESSIBILITE                                                        |                   |                  | 47 714            |                  | 47 714            | 47 714           |                   |                     |                      |
| 16017 TVX INFRASTR. ET VRD                                                 | 50 000            |                  |                   |                  |                   |                  | 200 000           | 10 314,62           | 100 000,00           |
| 16019 CULTURE                                                              |                   | 3 641            | 4 600             | 1 901            | 2 200             | 7 642            | 5 300             | 5 300,00            | 18 100,00            |
| 16022 ENFANCE EDUCATION                                                    | 12 000            |                  |                   |                  |                   |                  | 18 689            | 18 689              | 28 689,00            |
| 16023 SPORT (stade La Forêt, rénovation terrain ti coat)                   |                   |                  | 149 678           | 148 180          |                   |                  |                   |                     | 250 000,00           |
| 16031 TVX DIVERS BATIMENTS                                                 |                   |                  |                   |                  | 15 940            |                  | 15 940            | 15 940,00           | 35 250,00            |
| 16034 VRD - MOBILITE DOUCE (pistes cyclables)                              |                   |                  |                   |                  |                   |                  | 281 500           | 71 500,00           | 67 500,00            |
| <b>TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE</b>                                             | <b>4 268 342</b>  | <b>1 018 613</b> | <b>3 705 223</b>  | <b>1 360 473</b> | <b>3 505 656</b>  | <b>1 552 579</b> | <b>5 776 502</b>  | <b>2 200 000,00</b> | <b>6 460 999,97</b>  |
| 040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION                          | 910 000           | 876 312          | 950 000           | 1 092 997        | 950 000           | 1 074 082        | 1 950 000         | 1 950 000,00        | 1 380 000,00         |
| 041 OPERATIONS PATRIMONIALES (études suivi de travaux)                     | 100 000           | 142 301          | 100 000           | 267 477          | 100 000           | 478 497          | 250 000           | 250 000,00          | 400 000,00           |
| 021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT                               | 3 258 342,29      |                  | 2 655 223,44      |                  | 2 455 656,10      |                  | 3 576 502,09      |                     | 4 680 999,97         |
| 001 EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE                                      |                   |                  |                   |                  |                   |                  | 1 224 349,47      |                     |                      |



### 2.3.2 L'évolution des dépenses d'investissement

Sur les **18,13 M€ proposés au total pour 2025** pour la section d'investissement, **le montant des dépenses réelles s'élève à 15,06 M€**. Ces dépenses réelles comprennent d'une part, les différentes opérations d'équipement mises en œuvre par la commune en fonction de sa capacité d'investissement et d'autre part, le remboursement du capital de la dette.



#### 2.3.2.1 Les opérations d'investissement

**En ne prenant en compte que les opérations d'investissement, il est proposé une enveloppe de 11,16 M€ en 2025 (7,86 M€ en 2024).**

En 2025, les principales opérations d'équipement proposées sont :

- ✓ **Aménagement du parc urbain du Printemps - réalisation d'un skate Park (partie sud)**

**. 50 K€** en 2025 pour le projet d'aménagement du parc urbain du Printemps avec la création d'un skate Park, dont le coût global est revu à la baisse car la phase 3 d'aménagement des extérieurs (réalisation du parvis) sera moins importante que prévu. Les travaux auront lieu au printemps 2025.

Coût initial : 877 K€ HT. Nouveau coût : **651 K€ HT soit 782 K€ TTC.**

| Dépenses                   | Montant HT       | Recettes                                      | Montant HT       | %           | Sollicité/Attribué |
|----------------------------|------------------|-----------------------------------------------|------------------|-------------|--------------------|
| Travaux                    | 611 500 €        | Subvention ANS                                | 127 750 €        | 20%         | Attribué           |
| Honoraire maîtrise d'œuvre | 40 050 €         | Subvention Département (PST 2023)             | 150 000 €        | 23%         | Attribué           |
|                            |                  | Fonds de concours territorial 2023-2026 AQT A | 50 000 €         | 8%          | Attribué           |
|                            |                  | Etat DSIL 2023                                | 30 000 €         | 5%          | Attribué           |
|                            |                  | Autofinancement de la commune                 | 293 800 €        | 45%         |                    |
| <b>Total dépenses</b>      | <b>651 550 €</b> | <b>Total recettes</b>                         | <b>651 550 €</b> | <b>100%</b> |                    |

✓ **Rénovation-extension du Complexe sportif La Forêt :**

. **3,02 M€** en 2025 pour le projet de rénovation-extension du Complexe sportif La Forêt, dont le coût global est estimé à **5,51 M€ HT soit 6,61 M€ TTC**. Ce projet est financé par des subventions à hauteur de 79 %.

La durée des travaux est de 24 mois de septembre 2023 à septembre/octobre 2025.

| Dépenses              | Montant HT         | Recettes                                           | Montant            | %           | Sollicité/Attribué |
|-----------------------|--------------------|----------------------------------------------------|--------------------|-------------|--------------------|
| Travaux               | 4 814 416 €        | Subvention Région (équipements sportifs communaux) | 1 936 000 €        | 35%         | Attribué           |
| Maitrise d'oeuvre     | 553 815 €          | Subvention Etat – Fonds vert                       | 300 000 €          | 5%          | Attribué           |
| Imprévus (3 % tvc)    | 145 000 €          | Subvention Etat –DSIL 2023                         | 100 000 €          | 2%          | Attribué           |
|                       |                    | AQTA - Fonds de concours 2022                      | 200 000 €          | 4%          | Attribué           |
|                       |                    | AQTA - Fonds de concours 2024                      | 1 000 000 €        | 18%         | Attribué           |
|                       |                    | Subvention Département_ligne sectorielle           | 825 000 €          | 15%         | Attribué           |
|                       |                    | Autofinancement de la commune                      | 1 152 231 €        | 21%         | -                  |
| <b>Total dépenses</b> | <b>5 513 231 €</b> | <b>Total recettes</b>                              | <b>5 513 231 €</b> | <b>100%</b> |                    |

✓ **Eglise Saint Gildas :**

. **122 K€** en 2025 pour le le versement du solde du projet de rénovation de l'Église Saint Gildas, dont le coût global des travaux est estimé à **1,10 M€ HT soit 1,32 M€ TTC** (y compris les honoraires de MOE).

La durée des travaux est de 12 mois décembre 2023 à décembre 2024. Ce projet est en cours d'achèvement.

Les travaux se décomposent en 2 phases :

. **Phase 1** (Travaux de mise en sécurité définitive du beffroi, réparations structurelles des planchers et escaliers)

. **Phase 2** (Travaux de mise hors d'eau définitive : lanternon, balcon, tourelle, menuiseries)

| Dépenses HT                                                           | Phase 1 – Mise en sécurité (Montant PRO) | Phase 2 – Mise hors d'eau (Montant PRO) | Recettes                      | Montant            | %           | Attribué/Sollicité |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------|--------------------|-------------|--------------------|
| Travaux                                                               | 547 676 €                                | 345 858 €                               | Subvention Etat (DRAC) - MH   | 275 040 €          | 25%         | Attribué           |
| Options : élargissement de la trappe et vestiaire femme (+et- values) | 5 620 €                                  |                                         | Subvention Région – MH        | 120 000 €          | 11%         | Attribué           |
| Honoraires Maitrise d'oeuvre                                          | 50 273 €                                 | 33 515 €                                | Subvention Département – MH   | 330 048 €          | 30%         | Attribué           |
| SPS et Contrôle technique (3%)                                        | 16 430 €                                 | 10 789 €                                | Autofinancement de la commune | 375 073 €          | 34%         |                    |
| Imprévus (10%)                                                        | 55 000 €                                 | 35 000 €                                |                               |                    |             |                    |
| <b>Total par phase</b>                                                | <b>674 999 €</b>                         | <b>425 162 €</b>                        |                               |                    |             |                    |
| <b>Total général dépenses</b>                                         | <b>1 100 161 €</b>                       |                                         | <b>Total recettes</b>         | <b>1 100 161 €</b> | <b>100%</b> |                    |

✓ **Construction d'une cuisine municipale**

. **1,62 M€** en 2025 pour le projet de construction d'une cuisine municipale Place Océane, dont le coût global est estimé à 2,59 M€ HT soit 3,17 M€ TTC.

La durée des travaux est de 13 mois. Ils débuteront en début d'année 2025.

| Dépenses                                                        | Montant HT         | Recettes                                                                    | Montant            | %           | Sollicité/Attribué |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------|--------------------|
| Travaux (Gros œuvre, chaufferie bois, panneaux photovoltaïques) | 2 328 000 €        | Subvention Région BVB 2023-2025                                             | 200 000 €          | 8%          | Attribué           |
| MOE                                                             | 241 000 €          | Subvention Etat – DSIL 2024                                                 | 269 193 €          | 10%         | Attribué           |
| Mission de contrôle SPS                                         | 10 000 €           | Département – PST 2024, 2025 et 2026 (accord de principe pour 2025 et 2026) | 450 000 €          | 17%         | Attribué 2024      |
| Imprévus (3 % montant travaux)                                  | 68 900 €           | Fonds de concours AQTA 2024                                                 | 242 000 €          | 9%          | Attribué           |
|                                                                 |                    | Subvention Etat – DRAAF 2021                                                | 84 101 €           | 3%          | Attribué           |
|                                                                 |                    | Autofinancement de la commune                                               | 1 402 606 €        | 53%         | -                  |
| <b>Total dépenses</b>                                           | <b>2 647 900 €</b> | <b>Total recettes</b>                                                       | <b>2 647 900 €</b> | <b>100%</b> |                    |

Il est précisé que la ferme a été acquise en 2022, pour un montant de 461 400 € (y compris les frais de notaire). Les parcelles, seules, ont été acquises pour 445 000 € conformément à la délibération du 26 janvier 2022.

✓ **Dorsale vélo Rond point du Ballon / Bois Colette :**

. **600 K€** en 2025 pour le projet de création d'une dorsale vélo reliant le rond point du Ballon au Rond point Bois Colette, dont le coût global est estimé à **1,24 M€ HT soit 1,49 M€ TTC**.

Les travaux devraient démarrer au 1<sup>er</sup> semestre 2025.

Le montant du fonds de soutien d'AQTA correspond à un taux maximum de 50 % du reste à charge de la commune sur la base des dépenses HT éligibles. Les dépenses éligibles ne concernent que les travaux relatifs à la piste cyclable (740 K€).

| Dépenses                                                                   | Montant HT         | Recettes                                                             | Montant HT         | %           | Sollicité/Attribué |
|----------------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------|--------------------|
| Travaux de terrassements, réseau d'assainissement, voirie, signalétique... | 740 173 €          | Subvention Département_Mobilité douce<br>Taux 30 % / plafond 225 K€  | 225 000 €          | 18%         | Attribué           |
| Travaux connexes                                                           | 200 000 €          | AQTA_Fond de soutien pistes cyclables<br>Taux 50 % du reste à charge | 260 000 €          | 21%         | A solliciter       |
| Travaux d'eaux pluviales                                                   | 65 000 €           | Auto-financement de la commune                                       | 759 920 €          | 61%         |                    |
| Enfouissement des réseaux                                                  | 150 000 €          |                                                                      |                    |             |                    |
| Honoraires MOE_tranche ferme                                               | 40 475 €           |                                                                      |                    |             |                    |
| Honoraires MOE_tranche optionnelle                                         | 13 272 €           |                                                                      |                    |             |                    |
| Imprévus (5%)                                                              | 36 000 €           |                                                                      |                    |             |                    |
| <b>Total dépenses</b>                                                      | <b>1 244 920 €</b> | <b>Total recettes</b>                                                | <b>1 244 920 €</b> | <b>100%</b> |                    |

✓ **Rénovation énergétique du Centre culturel Athéna**

. **500 K€ en 2025** pour les travaux impératifs d'étanchéité thermique du toit et de réaménagement intérieur.

Il est rappelé que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre pour le projet global de rénovation-extension du Centre culturel Athéna a fait l'objet d'une délibération spécifique adoptée lors du Conseil du 7 février 2024.

Le projet comprend 3 phases et une phase 0 pour les travaux d'urgence.

- **Phase 0 : 325 000 € HT soit 390 000 € TTC** votés en 2024 pour les travaux d'urgence d'étanchéité des toitures, la reprise des points de fragilité des façades, et du remplacement de l'ascenseur.

- **Phase 1** : intègre la rénovation énergétique de l'ensemble du bâtiment, la création d'un monte-charge intérieur et un aménagement partiel du rez-de-jardin de la salle de spectacle : **1 770 000 € HT soit 2 124 000 € TTC** de travaux uniquement.

- **Phase 2** : intègre l'extension et l'aménagement de la médiathèque, du hall d'accueil/espace de convivialité, d'une salle d'atelier : **6 970 000 € HT soit 8 364 000 € TTC** de travaux uniquement.

- **Phase 3 (éventuelle)** : concernerait les aménagements extérieurs, côté parvis et côté Parking : **320 000 € soit 384 000 € TTC** de travaux uniquement.

**En ajoutant le coût des honoraires de MOE, d'AMOA, d'inflation, de frais divers et des dépenses imprévues, le coût global estimé par le cabinet ETYO pour les phases 0 et 1 est le suivant :**

- **Phase 0 : 325 K€ HT** soit 390 K€ TTC + **83 K€ HT** soit 100 K€ TTC de prestations supplémentaires d'étanchéité sur les toits et de structure des façades.

- **Phase 1 : 2 619 K€ soit 3 142 K€ TTC**

. Travaux : 1 770 K€ HT

. Inflation : 106 K€ HT

. Honoraires et frais divers : 619 K€ HT (264 K€ MOE + 52 K€ AMOA + 303 K€ frais divers)

. Aléas : 124 K€ HT

. Conseil Municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

**Total phase 0 et 1 = 3 027 K€ HT soit 3 632 K€ TTC.**

**Le projet étant phasé, il est proposé de solliciter des subventions tout d'abord sur les phases 0 et 1.**

Il est précisé que la ville a déjà obtenu 584 467 € de subventions (263 K€ de l'Etat/DSIL 2022 et 320 K€ de la région/BVB 2021). Les autres subventions seront à solliciter lorsque le projet sera au stade APD en juin/juillet 2025.

| Dépenses                                                                                                                           | Montant HT         | Recettes                                                                         | Montant HT         | %           | Sollicité/Attribué |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------|--------------------|
| Phases 0 - Travaux d'urgence et de programmation de l'opération                                                                    | 325 000 €          | Subvention Etat_DSIL 2022                                                        | 263 829 €          | 9%          | Attribué           |
| prestations supplémentaires d'étanchéité sur les toits et de structure des façades.                                                | 83 000 €           | Subvention Etat_DETR 2025 (invitation à solliciter mais non accordée)            | 176 171 €          | 6%          | A solliciter       |
| Travaux phase 1 - Travaux de rénovation énergétique, monte charge et aménagement partiel rez de jardin (inflation comprise 106 K€) | 1 876 000 €        | Subvention Etat_DRAC                                                             | 50 000 €           | 2%          | A solliciter       |
| Honoraires MOE (concours) Estimation taux médian de 12 %                                                                           | 264 000 €          | Subvention Région_BVB 2021                                                       | 320 638 €          | 11%         | Attribué           |
| Forfait AMOA (ETYO)                                                                                                                | 51 675 €           | Fonds de concours AQTA_projet de grande ampleur (20%)                            | 550 000 €          | 18%         | A solliciter       |
| Frais divers (primes candidats non retenus, honoraire architecte, huissier...)                                                     | 303 325 €          | Subvention Département_ligne sectorielle                                         | 440 000 €          | 15%         | A solliciter       |
| Imprévus (5 % travaux)                                                                                                             | 124 000 €          | Fonds verts-Banque des territoires_Appel à projet pour les équipements culturels | 250 000 €          | 8%          | A solliciter       |
|                                                                                                                                    |                    | Fonds verts-ABF                                                                  | 300 000 €          | 10%         | A solliciter       |
|                                                                                                                                    |                    | Auto-financement de la commune                                                   | 676 362 €          | 22%         |                    |
| <b>Total dépenses</b>                                                                                                              | <b>3 027 000 €</b> | <b>Total recettes</b>                                                            | <b>3 027 000 €</b> | <b>100%</b> |                    |

✓ **Reconstruction du tennis-club**

. **1,60 M€ en 2025** pour le projet de reconstruction du Tennis club suite à l'incendie qui l'a détruit en partie le 6 février 2022. L'estimation du projet au APD s'élève à **3 998 523 € HT** (MOE comprise) soit **4 798 228 € TTC**. 17 lots de travaux sont prévus.

Il est précisé que si l'assureur de la Ville prendra en charge financièrement le coût de la reconstruction, il ne prend en charge qu'une partie de la remise aux normes obligatoires et ne prend pas en charge les travaux supplémentaires commandés par la ville (le club house central, l'avancée devant l'entrée principale, le renforcement de la charpente pour accueillir des panneaux photovoltaïque, le bardage extérieur uniforme).

**Echéancier prévisionnel :**

- Notification marchés : janvier 2025
- Début travaux : mars 2025 après la tenue de l'open super 1012 de 2025.
- Échéancier travaux : phase 1 de mars 2025/ janvier 2026 ; phase 2 de mars 2026/2027.

| Dépenses                                              | Montant HT         | Recettes                   | Montant            | %             | Sollicité/Attribué |
|-------------------------------------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|---------------|--------------------|
| Travaux de reconstruction (17 lots)                   | 3 293 800 €        | Assureur SMACL (estimatif) | 2 000 000 €        | 50,0%         | A solliciter       |
| Phasage des travaux                                   | 170 000 €          | Etat                       | 200 000 €          | 5,0%          | A solliciter       |
| Etudes complémentaires (diagnostics et études de sol) | 73 170 €           | Région                     | 300 000 €          | 7,5%          | A solliciter       |
| Missions CSPS et CT                                   | 17 000 €           | Département                | 300 000 €          | 7,5%          | A solliciter       |
| OPC                                                   | 42 000 €           | AQTA                       | 300 000 €          | 7,5%          | A solliciter       |
| Honoraire MOE                                         | 237 553 €          | Ligue de tennis            | 100 000 €          | 2,5%          | A solliciter       |
| Imprévus (5 % coût travaux)                           | 165 000 €          | Auto-financement           | 798 523 €          | 20,0%         |                    |
| <b>Total dépenses</b>                                 | <b>3 998 523 €</b> | <b>Total recettes</b>      | <b>3 998 523 €</b> | <b>100,0%</b> |                    |



**Ci-dessous un tableau récapitulatif en dépenses d'investissement des budgets primitifs et des comptes administratifs de 2021 à 2025**

|                                         |                                                       | BP 2021             | CA 2021          | BP 2022             | CA 2022          | BP 2023              | CA 2023          | BP 2024              | CA 2024<br>Provisoire | BP 2025          |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------|-----------------------|------------------|
| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>  |                                                       | <b>10 973 682</b>   | <b>5 420 774</b> | <b>12 609 166</b>   | <b>8 180 227</b> | <b>13 566 005,55</b> | <b>6 774 583</b> | <b>11 560 459,00</b> | <b>8 936 081,25</b>   | <b>18 132 97</b> |
| <b>TOTAL MOUVEMENT REEL</b>             |                                                       | <b>9 067 422</b>    | <b>4 613 325</b> | <b>9 158 969</b>    | <b>7 475 174</b> | <b>10 893 492,65</b> | <b>5 996 213</b> | <b>10 787 459,00</b> | <b>8 163 081,25</b>   | <b>15 063 31</b> |
| 10                                      | DOTATIONS, FONDS DIVERS (FCTVA + taxe d'aménagement)  |                     |                  |                     |                  |                      |                  | 180 000,00           |                       | 60 00            |
| 16                                      | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                         | 1 557 056           | 1 554 631        | 1 450 000           | 1 586 897        | 1 824 414,49         | 1 867 483        | 1 579 000,00         | 1 579 000,00          | 2 732 75         |
| 204                                     | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES (subv asso et vélos) | 30 000              | 2 950            | 15 000              | 8 636            | 12 000,00            | 7 823            | 40 000,00            | 21 024,00             | 10 00            |
| 26                                      | PARTICIPAT. ET CREANCES RATTACHEES A PARTIC.          |                     |                  |                     | 1 000            | ,00                  | 500              | 22 000,00            | 11 505,00             |                  |
|                                         | <b>RAR</b>                                            | <b>631 514,87</b>   |                  | <b>830 289,93</b>   |                  | <b>1 565 756,16</b>  |                  | <b>1 103 801,00</b>  |                       | <b>1 100 00</b>  |
| <b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (DI)</b> |                                                       | <b>6 798 852</b>    | <b>3 055 744</b> | <b>6 863 679</b>    | <b>5 878 641</b> | <b>7 491 322,00</b>  | <b>4 120 406</b> | <b>7 862 658,00</b>  | <b>6 551 552,25</b>   | <b>11 160 56</b> |
| 13041                                   | HOTEL DIEU                                            | 110 000             | 33 600           | 25 250              | 7 800            | 14 700,00            | 0                | 60 800,00            | 905,00                | 380 80           |
| 13042                                   | RENOVATION DE L'EGLISE ST GILDAS                      |                     |                  |                     |                  |                      | 37 840           | 560 000,00           | 1 160 000,00          | 122 35           |
| 13017                                   | VRD - MOBILITE DOUCE (pistes cyclables)               | 385 000             | 105 015          | 375 000             | 194 860          | 500 000,00           | 522 675          |                      | 44 856,57             |                  |
| 13018                                   | COMPLEXE SPORTIF "LA FORÊT"                           | 354 047             | 177 624          | 270 000             | 307 198          | 1 700 000,00         | 338 494          | 1 966 094,00         | 2 980 000,00          | 3 020 00         |
| 13022                                   | VRD - AVENUE DE L'OCEAN                               | 575 000             | 14 373           | 1 300 000           | 306 376          | 378 000,00           | 486 257          |                      | 87 535,52             |                  |
| 13030                                   | SKATEPARK / PARC URBAIN                               | 100 000             | 32 776           | 129 000             | 28 231           | 772 000,00           | 317 979          | 620 000,00           | 355 897,13            | 50 00            |
| 13032                                   | HALLES MUNICIPALES                                    | 120 000             | 99 059           | 1 800 000           | 2 068 378        |                      | 163 397          |                      | 45 220,73             |                  |
| 13033                                   | COMPLEXE DU BEL AIR                                   |                     |                  | 47 000              | 42 870           |                      |                  |                      |                       | 60 00            |
| 13034                                   | CUISINE MUNICIPALE                                    | 50 000              | 48 720           | 37 500              | 23 950           | 100 000,00           | 122 448          | 1 250 000,00         | 42 557,11             | 1 620 00         |
| 13039                                   | FERME MUNICIPALE                                      |                     |                  |                     |                  | 180 000,00           | 16 783           | 150 000,00           | 37 424,94             | 120 00           |
| 13035                                   | RENOVATION CENTRE ATHENA                              | 80 000              | 39 600           | 113 000             | 21 540           | 135 000,00           | 116 783          | 390 000,00           | 204 232,15            | 500 00           |
| 13043                                   | RECONSTRUCTION TENNIS                                 |                     |                  |                     |                  |                      | 40 671           | 250 000,00           | 186 028,42            | 1 600 00         |
| 16005                                   | RESERVES FONCIERES                                    | 782 500             | 144 788          | 673 525             | 474 128          | 47 386,00            | 28 437           | 30 000,00            | 3 501,50              | 390 00           |
| 16012                                   | INFORMATIQUE                                          | 155 925             | 175 032          | 214 574             | 178 775          | 148 863,00           | 171 042          | 116 664,00           | 200 000,00            | 62 31            |
| 16013                                   | ACQ. VEHICULES                                        | 141 000             | 160 691          | 80 000              | 109 576          | 40 000,00            | 149 365          | 30 000,00            |                       |                  |
| 16015                                   | ECONOM. ENERGIE                                       | 230 000             | 12 676           |                     | 23 339           | 370 000,00           | 0                | 140 000,00           |                       | 150 00           |
| 16016                                   | ACCESSIBILITE                                         | 310 500             | 65 466           | 50 000              | 295 548          | 70 000,00            | 45 443           | 66 000,00            | 17 338,45             | 80 00            |
| 16017                                   | TVX INFRASTR. ET VRD                                  | 556 800             | 501 375          | 432 000             | 166 017          | 600 000,00           | 310 658          | 715 000,00           | 400 000,00            | 740 00           |
| 16019                                   | CULTURE (MATERIEL)                                    | 164 900             | 76 259           | 155 920             | 295 590          | 100 050,00           | 182 117          | 72 600,00            | 100 000,00            | 60 60            |
| 16022                                   | ENFANCE EDUCATION (TRAVAUX ECOLE ET MATERIEL)         | 192 648             | 137 900          | 149 610             | 114 491          | 102 823,00           | 50 341           | 325 300,00           | 55 000,00             | 436 10           |
| 16023                                   | SPORT (stade La Forêt, rénovation terrain ti coat)    | 1 050 000           | 557 361          | 131 500             | 123 005          | 348 000,00           | 303 463          | 24 500,00            | 210 000,00            | 643 40           |
| 16031                                   | TVX DIVERS BATIMENTS                                  | 57 000              | 48 717           | 241 000             | 193 922          | 253 500,00           | 379 721          | 285 700,00           | 200 000,00            | 380 00           |
| 16032                                   | BUDGET PARTICIPATIF                                   | 150 000             | 44 770           | 150 000             | 105 325          | 150 000,00           | 91 879           | 140 000,00           | 142 731,69            | 145 00           |
| 16034                                   | VRD - MOBILITE DOUCE (pistes cyclables)               |                     |                  |                     |                  |                      |                  | 670 000,00           | 78 323,04             | 600 00           |
| <b>TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE</b>          |                                                       | <b>623 000</b>      | <b>807 450</b>   | <b>773 000</b>      | <b>705 053</b>   | <b>773 000,00</b>    | <b>778 370</b>   | <b>773 000,00</b>    | <b>773 000,00</b>     | <b>923 00</b>    |
| 040                                     | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT (Régie)               | 523 000             | 665 149          | 673 000             | 437 576          | 673 000,00           | 299 873          | 523 000,00           | 523 000,00            | 523 00           |
| 041                                     | OPERATIONS PATRIMONIALES (études suivi de travaux)    | 100 000             | 142 301          | 100 000             | 267 477          | 100 000,00           | 478 497          | 250 000,00           | 250 000,00            | 400 00           |
| 001                                     | <b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE</b>               | <b>1 283 259,98</b> |                  | <b>2 677 197,36</b> |                  | <b>1 899 512,90</b>  |                  | <b>,00</b>           |                       | <b>2 146 65</b>  |

### 2.3.2.2 Le remboursement du capital de l'emprunt

Le remboursement du capital de l'emprunt s'élève à **1,58 M€** en 2024 (selon l'échéancier de la dette).

La commune comptabilise 16 emprunts en cours (13 à taux fixes et 3 à taux variables), et l'encours de la dette s'élève à **12,66 M€** au 31/12/2024.

## Encours de la dette au 31/12/2024

|      | Capital total amorti | Intérêts     | CRD fin d'exercice |
|------|----------------------|--------------|--------------------|
| 2024 | 1 577 247,25 €       | 361 520,37 € | 12 666 267,92 €    |
| 2025 | 1 607 752,94 €       | 279 712,24 € | 11 058 514,98 €    |
| 2026 | 1 517 067,11 €       | 247 019,42 € | 9 541 447,87 €     |
| 2027 | 1 441 236,37 €       | 213 168,64 € | 8 100 211,50 €     |
| 2028 | 1 252 257,37 €       | 181 115,09 € | 6 847 954,13 €     |
| 2029 | 1 142 485,51 €       | 152 243,77 € | 5 705 468,62 €     |
| 2030 | 953 179,68 €         | 129 517,37 € | 4 752 288,94 €     |
| 2031 | 857 394,67 €         | 110 468,11 € | 3 894 894,27 €     |
| 2032 | 754 216,47 €         | 92 409,83 €  | 3 140 677,80 €     |
| 2033 | 672 831,98 €         | 75 223,31 €  | 2 467 845,82 €     |
| 2034 | 648 188,99 €         | 60 329,03 €  | 1 819 656,83 €     |
| 2035 | 558 828,27 €         | 45 613,82 €  | 1 260 828,56 €     |
| 2036 | 562 411,67 €         | 31 274,67 €  | 698 416,89 €       |
| 2037 | 416 256,80 €         | 17 260,14 €  | 282 160,09 €       |
| 2038 | 170 241,76 €         | 6 310,64 €   | 111 918,33 €       |
| 2039 | 107 751,96 €         | 2 861,74 €   | 4 166,37 €         |
| 2040 | 4 166,37 €           | 29,51 €      | 0,00 €             |

### 2.4 La structure de la dette

#### Par type de taux

| Type de taux              | Nombre d'emprunts | CRD               | % par type de taux |
|---------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| Emprunts à taux fixes     | 13                | 11 662 439        | 92%                |
| Emprunts à taux variables | 3                 | 1 003 829         | 8%                 |
| <b>Total</b>              | <b>16</b>         | <b>12 666 268</b> | <b>100%</b>        |

#### Par établissement bancaire

| Type                                      | Référence                    | Capital restant dû     | Durée résiduelle | Taux                                                                | Prochaine échéance | Montant prochaine échéance | Année de réalisation | Montant initial | Risque de taux | CBC |
|-------------------------------------------|------------------------------|------------------------|------------------|---------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|-----------------|----------------|-----|
| <b>Prêteur: BANQUE POSTALE - 1 item</b>   |                              | <b>591 252,36 €</b>    |                  |                                                                     |                    |                            |                      |                 |                |     |
| Emprunt                                   | MON500805EUR                 | 591 252,36 €           | 2,75 ans         | Taux fixe à 2,38 %                                                  | 01/01/2025         | 51 197,32 €                | 2014                 | 2 284 000,00 €  | Fixe           | 1A  |
| <b>Prêteur: CACIB - 1 item</b>            |                              | <b>1 003 828,86 €</b>  |                  |                                                                     |                    |                            |                      |                 |                |     |
| Revolving                                 | 0900082_1                    | 1 003 828,86 €         | 14,50 ans        | Taux fixe à 4,68 %                                                  | 01/01/2025         | 68 832,00 €                | 2009                 | 1 500 000,00 €  | Fixe           | 1A  |
| <b>Prêteur: CAF - 2 items</b>             |                              | <b>148 000,00 €</b>    |                  |                                                                     |                    |                            |                      |                 |                |     |
| Emprunt                                   | 2010-250                     | 13 000,00 €            | 0,75 an          | Taux fixe à 0 %                                                     | 01/10/2025         | 13 000,00 €                | 2013                 | 200 000,00 €    | Fixe           | 1A  |
| Emprunt                                   | 2021_466                     | 135 000,00 €           | 9,33 ans         | Taux fixe à 0 %                                                     | 29/04/2025         | 13 500,00 €                | 2024                 | 135 000,00 €    | Fixe           | 1A  |
| <b>Prêteur: CREDIT AGRICOLE - 2 items</b> |                              | <b>386 745,42 €</b>    |                  |                                                                     |                    |                            |                      |                 |                |     |
| Emprunt                                   | 00036329943                  | 254 166,57 €           | 15,04 ans        | (Moyenne Euribor 3M + 0.6)-<br>Floor -0.6 sur Moyenne<br>Euribor 3M | 15/01/2025         | 6 729,30 €                 | 2010                 | 500 000,00 €    | Variable       | 1A  |
| Emprunt                                   | 36330087                     | 132 578,85 €           | 1,04 ans         | (Moyenne Euribor 3M + 0.4)-<br>Floor -0.4 sur Moyenne<br>Euribor 3M | 15/01/2025         | 27 060,83 €                | 2011                 | 1 500 000,00 €  | Variable       | 1A  |
| <b>Prêteur: CREDIT MUTUEL - 6 items</b>   |                              | <b>7 822 068,63 €</b>  |                  |                                                                     |                    |                            |                      |                 |                |     |
| Emprunt                                   | 0909 63322090 03 (01-réam)   | 147 889,44 €           | 1,75 ans         | Taux fixe à 2,51 %                                                  | 30/03/2025         | 21 660,68 €                | 2014                 | 895 331,86 €    | Fixe           | 1A  |
| Emprunt                                   | 0909 16332209 02             | 189 352,91 €           | 5,00 ans         | Taux fixe à 2,68 %                                                  | 30/03/2025         | 10 147,77 €                | 2014                 | 500 000,00 €    | Fixe           | 1A  |
| Emprunt                                   | DD085/6541                   | 725 479,72 €           | 6,83 ans         | Taux fixe à 0,91 %                                                  | 30/01/2025         | 26 773,44 €                | 2016                 | 1 500 000,00 €  | Fixe           | 1A  |
| Emprunt                                   | DD15303355                   | 776 013,25 €           | 9,91 ans         | Taux fixe à 0,49 %                                                  | 28/02/2025         | 19 891,40 €                | 2019                 | 1 150 000,00 €  | Fixe           | 1A  |
| Emprunt                                   | DD19453314                   | 2 450 000,00 €         | 12,75 ans        | Taux fixe à 0,88 %                                                  | 30/03/2025         | 55 390,00 €                | 2022                 | 3 000 000,00 €  | Fixe           | 1A  |
| Emprunt                                   | DD2138/289                   | 3 533 333,31 €         | 13,25 ans        | Taux fixe à 3,74 %                                                  | 30/03/2025         | 99 703,34 €                | 2023                 | 4 000 000,00 €  | Fixe           | 1A  |
| <b>Prêteur: SFIL - 2 items</b>            |                              | <b>1 569 012,93 €</b>  |                  |                                                                     |                    |                            |                      |                 |                |     |
| Emprunt                                   | MIN245624EUR                 | 634 012,84 €           | 4,00 ans         | Taux fixe à 3,94 %                                                  | 01/01/2025         | 40 826,28 €                | 2007                 | 2 245 000,00 €  | Fixe           | 1A  |
| Emprunt                                   | MPH521433EUR ex MPH519168EUR | 935 000,09 €           | 8,17 ans         | (Euribor 3M + 0.37)-Floor 0<br>sur Euribor 3M                       | 01/03/2025         | 36 068,12 €                | 2018                 | 1 700 000,00 €  | Variable       | 1A  |
| <b>Prêteur: SG - 2 items</b>              |                              | <b>1 145 359,72 €</b>  |                  |                                                                     |                    |                            |                      |                 |                |     |
| Emprunt                                   | CNE-6627731 - Consolidation  | 378 693,30 €           | 5,00 ans         | Taux fixe à 2,64 %                                                  | 31/03/2025         | 20 292,42 €                | 2014                 | 1 000 000,00 €  | Fixe           | 1A  |
| Emprunt                                   | 1282/001                     | 766 666,42 €           | 5,67 ans         | Taux fixe à 1,61 %                                                  | 28/02/2025         | 36 419,17 €                | 2015                 | 2 000 000,00 €  | Fixe           | 1A  |
|                                           |                              | <b>12 666 267,92 €</b> |                  |                                                                     |                    |                            |                      |                 |                |     |

### 3 - La prospective budgétaire

Il est tout d'abord rappelé que le Plan Pluriannuel des dépenses de fonctionnement (PPF) et d'Investissement (PPI) est un document de référence pour le Conseil municipal de la ville d'Aspreville, 18 décembre 2024

Il permet aux collectivités locales et territoriales de planifier leurs investissements à moyen ou long terme. Il consiste à tester la faisabilité des projets et à définir les priorités grâce à un plan d'investissements. **Il est donc évolutif en fonction de l'avancée des projets.**

C'est un outil qui permet d'obtenir une vision prospective et synthétique des finances de la collectivité.

### 3.1 Les prévisions d'évolution en fonctionnement de 2026 à 2028

#### En dépenses de fonctionnement :

- **Chapitre 011 des charges à caractère général :**

A compter de 2026, ce chapitre est construit avec une progression de **+0,5 % par an**. La Ville entend poursuivre ses efforts d'optimisation des dépenses, engagés dès 2023.

En 2026, ce chapitre prévoit une diminution car il n'y aura plus la location de la structure extérieure pour le tennis club (-120 K€) et il est également envisagé le transfert de la gestion de l'école de musique vers l'intercommunalité (-30 K€, hors charge de personnel).

- **Chapitre 012 des charges de personnel :**

A compter de 2026, ce chapitre est construit avec une progression de **+2,5 % par an**, pour notamment prendre en compte le GVT. En 2026, ce chapitre prévoit une diminution car il est envisagé le transfert de la gestion de l'école de musique vers l'intercommunalité qui devrait générer une baisse de 315 K€ des dépenses de personnel.

**Il est précisé que les 30 K€ de baisse au chapitre 011 et les 315 K€ de baisse au chapitre 012 sont bien comptabilisés en parallèle en baisse de l'attribution de compensation versée par AQTA (en recettes de fonctionnement) puisqu'il s'agit d'un transfert de charges.**

- **Chapitre 65 des autres charges courantes :**

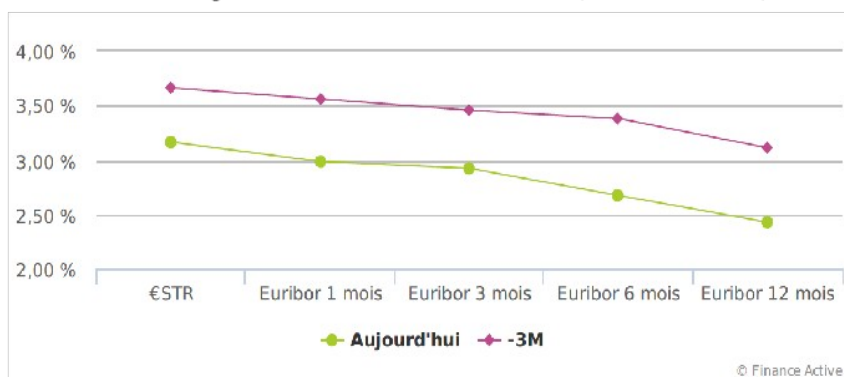
A compter de 2026, ce chapitre est prévu à hauteur de **2,25 M€ par an**, soit le montant proposé au vote du BP 2025.

Il est rappelé que depuis 2024, ce chapitre prend en compte **la couverture du déficit du budget annexe du SAAD (Service d'aide à domicile)** rattaché au CCAS. En 2025, la subvention d'équilibre à verser au CCAS (pour couvrir son propre déficit et celui du SAAD) est estimé à 563 K€. Le montant sera connu définitivement à la clôture de l'exercice 2024.

- **Chapitre 66 des autres charges financières :**

Ce chapitre est construit avec une prévision d'emprunt de **2,5 M€ en 2025 et de 2 M€ en 2026 et 2027**, sur la base d'emprunts réalisés à taux variable (Euribor 3 mois) dans la mesure où la baisse des taux d'intérêt, déjà amorcée en 2024, devrait se poursuivre en 2025. L'Euribor 3 mois est, en décembre 2024, d'environ 3 % hors marge bancaire.

Les échéances d'emprunt, qu'il s'agisse des intérêts de la dette en fonctionnement ou du remboursement du capital en investissement, ont ainsi été intégrés dans le PPF/PPI selon ces prévisions d'emprunts.



## En recettes de fonctionnement :

- **Chapitre 731 Fiscalité locale :**

En ce qui concerne les recettes de fonctionnement, après une augmentation de 3 points de la fiscalité en 2024 (soit +6,8%) générant pour la ville un produit fiscal supplémentaire de 618 K€, les valeurs locatives foncières, qui sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (novembre n-1 à novembre n), sont prévues par application d'un **coefficient de revalorisation forfaitaire des bases fiscales estimé à +1,7 % en 2025** (source INSEE\_novembre 2024). Ce taux d'inflation est également prévu pour les années 2026 à 2028.

A compter de 2026, il est également prévu un certain nombre d'opérations immobilières, qui vont générer un produit fiscal supplémentaire de taxes foncières, tels que les logements de l'Hôtel Dieu, les logements de la Madeleine, de Kerléano, Le Garrec et du Gumenen.

- **Chapitre 73 Impôts et taxes :**

Comme évoqué au préalable (chap. 011 et 012), l'attribution de compensation annuelle versée par AQTA, qui s'élevait jusqu'en 2024 à **2,17 M€**, sera diminuée des transferts de charges vers la l'intercommunalité, à savoir :

- la mutualisation du service DSI (3 postes transférés déduits au 012) : - **142 K€ à compter de 2025 (montant AC 2025 : 2,03 M€)**

- le transfert de l'école de musique vers AQTA : - 345 K€ de charges à compter de 2026 (- 30K€ au chap. 011 et -315 K€ au chap. 012) mais atténuées de -131 K€ de recettes en moins (inscriptions), soit une diminution de l'Attribution de compensation de - **214 K€ à compter de 2026 (montant AC 2026 : 1,81 M€)**.

- **Chapitre 74 Dotations et participations :**

La Dotation globale de fonctionnement (DGF) prévue en 2025, à hauteur du montant versé par l'État en 2024, soit **2,80 M€** est reconduite à hauteur du même montant pour les années suivantes 2026-2028. Pas d'augmentation prévue, maintien du montant de DGF.

- **Chapitre 77 Produits exceptionnels**

Si les cessions immobilières sont prévues en recettes d'investissement au chapitre 024, elles sont comptabilisées au compte administratif en recettes de fonctionnement au compte 775 (produits des cessions d'immobilisation) avec en parallèle des écritures d'ordre à passer.

Outre les cessions immobilières déjà évoquées dans le rapport d'orientations budgétaires (cession du Presbytère en 2024, cession prévisionnelle de la Maison Abbé Joseph Martin et du terrain Kerberdery en 2025, il est également prévu de céder les bâtiments Rollo et Redien, en 2027 et 2028).

### **3.2 Les prévisions d'évolution en investissement de 2026 à 2028**

## En dépenses d'investissement :

Les dépenses relatives aux projets d'équipement décidés par la Ville, sont prévues dans le Plan pluriannuel des dépenses d'investissement à hauteur de leur cadencement prévisionnel de mandatement.

Sur 6 ans, pour la période 2021-2026, le total des projets d'équipement s'élève à **38,51 M€**.

**2021(mandaté) : 3,05 M€**

**2022 (mandaté): 5,87 M€**

**2023 (mandaté): 4,12 M€**

**2024 (mandaté): 6,55 M€**

**2025 (prévisionnel): 11,16 M€**

**2026 (prévisionnel): 7,76 M€**

**Total 38,51 M€**

Ces projets sont financés par l'excédent annuel de fonctionnement transféré en investissement, par les subventions perçues sur les différents projets, et par le recours à l'emprunt. Comme évoqué au préalable, les échéances d'emprunt, qu'il s'agisse des intérêts de la dette en fonctionnement ou du remboursement du capital en investissement, ont été intégrés dans le PPF/PPI, pour les 3 emprunts envisagés en prospective (c'est à dire 2,5 M€ en 2025 et 2 M€ en 2026 et 2027).



### En recettes d'investissement :

Les subventions d'investissement sont sollicitées au fur et à mesure de l'avancée des projets. Il est rappelé que les projets doivent être à un stade suffisamment avancé pour l'obtention de subventions (Etat, Région, Département, AQA...).

Pour la période 2021-2026, le total des subventions déjà obtenues ou sollicitées s'élèvent à **10,89 M€** (soit en moyenne 30 % du montant des projets prévus en dépenses).

### 3.3 Structure de la dette

Dans le plan pluriannuel des dépenses d'investissement, il est prévu un emprunt de 2,5 M€ en 2025 et un emprunt de 2 M€ en 2026 et en 2027 (à taux variable Euribor 3 mois).

Ci-dessous, le capital restant dû simulé au 31 décembre de chaque année, par intégration de ces 3 emprunts prévisionnels.

**En début de mandat, le taux d'endettement (dette/recettes réelles de fonctionnement) de la ville était de 69 % en 2020, il sera de 65 % en 2026 (y compris avec les emprunts prévus en 2025 et 2026).**

| Avec simulations d'emprunts de :              |                      |              |                    |
|-----------------------------------------------|----------------------|--------------|--------------------|
| 2,5 M€ en 2025 (taux variable EURIBOR 3 mois) |                      |              |                    |
| 2,0 M€ en 2026 (taux variable EURIBOR 3 mois) |                      |              |                    |
| 2,0 M€ en 2027 (taux variable EURIBOR 3 mois) |                      |              |                    |
|                                               | Capital total amorti | Intérêts     | CRD fin d'exercice |
| 2024                                          | 1 577 247,25 €       | 361 520,37 € | 12 666 267,92 €    |
| 2025                                          | 1 732 752,95 €       | 333 603,28 € | 13 433 514,98 €    |
| 2026                                          | 1 783 733,78 €       | 349 577,04 € | 13 649 781,20 €    |
| 2027                                          | 1 841 236,36 €       | 368 813,96 € | 13 808 544,83 €    |
| 2028                                          | 1 685 590,69 €       | 343 071,70 € | 12 122 954,13 €    |
| 2029                                          | 1 575 818,83 €       | 303 636,00 € | 10 547 135,29 €    |
| 2030                                          | 1 386 513,00 €       | 270 620,18 € | 9 160 622,27 €     |
| 2031                                          | 1 290 727,99 €       | 240 818,13 € | 7 869 894,27 €     |
| 2032                                          | 1 187 549,79 €       | 211 763,62 € | 6 682 344,47 €     |
| 2033                                          | 1 106 165,30 €       | 182 466,48 € | 5 576 179,15 €     |
| 2034                                          | 1 081 522,31 €       | 155 243,93 € | 4 494 656,83 €     |
| 2035                                          | 992 161,59 €         | 127 540,83 € | 3 502 495,23 €     |
| 2036                                          | 995 744,99 €         | 99 646,59 €  | 2 506 750,22 €     |
| 2037                                          | 849 590,12 €         | 71 089,20 €  | 1 657 160,09 €     |
| 2038                                          | 603 575,08 €         | 45 675,11 €  | 1 053 585,00 €     |
| 2039                                          | 541 085,28 €         | 27 590,80 €  | 512 499,70 €       |
| 2040                                          | 312 499,68 €         | 11 604,17 €  | 200 000,00 €       |
| 2041                                          | 166 666,65 €         | 3 697,75 €   | 33 333,33 €        |
| 2042                                          | 33 333,33 €          | 240,04 €     | 0,00€              |

**Le plan pluriannuel des dépenses de fonctionnement et d'investissement est joint en annexe.**

**PLAN PLURIANNUEL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT  
BUDGET VILLE D'AURAY**

|                                                      | CA 2022           | CA 2023           | BP 2024           | CFU 2024          | BP 2025           | CFU 2025          | %<br>BP 25/24 | 2026              | 2027              | 2028              |
|------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>              | <b>18 743 319</b> | <b>18 814 791</b> | <b>24 887 707</b> | <b>20 259 214</b> | <b>25 576 890</b> | <b>20 895 890</b> | <b>2,8%</b>   | <b>20 334 215</b> | <b>20 670 940</b> | <b>20 971 103</b> |
| <b>TOTAL MOUVEMENT REEL</b>                          | <b>17 650 323</b> | <b>17 740 709</b> | <b>19 361 205</b> | <b>18 309 214</b> | <b>19 515 890</b> | <b>19 515 890</b> | <b>0,8%</b>   | <b>19 384 215</b> | <b>19 720 940</b> | <b>20 021 103</b> |
| 011 CHARGES A CARACTERES GENERAL                     | 4 640 927         | 4 365 443         | 5 148 039         | 4 800 000         | 5 173 779         | 5 173 779         | 0,5%          | 5 049 648         | 5 074 896         | 5 100 271         |
| 012 FRAIS DE PERSONNEL ET CHARGES ASSIMILEES         | 10 633 474        | 10 584 613        | 11 499 796        | 10 827 000        | 11 721 041        | 11 721 041        | 1,9%          | 11 699 067        | 11 991 544        | 12 291 332        |
| 014 ATTENUATIONS DE PRODUITS (Dégrèvements THTF)     | 17 381            | 5 976             | 10 000            | 5 694             | 10 000            | 10 000            | 0,0%          | 10 000            | 10 000            | 10 000            |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (subv)         | 2 089 400         | 2 421 665         | 2 313 120         | 2 300 000         | 2 249 720         | 2 249 720         | -2,7%         | 2 250 000         | 2 250 000         | 2 250 000         |
| 66 CHARGES FINANCIERES (intérêts de la dette + icne) | 241 487           | 348 563           | 368 000           | 366 520           | 339 000           | 339 000           | -7,9%         | 355 000           | 374 000           | 349 000           |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES (annulation de titres)    | 26 589            | 14 450            | 22 250            | 10 000            | 21 850            | 21 850            | -1,8%         | 20 000            | 20 000            | 20 000            |
| 68 DOTATIONS AUX PROVISIONS (pour la monétisation)   | 1 065             |                   |                   |                   | 500               | 500               |               | 500               | 500               | 500               |
| 022 DEPENSES IMPREVUES DE FONCTIONNEMENT             |                   |                   |                   |                   |                   |                   |               |                   |                   |                   |
| <b>TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE</b>                       | <b>1 092 997</b>  | <b>1 074 082</b>  | <b>5 526 502</b>  | <b>1 950 000</b>  | <b>6 061 000</b>  | <b>1 380 000</b>  | <b>9,7%</b>   | <b>950 000</b>    | <b>950 000</b>    | <b>950 000</b>    |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECT       | 1 092 997         | 1 074 082         | 1 950 000         | 1 950 000         | 1 380 000         | 1 380 000         | -29,2%        | 950 000           | 950 000           | 950 000           |
| 023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT           |                   |                   | 3 576 502,09      |                   | 4 681 000         |                   |               |                   |                   |                   |

|                                                                                                              | 20 198 070        | 21 137 719        | 24 887 707        | 23 538 381        | 25 576 890        | 23 294 301        | 2,8%         | 21 417 878        | 22 679 098        | 22 580 181        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>                                                                      | <b>20 198 070</b> | <b>21 137 719</b> | <b>24 887 707</b> | <b>23 538 381</b> | <b>25 576 890</b> | <b>23 294 301</b> | <b>2,8%</b>  | <b>21 417 878</b> | <b>22 679 098</b> | <b>22 580 181</b> |
| <b>TOTAL MOUVEMENT REEL</b>                                                                                  | <b>19 760 494</b> | <b>20 837 846</b> | <b>21 893 271</b> | <b>23 015 381</b> | <b>22 341 301</b> | <b>22 771 301</b> | <b>2,0%</b>  | <b>20 894 878</b> | <b>22 156 098</b> | <b>22 057 181</b> |
| 013 ATTENUATIONS DE CHARGES                                                                                  | 153 418           | 137 101           | 60 000            | 47 903            | 60 000            | 60 000            | 0,0%         | 100 000           | 100 000           | 100 000           |
| 70 PRODUITS DES SCES, DU DOMAINE (billetterie, ODP)                                                          | 1 644 660         | 1 715 877         | 1 702 920         | 1 650 000         | 1 455 590         | 1 455 590         | -14,5%       | 1 353 702         | 1 380 776         | 1 408 391         |
| <b>731 FISCALITE LOCALE</b>                                                                                  | <b>13 304 319</b> | <b>14 030 133</b> | <b>12 274 528</b> | <b>12 510 301</b> | <b>12 796 686</b> | <b>12 796 686</b> | <b>4,3%</b>  | <b>13 070 036</b> | <b>13 324 182</b> | <b>13 647 649</b> |
| 73111 - TF et TH                                                                                             | 9 527 300         | 10 196 258        | 10 904 528        | 11 140 301        | 11 314 686        | 11 314 686        | 3,8%         | 11 538 036        | 11 792 182        | 12 115 649        |
| 73... Autres impôts et taxes (TCFE, TLPE, Droit de mutation)                                                 | 1 603 970         | 1 498 734         | 1 370 000         | 1 370 000         | 1 482 000         | 1 482 000         | 8,2%         | 1 532 000         | 1 532 000         | 1 532 000         |
| <b>73 IMPOTS ET TAXES</b>                                                                                    |                   |                   | <b>2 335 141</b>  | <b>2 389 990</b>  | <b>2 247 560</b>  | <b>2 247 560</b>  | <b>-3,8%</b> | <b>2 033 560</b>  | <b>2 033 560</b>  | <b>2 033 560</b>  |
| 73211 - Attribution de compensation (AQTA)                                                                   | 2 173 049         | 2 172 874         | 2 172 874         | 2 172 491         | 2 030 061         | 2 030 061,00      | -6,6%        | 1 816 061,00      | 1 816 061,00      | 1 816 061,00      |
| 73212 - Dotation de solidarité communautaire (DSC-AQTA)                                                      |                   | 162 267           | 162 267           | 217 499           | 217 499           | 217 499           | 34,0%        | 217 499           | 217 499           | 217 499           |
| <b>74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS</b>                                                                        | <b>3 802 356</b>  | <b>4 654 622</b>  | <b>3 973 632</b>  | <b>4 011 997</b>  | <b>4 247 915</b>  | <b>4 247 915</b>  | <b>6,9%</b>  | <b>4 045 000</b>  | <b>4 045 000</b>  | <b>4 045 000</b>  |
| <b>741-DGF</b>                                                                                               | <b>2 767 447</b>  | <b>2 776 328</b>  | <b>2 780 000</b>  | <b>2 803 144</b>  | <b>2 800 000</b>  | <b>2 800 000</b>  | <b>0,7%</b>  | <b>2 800 000</b>  | <b>2 800 000</b>  | <b>2 800 000</b>  |
| 74111 - DGF-Dotation forfaitaire                                                                             | 1 567 299         | 1 568 413         | 1 570 000         | 1 571 046         | 1 570 000         | 1 570 000         | 0,0%         | 1 570 000,00      | 1 570 000,00      | 1 570 000,00      |
| 741123 - DGF-Dotation de solidarité urbaine (DSU)                                                            | 700 371           | 723 628           | 725 000           | 781 977           | 760 000           | 760 000           | 4,8%         | 760 000,00        | 760 000,00        | 760 000,00        |
| 741127 - DGF-Dotation Nationale de Péréquation (DNP)                                                         | 499 777           | 484 287           | 485 000           | 470 121           | 470 000           | 470 000           | -3,1%        | 470 000,00        | 470 000,00        | 470 000,00        |
| <b>74833 exo TF Allocations compensatrices versées par l'Etat au titre des exonérations qu'il a décidées</b> | <b>172 234</b>    | <b>192 413</b>    | <b>188 645</b>    | <b>203 866</b>    | <b>195 000</b>    | <b>195 000</b>    | <b>3,4%</b>  | <b>195 000</b>    | <b>195 000</b>    | <b>195 000</b>    |
| 74... : Autres subventions (Etat, Région, Département, CAF, FCTVA de fonct)                                  | 862 675           | 1 685 881         | 1 004 987         | 1 004 987         | 1 252 915         | 1 252 915         | 24,7%        | 1 050 000         | 1 050 000         | 1 050 000         |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (loyers)                                                              | 834 634           | 286 498           | 1 547 000         | 1 500 000         | 1 533 000         | 1 533 000         | -0,9%        | 280 000           | 280 000           | 280 000           |
| 76 PRODUITS FINANCIERS (intérêts liés aux parts sociales)                                                    | 30                | 50                | 50                | 77                | 50                | 50                |              | 80                | 80                | 80                |
| 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS                                                                                    | 10 602            | 13 565            |                   | 905 113           |                   | 430 000           |              | 12 000            | 992 000           | 542 000           |
| 775 - Produits de cessions d'immobilisations (sortie de biens de                                             | 9 239             | 13 105            |                   | 898 503           |                   | 430 000           |              | 10 000            | 990 000           | 540 000           |
| 773 - Mandats annulés sur exercices antérieurs                                                               | 1 363             | 460               |                   | 6 610             |                   | 0                 |              | 2 000             | 2 000             | 2 000             |
| 78 REPRISES SUR PROVISIONS                                                                                   | 10 474            |                   |                   |                   | 500               | 500               |              | 500               | 500               | 500               |

|                                               |  | CA 2022        | CA 2023        | BP 2024        | CFU 2024       | BP 2025        | CFU 2025       | % BP 25/24  | 2026           | 2027           | 2028           |
|-----------------------------------------------|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE</b>                |  | <b>437 576</b> | <b>299 873</b> | <b>523 000</b> | <b>523 000</b> | <b>523 000</b> | <b>523 000</b> | <b>0,0%</b> | <b>523 000</b> | <b>523 000</b> | <b>523 000</b> |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT (Régie)   |  | 437 576        | 299 873        | 523 000        | 523 000        | 523 000        | 523 000        | 0,0%        | 523 000        | 523 000        | 523 000        |
| 722 - Immobilisations corporelles (régie)     |  | 362 877        | 193 797        | 450 000        | 450 000        | 450 000        | 450 000        | 0,0%        | 450 000        | 450 000        | 450 000        |
| 77 - Autres produits exceptionnels (cessions) |  | 74 700         | 106 076        | 73 000         | 73 000         | 73 000         | 73 000         | 0,0%        | 73 000         | 73 000         | 73 000         |

|            |                                           |                     |                |                     |                  |                  |                     |  |                   |                   |                     |
|------------|-------------------------------------------|---------------------|----------------|---------------------|------------------|------------------|---------------------|--|-------------------|-------------------|---------------------|
| <b>002</b> | <b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE</b> | <b>1 522 081,44</b> | <b>148 508</b> | <b>2 471 436,09</b> | <b>2 471 436</b> | <b>2 712 589</b> | <b>2 712 588,85</b> |  | <b>334 796,97</b> | <b>724 648,69</b> | <b>1 487 034,39</b> |
|------------|-------------------------------------------|---------------------|----------------|---------------------|------------------|------------------|---------------------|--|-------------------|-------------------|---------------------|

| <b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>  |                                                                                                                                            | <b>8 180 227</b> | <b>6 774 583</b> | <b>11 560 459</b>   | <b>8 936 081</b> | <b>18 132 970</b> | <b>14 886 316</b> | <b>56,9%</b> | <b>10 214 188</b> | <b>6 495 314</b> | <b>7 808 590</b> |
|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|-------------------|-------------------|--------------|-------------------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL MOUVEMENT REEL</b>             |                                                                                                                                            | <b>7 475 174</b> | <b>5 996 213</b> | <b>10 787 459</b>   | <b>8 163 081</b> | <b>15 063 316</b> | <b>13 963 316</b> | <b>39,6%</b> | <b>9 541 188</b>  | <b>5 822 314</b> | <b>7 135 590</b> |
| 10                                      | DOTATIONS, FONDS DIVERS (FCTVA + taxe d'aménagement)                                                                                       |                  |                  | 180 000             |                  | 60 000            | 60 000            | -66,7%       | 60 000            | 60 000           | 60 000           |
|                                         | 10226 - Taxe d'aménagement                                                                                                                 |                  |                  | 180 000             | 153 843          | 60 000            | 60 000            | -66,7%       | 60 000            | 60 000           | 60 000           |
| 16                                      | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                                                                                                              | 1 586 897        | 1 867 483        | 1 579 000           | 1 579 000        | 2 732 753         | 2 732 753         | 73,1%        | 1 704 000         | 1 841 237        | 1 685 590        |
|                                         | 164 - Emprunts en euros (remboursement du capital de la dette)                                                                             | 1 586 897        | 1 867 483        | 1 579 000           | 1 579 000        | 1 732 753         | 1 732 753,00      | 9,7%         | 1 783 734         | 1 841 237        | 1 685 590        |
|                                         | 16449 - Tirage sur ligne de trésorerie                                                                                                     |                  |                  |                     |                  | 1 000 000         | 1 000 000,00      |              |                   |                  |                  |
| 204                                     | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES (subv asso e)                                                                                             | 8 636            | 7 823            | 40 000              | 21 024           | 10 000            | 10 000            | -75,0%       | 10 000            | 10 000           | 10 000           |
| 26                                      | PARTICIPAT. ET CREANCES RATTACHEES A PARTIC.                                                                                               | 1 000            | 500              | 22 000              | 11 505           |                   |                   |              |                   |                  |                  |
|                                         | <b>RAR Dépenses</b>                                                                                                                        |                  |                  | <b>1 103 801,00</b> |                  | <b>1 100 000</b>  |                   |              |                   |                  |                  |
| <b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (DI)</b> |                                                                                                                                            | <b>5 878 641</b> | <b>4 120 406</b> | <b>7 862 658</b>    | <b>6 551 552</b> | <b>11 160 563</b> | <b>11 160 563</b> |              | <b>7 767 188</b>  | <b>3 911 077</b> | <b>5 380 000</b> |
| 13041                                   | HOTEL DIEU – Aménagement et construction de logements                                                                                      | 7 800            |                  | 60 800              | 905              | 380 800           | 380 800           |              | 120 000           | 120 000          |                  |
| 13014                                   | GARDERIE DU LOCH ET BEFFROI ST GILDAS                                                                                                      | 325 197          | 129 971          |                     |                  |                   | 0                 |              |                   |                  |                  |
| 13042                                   | RENOVATION DE L'EGLISE ST GILDAS                                                                                                           |                  | 37 840           | 560 000             | 1 160 000        | 122 353           | 122 353           |              |                   |                  |                  |
| 13017                                   | VRD - MOBILITE DOUCE (avenue de l'Océan)                                                                                                   | 194 860          | 522 675          |                     | 44 857           |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 16034                                   | VRD - MOBILITE DOUCE (pistes cyclables)                                                                                                    |                  |                  | 670 000             | 78 323           | 600 000           | 600 000           |              | 500 000           | 315 581          |                  |
| 13022                                   | VRD - AVENUE DE L'OCEAN                                                                                                                    | 306 376          | 486 257          |                     | 87 536           |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 13018                                   | COMPLEXE SPORTIF "LA FORÊT"                                                                                                                | 307 198          | 338 494          | 1 966 094           | 2 980 000        | 3 020 000         | 3 020 000         |              | 277 383           |                  |                  |
| 13021                                   | RESTRUCTURATION LOCAUX HOTEL DE VILLE                                                                                                      |                  |                  |                     |                  |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 13023                                   | PLAN D'ECHANGE MULTIMODAL - PEM GARE D'AURA                                                                                                | 24 988           |                  |                     |                  |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 13026                                   | PISTE D'ATHLETISME LOCH                                                                                                                    |                  |                  |                     |                  |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 13027                                   | AMENAGEMENT DE LA PLACE DE LA REPUBLIQUE                                                                                                   |                  |                  |                     |                  |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 13028                                   | EAUX PLUVIALES BASSIN DU RECLUS                                                                                                            |                  |                  |                     |                  |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 13030                                   | SKATEPARK / PARC URBAIN                                                                                                                    | 28 231           | 317 979          | 620 000             | 355 897          | 50 000            | 50 000            |              |                   |                  |                  |
|                                         | <i>Fin d'opération : RAR 2024/2025</i>                                                                                                     |                  |                  |                     |                  |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 13031                                   | VIDEO PROTECTION                                                                                                                           | 0                |                  |                     |                  |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 13032                                   | HALLES MUNICIPALES                                                                                                                         | 2 068 378        | 163 397          |                     | 45 221           |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 16033                                   | DEMOLITION, MISE EN SECURITE TENNIS                                                                                                        | 222 254          | 67 794           |                     |                  |                   |                   |              |                   |                  |                  |
| 13043                                   | RECONSTRUCTION TENNIS                                                                                                                      |                  | 40 671           | 250 000             | 186 028          | 1 600 000         | 1 600 000         |              | 2 000 000         | 971 528          |                  |
| 13033                                   | COMPLEXE DU BEL AIR<br>Complexe du Bel air – Construction d'une salle de gym, d'une salle de boxe, d'un mur d'escalade et du Centre social | 42 870           |                  |                     |                  | 60 000            | 60 000            |              | 250 000           | 250 000          | 4 240 000        |
| 13034                                   | CUISINE MUNICIPALE                                                                                                                         | 23 950           | 122 448          | 1 250 000           | 42 557           | 1 620 000         | 1 620 000         |              | 1 319 805         |                  |                  |
| 13039                                   | FERME MUNICIPALE                                                                                                                           |                  | 16 783           | 150 000             | 37 425           | 120 000           | 120 000           |              | 50 000            |                  |                  |
| 13035                                   | RENOVATION CENTRE ATHENA                                                                                                                   | 21 540           | 116 783          | 390 000             | 204 232          | 500 000           | 500 000           |              | 2 300 000         | 628 168          |                  |

|                                        |                                                         | CA 2022             | CA 2023             | BP 2024           | CFU 2024         | BP 2025           | CFU 2025            | %<br>BP 25/24 | 2026                | 2027                | 2028                |
|----------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|------------------|-------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 13036                                  | GARDERIE ROLLO                                          |                     |                     |                   |                  |                   |                     |               |                     |                     |                     |
| 13037                                  | CENTRE SOCIAL                                           |                     |                     |                   |                  |                   |                     |               |                     |                     |                     |
| 13038                                  | CHAPELLE SAINT ESPRIT ET SES ABORDS                     |                     |                     |                   |                  |                   |                     |               |                     | 100 000             | 300 000             |
| 16005                                  | ETUDES ET OPERATIONS FONCIERES                          | 474 128             | 28 437              | 30 000            | 3 502            | 390 000           | 390 000             |               | 40 000              | 475 800             | 40 000              |
| 16012                                  | INFORMATIQUE                                            | 178 775             | 171 042             | 116 664           | 200 000          | 62 310            | 62 310              |               | 100 000             | 100 000             | 100 000             |
| 16013                                  | ACQ. VEHICULES                                          | 109 576             | 149 365             | 30 000            |                  |                   |                     |               | 30 000              | 30 000              | 30 000              |
| 16015                                  | ECONOM. ENERGIE                                         | 23 339              |                     | 140 000           |                  | 150 000           | 150 000             |               | 100 000             | 100 000             |                     |
| 16016                                  | ACCESSIBILITE                                           | 295 548             | 45 443              | 66 000            | 17 338           | 80 000            | 80 000              |               | 80 000              | 80 000              | 80 000              |
| 16017                                  | TVX INFRASTR. ET VRD                                    | 166 017             | 310 658             | 715 000           | 400 000          | 740 000           | 740 000             |               | 300 000             | 300 000             | 300 000             |
| 16018                                  | MATERIELS MOBIL DIVERS                                  | 154 873             |                     |                   |                  |                   |                     |               |                     |                     |                     |
| 16019                                  | CULTURE (MATERIEL ET TRAVAUX)                           | 295 590             | 182 117             | 72 600            | 100 000          | 60 600            | 60 600              |               | 50 000              | 50 000              | 50 000              |
| 16020                                  | PATRIMOINE                                              |                     |                     |                   |                  |                   |                     |               |                     |                     |                     |
| 16021                                  | VIE ASSOCIATIVE                                         |                     |                     |                   |                  |                   |                     |               |                     |                     |                     |
| 16022                                  | ENFANCE EDUCATION (TRAVAUX ECOLE ET MATERIEL) (RAR)     | 114 491             | 50 341              | 325 300           | 55 000           | 436 100           | 436 100             |               | 50 000              | 50 000              | 50 000              |
| 16023                                  | SPORT (stade La Forêt, stade d'athlétisme, tennis club) | 123 005             | 303 463             | 24 500            | 210 000          | 643 400           | 643 400             |               | 50 000              | 50 000              | 50 000              |
| 16024                                  | JEUNESSE                                                | 20 609              |                     |                   |                  |                   |                     |               |                     |                     |                     |
| 16025                                  | ATTRACTIVITE TOURISTIQUE                                |                     |                     |                   |                  |                   |                     |               |                     |                     |                     |
| 16026                                  | ESPACE JEUNESSE                                         |                     |                     | 0                 |                  |                   |                     |               |                     |                     |                     |
| 16031                                  | TVX ET MATERIELS DIVERS                                 | 193 922             | 379 721             | 285 700           | 200 000          | 380 000           | 380 000             |               | 150 000             | 150 000             |                     |
| 16032                                  | BUDGET PARTICIPATIF                                     | 105 325             | 91 879              | 140 000           | 142 732          | 145 000           | 145 000             |               | 0                   | 140 000             | 140 000             |
| <b>TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE</b>         |                                                         | <b>705 053</b>      | <b>778 370</b>      | <b>773 000</b>    | <b>773 000</b>   | <b>923 000</b>    | <b>923 000</b>      |               | <b>673 000</b>      | <b>673 000</b>      | <b>673 000</b>      |
| 040                                    | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT (Régie)                 | 437 576             | 299 873             | 523 000           | 523 000          | 523 000           | 523 000             |               | 523 000             | 523 000             | 523 000             |
| 041                                    | OPERATIONS PATRIMONIALES (études suivi de travaux)      | 267 477             | 478 497             | 250 000           | 250 000          | 400 000           | 400 000             |               | 150 000             | 150 000             | 150 000             |
| <b>001</b>                             | <b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE</b>                 | <b>2 677 197,36</b> | <b>1 899 512,90</b> |                   |                  | <b>2 146 654</b>  | <b>2 146 654,14</b> |               | <b>4 776 203,00</b> | <b>693 810,94</b>   | <b>1 245 772,69</b> |
| <b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |                                                         | <b>8 957 911</b>    | <b>9 898 446</b>    | <b>12 560 459</b> | <b>5 565 078</b> | <b>18 132 970</b> | <b>12 256 767</b>   |               | <b>14 296 580</b>   | <b>5 943 352</b>    | <b>6 225 619</b>    |
| <b>TOTAL MOUVEMENT REEL</b>            |                                                         | <b>7 597 438</b>    | <b>8 345 866</b>    | <b>5 559 607</b>  | <b>3 365 078</b> | <b>11 671 970</b> | <b>10 476 767</b>   |               | <b>13 196 580</b>   | <b>4 843 352</b>    | <b>5 125 619</b>    |
| 024                                    | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS                 |                     |                     | 1 210 000         |                  | 430 000           |                     |               |                     |                     |                     |
| 10                                     | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                     | 4 001 801           | 3 824 089           | 730 000           | 730 000          | 3 818 014         | 3 818 014,14        |               | 6 334 945,06        | 1 824 224,24        | 1 889 448,39        |
|                                        | 10222 - FCTVA                                           | 320 493             | 835 229             | 580 000           | 580 000          | 630 000           | 630 000             |               | 1 408 742           | 980 413             | 493 676             |
|                                        | 10228 - Taxe d'aménagement                              | 176 831             | 160 536             | 150 000           | 150 000          | 150 000           | 150 000,00          |               | 150 000,00          | 150 000,00          | 150 000,00          |
|                                        | <b>1068 - Excédents de fonctionnement capitalisés</b>   | <b>3 504 477</b>    | <b>2 828 324</b>    |                   |                  | <b>3 038 014</b>  | <b>3 038 014,14</b> |               | <b>4 776 203,00</b> | <b>693 810,94</b>   | <b>1 245 772,69</b> |
| 13                                     | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (amendes de police)        | 88 834              | 109 979             | 100 000           | 166 447          | 120 000           | 120 000             |               | 120 000             | 120 000             | 120 000             |
| <b>16</b>                              | <b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>                    | <b>3 000 000,00</b> | <b>4 000 000</b>    | <b>0</b>          | <b>135 000</b>   | <b>4 156 563</b>  | <b>3 500 000,00</b> |               | <b>2 000 000,00</b> | <b>2 000 000,00</b> | <b>0,00</b>         |
|                                        | 1641 - Emprunts en euros (emprunt d'équilibre)          | 3 000 000,00        | 4 000 000           |                   | 135 000          | 3 156 563         | 2 500 000,00        |               | 2 000 000           | 2 000 000           |                     |
|                                        | 16449 - Tirage sur ligne de trésorerie                  |                     |                     |                   |                  | 1 000 000         | 1 000 000,00        |               |                     |                     |                     |
|                                        | <b>RAR Recettes</b>                                     |                     |                     | <b>940 657</b>    |                  | <b>108 640</b>    |                     |               |                     |                     |                     |

|                                         |                                                                                                                                     | CA 2022          | CA 2023          | BP 2024             | CFU 2024         | BP 2025          | CFU 2025         | %<br>BP 25/24 | 2026             | 2027             | 2028             |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|------------------|------------------|---------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (RI)</b> |                                                                                                                                     | <b>506 803</b>   | <b>411 799</b>   | <b>2 578 950</b>    | <b>2 333 631</b> | <b>3 038 753</b> | <b>3 038 753</b> |               | <b>4 741 635</b> | <b>899 128</b>   | <b>3 116 171</b> |
| 13041                                   | HOTEL DIEU                                                                                                                          |                  |                  | 105 375             |                  | 105 375          | 105 375          |               | 245 875          |                  |                  |
| 13014                                   | GARDERIE DU LOCH ET BEFFROI ST GILDAS                                                                                               | 20 339           | 31 930           |                     | 291 929          |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 13042                                   | RENOVATION DE L'EGLISE ST GILDAS                                                                                                    |                  |                  | 247 500             | 229 430          | 495 658          | 495 658          |               |                  |                  |                  |
| 13017                                   | VRD - MOBILITE DOUCE (avenue de l'Océan)                                                                                            | 110 842          | 110 270          |                     | 104 244          |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 16034                                   | VRD - MOBILITE DOUCE (pistes cyclables)                                                                                             |                  |                  | 281 500             | 71 500           | 67 500           | 67 500           |               | 287 500          | 130 000          |                  |
| 13018                                   | COMPLEXE SPORTIF "LA FORÉT"                                                                                                         |                  | 90 000           | 970 800             | 734 550          | 1 184 550        | 1 184 550        |               | 2 351 900        |                  |                  |
| 13022                                   | VRD - AVENUE DE L'OCEAN                                                                                                             |                  |                  |                     | 134 060          |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 13026                                   | PISTE D'ATHLETISME LOCH                                                                                                             | 44 167           | 100 000          |                     |                  |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 13027                                   | AMENAGEMENT DE LA PLACE DE LA REPUBLIQUE                                                                                            |                  |                  |                     |                  |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 13030                                   | SKATEPARK / PARC URBAIN                                                                                                             |                  |                  | 357 750             | 273 412          | 84 338           | 84 338,00        |               |                  |                  |                  |
| 13032                                   | HALLS MUNICIPALES                                                                                                                   | 171 375          | 5 554            |                     | 399 875          |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 13033                                   | COMPLEXE SPORTIF DU BEL AIR                                                                                                         |                  |                  |                     |                  |                  |                  |               |                  |                  | 870 000          |
| 13034                                   | CUISINE MUNICIPALE                                                                                                                  |                  |                  | 345 000             | 63 076           | 306 758          | 306 758,00       |               | 875 460          |                  |                  |
| 13035                                   | RENOVATION CENTRE ATHENA                                                                                                            |                  |                  |                     |                  | 175 339          | 175 339          |               |                  | 409 128          | 1 766 171        |
| 13036                                   | GARDERIE ROLLO                                                                                                                      |                  |                  |                     |                  |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 13043                                   | RECONSTRUCTION TENNIS                                                                                                               |                  |                  |                     |                  |                  |                  |               | 360 000          | 360 000          | 480 000          |
| 16005                                   | ETUDES ET OPERATIONS FONCIERES                                                                                                      |                  |                  |                     |                  | 166 100          | 166 100          |               | 370 900          |                  |                  |
| 16012                                   | SYSTEME D'INFORMATION                                                                                                               | 10 000           |                  | 10 000              |                  |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 16015                                   | ECONOM. ENERGIE                                                                                                                     |                  |                  | 21 096              |                  | 21 096           | 21 096           |               |                  |                  |                  |
| 16016                                   | ACCESSIBILITE                                                                                                                       |                  | 47 714           |                     |                  |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 16017                                   | TVX INFRASTR. ET VRD<br>- PONT ANNE DE BRETAGNE                                                                                     |                  |                  | 200 000             | 10 315           | 100 000          | 100 000          |               |                  |                  |                  |
| 16018                                   | MATERIELS MOBIL DIVERS                                                                                                              |                  |                  |                     |                  |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 16019                                   | CULTURE                                                                                                                             | 1 901            | 7 642            | 5 300               | 5 300            | 18 100           | 18 100           |               |                  |                  |                  |
| 16020                                   | PATRIMOINE                                                                                                                          |                  |                  |                     |                  |                  |                  |               |                  |                  |                  |
| 16022                                   | ENFANCE EDUCATION                                                                                                                   |                  | 18 689           | 18 689              |                  | 28 689           | 28 689           |               |                  |                  |                  |
| 16023                                   | SPORT (ty coat, stade la forêt, tennis club)                                                                                        | 148 180          |                  |                     |                  | 250 000          | 250 000          |               |                  |                  |                  |
| 16031                                   | TVX DIVERS BATIMENTS                                                                                                                |                  |                  | 15 940              | 15 940           | 35 250           | 35 250           |               |                  |                  |                  |
| <b>TOTAL MOUVEMENT D'ORDRE</b>          |                                                                                                                                     | <b>1 360 473</b> | <b>1 552 579</b> | <b>5 776 502</b>    | <b>2 200 000</b> | <b>6 461 000</b> | <b>1 780 000</b> |               | <b>1 100 000</b> | <b>1 100 000</b> | <b>1 100 000</b> |
| 040                                     | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECT                                                                                          | 1 092 997        | 1 074 082        | 1 950 000           | 1 950 000        | 1 380 000        | 1 380 000        |               | 950 000          | 950 000          | 950 000          |
| 041                                     | OPERATIONS PATRIMONIALES (études suivi de travaux)                                                                                  | 267 477          | 478 497          | 250 000             | 250 000          | 400 000          | 400 000          |               | 150 000          | 150 000          | 150 000          |
| 021                                     | <b>VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>                                                                                     |                  |                  | <b>3 576 502</b>    |                  | <b>4 681 000</b> |                  |               |                  |                  |                  |
| 001                                     | <b>EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE</b>                                                                                            |                  |                  | <b>1 224 349,47</b> | <b>1 224 349</b> |                  |                  |               |                  |                  |                  |
|                                         | <i>Dépenses nettes réelles de fonctionnement pour calcul CAF</i>                                                                    | 17 478 458,48    | 17 597 632       |                     | 18 255 617       |                  | 19 445 390       |               | 19 273 715       | 19 610 440       | 19 910 603       |
|                                         | <i>Recettes nettes réelles de fonctionnement pour calcul CAF</i>                                                                    | 19 932 857,66    | 20 875 461       |                     | 22 513 281       |                  | 22 720 801       |               | 21 224 378       | 21 505 598       | 21 856 681       |
|                                         |                                                                                                                                     | <b>2022</b>      | <b>2 023</b>     |                     | <b>2 024</b>     |                  | <b>2025</b>      |               | <b>2026</b>      | <b>2027</b>      | <b>2028</b>      |
|                                         | <b>CAF BRUTE</b><br>(Recettes nettes réelles de fonct. - Dépenses nettes réelles de fonct. - produit de cession + travaux en régie) | <b>2 454 399</b> | <b>3 277 829</b> |                     | <b>4 257 664</b> |                  | <b>3 275 411</b> |               | <b>1 950 663</b> | <b>1 895 158</b> | <b>1 946 078</b> |
|                                         | <b>CAF NETTE</b><br>(CAF Brute - Remboursement en capital de l'emprunt)                                                             | <b>870 152</b>   | <b>1 412 996</b> |                     | <b>2 681 314</b> |                  | <b>542 658</b>   |               | <b>246 663</b>   | <b>53 921</b>    | <b>260 488</b>   |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

**INTERVENTIONS :**

**Françoise NAEL**

Vous ne serez pas étonnés si je vous dis ce soir que nous ne sommes pas en total accord avec vos orientations politiques. Nous ne reviendrons pas en détail sur les chiffres, nous saluons les efforts faits par chacun des services pour contenir les dépenses de fonctionnement. Vos orientations sont pour nous incohérentes et désorganisées. Sur la sécurité alimentaire, depuis l'acquisition de la ferme il y a plus de 3 ans, nos enfants sont toujours servis par la cuisine centrale de Lorient. Depuis votre élection, la cuisine centrale prévue à Auray est toujours sous terre, avec un recours contentieux que vous comptez contourner sans attendre la décision du Tribunal. Des embauches par contre bien présentes : un maraîcher sans culture, un cuisinier sans cuisine, 7 postes pour la cuisine centrale inexistante, mais qui viennent gonfler les dépenses de fonctionnement. Pour ce qui concerne le partage équitable de l'espace public et de la sécurité routière, les aménagements sur l'avenue De Gaulle n'ont en rien réduit la vitesse. Cette rue est encore plus accidentogène qu'avant avec les priorités à droite. L'accompagnement des enfants et des jeunes vers la citoyenneté active : en supprimant le Conseil Municipal des Enfants pour un Conseil Citoyen des Enfants. Nous ne validons pas. Nous devons apprendre aux enfants ce qu'est l'engagement, le droit de vote, les responsabiliser par rapport à leur devoir de citoyen. Sur votre politique sportive, quid de la pérennisation des emplacements de la boxe et du PLA, structures que vous avez louées et que vous envisagez d'acheter ? Quel bon calcul. Il serait d'ailleurs intéressant d'en connaître le coût de fonctionnement, notamment pour les fluides. Votre projet Bel Air est un projet surdimensionné de 13 millions d'euros, projet déraisonnable et in finançable à notre sens. Et vous lancez ce projet en fin de mandat. Ça n'est pas responsable. Auray commune des solidarités : vous parlez des poursuites des dispositifs d'aller vers en partenariat avec des acteurs du territoire que nous validons. Cependant je profite de ce sujet pour évoquer la situation d'une personne ou plusieurs peut-être qui vit sous le porche de l'ancienne entrée de la chapelle de Saint Esprit. Je me permets d'en parler ce soir car je vous ai fait deux mails qui sont restés sans réponse. Etes-vous allé vers ces personnes ? D'une part, on ne peut pas tolérer qu'un bâtiment public soit squatté et d'autre part, on doit s'inquiéter de la situation de ces personnes qui vivent dans un bâtiment public non adapté à leur situation. Sur la tranquillité publique, vous avez remplacé le dispositif "Voisin vigilant" en 2021 par des permanences de proximité qui ont été éphémères et qui n'existent plus à priori. Vous programmez un redéploiement des caméras de vidéoprotection. On espère que cela va enfin se concrétiser puisque ça fait quelques années que vous en parlez sans rien faire. On s'inquiète. Une ville attractive et vivante : une seule ligne, un seul petit paragraphe dans votre ROB. Cela montre l'intérêt réellement porté par la majorité pour la vitalité et l'attractivité de la Ville. Je ne reviens pas sur vos choix de circulation, sur vos choix de réduire l'entretien des voiries, le balayage dans la Ville qui est en contradiction avec vos propos sur l'attractivité. Il y aurait encore beaucoup à dire. Vous avez présenté au dernier Conseil Municipal une analyse rétrospective 2023 correcte, mais en fait, Madame le Maire, Mesdames et Messieurs les Adjoints et Conseillers Municipaux, c'est un chèque en blanc que vous signez pour les années à venir. Nous pensons que vous gaspillez l'argent du contribuable avec des projets que nous ne soutenons pas et qu'une grande partie des alréens ne soutiennent pas. Il serait peut-être bien de redescendre de l'idéologie au terrain alréen.

**Benoît GUYOT**

Il est clair que ce budget est comme vous l'avez dit le dernier gros budget et d'ailleurs ça se voit. Quand on pense qu'en 2021 le budget était de 3 millions d'euros en investissement et qu'on arrive à 11,5 millions d'euros, on se rend bien compte qu'on se rapproche des élections et qu'évidemment il est l'heure de penser aux gens qui ont voté pour vous et de mettre en place tous les projets qui étaient quand même assez nombreux. Évidemment ce budget, si vous le faites à fond, on va avoir un petit problème au niveau de la CAF nette puisqu'on va se retrouver avec une CAF nette de 541 000 €, ce qui est vraisemblablement la pire des CAF nette depuis longtemps ou en tous cas avant 2020, c'est absolument certain. C'est quand même inquiétant pour la prochaine équipe. Si jamais vous le faites maintenant, on peut se dire que vous n'irez pas au bout de tous les projets et que forcément cette capacité d'autofinancement va remonter comme elle a remonté cette année par exemple. Nous sommes plutôt inquiets sur 2025 et 2026, c'est à dire clairement pour la prochaine équipe. Peut-être que ce sera la vôtre ou peut-être que ce sera une autre équipe, peu importe c'est la Ville d'Auray qui compte. Ce n'est pas ce que je pense moi ou quelqu'un d'autre. Est-ce que cette Ville va pouvoir faire face à aux défis qui sont quand même très nombreux ? Vous avez nommé certains de vos projets qui sont réellement intéressants. Je pense à Athéna notamment puisqu'il faut absolument qu'Athéna soit remise en place. Évidemment, c'est un projet qui va avoir un coût énorme. Le projet du Bel Air ne figure pas dans ce Débat d'Orientations Budgétaires que nous avons aujourd'hui. Mais par contre, c'est un peu regrettable que l'adjoint aux sports se livre dans les journaux et sort des chiffres qui font très peur. Entre les 12/13 millions d'euros d'Athéna et les 12/13 millions d'euros du projet du Bel Air, je ne sais pas comment on va faire. Moi personnellement je n'ai pas d'idée. Et puis pour l'instant, on va se dire qu'on a une situation qui est plutôt correcte grâce aux ventes de biens de la Ville et grâce aussi à l'augmentation des impôts. Il est clair que l'année prochaine vous n'allez pas augmenter les impôts, ce serait se tirer une balle dans le pied. Et puis il ne reste peut-être plus tant que ça de biens à vendre. Ça aussi on ne pourra plus faire. J'ai une question au sujet du parc urbain. Il me semble qu'on parlait d'un parc avec bien sûr le Skatepark qui est fini et qui est une réussite. Mais j'avais compris lors d'une présentation en 2021 ou 2022 qu'il y avait le projet d'avoir une conciergerie notamment et qu'il y avait un projet qui était quand même beaucoup plus large. J'ai l'impression, en relisant le budget, que tout ce projet qui a été étudié et qui nous a été présenté en long et en large, a été mis de côté, mais c'est peut-être une erreur. Monsieur Kergosien vous avez parlé de la tranquillité publique. Quand on voit qu'il y a une augmentation de 30% de dommages aux biens, ça fait un peu peur. Et c'est vrai que dans mon quartier également, nous en sommes tous pratiquement témoins. Des problèmes de deals, de drogue, ça fait peur pour une ville comme Auray qui est une ville que l'on pourrait considérer comme une ville raisonnable en taille, avec quand même une capacité de bien vivre. Je doute que vous en soyez responsable, on est bien d'accord, je ne vous accuse pas d'être responsable de ce qui se passe mais néanmoins il faut rester les yeux ouverts et ne pas se dire que tout marche bien. Il y a quand même des petites choses qui ne vont pas bien. Concernant la ferme, vous savez bien que notre liste n'est pas forcément très optimiste là-dessus. Nous aimerions bien savoir combien de tonnes ou de kilos on a fait parce qu'à un moment donné il va falloir nourrir les enfants et les personnes qui vont dépendre de cette ferme. Or j'ai la vague impression, mais peut-être que là encore je n'ai pas toutes les informations, que la ferme ne produit pas grand-chose. Concernant la voirie, cela reste quand même un sacré problème. Je passe sur l'avenue Kerroux tous les jours, et je me dis que l'on va avoir une super salle de tennis et une rue complètement défoncée pour y aller. Toutes ces choses qui sont quand même importantes pour les alréens nous posent question et surtout pour l'avenir, en sachant que de toute façon, tout ne sera pas réglé en une année et qu'il en faudra beaucoup plus.



## **Marc MAHE**

Je vais forcément reprendre un certain nombre des points qui ont été évoqués précédemment. Vous ne serez pas étonnés que nous voterons contre ces orientations budgétaires parce que nous estimons qu'elles sont trop marquées idéologiquement. Il y a effectivement cet achat de ferme municipale pour 461 000 € et qui ne pourra pas de toute manière produire une grande diversité de produits. Donc il faudra bien faire appel à d'autres producteurs bio. Il y a des producteurs bio dans le Morbihan, il y en a en Bretagne. Ils s'échinent à essayer de faire du bio. Pourquoi ne pas faire appel à eux tout simplement ? Ce n'est quand même probablement pas dans l'ADN d'une commune d'aller chercher à faire de l'agriculture. Il y a des agriculteurs qui maîtrisent bien les choses et qui font bien leur travail. S'ajoute la cuisine municipale ou centrale, pour 2,650 millions d'euros plus les frais de fonctionnement qui vont être quand même assez considérables. C'est compliqué à gérer, j'en sais quelque chose car j'ai travaillé pour la restauration collective et je connais bien le problème des cuisines centrales. C'est compliqué, la gestion est compliquée, pour maîtriser cela il faut du volume, il faudrait des gens très compétents. Mais aujourd'hui ces repas sont déjà livrés par une cuisine centrale, celle de Lanester. Pourquoi aller se lancer et engendrer des dépenses aussi importantes ? C'est une question qui peut effectivement être posée. Il y a des spécialistes de la cuisine centrale, si c'est cela qui est nécessaire. Il y a des entreprises pour cela. Il est écrit en page 6 que pour la prochaine équipe municipale, quelle qu'elle soit, il y aura une situation assez saine, notamment au niveau des capacités d'autofinancement. Ces capacités d'autofinancement en 2025 : 543 000 €, en 2026 : 246 000 € mais en 2027 53 900 €. On ne peut pas dire dès lors qu'une situation financière saine sera remise à la prochaine équipe municipale.

## **Julien BASTIDE**

On peut être juste réagir là-dessus parce qu'après je laisserai réagir les autres. Ces prévisions de CAF Net sont basées sur 100% d'exécution en fonctionnement et 100% d'exécution en investissement. Par exemple sur le budget de ressources humaines, on est obligé de provisionner tous les postes, y compris ceux qui sont non pourvus. Ce qui fait qu'on n'exécute jamais complètement ce budget qui est le plus important.

## **Marc MAHE**

Mais il y a bien une dégringolade de cette CAF nette année après année ? Vous avez dit que c'est ce qu'il y a de plus important. On voit qu'en 2027 il reste 54 000 €.

## **Julien BASTIDE**

On minimise les recettes et on maximise les charges. C'est pour ça qu'on a des prévisions qui ne sont effectivement pas mirobolantes. On préfère ne pas avoir de mauvaises surprises. Par transparence on affiche ces chiffres et on les assume complètement, mais simplement parce qu'on a une gestion financière "pessimiste". Voilà ce qui nous permet finalement de n'avoir que des bonnes surprises.

**Marc MAHE**

Alors à ce moment-là ne dites pas que vous allez laisser une situation financière saine.

**Julien BASTIDE**

Je le pense sincèrement et c'est notre engagement. Quel intérêt on aurait finalement à scier la branche sur laquelle on est assis ? Ça n'a pas de sens.

**Claire MASSON**

Concernant le temps de réalisation pour construire une cuisine, quand on part d'un dossier de zéro cela prend du temps. C'est vrai pour tous les dossiers et c'est pour ça qu'en 2021 on avait très peu d'investissement en cours de réalisation car il faut un temps pour trouver une équipe, pour faire la programmation. On cherche déjà un programmiste, ensuite on travaille avec une équipe de construction. On choisit l'architecte et l'équipe qui va dessiner et travailler sur le projet avec des économistes de flux, etc... Vous savez que déjà tout ce travail-là : le dépôt du permis de construire, la validation du permis de construire, le délai de recours, le lancement du dossier de consultation des entreprises pour les marchés publics, la consultation, le choix dans les marchés publics, prend environ 1 an et demi. On sait très bien que la première année de mandat, voir les 2 premières années, on a très peu d'investissements, surtout pour une équipe qui arrive et qui n'était pas présente avant. Donc effectivement on est en plein moment de réalisation de tous nos dossiers. Nous avons lancé énormément de dossiers en 2020 et 2021 avec énormément de choix d'architectes mais nous avons aussi lancé le Centre Social avec des bureaux d'études qui ont travaillé sur le centre social. On a travaillé sur les violences sexistes et sexuelles avec un contrat de lutte contre les violences sexistes. Tout ça s'est fait en parallèle. Nous avons lancé énormément de dossiers. Effectivement, en 2020 et 2021, avec en plus les problèmes de COVID que l'on a assumés, on avait peu d'investissements et les investissements se sont accumulés sur la fin du mandat. Mais naturellement, parce qu'une équipe qui arrive a un temps de programmation et de lancement des dossiers qui est normal. Nous avons fini les Halles qui étaient du projet précédent. Nous avons repris entièrement la Forêt qui va être fini l'année prochaine. Nous avons travaillé sur des choses qui étaient imprévues comme le clocher de Saint Gildas, le pont Anne de Bretagne, qui aurait pu être prévu par les municipalités précédentes. Les dégradations du pont étaient bien visibles sur les 6 dernières années, peut-être moins sur les années précédentes. Les tennis ont brûlé également. Concernant les charges de personnel, vous nous dites que l'on a beaucoup embauché. Ce n'est absolument pas le cas. Nous avons diminué de 5 Équivalents Temps Plein entre 2023 et 2024. Je ne sais pas si vous avez bien lu notre bilan mais 5 Équivalents Temps Plein en moins alors qu'on a embauché le maraîcher et qu'on a embauché le cuisinier mais pas le reste des équipes. On n'a pas embauché toute l'équipe de cuisine puisqu'elle n'est pas construite. Le cuisinier suit la construction et vient en renfort sur les autres cuisines. Concernant la production de la ferme, on ne claque pas des doigts pour que cela produise et donc on a pris du temps comme on n'a pas la cuisine. Produire plus tôt aurait été ridicule puisque la cuisine n'était pas prête. Là, on va faire coïncider la production de la ferme avec la fin de construction de la cuisine, ce qui était notre objectif et ce qui semble quand même plutôt malin. Concernant l'avenue de Gaulle, nous avons fait des contrôles sur l'avenue depuis que nous avons fait les aménagements et il n'y a plus de dépassement de vitesse.

### **Pierre LE SCOUARNEC**

Cela a fait l'objet d'un test rue Charles de Blois et même entre vous vous n'étiez pas d'accord sur cette question des priorités à droite qui semble-t-il apporte plus de sécurité. Il y a dans ce qu'a dit Claire Masson je pense, la phase de concertation qui précède et qui peut parfois être un temps nécessaire pour bien réussir les projets.

### **Pierrick KERGOSIEN**

Je voulais répondre à Monsieur Mahé Vous êtes apparemment spécialiste de la restauration, moi ce sont les finances. Vous devez savoir qu'en matière de finances, en matière de prospective, Julien Bastide l'a bien dit tout à l'heure, on minimise les recettes et on maximise les dépenses. Les prospectives ce sont des hypothèses de travail et je ne connais pas de prospectives qui, au bout de 4 ou 5 ans ne vont pas dans une impasse ou dans des difficultés budgétaires. Avec ces hypothèses-là, bien entendu, on reprend les trajectoires, bien entendu, on refait les choses. Je voulais juste vous dire aussi une chose. Vous parliez tout à l'heure Monsieur Guyot d'augmentation des impôts. L'augmentation des impôts nous a permis de faire face à l'augmentation du coût de l'énergie et à l'augmentation des charges de personnel qui nous ont été imposées par l'État. On a essayé de gérer au mieux avec cette augmentation d'impôts et je crois même que cela n'a pas couvert les dépenses supplémentaires liées à l'augmentation de l'énergie et aux charges de personnel.

### **Julien BASTIDE**

Cela n'a pas couvert toutes ces dépenses et l'augmentation de la CNRACL correspond à 200 000 € par an. Nous avons perçu 600 000 € grâce à la hausse d'impôts et on va avoir pendant 3 ans 200 000 € par an. L'augmentation de la CNRACL mange pour ainsi dire l'augmentation des impôts.

### **Pierrick KERGOSIEN**

Concernant la question de Madame Naël pour la personne sous le porche de la chapelle du Saint Esprit, je viens de vous renvoyer le message, on va regarder ce qui s'est passé mais c'est une situation individuelle que je ne souhaite pas forcément évoquer en Conseil Municipal. Je peux vous dire en tout cas que c'est une situation qui a été vue et qui est sous le scope de la Police Municipale et du CCAS et que la personne est suivie. On essaye effectivement de solutionner cette problématique qui n'est pas simple. Sur l'augmentation de 30% des dommages faits au bien que vous avez pu souligner Monsieur Guyot, il faut quand même voir que suite au COVID et l'année d'après suivant le COVID, il y a effectivement eu une baisse importante des dommages aux biens. Ce qui peut expliquer que l'on a une hausse importante quand on compare les choses par rapport à cette période et par rapport à ce qu'on constate actuellement. Je voulais juste vous dire qu'on a les yeux ouverts Monsieur Guyot, Nous n'avons pas les yeux fermés. Je vous rappelle qu'il y a très peu de temps, nous étions avec Monsieur le Préfet et la substitut du procureur au niveau du Ballon pour un contrôle justement sur le trafic de drogue. On y était avec la Police Municipale et on prend très à cœur ce sujet. Effectivement on constate et pas que sur Auray, c'est Monsieur le Préfet qui nous le signalait, qu'il y a un changement au niveau du trafic de drogue. Nous ne sommes plus sur des points de deal, on est sur du drive avec des réseaux sociaux où on se donne rendez-vous. On constate aussi des gens qui viennent la journée à Auray via le TGV pour écouler leurs stocks. On est vraiment sur des nouvelles modalités de vente de drogue, il faut qu'on s'y adapte et qu'on y travaille effectivement. Auray n'est pas épargnée mais ce n'est pas non plus Chicago. Nous voyons partout ce type de trafic de drogue qui se fait, que ce soit à la campagne, en ville ou dans des villes moyennes comme nous.

### **Pierre LE SCOUARNEC**

Concernant les verbalisations, nous avons fait équiper la Police Municipale en début de mandat de jumelles très efficaces. Nous les avons utilisées pour l'avenue du général De Gaulle. Nous sommes passés à 30 km/h, il y a eu plusieurs campagnes de verbalisation et il n'y a eu aucune infraction. C'est une information importante pour les alréens ou les non alréens d'ailleurs qui passent par l'avenue car il y a aussi un véhicule banalisé de la Gendarmerie qui fait des contrôles fréquents. C'est pourquoi nous avons mis des panneaux qui rappellent ces contrôles de vitesse et qui n'objective pas votre remarque sur la vitesse puisque depuis la limitation à 30 km/h il n'y a pas eu de voiture verbalisée dans les différentes campagnes.

### **Françoise NAEL**

En effet il y a les contrôles mais il y a aussi l'usage. Vous parliez tout à l'heure de la rue Charles de Bois et pour nous ce n'est pas du tout la même chose. Sur l'avenue du général De Gaulle, il y a beaucoup plus de croisements. Ils sont très dangereux parce que les gens ne respectent pas les priorités. Ils roulent peut-être à 30 km/h sur certaines portions mais pour y passer plusieurs fois par jour je peux vous assurer que le croisement entre la rue du Moulin, l'avenue du général De Gaulle et la rue Redien c'est le bazar. Je ne parlais pas forcément de vitesse ni de contrôle.

### **Pierre LE SCOUARNEC**

J'entends bien la remarque. Je réagissais sur la vitesse, nous n'allons pas faire la soirée sur l'avenue De Gaulle, mais globalement et d'après les contrôles qui objectivent la situation, c'est une réussite en termes de baisse de la vitesse. Je rappelle que c'était aussi l'occasion de s'adapter aux nouveaux usages et notamment aux nombreux vélos qui passent par là.

### **Françoise NAEL**

Et qui ne respectent pas les priorités à droite.

### **Pierrick KERGOSIEN**

Je voulais juste finir sur la sécurité et sur la vidéoprotection. Des caméras ont été mises. Leur positionnement se réinterroge à chaque fois. Nous pensons avec la gendarmerie qu'il y a un point qui n'est pas couvert par la vidéoprotection. Il s'agit du quartier du Ballon. Pourquoi n'avons-nous rien changé au niveau de la vidéoprotection et du redéploiement ? Parce que le Ballon va faire l'objet de travaux et c'est l'occasion de passer des fourreaux pour pouvoir installer la vidéoprotection. Effectivement, vous pouvez vous dire que rien n'a été fait sur le redéploiement de la vidéoprotection. Sauf que nous attendions ces travaux pour pouvoir y mettre des caméras de vidéoprotection avec une efficacité assez importante puisque c'est quand même un point de passage très important. On pourrait même s'interroger sur le fait qu'il n'y en ait pas eu avant, sûrement pour des raisons techniques comme actuellement. Monsieur Mahé, concernant la restauration, vous nous dites que c'est compliqué. Donc comme c'est compliqué on ne fait pas c'est ça ? C'est ça ce que vous proposez Monsieur Mahé?

**Marc MAHE**

Il y a des entreprises qui ont une expérience considérable, ce ne sont pas n'importe quel architecte, ce ne sont pas n'importe quel concepteur qui sont capables de faire ça.

**Pierrick KERGOSIEN**

Vous pensez donc qu'il n'y a pas de professionnels de la restauration dans les collectivités Monsieur Mahé?

**Marc MAHE**

Ce que je vous dis c'est que ça ne serait pas à une municipalité de faire cela en gestion directe.

**Pierrick KERGOSIEN**

Vous reverrez tous les collectivités qui ont des cuisines en régie.

**Marc MAHE**

Mais ce sont de très grandes collectivités.

**Claire MASSON**

Pluvigner en a une, Pontivy également.

**Myriam DEVINGT**

Vous êtes arrivé en cours de mandat, Monsieur Mahé. Mais on a effectivement pris un architecte cuisiniste qui a fait de nombreuses cuisines en France et en région Ouest, des cuisines centrales, des cuisines municipales, des cuisines centrales de grande et de petite envergure ainsi que des restaurants scolaires. On a pris quelqu'un qui est spécialisé justement avec un bureau d'étude et un cuisiniste spécialisé. Nous n'allons pas construire cette cuisine nous même avec nos petites mains. Ne vous inquiétez pas, on a pris ce travail à cœur. C'est un projet politique que l'on porte depuis le début et on y tient. On a fait en sorte de le construire proprement avec un architecte spécialisé qui a des garanties et qui est reconnu dans son domaine. Ne vous inquiétez pas pour ça. Vous avez également abordé le fait de s'approvisionner en local avec les agriculteurs bio du Morbihan et de Bretagne. Évidemment, il y a des agriculteurs bio en Morbihan et en Bretagne. Malheureusement, ils n'ont pas la capacité de fournir les collectivités, donc le volume n'est pas suffisant. En revanche, cela ne veut pas dire que la ferme produira tout. L'objectif est de tendre vers du 100% bio dans notre restauration et de tendre vers un approvisionnement au maximum par notre ferme. Bien sûr, nous ne ferons ni la viande, ni les produits laitiers, ni le poisson. On ne fera bien évidemment pas tous les fruits ni tous les légumes. L'objectif est de pouvoir faire le maximum et de continuer l'approvisionnement en local et en bio évidemment. L'objectif est de pouvoir travailler de concert avec les producteurs du secteur pour justement pouvoir garantir cet approvisionnement local. L'objectif est de pouvoir travailler dans la résilience et de pouvoir, en cas de nouvelle crise, être certain qu'on pourra assurer un minimum cette alimentation locale. Madame Naël vous avez parlé du recrutement d'un maraîcher sans culture. Certes, il n'y pas encore de culture, quoi que nous ayons déjà fait des lentilles et un peu de courgettes. Néanmoins le maraîcher est arrivé récemment. L'objectif était qu'il puisse préparer justement ce plan de culture et mettre la ferme en l'état pour pouvoir lancer les cultures au printemps. Je rappelle que l'objectif, même si c'est de fournir à terme la cuisine centrale, c'est également et surtout de pouvoir fournir les cuisines du Bocéno et du multi accueil dont les volumes sont moindres. Il pourra déjà commencer avec les premières cultures à fournir ces cuisines. Concernant le cuisinier, nous l'avons recruté mais on a surtout recruté un responsable de cuisine, c'est un profil double. Il est à la fois cuisinier mais il aura aussi une fonction administrative, ce sera le chef de la structure. Son rôle c'est la préfiguration de la structure. En fait, il faut que cette personne soit là bien longtemps en amont, avant la sortie de la cuisine, parce qu'il faut préparer ce qu'on appelle le plan de maîtrise sanitaire, les plans d'approvisionnement, travailler avec le cuisiniste pour les équipements en interne, etc... Ce sont des choses qui se font en amont de la sortie de terre de la cuisine et ensuite il pourra évidemment chapeauter l'équipe de cuisine. Concernant l'évolution du Conseil Municipal des Enfants effectivement nous changeons complètement de braquet sur ce dispositif. Il faut savoir que c'est une évolution qui se base sur les propositions de l'ancien CME. Nous les avons interrogés, sur leur vision de cette instance, ce qu'ils appréciaient et ce qu'ils n'appréciaient pas. Ce qui est ressorti c'est qu'un mandat de 2 ans c'est beaucoup trop long pour eux. Ce qui est ressorti, c'est que finalement lors des élections on vote pour les copains, et pas forcément pour les gens qui ont les meilleures idées. Certains enfants se sentent empêchés de participer à ce vote parce qu'ils ont peur du résultat du vote. L'objectif de ce nouveau dispositif est de permettre aux enfants de proposer des projets. On va ensuite évaluer s'ils sont viables évidemment, puis ils voteront sur ces projets. Ce sont des projets qui émanent directement des enfants. Ensuite les enfants pourront se mobiliser sur la base du volontariat, par projet sur quelques mercredis plutôt que sur un mandat de 2 ans, ça sera sur un engagement de quelques semaines sur un projet qu'ils auront choisi. Cela permettra d'une part de faire tourner beaucoup plus d'enfants sur le dispositif avec plusieurs projets qui pourront être consécutifs dans l'année. D'autant plus d'enfants pourront participer. On évite également ce biais de la popularité qui était lié au vote. Le

projet vient vraiment des enfants. Vous parliez également de l'aspect citoyenneté. Il faut savoir que les formes d'engagement des enfants sont vraiment différentes des formes d'engagement des adultes. Effectivement, pour nous les choses sont assez cadrées, formalisées. On l'a vu avec le diagnostic jeunesse, les formes d'engagement sont très différentes et chez les enfants c'est pareil. J'ai pu me rendre début décembre au congrès de l'ANDEV à Montpellier. C'est un congrès de techniciens de l'éducation dans les collectivités territoriales. Nous avons pu aborder la participation des enfants et des jeunes, c'était vraiment typiquement ce sujet. On se rend compte qu'il y a autant de dispositifs quasiment que de communes, beaucoup d'instances classiques de Conseil Municipal des Enfants, mais aussi beaucoup de formes différentes pour permettre aux enfants de s'investir comme eux le souhaitent. Ce n'est pas forcément une instance qui mime un Conseil Municipal. Au contraire, parfois cela peut être une plateforme d'expression, ça peut être des murs d'expression dans les écoles, ça peut être une instance ouverte avec les enfants, les jeunes et les adultes. Cela peut vraiment prendre des formes différentes et variées. J'essaierai de vous faire un rapport sur tout ce que j'ai pu voir sur ce congrès, c'était très intéressant. Ce que l'on constate et ce qui ressortait des besoins des enfants et ce qu'on constate et qui passe aussi par nos valeurs, c'est à dire ouvrir au maximum la participation des enfants et leur donner ce pouvoir d'agir, c'était de sortir de cette instance qui mimait un Conseil Municipal d'adultes. En revanche l'aspect citoyenneté qui était importante pour les enfants et pour les animateurs qui encadrent le CME a été conservé. Nous allons intégrer des sorties citoyenneté sur les temps du centre de loisirs le mercredi, avec des sorties potentiellement pour voir la caserne des pompiers, la fourrière de la SPA et la Police Municipale. Tous ces aspects citoyenneté plus classiques seront tout de même conservés dans le projet.

### **Françoise NAEL**

Vous disiez que souhaitiez que les enfants décident de leurs projets mais dans le CME les enfants étaient acteurs de leur projet, ce n'était pas décidé par les adultes.

### **Myriam DEVINGT**

Non évidemment, sauf que pour le CME on votait pour des enfants qui ensuite pouvaient travailler sur des projets. Là on vote pour un projet et ensuite les enfants se rapprocheront d'un projet.

### **Françoise NAEL**

Vous ne votez pas pour un collectif qui décidera. Le projet sera proposé par qui je ne comprends pas bien ? Vous nous expliquerez en commission ?

### **Myriam DEVINGT**



Oui c'est exactement ça, on ne vote pas pour un collectif, on vote pour un projet. Les enfants voteront sur les projets proposés dans les écoles. On refera un point en janvier si vous le souhaitez.

### **Bertrand VERGNE**

Je voudrais revenir sur la ferme. Nous ne sommes pas d'accord sur le fait qu'on ne produit pas assez de bio. Alors le sujet du bio pour nous, c'est une évidence. La question de la transition, de l'agroécologie est une évidence, il faut rentrer dans ce schéma. Par contre pour nous le projet de la ferme est un projet stalinien. C'est à dire qu'on achète une ferme, on met un Équivalent Temps Plein et on fait travailler des bénévoles et des associations pour produire. On voit un beau rêve, un rêve de 28 tonnes de fruits et légumes par an. Au final on ne produit pas parce que nous n'avons pas de cantine, ça c'est le premier point. Ensuite on produit quoi ? On produit 900 kg de bio lentilles ou de bio plastique plutôt. C'est un fait. Un chiffre m'interpelle. Un éleveur se suicide tous les 2 jours, on a une femme qui meurt sous les coups de son mari tous les 3 jours, mais on a un éleveur qui se suicide tous les 2 jours. Parce qu'il ne peut pas se nourrir. Le problème c'est que le bio coûte cher et l'enjeu n'est pas de produire du bio mais de rémunérer les éleveurs au juste prix. Dans 10 ans 60% des agriculteurs bio vont partir parce qu'ils n'arrivent pas à se nourrir, ils n'arrivent pas à vendre leur production. 50% des éleveurs bretons partent aussi car on a plus d'agriculture en Bretagne. C'est un sujet qui est très important et qui a été souligné par la région Bretagne. Et nous avec 1 ETP pour 4,5 hectares, nous allons concurrencer nos éleveurs avec de l'argent public. Ce que l'on souhaite c'est soutenir l'agriculture, les maraîchers du privé, pour leur permettre de vivre et de faire une vraie politique de production bio sur notre territoire et non pas utiliser l'argent public pour les concurrencer.

### **Jean-François GUILLEMET**

Je prends juste la parole car je pense que le maire de Vannes n'est pas sur des projets staliniens. Vannes a une ferme municipale qui nourrit les crèches. Ce n'est pas une ferme éducative, c'est une ferme qui a une production pour les crèches municipales de Vannes. Vu que ce sont des projets staliniens, j'apprends que le maire de Vannes porte des projets staliniens et j'en suis ravi. Je voulais juste mettre un peu d'objectivité dans les propos qui ont été dits sur Athéna, le projet à 12/13 millions d'euros comme vous l'avez cité. En fait c'est un projet à 1,7 millions d'euros HT qui a été signé avec des options derrière. Je reviens sur cette petite musique qui dit que l'on a foutu en l'air la prochaine équipe municipale parce que on a ruiné la ville, que tout est déjà signé et qu'ils ne pourront plus rien faire. En fait il y a que 1,7 millions d'euros HT qui a été signé et les autres feront ce qu'ils veulent. La liste de Monsieur Mahé et de Monsieur Rochelle dans le bulletin municipal nous disent que c'est complètement inutile de faire un agrandissement de la médiathèque. S'ils sont élus, ils ne feront pas d'agrandissement de la médiathèque. Rien ne les oblige là-dessus, on est clair. Sur le projet du Bel Air on espère qu'on a un avis partagé sur le fait que la situation actuelle de la boxe, du PLA et du Centre Social qui est dans des appartements, n'est pas satisfaisante. On lance une étude de préfiguration qui doit répondre à ces besoins. En effet, on parle aussi d'escalade qui est un nouveau besoin. On verra si on peut le faire ou si on ne pas le faire, il est en option aussi. La prochaine équipe municipale n'aura pas une obligation de faire un mur d'escalade. Je trouve très intéressant que l'on soit un peu en désaccord pour les futures élections, pour ceux qui iront, pour justement que la population puisse voir ce qui nous différencie. Et juste des petites notions quand même, désolé Monsieur Mahe vous ne pourrez pas voter car on ne vote pas le DOB et c'est de Lorient que viennent les aliments et pas Lanester.

## **Claire MASSON**

Vous parliez des ventes de la Ville. Nous avons vendu des bâtiments qui n'avaient pas d'utilité pour les services publics, comme le presbytère qui n'est pas un service public ou une maison qui est en cours de vente parce qu'elle est très délabrée. Ce sont des endroits où les frais de mise aux normes et d'isolation étaient extrêmement lourds. Nous préférons les vendre et laisser les nouveaux acquéreurs, les prêtres qui habitent le presbytère par exemple, isoler le bâtiment. Ça semble plus logique plutôt que ce soit la Ville qui isole. Je pense aussi à l'ancienne gendarmerie qui était aussi une zone d'association rue Redien utilisée par l'Argonaute. Le jour où l'Argonaute déménagera nous pensons que cette bâtisse devra être vendue parce qu'elle n'est pas du tout isolée ni accessible aux PMR, elle n'est pas du tout aux normes. Ce bâtiment n'aura plus d'intérêt une fois que l'Argonaute sera parti et il vaut mieux avoir des bâtiments qui ont un intérêt pour le service public et qui seront isolés énergétiquement, avec moins de coûts d'énergie, plutôt que vouloir isoler des bâtiments qui n'ont pas d'intérêt pour le service public actuellement et sur lesquels la mise aux normes PMR sera très compliquée à faire. Les ventes de biens que nous proposons interviennent sur des biens qui ne sont pas aux normes, qui posent un problème et qui ne font pas partie du service public. Je voulais revenir sur les fluides, le PLA paye ses fluides donc effectivement et AQTA nous a remboursé le coût de location des modulaires du PLA puisque c'était leur engagement. Nous avons touché un fond de concours de 200 000 € de la part d'AQTA. Sur le parc urbain nous avons eu plusieurs projets pour mettre en place des jeux qui ont été portés par le budget participatif. Il y a un projet de plus grande envergure effectivement sur ce parc urbain et qui va être pris au fur et à mesure puisque la programmation doit être complétée.

## **Adeline AGENEAU**

Sur ce projet une étude globale a été menée pour pouvoir choisir ensemble avec les habitants, un positionnement de Skatepark. C'était une amorce, un plan guide projeté par le cabinet qui avait été retenu, pas un plan de réalisation, donc vraiment une aide à l'aménagement de ce quartier. Et aujourd'hui, on a à cœur de le continuer, mais dans une logique de restriction budgétaire nous avons fait des choix. Nous avons ralenti ce projet d'investissement pour se concentrer sur d'autres projets sans l'oublier. Des budgets participatifs se sont développés sur ce site mais ce n'est pas un projet fini, c'est un projet qui prend son temps.

## **Claire MASSON**

Une dernière chose : Auray, ville attractive et vivante : nous avons développé les animations de la Ville depuis que nous sommes là et ça a d'ailleurs été plébiscité par beaucoup d'habitants. J'ai énormément de remerciements d'habitants pour les animations de l'été comme pour les animations de Noël. Non seulement elles ont été développées, mais je pense qu'elles continuent à encourager le commerce puisque le taux de vacances dans les commerces de la Ville est très bas. C'est l'un des plus bas pour les villes de cette strate en Bretagne et même plus loin. Nous sommes à 4% de taux de vacances environ, ce qui est un taux très bas pour une ville de 15 000 habitants.

Concernant l'avenue Kerroux, effectivement nous y pensons et on s'est dit que sur un mandat on pouvait faire deux avenues et pas trois. Donc les deux qui ont été privilégiées, c'est effectivement l'avenue de l'Océan et la dorsale cyclable. L'avenue Kerroux interviendrait éventuellement sur un prochain mandat puisque c'est effectivement une avenue qu'on avait notée comme étant très dégradée. Il faudra de toute façon attendre que les travaux aient fini leurs travaux ainsi que le cabinet de comptables en face pour pouvoir intervenir sur cette avenue. Mais c'est quelque chose qui effectivement semble très important à prévoir.

**Jean-Yves MAHEO**

Vous n'allez refaire aucune rue alors ?

**Claire MASSON**

Pour les grosses avenues qui sont reprises de façon beaucoup plus importante et sur lesquelles on a des réseaux, etc.. : nous démarrons la dorsale cyclable, le carrefour du Ballon, l'avenue Briand, jusqu'au rond-point de la rue Lamennais, et ensuite il y a l'avenue Foch et la rue Billet qui viendront dans la foulée.

**Pierre LE SCOUARNEC**

Sur la question de l'entretien, on vient de refaire la rue Mermoz, elle vient d'être entretenue. Il y a aussi des rues secondaires comme la rue le Guervec qui sera faite rapidement. C'est souvent suite à des travaux sur les réseaux que l'entretien se fait. Pour cette rue, France Telecom doit encore intervenir. Sur la partie Briand entre le Ballon jusqu'à l'avenue Foch tout va être repris et végétalisé. Le projet a évolué. Il a pris un peu de retard car au départ on ne faisait que la piste cyclable et que maintenant on va de façade à façade. Il y a tout un travail sur les réseaux qui a un impact sur le calendrier et qui explique qu'on préfère tout refaire et enfouir les réseaux pour avoir quelque chose de qualitatif et faire des places, par exemple végétalisées, en supprimant très peu de stationnement et en privilégiant plutôt quelque chose de très qualitatif, ce qui n'était pas prévu au départ. Cela explique que ce soit un peu plus lent.

**Jean-Yves MAHEO**

Il y a une étude en cours ?

**Claire MASSON**

Elle a été présentée en commission.

**Pierre LE SCOUARNEC**

L'étude a été faite et présentée en réunion publique avec un accueil positif.

**Claire MASSON**

Les travaux démarrent début février et c'est AQTÀ qui démarre sur les réseaux humides. Nous attaquerons ensuite sur la partie enfouissement des réseaux électriques. Pour conclure, nous avons fait un choix de ville festive et agréable à vivre malgré le fait qu'on prenne en compte tous les risques pour la population, quels qu'ils soient.

J'avais une dernière question, parce que vous affichez beaucoup en contre sur ce que nous proposons, mais est-ce que vous avez des propositions ?

**Françoise NAEL**

Non, parce qu'on n'est pas encore en campagne municipale. MICRO

**11- DF - GRILLE TARIFAIRE: VOTE DES TARIFS 2025 : LOCATION DE MATÉRIEL, OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL, LES HALLES, MARCHÉS, CIMETIÈRE, TAXES DE MISE EN FOURRIÈRE, COLLECTE DE DÉCHETS VERTS, PHOTOCOPIES, ÉVÉNEMENTIEL**

Monsieur Pierrick KERGOSIEN, 1er adjoint, expose à l'assemblée :

Comme chaque année, les tarifs font l'objet d'une revalorisation au 1<sup>er</sup> janvier de l'année auxquels ils s'appliquent. Les tarifs qu'il est proposé de voter concernent :

- la location de matériel
- l'occupation du domaine publicitaires
- les marchés
- le cimetière
- la mise en fourrière
- la collecte des déchets verts
- les photocopies
- l'évènementiel
- les halles

Dans la mesure où l'inflation prévisionnelle 2025 est estimée par la Banque Centrale Européenne (BCE) à 2 % en 2025, il est proposé de revaloriser l'ensemble des tarifs énoncés ci-dessus à hauteur de **+2 %**.

En revanche, concernant le tarif appliqué aux branchements électriques sur les marchés de plein air, il a été constaté, après un comparatif avec les communes voisines tant par la taille que par le caractère commercial et touristique, que le tarif appliqué par la ville d'Auray, était en-deça des autres communes.

En effet, le tarif appliqué par la ville est de 1,20 € par branchement sur le marché de plein air, alors que la tarif appliqué par les autres communes oscillent entre 3,10 € et 5,70 €.

Dans la mesure où le prix du kWh a été multiplié par 2.8 pour les commerçants des Halles en 2024, passant ainsi de 0,14€ du kWh en 2023 à 0,39€ du kWh en 2024, il est proposé pour 2025 d'appliquer le même coefficient multiplicateur d'augmentation de 2,8 aux branchements électriques pour les marchés de plein air. La ville souhaite ainsi répercuter la dynamique d'augmentation du marché d'électricité sur les marchés de plein air. Cela permettra également de réduire la distorsion de concurrence entre les commerçants des Halles et les commerçants des marchés de plein air.

Il est enfin précisé la stagnation du tarif en 2025 pour les commerçants des Halles.

Le prix du branchement passerait ainsi de 1.20 € en 2024 à 3.30 € en 2025.

Vu l'avis favorable de la commission finances / communication du 09 décembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (26 voix pour),

5 abstention(s) :

Monsieur MAHEO, Madame NAEL, Monsieur VERGNE, Madame QUILLAY, Monsieur SAMSON

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la grille tarifaire présentée et annexée à la présente délibération, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**GRILLE TARIFAIRE 2025**  
VALIDITÉ : DU 1/01/2025 au 31/12/2025

| TARIFS                                                                                                                                | Tarifs 2023                                                                            | Tarifs 2024                                                                            | TARIFS 2025                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| Evolution des tarifs                                                                                                                  | + 3,5%                                                                                 | + 1,5 %                                                                                | + 2 %                                                                                  |
| Indice des prix à la consommation                                                                                                     | + 4,9%                                                                                 | + 1,2 %                                                                                | estimation banque de France<br>+ 2 %                                                   |
| <b>1 - LOCATION DE MATÉRIEL / Tarif par jour d'utilisation</b>                                                                        | <b>32,00 €</b>                                                                         | <b>33,00 €</b>                                                                         | <b>33,66 €</b>                                                                         |
| <b>FORFAIT MINIMAL</b>                                                                                                                |                                                                                        |                                                                                        |                                                                                        |
| PERTE OU DÉGRADATION DE MATÉRIEL EN LOCATION OU EN MISE A DISPOSITION AVEC VALORISATION                                               | Remboursement sur la base de la réparation ou acquisition effectuée par la Ville       |                                                                                        |                                                                                        |
| <b>1A – PARTICULIERS ET ENTREPRISES</b>                                                                                               |                                                                                        |                                                                                        |                                                                                        |
| Absence de livraison, de montage et démontage                                                                                         | 3,5 %                                                                                  | 3 %                                                                                    | 2,00%                                                                                  |
| Tables                                                                                                                                | 2,20 €                                                                                 | 2,27 €                                                                                 | 2,31 €                                                                                 |
| Chaises                                                                                                                               | 0,55 €                                                                                 | 0,57 €                                                                                 | 0,58 €                                                                                 |
| Bancs                                                                                                                                 | 1,10 €                                                                                 | 1,13 €                                                                                 | 1,16 €                                                                                 |
| Urnes ou isoaloirs                                                                                                                    | 2,75 €                                                                                 | 2,83 €                                                                                 | 2,89 €                                                                                 |
| <b>1B – ASSOCIATIONS ALRÉENNES A BUT NON LUCRATIF, COMMUNES LIMITROPHES, ASSOCIATIONS DE COMMUNES LIMITROPHES, A BUT NON LUCRATIF</b> | <i>Gratuité</i><br>Avec valorisation conforme au tarif ci-dessous                      |                                                                                        |                                                                                        |
| <b>TABLES, CHAISES, BANCS, GRILLES</b>                                                                                                | 3,5 %                                                                                  | 3 %                                                                                    | 2,00%                                                                                  |
| FORFAIT LIVRAISON PAR VÉHICULE UTILISÉ                                                                                                | 88,14 €                                                                                | 90,78 €                                                                                | 92,60 €                                                                                |
| TABLES : journée d'utilisation, à l'unité                                                                                             | 2,20 €                                                                                 | 2,27 €                                                                                 | 2,31 €                                                                                 |
| CHAISES : journée d'utilisation, à l'unité                                                                                            | 0,55 €                                                                                 | 0,57 €                                                                                 | 0,58 €                                                                                 |
| BANCS : journée d'utilisation, à l'unité                                                                                              | 1,10 €                                                                                 | 1,13 €                                                                                 | 1,16 €                                                                                 |
| GRILLES : journée d'utilisation, à l'unité                                                                                            | 1,10 €                                                                                 | 1,13 €                                                                                 | 1,16 €                                                                                 |
| <b>ESTRADES (1 m x 2 m)</b>                                                                                                           |                                                                                        |                                                                                        |                                                                                        |
| Forfait livraison, montage et démontage                                                                                               | 132,21 €                                                                               | 136,18 €                                                                               | 138,90 €                                                                               |
| Journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                      | 2,20 €                                                                                 | 2,27 €                                                                                 | 2,31 €                                                                                 |
| <b>URNES, ISOLOIRS</b>                                                                                                                |                                                                                        |                                                                                        |                                                                                        |
| Livraison                                                                                                                             | 22,04 €                                                                                | 22,70 €                                                                                | 23,16 €                                                                                |
| Journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                      | 2,75 €                                                                                 | 2,83 €                                                                                 | 2,89 €                                                                                 |
| <b>BARRIÈRES</b>                                                                                                                      |                                                                                        |                                                                                        |                                                                                        |
| Forfait livraison par véhicule utilisé                                                                                                | 44,07 €                                                                                | 45,39 €                                                                                | 46,30 €                                                                                |
| Journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                      | 0,55 €                                                                                 | 0,57 €                                                                                 | 0,58 €                                                                                 |
| <b>PODIUMS (4,88 m x 4,88 m)</b>                                                                                                      |                                                                                        |                                                                                        |                                                                                        |
| Livraison, montage et démontage                                                                                                       | 286,45 €                                                                               | 295,04 €                                                                               | 300,94 €                                                                               |
| Journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                      | 27,54 €                                                                                | 28,37 €                                                                                | 28,93 €                                                                                |
| <b>CHAPITEAUX</b>                                                                                                                     |                                                                                        |                                                                                        |                                                                                        |
| Livraison par véhicule utilisé, montage et démontage (obligation que le conducteur soit un agent communal)                            | Au temps réel : 23,72 € par heure et par agent + 21 € par véhicule utilisé et par jour | Au temps réel : 24,50 € par heure et par agent + 21 € par véhicule utilisé et par jour | Au temps réel : 25,25 € par heure et par agent + 21 € par véhicule utilisé et par jour |
| Journée d'utilisation, à l'unité<br>Chapiteaux de 4,5 x 4,5 m ou 4 x 4 m                                                              | 44,07 €                                                                                | 45,39 €                                                                                | 46,75 €                                                                                |
| Journée d'utilisation, à l'unité,<br>Chapiteaux de 8 x 5 m                                                                            | 88,14 €                                                                                | 90,78 €                                                                                | 93,51 €                                                                                |
| Journée d'utilisation, à l'unité,<br>Chapiteaux de 8 x 12 m                                                                           | 176,28 €                                                                               | 181,57 €                                                                               | 187,02 €                                                                               |
| Pour 6 mois,<br>Chapiteaux (2) de 8 x 12 m (Stades Ty Coat et Bel Air)                                                                | 550,87 €                                                                               | 567,40 €                                                                               | 584,42 €                                                                               |
| <b>2 – EVENEMENTS DE LA COMMUNE</b>                                                                                                   |                                                                                        |                                                                                        |                                                                                        |
| <b>2.1 / Marchés artisanaux et Brocantes à Saint - Goustan :</b>                                                                      | Montant de la redevance d'occupation du domaine public, frais de dossier inclus        |                                                                                        |                                                                                        |
| TARIF PLEIN                                                                                                                           | 6,80 € le ml                                                                           | 7,00 € le ml                                                                           | 7,14 € le ml                                                                           |
| TARIF PREFERENTIEL : - 10 % si présence sur 5 à 7 dates par événement (marché de l'art, ...)                                          | 6,12 € le ml                                                                           | 6,30 € le ml                                                                           | 6,43 € le ml                                                                           |
| TARIF PREFERENTIEL : - 20 % si présence sur 8 dates et plus par événement (marché de l'art, ...)                                      | 5,44 € le ml                                                                           | 5,60 € le ml                                                                           | 5,71 € le ml                                                                           |
| <b>2.2 / Quais du livre à Saint-Goustan</b>                                                                                           | Montant de la redevance d'occupation du domaine public, frais de dossier inclus        |                                                                                        |                                                                                        |
| TARIF PLEIN                                                                                                                           | 3,40 € le ml                                                                           | 3,50 € le ml                                                                           | 3,60 € le ml                                                                           |
| <b>2.3 / Marchés artisanaux et Brocantes hors Saint - Goustan</b>                                                                     | Montant de la redevance d'occupation du domaine public, frais de dossier inclus        |                                                                                        |                                                                                        |
| TARIF PLEIN                                                                                                                           | 4,80 € le ml                                                                           | 4,94 € le ml                                                                           | 5,04 € le ml                                                                           |
| TARIF PREFERENTIEL : - 10 % si présence sur 5 à 7 dates par événement (marché de l'art, ...)                                          | 4,32 € le ml                                                                           | 4,45 € le ml                                                                           | 4,54 € le ml                                                                           |
| TARIF PREFERENTIEL : - 20 % si présence sur 8 dates et plus par événement (marché de l'art, ...)                                      | 3,84 € le ml                                                                           | 3,95 € le ml                                                                           | 4,03 € le ml                                                                           |

| TARIFS                                                   | Tarifs 2023                                                                                                                                                                       | Tarifs 2024 | TARIFS 2025 |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| <b>2.4 / Noël à Auray</b>                                | Montant de la location d'emplacement sous tonnelle de 2,50 m x 3 m équipé de 2 tables de 2 mètres de long, d'une grille et d'une alimentation électrique, frais de dossier inclus |             |             |
| Un week end (du vendredi au dimanche)                    | 109,00 €                                                                                                                                                                          | 112,30 €    | 114,50 €    |
| La semaine, du lundi au jeudi                            | 76,00 €                                                                                                                                                                           | 78,30 €     | 79,90 €     |
| Association(s) gérant la restauration                    | Gratuité*                                                                                                                                                                         | Gratuité*   | Gratuité*   |
| * Les associations bénéficiant de la gratuité devront la |                                                                                                                                                                                   |             |             |
| Base = 1 emplacement de 7,5m² = 100 € soit 13,53 € /     |                                                                                                                                                                                   |             |             |

| 3 – CIMETIÈRE                                                        | En moyenne + 3,5 %       | En moyenne + 3 %<br>(montants arrondis pour limiter les centimes) | En moyenne + 2 % (montants arrondis pour limiter les centimes) |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| <b>FACTURATION AU MÈTRE CARRÉ</b>                                    |                          |                                                                   |                                                                |
| <b>&gt; Concession</b>                                               |                          |                                                                   |                                                                |
| - Concession de 15 ans                                               | 103,50 €                 | 106,50 €                                                          | 108,50 €                                                       |
| - Concession de 30 ans                                               | 273,00 €                 | 281,00 €                                                          | 286,50 €                                                       |
| <b>&gt; Caveau provisoire</b>                                        |                          |                                                                   |                                                                |
| - De 1 à 8 jours                                                     | 40,00 €                  | 41,00 €                                                           | 41,80 €                                                        |
| - Par jour supplémentaire                                            | 3,50 €                   | 3,60 €                                                            | 3,65 €                                                         |
| <b>&gt; Creusement de fosse</b>                                      |                          |                                                                   |                                                                |
| - creusement de fosse à 2 m                                          | 196,00 €                 | 201,50 €                                                          | 205,50 €                                                       |
| - creusement pour fosse enfant                                       | 45,00 €                  | 46,00 €                                                           | 47,00 €                                                        |
| <b>&gt; Reliquaires</b>                                              |                          |                                                                   |                                                                |
| - petit format                                                       | 51,00 €                  | 52,50 €                                                           | 53,50 €                                                        |
| - grand format                                                       | 75,00 €                  | 77,00 €                                                           | 78,50 €                                                        |
| <b>&gt; Columbarium</b>                                              |                          |                                                                   |                                                                |
| - concession de 15 ans                                               | 548,00 €                 | 564,00 €                                                          | 575,00 €                                                       |
| - plaque de fermeture                                                | 176,00 €                 | 181,00 €                                                          | 184,50 €                                                       |
| <b>&gt; Caves-urnes</b>                                              |                          |                                                                   |                                                                |
| - concession de 15 ans (le couvercle reste la propriété de la Ville) | 424,00 €                 | 436,00 €                                                          | 444,50 €                                                       |
| <b>&gt; Exhumations et inhumations</b>                               |                          |                                                                   |                                                                |
| - exhumation cercueil, reliquaire ou urne                            | rétablissement de tarifs | 55,00 €                                                           | 56,00 €                                                        |
| - inhumation cercueil, reliquaire ou urne                            |                          | 55,00 €                                                           | 56,00 €                                                        |
| - dispersion de cendres                                              |                          | 55,00 €                                                           | 56,00 €                                                        |

| - 4 - O.D.P. : STATIONNEMENT DES TAXIS | + 3,5 % | En moyenne + 3 % | En moyenne + 2 % |
|----------------------------------------|---------|------------------|------------------|
| - Redevance, par taxi / Forfait annuel | 79,70 € | 82,10 €          | 83,75 €          |

| - 5 - REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (TRAVAUX)                                                                                                              | + 3,5 %                                                                    | 3,00 %   | 2,00 %  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------|---------|
| PAIEMENT D'AVANCE EXIGÉ. Les autorisations seront accordées dans la limite de 6 mois. Si les travaux ont une durée supérieure à 6 mois, la demande devra être renouvelée |                                                                            |          |         |
| Frais de dossier par demande (non remboursable)                                                                                                                          | 22,22 €                                                                    | 22,89 €  | 23,35 € |
| Facturation au m² et par jour (durée maximale de facturation au semestre)                                                                                                | 0,56 €                                                                     | 0,58 €   | 0,60 €  |
| > Entreprises travaillant pour le compte de la commune ou administrations                                                                                                |                                                                            |          |         |
| Occupation d'une place de stationnement De 2,50 m*5m(par mois)<br>Frais de dossier à ajouter                                                                             | 208,41 €                                                                   | 214,66 € | 219 €   |
| OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL (en l'absence d'autorisation de la commune)<br>Art. 66 du règlement de voirie applicable au 1 <sup>er</sup> janvier 2010           | Facturation du tarif O.D.P. correspondant + amende forfaitaire journalière |          |         |

| 6 - O.D.P. : TARIFS FÊTE FORAINE                                                                                  | 3,5 %    | 3,00 %   | 2,00 %   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|
| Frais de dossier (non remboursable)                                                                               | 22,22 €  | 22,88 €  | 23,35 €  |
| LUUNA PARK ou équivalent (par semaine)                                                                            | 889,23 € | 912,34 € | 930,58 € |
| Manèges Forfait par attraction et par semaine                                                                     | 77,81 €  | 79,83 €  | 81,42 €  |
| Petites attractions <80m² forfait/attraction/jour                                                                 | 50,00 €  | 51,30 €  | 52,32 €  |
| <b>CIRQUES et autres chapiteaux – FORFAIT/JOUR</b><br>Au-delà de cette durée, passation d'une convention          |          |          |          |
| - Grand cirque : tarif par jour (surface du chapiteau et des installations diverses > 100 m²)                     | 374,00 € | 383,72 € | 391,39 € |
| - Petit cirque : tarif par jour (surface du chapiteau et des installations diverses inférieure ou égale à 100 m²) | 187,00 € | 191,86 € | 195,69 € |

| 7 - O.D.P. : PETIT TRAIN TOURISTIQUE | 3,50 %   | 3,00 %   | 2,00 %   |
|--------------------------------------|----------|----------|----------|
| Frais de dossier (non remboursable)  | 22,20 €  | 22,88 €  | 23,35 €  |
| Forfait ANNUEL                       | 749,55 € | 772,03 € | 787,47 € |

| 8 - DROITS DE PLACE ET D'ÉTALAGE (en conformité avec les arrêtés et règlements municipaux en matière de voirie, de circulation, d'accessibilité et de publicité) | FORFAIT ANNUEL, AU MÈTRE CARRÉ (facturation minimale 1m²) |         |         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|---------|---------|
| établissement à la 1 <sup>ère</sup> demande                                                                                                                      | 22,22 €                                                   | 22,88 € | 23,35 € |



| TARIFS                                                                                                                                                                       | Tarifs 2023                                                        | Tarifs 2024 | TARIFS 2025 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| FORFAIT ANNUEL, AU M <sup>2</sup> (facturation minimale 1m <sup>2</sup> )                                                                                                    |                                                                    |             |             |
| > <b>Étalage des commerçants</b> ; Présentoirs (sauf emplacements publicitaires) devant l'établissement                                                                      | 55,57 €                                                            | 57,23 €     | 58,37 €     |
| > <b>Artisans d'arts limité à 1 chevalet (réduction de 50 %)</b>                                                                                                             | 27,78 €                                                            | 28,61 €     | 29,18 €     |
| > <b>TERRASSES COMMERCIALES</b>                                                                                                                                              |                                                                    | 5,00 %      | 2,00 %      |
| <b>Pour les commerces situés dans le périmètre d'opérations d'aménagement réalisées par la Ville</b>                                                                         |                                                                    |             |             |
| - Quartier de la Gare : Parvis de la gare                                                                                                                                    |                                                                    | 38,15 €     | 38,91 €     |
| : Autres commerces                                                                                                                                                           | 26,50 €                                                            | 27,82 €     | 28,38 €     |
| - Centre-ville : place République                                                                                                                                            | 36,34 €                                                            | 38,15 €     | 38,91 €     |
| : place aux Roues                                                                                                                                                            | 27,11 €                                                            | 37,28 €     | 38,03 €     |
| : Autres commerces                                                                                                                                                           | 27,11 €                                                            | 28,46 €     | 29,03 €     |
| - Saint Goustan : quai Franklin                                                                                                                                              | 48,40 €                                                            | 50,82 €     | 51,84 €     |
| : place saint Sauveur                                                                                                                                                        | 57,62 €                                                            | 59,11 €     | 60,29 €     |
| : Autres commerces                                                                                                                                                           | 36,34 €                                                            | 38,15 €     | 38,91 €     |
| > <b>EXTENSION &amp; CRÉATION PROVISOIRE DE TERRASSES</b><br>- au M <sup>2</sup> et par MOIS (tout mois commencé est dû)                                                     |                                                                    | 3,00 %      | 2,00 %      |
| - Quartier de la Gare : - Juillet et Août                                                                                                                                    | 24,10 €                                                            | 24,82 €     | 25,32 €     |
| - Parvis de la gare - 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août                                                                                                             | 8,00 €                                                             | 8,24 €      | 8,40 €      |
| - Quartier de la Gare : - Juillet et Août                                                                                                                                    | 18,00 €                                                            | 18,54 €     | 18,91 €     |
| - autres commerces - 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août                                                                                                              | 6,00 €                                                             | 6,18 €      | 6,30 €      |
| - Centre-ville : - Juillet et Août                                                                                                                                           | 24,10 €                                                            | 24,82 €     | 25,32 €     |
| - place République - 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août                                                                                                              | 8,00 €                                                             | 8,24 €      | 8,40 €      |
| - Centre-ville : - Juillet et Août                                                                                                                                           | 24,10 €                                                            | 24,82 €     | 25,32 €     |
| - place aux Roues - 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août                                                                                                               | 8,00 €                                                             | 8,24 €      | 8,40 €      |
| - Centre-ville : - Juillet et Août                                                                                                                                           | 18,45 €                                                            | 19,00 €     | 19,38 €     |
| - autres commerces - 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août                                                                                                              | 6,15 €                                                             | 6,33 €      | 6,46 €      |
| - Saint Goustan : - Juillet et Août                                                                                                                                          | 35,30 €                                                            | 36,35 €     | 37,08 €     |
| - quai Franklin - 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août                                                                                                                 | 11,80 €                                                            | 12,15 €     | 12,39 €     |
| - Saint Goustan : - Juillet et Août                                                                                                                                          | 43,70 €                                                            | 45,01 €     | 45,91 €     |
| - place Saint Sauveur - 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août                                                                                                           | 14,60 €                                                            | 15,03 €     | 15,33 €     |
| - Saint Goustan : - Juillet et Août                                                                                                                                          | 24,10 €                                                            | 24,82 €     | 25,32 €     |
| - autres commerces - 1er mai au 30 Octobre hors Juillet et Août                                                                                                              | 8,00 €                                                             | 8,24 €      | 8,40 €      |
| > <b>CRÉATION PONCTUELLE ET EXCEPTIONNELLE DE TERRASSES AU M<sup>2</sup> ET PAR JOUR</b>                                                                                     |                                                                    | 3,00 %      | 2,00 %      |
| <b>Pour les ASSOCIATIONS ALRÉENNES A BUT NON LUCRATIF, COMMUNES LIMITROPHES, ASSOCIATIONS DE COMMUNES LIMITROPHES, A BUT NON LUCRATIF</b>                                    | <i>Gratuité<br/>Avec valorisation conforme au tarif ci-dessous</i> |             |             |
| Frais de dossier (non remboursable) payable par établissement à CHAQUE demande à emprise similaire                                                                           | 11,13 €                                                            | 11,46 €     | 11,69 €     |
| - Quartier de la Gare : Parvis de la gare                                                                                                                                    |                                                                    | 1,10 €      | 1,12 €      |
| : Autres commerces                                                                                                                                                           | 0,80 €                                                             | 0,82 €      | 0,84 €      |
| - Centre-ville : pl République                                                                                                                                               | 1,07 €                                                             | 1,10 €      | 1,12 €      |
| : pl aux Roues                                                                                                                                                               | 0,82 €                                                             | 1,09 €      | 1,11 €      |
| : Autres commerces                                                                                                                                                           | 0,82 €                                                             | 0,84 €      | 0,86 €      |
| - Saint Goustan : quai Franklin                                                                                                                                              | 1,57 €                                                             | 1,61 €      | 1,64 €      |
| : place saint Sauveur                                                                                                                                                        | 1,94 €                                                             | 1,99 €      | 2,03 €      |
| : Autres commerces                                                                                                                                                           | 1,07 €                                                             | 1,10 €      | 1,12 €      |
| > <b>VENTE DIRECTE PAR CAMIONS (+3T5)</b>                                                                                                                                    | Paiement d'avance exigé                                            |             |             |
| Frais de dossier (non remboursable)                                                                                                                                          | 22,22 €                                                            | 22,88 €     | 23,34 €     |
| Forfait A LA JOURNÉE                                                                                                                                                         | 73,30 €                                                            | 75,50 €     | 77,01 €     |
| FOODTRUCKS – Forfait / jour / camion                                                                                                                                         | 31,05 €                                                            | 31,98 €     | 32,62 €     |
| Raccordement électrique – Forfait                                                                                                                                            | 5,24 €                                                             | 5,39 €      | 5,50 €      |
| > <b>Braderies et foires à la brocante</b>                                                                                                                                   |                                                                    |             |             |
| Frais de dossier (non remboursable)                                                                                                                                          | 22,22 €                                                            | 22,88 €     | 23,34 €     |
| > <b>Ventes diverses hors marché de plein air (Braderies, foires à la brocante, Bric à brac...)</b><br><u>Sont pris en compte les mètres linéaires accessibles au public</u> |                                                                    | 3,00 %      | 2,00 %      |
| - <b>PAR DES ASSOCIATIONS ALRÉENNES</b>                                                                                                                                      | <i>Gratuité<br/>Avec valorisation conforme au tarif ci-dessous</i> |             |             |
| Par mètre linéaire et par jour                                                                                                                                               |                                                                    |             |             |
| - <b>PAR DES ORGANISMES OU ASSOCIATIONS NON ALRÉENNES</b>                                                                                                                    |                                                                    |             |             |
| Par mètre linéaire, par jour                                                                                                                                                 | 3,32 €                                                             | 3,41 €      | 3,47 €      |

| TARIFS                                 | Tarifs 2023                                                    | Tarifs 2024 | TARIFS 2025 |
|----------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| > Chapiteau pour opération commerciale | Application du tarif du marché de plein air, au ml et par jour |             |             |

| 9 – MARCHÉ DE PLEIN AIR                                                                       |          | 3% arrondi | 2% (sauf tarif électricité) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------------|-----------------------------|
| ABONNÉS : par ml, par marché                                                                  | 1,10 €   | 1,15 €     | 1,20 €                      |
| NON ABONNÉS ATTITRÉS : par ml (3 m de profondeur), par marché                                 | 1,90 €   | 1,95 €     | 2,00 €                      |
| NON ABONNÉS SAISONNIERS : par ml (3 m de profondeur), par marché                              | 3,00 €   | 3,10 €     | 3,20 €                      |
| REDEVANCE BRANCHEMENT ÉLECTRIQUE PAR BRANCHEMENT, PAR MARCHE, Abonnés attitrés et saisonniers | 1,15 €   | 1,20 €     | 3,30 €                      |
| ASSOCIATIONS                                                                                  | Gratuité |            |                             |

| 10 – HALLES MUNICIPALES                     |         | 3,00 %  | 0,00 %  |
|---------------------------------------------|---------|---------|---------|
| Étals façade nord + étals central côté nord | 70,00 € | 72,10 € | 72,10 € |
| Étals central côté sud                      | 80,00 € | 82,40 € | 82,40 € |
| Étals façade sud                            | 90,00 € | 92,70 € | 92,70 € |

| 11 - COLLECTE DE DÉCHETS VERTS                                                       |        |        |        |
|--------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|
| Vente de sacs en papier bio dégradable (contenance 100 litres)<br>TARIF POUR 10 SACS | 5,20 € | 5,40 € | 5,60 € |

| 12 - TAXE DE MISE EN FOURRIÈRE DES ANIMAUX                                                                       |                         | 3% arrondi | 2,00%    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------|----------|
| <b>- TAXE DE FOURRIÈRE</b>                                                                                       |                         |            |          |
| - le jour                                                                                                        | 33,35 €                 | 34,35 €    | 35,03 €  |
| - la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés                                                         | 66,70 €                 | 68,70 €    | 70,07 €  |
| <b>- RÉCIDIVES (quantifier par année glissante)</b>                                                              |                         |            |          |
| <b>1ère récidive</b>                                                                                             |                         |            |          |
| - le jour                                                                                                        | 44,50 €                 | 46,00 €    | 46,92 €  |
| - la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés                                                         | 78,70 €                 | 82,00 €    | 83,64 €  |
| <b>2ème récidive</b>                                                                                             |                         |            |          |
| - le jour                                                                                                        | 72,50 €                 | 75,00 €    | 76,50 €  |
| - la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés                                                         | 103,50 €                | 107,00 €   | 109,14 € |
| <b>3ème récidive</b>                                                                                             |                         |            |          |
| - le jour                                                                                                        | 114,00 €                | 118,00 €   | 120,36 € |
| - la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés                                                         | 145,00 €                | 150,00 €   | 153,00 € |
| <b>-Frais de séjour (par jour et par chien)</b>                                                                  | 11,10 €                 | 11,43 €    | 11,65 €  |
| <b>- IDENTIFICATION PAR TATOUAGE /TRANSPONDEUR (loi du 6 janvier 1999)</b>                                       |                         |            |          |
| Des animaux de compagnie (chiens et chats) dont les propriétaires ont été identifiés<br>TARIF PUBLIC VÉTÉRINAIRE | Selon TARIF VÉTÉRINAIRE |            |          |

| 13 – TARIFS DES FRAIS DE MISE EN FOURRIÈRE POUR AUTOMOBILES (Voitures particulières) |                        |  |  |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|--|--|
| Arrêté du 14 novembre 2001 modifié par arrêté du 02/08/2019                          | Tarification nationale |  |  |

| 14 - PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS COMMUNICABLES AU PUBLIC (article 35 du décret 2005-1755 du 30 décembre 2005 plafonné par l'arrêté du 1 <sup>er</sup> oct. 2001) |        |        |        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|
| Copie A4 N&B                                                                                                                                                                 | 0,21 € | 0,22 € | 0,22 € |
| Copie A3                                                                                                                                                                     | 0,78 € | 0,80 € | 0,82 € |
| Tirage de plan                                                                                                                                                               | 5,07 € | 5,22 € | 5,33 € |

| 15 – CLÉS / BADGES                                                                                                      |              |         |         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|---------|---------|
| Vol ; Perte de clés ou demande de clés supplémentaires                                                                  | Au coût réel |         |         |
| Badge pour accès aux rues du château et du petit Port ; à la place Saint Sauveur et au quai Franklin (à partir du 2ème) | 50,00 €      | 50,00 € | 50,00 € |

| 16 – PRESTATIONS ET TRAVAUX RÉALISÉS PAR LES SERVICES MUNICIPAUX (Mise à disposition d'engins motorisés) |            |            |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|
| Camion benne– sans chauffeur - par jour                                                                  | 84,00 €    | 86,52 €    | 88,25 €    |
| Mini-pelle– sans chauffeur - par jour                                                                    | 157,00 €   | 161,71 €   | 164,94 €   |
| Nacelle– sans opérateur - par jour                                                                       | 157,00 €   | 161,71 €   | 164,94 €   |
| Balayeuse – avec chauffeur - par jour                                                                    | 1 050,00 € | 1 081,50 € | 1 103,13 € |
| Tarif horaire d'un agent pour la réalisation d'une prestation                                            | 23,72 €    | 24,50 €    | 25,25 €    |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **INTERVENTIONS :**

### **Françoise NAEL**

On entend bien votre argument par rapport donc aux branchements électriques. Nous sommes favorables sur les 2% d'augmentation. En revanche c'est presque 200% d'augmentation pour les commerçants des marchés de plein air, c'est quand même une augmentation brutale. Pourquoi ne l'avez-vous pas fait en deux fois éventuellement d'une part et d'autre part on trouve que ce n'est pas équitable puisque tous les commerçants n'ont pas la même utilisation des fluides. Effectivement un marchand de vêtements va beaucoup moins consommer qu'un food truck. On trouve que ce n'est pas ce n'est pas équitable.

### **Pierrick KERGOSIEN**

Alors l'augmentation en pourcentage est importante mais vous voyez qu'en euro ce n'est pas une augmentation importante. Effectivement on a cette réflexion aussi de voir les gros consommateurs d'énergie et les petits consommateurs et je pense qu'on va sûrement revoir les choses dans un futur assez proche sur la différenciation entre les grands consommateurs et les petits consommateurs.

### **Françoise NAEL**

C'est une augmentation importante pour ceux qui consomment beaucoup.

### **Claire MASSON**

Quand on est à 1,20 € du mètre linéaire, quand ils déballent à 6 m linéaires ça fait environ 7 € par marché. Le tarif chez nous est très faible par rapport aux autres collectivités donc rajouter l'énergie ne paraît pas non plus complètement aberrant.

## **12- DF - LEG DE SCULPTURES A LA VILLE**

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

Par courrier du 15 octobre 2024, maître David SECHE, notaire domicilié à Dol-de-Bretagne (35120) a informé la commune d'Auray d'un leg en sa faveur de sculptures en bois de Marcel Le Jossec (XXème siècle), dans le cadre du règlement de la succession de Mme Denise DELOUCHE, née à Rennes le 9 juillet 1933 et décédée à Rennes le 5 août 2024.

La valeur de ces sculptures léguées a été estimée par l'office notarial à 120 €.

Il est précisé que l'étude notariale a indiqué que ce leg n'est pas grevé de conditions ou de charges particulières pour la commune d'Auray. Elle pourra donc en disposer librement.

Selon les termes de l'article L 2242-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Municipal de délibérer sur l'acceptation des dons et legs faits à la commune.

Il est ainsi proposé au conseil municipal d'accepter le leg de Mme Denise Delouche, qui n'est grevé d'aucune charge pour la commune d'Auray.

Vu l'article L 2242-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le courrier de l'étude notariale en date du 15 octobre 2024

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 09 décembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **ACCEPTE** le leg de sculptures en bois d'une valeur estimée à 120 € dans le cadre du règlement de la succession de Mme Denise DELOUCHE.

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents relatifs à l'exécution de la présente délibération.

Courrier enregistré  
sur MAARCH le :  
20 OCT, 2024

Monsieur le Maire  
Mairie  
100 Place de la République  
56400 AURAY

Dol de Bretagne, le 15 octobre 2024

Dossier suivi par  
Lucile PERIAUX  
lucile.periaux.35130@notaires.fr

**DELOUCHE Denise**  
623799 /DS /LP /

Succession de :  
Madame Denise Thérèse Hélène DELOUCHE, en son vivant retraitée, demeurant à  
RENNES (35000) 7 rue Marçais Martin.  
Née à RENNES (35000), le 9 juillet 1933.  
Célibataire.  
Non liée par un pacte civil de solidarité.  
Décédée à RENNES (35000), le 5 août 2024.

Monsieur le Maire,

Je vous informe que l'office notarial est chargé du règlement de la succession  
de Madame Denise DELOUCHE, décédée le 5 août dernier.

Aux termes de son testament, la ville de AURAY a été désignée légataire  
particulier des sculptures de Marcel Le Jossec appartenant à la défunte.

Nous avons procédé à l'inventaire du mobilier composant la résidence  
principale de Madame DELOUCHE située à RENNES (35000) 7 rue Marçais-Martin, le  
10 octobre dernier. Nous procéderons prochainement à l'inventaire du mobilier situé  
dans le bien appartenant à la défunte, situé à SAINT-HELEN (22100) 2 lieu-dit la  
Tiollais.

Je ne manquerai pas de revenir vers vous lorsque je serai en mesure de  
dresser un inventaire et de chiffrer le montant de ce legs, et vous remercie dans un  
premier temps de bien vouloir m'indiquer si la ville de AURAY accepte ce legs.

SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE TITULAIRE D'UN OFFICE NOTARIAL

14 Place Toullier à DOL-DE-BRETAGNE (35120)

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024 02 99 48 00 55 - Fax : 02 99 48 34 52

E-mail : office35130.dol@notaires.fr

Site Internet : <http://seche-bordier-doldebretagne.notaires.fr>

Bureau annexe à LA BOUSSAC : 02 99 80 01 12

Étude membre d'une association agréée - Le règlement des honoraires par chèque est accepté.

199/406

Je vous laisserai le soin de m'adresser la copie de la délibération du Conseil Municipal vous conférant les pouvoirs pour accepter ce legs.

Dans cette attente,

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

David SECHE

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line that loops around to the left and then back to the right, forming a stylized 'S' shape. The name 'David SECHE' is printed in a simple, sans-serif font across the middle of the signature.

## Sculptures et pièces en volume

R : à Rennes  
T : à la Tiolais

### Œuvres de Marcel le Jossec (1911-1982)

*Le vieux Juif*, statuette, bois teinté, 45-25-17,3cm,  
intitulé sur le socle,



non signé (d'après Picasso) R

bois teinté,  
31-12,7-16,2cm,  
non signé  
(d'après gargouille  
de Notre Dame de Paris) T

*Gargouille*, statuette,



*Idole des îles Marquises*, bois, 36-12,5-19cm, non signé, T

*Vierge à l'enfant en sabots*, statuette, bois, 53-14,5-11cm, signé au dos Jos T



Marcel m'a offert cette pièce à l'occasion d'une  
sortie estivale, en la déposant au milieu d'un parking !)

*Bretonne en costume de Pont-Aven*,  
bois, 36-12,8-5cm,  
non signé  
(prévue pour équipement en lampe)  
R



*Le Korrigan*, statuette, bois, 6,7-2,7-3,5cm, signé sur le socle Jos R



Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Boite à gants aux deux profils bretons, bois, 9,5-41-12cm, signé Jos, vers 1942 T



Marcel Le Jossec, né à Questembert le 25 novembre 1911, père cheminot, décédé le 9 avril 1982, inhumé à Auray.

Après sa scolarité, il apprend la sculpture sur bois, pendant quatre ans, à Auray, chez son oncle Fouillen (et en parallèle, suit des cours du soir de dessin industriel).

A Orchies dans le Nord après son mariage en 1932, il a travaillé chez un ? . Puis a pratiqué la sculpture en amateur, parallèlement à une carrière à la SNCF. Arrive à Rennes vers 1942 . Il démissionne de la SNCF vers 1944-45, vit alors en vendant ses statuettes bretonnes, dont les Américains sont friands, en sculptant des panneaux de meubles... Mais quelques années plus tard, les difficultés pécuniaires l'obligent à reprendre un travail au service vétérinaire de la préfecture des Côtes du Nord, de 1952 à 1971. A sa retraite à Meaux, n'ayant plus d'atelier, il a alors beaucoup dessiné (cf les 4 aquarelles qu'il m'a données).

Les sujets bretons dominent. Il a aussi abordé d'autres sujets, pour la plupart d'après photos d'œuvres connues. En 2003, sa femme m'a communiqué une liste d'œuvres : Vieille au fagot avec enfant, couple de Bretons, marin pêcheur, mendiant, grand'mère et sa petite fille, caryatide, le penseur (d'après Rodin), une Fuite en Egypte (bas-relief ?) Tête de Christ, Tête de Beethoven (d'après Bourdelle), Vierge à l'enfant. Il signait Jos (mais apparemment pour ses seules œuvres originales). Je n'en ai jamais vu passer en vente publique.

Adolescente, j'ai connu Marcel le Jossec à Rennes. Il avait son atelier dans une cabane au fond du jardin au 5 rue Marçais Martin. J'allais le voir travailler. Il était heureux qu'une lycéenne le considère comme un artiste. S'inspirer des grands sculpteurs a été pour lui un moyen de sortir de la bretonnerie. Il aimait le travail bien fait, les portraits aux traits fins, les beaux plis. Il refusait le dégrossissage à la machine. Il manquait d'imagination créative et pour des raisons pécuniaires, il a beaucoup répété les modèles qui « marchaient », le Chouan aux aguets, les Bretonnes en costume, en pied ou en buste, les couples bretons de profil. Il me semble aujourd'hui assez représentatif de ce qu'on appelle parfois « l'école d'Auray », de ces artisans sculpteurs de meubles, formés au beau métier, travaillant la bretonnerie à la mode. IL avait quelques commanditaires, ébénistes et marchands, mais il n'a jamais réussi à s'organiser pour faire connaître son travail ou varier ses sujets. En ce domaine, l'aide de sa femme eut été indispensable. Un peu bohème, il était musicien, aimait boire et faire la fête, préférait offrir ses œuvres à qui les admirait plutôt que les vendre. Sauf une statuette que je lui avais commandée pour offrir à ma mère, il m'a offert toutes les pièces ci-dessus. (Il m'avait aussi sculpté un coquetier de bois qu'il jugeait trop banal et le cadre pour une copie que j'avais faite d'un détail de Breughel), je les ai toujours.

Sa fille Paulette Le Jossec, épouse Quétier, habitait en 2003, 22 rue du Château 77450 Coupvray. En 2009, sa femme était toujours vivante dans une maison de retraite de Meaux  
Aucune nouvelle depuis cette date

## Dessins

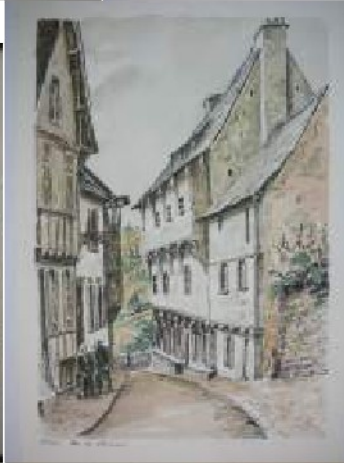
*Carnac*, lavis, 8,2-13cm

*Dinan rue du Jerzual*, encre et aquarelle, 34,5-22,2cm, sbg Jos

*Paysage du Morbihan*, encre, 17,2-23cm

*Le pays bigouden*, encre, 18-22,3cm







Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
 Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
 Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

### **13- DF - LISTE DES DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DE LA DÉLÉGATION ACCORDÉE AU MAIRE RELATIVE A LA COMMANDE PUBLIQUE**

Monsieur Julien BASTIDE, 8ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le Conseil municipal est invité à prendre acte des informations ci-dessous.

En application de l'article L.2122-23 du CGCT disposant que le Maire doit informer le Conseil municipal des opérations réalisées dans le cadre des délégations que celui-ci lui a accordées, le Conseil municipal est informé que les décisions suivantes concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, ont été prises :

| MARCHE    | OBJET                                                                                                                                                                 | LOT                                                         | TITULAIRE                                                | MONTANT                                                                                                           | NOTIFICATION |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| 23/007/12 | Avenant 2 au marché de travaux de rénovation et d'extension du complexe sportif la forêt                                                                              | Lot 12 – Revêtement des sols courants                       | SARL AN ORIENT GROUP – 56100 LORIENT                     | - 661,88 € HT<br>Nouveau montant de marché : 120 431,29 € HT                                                      | 10/24/24     |
| 23/012/03 | Avenant 1 au marché de restauration du clocher de l'Église Saint Gildas                                                                                               | Lot 3 – Charpente métallique – couverture                   | COUVERTURE JULE – 56000 VANNES                           | + 17 994 € HT<br>Nouveau montant de marché : 225 481,33 € HT                                                      | 10/28/24     |
| 22/013    | Avenant 1 au marché de fourniture, pose et location d'une structure métallo-textile pour la couverture de courts extérieurs de tennis avec blocs vestiaires et bureau |                                                             | LAURALU – 09700 SAVERDUN                                 | + 120 001 € HT<br>Nouveau montant de marché : 531 040 € HT<br>(prolongation de la durée de location de 15,5 mois) | 11/07/24     |
| 23/007/17 | Avenant 1 au marché de travaux de rénovation et d'extension du complexe sportif la forêt                                                                              | Lot 17 – Electricité – courants forts et faibles            | DAERON – 56100 LORIENT                                   | + 14 870,60 € HT<br>Nouveau montant de marché : 262 870,60 € HT                                                   | 11/15/24     |
| 21/021/02 | Avenant 2 au marché de location-entretien et fourniture de vêtements de travail                                                                                       | Lot 2 – Fourniture d'équipements de protection individuelle | COMPTOIR METTALLURGIQUE DE BRETAGNE – 56530 QUEVEN Cedex | + 1 300 € HT (augmentation du montant maxi)<br>Nouveau montant de marché : 14 300 € HT                            | 11/19/24     |
| 23/007/13 | Avenant 1 au marché de travaux de rénovation et d'extension du complexe sportif la forêt                                                                              | Lot 13 – Revêtement de sol sportif                          | SPORTINGSOLS – 85250 SAINT FULGENT                       | + 3 093,00 € HT<br>Nouveau montant de marché : 133 033,47 € HT                                                    | 11/20/24     |
| 24/003    | Marché de fourniture de peinture et outillage – accords-cadres mono-attributaires avec émission de bons de commande                                                   | Lot 1 – Fourniture de peinture – diluant – revêtement       | UNIKALO – 33700 MERIGNAC (agence de Vannes)              | minimum annuel : 5 000 € HT<br>Maximum annuel : 40 000 € HT                                                       | 11/21/24     |
|           |                                                                                                                                                                       | Lot 2 – Fourniture d'outillage de peinture                  | UNIKALO – 33700 MERIGNAC (agence de Vannes)              | minimum annuel : 1 000 € HT<br>Maximum annuel : 10 000 € HT                                                       | 11/21/24     |
| 21/018    | Avenant 2 au marché de fourniture, pose et location d'une structure métallo-textile pour deux associations sportives                                                  | Lot 2 – Structure gymnastique d'environ 500m² et vestiaires | SARL LOC EVEN – 56000 VANNES                             | + 31 500 € HT<br>Nouveau montant de marché : 218 036,80 € HT<br>(prolongation de la durée de location de 7 mois)  | 11/21/24     |
| 23/007/05 | Avenant 1 au marché de travaux de rénovation et d'extension du complexe sportif la forêt                                                                              | Lot 5 – Etanchéité                                          | BELOUIN – 49750 CHEMILLE EN ANJOU                        | - 8 824,48 € HT<br>Nouveau montant de marché : 469 081,12 € HT                                                    | 11/28/24     |

La commission finances / communication du 09 décembre 2024 a pris acte de ces éléments,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (0 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
 Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **PREND ACTE** des informations présentées.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2024<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### **14- DF - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION MAPA**

Madame Céline SPILBAUER, Conseillère Municipale, expose à l'assemblée :

Par délibération n°6 du 15 décembre 2021, le Conseil Municipal a approuvé la création de la commission MAPA, son rôle et son fonctionnement et a désigné ses membres.

Par délibération n°19 du 15 mars 2023, le Conseil Municipal a modifié la composition de la commission MAPA à la suite d'une démission d'un membre titulaire.

Par délibération n°29 du 3 juillet 2024, le Conseil Municipal a de nouveau modifié la composition de la commission MAPA (remplacement de M. Julien BASTIDE membre titulaire qui est désormais président par délégation de la commission)

Ont ainsi été désignés :

- M. Stéphane RENAULT, Mme Chantal SIMON, M. Jean-Pierre SAUVAGEOT, Mme Marie DUBOIS, M. Patrick GEINDRE en tant que membres titulaires,
- M. Jean-François GUILLEMET, Mme Adeline FERNANDEZ, M. Pierrick KERGOSIEN, M. Benoît LE ROL, Mme Françoise NAEL en tant que membres suppléants.

Faisant suite à la démission de Monsieur Patrick GEINDRE (par courrier reçu en mairie le 23 septembre 2024), membre titulaire de la commission MAPA, entraînant la vacance de son siège, il convient de procéder à son remplacement.

La liste suivante est proposée :

Président : le Maire, Mme Claire MASSON

Vice-président : M. Julien BASTIDE

| <b>MEMBRES TITULAIRES</b> | <b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>  |
|---------------------------|----------------------------|
| M. Stéphane RENAULT       | M. Jean-François GUILLEMET |
| Mme Chantal SIMON         | Mme Adeline FERNANDEZ      |
| M. Jean-Pierre SAUVAGEOT  | M. Pierrick KERGOSIEN      |
| Mme Marie DUBOIS          | M. Benoît LE ROL           |
| M. Jean-Yves MAHEO        | Mme Françoise NAEL         |

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Si en principe, il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation, en vertu de l'article L.2121-21 du CGCT le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations ou présentations.

Vu le Code Général des Collectivité Territoriales, notamment l'article L. 2121-21,

Vu les délibérations n°6 du 15 décembre 2021, n°19 du 15 décembre 2023, n°29 du 3 juillet 2024,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Finances / Communication du 9 décembre 2024.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **DÉCIDE**, à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret dans la mesure où une seule liste est présentée,

- **DESIGNE** comme membres de la Commission MAPA, les conseillers municipaux suivants :

| <b>MEMBRES TITULAIRES</b> | <b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>  |
|---------------------------|----------------------------|
| M. Stéphane RENAULT       | M. Jean-François GUILLEMET |
| Mme Chantal SIMON         | Mme Adeline FERNANDEZ      |
| M. Jean-Pierre SAUVAGEOT  | M. Pierrick KERGOSIEN      |
| Mme Marie DUBOIS          | M. Benoît LE ROL           |
| M. Jean-Yves MAHEO        | Mme Françoise NAEL         |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **15- DF - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

Madame Céline SPILBAUER, Conseillère Municipale, expose à l'assemblée :

L'article L. 1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique [...] le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 ».

En application de cet article, le Conseil Municipal a procédé le 15 juillet 2020, à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants (le maire étant président de plein droit de la CAO).

La composition d'une CAO ne peut être modifiée en cours de mandat, sauf pour remplacer définitivement un membre.

Par délibération n°18 du 15 mars 2023, le Conseil Municipal a modifié une première fois la composition de la Commission d'Appel d'Offres à la suite d'une démission d'un membre titulaire.

Ont ainsi été désignés :

- M. Julien BASTIDE, M. Stéphane RENAULT, Mme Chantal SIMON, M. Jean-Pierre SAUVAGEOT, M. Patrick GEINDRE en tant que membres titulaires,
- M. Jean-François GUILLEMET, Mme Adeline FERNANDEZ, M. Pierrick KER-GOSIEN, M. Benoît LE ROL, Mme Françoise NAEL en tant que membres suppléants.

Faisant suite à la démission de Monsieur Patrick GEINDRE (par courrier reçu en mairie le 23 septembre 2024) membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres, entraînant la vacance de son siège, il convient de procéder à son remplacement.

Le CGCT ne prévoit pas de règles concernant le remplacement des membres titulaires et suppléants de la CAO. Il est en revanche nécessaire de respecter la règle de la représentation proportionnelle au plus fort reste pour assurer le respect du pluralisme prévu à l'article L.2121-22, sans panachage ni vote préférentiel.

Dans le respect des équilibres du Conseil municipal, par application des règles de la représentation proportionnelle au plus fort reste (4 titulaires et 4 suppléants issus de la majorité municipale et 1 titulaire et 1 suppléant issus des minorités municipales), il convient de procéder à une nouvelle élection des membres de la CAO.

Pour la simplification de la procédure, rien n'interdit de présenter une liste unique de candidats respectant cette proportion en vue de la modification de la CAO :

La liste suivante est proposée :

Président : le Maire, de droit

| <b>MEMBRES TITULAIRES</b> | <b>MEMBRES SUPPLEANTS</b>  |
|---------------------------|----------------------------|
| M. Julien BASTIDE         | M. Jean-François GUILLEMET |
| M. Stéphane RENAULT       | Mme Adeline FERNANDEZ      |
| Mme Chantal SIMON         | M. Pierrick KERGOSIEN      |
| M. Jean-Pierre SAUVAGEOT  | M. Benoît LE ROL           |
| M. Jean-Yves MAHEO        | Mme Françoise NAEL         |

Si en principe, il est voté au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation, en vertu de l'article L.2121-21 du CGCT le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations ou présentations.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1411-2 et L.1411-5, L.2121-21 et L. 2121-22,

Vu la délibération n°23 du 15 juillet 2020 portant élection des membres de la CAO,

Vu la délibération n°18 du 15 mars 2023 portant modification de la composition de la Commission d'Appel d'Offres,

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Finances / Communication du 9 décembre 2024.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **DÉCIDE**, à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret dans la mesure où une seule liste est présentée,

- **DÉSIGNE** comme membres de la Commission d'Appel d'Offres, les conseillers municipaux suivants :

Président : le Maire, de droit

| <b>MEMBRES TITULAIRES</b> | <b>MEMBRES SUPPLEANTS</b>  |
|---------------------------|----------------------------|
| M. Julien BASTIDE         | M. Jean-François GUILLEMET |
| M. Stéphane RENAULT       | Mme Adeline FERNANDEZ      |
| Mme Chantal SIMON         | M. Pierrick KERGOSIEN      |
| M. Jean-Pierre SAUVAGEOT  | M. Benoît LE ROL           |
| M. Jean-Yves MAHEO        | Mme Françoise NAEL         |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024

Compte-rendu affiché le 20/12/2024

Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **16- DU - DÉLÉGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN DE LA COMMUNE D'AURAY À AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE SUR LE PÉRIMÈTRE DE LA ZONE D'ACTIVITÉS PORTE OCÉANE 2**

Madame Marie DUBOIS, 7ème adjointe, expose à l'assemblée :

La commune d'Auray est autorisée à déléguer par délibération l'exercice du droit de préemption urbain à l'EPCI « y ayant vocation ». Cette délégation a été faite par la ville d'Auray pour les zones d'activités de Porte Océane 1, Porte Océane 3, Kerbois et Toul Garros par la délibération en date du 16/12/2020 déléguant l'exercice du droit de préemption urbain de la commune d'Auray à Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA) (annexe 1).

Toutefois, cette délibération ne mentionne pas la zone d'activités Porte Océane 2 (cf annexe 2). C'est un oubli cartographique que la présente délibération corrige.

La communauté de communes d'AQTA est compétente en matière de développement économique sur son territoire. Elle entretient, gère, commercialise 31 parcs d'activités répartis sur 21 de ses 24 communes (sauf Etel, Hoëdic et Houat).

Considérant que dans le cas d'un transfert du droit de préemption urbain, les biens préemptés par l'EPCI peuvent permettre la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions liées à l'accueil d'activités économiques, la constitution de réserves foncières pour les



opérations d'aménagement des parcs d'activités et l'exercice d'une veille foncière et immobilière sur ces espaces.

Considérant que l'EPCI doit accepter formellement la délégation qui lui est consentie, le transfert de compétence devant résulter d'une délibération concordante du Conseil municipal et de l'organe délibérant de la communauté de communes.

Liste des annexes :

Annexe 1 – Délibération en date du 16/12/2020

Annexe 2 – Cartographie du périmètre de délégation du droit de préemption urbain pour la zone d'activités Porte Océane 2

Vu le budget de la commune ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les articles L 1, L 2311-1, L 3111-1 et L 2122-4 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 213-3 autorisant la commune, titulaire du droit de préemption urbain, à déléguer l'exercice même de son droit à un établissement public y ayant vocation ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe » qui définit les nouvelles compétences économiques pour les EPCI avec notamment la suppression de l'intérêt communautaire pour les zones d'activités économiques ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Morbihan du 16 mai 2019 relatif à la modification des statuts d'Auray Quiberon Terre Atlantique ;

Vu la délibération de la commune d'Auray, en date du 16/12/2020, déléguant l'exercice du droit de préemption urbain de la commune d'Auray à Auray Quiberon Terre Atlantique sur le périmètre des parcs d'activités communautaires ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auray ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission d'urbanisme du 18/11/2024 ;

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **DÉLÈGUE** à Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA) l'exercice du droit de préemption urbain sur le périmètre du parc d'activités de Porte Océane 2 conformément à la cartographie jointe en annexe (cf annexe 2).

Annexe 1

Département du Morbihan  
Arrondissement de LORIENT  
Mairie d'AURAY (56400)

Envoyé en préfecture le 18/12/2020

Reçu en préfecture le 18/12/2020

Affiché le 18/12/2020

ID : 056-215600073-20201216-D20201216\_28-DE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le mercredi 16 décembre 2020 à 18 HEURES 00, le conseil municipal de la commune d'AURAY (Morbihan), légalement convoqué le 9 décembre 2020, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans la salle des délibérations sous la présidence de Madame Claire MASSON, Maire.

La séance a été publique.

**Etaient Présents à la présente délibération :**

Madame Claire MASSON, Monsieur Pierrick KERGOSIEN, Madame Marie LE CROM, Monsieur Jean-François GUILLEMET, Monsieur Tangi CHEVAL, Madame Myriam DEVINGT, Monsieur Benoît LE ROL, Madame Chantal SIMON, Monsieur Gurvan NICOL, Monsieur Pierre LE SCOUARNEC, Madame Adeline AGENEAU, Madame Charlotte NORMAND, Monsieur Patrick GEINDRE, Madame Françoise NAEL, Monsieur Bertrand VERGNE, Monsieur Benoît GUYOT, Monsieur Jean-Michel LASSALLE

**Absents excusés :**

Madame Adeline FERNANDEZ (procuration donnée à Monsieur Benoît LE ROL), Madame Marie DUBOIS (procuration donnée à Madame Claire MASSON), Monsieur Julien BASTIDE (procuration donnée à Monsieur Tangi CHEVAL), Madame Françoise FIOR (procuration donnée à Monsieur Tangi CHEVAL), Madame Nathalie GUEMY (procuration donnée à Madame Chantal SIMON), Monsieur Jean-Pierre SAUVAGEOT (procuration donnée à Monsieur Jean-François GUILLEMET), Monsieur Stéphane RENAULT (procuration donnée à Monsieur Benoît LE ROL), Monsieur Edouard LASBLEY (procuration donnée à Monsieur Jean-François GUILLEMET), Madame Claire PARENT MER (procuration donnée à Madame Chantal SIMON), Monsieur Thomas BERROD (procuration donnée à Madame Adeline AGENEAU), Madame Aurore HAREL (procuration donnée à Monsieur Pierrick KERGOSIEN), Monsieur Jean-Baptiste LE GUENNEC (procuration donnée à Madame Marie LE CROM), Monsieur Jean-Yves MAHEO (procuration donnée à Madame Françoise NAEL), Madame Isabelle GUIBERT-FAICHAUD (procuration donnée à Monsieur Bertrand VERGNE), Madame Marie-Paule LE PEVEDIC (procuration donnée à Monsieur Jean-Michel LASSALLE), Madame Emmanuelle HERVIO (procuration donnée à Monsieur Benoît GUYOT)

**Secrétaire de séance : Monsieur Jean-Michel LASSALLE**

**28- DU - DÉLÉGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN DE LA COMMUNE D'AURAY À AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE SUR LE PÉRIMÈTRE DES PARCS D'ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES**

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

Considérant qu'en cas d'opposition au transfert automatique de la compétence  
Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024



"documents d'urbanisme et de planification", la compétence en matière d'instauration et d'exercice du droit de préemption urbain sur le périmètre des parcs d'activités appartiendra toujours aux communes ;

Considérant qu'en fonction de l'organisation propre à chaque commune, il s'agit d'une attribution soit du Conseil municipal, soit du Maire de la commune si celui-ci s'est vu déléguer cette compétence au titre de l'article L 2122-22 du CGCT ;

Considérant que, dans tous les cas, la commune est autorisée à déléguer par délibération l'exercice du droit de préemption urbain à un EPCI "y ayant vocation". Cette délégation peut porter sur la ou les zones d'activités concernées sur le périmètre de la commune ;

Considérant que le Conseil municipal, en cas d'opposition au transfert automatique de la compétence "documents d'urbanisme et de planification", détient la compétence en matière d'instauration et d'exercice du droit de préemption urbain sur le périmètre des parcs d'activités (Porte Océane, Kerbois, Toul Garros).

Considérant que la commune d'Auray est autorisée à déléguer par délibération l'exercice du droit de préemption urbain à l'EPCI « y ayant vocation ». Cette délégation porte sur les zones d'activités de Porte Océane, Kerbois, Toul Garros (cf cartographie en annexe).

Considérant que la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique est compétente en matière de développement économique sur son territoire. Elle entretient, gère, commercialise 31 parcs d'activités répartis sur 21 de ses 24 communes (sauf Etel, Hoëdic et Houat) et aménage :

- **4 projets d'extension** de parcs d'activités à :  
La Trinité sur mer (P.A de KERMARQUER)  
Plouharnel (P.A le PLASKER)  
Ploemel (P.A de Pen Er Pont)  
Quiberon (P.A de Plein Ouest)
- Création du nouveau parc d'activités de Breventec à Pluvigner

Considérant que dans le cas d'un transfert du droit de préemption urbain, les biens préemptés par l'EPCI peuvent permettre la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions liées à l'accueil d'activités économiques, la constitution de réserves foncières pour les opérations d'aménagement des parcs d'activités et l'exercice d'une veille foncière et immobilière sur ces espaces.

Considérant que l'EPCI doit accepter formellement la délégation qui lui est consentie, le transfert de compétence devant résulter d'une délibération concordante du Conseil municipal et de l'organe délibérant de la Communauté de communes.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 213-3 autorisant la commune, titulaire du droit de préemption urbain, à déléguer l'exercice même de son droit à un établissement public y ayant vocation ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe » qui définit les nouvelles compétences économiques pour les EPCI avec notamment la suppression de l'intérêt communautaire pour les zones



d'activités économiques ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Morbihan du 16 mai 2019 relatif à la modification des statuts d'Auray Quiberon Terre Atlantique.

Vu la délibération du Conseil Communautaire d'AQTA en date du 06/11/2020 approuvant le principe de délégation à AQTA de l'exercice du droit de préemption urbain sur le périmètre des parcs d'activités existants et en devenir du territoire intercommunal,

Vu la décision du Conseil municipal en date du 15/07/2020, en son article 13, donnant délégation au maire, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-après définies, pour exercer ou renoncer à exercer au nom de la commune le droit de préemption (DPU) simple sur l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser (zones U et AU) délimitées par le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur.

Vu la saisine de la communauté de communes en date du 18/11/2020,

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme en date du 01/12/2020, concernant les zones d'activités existantes uniquement.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (33 voix pour),

Le conseil municipal :

- **MET FIN** à la délégation du Maire en matière de droit de préemption urbain sur le périmètre des parcs d'activités existants uniquement (et non les parcs d'activités en devenir) ;

- **DELEGUE** à Auray Quiberon Terre Atlantique l'exercice du droit de préemption urbain sur le périmètre des parcs d'activités de Kerbois, Porte Océane et Toul Garros conformément à la cartographie annexée à la présente délibération.

Toutefois, de cette délégation du droit de préemption accordée à AQTA par la commune d'Auray, est exclu le périmètre d'extension représenté sur la cartographie "AURAY - PORTE OCEANE 3". Ce périmètre d'extension est représenté en jaune sur cette cartographie. Cette exclusion concerne donc les parcelles AW 174, AW 177, AW 178, AW 179, AW 180, AW 2, AW 3, AW 5.

Sont également exclues les parcelles AW 172, AW 175 et AW 176.

Envoyé en préfecture le 18/12/2020  
Reçu en préfecture le 18/12/2020  
Affiché le 18/12/2020   
ID : 056-215600073-20201216-D20201216\_28-DE

**Pour extrait conforme,**

**Mme le Maire**

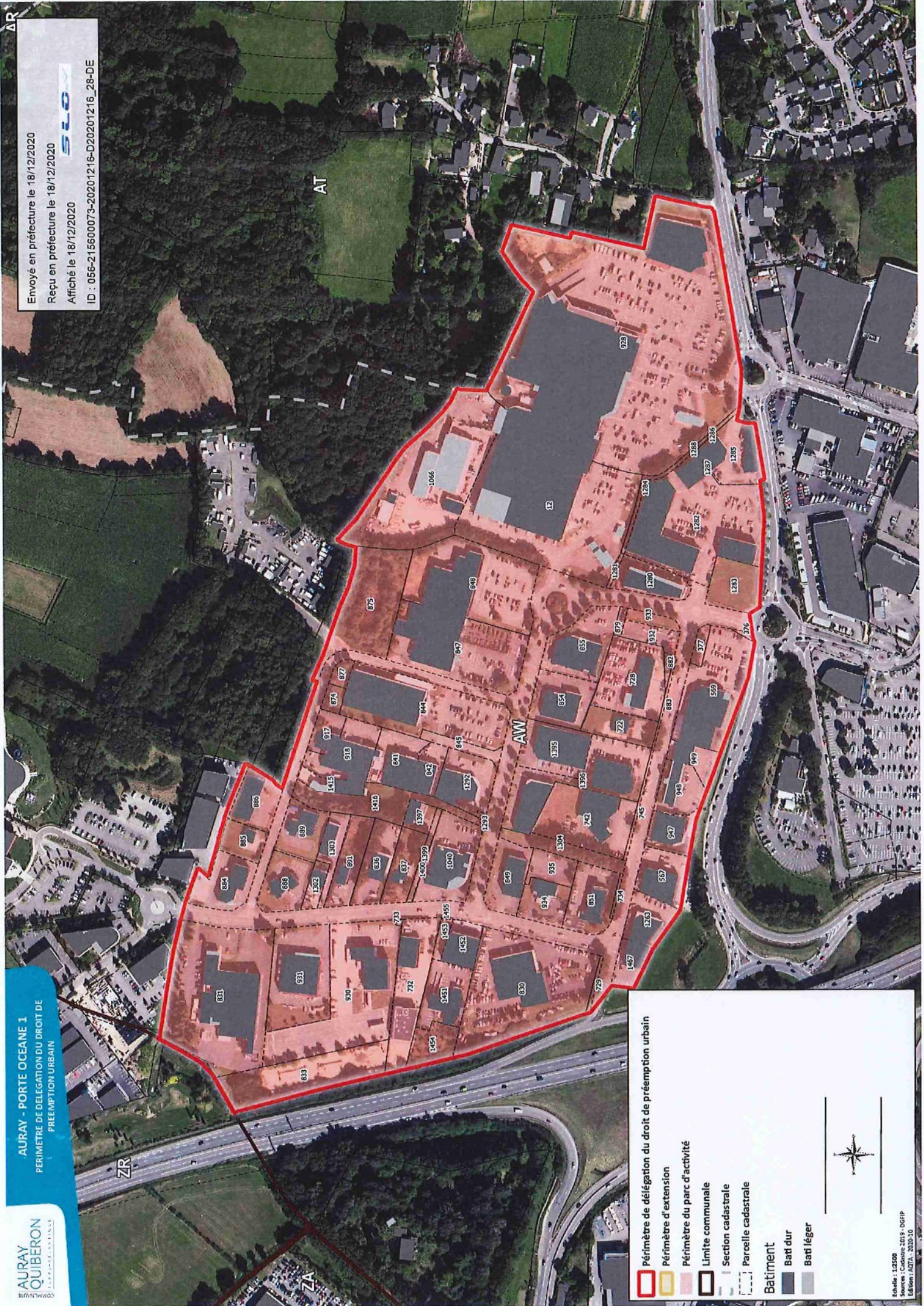
**Claire MASSON**

Signé par : Claire MASSON  
Date : 18/12/2020  
Qualité : Madame le Maire





Envoyé en préfecture le 18/12/2020  
 Reçu en préfecture le 18/12/2020  
 Affiché le 18/12/2020  
 ID : 056-215600073-20201216-D20201216\_28-DE



**■** Périmètre de délégation du droit de préemption urbain  
**■** Périmètre d'extension  
**■** Périmètre du parc d'activité  
**—** Limite communale  
**—** Section cadastrale  
**—** Parcelle cadastrale

**Batiment**  
**■** Bati dur  
**■** Bati léger

Échelle : 1:2000  
 Sources : Cadastre 2019 - DGFIP  
 Editeur : AQTA - 2020-10

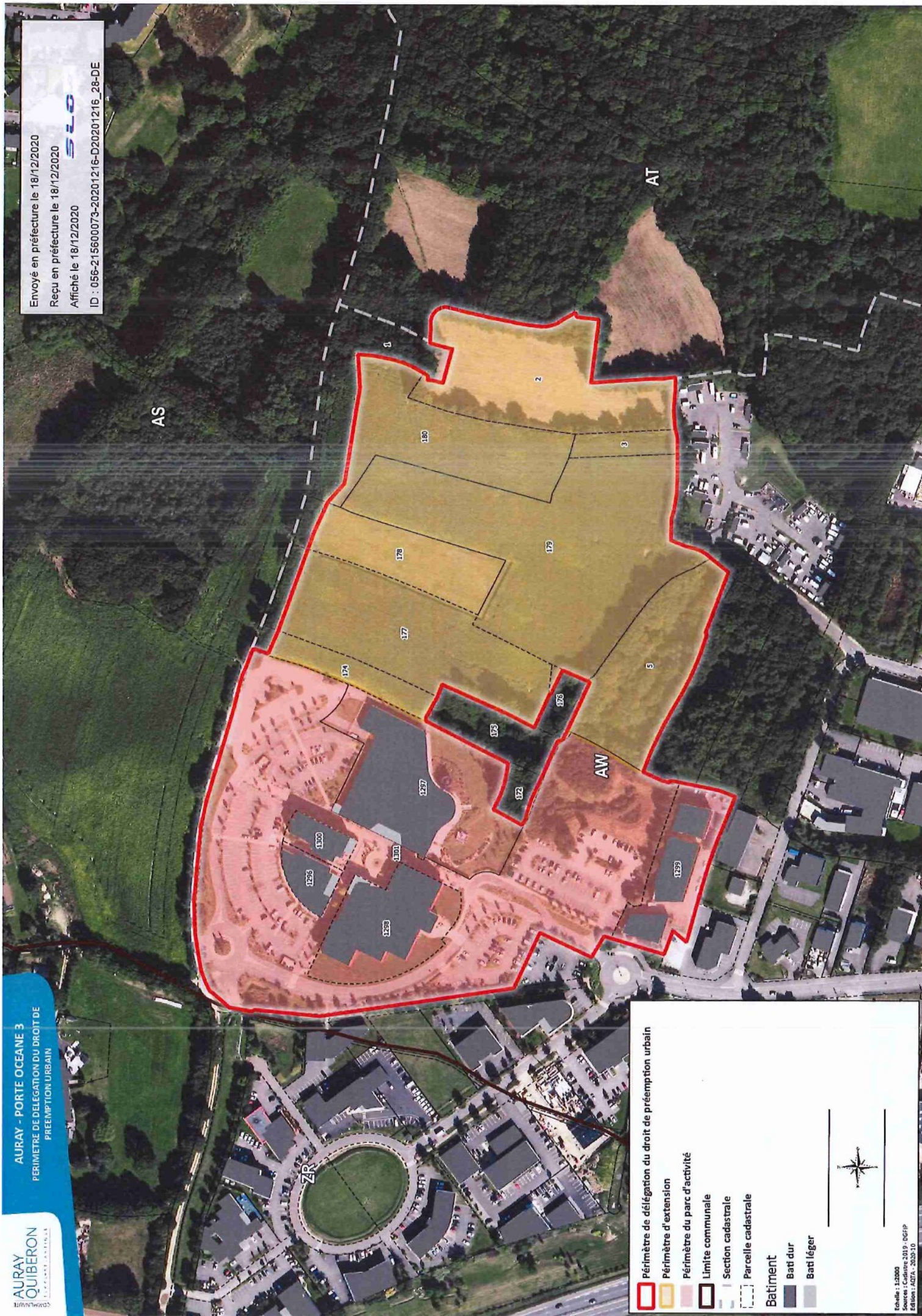
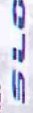


Envoyé en préfecture le 18/12/2020

Reçu en préfecture le 18/12/2020

Affiché le 18/12/2020

ID : 056-215600073-20201216-D20201216\_28-DE



- Périmètre de délégation du droit de préemption urbain
  - Périmètre d'extension
  - Périmètre du parc d'activité
  - Limite communale
  - Section cadastrale
  - Parcelle cadastrale
- Batiment**
- Bati dur
  - Bati léger





Envoyé en préfecture le 18/12/2020  
Reçu en préfecture le 18/12/2020  
Affiché le 18/12/2020

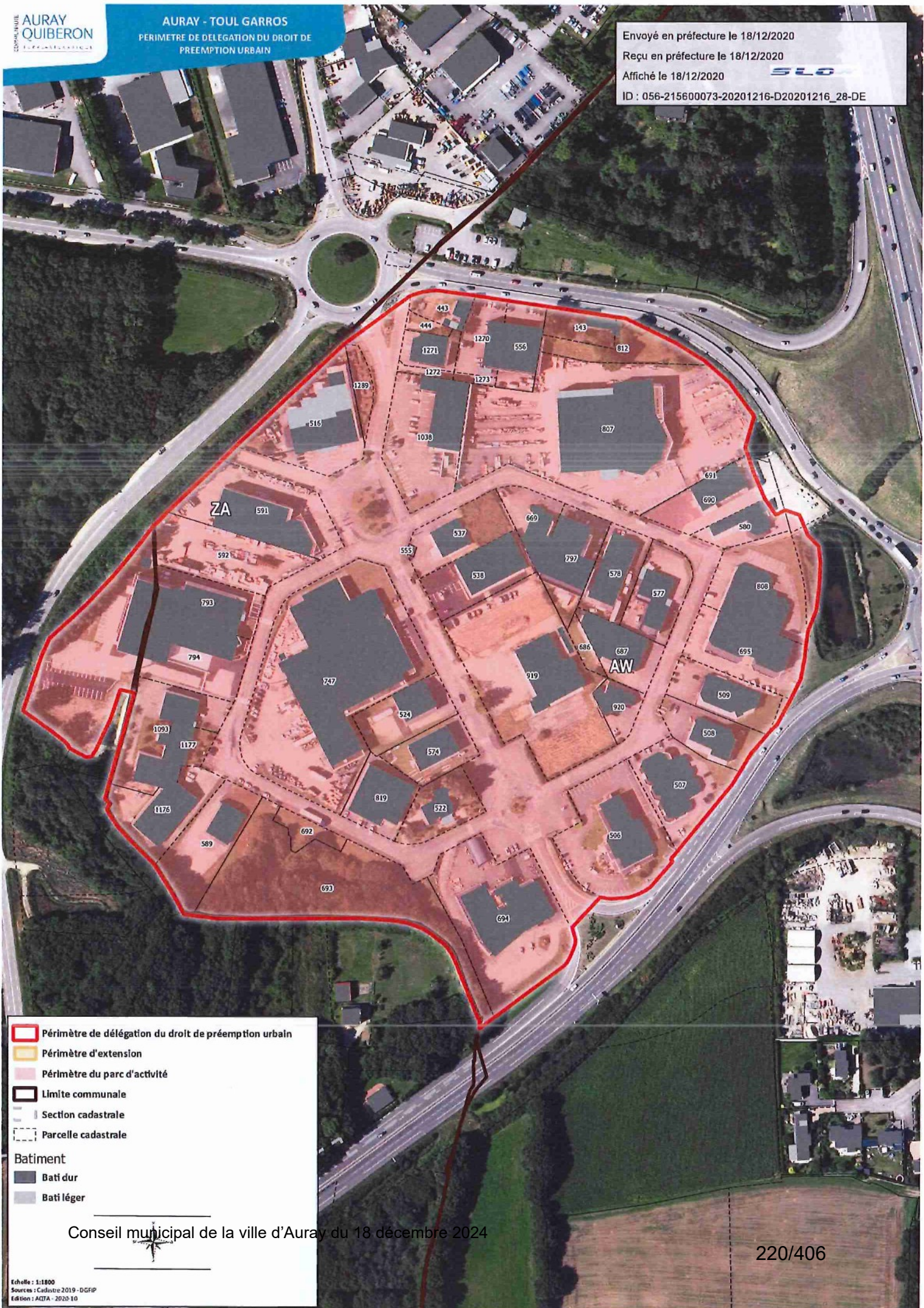
ID : 056-215600073-20201216-D20201216\_28-DE




- Périmètre de délégation du droit de préemption urbain
  - Périmètre d'extension
  - Périmètre du parc d'activité
  - Limite communale
  - Section cadastrale
  - Parcelle cadastrale
- Batiment**
- Bati dur
  - Bati léger








 Périmètre de délégation du droit de préemption urbain

 Périmètre d'extension

 Périmètre du parc d'activité

 Limite communale

 Section cadastrale

 Parcelle cadastrale

Batiment

 Bati dur

 Bati léger

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

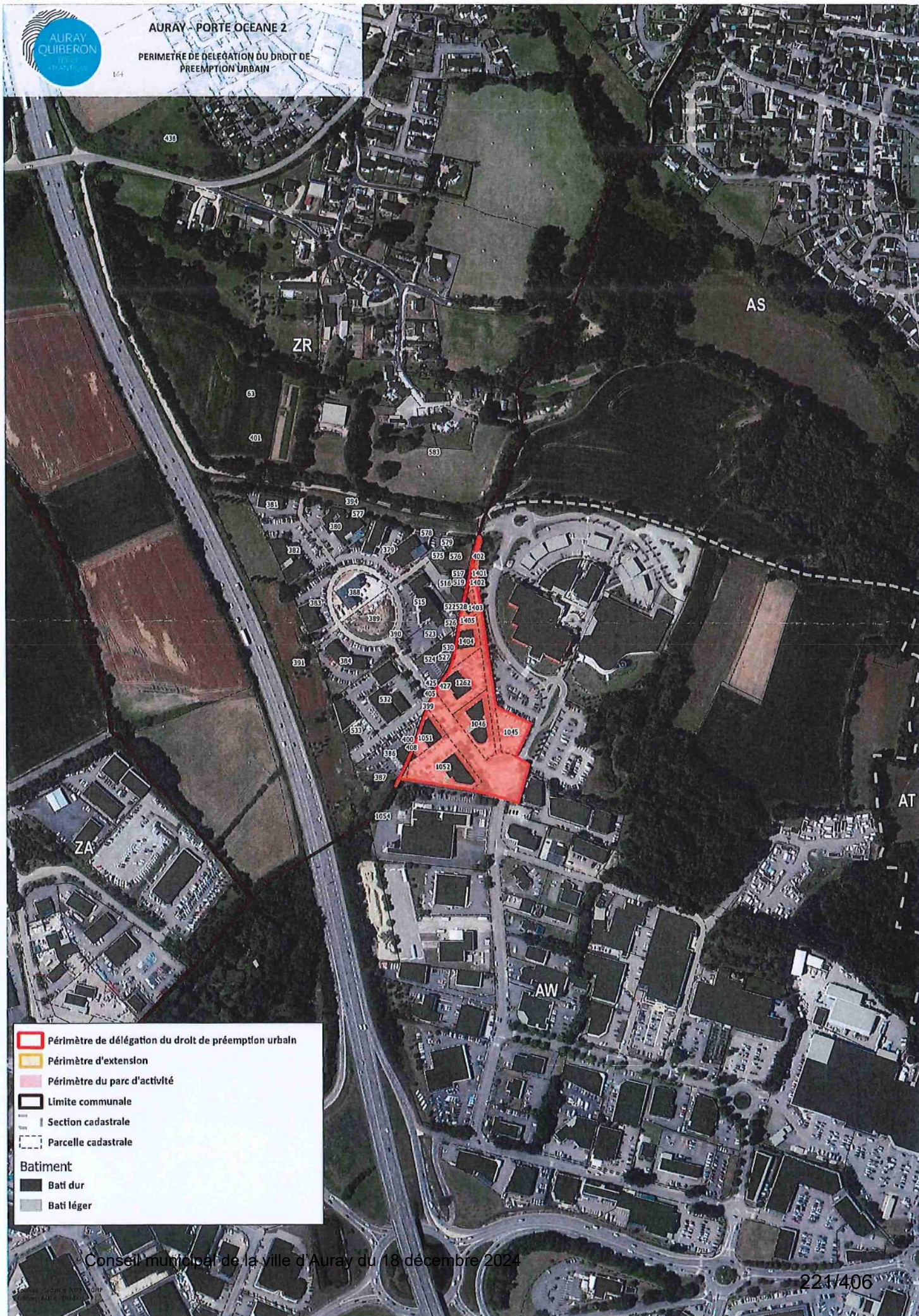
220/406





AURAY - PORTE OCEANE 2

PERIMÈTRE DE DÉLÉGATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN





Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **17- DU - CRÉATION DE LA COMMISSION LOCALE DU SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE**

Madame Marie DUBOIS, 7ème adjointe, expose à l'assemblée :

Considérant que la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) instituant le Site Patrimonial Remarquable (SPR) prévoit la constitution d'une Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLSPR).

Considérant que la CLSPR est consultée lors de l'élaboration, la révision ou la modification de l'AVAP valant SPR.

Elle peut valider des dérogations à son règlement à l'occasion de certains projets.

La CLSPR devra arrêter par vote son règlement intérieur lors de sa première réunion.

Considérant que cette commission comprend un maximum de quinze membres dont des membres de droit. Les personnes non-membres de droit sont nommées par l'autorité compétente après avis du préfet du département, et répartis par tiers entre :

- les représentants locaux
- les représentants d'associations
- les personnalités qualifiées

**Les membres de droit** sont :

- Le Maire de la commune où se situe l'AVAP valant SPR
- le Préfet du Département ou son représentant
- le Directeur Régional des Affaires Culturelles (DRAC) ou son représentant
- l'Architecte des Bâtiments de France (ABF)

**Les autres membres** sont :

- 1 élu municipal autre que le Maire qui présidera la CLSPR
- 2 élus municipaux
- 2 personnalités qualifiées.
- 2 représentants d'associations de protection du patrimoine et du paysage

Il est impératif que chacun des membres ait un suppléant.

Il est proposé au Conseil Municipal de désigner :

- En qualité d'élus en plus de Madame le Maire : **Cinq membres** du Conseil Municipal (Un membre siégeant au côté du Maire qui présidera la CLSPR, deux titulaires, deux suppléants).

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

- Au titre des personnalités qualifiées : **Quatre membres**. Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie ou un représentant de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ou un représentant de la Fédération Auray Commerce ou un historien local ou un architecte spécialisé dans le patrimoine protégé ou un représentant de la maison du logement ou un membre de la Fondation du Patrimoine. Deux personnalités doivent être désignées ainsi que deux suppléants.

- Au titre des représentants d'associations : **Quatre membres**. Un membre de la Société d'Histoire et d'Archéologie du Pays d'Auray ou un membre d'une association de défense du patrimoine. Deux représentants doivent être désignés ainsi que deux suppléants.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code du Patrimoine ;

Vu l'article D 631-5 du code du patrimoine ;

Vu la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) ;

Vu le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux ;

Vu le décret n°2021-881 du 30 juin 2021 modifiant l'article D 631-5 du code du patrimoine ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auray approuvé le 27 mars 2018 et modifié le 21 septembre 2022 ;

Vu l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) valant Site Patrimonial Remarquable créée le 27 mars 2018 ;

Vu l'avis en attente du Préfet du département sur la composition de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLSPR) consulté par la commune par voie postale le 25 novembre 2024 ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission d'urbanisme du 18/11/2024 ;

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la création de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLSPR) ;

- **DÉSIGNE** en qualité de représentants du Conseil Municipal au sein de cette commission :

Au titre de membre représentant la commune au côté du Maire président la CLSPR :

- Marie DUBOIS

Au titre de titulaires :

- Julien BASTIDE,

- Jean-Charles KERLAU

Au titre de suppléants :

- Stéphane RENAULT

- Jean-Baptiste LE GUENNEC

- **DESIGNE** en qualité de personnalités qualifiées :

Au titre de titulaires :

- Madame Anne-Elen LE PAVEC (Chargée d'urbanisme et Conseillère entreprises - **Chambre de Commerce et d'industrie**)

- Madame Geneviève HAMON (déléguée locale d'Auray de **la Fondation du Patrimoine**)

Au titre de suppléants :

- Valérie DUMAS (Conseillère commerce et animatrice territoriale ouest Morbihan - **Chambre de commerce et d'industrie**)

- Dominique De Ponsay (Délégué départemental de **la Fondation du Patrimoine**)

- **DESIGNER** en qualités de représentants d'associations :

Au titre de titulaires :

- Monsieur Martial IMBERTI (Président de l'**Association de protection de Saint-Goustan**)

- Monsieur Arnaud Guguin (Président de la **Société d'Histoire et d'Archéologie du Pays d'Auray**)

Au titre de suppléants :

- Madame IMBERTI (Membre de l'**association de protection de Saint-Goustan**)

- M Bernard Jain (Membre de la **Société d'Histoire et d'Archéologie du Pays d'Auray**)

Le Conseil Municipal est informé qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Maire, cette-dernière délègue la présidence de la CLSPR à Monsieur Julien BASTIDE.



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau de l'intercommunalité et de l'urbanisme**

A VANNES, le **11 DEC. 2024**

Affaire suivie par : A. BESNARD  
Tél : 02.97.54.85.74  
Courriel : [auriane.besnard@morbihan.gouv.fr](mailto:auriane.besnard@morbihan.gouv.fr)

**LE PRÉFET**

à

**Madame la Maire**  
100 place de la République  
BP 10610  
56 400 AURAY

**Objet : Création de la commission locale du site patrimonial remarquable d'Auray (CLSPR)**

Par un courrier daté du 19 novembre 2024, vous avez sollicité mon avis concernant la désignation des représentants d'associations et personnalités qualifiées de la CLSPR d'Auray que vous projetez de créer par délibération du conseil municipal au mois de décembre, conformément à l'article D.631-5 du code du patrimoine.

Après avis de la DRAC de Bretagne le 26 novembre 2024, je vous informe émettre un avis favorable quant à cette composition.

Conformément à l'article suscité, un règlement devra fixer les conditions de fonctionnement de la CLSPR.

Le Préfet

Pour le préfet, par délégation,  
Le secrétaire général.

Déphané JARLÉGAND

**Sujet :** RE: AURAY - Création d'une CLSPR - avis du Préfet

**De :** GRANGE Christophe <christophe.grange@culture.gouv.fr>

**Date :** 26/11/2024 10:35

**Pour :** BESNARD Auriane PREF56 <auriane.besnard@morbihan.gouv.fr>

**Copie à :** D'HAUTEVILLE Laure <laure.dhauteville@culture.gouv.fr>, "PACOUREAU Helene PREF56" <helene.pacoureau@morbihan.gouv.fr>

Bonjour Madame BESNARD

Après lecture de la lettre de Madame la Maire et du projet de délibération joint, je vous informe que la DRAC Bretagne émet un avis favorable à cette proposition de composition de la commission locale du SPR d'Auray.

Restant à votre disposition

Cordialement



**MINISTÈRE  
DE LA CULTURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Christophe GRANGE  
Architecte et urbaniste de l'État  
Conseiller architecture  
DRAC Bretagne  
06.28.02.34.66



**Sujet :** RE: RE: AURAY - Création d'une CLSPR - avis du Préfet

**De :** D'HAUTEVILLE Laure <laure.dhauteville@culture.gouv.fr>

**Date :** 10/12/2024 09:58

**Pour :** BESNARD Auriane PREF56 <auriane.besnard@morbihan.gouv.fr>

**Copie à :** PACOUREAU Helene PREF56 <helene.pacoureau@morbihan.gouv.fr>, "GRANGE Christophe" <christophe.grange@culture.gouv.fr>

Bonjour Madame,

Nous nous rallions à l'avis de la DRAC, Favorable aussi de notre côté, merci

Bonne journée

**LAURE d'HAUTEVILLE**

Architecte des bâtiments de France

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine

Hôtel de Penven

31 rue Thiers, 56000 VANNES

Tél. : 02 97 47 18 15

[www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr)



**MINISTÈRE  
DE LA CULTURE**

*Liberté*

*Égalité*

*Fraternité*

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

**18- DCDC - AIDE A LA PRATIQUE ARTISTIQUE, CULTURELLE ET DE LOISIRS :  
VERSEMENT N°2 DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE  
LOISIRS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF CULTURE AN ALRE**

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le dispositif « Culture An Alre » permet à tout alréen âgé de plus de 3 ans d'obtenir un soutien financier de la Ville en fonction de son niveau de revenu (coefficient CAF inférieur à 914).

Ce dispositif concerne les activités artistiques ou culturelles (musique, théâtre, danse, arts visuels...) qui devront respecter les conditions suivantes :

- être régulières et à l'année,
- être proposées par une association loi 1901 et encadrées par du personnel formé,
- intégrer un apprentissage avec une dimension collective,
- se dérouler sur le territoire alréen.

Une seule activité (parmi sport, art et culture) sera prise en compte par an et par personne.

En milieu d'année, 6 dossiers émanant de 2 associations ont été retenus pour un montant global de 909 €.

Pour le second versement et depuis la rentrée scolaire, 50 dossiers ont été déposés par 4 associations dont 37 sont recevables pour un montant global de 4 680 € qui se décompose comme suit :

| <b>ASSOCIATIONS</b>                           | <b>NOMBRE DE DOSSIERS DÉPOSÉS</b> | <b>NOMBRE DE DOSSIERS RECEVABLES</b> | <b>MONTANT</b> |
|-----------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Association DE LA TETE AUX PIEDS              | 1                                 | 1                                    | 198 €          |
| Association MAISON D'ANIMATION ET DES LOISIRS | 44                                | 33                                   | 4 341 €        |
| Association ALRE BAND COUNTRY                 | 4                                 | 3                                    | 141 €          |

|                             |           |           |               |
|-----------------------------|-----------|-----------|---------------|
| Association<br>KEVRENN ALRÉ | 1         | 0         | 0 €           |
| <b>TOTAL</b>                | <b>50</b> | <b>37</b> | <b>4 680€</b> |

Pour mémoire, le budget alloué à « Culture An Alre » sur l'exercice budgétaire 2024 est de 5 000,00 €.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission cultures, patrimoine du 19 novembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **PREND CONNAISSANCE** du tableau de propositions de versement n°2 de subventions aux associations culturelles et de loisirs dans le cadre de l'aide à la pratique artistique ou culturelle « Culture An Alre ».
- **APPROUVE** le versement des subventions dans le cadre du dispositif « Culture An Alre ».
- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

|                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024<br/>Compte-rendu affiché le 20/12/2024<br/>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024</p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **19- DCDC - VIE ASSOCIATIVE - APPROBATION D'UNE NOUVELLE CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LA MAISON D'ANIMATION ET DES LOISIRS**

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le 31 décembre 2024, la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville d'Auray et la Maison d'Animation et des Loisirs, arrivera à terme.

Le redémarrage d'après crise sanitaire et la réécriture du projet associatif de la Maison d'Animation et des Loisirs ont repoussé l'écriture d'une nouvelle convention d'objectifs.

Cette convention est basée sur le soutien au fonctionnement de la Maison d'Animation et des Loisirs, correspondant à son projet associatif ainsi qu'aux orientations politiques de la Ville dans les domaines de l'Éducation, de la Culture de l'Animation socioculturelle, de la Jeunesse et des Sports dont les axes majeurs sont :

- La proposition d'activités sportives, culturelles et de loisirs pour tous, et à tous les âges.
- Le développement de loisirs éducatifs et culturels pour les jeunes en complémentarité avec les autres acteurs.
- La mise en valeur du lien social et du vivre ensemble.
- La participation à la vie du quartier, de la ville et du territoire.
- Le développement des coopérations et partenariats pour une meilleure offre culturelle, de loisirs, et d'utilité sociale.
- L'ouverture des espaces d'expression, de rencontre et de participation pour tous.

Pour mener à bien les axes de fonctionnement précités, la Ville s'engage à :

- Verser une subvention annuelle revalorisée/réévaluée en raison de la mise à disposition d'un immeuble bâti à titre gracieux. En 2024, la subvention s'élevait à 60 820,00 €.
- Mettre à disposition de l'Association un immeuble bâti situé 2 rue Auguste La Houlle à Auray (régit par une convention d'occupation de mise à disposition d'un immeuble bâti).

Pour donner suite au bilan réalisé avec l'association le 15 novembre 2024, la convention proposée sera amendée d'un article sur les conditions de mises à disposition de l'Espace Athéna.

La convention prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2025 et fin au 31 décembre 2027.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission cultures et patrimoine du 10/12/2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville d'Auray et la Maison d'Animation et des Loisirs.

- **AUTORISE** Madame le Maire à la signer.



## Convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville d'Auray et l'Association "Maison d'Animation et des Loisirs"

Entre

La Ville d'Auray – 100 place de la République – BP 10610 – 56406 AURAY CEDEX  
représentée par Mme Claire MASSON en sa qualité de Maire, autorisée par délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2024,  
et désignée sous le terme « la Ville », d'une part,  
N° Siret : 215 600 073 000 13

Et,

Association « Maison d'Animation et des Loisirs », association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,  
dont le siège social est situé 2 rue Auguste La Houlle – 56400 AURAY,  
représentée par M. Jean CORVELLEC, en sa qualité de Président,  
et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,  
N° Siret : 311 221 444 000 12

Il est convenu ce qui suit :

### **PREAMBULE**

Pour répondre aux besoins des habitants de la ville d'Auray, le Conseil Municipal encourage le développement d'actions à caractère culturel, sportif, éducatif, social et de loisirs.

La Ville réaffirme sa volonté d'instaurer un lien privilégié avec les associations œuvrant sur le territoire communal.

Depuis sa création en 1972, l'Association Maison d'Animation et des Loisirs n'a cessé de se développer dans les domaines de l'enfance, de la jeunesse et de la famille en complément de l'activité et des actions des services municipaux.

Cette convention fixe les engagements respectifs de la Ville et de l'Association. Elle formalise et précise leurs relations et fonde un véritable partenariat entre les deux parties.

Les objectifs définis dans cette convention s'inscrivent et respectent la politique conduite par la Ville d'Auray dans les domaines de l'Éducation, de la Culture, de l'Animation socioculturelle, de la Jeunesse et des Sports, ainsi que le projet associatif de la M.A.L.

Considérant que la réalisation du projet mentionné à l'article 1 ci-dessous nécessite un appui sur la durée, la Ville a convenu de conclure avec le bénéficiaire une convention pluriannuelle d'objectifs.

### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention annule et remplace les conventions, avenants et annexes précédents passés entre la Ville et l'Association.

#### 1-1 Objectifs généraux

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

La Maison d'Animation et des Loisirs a pour objet de proposer des animations éducatives de loisirs et culturelles s'adressant à toutes les tranches d'âges et à tous les milieux sociaux.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Ville apporte son soutien au projet que l'Association entend poursuivre conformément à ses statuts et à son projet associatif dont les objectifs généraux sont :

- Proposer des activités sportives, culturelles et de loisirs pour tous, et à tous les âges.
- Développer des loisirs éducatifs pour les jeunes en complémentarité avec les autres acteurs.
- Favoriser le lien social et le vivre ensemble, participer à la vie du quartier, de la ville et du territoire.
- Développer les coopérations et partenariats pour une meilleure offre culturelle, de loisirs, et d'utilité sociale.
- Ouvrir des espaces d'expression, de rencontre et de participation pour tous.
- Développer l'accueil des personnes handicapées et empêchées, ainsi que les actions et approches sport-santé et bien-être.
- Proposer des activités contribuant à l'éducation culturelle et artistique.
- Promouvoir les valeurs de l'éducation populaire, le partage des connaissances, des savoirs et pratiques.

#### 1-2 Soutien de la Ville à l'action de l'Association

Pour mener à bien la mise en œuvre de son projet associatif et son plan d'actions, la Ville s'engage à :

> Verser une subvention annuelle dont le montant et les modalités de versement sont prévus aux articles 3 et 4.

Cette subvention de fonctionnement, revue annuellement, prendra en compte :

- la qualité du projet associatif,
- les efforts pour l'accès de tous (populations éloignées de l'offre, politique tarifaire, égalité femme/homme),
- le nombre d'alréens adhérents,
- les partenariats avec les différents services municipaux et les acteurs locaux,
- la complémentarité des activités proposées avec l'existant notamment l'Ecole de Musique.

> Mettre à disposition de l'Association à titre gracieux, un immeuble bâti situé 2 rue Auguste La Houlle à Auray dont les modalités de mise à disposition sont précisées dans une convention de mise à disposition d'un immeuble bâti.

> Mettre l'Espace Athéna (salle de spectacles + cafétéria) à disposition de l'association, 1 fois par an au mois de juin pour y effectuer ses représentations de fin de saison.

Le calendrier de la mise à disposition sera établi annuellement, en juin ou juillet pour la saison suivante, en fonction de l'utilisation des lieux et des impératifs de fonctionnement du centre (événement municipal, travaux).

Cette mise à disposition aura lieu un samedi et éventuellement un dimanche.

#### 1-3 Engagements de la Maison d'Animation et des Loisirs

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible le soutien de la Ville d'Auray en apposant le logo dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

L'Association s'engage à faire connaître à la Ville d'Auray toutes modifications de ses statuts ou liées à son activité.

### **ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La convention prendra effet à compter du 01 janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2027.

Au plus tard 6 mois avant son expiration, les parties signataires devront faire connaître mutuellement leurs intentions en ce qui concerne son arrêt ou son renouvellement.

A l'issue du bilan, les parties s'accordent sur le renouvellement ou non de la convention.

### **ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024



3.1 La Ville contribue financièrement, chaque année, en fonction du projet associatif pour un montant prévisionnel maximal de 30 % du budget global.

3.2 Les contributions financières de la Ville mentionnées au paragraphe 3.1 ne sont applicables que sous réserve des conditions suivantes :

- l'association devra déposer chaque année, un dossier de demande de subvention, proposant et détaillant le projet et le programme d'actions en rapport avec les statuts de l'association, et dans le cadre du partenariat défendu par la présente convention.

- de l'inscription des crédits lors du vote du budget dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire.

#### **ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

Pour les années 2025, 2026, 2027 la contribution financière annuelle, sous réserve du vote de crédits de paiement par délibération de la collectivité territoriale, est versée en une seule fois, à réception du bilan comptable de l'association.

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à L'association La Maison d'Animation et des Loisirs au compte :

Code établissement : 13 807 Code guichet : 00022

Numéro de compte : 22019101385 Clé RIB : 68

#### **ARTICLE 5 - JUSTIFICATIFS**

L'Association s'engage à fournir dans les trois mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet associatif et prenant en compte les éléments mentionnés dans l'article 1.2 .

Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.

Le rapport d'activité.

#### **ARTICLE 6 - EVALUATION**

L'évaluation de la réalisation du projet auquel la Ville a apporté son concours, sur le plan qualitatif et quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Ville et l'Association précisées comme suit :

##### Évaluation annuelle

Une évaluation annuelle (en novembre) se fera en présence des élus et agents de la Ville concernés, du président, du directeur de l'Association et de membres du Conseil d'Administration.

Cette évaluation permettra de porter un regard particulier sur le bilan et d'apporter d'éventuels aménagements notamment quant aux éléments mentionnés à l'article 1.2.

##### Évaluation au terme de la convention

L'Association s'engage à fournir, au moins six mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet et du programme d'actions La Ville procède, conjointement avec l'Association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions et l'atteinte des objectifs définis à l'article 1.1.

#### **ARTICLE 7 - MODIFICATION OU ANNULLATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville et l'Association. Dans ce cadre, la demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

#### **ARTICLE 8 - RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

#### **ARTICLE 9 - RECOURS**

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal compétent après épuisement des voies amiables.

Auray, le 12 décembre 2024,

Pour la Ville,  
Le Maire,  
Claire MASSON

Pour l'Association  
Le Président,  
Jean CORVELLEC



**Ville d'Auray**

**Direction Cultures et Droits culturels**

Vie Associative

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray

dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00

[www.auray.fr](http://www.auray.fr)

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

**Convention pluriannuelle d'objectifs de la MAL**  
**Grille d'évaluation annuelle**

**1. NIVEAU D'ATTEINTE DES OBJECTIFS POUR L'ANNÉE 2027**

**Proposer des activités sportives, culturelles et de loisirs pour tous, et à tous les âges**

| Pas du tout atteint                                                                   | Plutôt pas atteint | Plutôt atteint | Tout à fait atteint |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------|---------------------|
|                                                                                       |                    |                |                     |
| Commentaires (éléments concrets et analyse de leur pertinence, impact et viabilité) : |                    |                |                     |

**Développer des loisirs éducatifs pour les jeunes en complémentarité avec les autres acteurs**

| Pas du tout atteint                                                                   | Plutôt pas atteint | Plutôt atteint | Tout à fait atteint |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------|---------------------|
|                                                                                       |                    |                |                     |
| Commentaires (éléments concrets et analyse de leur pertinence, impact et viabilité) : |                    |                |                     |

**Favoriser le lien social et le vivre ensemble, participer à la vie du quartier, de la ville et du territoire**

| Pas du tout atteint                                                                   | Plutôt pas atteint | Plutôt atteint | Tout à fait atteint |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|----------------|---------------------|
|                                                                                       |                    |                |                     |
| Commentaires (éléments concrets et analyse de leur pertinence, impact et viabilité) : |                    |                |                     |

**Développer les coopérations et partenariats pour une meilleure offre culturelle, de loisirs, et d'utilité sociale**

| Pas du tout atteint                                                                   |  | Plutôt pas atteint |  | Plutôt atteint |  | Tout à fait atteint |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------|--|----------------|--|---------------------|--|
|                                                                                       |  |                    |  |                |  |                     |  |
|                                                                                       |  |                    |  |                |  |                     |  |
| Commentaires (éléments concrets et analyse de leur pertinence, impact et viabilité) : |  |                    |  |                |  |                     |  |

**Ouvrir des espaces d'expression, de rencontre et de participation pour tous**

| Pas du tout atteint                                                                   |  | Plutôt pas atteint |  | Plutôt atteint |  | Tout à fait atteint |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------|--|----------------|--|---------------------|--|
|                                                                                       |  |                    |  |                |  |                     |  |
|                                                                                       |  |                    |  |                |  |                     |  |
| Commentaires (éléments concrets et analyse de leur pertinence, impact et viabilité) : |  |                    |  |                |  |                     |  |

**Développer l'accueil des personnes handicapées et empêchées, ainsi que les actions et approches sport-santé et bien-être**

| Pas du tout atteint                                                                   |  | Plutôt pas atteint |  | Plutôt atteint |  | Tout à fait atteint |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------|--|----------------|--|---------------------|--|
|                                                                                       |  |                    |  |                |  |                     |  |
|                                                                                       |  |                    |  |                |  |                     |  |
| Commentaires (éléments concrets et analyse de leur pertinence, impact et viabilité) : |  |                    |  |                |  |                     |  |

**Proposer des activités contribuant à l'éducation culturelle et artistique**

| Pas du tout atteint                                                                   |  | Plutôt pas atteint |  | Plutôt atteint |  | Tout à fait atteint |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------|--|----------------|--|---------------------|--|
|                                                                                       |  |                    |  |                |  |                     |  |
|                                                                                       |  |                    |  |                |  |                     |  |
| Commentaires (éléments concrets et analyse de leur pertinence, impact et viabilité) : |  |                    |  |                |  |                     |  |

**Promouvoir les valeurs de l'éducation populaire, le partage des connaissances, des savoirs et pratiques**

| Pas du tout atteint                                                                   |  | Plutôt pas atteint |  | Plutôt atteint |  | Tout à fait atteint |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--|--------------------|--|----------------|--|---------------------|--|
|                                                                                       |  |                    |  |                |  |                     |  |
|                                                                                       |  |                    |  |                |  |                     |  |
| Commentaires (éléments concrets et analyse de leur pertinence, impact et viabilité) : |  |                    |  |                |  |                     |  |

## **CRITÈRES D'ANALYSE DE LA VILLE**

Pour chacun de ces éléments, décrire ce qui a été réalisé, mis en place l'année écoulée, et les effets obtenus (réussites/échecs)

**Efforts pour l'accès de tous (populations éloignées, offre tarifaire, égalité femme/homme) :**

**Nombre d'adhérents (alréens/non alréens) :**

**Partenariats avec des services de la ville :**

**Autres partenariats :**

**Complémentarité de l'offre avec l'existant (notamment école de musique) :**

### 3. EFFETS INDUITS ET SUITES

Certaines actions de l'année passée ont-elles créé des effets inattendus (qu'ils soient positifs ou négatifs) ?

Quelles sont les principales évolutions (ou confirmations) prévues pour l'année à venir ?



**Ville d'Auray**

**Direction Cultures et Droits culturels**

Vie Associative

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray

dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00

[www.auray.fr](http://www.auray.fr)  
Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024



Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

**20- DCDC - VIE ASSOCIATIVE - APPROBATION D'UNE NOUVELLE CONVENTION D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE BÂTI ENTRE LA VILLE D'AURAY ET LA MAISON D'ANIMATION ET DES LOISIRS**

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le 17 Mars 2022, le Conseil Municipal approuvait la prorogation de la convention de mise à disposition d'un immeuble bâti entre la Ville d'Auray et la Maison d'Animation et des Loisirs jusqu'au 31 décembre 2024.

La nouvelle convention de mise à disposition prendra effet à compter du 01 janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2027 dont les modalités sont les suivantes :

- Mise à disposition d'un immeuble bâti situé 2 rue Auguste la Houlle dont la surface totale est de 803,70 m<sup>2</sup>, dont 794,70 m<sup>2</sup> de surfaces utiles, 9 m<sup>2</sup> de surfaces techniques et 257,20 m<sup>2</sup> de surfaces mutualisées.
- Les locaux seront utilisés par l'association pour les besoins de ses activités propres, conformément à ses statuts ou pour toute activité menée en partenariat avec la Ville.
- La mise à disposition du bâtiment est consentie à titre gracieux.
- L'abonnement de l'électricité est déduit des coûts de fonctionnement de l'association puisque devenu municipal de par l'installation des panneaux photovoltaïques depuis 2022. L'association se verra donc re-facturer par la Ville uniquement la consommation annuelle du bâtiment.
- L'association peut continuer à mutualiser les locaux tout en informant la Ville.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission cultures et patrimoine du 10/12/2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention d'occupation d'un immeuble bâti entre la Ville d'Auray et la Maison d'Animation et des Loisirs.
- **AUTORISE** Madame le Maire à la signer.

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN IMMEUBLE BÂTI  
ENTRE LA VILLE D'AURAY ET L'ASSOCIATION "MAISON D'ANIMATION ET DES LOISIRS"**

Entre

La Ville d'Auray – 100 place de la République – BP 10610 – 56406 AURAY CEDEX  
Représentée par Mme Claire MASSON en sa qualité de Maire, autorisé par délibération du Conseil Municipal du 5 juillet 2020 et du 11 décembre 2024,  
et désignée sous le terme « la Ville », d'une part,  
N° Siret : 215 600 073 000 13

Et,

Association « Maison d'Animation et des Loisirs », association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,  
dont le siège social est situé 2 rue Auguste La Houlle – 56400 AURAY,  
Représentée par M Jean CORVELLEC en sa qualité de Président,  
et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,  
N°Siret : 311 221 444 000 12

Entre les soussignés

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1 : Objet de la convention**

Cette convention a pour objet la mise à disposition de locaux de la Ville au profit de l'Association selon les dispositions définies dans la présente convention, d'un bâtiment dont elle est propriétaire.

**Article 2: Désignation des locaux.**

Ce bâtiment immeuble situé 2 rue Auguste la Houlle, implanté sur les parcelles cadastrées AR 344 d'une contenance de 1 834 m<sup>2</sup>, et AR 489 d'une contenance de 652 m<sup>2</sup>, construits suivant permis de construire délivré le 07 juillet 2003 portant le numéro PC 5600703P10015 (SHOB de 1044 m<sup>2</sup>, SHON de 884 m<sup>2</sup>).

Description :

Le bâtiment comprend les locaux suivants :

Au rez de chaussée bâtiment principal :

- 1 Hall d'entrée (12,00 m<sup>2</sup>)
- 1 local poubelle rangement matériel nettoyage (2.10 m<sup>2</sup>)
- 1 placard technique TGBT (0,50 m<sup>2</sup>)
- 1 local cafétéria (26,80 m<sup>2</sup>)
- 1 bureau d'accueil (29,60 m<sup>2</sup>)
- 1 bureau de Direction (19,00 m<sup>2</sup>)
- 1 dégagement (63,70 m<sup>2</sup>)
- 1 local rangement (9,00 m<sup>2</sup>)
- 1 local labo photo (15,90 m<sup>2</sup>)
- 1 salle informatique (30,80 m<sup>2</sup>)
- 1 salle de bricolage (42,30 m<sup>2</sup>)
- 1 salle de dessin (51,40 m<sup>2</sup>)
- 1 salle de musique (37,80 m<sup>2</sup>)
- 1 salle polyvalente (125,90 m<sup>2</sup>)
- 1 salle de sport (126,80 m<sup>2</sup>)
- Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024
- 1 local vestiaires femmes avec 1 douche (19,60 m<sup>2</sup>)
- 1 local vestiaires hommes avec 1 douche (12,00 m<sup>2</sup>)

- 1 local sanitaires femmes (8,60 m<sup>2</sup>)
- 1 local sanitaires hommes (8,60 m<sup>2</sup>)
- 1 escalier accès étage ( 8,40 m<sup>2</sup>)

A l'étage bâtiment principal :

- 1 salle non cloisonnée (146,50 m<sup>2</sup>)

En extérieur avec accès séparé :

- 1 local chaufferie (6,40 m<sup>2</sup>)

La surface totale de ce bâtiment est de 803,70 m<sup>2</sup>, dont 794,70 m<sup>2</sup> de surfaces utiles, 9 m<sup>2</sup> de surfaces techniques et 257,20 m<sup>2</sup> de surfaces mutualisées

En outre, des parkings à proximité du bâtiment sont réservés pour les utilisateurs de ce bâtiment.

### **Article 3 : État des locaux**

L'Association déclare bien connaître les lieux.

Les locaux sont mis à disposition non meublés.

Ils sont équipés d'une alarme incendie, d'extincteurs incendie, d'un plan d'évacuation ainsi que d'une alarme anti-intrusion.

L'Association devra entretenir les locaux pendant toute la durée de la mise à disposition et les rendre en bon état à l'expiration de la convention.

### **Article 4 : Destination des locaux**

Les locaux seront utilisés par l'Association pour les besoins de ses activités propres, conformément à ses statuts ou pour toute activité menée en partenariat avec la Ville.

Il est à ce sujet expressément convenu que tout changement à cette destination, qui ne serait pas autorisé par la Ville entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention.

### **Article 5 : Entretien et réparation des locaux**

Les droits et les obligations des 2 parties contractantes sont réglés conformément aux dispositions du Code Civil et aux usages locaux pour tout ce qui n'est pas prévu par la convention.

La Ville s'engage notamment à tenir les lieux clos et couverts, à y faire toutes les grosses réparations nécessaires et à veiller à la conformité des lieux vis-à-vis de la réglementation régissant les Établissements Recevant du Public (E.R.P.)

La Ville effectuera les vérifications périodiques obligatoires (alarme incendie, extincteurs, électricité, gaz,...) conformément à la réglementation en vigueur.

L'association devra aviser immédiatement la Ville de toute réparation à la charge de cette dernière dont elle sera à même de constater la nécessité sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

L'Association s'engage à effectuer, dans les lieux mis à disposition, tous les travaux de menu entretien et les réparations locatives tels qu'ils sont définis par le Code Civil et les usages locaux, en concertation avec les services techniques municipaux. Elle les rendra, à sa sortie, en bon état de réparations locatives.

L'Association accepte l'exécution de toutes les réparations, reconstructions, travaux quelconques, même de simples améliorations que la Ville estimerait nécessaires, utiles ou même simplement convenables et qu'elle exécuterait pendant la durée de la convention, dans les locaux mis à disposition.

Les deux parties conviennent de se concerter afin d'évoquer les modalités pratiques à mettre en œuvre, liées à l'importance et à la durée de ces travaux.

### **Article 6 : Transformation et embellissement des locaux**

Si des travaux devaient être réalisés par l'Association, ils le seraient suivant les règles de l'art et conformément aux réglementations relatives à la sécurité, l'urbanisme et l'hygiène ainsi qu'aux prescriptions techniques en vigueur à la Ville (référentiel technique câblage voix, données, images...) Ils devront en outre, dès le stade de leur projet, être soumis pour accord préalable à la Ville sans préjudice des autorisations formelles à obtenir par ailleurs (permis de construire, autorisation d'ouverture de la commission locale de sécurité, etc.).

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Tous les travaux, embellissements et améliorations quelconques qui seraient faits par l'Association, même avec l'autorisation de la Ville, resteront en fin de convention, la propriété de cette dernière, sans indemnité.

La Ville pourra demander le rétablissement pour tout ou partie des locaux dans leur état primitif aux frais de l'Association.

#### **Article 7 : Cession et sous-location, mutualisations**

La Ville et l'Association s'engagent à s'informer mutuellement des demandes d'occupation dont elles feraient l'objet.

#### **Article 8 : Durée et renouvellement**

La présente convention est conclue pour une période de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2027. Son renouvellement éventuel fera l'objet d'une nouvelle convention à conclure avant le 31 décembre 2027.

#### **Article 9 : Conditions de mise à disposition, charges, impôts et taxes, modalités de paiement, mutualisation**

##### **Article 9.1 : Conditions de mise à disposition**

La mise à disposition du bâtiment décrit à l'article 2 est consentie à titre gracieux qui de facto sera déduit de la subvention de fonctionnement à compter de l'exercice budgétaire 2022.

##### **Article 9.2 : Charges**

Les contrats d'abonnements suivants : eau, gaz, téléphone seront établis au nom de l'Association.

S'agissant de l'électricité, dont l'abonnement est au nom de la Ville depuis 2022, le montant de la consommation sera refacturé annuellement par la Ville à l'Association.

L'Association prendra à sa charge le coût des abonnements de l'eau, du gaz et de la téléphonie, de la location des compteurs, ainsi que le coût des consommations qui en découleront.

L'Association assurera l'entretien ménager des locaux mis à disposition.

#### **Article 10: Assurances**

L'Association s'engage à s'assurer au titre de ses activités, pour ses biens propres et au titre de toutes les responsabilités incombant à son usage dans le cadre de la mise à disposition.

La Ville s'engage à prendre les assurances couvrant les responsabilités incombant au propriétaire.

La Ville s'assurera que les autres Associations utilisant les espaces mutualisés aient bien souscrit préalablement une assurance pour cette utilisation.

#### **Article 11 : Révision - Avenants**

Toute proposition de modifications de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

#### **Article 12 : Résiliation**

##### **Article 12.1 : Résiliation de plein droit**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de :

- destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure,
- non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention ; pour une telle circonstance, la résiliation prendrait effet à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La résiliation de plein droit ne donne lieu en aucun cas à indemnisation.

##### **Article 12.2 : Résiliation volontaire**

L'Association pourra résilier à tout moment la présente convention avec un préavis de trois mois par envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé au Maire d'Auray.

La Ville d'Auray pourra résilier la présente convention à son terme ou au terme de chacune de ses prolongations annuelles avec un préavis de trois mois par envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé au Président de l'Association.

La résiliation volontaire sous réserve du respect de ces conditions ne fera pas l'objet d'une indemnisation.

En cas de constat de carence, de faute ou de dysfonctionnement, ou pour tout motif d'intérêt général survenant en cours d'exécution de la convention, la Ville, après étude de la situation et entretien avec les représentants de l'Association, se réserve la possibilité de dénoncer ladite convention par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de trois mois à compter de la réception du dit courrier.

La résiliation de la convention entraîne la récupération des locaux mis à disposition par la Ville, à compter de la fin du préavis.

### **Article 13 : Dissolution de l'Association**

La dissolution de l'Association met automatiquement fin aux engagements respectifs des deux parties.

### **Article 14 : Élection de domicile**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font respectivement élection de domicile :

- La Ville d'Auray : Hôtel de Ville, 100 place de la République 56406 AURAY,
- L'Association : 2 rue Auguste La Houlle – 56400 AURAY

Fait à Auray, le 12 décembre 2024,

Pour l'Association,  
Le Président de l'Association MAL  
Jean CORVELLEC

Pour la Ville,  
Madame le Maire  
Claire MASSON



**Ville d'Auray**

**Direction Cultures et Droits Culturels**

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

02 97 56 18 00

www.auray.fr

246/406

**ANNEXE N° 1  
DESCRIPTION DES SURFACES**

| Local                      | Surface en m2 | Surfaces techniques | Surface "utile" | Surfaces mutualisées | Remarque |
|----------------------------|---------------|---------------------|-----------------|----------------------|----------|
| Hall                       | 12,00         |                     | 12,00           | 12,00                | (1)      |
| Local poubelle             | 2,10          | 2,10                | sans objet      | sans objet           |          |
| TGBT                       | 0,50          | 0,50                | sans objet      | sans objet           |          |
| Cafétéria                  | 26,80         |                     | 26,80           | 26,80                |          |
| Bureau d'accueil           | 29,60         |                     | 29,60           |                      |          |
| Direction                  | 19,00         |                     | 19,00           |                      |          |
| Dégagement                 | 63,70         |                     | 63,70           | 43,70                |          |
| Réserves                   | 9,00          |                     | 9,00            |                      |          |
| Labo photo                 | 15,90         |                     | 15,90           |                      |          |
| Salle informatique         | 30,80         |                     | 30,80           |                      |          |
| Salle de bricolage         | 42,30         |                     | 42,30           |                      |          |
| Salle de dessin            | 51,40         |                     | 51,40           |                      |          |
| Salle de musique           | 37,80         |                     | 37,80           |                      |          |
| Salle polyvalente          | 125,90        |                     | 125,90          | 125,90               | (1)      |
| Salle de gymnastique       | 126,80        |                     | 126,80          |                      | (2)      |
| Vestiaires femmes / douche | 19,60         |                     | 19,60           | 19,60                | (1)      |
| Vestiaires hommes / douche | 12,00         |                     | 12,00           | 12,00                | (1)      |
| Sanitaires femmes          | 8,60          |                     | 8,60            | 8,60                 | (1)      |
| Sanitaires hommes          | 8,60          |                     | 8,60            | 8,60                 | (1)      |
| Dégagement escalier        | 8,40          |                     | 8,40            |                      | (1)      |
| Chaufferie                 | 6,40          | 6,40                | sans objet      | sans objet           |          |
| Etage                      | 146,50        |                     | 146,50          |                      | (3)      |
| <b>TOTAL</b>               | <b>803,70</b> | <b>9,00</b>         | <b>794,70</b>   | <b>257,20</b>        |          |



**Ville d'Auray**

**Direction Cultures et Droits Culturels**

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray  
Conseil Municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024  
dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00

www.auray.fr

247/406



Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **21- DGS - APPROBATION DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS 2025-2031**

Madame Claire PARENT MER, 4ème Adjointe, expose à l'assemblée :

Le Programme local de l'habitat 2023-2028 a retenu la réforme des attributions des logements locatifs sociaux comme action à déployer pour aider les ménages à se loger sur le territoire et favoriser la mixité sociale. Cette réforme est initiée par la loi Accès au logement et à un urbanisme rénové (ALUR) en 2014, renforcée par la loi de Programmation pour la Ville et la cohésion urbaine, la loi Egalité et Citoyenneté, la loi portant Evolution du logement, de l'aménagement et du numérique et la loi relative à la Différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale. Elle vise à réguler les déséquilibres sociaux et territoriaux et améliorer l'efficacité et la transparence des politiques publiques.

Pour mener à bien cet objectif, Auray Quiberon Terre Atlantique, désigné comme chef de file, après installation de la Conférence intercommunale du Logement (CIL), a approuvé les orientations en matière d'attribution de la CIL au sein du document-cadre en 2023 et approuvé la Convention intercommunale d'Attribution (CIA) qui en décline les objectifs qualitatifs et quantitatifs, signés par les organismes HLM et les réservataires de logement.

Le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs 2025-2031 (PPGDID) est le deuxième volet de la politique intercommunale d'attribution. Il vise l'amélioration du parcours du demandeur de logement social en garantissant l'accueil, le droit à l'information et un traitement équitable dans les attributions. Il offre également l'opportunité au bassin d'habitat que représente AQTA de renforcer son niveau de service, de valoriser son accompagnement et sa politique pour le développement du logement social.

Les orientations du PPGDID sont les suivantes :

- Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social
- Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande
- Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur pour garantir l'information

Le PPGDID déclinera ses orientations dans un programme d'action pour une durée de 6 ans.

Le projet de PPGDID a été arrêté par délibération du Conseil communautaire le 10 octobre 2024.

Conformément à l'article L.441-2-8 du Code de la construction et de l'habitation, le projet est soumis pour avis aux communes membres de l'EPCI et à la CIL.

Il sera ensuite soumis à l'avis de l'Etat et à la Conférence intercommunale du logement en 2025 avant d'être présenté au vote définitif du Conseil communautaire.

Un document de synthèse présentant le projet est joint au présent bordereau.

Considérant les objectifs de la réforme,

Considérant le travail réalisé par les membres de la conférence intercommunale du logement,

Vu l'article L.441-2-8 du code de la construction et de l'habitat,

Vu l'avis favorable de la commission finances et communication du 09 décembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **ÉMET** un avis favorable sur le projet de Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs 2025-2031, tel que présenté.

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant légal à transmettre cet avis à la Communauté de communes dans les meilleurs délais et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution du présent bordereau.



Courrier enregistré  
sur MAARCH le :

12 NOV. 2024

Mairie d'AURAY  
Madame MASSON Claire  
Maire  
100 Place de la République  
BP 10610  
56400 AURAY

Auray, le 31 octobre

LRAR : 1A 214 356 6708 8

Dossier suivi par : Céline TATTEGRAIN - [celine.tattegrain@auray-quiberon.fr](mailto:celine.tattegrain@auray-quiberon.fr) - 02 22 76 03 50

Réf : SD/CD/NJ/CT/CLG/2024-3997

**Objet** : Transmission du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs 2025-2031 pour avis

**PJ** : Délibération n°2024DC/111 du Conseil communautaire, Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs 2025-2031, document de synthèse

Madame le Maire,

Le Programme local de l'habitat 2023-2028 a retenu la réforme des attributions des logements locatifs sociaux comme action à déployer pour aider les ménages à se loger sur le territoire et favoriser la mixité sociale. Pour mener à bien cet objectif, Auray Quiberon Terre Atlantique a défini ses orientations et ses engagements en matière d'attribution des logements sociaux grâce à un travail partenarial de plusieurs mois avec, notamment, les communes, les CCAS et les bailleurs sociaux. Je tenais à vous remercier pour votre investissement.

Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs 2025-2031 (PPGDID) est le deuxième volet de la politique intercommunale d'attribution. Il vise l'amélioration du parcours du demandeur de logement social en garantissant l'accueil, le droit à l'information et un traitement équitable dans les attributions.

Conformément à l'article L.441-2-8 du Code de la construction et de l'habitation, j'ai le plaisir de vous soumettre officiellement le projet de « PPGDID 2025-2031 » pour avis. Celui-ci devra intervenir dans un délai de 2 mois à partir de la réception du présent courrier, par le biais d'une délibération du conseil municipal. A défaut d'un retour de votre part dans ce délai, votre avis sera tacitement réputé favorable.

Le projet de PPGDID est également soumis à l'avis de l'Etat et à la Conférence intercommunale du logement qui se réunira en début d'année 2025. A l'issue de cette période, sur la base des avis émis, le Conseil communautaire délibérera pour arrêter définitivement le document.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Auray Quiberon Terre Atlantique  
Porte Océane | 40 rue du Danemark 251406 AURAY  
02 97 29 18 69

[www.auray-quiberon.bzh](http://www.auray-quiberon.bzh)

Vous trouverez ci-joint, en complément du projet de PPGDID, un document de synthèse vous permettant de présenter le projet en conseil municipal. Je reste par ailleurs disponible, ainsi que les agents de la Direction Aménagement, Habitat et Urbanisme pour vous accompagner dans cette étape et répondre à vos interrogations.

En vous souhaitant une bonne réception et en vous remerciant de votre investissement dans ce projet.

Veillez agréer, Madame le Maire, mes cordiales salutations.

La Vice-Présidente déléguée à  
la politique du logement et de l'habitat

Stéphanie DOYEN

A handwritten signature in black ink is written over a blue circular stamp. The stamp contains the text "AURAY QUÉBÉCOIS" and "MUNICIPALITÉ" around a central emblem.

Communauté de communes  
AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2024

N° 2024DC/111 – Feuille 1

Date de convocation : 20 septembre 2024

|                          |               |              |
|--------------------------|---------------|--------------|
| Membres en exercice : 57 | Présents : 36 | Votants : 51 |
|--------------------------|---------------|--------------|

**Arrêt du projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande  
de logement social et d'Information des Demandeurs (PPGDID)  
2025-2031  
(Action 1-4 du Programme local de l'habitat 2023-2028)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures trente, le Conseil communautaire légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Philippe LE RAY, Président, à l'espace Kerverh à Landévant.

**Étaient présents :** Karine BELLEC, Katia BONNEC, Sandrine CADORET, Hervé CAGNARD, Hélène CODA POIREY, Stéphanie DOYEN, Amélie FUSIL-de ROBIANO, Roland GASTINE, Bruno GOASMAT, Marie-Pierre HELOU, Diane HINGRAY, Christelle JAFFRE-DANET, Claude JARNO, Jean-Pierre KERBART, Pierrick KERGOSIEN, Philippe KERZERHO, Pascal LE CALVE, François LE COTILLEC, Pascal LE JEAN, Marie-Françoise LE JOSSEC, Sophie LEMOULINIER, Olivier LEPICK, Léo LÉNAÏCK LE PORT-HELLEC, Philippe LE RAY, Jean-Yves MAHEO, Chantal MAHIEUX, Claire MASSON, Yves NORMAND, François POMMOIS, Dominique RIGUIDEL, Aurélie RIO, Fabrice ROBELET, Odile ROSNARHO, François SERMIER, Arnaud THOMAZO, Franck VALLEIN.

**Absents ayant donné pouvoir :** Annie AUDIC à Philippe LE RAY, Jean-Luc CHIFFOLEAU à Fabrice ROBELET, Dominique DE WIT à Bruno GOASMAT, Valérie DIARD-MARTIN à François POMMOIS, Marie DUBOIS à Pierrick KERGOSIEN, Guy HERCEND à Hélène CODA POIREY, Lionel HERVE à Karine BELLEC, Chantal LE BIHAN-LE PIOUFF à Philippe KERZERHO, Philippe LE FUR à François LE COTILLEC, Fabien LE PALLEC à Diane HINGRAY, Benoit LE ROL à Claire MASSON, Patrick LE ROUX à Sophie LEMOULINIER, Jean-Luc LE TALLEC à Léo LÉNAÏCK LE PORT-HELLEC, Marc MAHE à Jean-Yves MAHEO, Dominique OLLIVIER-FRANKEL à Arnaud THOMAZO.

**Absents excusés :** Julien BASTIDE, Gildas GOUARIN, Nathalie GUEMY, Ronan LE DELEZIR, Sylvie OLLIVIER, Katia SCULO.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer valablement.

## N° 2024DC/111 – Feuille 2

La réforme des attributions des logements locatifs sociaux est initiée par la loi Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové en 2014, puis renforcée par la loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine, la loi Egalité et Citoyenneté, la loi portant Evolution du logement, de l'aménagement et du numérique et la loi relative à la Différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale. Elle vise à réguler les déséquilibres sociaux et territoriaux et améliorer l'efficacité et la transparence des politiques publiques.

Pour mener à bien ces objectifs, l'intercommunalité est désignée comme « cheffe de file » en matière d'attributions. Auray Quiberon Terre Atlantique, après installation de sa Conférence Intercommunale du Logement (CIL), a approuvé les orientations en matière d'attribution de la CIL au sein de son document-cadre en 2023 et approuvé la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) qui en décline les objectifs qualitatifs et quantitatifs, signés par les organismes HLM et les réservataires de logement.

Le Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information des Demandeurs (PPGDID) est le deuxième volet de la politique intercommunale d'attributions. Il vise l'amélioration du parcours du demandeur de logement social, en garantissant l'accueil, le droit à l'information et un traitement équitable dans les attributions. Il offre également l'opportunité au bassin d'habitat que représente AQTA de renforcer son niveau de service, de valoriser son accompagnement et sa politique ambitieuse pour le développement du logement social.

Le PPGDID d'AQTA comprend les orientations et actions suivantes :

### **Orientation n°1 : Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social**

L'orientation vise à mettre en commun l'ensemble des demandes de logement social, afin de bénéficier d'une base unique pour renseigner les demandeurs, étudier les motifs de priorité, connaître et observer la nature des demandes et faciliter le choix des candidats à l'attribution.

- Action 1-1 : *S'appuyer sur l'outil de gestion commun existant,*
- Action 1-2 : *Intégrer la cotation à l'outil de gestion partagé.*

### **Orientation n°2 : Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande**

Le système de cotation de la demande vise à objectiver et prioriser les demandes de logement, pour l'ensemble du territoire et des partenaires du logement social. Il favorise l'équité de traitement, permet de concilier les différents motifs de priorités et de traiter toutes les demandes, y compris les demandes anciennes. Il traduit de manière opérationnelle les objectifs d'attribution de la CIA.

- Action 2-1 : *Définir les priorités communes du territoire et en améliorer la compréhension par le demandeur,*
- Action 2-2 : *Mettre en œuvre la grille de cotation unique pour le territoire.*

### **Orientation n°3 : Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur pour garantir l'information**

Le service d'information et d'accueil du demandeur constitue un réseau et une organisation en commun à l'échelle de l'intercommunalité pour les communes et les partenaires en matière de logement social. Ses compétences ont pour finalité de satisfaire le droit à l'information du demandeur sur les modalités d'accès au logement social et sur sa situation individuelle.



## N° 2024DC/111 – Feuille 3

La coordination et l'animation du réseau, nécessaire pour répondre cet objectif, sera assurée par la Maison du logement.

- *Action 3-1 : Harmoniser les informations délivrées aux demandeurs sur l'ensemble du territoire,*
- *Action 3-2 : Définir les lieux et les fonctions du réseau d'accueil,*
- *Action 3-3 : Coordonner le réseau au sein du lieu commun.*

Le PPGDiD fixe son programme d'action pour une durée de 6 ans. Son bilan, établi une fois par an, est soumis à l'avis de la Conférence intercommunale du logement puis au Conseil communautaire. Le bilan triennal est adressé pour avis au préfet et à la CIL ; celui-ci est rendu public.

Le PPGDiD est soumis pour avis aux communes membres de l'EPCI et à la CIL. Si les avis n'ont pas été rendus dans le délai de deux mois suivant la saisine, ils sont réputés favorables. Le projet de plan est transmis au représentant de l'Etat dans le département qui peut demander, dans le délai de 2 mois suivant sa saisine, des modifications pour répondre aux objectifs qu'il avait fixés à ce plan.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L.441-2-8 et suivants ;

Vu la délibération n°2015DC/095 du Conseil communautaire en date du 27 novembre 2015 portant à connaissance du préfet les conditions d'élaboration du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs ;

Vu la délibération n°2018DC/114 du Conseil communautaire en date du 28 septembre 2018 concernant la mise en place et l'animation du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs ;

Vu la délibération n°2023DC/109 du Conseil communautaire en date du 29 septembre 2023 adoptant le Programme local de l'habitat 2023-2028 ;

Vu la délibération n°2023DC/110 du Conseil communautaire en date du 29 septembre 2023 approuvant le document-cadre des orientations de la Conférence Intercommunale du Logement en matière d'attribution des logements locatifs sociaux et approuvant la Convention Intercommunale d'Attribution ;

Après avoir entendu le rapport de Mme Stéphanie DOYEN, Vice-présidente déléguée à la politique du logement et de l'habitat ;

Sur proposition du Bureau en date du 13 septembre 2024 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil communautaire DECIDE :**

- **d'arrêter le projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information des Demandeurs 2025-2031 tel qu'annexé ;**
- **d'autoriser M. le Président à transmettre le projet arrêté pour avis aux communes membres, à la Conférence Intercommunale du Logement, et au représentant de l'Etat dans le département ;**

N° 2024DC/111 – Feuille 4

- d'autoriser M. le Président à signer tout document afférent à la présente délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte publié électroniquement le : 10 OCT. 2024


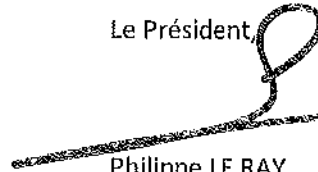
La secrétaire de séance,

Katia BONNEC



Le Président,

Philippe LE RAY



Envoyé en préfecture le 10/10/2024

Reçu en préfecture le 10/10/2024

Publié le

ID : 056-200043123-20240927-2024DC111-DE



# PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS

## 2025-2031



# SOMMAIRE

|                                                                                                                                    |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION                                                                                                                       | 4  |
| 1 Contexte réglementaire                                                                                                           | 4  |
| 1.1 La réforme nationale des attributions des logements locatifs sociaux                                                           | 4  |
| 1.2 Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs                                | 5  |
| 1.3 Les attentes complémentaires de l'Etat                                                                                         | 7  |
| 2 Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information du demandeur d'Auray Quiberon Terre Atlantique  | 10 |
| 2.1 La démarche d'élaboration                                                                                                      | 10 |
| 2.2 Gouvernance                                                                                                                    | 11 |
| LES ORIENTATIONS DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS                   | 12 |
| 1 Le cadre de la Conférence intercommunale du logement et de la Convention intercommunale d'attribution                            | 12 |
| 1.1 Le diagnostic établi par la Conférence intercommunale du logement                                                              | 12 |
| 1.2 La synthèse des objectifs fixés par la Conférence intercommunale du logement et par la Convention intercommunale d'attribution | 13 |
| 2 Les enjeux et orientations du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs       | 14 |
| 2.1 Les enjeux en matière de gestion de la demande et d'information des demandeurs                                                 | 14 |
| 2.2 La prise en compte des publics défavorisés                                                                                     | 14 |
| 2.3 Les orientations du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs               | 15 |
| LE PROGRAMME D' ACTIONS DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS            | 16 |
| Orientation n°1 : Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social                                                  | 16 |
| Action 1-1 : S'appuyer sur l'outil de gestion commun existant                                                                      | 16 |
| Action 1-2 : Intégrer la cotation à l'outil de gestion partagé                                                                     | 17 |
| Orientation n°2 : Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande                | 18 |
| Action 2-1 : Définir les priorités communes du territoire et en améliorer la compréhension par le demandeur                        | 18 |
| Action 2-2 : Mettre en œuvre la grille de cotation unique pour le territoire                                                       | 20 |
| Orientation n°3 : Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur                                     | 23 |
| Action 3-1 : Harmoniser les informations délivrées aux demandeurs sur l'ensemble du territoire                                     | 23 |

|                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------|----|
| Action 3-2 : Définir les lieux et les fonctions du réseau d'accueil | 26 |
| Action 3-3 : Coordonner le réseau au sein du lieu commun            | 31 |
| ANNEXES                                                             | 33 |



# INTRODUCTION

Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs définit les actions opérationnelles à destination des demandeurs de logement locatif social à l'échelle du bassin d'habitat. Plus largement, la stratégie d'attributions s'inscrit dans le cadre de la politique habitat définie par la Communauté de communes dans le cadre de son Programme local de l'habitat.

## 1 Contexte réglementaire

### 1.1 La réforme nationale des attributions des logements locatifs sociaux

La réforme des attributions des logements locatifs sociaux a été initiée par la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR du 24 mars 2014). En parallèle, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 réformait la géographie prioritaire et renforçait la mise en place de stratégies d'attributions concertées pour réduire les écarts de pauvreté entre les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et le reste de leur unité urbaine.

La loi Égalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017, la loi portant Evolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN du 23 novembre 2018), et plus récemment la loi relative à la Différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS du 8 février 2022) sont venues renforcer la réforme déjà engagée.

Cette réforme poursuit plusieurs objectifs :

- **Réguler les déséquilibres sociaux et territoriaux**
  - *Améliorer la solidarité dans l'accueil des plus défavorisés entre territoires,*
  - *Accueillir des populations moins défavorisées dans les quartiers prioritaires.*
- **Améliorer l'efficacité et la transparence des politiques publiques**
  - *Rendre équitable la prise en charge du demandeur au sein d'un même « bassin d'habitat » et favoriser la transparence,*
  - *Renforcer la capacité du demandeur à appréhender les processus,*
  - *Conforter les partenariats entre acteurs.*

Pour mener à bien ces objectifs, l'intercommunalité est désignée comme « cheffe de file » en matière d'attributions. A ce titre, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) tenus de se doter d'un Programme local de l'habitat (PLH) ainsi que les EPCI

compétentes en matière d'habitat et disposant d'un QPV, sont dans l'obligation d'installer une Conférence intercommunale du logement (CIL). Cette instance multi-partenariale, co-présidée par le président de l'EPCI et le préfet de département, est chargée de définir des orientations partagées en matière d'attributions de logements sociaux.

Concernant les attributions :

- **Un Document-cadre de la CIL, qui fixe les orientations et les objectifs en matière d'attributions**
- **Une Convention intercommunale d'attribution (CIA), qui territorialise les objectifs et précise les engagements des principaux acteurs et partenaires pour mettre en œuvre les objectifs fixés**

Concernant la gestion de la demande et l'information du demandeur :

- **Un Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDID) qui met en œuvre des dispositifs opérationnels**

## **1.2 Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs**

L'article L.441-2-8 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) précise les compétences et le rôle du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDID).

Le PPGDID est élaboré par l'EPCI, en associant les communs membres, les organismes HLM, et le Service intégré d'accueil et d'orientation. Il définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée des demandes de logement social et à satisfaire le droit à l'information, en fonction des besoins en logement social et des circonstances locales.

Le plan prévoit :

- **Les actions auxquelles sont associés les organismes bailleurs, l'Etat et les autres réservataires de logements sociaux pour mettre en œuvre les orientations**
- **Un système de qualification de l'offre de logements sociaux du territoire en fonction d'indicateurs fixés par le plan ainsi que les moyens à mobiliser pour atteindre les objectifs fixés**
- **Un service d'information et d'accueil des demandeurs de logement, ses modalités d'organisation et de fonctionnement**
  - *Il comporte au moins un lieu d'accueil des personnes bénéficiant du droit à l'information, au fonctionnement duquel concourent les organismes bailleurs, l'Etat et les autres réservataires de logements sociaux.*



- *Le bilan de l'attribution des logements locatifs sociaux établi, chaque année, par les bailleurs sociaux, peut être consulté dans le cadre du service d'information et d'accueil des demandeurs de logement.*
- *Il est fixé un délai maximal dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu après l'enregistrement de sa demande de logement social, délai ne pouvant excéder un mois.*
- *Les organismes HLM sont tenus de porter à la connaissance du public, avec leur description et leurs conditions d'accès, les logements sociaux vacants. Ils sont réputés remplir ces obligations s'ils adhèrent à un dispositif mis en place au niveau départemental, régional ou national, répondant aux conditions fixées.*
- \* **Un système de cotation de la demande dans le respect des priorités et des critères définis à l'article L.441-1 du CCH**
  - *Son principe et ses modalités, notamment les critères choisis et leur pondération.*
  - *Les conditions dans lesquelles le refus d'un logement adapté aux besoins et aux capacités du demandeur peut modifier la cotation de sa demande.*
  - *La cotation est intégrée dans le dispositif de gestion de la demande.*
  - *Le public et les demandeurs de logement social reçoivent une information appropriée sur le système mis en place dans le cadre du service d'accueil et d'information.*
- \* **Un dispositif destiné à mettre en commun, en vue d'une gestion partagée des dossiers, les demandes de logement social les pièces justificatives nécessaires à leur instruction et les informations relatives à la situation des demandeurs et à l'évolution de leurs dossiers en cours de traitement (article L.441-2-8 du CCH)**

Le plan peut également prévoir un système de location voulue.

Le projet de PPGDID est soumis pour avis aux communes membres de l'EPCI et à la Conférence intercommunale du logement. Si les avis n'ont pas été rendus dans le délai de deux mois suivant la saisine, ils sont réputés favorables. Le projet de plan est transmis au représentant de l'Etat dans le département qui peut demander, dans le délai de deux mois suivant sa saisine, des modifications pour répondre aux objectifs qu'il avait fixés à ce plan. Le plan ne peut être adopté si ces demandes ne sont pas satisfaites. Le plan est révisé dans les mêmes conditions.

La mise en œuvre du plan fait l'objet de conventions signées entre l'EPCI et les organismes bailleurs, l'Etat, les autres réservataires de logements sociaux et, le cas échéant, d'autres personnes morales intéressées.

Lorsqu'un bailleur social ou un réservataire refuse de signer une convention, le représentant de l'Etat dans le département fixe par arrêté les conditions de sa participation à la mise en œuvre de la convention.

Le PPGDID est d'une durée de six ans.

### 1.3 Les attentes complémentaires de l'Etat

- **Porter à connaissance**

La loi ALUR prévoit que tout EPCI doté d'un programme local de l'habitat élabore un plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs. Il définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée des demandes de logement social et à satisfaire le droit à l'information, en fonction des besoins en logements sociaux et des circonstances locales. Il précise :

- **Concernant l'enregistrement de la demande**
  - *Les modalités locales d'enregistrement de la demande et la répartition territoriale des guichets d'enregistrement.*
- **Concernant le dispositif de gestion partagée, les orientations de ce dispositif visant à satisfaire le droit à l'information**
  - *Les fonctions assurées par le dispositif de gestion partagée.*
  - *Les modalités de pilotage du dispositif.*
  - *Le calendrier de mise en œuvre du dispositif.*
  - *Il est précisé que dans le Morbihan, le fichier partagé utilisé en lieu et place du Système nationale d'enregistrement répond aux dispositions attendues. L'EPCI adhérent est réputé remplir ses obligations.*
- **Concernant la connaissance de l'offre de logements sociaux, les modalités de qualification / cartographie du parc social**
  - *Les indicateurs utilisés.*
  - *L'échelle géographique à laquelle la qualification est réalisée.*
  - *Les moyens mobilisés pour réaliser la qualification.*
- **Concernant l'estimation du délai d'attente moyen par typologie de logement et par secteur géographique pour obtenir l'attribution d'un logement locatif social**
  - *Les indicateurs utilisés.*
- **Concernant l'information des demandeurs**
  - *Le délai maximal (1 mois au maximum) dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu après l'enregistrement de sa demande de logement social ainsi que les responsables de cette réception.*
  - *Les conditions dans lesquelles les demandeurs disposeront d'informations concernant les procédures applicables et les personnes morales intervenant dans le processus d'attribution.*
  - *Les critères de priorité applicables sur ce territoire.*
  - *Les caractéristiques et la localisation du parc social.*
  - *Les indicateurs permettant d'estimer le délai d'attente moyen selon les secteurs géographiques et les types de logement.*
  - *La liste des lieux d'accueil.*
- **Concernant l'organisation du Service d'Information et d'Accueil du Demandeur, la configuration et les conditions de fonctionnement de ce service**

- *La nature et le contenu de l'information délivrée*
- *La liste des organismes et services participant au service d'information et d'accueil des demandeurs de logement*
- *La liste et la localisation des lieux d'accueil en précisant les missions minimales qu'ils doivent remplir et s'ils sont ou non guichets d'enregistrement des demandes de logement social Les missions particulières du ou des lieux d'accueil communs, en précisant s'ils sont ou non guichets d'enregistrement des demandes de logement social.*
- **Concernant les dispositions facultatives, tels que les dispositifs de cotation de la demande et de location choisie :**
  - *Celles que l'EPCI souhaite initier ou le rappeler s'il les a déjà mises en place, en définissant les principes, ainsi que les modalités de mise en œuvre et d'évaluation.*
- **Porter à connaissance complémentaire au titre de la cotation**

Le PPGDID relève de la responsabilité de l'EPCI. La Conférence intercommunale du logement est l'instance stratégique qui engage l'EPCI dans le déploiement de sa politique d'attribution des logements sociaux. Elle se prononce sur le PPGDID, tout comme les communes du territoire et le préfet, dont les modifications formulées sont prises en compte pour l'adoption.

Il est rappelé que le système de cotation de la demande est rendu obligatoire depuis la loi ELAN de 2018 pour les EPCI tenus de se doter d'un Programme local de l'habitat ou ayant la compétence en matière d'habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville. Le premier objectif de mis en œuvre au 1<sup>er</sup> septembre 2021 a été repoussé au 31 décembre 2023 par la loi 3DS.

Le système de cotation s'applique de manière uniforme à l'ensemble des demandes et concerne tous les réservataires. Les critères de cotation sont définis selon :

- **Les priorités du Code de la construction et de l'habitation, dont la part d'attribution minimale est fixée pour chaque réservataire**
- **Les critères locaux, afin de répondre spécifiquement aux problématiques d'accès au logement du territoire. Il peut être distingué la situation de la personne de la vie de la demande**

Les priorités des publics les plus vulnérables (article L.441-1 du CCH), ne sauraient être mises en concurrence avec les autres priorités locales.

La loi 3DS prévoit que les demandeurs dont la profession est reconnue essentielle par l'EPCI sur son territoire doivent être identifiés et positionnés par le système de cotation de la demande. L'Insee en a établi une liste indicative. La CIL validera les professions concernées et un objectif d'attribution à atteindre sera précisé par la CIA.

Le demandeur bénéficie d'un droit à l'information sur les critères de cotation et leur pondération, sa cotation et son positionnement par rapport aux autres demandes pour une typologie et une localisation analogues, le délai d'attente, les effets produits sur sa cotation en cas de refus. L'information du demandeur est organisée dans le cadre du Service d'information et d'accueil du demandeur de chaque EPCI. Les lieux d'accueil doivent délivrer une information harmonisée et assurer un rôle de conseil aux demandeurs et d'orientation vers un accompagnement social si nécessaire.

Le PAC relève des éléments quantifiés de la demande de logement social d'AQTA, dont les suivants :

- **Taille de ménage : 52 % des demandeurs émanent de personnes qui se déclarent seules**
- **Typologie : la typologie la plus demandée est le T2 pour 42 % des demandes ce qui corrobore la tendance des autres EPCI morbihannais**
- **Durée d'attente : elle est en moyenne de 18,7 mois**
- **Ménages prioritaires : ils représentent 1 300 demandes soit près de 60 % des demandeurs**
- **DALO : 13 demandes d'accès au logement via commission de médiation du DALO en 2022, soit 0,57 % des demandes. 11 demandes ont été satisfaites, soit 4 % des attributions pour un délai moyen d'attente de 40 mois. Il s'agissait pour 72 % de personnes demeurant déjà sur l'EPCI**
- **Contingent préfectoral : il compte 37 demandes en 2022, soit 1,6 % des demandes. 20 demandes ont été satisfaites, soit 7,3 % des attribution, pour un délai moyen d'attente de 20 mois. Pour 60 % les personnes résident déjà dans la commune demandée et pour 90 % dans l'EPCI**

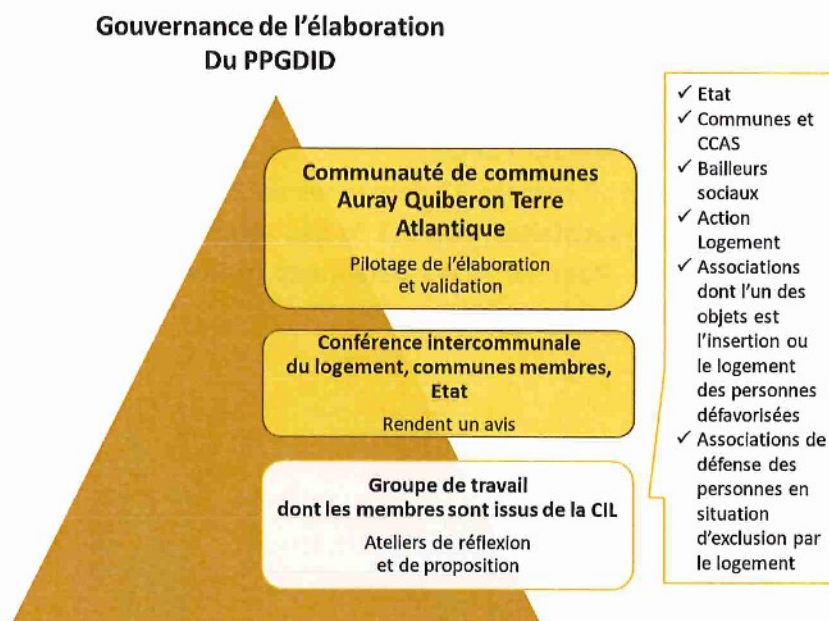


## 2 Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information du demandeur d'Auray Quiberon Terre Atlantique

### 2.1 La démarche d'élaboration

L'élaboration de la politique intercommunale d'attribution a réuni les élus, les bailleurs sociaux, les associations et les acteurs de l'habitat en groupe de travail sous forme d'ateliers et en instance de la Conférence intercommunale du logement. Les orientations et leurs déclinaisons en actions sur le volet « attribution » ont été travaillées concomitamment pour une adoption conjointe du document-cadre de la CIL et de la Convention intercommunale d'attribution en 2023. Dans la continuité, le groupe de travail a poursuivi ses travaux sur les actions opérationnelles du volet « demande » qui concernent le PPGDID.

Le pilotage a été assuré par AQTA, et le groupe de travail a rassemblé l'ensemble des membres de la CIL.

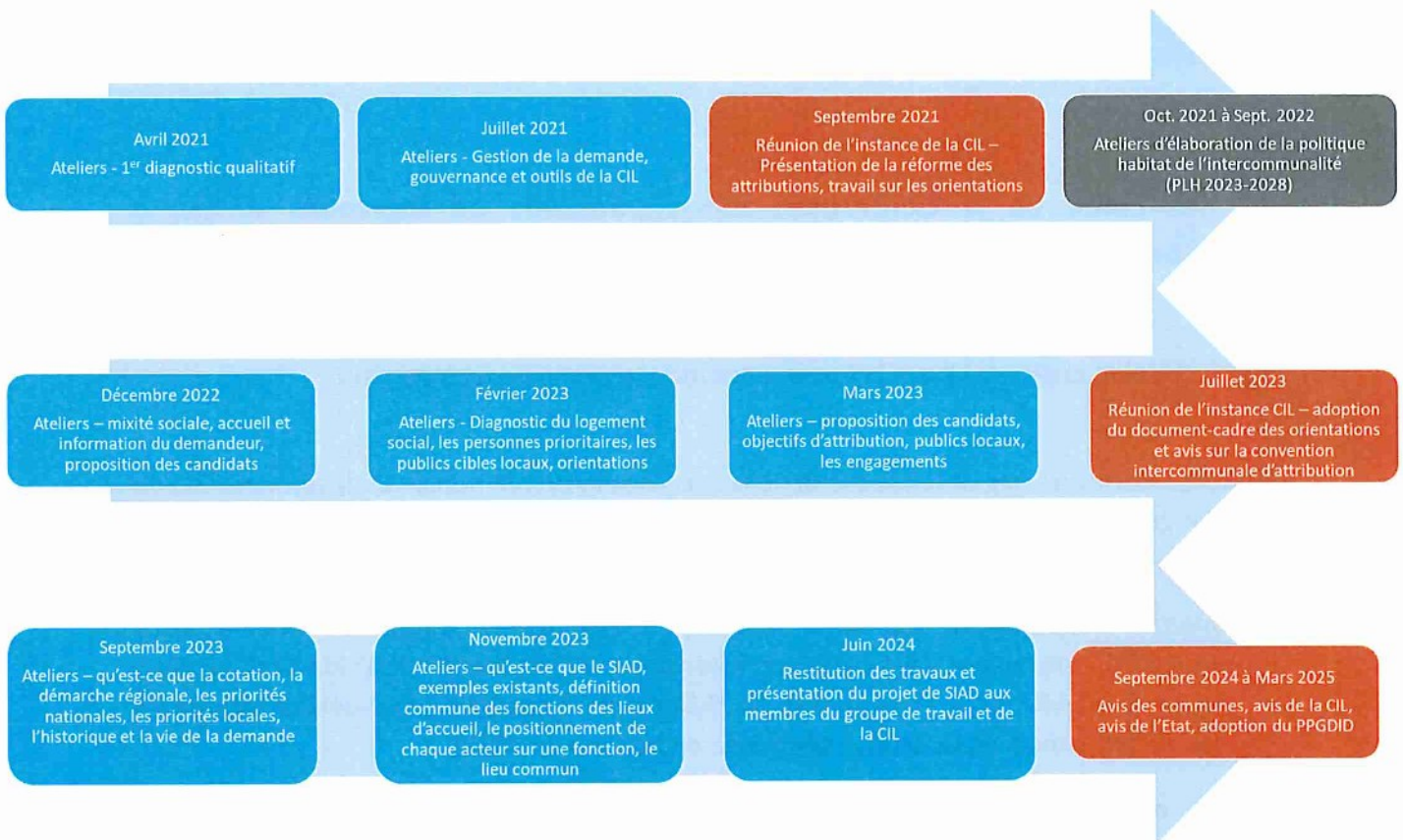


La CIL d'AQTA s'est réunie pour la première fois le 21 septembre 2021, après avoir entamé les travaux de la réforme des attributions en avril 2021, poursuivis à l'occasion de l'élaboration du Programme local de l'habitat jusqu'en septembre 2022.

Le groupe de travail des membres de la CIL s'est à nouveau réuni à plusieurs reprises de décembre 2022 à mars 2023 à l'occasion d'ateliers partenariaux de concertation afin de construire la politique d'attributions.

Le document-cadre des orientations de la CIL est adopté en réunion plénière de l'instance le 5 juillet 2023. La Convention intercommunale d'attribution a reçu un avis favorable de la CIL à cette même date. Le Conseil communautaire a adopté les deux documents en septembre 2023.

Deux nouvelles réunions du groupe de travail ont permis de travailler les sujets opérationnels du PPGDID, ainsi qu'une réunion de restitution avant la procédure des avis et de l'adoption de septembre 2024 à mars 2025.



## 2.2 Gouvernance

Le PPGDID est adopté pour une durée de 6 ans, de 2025 à 2031, et piloté par l'EPCI.

Le bilan de sa mise en œuvre est soumis, une fois par an, à l'avis de la CIL puis au Conseil communautaire (article R.441-2-12 du CCH). Le bilan triennal, réalisé par l'EPCI, est adressé pour avis au préfet et à la CIL ; celui-ci est rendu public (article R.441-2-13 du CCH).

Le pilotage et le bilan de certaines actions pourront être mutualisé avec les instances du PLH si cela apparaissait opportun.



# LES ORIENTATIONS DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS

## 1 Le cadre de la Conférence intercommunale du logement et de la Convention intercommunale d'attribution

### 1.1 Le diagnostic établi par la Conférence intercommunale du logement

Le document-cadre des orientations de la Conférence intercommunale du logement (CIL) du 5 juillet 2023 fait le diagnostic du parc social, de son occupation, ainsi que de la demande et des attributions. En ce qui concerne le PPGDID, il relève notamment :

- Une très faible offre de logements sociaux (8,3 % de logements locatifs sociaux en 2021 sur AQTA), une forte augmentation de la tension (+179 % depuis 2016 : indice de tension de 8,4 demandes pour 1 attribution en 2022 contre 3 en 2016) et un délai d'attente en hausse (15,2 mois en moyenne avant une attribution en 2022)
- Des objectifs de mixité sociale dans les attributions partiellement atteints (20 % d'attribution aux ménages les plus modestes en dehors du quartier prioritaire d'Auray contre 25 % d'objectif minimal réglementaire, mais au sein du quartier prioritaire, des attributions mixtes au-delà de 50 %)
- Des attributions aux personnes prioritaires satisfaisantes et à maintenir (64 % d'attribution en 2022, pour un objectif théorique d'environ 42 %)
- Un réseau d'accueil communal bien développé (accueil dans chaque commune et CCAS) et une Maison du Logement intercommunale
- Des modalités de gestion de la demande et des attributions disparates en commune, malgré l'existence d'un outil partagé
- Des partenariats établis entre acteurs du logement social et des attributions



## 1.2 La synthèse des objectifs fixés par la Conférence intercommunale du logement et par la Convention intercommunale d'attribution

Le PPGDID s'appuie sur les axes de travail fixés par la Conférence intercommunale du logement (CIL) et la Convention intercommunale d'attribution (CIA). En synthèse, les orientations de la CIL et leur déclinaison en objectifs opérationnels au sein de CIA sont présentés ci-après.

| Orientations de la CIL                                                                                                                     | Objectifs opérationnels de la CIA                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Axe n°1 : Viser l'équilibre social et territorial de la population et soutenir les parcours résidentiels</b>                            |                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>1 / Loger les ménages les plus modestes de manière équilibrée sur le territoire</b>                                                     | Au moins 25 % des attributions en dehors du quartier prioritaire aux ménages du 1 <sup>er</sup> quartile et au moins 50 % des attributions au sein du quartier prioritaire aux demandeurs autres que ceux du 1 <sup>er</sup> quartile. |
| <b>2 / Loger les ménages prioritaires en mobilisant les contingents des réservataires et organismes HLM</b>                                | Loger les bénéficiaires du DALO, et environ 42,5 % des attributions aux ménages prioritaires en respectant les obligations minimales des réservataires et des bailleurs.                                                               |
| <b>3 / Loger les publics cibles locaux pour maintenir le dynamisme du territoire</b>                                                       | Environ 50 % des attributions aux publics cibles locaux (objectif indicatif non réglementaire) et aux demandeurs exerçant un métier dans un secteur essentiel, listés dans la CIA.                                                     |
| <b>4 / Encourager et accompagner les parcours résidentiels</b>                                                                             | Favoriser l'adéquation entre la taille du ménage et celle du logement et fluidifier les mutations au sein du parc en priorisant les demandes de mutation pour motifs sociaux et/ou économiques.                                        |
| <b>Axe n°2 : Développer le partenariat et harmoniser les pratiques pour atteindre les objectifs sociaux et territoriaux</b>                |                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>5 / Harmoniser l'information et la gestion de la demande de logement pour offrir un service équivalent sur l'ensemble du territoire</b> | Créer le service d'information et d'accueil du demandeur, définir une communication commune pour le territoire, généraliser l'utilisation de l'outil partagé.                                                                          |
| <b>6 / Harmoniser la gestion des attributions pour atteindre les objectifs de peuplement</b>                                               | Mettre en œuvre des modalités communes de désignation des candidats, élaborer un système de cotation de la demande, former les agents d'accueil aux orientations et objectifs définis par le territoire.                               |

## 2 Les enjeux et orientations du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs

### 2.1 Les enjeux en matière de gestion de la demande et d'information des demandeurs

Au regard du diagnostic et des objectifs de la CIL et de la CIA, ainsi que de l'article R.441-2-10 du CCH, il apparaît les enjeux suivants :

- **En matière de priorité d'attribution**

La tension du territoire nécessite d'améliorer la priorisation des demandes de logement social afin de loger les publics ciblés par les élus et les partenaires au sein de la CIA. Le nombre de demandes, très élevé et en hausse, implique également de les objectiver et de les ordonnancer pour faciliter le choix des candidats par les réservataires de logement et les bailleurs sociaux. Il est également à prendre en considération le délai d'attente des demandeurs, pour réduire les délais anormalement longs.

Pour ce faire, les parties prenantes de la demande et des attributions peuvent s'appuyer sur le dispositif de gestion partagée déjà existant, et utiliser le nouvel outil d'aide à la décision que permet le système de cotation de la demande. L'échelle intercommunale est stratégique pour améliorer les attributions sur l'ensemble des communes et des centralités, quels que soit leur nombre de logements sociaux et des attributions annuelles.

Également, il s'agit de conforter les partenariats déjà établis entre acteurs de l'habitat afin de concourir de manière collective aux objectifs d'attribution du territoire.

- **En matière d'informations délivrées aux demandeurs et de coordination**

Il apparaît nécessaire de fiabiliser et d'harmoniser les informations délivrées aux demandeurs à l'échelle du bassin d'habitat, ainsi que de veiller à leur caractère réglementaire, en matière de connaissance du parc, nature des demandes, et du fonctionnement des attributions. L'intercommunalité doit être la garante de l'équité de traitement des demandeurs sur son territoire, et leur assurer la transparence nécessaire à la bonne appréhension du processus d'accès à un logement social.

La transparence des dispositifs pour le demandeur relève également de leur cohérence avec ceux des territoires limitrophes.

### 2.2 La prise en compte des publics défavorisés

Le PPGDID contribue au logement des publics défavorisés par leur accueil, les informations spécifiques qui leur sont délivrées, leur valorisation dans le cadre du système de cotation de



la demande. Ce système permet notamment de repérer les demandeurs concernés dans le cadre de leurs motifs de priorité.

En complément, interviennent les instances d'examen des situations des personnes et mesures d'accompagnement mises en œuvre dans le cadre de la compétence social de l'habitat du Conseil Département et de l'Etat, portés par le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 2024-2029 (PDALHPD). Celui-ci prévoit des dispositifs adaptés, tels que le renforcement du Service intégré d'accueil et d'orientation unique, et l'accueil et la prise en charge des publics prioritaires.

Les organismes HLM, dans le cadre du partenariat déjà établi, sollicitent ces dispositifs pour les publics le nécessitant.

### **2.3 Les orientations du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs**

Les orientations du PPGDID sont

- **Orientation n°1 : Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social**

L'orientation vise à mettre en commun l'ensemble des demandes de logement social, afin de bénéficier d'une base unique pour renseigner les demandeurs, étudier les motifs de priorité, connaître et observer la nature des demandes et faciliter le choix des candidats à l'attribution. Il s'agit de prendre appui sur l'outil de gestion partagée déjà mis en œuvre depuis plusieurs années sur le territoire, d'en généraliser l'utilisation et de l'adapter au nouveau dispositif de cotation de la demande.

- **Orientation n°2 : Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande**

Le système de cotation de la demande vise à objectiver et prioriser les demandes de logement, pour l'ensemble du territoire et des partenaires du logement social. Il favorise l'équité de traitement, permet de concilier les différents motifs de priorités, sans laisser des demandes de logement « de côté », y compris les demandes anciennes ou de mutations internes. Il traduit de manière opérationnelle les objectifs d'attribution de la CIA.

- **Orientation n°3 : Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur pour garantir une information**

Le service d'information et d'accueil du demandeur constitue un réseau et une organisation en commun à l'échelle de l'intercommunalité pour les communes et les partenaires en matière de logement social. Ses compétences, réparties sur plusieurs lieux du territoire, ont pour finalité de satisfaire le droit à l'information du demandeur sur les modalités d'accès au logement social et sur sa situation individuelle. La coordination et l'animation du réseau est nécessaire pour répondre cet objectif.

# LE PROGRAMME D' ACTIONS DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D' INFORMATION DES DEMANDEURS

## Orientation n°1 : Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social

### Action 1-1 : S'appuyer sur l'outil de gestion commun existant

L'EPCI, les communes, les bailleurs sociaux présents sur le territoire, les réservataires de logements (Action Logement, Etat) et les services chargés de l'information des demandeurs de logement social (SIAO), utilisent un dispositif départemental mettant en commun les demandes de logement social et interconnecté avec le système national d'enregistrement. Il vise une gestion partagée des dossiers, des informations relatives à la situation du demandeur, des pièces justificatives, et permet d'observer et de connaître la demande.



Il s'agit du Fichier départemental de la demande locative sociale du Morbihan (FDLS 56), qui repose sur l'application informatique Imhoweb développé par la société Sigma Informatique et géré et animé par l'association CREHA Ouest depuis 1997. Historiquement à l'initiative des organismes HLM, l'ensemble des acteurs des demandes et attributions du territoire y adhèrent par convention. Le FDLS 56 prévoit l'ensemble des dispositions de l'article R.441-2-15 du CCH.

Le FDLS 56 fait l'objet d'un agrément préfectoral par lequel il est qualifié système d'enregistrement des demandes de logement social en lieu et place du système national d'enregistrement (SNE) et désigne le CREHA Ouest comme gestionnaire. AQTA adhère au CREHA Ouest et au FDLS 56 depuis 2017 pour l'ensemble des communes du territoire. Par conséquent, ses obligations sont réputées remplies (article L.441-2-7 du CCH).

## **Action 1-2 : Intégrer la cotation à l'outil de gestion partagé**

L'intégration de la cotation de la demande de logement social à l'outil de gestion partagé (article L.441-2-8 du CCH) répond aux enjeux d'une politique unique d'attribution sur le territoire, d'aide à la décision et d'information partagée.

L'application Imhoweb dispose d'un module de cotation qui permet aux EPCI d'intégrer leurs critères de priorité et leur pondération. La cotation du demandeur est calculée automatiquement, de même que son positionnement par rapport aux demandeurs ayant la même recherche. Le module de cotation offre la possibilité de consulter le détail de la cotation du demandeur en fonction des critères auxquels il répond.

L'intégration de la cotation de AQTA à Imhoweb est à prévoir, en partenariat avec le CREHA Ouest qui est en charge du paramétrage. L'outil permettra aux guichets d'information de renseigner les demandeurs, il sera à utiliser par les réservataires de logements et les bailleurs sociaux pour préparer les candidats à l'attribution, et apportera des analyses et statistiques sur les demandeurs et les attributions.

Le module de cotation de Imhoweb facilitera le suivi de la mise en œuvre de la cotation sur le territoire ainsi que son évaluation.

*Définition de la cotation : cf action 2-1*



## Orientation n°2 : Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande

### Action 2-1 : Définir les priorités communes du territoire et en améliorer la compréhension par le demandeur

La cotation de la demande de logement social consiste à attribuer une note aux demandes de logement d'un même EPCI selon les critères définis localement et pondérés pour répondre aux priorités du territoire. Elle permet aux acteurs du logement social de bénéficier d'une liste unique et ordonnée de la totalité des demandes de logement. Elle rend opérationnelle les orientations et les objectifs d'attribution définis par la Conférence intercommunale du logement et la Convention intercommunale d'attribution. Elle s'applique de manière uniforme sur le territoire, pour l'ensemble des communes et l'ensemble des partenaires (article R.441-2-10 du CCH).

La cotation répond à plusieurs enjeux :

- **Concilier les différents motifs de priorités d'attribution (nationales, locales) et l'équilibre social territorial**
- **S'assurer que toutes les demandes soient examinées, les demandes prioritaires, les demandes anciennes, celles des demandeurs ayant fait leur demande en ligne sans s'adresser à un guichet d'information**
- **Centraliser et partager la totalité des demandes dans un fichier unique**
- **Favoriser l'équité de traitement, quel que soit l'acteur qui propose des candidats à l'attribution, grâce à une analyse unique pour le territoire**

Bien que la cotation ordonnance les demandes, il n'en résulte aucune obligation pour les partenaires de désigner comme candidats à l'attribution d'un logement les demandeurs qui arriveraient en « tête de liste » ; en particulier, lorsque l'équilibre social de la résidence ou du quartier est recherché, comme dans le Quartier prioritaire de la politique de la ville d'Auray. Une fois les candidats sélectionnés, la Commission d'attribution des logements et d'examen de l'occupation des logements (CALEOL) reste souveraine : la cotation est un dispositif d'aide à la décision à l'échelle d'AQTA.



Pour l'élaboration de sa cotation, AQTA s'appuie sur :

- **Le diagnostic, les priorités dégagées et les publics ciblés par la Conférence intercommunale du logement, précisés par la Convention intercommunale d'attribution**
- **Les objectifs de peuplement du Programme local de l'habitat 2023-2028**
- **Les critères précisés par les services de l'État via le Porter à connaissance**
- **Le référentiel commun de la région Bretagne, élaboré par des EPCI et des organismes HLM, qui harmonise trois grandes catégories de critères et leur échelle de valeur afin d'assurer la cohérence entre les territoires et la compréhension par le demandeur**
- **Les travaux du groupe de travail partenarial issu de la Conférence intercommunale du logement**

Les critères d'attribution d'AQTA sont les suivants :

- **Les priorités nationales**
  - **Les ménages relevant du DALO** : AQTA contribue à mettre en œuvre le Droit au logement opposable pour les ménages reconnus par la Commission.
  - **Les priorités liées à l'urgence de la personne** : parmi les priorités de l'article L.441-1 du CCH, certains motifs sont identifiés comme particulièrement urgents, telles que les victimes de violences familiales ou encore les bénéficiaires de la protection internationale.
  - **Les priorités liées à l'absence de logement** : elles correspondent aux motifs du même article du CCH, considérés comme moins urgents mais préoccupants pour les conditions de logement, tels que les moins de 21 ans sortants de l'aide sociale à l'enfance ou les personnes dépourvues de logement.
  - **Les priorités d'un ménage déjà logé** : il s'agit des autres motifs de priorité, pour lesquels le ménage est déjà logé et par conséquent l'accès à un logement social moins urgent que les exemples cités précédemment, telles que les personnes en situation de handicap ou la reprise d'activité après une période de chômage de longue durée.

*Un ménage peut relever de plusieurs motifs de priorités nationales (par exemple : personne dépourvue de logement et en situation de handicap), auquel cas, le motif le plus valorisé par la grille de cotation sera retenu.*

- **Les priorités locales**



- **La composition familiale et le parcours de vie** : pour maintenir le dynamisme et la vie sociale du territoire à l'année, les familles sont particulièrement ciblées, avec une vigilance supplémentaire pour les familles monoparentales, nombreuses parmi les demandeurs. Il en est de même pour les jeunes afin de favoriser leur installation dans un premier logement et leur permettre de rester sur le territoire. Cependant, la tendance est à une population vieillissante et il est aussi pris en compte les demandeurs plus âgés.
- **L'attache au territoire** : en lien avec les autres priorités locales, une vigilance supplémentaire est souhaitée pour les personnes travaillant sur le territoire.
- **Les ressources et l'emploi** : pour préserver l'attractivité et l'emploi du territoire, les actifs, et en particulier ceux exerçant une profession essentielle à la vie locale (cf Convention intercommunale d'attribution) sont valorisés. Les ménages modestes sont également pris en compte, afin de permettre à tous de se loger.
- **La situation de logement actuel** : les demandes de mutation dans le parc social sont prises en compte pour fluidifier la rotation et répondre aux changements de situations sociale ou économique des locataires, ainsi qu'en cas d'opération de démolition sur le territoire afin de favoriser le renouvellement urbain. Il est également souhaité la prise en compte des locataires du parc privé dont le bail n'est pas reconduit.

*Un ménage peut relever de plusieurs motifs de priorités locales, il correspond alors particulièrement aux publics cibles du territoire. Sa cotation valorise l'ensemble des critères concernés, tous cumulables (en dehors de ceux incompatibles, par exemple locataire du parc privé / locataire du parc social).*

- **L'historique et la vie de la demande**

- **L'ancienneté de la demande** : le critère permet de prendre en compte le délai d'attente des demandeurs, notamment face à l'accroissement de celui-ci.
- **L'état de la demande** : il s'agit de valoriser les demandeurs qui ne seraient pas proposés en CALEOL après un long délai d'attente, ou ceux qui seraient proposés plusieurs fois en CALEOL sans bénéficier d'une attribution. Par ailleurs, après un certain nombre de refus, les demandeurs sont pénalisés dans un objectif de dissuasion.

*Un ménage peut relever de plusieurs motifs de priorités liées à l'historique et la vie de la demande : les critères sont cumulables (en dehors de ceux incompatibles).*

## **Action 2-2 : Mettre en œuvre la grille de cotation unique pour le territoire**

Les critères d'attribution sont pondérés afin de les prioriser. Les priorités nationales comptent jusqu'à 50 points, les priorités locales jusqu'à 30 points et l'historique et la vie de la demande jusqu'à 20 points pour une échelle de valeur sur 100 points.

Il en résulte la grille d'attribution suivante (*grille projet qui sera confortée à l'issue de la phase de test*) :

| Catégories de critères                                              |                                            | Description des critères                                                                                                                                                                                                 | Points | Max |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-----|
| Priorités nationales<br><br>(non cumulables, max de points retenus) | DALO                                       |                                                                                                                                                                                                                          | 50     | 50  |
|                                                                     | Priorités liées à l'urgence de la personne | Violences familiales<br>Sortie de prostitution<br>Victime de traites d'être humain<br>Victime de viol ou agression au domicile<br>BPI sortant d'hébergement<br>Labélisation préfecture 56                                | 48     |     |
|                                                                     | Priorités liées à l'absence de logement    | Moins de 21 ans sortant de l'ASE<br>Sortant d'hébergement<br>Dépourvu de logement<br>Menacé d'expulsion<br>Sortant d'appart. coordination thérapeutique<br>Habitat indigne                                               | 45     |     |
|                                                                     | Priorité d'une personne déjà logée         | Sur occupation ou indécence avec mineur<br>Situation de handicap<br>Mal logé ou défavorisé ou cumul de difficultés<br>Reprise activité après chômage longue durée<br>Mixité sociale : ménage du 1 <sup>er</sup> quartile | 35     |     |

| Catégories de critères                |                                                                                            | Description des critères                                                                                                                                                                                                  | Points      | Max |
|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-----|
| Priorités locales<br><br>(cumulables) | Composition familiale                                                                      | Famille                                                                                                                                                                                                                   | 4           | 30  |
|                                       |                                                                                            | Famille monoparentale                                                                                                                                                                                                     | 8           |     |
|                                       |                                                                                            | Séparation                                                                                                                                                                                                                | 2           |     |
|                                       |                                                                                            | 30 ans et moins ou 65 ans et plus                                                                                                                                                                                         | 2           |     |
|                                       | Attaches avec le territoire                                                                | Lieu de travail situé sur AQTA (rapprochement domicile / travail)                                                                                                                                                         | 2           |     |
|                                       | Ressources et emploi                                                                       | Actifs<br>Métiers essentiels (secteurs : médical, service public, accompagnant personnes âgées, enfance, industrie-bâtiment-artisanat, restauration, commerce local-alimentation)<br>Ménages du 2 <sup>ème</sup> quartile | 4<br>4<br>4 |     |
| Logement actuel                       | Locataire du parc social sur AQTA : logement inadapté                                      | 2                                                                                                                                                                                                                         |             |     |
|                                       | Locataire du parc social sur AQTA : relogement dans le cadre d'une opération de démolition | 2                                                                                                                                                                                                                         |             |     |
|                                       | Locataire du parc privé sur AQTA: bail non reconduit                                       | 4                                                                                                                                                                                                                         |             |     |

| Catégories de critères                              |                                                                                                                                                             | Description des critères                    | Points | Max |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|--------|-----|
| Historique et vie de la demande<br><br>(cumulables) | Ancienneté de la demande                                                                                                                                    | 13 à 24 mois                                | 8      | 20  |
|                                                     |                                                                                                                                                             | Plus de 24 mois (délai "anormalement long") | 12     |     |
| Instruction                                         | A partir de 3 refus                                                                                                                                         | -10                                         |        |     |
|                                                     | A partir du 3 <sup>ème</sup> passage en CALEOL sans attribution (2 <sup>ème</sup> ou 3 <sup>ème</sup> rangs)<br>Aucun passage en CALEOL à partir de 24 mois | 8<br>8                                      |        |     |

Le calendrier de mise en œuvre de la cotation de la demande prévoit l'intégration de la cotation de la demande dans l'outil partagé Imhoweb ainsi qu'une phase de test en 2024, puis son déploiement courant 2025. Les effets de la cotation seront évalués annuellement à l'occasion du bilan du PPGDID. Si cela apparaissait nécessaire, elle pourrait être révisée à l'issue du bilan triennal.

L'ensemble des acteurs du logement social d'AQTA, les 24 communes, les CCAS, l'EPCI, le Conseil départemental, le Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO), les organismes HLM, Action Logement et les services de l'Etat s'engagent à utiliser la cotation de la demande pour renseigner les demandeurs et choisir des candidats à l'attribution.

Les professionnels bénéficieront d'une formation sur la grille de cotation, coordonnée par le lieu commun, courant 2025. Une communication auprès du public sera également déployée pour faire connaître les critères d'attribution. Le demandeur sera renseigné sur sa cotation via le réseau du SIAD et son espace en ligne, ainsi que sur le délai d'attente prévisionnel pour des demandes similaires à la sienne.



## Orientation n°3 : Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur

### Action 3-1 : Harmoniser les informations délivrées aux demandeurs sur l'ensemble du territoire

La loi ALUR a instauré un « droit à l'information » du demandeur de logement social notamment via la mise en place d'un Service d'information et d'accueil du demandeur (SIAD).

L'objectif étant de rendre claires, lisibles et accessibles les modalités d'accès au logement social et de permettre au demandeur de se rendre acteur de sa démarche et d'être mieux informé et orienté dans le processus.

- **Satisfaire le droit à l'information**

Au sein du SIAD, les lieux d'accueil devront délivrer une information harmonisée sur l'offre et la demande de logement social, mais également sur les modalités d'accès, sur les temps prévisionnels d'attente et sur les procédures de traitement et d'attribution (articles L.441-2-8 et R.441-2-10 du CCH). De plus, en fonction des prérogatives des lieux d'accueil, le demandeur sera accompagné dans ses démarches afin de bien renseigner sa demande et de l'actualiser, le cas échéant.

Les informations réglementaires suivantes, actualisées annuellement quand elles existent (n-1), seront communiquées aux demandeurs par le biais du Service d'information et d'accueil du demandeur (articles R.441-2-16 et R.441-2-17 du CCH) :

|                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Les éléments administratifs</b>                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La liste des lieux d'accueil</li> <li>- Les modalités de dépôt de la demande et pièces justificatives</li> <li>- Les données concernant le demandeur</li> <li>- La décision de la CALEOL concernant le demandeur</li> </ul>                                                                                                                 |
| <b>Les données qualitatives et quantitatives du territoire</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les caractéristiques du parc social et sa localisation</li> <li>- Le niveau de satisfaction des demandes sur le territoire</li> <li>- Le bilan des attributions annuelles</li> </ul>                                                                                                                                                        |
| <b>Le processus d'attribution</b>                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le caractère prioritaire de la demande (au sens de l'article L.441-1 du CCH)</li> <li>- Les modalités pour obtenir des informations sur l'état d'avancement de sa demande</li> <li>- Les principales étapes du traitement de la demande et des attributions et les personnes morales intervenant dans le processus d'attribution</li> </ul> |

|                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le délai maximal pour recevoir le demandeur</li> <li>- Les conditions dans lesquelles est effectuée la désignation de la demande pour passage en CALEOL</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Les informations dans le cadre de la cotation</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les critères de cotation</li> <li>- Les modalités de pondération</li> <li>- La cotation du demandeur</li> <li>- La distribution des cotations des demandeurs pour une demande de logement analogue</li> <li>- Les éléments permettant d'apprécier le positionnement relatif à sa demande par rapport aux autres</li> <li>- Le délai d'attente moyen constaté par typologie de logement et par localisation demandée</li> <li>- Les effets d'un refus d'un logement adapté à la demande</li> </ul> |

- **Qualifier l'offre de logements**

Pour qualifier l'offre de logements locatifs sociaux, il est utilisé les indicateurs suivants : la localisation (par commune), le nombre de logements, les typologies, le nombre de demandes de logement en cours, le nombre de logements attribués, la répartition du parc par organismes HLM. À l'échelle intercommunale, il est précisé les ventilations entre les logements individuels et collectifs, entre les typologies, le nombre de logements, les demandes et attributions et le délai moyen d'attribution. L'ensemble de ces informations seront transmises aux demandeurs de logement.

**A l'échelle intercommunale :**

- Le territoire compte 3 263 logements locatifs sociaux en 2023 (hors logements communaux conventionnés).
- 74 % des logements locatifs sociaux sont des collectifs et 26 % des logements individuels.
- Les typologies se répartissent de la façon suivante : 39 % de T3, 28 % de T2, 26 % de T4, 5 % de T5 et 2 % de T1.
- Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, 2 251 demandes sont en cours et 248 ont été satisfaites en 2023.
- Le délai moyen d'attribution est de 19 mois en 2023.

**Répartition du parc par organisme HLM :**

|                           | Nb LLS 2023 | Attributions en 2023 |
|---------------------------|-------------|----------------------|
| Aiguillon Construction    | 250         | 22                   |
| Armorique Habitat         | 126         | 17                   |
| Espacil Habitat           | 604         | 38                   |
| ICF Habitat Atlantique    | 12          | 0                    |
| La Nantaise d'Habitations | 47          | 0                    |
| Le Foyer d'Armor          | 77          | 10                   |
| Le Logis Breton           | 24          | 1                    |
| Les Ajoncs (hors FDLS 56) | 8           | NC                   |
| Morbihan Habitat          | 2115        | 148                  |

Par commune :

|                    | Nb LLS<br>2023 | T1<br>(nb et part) |           | T2<br>(nb et part) |            | T3<br>(nb et part) |            | T4<br>(nb et part) |            | T5<br>(nb et part) |           | Demandes 1er<br>choix en cours<br>au 1/01/2024 | Demandes<br>satisfaites<br>en 2023 |
|--------------------|----------------|--------------------|-----------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|-----------|------------------------------------------------|------------------------------------|
| Auray              | 1634           | 54                 | 3%        | 448                | 27%        | 606                | 37%        | 437                | 27%        | 89                 | 5%        | 918                                            | 98                                 |
| Belz               | 111            | 5                  | 5%        | 44                 | 40%        | 37                 | 33%        | 18                 | 16%        | 7                  | 6%        | 98                                             | 7                                  |
| Brec'h             | 92             | 4                  | 4%        | 24                 | 26%        | 25                 | 27%        | 30                 | 33%        | 9                  | 10%       | 59                                             | 1                                  |
| Camors             | 34             | 0                  | 0%        | 9                  | 26%        | 17                 | 50%        | 7                  | 21%        | 1                  | 3%        | 22                                             | 1                                  |
| Carnac             | 90             | 1                  | 1%        | 22                 | 24%        | 41                 | 46%        | 19                 | 21%        | 7                  | 8%        | 141                                            | 2                                  |
| Crac'h             | 46             | 0                  | 0%        | 8                  | 17%        | 20                 | 43%        | 13                 | 28%        | 5                  | 11%       | 66                                             | 4                                  |
| Erdeven            | 73             | 1                  | 1%        | 19                 | 26%        | 37                 | 51%        | 14                 | 19%        | 2                  | 3%        | 90                                             | 32                                 |
| Etel               | 99             | 4                  | 4%        | 24                 | 24%        | 38                 | 38%        | 26                 | 26%        | 7                  | 7%        | 44                                             | 4                                  |
| Hoedic             | 11             | 0                  | 0%        | 2                  | 18%        | 5                  | 45%        | 4                  | 36%        | 0                  | 0%        | 3                                              | 0                                  |
| Houat              | 6              | 0                  | 0%        | 0                  | 0%         | 6                  | 100%       | 0                  | 0%         | 0                  | 0%        | 4                                              | 0                                  |
| La Trinité sur Mer | 56             | 0                  | 0%        | 17                 | 30%        | 22                 | 39%        | 16                 | 29%        | 1                  | 2%        | 37                                             | 6                                  |
| Landauli           | 41             | 0                  | 0%        | 11                 | 27%        | 14                 | 34%        | 16                 | 39%        | 0                  | 0%        | 15                                             | 1                                  |
| Landévant          | 77             | 2                  | 3%        | 29                 | 38%        | 34                 | 44%        | 12                 | 16%        | 0                  | 0%        | 63                                             | 17                                 |
| Locmariaquer       | 37             | 0                  | 0%        | 13                 | 35%        | 14                 | 38%        | 7                  | 19%        | 3                  | 8%        | 24                                             | 3                                  |
| Locoal-Mendon      | 5              | 0                  | 0%        | 2                  | 40%        | 2                  | 40%        | 1                  | 20%        | 0                  | 0%        | 21                                             | 0                                  |
| Ploemel            | 32             | 0                  | 0%        | 12                 | 38%        | 14                 | 44%        | 4                  | 13%        | 2                  | 6%        | 49                                             | 1                                  |
| Plouharnel         | 20             | 0                  | 0%        | 6                  | 30%        | 10                 | 50%        | 4                  | 20%        | 0                  | 0%        | 43                                             | 0                                  |
| Plumergat          | 52             | 0                  | 0%        | 17                 | 33%        | 17                 | 33%        | 13                 | 25%        | 5                  | 10%       | 13                                             | 0                                  |
| Pluneret           | 227            | 2                  | 1%        | 70                 | 31%        | 95                 | 42%        | 53                 | 23%        | 7                  | 3%        | 149                                            | 8                                  |
| Pluvigner          | 69             | 0                  | 0%        | 16                 | 23%        | 33                 | 48%        | 17                 | 25%        | 3                  | 4%        | 89                                             | 11                                 |
| Quiberon           | 286            | 4                  | 1%        | 77                 | 27%        | 115                | 40%        | 86                 | 30%        | 4                  | 1%        | 172                                            | 31                                 |
| Ste Anne d'Auray   | 16             | 0                  | 0%        | 1                  | 6%         | 7                  | 44%        | 8                  | 50%        | 0                  | 0%        | 60                                             | 0                                  |
| St-Philibert       | 48             | 0                  | 0%        | 14                 | 29%        | 22                 | 46%        | 12                 | 25%        | 0                  | 0%        | 35                                             | 9                                  |
| St-Pierre-Quiberon | 101            | 4                  | 4%        | 17                 | 17%        | 30                 | 30%        | 43                 | 43%        | 7                  | 7%        | 36                                             | 12                                 |
| <b>AQTA</b>        | <b>3263</b>    | <b>81</b>          | <b>2%</b> | <b>902</b>         | <b>28%</b> | <b>1261</b>        | <b>39%</b> | <b>860</b>         | <b>26%</b> | <b>159</b>         | <b>5%</b> | <b>2251</b>                                    | <b>248</b>                         |

### **Action 3-2 : Définir les lieux et les fonctions du réseau d'accueil**

Le service d'information et d'accueil met en œuvre les actions nécessaires à la mise à disposition du public et des demandeurs de logement social des informations générales ainsi que celles spécifiques au territoire.

- **Les modalités d'organisation et de fonctionnement d'un Service d'information et d'accueil du demandeur**

Auray Quiberon Terre Atlantique, dans son souhait de proximité, a privilégié l'implication de l'ensemble des acteurs déjà présents sur le territoire des 24 communes pour former ce réseau :

- *Accueils de mairie*
- *CCAS*
- *Bailleurs*
- *Associations (dont celles de défense des locataires, membres de la CIL)*
- *Maison du Logement*

Une réflexion commune a permis de mettre en exergue la complémentarité de chacun et la nécessité pour le territoire d'avoir 3 types de lieux :

- *Généraliste*
- *Global*
- *Spécialisé*

Permettant ainsi de délivrer une information harmonisée et répartie de façon équitable sur les 24 communes.

Chaque acteur, en fonction de ses moyens, à la possibilité de se positionner dans un des 3 rôles. Un courrier a été adressé à chacun, permettant ainsi le choix du positionnement dans le réseau.

Enfin, chaque acteur aura la possibilité de faire évoluer ses missions et d'endosser un rôle plus global sous réserve de délivrer le niveau d'information exigé et d'assurer les missions relatives au nouveau rôle.



- **Les rôles des lieux d'accueil**

- **Lieu généraliste : « Un lieu d'information et d'orientation »**

Le demandeur trouvera dans ce lieu d'accueil :

- Premières informations : définition, conditions et modalités d'accès au logement social, information sur la dématérialisation de la demande
- Informations locales : typologie et localisation des logements sur le territoire communal, lieux d'accueil existants sur le territoire.
- Diffusion du support d'information intercommunal
- Critères de priorité dans l'accès au logement social : information sur la grille de cotation et les procédures d'attribution
- Information sur Action Logement

*Cette fonction « Généraliste » peut être assurée par les accueils de mairie, les CCAS, les partenaires.*

- **Lieu global : « Un lieu d'information et d'accompagnement »**

Le demandeur trouvera dans ce lieu d'accueil :

- Premières informations : définition, conditions et modalités d'accès au logement social, information sur la dématérialisation de la demande
- Informations locales : typologie et localisation des logements sur le territoire communal, lieux d'accueil existants sur le territoire.
- Diffusion du support d'information intercommunal
- Critères de priorité dans l'accès au logement social : Information sur la grille de cotation et les procédures d'attribution
- Information sur Action Logement
- Informations complémentaires sur le parc : fonctionnement et caractéristiques du parc social intercommunal ainsi que son environnement, consultation du bilan annuel des attributions.
- Mise à disposition d'information sur le traitement et l'avancement de la demande : consultation du dossier du demandeur, renseigner le demandeur sur l'historique de sa demande, incluant son positionnement sur la grille de cotation.
- Assistance au demandeur : pour remplir le dossier de demande et sur la saisie en ligne
- Conseils et orientations : dans la définition du projet « logement », repérage des publics prioritaires, identification de problématique spécifiques et orientation vers les institutions ou associations du territoire en fonction de la situation particulière

*Cette fonction « globale » peut être assurée par les accueils de mairie disposant de moyens humains dédiés, les CCAS et la Maison du Logement.*

- **Lieu spécialisé : « Un lieu d'information et d'enregistrement de la demande »**

Ce lieu a pour vocation de permettre au demandeur d'avoir un guichet sur le territoire où se rendre pour être reçu et enregistrer sa demande de logement. S'ajoutant à celles du lieu généraliste et du lieu globale, les informations et missions seront :

- Premières informations : définition, conditions et modalités d'accès au logement social, information sur la dématérialisation de la demande
- Informations locales : typologie et localisation des logements sur le territoire communal, lieux d'accueil existants sur le territoire.
- Diffusion du support d'information intercommunal
- Critères de priorité dans l'accès au logement social : Information sur la grille de cotation et les procédures d'attribution
- Information sur Action Logement
- Informations complémentaires sur le parc : fonctionnement et caractéristiques du parc social intercommunal ainsi que son environnement, consultation du bilan annuel des attributions.
- Mise à disposition d'information sur le traitement et l'avancement de la demande : consultation du dossier du demandeur, renseigner le demandeur sur l'historique de sa demande, incluant son positionnement sur la grille de cotation.
- Assistance au demandeur : pour remplir le dossier de demande et sur la saisie en ligne
- Conseils et orientations : dans la définition du projet « logement », repérage des publics prioritaires, identification de problématique spécifiques et orientation vers les institutions ou associations du territoire en fonction de la situation particulière
- Réception des dossiers de demandes et enregistrement : incluant le renouvellement, la modification et la mise à jour des dossiers des demandeurs
- Instruction : numérisation et vérification des pièces, demande de pièces complémentaires
- Entretien complémentaire et personnalisé après enregistrement : à la demande du demandeur, s'il le souhaite, afin de requalifier si besoin la demande de logement (entretien règlementaire).
- Réception des demandeurs prioritaires orientés par les autres lieux du réseau et par le portail web des demandeurs
- Suivi et accompagnement des demandeurs prioritaires et processus de labellisation : hors DALO, labellisation manuelle.

*Cette fonction « spécialisée » peut être assurée par les bailleurs, Action Logement et les services de l'Etat.*

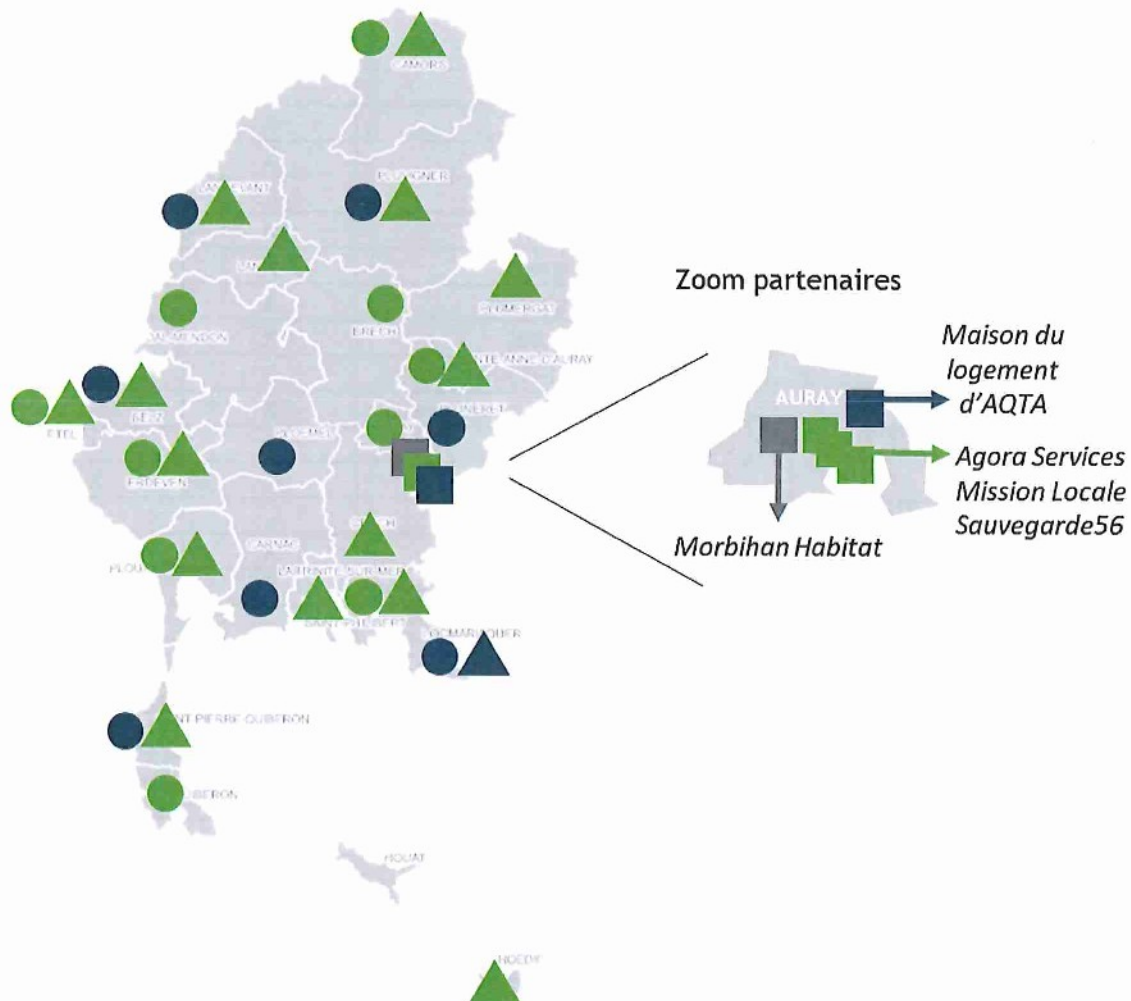
- **Listes et fonctions des lieux d'accueil et modalités de réception du public**

Les lieux d'accueil du territoire sont :

|                                                                                                                 |                                    | Accueil physique avec prise de RDV | Accueil physique sans prise de RDV |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| <p><b>Lieu généraliste</b><br/>                     « Un lieu d'information et d'orientation »</p>              | Mairie de Camors                   | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Camors                     | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Crac'h                   | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Landaul                  |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | CCAS de Quiberon                   | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Pluvigner                | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Plouharnel               | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Plouharnel                 | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Sainte-Anne d'Auray      | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Sainte-Anne d'Auray        | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS d'Auray                       |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | CCAS de Brec'h                     |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | Mairie d'Erdeven                   |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | CCAS d'Erdeven                     | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Saint-Pierre Quiberon    | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de la Trinité-sur-mer       |                                    |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie d'Hoedic                    |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | Mairie de Belz                     | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Landévant                |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | Mairie de Saint-Philibert          | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Saint-Philibert            | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie d'Etel                      | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS d'Etel                        | X                                  |                                    |
| Mairie de Plumergat                                                                                             |                                    | X                                  |                                    |
| CCAS de Locoal-Mendon                                                                                           | X                                  |                                    |                                    |
| Service intégré d'accueil et d'orientation du Morbihan (SIAO 56) assuré par l'association Sauvegarde 56 à Auray | X                                  |                                    |                                    |
| Mission locale à Auray                                                                                          | X                                  |                                    |                                    |
| Association Agora services à Auray                                                                              | X                                  |                                    |                                    |
| <p><b>Lieu global</b><br/>                     « Un lieu d'information et d'accompagnement »</p>                | CCAS de Ploemel                    | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Carnac                     | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Pluvigner                  | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Pluneret                   | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Saint-Pierre Quiberon      | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Locmariaquer             |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | CCAS de Locmariaquer               | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Belz                       | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Landévant                  | X                                  |                                    |
| Maison du logement d'AQTA                                                                                       | X                                  |                                    |                                    |
| <b>Lieu spécialisé</b>                                                                                          | Agence de Morbihan Habitat à Auray | X                                  | X                                  |



## Répartition géographique des lieux d'accueil du Service d'information et d'accueil du demandeur d'AQTA



Lieu généraliste

Lieu global

Lieu spécialisé

- ▲ Mairie
- CCAS
- Partenaires

### • Mise en œuvre et évaluation

Auray Quiberon Terre Atlantique envisage une mise en œuvre opérationnelle du Service d'information et d'accueil du demandeur à partir de 2025.

Les effets des actions du SIAD, de son organisation et de son fonctionnement feront l'objet d'une évaluation annuelle à l'occasion du bilan du PPGDID. Si cela apparaissait nécessaire, il pourrait être révisé à l'issu du bilan triennal.

### Action 3-3 : Coordonner le réseau au sein du lieu commun

La notion de lieu commun a également été instaurée par la loi ALUR, comme référent et facilitateur du réseau d'information et d'accueil.

- **L'objectif du lieu commun**

- **La montée en compétences des lieux d'accueil**

Le lieu commun veillera à donner aux lieux d'accueil les informations et outils nécessaires pour favoriser leur montée en compétences. Cela pourra se traduire par des formations, de la diffusion d'actualité.

- **La délivrance d'une information harmonisée**

Le lieu commun aura en charge de créer et délivrer aux lieux d'accueil, les mêmes informations et les mêmes supports de communication à chaque type de lieux.

- **L'animation du réseau**

Le lieu commun aura la charge d'animer le réseau. Cela pourra se traduire par l'organisation de temps d'échanges et de réunions spécifiques permettant de favoriser l'interconnaissance et le partage entre les acteurs du réseau.

La loi prévoit également que les organismes bailleurs, l'Etat et les autres réservataires de logements sociaux concourent au fonctionnement du service.

- **Les missions du lieu commun**

- **Formation**

Le lieu commun proposera des formations régulières aux différents acteurs du SIAD sur différents volets et notamment sur l'utilisation d'Imhoweb, sur les informations harmonisées à délivrer aux demandeurs et sur les besoins spécifiques pouvant être remontés par les lieux d'accueil.

- **Communication**

Le lieu commun aura en charge de produire, à l'aide des acteurs du réseau, des supports communs de diffusion de l'information (plaquettes, affiches, site internet...). De plus, il centralisera le bilan annuel des attributions.

## ○ **Coordination**

Le lieu commun assurera la coordination du réseau et veillera au bon fonctionnement du Service d'Information et d'Accueil du Demandeur. Il pourra mettre en place des permanences et centralisera les différents besoins exprimés par les lieux d'accueil. Des outils d'évaluation seront créés afin de suivre les effets et la pertinence des actions du SIAD.

### • **Le lieu commun identifié : la Maison du Logement d'AQTA**

Créée en 2012, la Maison du Logement s'est affirmée depuis comme guichet unique d'information, d'orientation et d'accompagnement des ménages pour l'ensemble des thématiques liées au logement : la location, l'accession à la propriété, la construction, la rénovation et l'adaptation des logements.

Lieu-ressource neutre et objectif, la Maison du Logement apporte aussi bien de l'information généraliste qu'un accompagnement personnalisé tout au long des projets d'habitat (conseils techniques, juridiques, financiers et administratifs) pour tout public. Elle abrite également les permanences de partenaires clés tels que l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) et est également reconnu Point d'Accès au Droit.

Le PLH 2023-2028 est venu conforter et renforcer les actions de la Maison du Logement, occupant ainsi une place prépondérante aux cotés des habitants et la rendant ainsi toujours plus identifiée par les communes et partenaires.

Auray Quiberon Terre Atlantique a adhéré au CREHA Ouest en 2017 dans l'optique de faire bénéficier aux communes d'un accès à Imhoweb. Afin de permettre une prise en main facilitée aux communes, la Maison du Logement ayant elle-même un accès en consultation au logiciel, a proposé à plusieurs reprises des formations d'utilisation de l'outil aux communes demandeuses.

De plus, disposant de locaux dédiés aménagés, d'un accueil généraliste et d'un bureau spécifique pour les permanences, elle est en mesure de se positionner en tant que lieu global « d'information et d'accompagnement », rôle qu'elle occupait en partie par la réception des demandeurs souhaitant effectuer une demande de logement social.

Enfin, les temps de co-construction de la politique d'attribution ont également mis en lumière cet outil intercommunal existant, comme un atout pour endosser le rôle de lieu commun.

## ANNEXES

- Document-cadre des orientations de la Conférence intercommunale du logement
- Convention intercommunale d'attribution 2023-2028
- Convention de partenariat en qualité de membre-adhérent d'AQTA et des communes membres au Fichier de la demande locative sociale du Morbihan



Envoyé en préfecture le 10/10/2024

Reçu en préfecture le 10/10/2024

Publié le

ID : 056-200043123-20240927-2024DC111-DE





# Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs de logement social

## // Politique d'attribution des logements sociaux

Arrêt du projet - septembre 2024

[www.auray-quiberon.bzh](http://www.auray-quiberon.bzh)

1

## Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs

### // Sommaire



- **Contexte de la politique intercommunale d'attribution des logements locatifs sociaux**
- **Les objectifs du Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs de logement social (PPGDID)**
- **Le programme d'actions du PPGDID**
  - Orientation n°1 : Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social
  - Orientation n°2 : Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande
  - Orientation n°3 : Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur
- **Calendrier d'adoption et de mise en œuvre**

2

# ■ Contexte : la politique intercommunale d'attribution des logements locatifs sociaux

3

## Politique intercommunale d'attribution des logements locatifs sociaux

// Pourquoi une réforme des attributions ?

### Des constats

Une forte **hausse** du nombre de demandeurs de logements sociaux nécessitant des **priorisations**

Une **concentration** des ménages les plus modestes dans certains quartiers

Un fonctionnement **cloisonné** et un **manque d'uniformité** sur un même territoire

Une **opacité** du processus d'attribution pour les demandeurs



### Les objectifs de la réforme

Partager des **critères de priorité** pour loger les publics cibles du territoire

Améliorer les **équilibres sociaux et territoriaux**

Une politique d'attribution **unique** pour l'ensemble des acteurs du logement social  
Une mise en œuvre **harmonisée** à l'échelle du bassin d'habitat

Offrir un **service équivalent** au demandeur sur le territoire, **transparent et équitable**

Renforcer la capacité du demandeur à **appréhender le processus d'attribution**

4



# Politique intercommunale d'attribution des logements locatifs sociaux

// Pourquoi une réforme des attributions ?



Pour rappel, sur le territoire d'AQTA

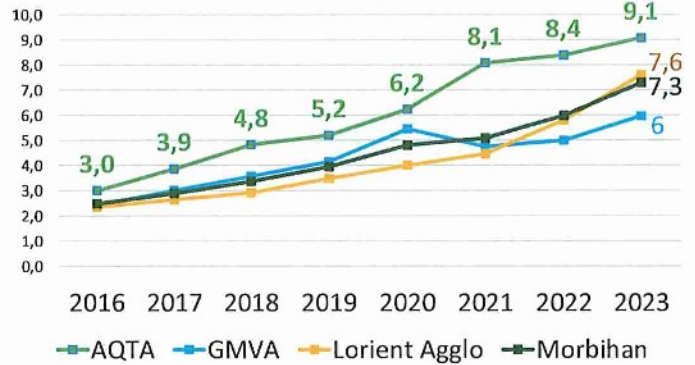


8,3 %  
de logements sociaux



Hausse de 203 % de la tension de la demande locative sociale depuis 2016

Evolution de la tension de la demande locative sociale  
Nombre de demandes pour 1 attribution



# Politique intercommunale d'attribution des logements locatifs sociaux

// L'élaboration par AQTA



Un groupe de travail de 30 à 40 participants, membres de la Conférence intercommunale du logement

- ✓ Etat
- ✓ Elus
- ✓ Agents
- ✓ Bailleurs sociaux
- ✓ Action Logement
- ✓ Associations
- 8 réunions du groupe de travail
- 2 réunions inter-bailleurs
- 2 Conférences intercommunales du logement





# Politique intercommunale d'attribution des logements locatifs sociaux

// Les documents réglementaires



## Conférence intercommunale du logement (CIL)

Co-présidence de l'instance : EPCI et Préfet

Membres : Maires, organismes HLM, réservataires, associations

✓ Volet « attribution »  
Adoption en juillet 2023

Volet « demande »  
En cours d'adoption



Les orientations de la CIL

Mixité sociale et territoriale, priorités d'attribution

Les engagements opérationnels :  
la convention intercommunale d'attribution  
(CIA)

Objectifs d'attributions quantifiés et territorialisés

Le Plan partenarial de gestion de la demande et  
d'information des demandeurs (PPGDID)

Gestion partagée de la demande  
Accueil du demandeur et droit à l'information  
Ordonnancement des demandes

Service d'information  
et d'accueil et du  
demandeur

Cotation de la  
demande de  
logement social

Outil de gestion  
partagée  
(Imhoweb)

7



■ Les objectifs du Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs de logement social

8



# Le Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs de logement social

// Les attendus réglementaires



Article L.441-2-8  
du Code de la  
construction et  
de l'habitation

Le PPGDID est élaboré par l'EPCI, en associant les communs membres, les organismes HLM et le Service intégré d'accueil et d'orientation.

Il définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée des demandes de logement social et à satisfaire le droit à l'information, en fonction des besoins en logement social et des circonstances locales.

9

# Le Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs de logement social

// Les attendus réglementaires



Le  
PPGDID  
prévoit

Les actions auxquelles sont associés les organismes bailleurs, l'Etat et les autres réservataires de logements sociaux pour mettre en œuvre les orientations du Plan.

Une qualification de l'offre de logements sociaux du territoire

Un dispositif destiné à mettre en commun, en vue d'une gestion partagée des dossiers, les demandes de logement social

Un système de cotation de la demande dans le respect des priorités et des critères définis par le Code

Un service d'information et d'accueil des demandeurs de logement, ses modalités d'organisation et de fonctionnement

10

# Le Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs de logement social

// Les orientations et le programme d'actions du PPGDID



## Orientation n°1

Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social

S'appuyer sur l'outil de gestion commun existant

Intégrer la cotation à l'outil de gestion partagé

## Orientation n°2

Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande

Définir les priorités communes du territoire et en améliorer la compréhension par le demandeur

Mettre en œuvre la grille de cotation unique pour le territoire

## Orientation n°3

Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur

Harmoniser les informations délivrées aux demandeurs sur l'ensemble du territoire

Définir les lieux et les fonctions du réseau d'accueil

Coordonner le réseau au sein du lieu commun

11



## Orientation n° 1

Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social

12



# Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social

// S'appuyer sur l'outil existant et y intégrer la cotation



Utilisation de Imhoweb par tous les organismes HLM, Action Logement, services de l'Etat, SIAO et adhésion d'AQTA pour les communes membres



Un fichier unique pour l'ensemble des demandes

Gestion partagée des dossiers, des informations relatives à la situation du demandeur, des pièces justificatives

Observation et connaissance de la demande

13



## ■ Orientation n° 2

Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande

14

# La cotation de la demande de logement social

// Définition



## La cotation, c'est quoi ?

- Attribuer une **note** aux demandes de logement selon des **critères de priorité** pondérés définis localement
- Bénéficier d'une **liste ordonnée** de la totalité des demandes de logement
- La mise en œuvre **opérationnelle** des orientations d'attributions du territoire
- **Un outil partagé d'aide à la décision pour les élus et les partenaires à l'échelle d'AQTA**

## Quels sont les objectifs ?

- Améliorer la **transparence et l'information** pour le demandeur de logement
- Favoriser **l'équité de traitement**, quel que soit l'acteur qui propose des candidats à l'attribution
- **Concilier les différents motifs** de priorités d'attribution et l'équilibre social territorial
- **S'assurer que les demandes** prioritaires ou anciennes soient **examinées**
- **Centraliser et partager** la totalité des demandes dans un fichier unique (Imhoweb)

15

# La cotation de la demande de logement social

// Définition



Les élus et les partenaires définissent les critères d'attribution du territoire et les priorités



La grille créée comprend des critères et des points, elle est intégrée directement dans Imhoweb



C'est un outil simple et opérationnel qui organise la totalité des demandes de logement



Les élus et les partenaires utilisent Imhoweb lors de la libération d'un logement



Ils choisissent des candidats à l'attribution grâce à la liste ordonnée par les critères de cotation



La Commission d'attribution examine les candidatures et procède à l'attribution, elle est souveraine

16



## La cotation de la demande de logement social

// Les critères d'attribution d'AQTA  
(résultat du groupe de travail partenarial)



### Des critères définis selon

Le diagnostic et les publics ciblés par la Conférence intercommunale du logement, précisés par la Convention intercommunale d'attribution

Les critères précisés par les services de l'État et le Code

Les travaux du groupe de travail partenarial issu de la Conférence intercommunale du logement

Les objectifs de peuplement du Programme local de l'habitat 2023-2028

Le référentiel commun de la région Bretagne, élaboré par des EPCI et des organismes HLM, qui harmonise trois grandes catégories de critères et leur échelle de valeur

17

## La cotation de la demande de logement social

// Les critères d'attribution d'AQTA  
(résultat du groupe de travail partenarial)



### Les critères liés aux priorités d'attribution nationales

#### Les ménages relevant du DALO

*AQTA contribue à mettre en œuvre le Droit au logement opposable pour les ménages reconnus par la Commission.*

#### Les priorités liées à l'urgence de la personne

*Parmi les priorités de l'article L.441-1 du CCH, certains motifs sont identifiés comme particulièrement urgents, telles que les victimes de violences familiales ou encore les bénéficiaires de la protection internationale.*

#### Les priorités liées à l'absence de logement

*Elles correspondent aux motifs du même article du CCH, considérés comme moins urgents mais préoccupants pour les conditions de logement, tels que les moins de 21 ans sortants de l'aide sociale à l'enfance ou les personnes dépourvues de logement.*

#### Les priorités d'un ménage déjà logé

*Il s'agit des autres motifs de priorité, pour lesquels le ménage est déjà logé et par conséquent l'accès à un logement social moins urgent que les exemples cités précédemment, telles que les personnes en situation de handicap ou la reprise d'activité après une période de chômage de longue durée.*

18



## La cotation de la demande de logement social

// Les critères d'attribution d'AQTA  
(résultat du groupe de travail partenarial)



### Les critères liés aux priorités d'attribution locales

#### La composition familiale et le parcours de vie

*Pour maintenir le dynamisme et la vie sociale du territoire à l'année, les familles sont ciblées, avec une vigilance supplémentaire pour les familles monoparentales. Il en est de même pour les jeunes afin de favoriser leur installation dans un 1er logement. Cependant, la tendance est à une population vieillissante et il est aussi pris en compte les demandeurs plus âgés.*

#### L'attache au territoire

*En lien avec les autres priorités locales, une vigilance supplémentaire est souhaitée pour les personnes travaillant sur le territoire.*

#### Les ressources et l'emploi

*Pour préserver l'attractivité et l'emploi du territoire, les actifs, et en particulier ceux exerçant une profession essentielle à la vie locale (cf CIA) sont valorisés. Les ménages modestes sont également pris en compte, afin de permettre à tous de se loger.*

#### La situation de logement actuel

*Les demandes de mutation des locataires du parc social sont prises en compte pour fluidifier la rotation et répondre aux changements de situations, ainsi qu'en cas de démolition afin de favoriser le renouvellement urbain. Il est aussi souhaité la prise en compte des locataires du parc privé dont le bail n'est pas reconduit.*

19

## La cotation de la demande de logement social

// Les critères d'attribution d'AQTA  
(résultat du groupe de travail partenarial)



### Les critères liés à l'historique et la vie de la demande

#### L'ancienneté de la demande

*Le critère permet de prendre en compte le délai d'attente des demandeurs, notamment face à l'accroissement de celui-ci.*

#### L'état de la demande

*Il s'agit de valoriser les demandeurs qui ne seraient pas proposés en CALEOL après un long délai d'attente, ou ceux qui seraient proposés plusieurs fois en CALEOL sans bénéficier d'une attribution. Par ailleurs, après un certain nombre de refus, les demandeurs sont pénalisés dans un objectif de dissuasion.*

20



## La cotation de la demande de logement social

// Grille de cotation d'AQTA  
(résultat du groupe de travail partenarial)



Une grille de cotation basée sur le référentiel breton

- Échelle de valeur sur 100 points
- Organisée selon les trois grandes catégories de critères

|                                 |                                          |                   |
|---------------------------------|------------------------------------------|-------------------|
| Priorités nationales            | DALO*                                    | 50 points maximum |
|                                 | Priorités du Code                        |                   |
| Priorités locales               | Composition familiale et parcours de vie | 30 points maximum |
|                                 | Ressources et emploi                     |                   |
|                                 | Logement actuel                          |                   |
| Historique et vie de la demande | Ancienneté de la demande                 | 20 points maximum |
|                                 | Instruction                              |                   |

\* Droit au logement opposable

21

## La cotation de la demande de logement social

// Grille de cotation d'AQTA  
(résultat du groupe de travail partenarial)



Les critères liés aux priorités d'attribution nationales

| Catégories de critères                                                  |                                            | Description des critères                                                                                                                                                                   | Points                                                                                                                                                                                                                   | Max |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Priorités nationales<br><br>(non cumulables, maximum de points retenus) | DALO                                       |                                                                                                                                                                                            | 50                                                                                                                                                                                                                       | 50  |
|                                                                         | Priorités liées à l'urgence de la personne | Violences familiales<br>Sortie de prostitution<br>Victime de traites d'être humain<br>Victime de viol ou agression au domicile<br>BPI* sortant d'hébergement<br>Labélisation préfecture 56 | 48                                                                                                                                                                                                                       |     |
|                                                                         |                                            | Priorités liées à l'absence de logement                                                                                                                                                    | Moins de 21 ans sortant de l'ASE**<br>Sortant d'hébergement<br>Dépourvu de logement<br>Menacé d'expulsion<br>Sortant d'appart. coordination thérapeutique<br>Habitat indigne                                             |     |
|                                                                         | Priorité d'une personne déjà logée         |                                                                                                                                                                                            | Sur occupation ou indécence avec mineur<br>Situation de handicap<br>Mal logé ou défavorisé ou cumul de difficultés<br>Reprise activité après chômage longue durée<br>Mixité sociale : ménage du 1 <sup>er</sup> quartile |     |

\* Bénéficiaire de la protection Internationale  
\*\* Aide sociale à l'enfance

22

## La cotation de la demande de logement social

// Grille de cotation d'AQTA  
(résultat du groupe de travail partenarial)



### Les critères liés aux priorités d'attribution locales

| Catégories de critères                               |                                    | Description des critères                                                                                                                                                | Points | Max       |
|------------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|
| <b>Priorités locales</b><br><i>(cumulables)</i>      | <b>Composition familiale</b>       | Famille                                                                                                                                                                 | 4      | <b>30</b> |
|                                                      |                                    | Famille monoparentale                                                                                                                                                   | 8      |           |
|                                                      |                                    | Séparation                                                                                                                                                              | 2      |           |
|                                                      |                                    | 30 ans et moins ou 65 ans et plus                                                                                                                                       | 2      |           |
|                                                      | <b>Attaches avec le territoire</b> | Lieu de travail situé sur AQTA (rapprochement domicile / travail)                                                                                                       | 2      |           |
|                                                      | <b>Ressources et emploi</b>        | Actifs                                                                                                                                                                  | 4      |           |
|                                                      |                                    | Métiers essentiels (secteurs : médical, service public, accompagnant personnes âgées, enfance, industrie-bâtiment-artisanat, restauration, commerce local-alimentation) | 4      |           |
|                                                      |                                    | Ménages du 2ème quartile                                                                                                                                                | 4      |           |
|                                                      | <b>Logement actuel</b>             | Locataire du parc social sur AQTA : caractéristiques du logement inadaptées                                                                                             | 2      |           |
|                                                      |                                    | Locataire du parc social sur AQTA : relogement dans le cadre d'une opération de démolition                                                                              | 2      |           |
| Locataire du parc privé sur AQTA: bail non reconduit |                                    | 4                                                                                                                                                                       |        |           |

23

## La cotation de la demande de logement social

// Grille de cotation d'AQTA  
(résultat du groupe de travail partenarial)



### Les critères liés à l'historique de la demande

| Catégories de critères                                        |                                             | Description des critères                                                 | Points | Max       |
|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|--------|-----------|
| <b>Historique et vie de la demande</b><br><i>(cumulables)</i> | <b>Ancienneté de la demande</b>             | 13 à 24 mois                                                             | 8      | <b>20</b> |
|                                                               |                                             | Plus de 24 mois (délai "anormalement long")                              | 12     |           |
|                                                               | <b>Instruction</b>                          | A partir de 3 refus                                                      | -10    |           |
|                                                               |                                             | A partir du 3ème passage en CALEOL sans attribution (2ème ou 3ème rangs) | 8      |           |
|                                                               | Aucun passage en CALEOL à partir de 24 mois | 8                                                                        |        |           |

24



## Orientation n° 3

### Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur

25

## Le Service d'information et d'accueil du demandeur (SIAD)

### // Définition

#### Définition du SIAD

- Il trouve son fondement juridique dans la **loi ALUR (art. L.441-2-8)**.
- C'est une **organisation commune** entre les partenaires
- Ce service comporte au moins **un lieu d'accueil** des personnes bénéficiant du droit à l'information
- Il prévoit la **consultation du bilan annuel** de l'attribution des logements locatifs sociaux établi par les bailleurs

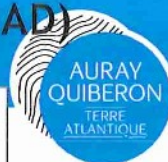
#### Quels sont les objectifs ?

- Satisfaire le **droit à l'information**
- Donner une **information harmonisée**
- Faire connaître les **modalités d'accès au logement social** au demandeur de logement
- Etablir une **répartition territoriale des guichets** d'enregistrement

26

# Le Service d'information et d'accueil du demandeur (SIAD)

// Harmoniser les informations délivrées aux demandeurs sur l'ensemble du territoire



Au sein du SIAD, les lieux d'accueil devront délivrer une information harmonisée sur

- l'offre et la demande de logement social,
- les modalités d'accès au logement social,
- les temps prévisionnels d'attente,
- en fonction des prérogatives des lieux d'accueil, le demandeur sera accompagné dans ses démarches afin de bien renseigner sa demande et l'actualiser.

|                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Les éléments administratifs</b>                             | La liste des lieux d'accueil<br>Les modalités de dépôt de la demande et pièces justificatives<br>Les données concernant le demandeur<br>La décision de la CALEOL concernant le demandeur                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Les données qualitatives et quantitatives du territoire</b> | Les caractéristiques du parc social et sa localisation<br>Le niveau de satisfaction des demandes sur le territoire<br>Le bilan des attributions annuelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Le processus d'attribution</b>                              | Le caractère prioritaire de la demande (au sens de l'article L.441-1 du CCH)<br>Les modalités pour obtenir des informations sur l'état d'avancement de sa demande<br>Les principales étapes du traitement de la demande et des attributions et les personnes morales intervenant dans le processus d'attribution<br>Le délai maximal pour recevoir le demandeur<br>Les conditions dans lesquelles est effectuée la désignation de la demande pour passage en CALEOL |
| <b>Les informations dans le cadre de la cotation</b>           | Les critères de cotation<br>Les modalités de pondération<br>La cotation du demandeur<br>La distribution des cotations des demandeurs pour une demande de logement analogue<br>Les éléments permettant d'apprécier le positionnement relatif à sa demande par rapport aux autres<br>Le délai d'attente moyen constaté par typologie de logement et par localisation demandée<br>Les effets d'un refus d'un logement adapté à la demande                              |

Les informations réglementaires à délivrer

# Le Service d'information et d'accueil du demandeur (SIAD)

// La proposition issue du GT du 10 novembre 2023



## Les fonctions des lieux d'accueil sur AQTA

Une organisation de « 3 types de lieux » délivrant une information harmonisée

|                                                    |                                                                                                                                                                                                           |                    |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| <b>Lieux « d'information et d'orientation »</b>    | Premières informations<br>Informations locales<br>Support d'information intercommunal<br>Critères de priorité<br>Informations sur Action Logement                                                         | <b>GÉNÉRALISTE</b> |
| <b>Lieux « d'information et d'accompagnement »</b> | +<br>Informations complémentaires sur le parc<br>Mise à disposition d'information sur le traitement et l'avance de la demande<br>Assistance au demandeur<br>Conseils et orientations                      | <b>GLOBAL</b>      |
| <b>Lieux « d'enregistrement »</b>                  | +<br>Réception des dossiers de demandes<br>Enregistrement de la demande<br>Instruction<br>Entretien complémentaire et personnalisé après enregistrement<br>Réception des demandeurs prioritaires orientés | <b>SPÉCIALISÉ</b>  |



# Le Service d'information et d'accueil du demandeur (SIAD)

// Les réponses des lieux d'accueil existants sur le territoire



## Le positionnement des acteurs dans le réseau d'accueil

|                                             |             |
|---------------------------------------------|-------------|
| Lieux « d'information et orientation »      | GÉNÉRALISTE |
| Lieux « d'information et d'accompagnement » | GLOBAL      |
| Lieux « d'enregistrement »                  | SPÉCIALISÉ  |



**Mairies de :** Belz, Camors, Crac'h, Landaul, Plouharnel, Pluvigner, Saint-Pierre-Quiberon, Sainte-Anne d'Auray, Landévant, Hoëdic, Erdeven, Saint-Philibert, La Trinité-sur-Mer  
**CCAS de :** Auray, Brech, Camors, Plouharnel, Quiberon, Sainte-Anne d'Auray, Erdeven, Saint-Philibert  
**Partenaires :** Agora Services, Mission Locale, Sauvegarde56



**Mairie de :** Locmariaquer  
**CCAS de :** Belz, Carnac, Locmariaquer, Ploemel, Pluneret, Pluvigner, Saint-Pierre-Quiberon, Landévant  
**AQTA :** Maison du Logement



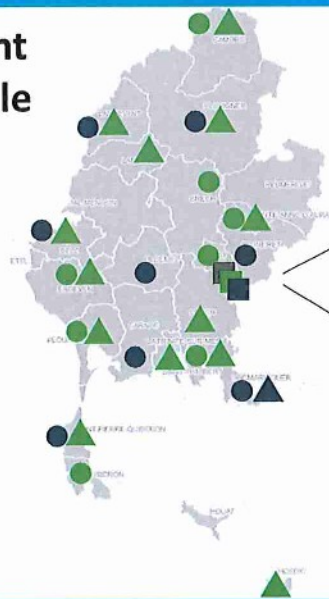
**Sur le territoire :** Morbihan Habitat  
**En dehors du territoire :** Action Logement, organismes HLM, services de l'Etat

# Le Service d'information et d'accueil du demandeur (SIAD)

// Les réponses des lieux d'accueil existants sur le territoire



## Le positionnement des acteurs dans le réseau d'accueil



Zoom partenaires



Lieu généraliste  
 Lieu global  
 Lieu spécialisé

- ▲ Mairie
- CCAS
- Partenaires
- 🏠 AQTA

## Le lieu commun

*L'acteur identifié : la Maison du Logement*

Lieux « d'information et  
d'orientation »

Lieux « d'information et  
d'accompagnement »

Lieux « d'enregistrement »

### 1 lieu commun pour animer le réseau

- Formation
- Communication
- ✓ Coordination



- Calendrier prévisionnel d'adoption et de mise en œuvre du PPGDID



# Politique intercommunale d'attribution des logements locatifs sociaux

// Calendrier prévisionnel d'adoption et de mise en œuvre du PPGDID



## Calendrier prévisionnel d'adoption

Septembre  
2024

Arrêt en Conseil  
communautaire

Octobre 2024 à  
janvier 2025

Avis des  
communes  
Avis de l'Etat

Début 2025

Conférence  
intercommunale  
du logement  
(avis)

Printemps 2025

Adoption  
définitive en  
Conseil  
communautaire

33



Auray Quiberon Terre Atlantique

Porte Océane • 40 rue du Danemark • 56400 Auray  
02 97 29 18 69

[www.auray-quiberon.bzh](http://www.auray-quiberon.bzh)

34

Envoyé en préfecture le 10/10/2024

Reçu en préfecture le 10/10/2024

Publié le

ID : 056-200043123-20240927-2024DC111-DE



# PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS

## 2025-2031

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

308/406  
Auray Quiberon Terre Atlantique  
[www.auray-quiberon.bzh](http://www.auray-quiberon.bzh)



# SOMMAIRE

|                                                                                                                                    |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION                                                                                                                       | 4  |
| 1 Contexte réglementaire                                                                                                           | 4  |
| 1.1 La réforme nationale des attributions des logements locatifs sociaux                                                           | 4  |
| 1.2 Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs                                | 5  |
| 1.3 Les attentes complémentaires de l'Etat                                                                                         | 7  |
| 2 Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information du demandeur d'Auray Quiberon Terre Atlantique  | 10 |
| 2.1 La démarche d'élaboration                                                                                                      | 10 |
| 2.2 Gouvernance                                                                                                                    | 11 |
| LES ORIENTATIONS DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS                   | 12 |
| 1 Le cadre de la Conférence intercommunale du logement et de la Convention intercommunale d'attribution                            | 12 |
| 1.1 Le diagnostic établi par la Conférence intercommunale du logement                                                              | 12 |
| 1.2 La synthèse des objectifs fixés par la Conférence intercommunale du logement et par la Convention intercommunale d'attribution | 13 |
| 2 Les enjeux et orientations du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs       | 14 |
| 2.1 Les enjeux en matière de gestion de la demande et d'information des demandeurs                                                 | 14 |
| 2.2 La prise en compte des publics défavorisés                                                                                     | 14 |
| 2.3 Les orientations du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs               | 15 |
| LE PROGRAMME D' ACTIONS DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS            | 16 |
| Orientation n°1 : Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social                                                  | 16 |
| Action 1-1 : S'appuyer sur l'outil de gestion commun existant                                                                      | 16 |
| Action 1-2 : Intégrer la cotation à l'outil de gestion partagé                                                                     | 17 |
| Orientation n°2 : Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande                | 18 |
| Action 2-1 : Définir les priorités communes du territoire et en améliorer la compréhension par le demandeur                        | 18 |
| Action 2-2 : Mettre en œuvre la grille de cotation unique pour le territoire                                                       | 20 |
| Orientation n°3 : Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur                                     | 23 |
| Action 3-1 : Harmoniser les informations délivrées aux demandeurs sur l'ensemble du territoire                                     | 23 |

|                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------|----|
| Action 3-2 : Définir les lieux et les fonctions du réseau d'accueil | 26 |
| Action 3-3 : Coordonner le réseau au sein du lieu commun            | 31 |
| ANNEXES                                                             | 33 |

# INTRODUCTION

Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs définit les actions opérationnelles à destination des demandeurs de logement locatif social à l'échelle du bassin d'habitat. Plus largement, la stratégie d'attributions s'inscrit dans le cadre de la politique habitat définie par la Communauté de communes dans le cadre de son Programme local de l'habitat.

## 1 Contexte réglementaire

### 1.1 La réforme nationale des attributions des logements locatifs sociaux

La réforme des attributions des logements locatifs sociaux a été initiée par la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR du 24 mars 2014). En parallèle, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 réformait la géographie prioritaire et renforçait la mise en place de stratégies d'attributions concertées pour réduire les écarts de pauvreté entre les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et le reste de leur unité urbaine.

La loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017, la loi portant Evolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN du 23 novembre 2018), et plus récemment la loi relative à la Différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS du 8 février 2022) sont venues renforcer la réforme déjà engagée.

Cette réforme poursuit plusieurs objectifs :

- **Réguler les déséquilibres sociaux et territoriaux**
  - *Améliorer la solidarité dans l'accueil des plus défavorisés entre territoires,*
  - *Accueillir des populations moins défavorisées dans les quartiers prioritaires.*
- **Améliorer l'efficacité et la transparence des politiques publiques**
  - *Rendre équitable la prise en charge du demandeur au sein d'un même « bassin d'habitat » et favoriser la transparence,*
  - *Renforcer la capacité du demandeur à appréhender les processus,*
  - *Conforter les partenariats entre acteurs.*

Pour mener à bien ces objectifs, l'intercommunalité est désignée comme « cheffe de file » en matière d'attributions. A ce titre, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) tenus de se doter d'un Programme local de l'habitat (PLH) ainsi que les EPCI

compétentes en matière d'habitat et disposant d'un QPV, sont dans l'obligation d'installer une Conférence intercommunale du logement (CIL). Cette instance multi-partenariale, co-présidée par le président de l'EPCI et le préfet de département, est chargée de définir des orientations partagées en matière d'attributions de logements sociaux.

Concernant les attributions :

- **Un Document-cadre de la CIL, qui fixe les orientations et les objectifs en matière d'attributions**
- **Une Convention intercommunale d'attribution (CIA), qui territorialise les objectifs et précise les engagements des principaux acteurs et partenaires pour mettre en œuvre les objectifs fixés**

Concernant la gestion de la demande et l'information du demandeur :

- **Un Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDID) qui met en œuvre des dispositifs opérationnels**

## **1.2 Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs**

L'article L.441-2-8 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) précise les compétences et le rôle du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDID).

Le PPGDID est élaboré par l'EPCI, en associant les communs membres, les organismes HLM, et le Service intégré d'accueil et d'orientation. Il définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée des demandes de logement social et à satisfaire le droit à l'information, en fonction des besoins en logement social et des circonstances locales.

Le plan prévoit :

- **Les actions auxquelles sont associés les organismes bailleurs, l'Etat et les autres réservataires de logements sociaux pour mettre en œuvre les orientations**
- **Un système de qualification de l'offre de logements sociaux du territoire en fonction d'indicateurs fixés par le plan ainsi que les moyens à mobiliser pour atteindre les objectifs fixés**
- **Un service d'information et d'accueil des demandeurs de logement, ses modalités d'organisation et de fonctionnement**
  - *Il comporte au moins un lieu d'accueil des personnes bénéficiant du droit à l'information, au fonctionnement duquel concourent les organismes bailleurs, l'Etat et les autres réservataires de logements sociaux.*

- *Le bilan de l'attribution des logements locatifs sociaux établi, chaque année, par les bailleurs sociaux, peut être consulté dans le cadre du service d'information et d'accueil des demandeurs de logement.*
- *Il est fixé un délai maximal dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu après l'enregistrement de sa demande de logement social, délai ne pouvant excéder un mois.*
- *Les organismes HLM sont tenus de porter à la connaissance du public, avec leur description et leurs conditions d'accès, les logements sociaux vacants. Ils sont réputés remplir ces obligations s'ils adhèrent à un dispositif mis en place au niveau départemental, régional ou national, répondant aux conditions fixées.*
- **Un système de cotation de la demande dans le respect des priorités et des critères définis à l'article L.441-1 du CCH**
  - *Son principe et ses modalités, notamment les critères choisis et leur pondération.*
  - *Les conditions dans lesquelles le refus d'un logement adapté aux besoins et aux capacités du demandeur peut modifier la cotation de sa demande.*
  - *La cotation est intégrée dans le dispositif de gestion de la demande.*
  - *Le public et les demandeurs de logement social reçoivent une information appropriée sur le système mis en place dans le cadre du service d'accueil et d'information.*
- **Un dispositif destiné à mettre en commun, en vue d'une gestion partagée des dossiers, les demandes de logement social les pièces justificatives nécessaires à leur instruction et les informations relatives à la situation des demandeurs et à l'évolution de leurs dossiers en cours de traitement (article L.441-2-8 du CCH)**

Le plan peut également prévoir un système de location voulue.

Le projet de PPGDID est soumis pour avis aux communes membres de l'EPCI et à la Conférence intercommunale du logement. Si les avis n'ont pas été rendus dans le délai de deux mois suivant la saisine, ils sont réputés favorables. Le projet de plan est transmis au représentant de l'Etat dans le département qui peut demander, dans le délai de deux mois suivant sa saisine, des modifications pour répondre aux objectifs qu'il avait fixés à ce plan. Le plan ne peut être adopté si ces demandes ne sont pas satisfaites. Le plan est révisé dans les mêmes conditions.

La mise en œuvre du plan fait l'objet de conventions signées entre l'EPCI et les organismes bailleurs, l'Etat, les autres réservataires de logements sociaux et, le cas échéant, d'autres personnes morales intéressées.

Lorsqu'un bailleur social ou un réservataire refuse de signer une convention, le représentant de l'Etat dans le département fixe par arrêté les conditions de sa participation à la mise en œuvre de la convention.

Le PPGDID est d'une durée de six ans.



### 1.3 Les attentes complémentaires de l'Etat

- **Porter à connaissance**

La loi ALUR prévoit que tout EPCI doté d'un programme local de l'habitat élabore un plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs. Il définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée des demandes de logement social et à satisfaire le droit à l'information, en fonction des besoins en logements sociaux et des circonstances locales. Il précise :

- **Concernant l'enregistrement de la demande**
  - *Les modalités locales d'enregistrement de la demande et la répartition territoriale des guichets d'enregistrement.*
- **Concernant le dispositif de gestion partagée, les orientations de ce dispositif visant à satisfaire le droit à l'information**
  - *Les fonctions assurées par le dispositif de gestion partagée.*
  - *Les modalités de pilotage du dispositif.*
  - *Le calendrier de mise en œuvre du dispositif.*
  - *Il est précisé que dans le Morbihan, le fichier partagé utilisé en lieu et place du Système nationale d'enregistrement répond aux dispositions attendues. L'EPCI adhérent est réputé remplir ses obligations.*
- **Concernant la connaissance de l'offre de logements sociaux, les modalités de qualification / cartographie du parc social**
  - *Les indicateurs utilisés.*
  - *L'échelle géographique à laquelle la qualification est réalisée.*
  - *Les moyens mobilisés pour réaliser la qualification.*
- **Concernant l'estimation du délai d'attente moyen par typologie de logement et par secteur géographique pour obtenir l'attribution d'un logement locatif social**
  - *Les indicateurs utilisés.*
- **Concernant l'information des demandeurs**
  - *Le délai maximal (1 mois au maximum) dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu après l'enregistrement de sa demande de logement social ainsi que les responsables de cette réception.*
  - *Les conditions dans lesquelles les demandeurs disposeront d'informations concernant les procédures applicables et les personnes morales intervenant dans le processus d'attribution.*
  - *Les critères de priorité applicables sur ce territoire.*
  - *Les caractéristiques et la localisation du parc social.*
  - *Les indicateurs permettant d'estimer le délai d'attente moyen selon les secteurs géographiques et les types de logement.*
  - *La liste des lieux d'accueil.*
- **Concernant l'organisation du Service d'Information et d'Accueil du Demandeur, la configuration et les conditions de fonctionnement de ce service**



- *La nature et le contenu de l'information délivrée*
- *La liste des organismes et services participant au service d'information et d'accueil des demandeurs de logement*
- *La liste et la localisation des lieux d'accueil en précisant les missions minimales qu'ils doivent remplir et s'ils sont ou non guichets d'enregistrement des demandes de logement social Les missions particulières du ou des lieux d'accueil communs, en précisant s'ils sont ou non guichets d'enregistrement des demandes de logement social.*
- **Concernant les dispositions facultatives, tels que les dispositifs de cotation de la demande et de location choisie :**
  - *Celles que l'EPCI souhaite initier ou le rappeler s'il les a déjà mises en place, en définissant les principes, ainsi que les modalités de mise en œuvre et d'évaluation.*
- **Porter à connaissance complémentaire au titre de la cotation**

Le PPGDID relève de la responsabilité de l'EPCI. La Conférence intercommunale du logement est l'instance stratégique qui engage l'EPCI dans le déploiement de sa politique d'attribution des logements sociaux. Elle se prononce sur le PPGDID, tout comme les communes du territoire et le préfet, dont les modifications formulées sont prises en compte pour l'adoption.

Il est rappelé que le système de cotation de la demande est rendu obligatoire depuis la loi ELAN de 2018 pour les EPCI tenus de se doter d'un Programme local de l'habitat ou ayant la compétence en matière d'habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville. Le premier objectif de mis en œuvre au 1<sup>er</sup> septembre 2021 a été repoussé au 31 décembre 2023 par la loi 3DS.

Le système de cotation s'applique de manière uniforme à l'ensemble des demandes et concerne tous les réservataires. Les critères de cotation sont définis selon :

- **Les priorités du Code de la construction et de l'habitation, dont la part d'attribution minimale est fixée pour chaque réservataire**
- **Les critères locaux, afin de répondre spécifiquement aux problématiques d'accès au logement du territoire. Il peut être distingué la situation de la personne de la vie de la demande**

Les priorités des publics les plus vulnérables (article L.441-1 du CCH), ne sauraient être mises en concurrence avec les autres priorités locales.

La loi 3DS prévoit que les demandeurs dont la profession est reconnue essentielle par l'EPCI sur son territoire doivent être identifiés et positionnés par le système de cotation de la demande. L'Insee en a établi une liste indicative. La CIL validera les professions concernées et un objectif d'attribution à atteindre sera précisé par la CIA.

Le demandeur bénéficie d'un droit à l'information sur les critères de cotation et leur pondération, sa cotation et son positionnement par rapport aux autres demandes pour une typologie et une localisation analogues, le délai d'attente, les effets produits sur sa cotation en cas de refus. L'information du demandeur est organisée dans le cadre du Service d'information et d'accueil du demandeur de chaque EPCI. Les lieux d'accueil doivent délivrer une information harmonisée et assurer un rôle de conseil aux demandeurs et d'orientation vers un accompagnement social si nécessaire.

Le PAC relève des éléments quantifiés de la demande de logement social d'AQTA, dont les suivants :

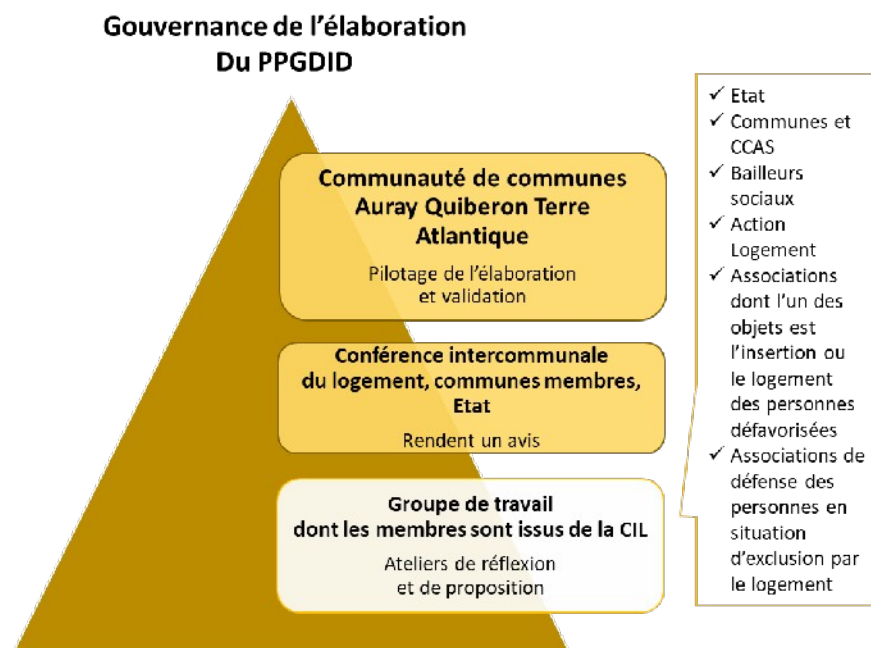
- **Taille de ménage : 52 % des demandeurs émanent de personnes qui se déclarent seules**
- **Typologie : la typologie la plus demandée est le T2 pour 42 % des demandes ce qui corrobore la tendance des autres EPCI morbihannais**
- **Durée d'attente : elle est en moyenne de 18,7 mois**
- **Ménages prioritaires : ils représentent 1 300 demandes soit près de 60 % des demandeurs**
- **DALO : 13 demandes d'accès au logement via commission de médiation du DALO en 2022, soit 0,57 % des demandes. 11 demandes ont été satisfaites, soit 4 % des attributions pour un délai moyen d'attente de 40 mois. Il s'agissait pour 72 % de personnes demeurant déjà sur l'EPCI**
- **Contingent préfectoral : il compte 37 demandes en 2022, soit 1,6 % des demandes. 20 demandes ont été satisfaites, soit 7,3 % des attribution, pour un délai moyen d'attente de 20 mois. Pour 60 % les personnes résident déjà dans la commune demandée et pour 90 % dans l'EPCI**

## 2 Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information du demandeur d'Auray Quiberon Terre Atlantique

### 2.1 La démarche d'élaboration

L'élaboration de la politique intercommunale d'attribution a réuni les élus, les bailleurs sociaux, les associations et les acteurs de l'habitat en groupe de travail sous forme d'ateliers et en instance de la Conférence intercommunale du logement. Les orientations et leurs déclinaisons en actions sur le volet « attribution » ont été travaillées concomitamment pour une adoption conjointe du document-cadre de la CIL et de la Convention intercommunale d'attribution en 2023. Dans la continuité, le groupe de travail a poursuivi ses travaux sur les actions opérationnelles du volet « demande » qui concernent le PPGDID.

Le pilotage a été assuré par AQTA, et le groupe de travail a rassemblé l'ensemble des membres de la CIL.

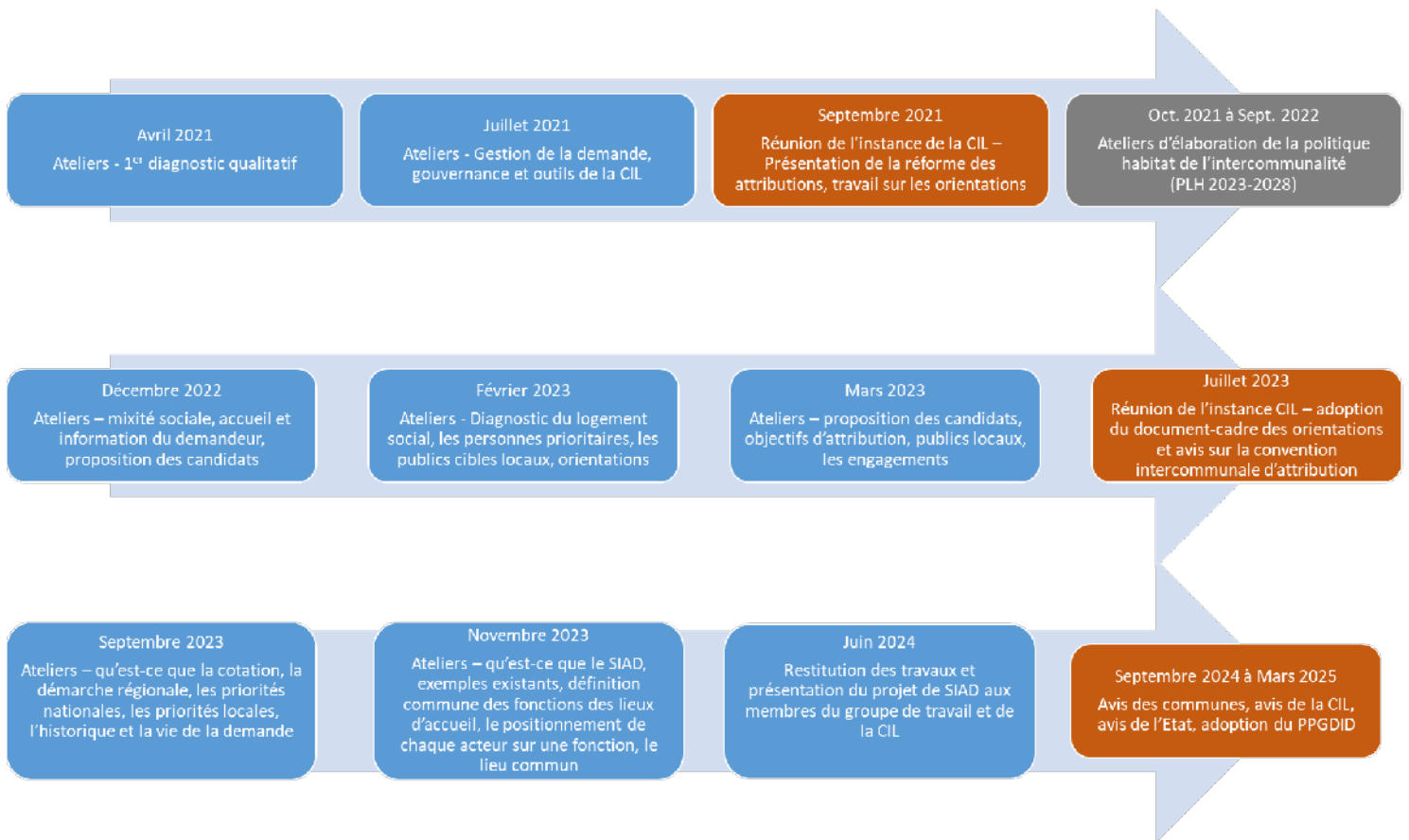


La CIL d'AQTA s'est réunie pour la première fois le 21 septembre 2021, après avoir entamé les travaux de la réforme des attributions en avril 2021, poursuivis à l'occasion de l'élaboration du Programme local de l'habitat jusqu'en septembre 2022.

Le groupe de travail des membres de la CIL s'est à nouveau réuni à plusieurs reprises de décembre 2022 à mars 2023 à l'occasion d'ateliers partenariaux de concertation afin de construire la politique d'attributions.

Le document-cadre des orientations de la CIL est adopté en réunion plénière de l'instance le 5 juillet 2023. La Convention intercommunale d'attribution a reçu un avis favorable de la CIL à cette même date. Le Conseil communautaire a adopté les deux documents en septembre 2023.

Deux nouvelles réunions du groupe de travail ont permis de travailler les sujets opérationnels du PPGDID, ainsi qu'une réunion de restitution avant la procédure des avis et de l'adoption de septembre 2024 à mars 2025.



## 2.2 Gouvernance

Le PPGDID est adopté pour une durée de 6 ans, de 2025 à 2031, et piloté par l'EPCI.

Le bilan de sa mise en œuvre est soumis, une fois par an, à l'avis de la CIL puis au Conseil communautaire (article R.441-2-12 du CCH). Le bilan triennal, réalisé par l'EPCI, est adressé pour avis au préfet et à la CIL ; celui-ci est rendu public (article R.441-2-13 du CCH).

Le pilotage et le bilan de certaines actions pourront être mutualisé avec les instances du PLH si cela apparaissait opportun.

# LES ORIENTATIONS DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS

## 1 Le cadre de la Conférence intercommunale du logement et de la Convention intercommunale d'attribution

### 1.1 Le diagnostic établi par la Conférence intercommunale du logement

Le document-cadre des orientations de la Conférence intercommunale du logement (CIL) du 5 juillet 2023 fait le diagnostic du parc social, de son occupation, ainsi que de la demande et des attributions. En ce qui concerne le PPGDID, il relève notamment :

- **Une très faible offre de logements sociaux (8,3 % de logements locatifs sociaux en 2021 sur AQTA), une forte augmentation de la tension (+179 % depuis 2016 : indice de tension de 8,4 demandes pour 1 attribution en 2022 contre 3 en 2016) et un délai d'attente en hausse (15,2 mois en moyenne avant une attribution en 2022)**
- **Des objectifs de mixité sociale dans les attributions partiellement atteints (20 % d'attribution aux ménages les plus modestes en dehors du quartier prioritaire d'Auray contre 25 % d'objectif minimal réglementaire, mais au sein du quartier prioritaire, des attributions mixtes au-delà de 50 %)**
- **Des attributions aux personnes prioritaires satisfaisantes et à maintenir (64 % d'attribution en 2022, pour un objectif théorique d'environ 42 %)**
- **Un réseau d'accueil communal bien développé (accueil dans chaque commune et CCAS) et une Maison du Logement intercommunale**
- **Des modalités de gestion de la demande et des attributions disparates en commune, malgré l'existence d'un outil partagé**
- **Des partenariats établis entre acteurs du logement social et des attributions**



## 1.2 La synthèse des objectifs fixés par la Conférence intercommunale du logement et par la Convention intercommunale d'attribution

Le PPGDID s'appuie sur les axes de travail fixés par la Conférence intercommunale du logement (CIL) et la Convention intercommunale d'attribution (CIA). En synthèse, les orientations de la CIL et leur déclinaison en objectifs opérationnels au sein de CIA sont présentés ci-après.

| Orientations de la CIL                                                                                                                     | Objectifs opérationnels de la CIA                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Axe n°1 : Viser l'équilibre social et territorial de la population et soutenir les parcours résidentiels</b>                            |                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>1 / Loger les ménages les plus modestes de manière équilibrée sur le territoire</b>                                                     | Au moins 25 % des attributions en dehors du quartier prioritaire aux ménages du 1 <sup>er</sup> quartile et au moins 50 % des attributions au sein du quartier prioritaire aux demandeurs autres que ceux du 1 <sup>er</sup> quartile. |
| <b>2 / Loger les ménages prioritaires en mobilisant les contingents des réservataires et organismes HLM</b>                                | Loger les bénéficiaires du DALO, et environ 42,5 % des attributions aux ménages prioritaires en respectant les obligations minimales des réservataires et des bailleurs.                                                               |
| <b>3 / Loger les publics cibles locaux pour maintenir le dynamisme du territoire</b>                                                       | Environ 50 % des attributions aux publics cibles locaux (objectif indicatif non réglementaire) et aux demandeurs exerçant un métier dans un secteur essentiel, listés dans la CIA.                                                     |
| <b>4 / Encourager et accompagner les parcours résidentiels</b>                                                                             | Favoriser l'adéquation entre la taille du ménage et celle du logement et fluidifier les mutations au sein du parc en priorisant les demandes de mutation pour motifs sociaux et/ou économiques.                                        |
| <b>Axe n°2 : Développer le partenariat et harmoniser les pratiques pour atteindre les objectifs sociaux et territoriaux</b>                |                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>5 / Harmoniser l'information et la gestion de la demande de logement pour offrir un service équivalent sur l'ensemble du territoire</b> | Créer le service d'information et d'accueil du demandeur, définir une communication commune pour le territoire, généraliser l'utilisation de l'outil partagé.                                                                          |
| <b>6 / Harmoniser la gestion des attributions pour atteindre les objectifs de peuplement</b>                                               | Mettre en œuvre des modalités communes de désignation des candidats, élaborer un système de cotation de la demande, former les agents d'accueil aux orientations et objectifs définis par le territoire.                               |



## 2 Les enjeux et orientations du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs

### 2.1 Les enjeux en matière de gestion de la demande et d'information des demandeurs

Au regard du diagnostic et des objectifs de la CIL et de la CIA, ainsi que de l'article R.441-2-10 du CCH, il apparaît les enjeux suivants :

- **En matière de priorité d'attribution**

La tension du territoire nécessite d'améliorer la priorisation des demandes de logement social afin de loger les publics ciblés par les élus et les partenaires au sein de la CIA. Le nombre de demandes, très élevé et en hausse, implique également de les objectiver et de les ordonnancer pour faciliter le choix des candidats par les réservataires de logement et les bailleurs sociaux. Il est également à prendre en considération le délai d'attente des demandeurs, pour réduire les délais anormalement longs.

Pour ce faire, les parties prenantes de la demande et des attributions peuvent s'appuyer sur le dispositif de gestion partagée déjà existant, et utiliser le nouvel outil d'aide à la décision que permet le système de cotation de la demande. L'échelle intercommunale est stratégique pour améliorer les attributions sur l'ensemble des communes et des centralités, quels que soit leur nombre de logements sociaux et des attributions annuelles.

Également, il s'agit de conforter les partenariats déjà établis entre acteurs de l'habitat afin de concourir de manière collective aux objectifs d'attribution du territoire.

- **En matière d'informations délivrées aux demandeurs et de coordination**

Il apparaît nécessaire de fiabiliser et d'harmoniser les informations délivrées aux demandeurs à l'échelle du bassin d'habitat, ainsi que de veiller à leur caractère réglementaire, en matière de connaissance du parc, nature des demandes, et du fonctionnement des attributions. L'intercommunalité doit être la garante de l'équité de traitement des demandeurs sur son territoire, et leur assurer la transparence nécessaire à la bonne appréhension du processus d'accès à un logement social.

La transparence des dispositifs pour le demandeur relève également de leur cohérence avec ceux des territoires limitrophes.

### 2.2 La prise en compte des publics défavorisés

Le PPGDID contribue au logement des publics défavorisés par leur accueil, les informations spécifiques qui leur sont délivrées, leur valorisation dans le cadre du système de cotation de

la demande. Ce système permet notamment de repérer les demandeurs concernés dans le cadre de leurs motifs de priorité.

En complément, interviennent les instances d'examen des situations des personnes et mesures d'accompagnement mises en œuvre dans le cadre de la compétence social de l'habitat du Conseil Département et de l'Etat, portés par le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 2024-2029 (PDALHPD). Celui-ci prévoit des dispositifs adaptés, tels que le renforcement du Service intégré d'accueil et d'orientation unique, et l'accueil et la prise en charge des publics prioritaires.

Les organismes HLM, dans le cadre du partenariat déjà établi, sollicitent ces dispositifs pour les publics le nécessitant.

### **2.3 Les orientations du Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs**

Les orientations du PPGDID sont

- **Orientation n°1 : Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social**

L'orientation vise à mettre en commun l'ensemble des demandes de logement social, afin de bénéficier d'une base unique pour renseigner les demandeurs, étudier les motifs de priorité, connaître et observer la nature des demandes et faciliter le choix des candidats à l'attribution. Il s'agit de prendre appui sur l'outil de gestion partagée déjà mis en œuvre depuis plusieurs années sur le territoire, d'en généraliser l'utilisation et de l'adapter au nouveau dispositif de cotation de la demande.

- **Orientation n°2 : Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande**

Le système de cotation de la demande vise à objectiver et prioriser les demandes de logement, pour l'ensemble du territoire et des partenaires du logement social. Il favorise l'équité de traitement, permet de concilier les différents motifs de priorités, sans laisser des demandes de logement « de côté », y compris les demandes anciennes ou de mutations internes. Il traduit de manière opérationnelle les objectifs d'attribution de la CIA.

- **Orientation n°3 : Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur pour garantir une information**

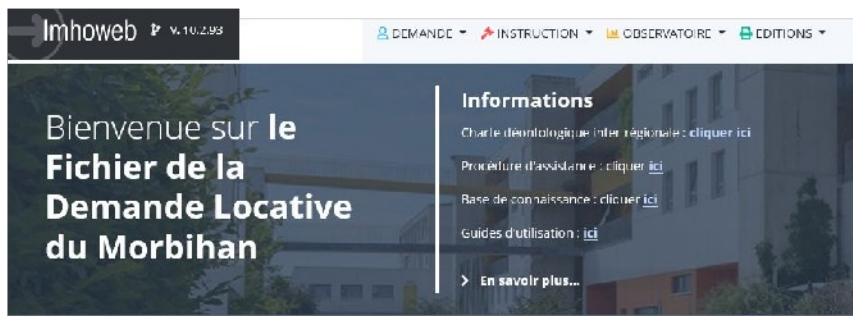
Le service d'information et d'accueil du demandeur constitue un réseau et une organisation en commun à l'échelle de l'intercommunalité pour les communes et les partenaires en matière de logement social. Ses compétences, réparties sur plusieurs lieux du territoire, ont pour finalité de satisfaire le droit à l'information du demandeur sur les modalités d'accès au logement social et sur sa situation individuelle. La coordination et l'animation du réseau est nécessaire pour répondre cet objectif.

# LE PROGRAMME D' ACTIONS DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D' INFORMATION DES DEMANDEURS

## Orientation n°1 : Poursuivre la gestion partagée de la demande de logement social

### Action 1-1 : S'appuyer sur l'outil de gestion commun existant

L'EPCI, les communes, les bailleurs sociaux présents sur le territoire, les réservataires de logements (Action Logement, Etat) et les services chargés de l'information des demandeurs de logement social (SIAO), utilisent un dispositif départemental mettant en commun les demandes de logement social et interconnecté avec le système national d'enregistrement. Il vise une gestion partagée des dossiers, des informations relatives à la situation du demandeur, des pièces justificatives, et permet d'observer et de connaître la demande.



Il s'agit du Fichier départemental de la demande locative sociale du Morbihan (FDLS 56), qui repose sur l'application informatique Imhoweb développé par la société Sigma Informatique et géré et animé par l'association CREHA Ouest depuis 1997. Historiquement à l'initiative des organismes HLM, l'ensemble des acteurs des demandes et attributions du territoire y adhèrent par convention. Le FDLS 56 prévoit l'ensemble des dispositions de l'article R.441-2-15 du CCH.

Le FDLS 56 fait l'objet d'un agrément préfectoral par lequel il est qualifié système d'enregistrement des demandes de logement social en lieu et place du système national d'enregistrement (SNE) et désigne le CREHA Ouest comme gestionnaire. AQTA adhère au CREHA Ouest et au FDLS 56 depuis 2017 pour l'ensemble des communes du territoire. Par conséquent, ses obligations sont réputées remplies (article L.441-2-7 du CCH).

## **Action 1-2 : Intégrer la cotation à l'outil de gestion partagé**

L'intégration de la cotation de la demande de logement social à l'outil de gestion partagé (article L.441-2-8 du CCH) répond aux enjeux d'une politique unique d'attribution sur le territoire, d'aide à la décision et d'information partagée.

L'application Imhoweb dispose d'un module de cotation qui permet aux EPCI d'intégrer leurs critères de priorité et leur pondération. La cotation du demandeur est calculée automatiquement, de même que son positionnement par rapport aux demandeurs ayant la même recherche. Le module de cotation offre la possibilité de consulter le détail de la cotation du demandeur en fonction des critères auxquels il répond.

L'intégration de la cotation de AQTA à Imhoweb est à prévoir, en partenariat avec le CREHA Ouest qui est en charge du paramétrage. L'outil permettra aux guichets d'information de renseigner les demandeurs, il sera à utiliser par les réservataires de logements et les bailleurs sociaux pour préparer les candidats à l'attribution, et apportera des analyses et statistiques sur les demandeurs et les attributions.

Le module de cotation de Imhoweb facilitera le suivi de la mise en œuvre de la cotation sur le territoire ainsi que son évaluation.

*Définition de la cotation : cf action 2-1*



## Orientation n°2 : Prioriser et ordonnancer les demandes par la mise en place d'un système de cotation de la demande

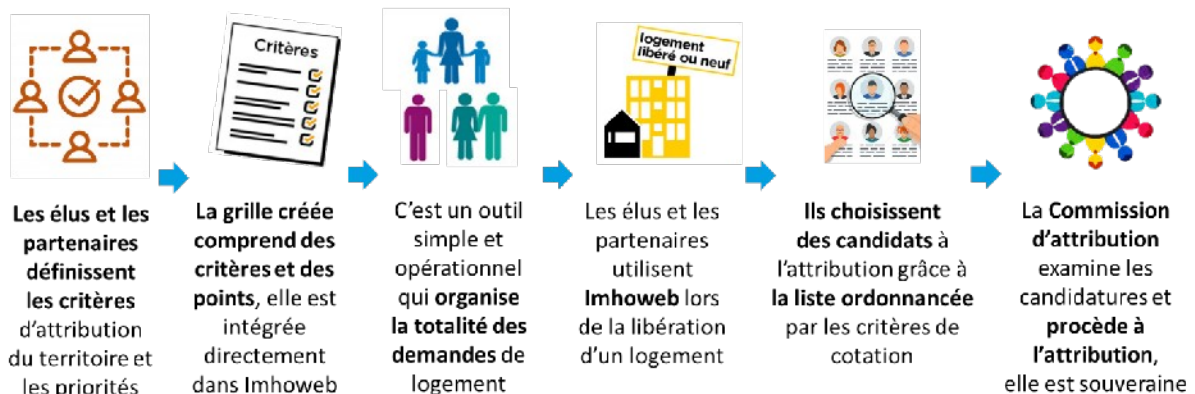
### Action 2-1 : Définir les priorités communes du territoire et en améliorer la compréhension par le demandeur

La cotation de la demande de logement social consiste à attribuer une note aux demandes de logement d'un même EPCI selon les critères définis localement et pondérés pour répondre aux priorités du territoire. Elle permet aux acteurs du logement social de bénéficier d'une liste unique et ordonnée de la totalité des demandes de logement. Elle rend opérationnelle les orientations et les objectifs d'attribution définis par la Conférence intercommunale du logement et la Convention intercommunale d'attribution. Elle s'applique de manière uniforme sur le territoire, pour l'ensemble des communes et l'ensemble des partenaires (article R.441-2-10 du CCH).

La cotation répond à plusieurs enjeux :

- **Concilier les différents motifs de priorités d'attribution (nationales, locales) et l'équilibre social territorial**
- **S'assurer que toutes les demandes soient examinées, les demandes prioritaires, les demandes anciennes, celles des demandeurs ayant fait leur demande en ligne sans s'adresser à un guichet d'information**
- **Centraliser et partager la totalité des demandes dans un fichier unique**
- **Favoriser l'équité de traitement, quel que soit l'acteur qui propose des candidats à l'attribution, grâce à une analyse unique pour le territoire**

Bien que la cotation ordonnance les demandes, il n'en résulte aucune obligation pour les partenaires de désigner comme candidats à l'attribution d'un logement les demandeurs qui arriveraient en « tête de liste » ; en particulier, lorsque l'équilibre social de la résidence ou du quartier est recherché, comme dans le Quartier prioritaire de la politique de la ville d'Auray. Une fois les candidats sélectionnés, la Commission d'attribution des logements et d'examen de l'occupation des logements (CALEOL) reste souveraine : la cotation est un dispositif d'aide à la décision à l'échelle d'AQTA.



Pour l'élaboration de sa cotation, AQTA s'appuie sur :

- **Le diagnostic, les priorités dégagées et les publics ciblés par la Conférence intercommunale du logement, précisés par la Convention intercommunale d'attribution**
- **Les objectifs de peuplement du Programme local de l'habitat 2023-2028**
- **Les critères précisés par les services de l'État via le Porter à connaissance**
- **Le référentiel commun de la région Bretagne, élaboré par des EPCI et des organismes HLM, qui harmonise trois grandes catégories de critères et leur échelle de valeur afin d'assurer la cohérence entre les territoires et la compréhension par le demandeur**
- **Les travaux du groupe de travail partenarial issu de la Conférence intercommunale du logement**

Les critères d'attribution d'AQTA sont les suivants :

- **Les priorités nationales**
  - **Les ménages relevant du DALO** : AQTA contribue à mettre en œuvre le Droit au logement opposable pour les ménages reconnus par la Commission.
  - **Les priorités liées à l'urgence de la personne** : parmi les priorités de l'article L.441-1 du CCH, certains motifs sont identifiés comme particulièrement urgents, telles que les victimes de violences familiales ou encore les bénéficiaires de la protection internationale.
  - **Les priorités liées à l'absence de logement** : elles correspondent aux motifs du même article du CCH, considérés comme moins urgents mais préoccupants pour les conditions de logement, tels que les moins de 21 ans sortants de l'aide sociale à l'enfance ou les personnes dépourvues de logement.
  - **Les priorités d'un ménage déjà logé** : il s'agit des autres motifs de priorité, pour lesquels le ménage est déjà logé et par conséquent l'accès à un logement social moins urgent que les exemples cités précédemment, telles que les personnes en situation de handicap ou la reprise d'activité après une période de chômage de longue durée.

*Un ménage peut relever de plusieurs motifs de priorités nationales (par exemple : personne dépourvue de logement et en situation de handicap), auquel cas, le motif le plus valorisé par la grille de cotation sera retenu.*

- **Les priorités locales**



- **La composition familiale et le parcours de vie** : pour maintenir le dynamisme et la vie sociale du territoire à l'année, les familles sont particulièrement ciblées, avec une vigilance supplémentaire pour les familles monoparentales, nombreuses parmi les demandeurs. Il en est de même pour les jeunes afin de favoriser leur installation dans un premier logement et leur permettre de rester sur le territoire. Cependant, la tendance est à une population vieillissante et il est aussi pris en compte les demandeurs plus âgés.
- **L'attache au territoire** : en lien avec les autres priorités locales, une vigilance supplémentaire est souhaitée pour les personnes travaillant sur le territoire.
- **Les ressources et l'emploi** : pour préserver l'attractivité et l'emploi du territoire, les actifs, et en particulier ceux exerçant une profession essentielle à la vie locale (cf Convention intercommunale d'attribution) sont valorisés. Les ménages modestes sont également pris en compte, afin de permettre à tous de se loger.
- **La situation de logement actuel** : les demandes de mutation dans le parc social sont prises en compte pour fluidifier la rotation et répondre aux changements de situations sociale ou économique des locataires, ainsi qu'en cas d'opération de démolition sur le territoire afin de favoriser le renouvellement urbain. Il est également souhaité la prise en compte des locataires du parc privé dont le bail n'est pas reconduit.

*Un ménage peut relever de plusieurs motifs de priorités locales, il correspond alors particulièrement aux publics cibles du territoire. Sa cotation valorise l'ensemble des critères concernés, tous cumulables (en dehors de ceux incompatibles, par exemple locataire du parc privé / locataire du parc social).*

- **L'historique et la vie de la demande**

- **L'ancienneté de la demande** : le critère permet de prendre en compte le délai d'attente des demandeurs, notamment face à l'accroissement de celui-ci.
- **L'état de la demande** : il s'agit de valoriser les demandeurs qui ne seraient pas proposés en CALEOL après un long délai d'attente, ou ceux qui seraient proposés plusieurs fois en CALEOL sans bénéficier d'une attribution. Par ailleurs, après un certain nombre de refus, les demandeurs sont pénalisés dans un objectif de dissuasion.

*Un ménage peut relever de plusieurs motifs de priorités liées à l'historique et la vie de la demande : les critères sont cumulables (en dehors de ceux incompatibles).*

### **Action 2-2 : Mettre en œuvre la grille de cotation unique pour le territoire**

Les critères d'attribution sont pondérés afin de les prioriser. Les priorités nationales comptent jusqu'à 50 points, les priorités locales jusqu'à 30 points et l'historique et la vie de la demande jusqu'à 20 points pour une échelle de valeur sur 100 points.

Il en résulte la grille d'attribution suivante (*grille projet qui sera confortée à l'issue de la phase de test*) :

| Catégories de critères                                              |                                            | Description des critères                                                                                                                                                                                                 | Points | Max |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-----|
| Priorités nationales<br><br>(non cumulables, max de points retenus) | DALO                                       |                                                                                                                                                                                                                          | 50     | 50  |
|                                                                     | Priorités liées à l'urgence de la personne | Violences familiales<br>Sortie de prostitution<br>Victime de traites d'être humain<br>Victime de viol ou agression au domicile<br>BPI sortant d'hébergement<br>Labélisation préfecture 56                                | 48     |     |
|                                                                     | Priorités liées à l'absence de logement    | Moins de 21 ans sortant de l'ASE<br>Sortant d'hébergement<br>Dépourvu de logement<br>Menacé d'expulsion<br>Sortant d'appart. coordination thérapeutique<br>Habitat indigne                                               | 45     |     |
|                                                                     | Priorité d'une personne déjà logée         | Sur occupation ou indécence avec mineur<br>Situation de handicap<br>Mal logé ou défavorisé ou cumul de difficultés<br>Reprise activité après chômage longue durée<br>Mixité sociale : ménage du 1 <sup>er</sup> quartile | 35     |     |

| Catégories de critères                |                                                                                            | Description des critères                                                                                                                                                                                      | Points      | Max |
|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-----|
| Priorités locales<br><br>(cumulables) | Composition familiale                                                                      | Famille                                                                                                                                                                                                       | 4           | 30  |
|                                       |                                                                                            | Famille monoparentale                                                                                                                                                                                         | 8           |     |
|                                       |                                                                                            | Séparation                                                                                                                                                                                                    | 2           |     |
|                                       |                                                                                            | 30 ans et moins ou 65 ans et plus                                                                                                                                                                             | 2           |     |
|                                       | Attaches avec le territoire                                                                | Lieu de travail situé sur AQTA (rapprochement domicile / travail)                                                                                                                                             | 2           |     |
|                                       | Ressources et emploi                                                                       | Actifs<br>Métiers essentiels (secteurs : médical, service public, accompagnant personnes âgées, enfance, industrie-bâtiment-artisanat, restauration, commerce local-alimentation)<br>Ménages du 2ème quartile | 4<br>4<br>4 |     |
| Logement actuel                       | Locataire du parc social sur AQTA : logement inadapté                                      | 2                                                                                                                                                                                                             |             |     |
|                                       | Locataire du parc social sur AQTA : relogement dans le cadre d'une opération de démolition | 2                                                                                                                                                                                                             |             |     |
|                                       | Locataire du parc privé sur AQTA: bail non reconduit                                       | 4                                                                                                                                                                                                             |             |     |

| Catégories de critères                              |                                                                                                                         | Description des critères                    | Points | Max |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|--------|-----|
| Historique et vie de la demande<br><br>(cumulables) | Ancienneté de la demande                                                                                                | 13 à 24 mois                                | 8      | 20  |
|                                                     |                                                                                                                         | Plus de 24 mois (délai "anormalement long") | 12     |     |
| Instruction                                         | A partir de 3 refus                                                                                                     | -10                                         |        |     |
|                                                     | A partir du 3ème passage en CALEOL sans attribution (2ème ou 3ème rangs)<br>Aucun passage en CALEOL à partir de 24 mois | 8<br>8                                      |        |     |

Le calendrier de mise en œuvre de la cotation de la demande prévoit l'intégration de la cotation de la demande dans l'outil partagé Imhoweb ainsi qu'une phase de test en 2024, puis son déploiement courant 2025. Les effets de la cotation seront évalués annuellement à l'occasion du bilan du PPGDID. Si cela apparaissait nécessaire, elle pourrait être révisée à l'issu du bilan triennal.

L'ensemble des acteurs du logement social d'AQTA, les 24 communes, les CCAS, l'EPCI, le Conseil départemental, le Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO), les organismes HLM, Action Logement et les services de l'Etat s'engagent à utiliser la cotation de la demande pour renseigner les demandeurs et choisir des candidats à l'attribution.

Les professionnels bénéficieront d'une formation sur la grille de cotation, coordonnée par le lieu commun, courant 2025. Une communication auprès du public sera également déployée pour faire connaître les critères d'attribution. Le demandeur sera renseigné sur sa cotation via le réseau du SIAD et son espace en ligne, ainsi que sur le délai d'attente prévisionnel pour des demandes similaires à la sienne.

## Orientation n°3 : Mettre en place et animer le service d'information et d'accueil du demandeur

### Action 3-1 : Harmoniser les informations délivrées aux demandeurs sur l'ensemble du territoire

La loi ALUR a instauré un « droit à l'information » du demandeur de logement social notamment via la mise en place d'un Service d'information et d'accueil du demandeur (SIAD).

L'objectif étant de rendre claires, lisibles et accessibles les modalités d'accès au logement social et de permettre au demandeur de se rendre acteur de sa démarche et d'être mieux informé et orienté dans le processus.

- **Satisfaire le droit à l'information**

Au sein du SIAD, les lieux d'accueil devront délivrer une information harmonisée sur l'offre et la demande de logement social, mais également sur les modalités d'accès, sur les temps prévisionnels d'attente et sur les procédures de traitement et d'attribution (articles L.441-2-8 et R.441-2-10 du CCH). De plus, en fonction des prérogatives des lieux d'accueil, le demandeur sera accompagné dans ses démarches afin de bien renseigner sa demande et de l'actualiser, le cas échéant.

Les informations réglementaires suivantes, actualisées annuellement quand elles existent (n-1), seront communiquées aux demandeurs par le biais du Service d'information et d'accueil du demandeur (articles R.441-2-16 et R.441-2-17 du CCH) :

|                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Les éléments administratifs</b>                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La liste des lieux d'accueil</li> <li>- Les modalités de dépôt de la demande et pièces justificatives</li> <li>- Les données concernant le demandeur</li> <li>- La décision de la CALEOL concernant le demandeur</li> </ul>                                                                                                                 |
| <b>Les données qualitatives et quantitatives du territoire</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les caractéristiques du parc social et sa localisation</li> <li>- Le niveau de satisfaction des demandes sur le territoire</li> <li>- Le bilan des attributions annuelles</li> </ul>                                                                                                                                                        |
| <b>Le processus d'attribution</b>                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le caractère prioritaire de la demande (au sens de l'article L.441-1 du CCH)</li> <li>- Les modalités pour obtenir des informations sur l'état d'avancement de sa demande</li> <li>- Les principales étapes du traitement de la demande et des attributions et les personnes morales intervenant dans le processus d'attribution</li> </ul> |

|                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le délai maximal pour recevoir le demandeur</li> <li>- Les conditions dans lesquelles est effectuée la désignation de la demande pour passage en CALEOL</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Les informations dans le cadre de la cotation</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les critères de cotation</li> <li>- Les modalités de pondération</li> <li>- La cotation du demandeur</li> <li>- La distribution des cotations des demandeurs pour une demande de logement analogue</li> <li>- Les éléments permettant d'apprécier le positionnement relatif à sa demande par rapport aux autres</li> <li>- Le délai d'attente moyen constaté par typologie de logement et par localisation demandée</li> <li>- Les effets d'un refus d'un logement adapté à la demande</li> </ul> |

- **Qualifier l'offre de logements**

Pour qualifier l'offre de logements locatifs sociaux, il est utilisé les indicateurs suivants : la localisation (par commune), le nombre de logements, les typologies, le nombre de demandes de logement en cours, le nombre de logements attribués, la répartition du parc par organismes HLM. À l'échelle intercommunale, il est précisé les ventilations entre les logements individuels et collectifs, entre les typologies, le nombre de logements, les demandes et attributions et le délai moyen d'attribution. L'ensemble de ces informations seront transmises aux demandeurs de logement.

**A l'échelle intercommunale :**

- Le territoire compte 3 263 logements locatifs sociaux en 2023 (hors logements communaux conventionnés).
- 74 % des logements locatifs sociaux sont des collectifs et 26 % des logements individuels.
- Les typologies se répartissent de la façon suivante : 39 % de T3, 28 % de T2, 26 % de T4, 5 % de T5 et 2 % de T1.
- Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, 2 251 demandes sont en cours et 248 ont été satisfaites en 2023.
- Le délai moyen d'attribution est de 19 mois en 2023.

**Répartition du parc par organisme HLM :**

|                           | Nb LLS 2023 | Attributions en 2023 |
|---------------------------|-------------|----------------------|
| Aiguillon Construction    | 250         | 22                   |
| Armorique Habitat         | 126         | 17                   |
| Espacil Habitat           | 604         | 38                   |
| ICF Habitat Atlantique    | 12          | 0                    |
| La Nantaise d'Habitations | 47          | 0                    |
| Le Foyer d'Armor          | 77          | 10                   |
| Le Logis Breton           | 24          | 1                    |
| Les Ajoncs (hors FDLS 56) | 8           | NC                   |
| Morbihan Habitat          | 2115        | 148                  |

## Par commune :

|                    | Nb LLS<br>2023 | T1<br>(nb et part) |           | T2<br>(nb et part) |            | T3<br>(nb et part) |            | T4<br>(nb et part) |            | T5<br>(nb et part) |           | Demandes 1er<br>choix en cours<br>au 1/01/2024 | Demandes<br>satisfaites<br>en 2023 |
|--------------------|----------------|--------------------|-----------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|-----------|------------------------------------------------|------------------------------------|
| Auray              | 1634           | 54                 | 3%        | 448                | 27%        | 606                | 37%        | 437                | 27%        | 89                 | 5%        | 918                                            | 98                                 |
| Belz               | 111            | 5                  | 5%        | 44                 | 40%        | 37                 | 33%        | 18                 | 16%        | 7                  | 6%        | 98                                             | 7                                  |
| Brec'h             | 92             | 4                  | 4%        | 24                 | 26%        | 25                 | 27%        | 30                 | 33%        | 9                  | 10%       | 59                                             | 1                                  |
| Camors             | 34             | 0                  | 0%        | 9                  | 26%        | 17                 | 50%        | 7                  | 21%        | 1                  | 3%        | 22                                             | 1                                  |
| Carnac             | 90             | 1                  | 1%        | 22                 | 24%        | 41                 | 46%        | 19                 | 21%        | 7                  | 8%        | 141                                            | 2                                  |
| Crac'h             | 46             | 0                  | 0%        | 8                  | 17%        | 20                 | 43%        | 13                 | 28%        | 5                  | 11%       | 66                                             | 4                                  |
| Erdeven            | 73             | 1                  | 1%        | 19                 | 26%        | 37                 | 51%        | 14                 | 19%        | 2                  | 3%        | 90                                             | 32                                 |
| Etel               | 99             | 4                  | 4%        | 24                 | 24%        | 38                 | 38%        | 26                 | 26%        | 7                  | 7%        | 44                                             | 4                                  |
| Hoedic             | 11             | 0                  | 0%        | 2                  | 18%        | 5                  | 45%        | 4                  | 36%        | 0                  | 0%        | 3                                              | 0                                  |
| Houat              | 6              | 0                  | 0%        | 0                  | 0%         | 6                  | 100%       | 0                  | 0%         | 0                  | 0%        | 4                                              | 0                                  |
| La Trinité sur Mer | 56             | 0                  | 0%        | 17                 | 30%        | 22                 | 39%        | 16                 | 29%        | 1                  | 2%        | 37                                             | 6                                  |
| Landaul            | 41             | 0                  | 0%        | 11                 | 27%        | 14                 | 34%        | 16                 | 39%        | 0                  | 0%        | 15                                             | 1                                  |
| Landévant          | 77             | 2                  | 3%        | 29                 | 38%        | 34                 | 44%        | 12                 | 16%        | 0                  | 0%        | 63                                             | 17                                 |
| Locmariaquer       | 37             | 0                  | 0%        | 13                 | 35%        | 14                 | 38%        | 7                  | 19%        | 3                  | 8%        | 24                                             | 3                                  |
| Locoal-Mendon      | 5              | 0                  | 0%        | 2                  | 40%        | 2                  | 40%        | 1                  | 20%        | 0                  | 0%        | 21                                             | 0                                  |
| Ploemel            | 32             | 0                  | 0%        | 12                 | 38%        | 14                 | 44%        | 4                  | 13%        | 2                  | 6%        | 49                                             | 1                                  |
| Plouharnel         | 20             | 0                  | 0%        | 6                  | 30%        | 10                 | 50%        | 4                  | 20%        | 0                  | 0%        | 43                                             | 0                                  |
| Plumergat          | 52             | 0                  | 0%        | 17                 | 33%        | 17                 | 33%        | 13                 | 25%        | 5                  | 10%       | 13                                             | 0                                  |
| Pluneret           | 227            | 2                  | 1%        | 70                 | 31%        | 95                 | 42%        | 53                 | 23%        | 7                  | 3%        | 149                                            | 8                                  |
| Pluvigner          | 69             | 0                  | 0%        | 16                 | 23%        | 33                 | 48%        | 17                 | 25%        | 3                  | 4%        | 89                                             | 11                                 |
| Quiberon           | 286            | 4                  | 1%        | 77                 | 27%        | 115                | 40%        | 86                 | 30%        | 4                  | 1%        | 172                                            | 31                                 |
| Ste Anne d'Auray   | 16             | 0                  | 0%        | 1                  | 6%         | 7                  | 44%        | 8                  | 50%        | 0                  | 0%        | 60                                             | 0                                  |
| St-Philibert       | 48             | 0                  | 0%        | 14                 | 29%        | 22                 | 46%        | 12                 | 25%        | 0                  | 0%        | 35                                             | 9                                  |
| St-Pierre-Quiberon | 101            | 4                  | 4%        | 17                 | 17%        | 30                 | 30%        | 43                 | 43%        | 7                  | 7%        | 36                                             | 12                                 |
| <b>AQTA</b>        | <b>3263</b>    | <b>81</b>          | <b>2%</b> | <b>902</b>         | <b>28%</b> | <b>1261</b>        | <b>39%</b> | <b>860</b>         | <b>26%</b> | <b>159</b>         | <b>5%</b> | <b>2251</b>                                    | <b>248</b>                         |



### Action 3-2 : Définir les lieux et les fonctions du réseau d'accueil

Le service d'information et d'accueil met en œuvre les actions nécessaires à la mise à disposition du public et des demandeurs de logement social des informations générales ainsi que celles spécifiques au territoire.

- **Les modalités d'organisation et de fonctionnement d'un Service d'information et d'accueil du demandeur**

Auray Quiberon Terre Atlantique, dans son souhait de proximité, a privilégié l'implication de l'ensemble des acteurs déjà présents sur le territoire des 24 communes pour former ce réseau :

- *Accueils de mairie*
- *CCAS*
- *Bailleurs*
- *Associations (dont celles de défense des locataires, membres de la CIL)*
- *Maison du Logement*

Une réflexion commune a permis de mettre en exergue la complémentarité de chacun et la nécessité pour le territoire d'avoir 3 types de lieux :

- *Généraliste*
- *Global*
- *Spécialisé*

Permettant ainsi de délivrer une information harmonisée et répartie de façon équitable sur les 24 communes.

Chaque acteur, en fonction de ses moyens, à la possibilité de se positionner dans un des 3 rôles. Un courrier a été adressé à chacun, permettant ainsi le choix du positionnement dans le réseau.

Enfin, chaque acteur aura la possibilité de faire évoluer ses missions et d'endosser un rôle plus global sous réserve de délivrer le niveau d'information exigé et d'assurer les missions relatives au nouveau rôle.

- **Les rôles des lieux d'accueil**

- **Lieu généraliste : « *Un lieu d'information et d'orientation* »**

Le demandeur trouvera dans ce lieu d'accueil :

- Premières informations : définition, conditions et modalités d'accès au logement social, information sur la dématérialisation de la demande
- Informations locales : typologie et localisation des logements sur le territoire communal, lieux d'accueil existants sur le territoire.
- Diffusion du support d'information intercommunal
- Critères de priorité dans l'accès au logement social : information sur la grille de cotation et les procédures d'attribution
- Information sur Action Logement

*Cette fonction « Généraliste » peut être assurée par les accueils de mairie, les CCAS, les partenaires.*

- **Lieu global : « *Un lieu d'information et d'accompagnement* »**

Le demandeur trouvera dans ce lieu d'accueil :

- Premières informations : définition, conditions et modalités d'accès au logement social, information sur la dématérialisation de la demande
- Informations locales : typologie et localisation des logements sur le territoire communal, lieux d'accueil existants sur le territoire.
- Diffusion du support d'information intercommunal
- Critères de priorité dans l'accès au logement social : Information sur la grille de cotation et les procédures d'attribution
- Information sur Action Logement
- Informations complémentaires sur le parc : fonctionnement et caractéristiques du parc social intercommunal ainsi que son environnement, consultation du bilan annuel des attributions.
- Mise à disposition d'information sur le traitement et l'avancement de la demande : consultation du dossier du demandeur, renseigner le demandeur sur l'historique de sa demande, incluant son positionnement sur la grille de cotation.
- Assistance au demandeur : pour remplir le dossier de demande et sur la saisie en ligne
- Conseils et orientations : dans la définition du projet « logement », repérage des publics prioritaires, identification de problématique spécifiques et orientation vers les institutions ou associations du territoire en fonction de la situation particulière

*Cette fonction « globale » peut être assurée par les accueils de mairie disposant de moyens humains dédiés, les CCAS et la Maison du Logement.*

○ **Lieu spécialisé : « Un lieu d'information et d'enregistrement de la demande »**

Ce lieu a pour vocation de permettre au demandeur d'avoir un guichet sur le territoire où se rendre pour être reçu et enregistrer sa demande de logement. S'ajoutant à celles du lieu généraliste et du lieu globale, les informations et missions seront :

- Premières informations : définition, conditions et modalités d'accès au logement social, information sur la dématérialisation de la demande
- Informations locales : typologie et localisation des logements sur le territoire communal, lieux d'accueil existants sur le territoire.
- Diffusion du support d'information intercommunal
- Critères de priorité dans l'accès au logement social : Information sur la grille de cotation et les procédures d'attribution
- Information sur Action Logement
- Informations complémentaires sur le parc : fonctionnement et caractéristiques du parc social intercommunal ainsi que son environnement, consultation du bilan annuel des attributions.
- Mise à disposition d'information sur le traitement et l'avancement de la demande : consultation du dossier du demandeur, renseigner le demandeur sur l'historique de sa demande, incluant son positionnement sur la grille de cotation.
- Assistance au demandeur : pour remplir le dossier de demande et sur la saisie en ligne
- Conseils et orientations : dans la définition du projet « logement », repérage des publics prioritaires, identification de problématique spécifiques et orientation vers les institutions ou associations du territoire en fonction de la situation particulière
- Réception des dossiers de demandes et enregistrement : incluant le renouvellement, la modification et la mise à jour des dossiers des demandeurs
- Instruction : numérisation et vérification des pièces, demande de pièces complémentaires
- Entretien complémentaire et personnalisé après enregistrement : à la demande du demandeur, s'il le souhaite, afin de requalifier si besoin la demande de logement (entretien règlementaire).
- Réception des demandeurs prioritaires orientés par les autres lieux du réseau et par le portail web des demandeurs
- Suivi et accompagnement des demandeurs prioritaires et processus de labellisation : hors DALO, labellisation manuelle.

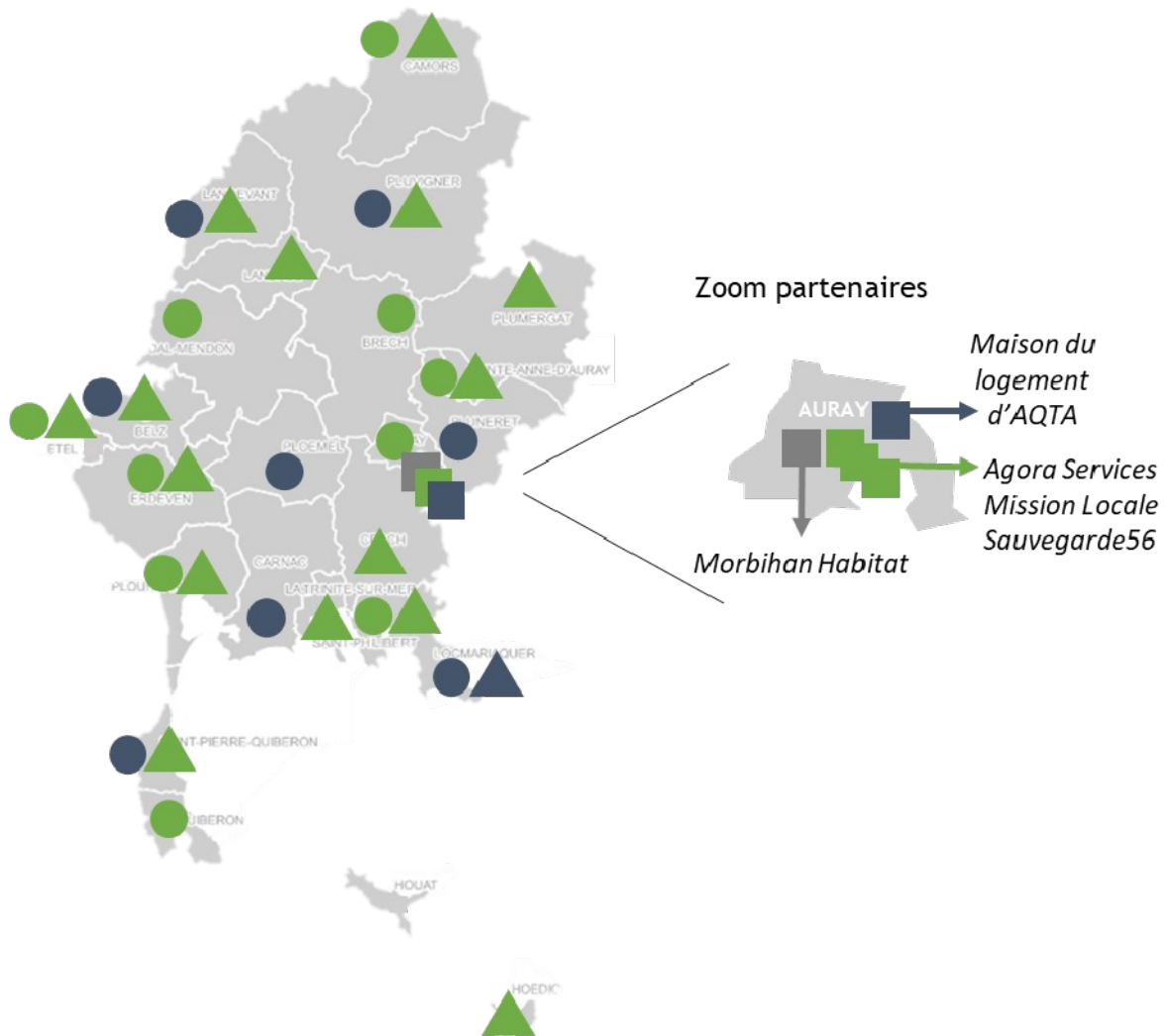
*Cette fonction « spécialisée » peut être assurée par les bailleurs, Action Logement et les services de l'Etat.*

● **Listes et fonctions des lieux d'accueil et modalités de réception du public**

Les lieux d'accueil du territoire sont :

|                                                                                                                 |                                    | Accueil physique avec prise de RDV | Accueil physique sans prise de RDV |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| <p><b>Lieu généraliste</b></p> <p><i>« Un lieu d'information et d'orientation »</i></p>                         | Mairie de Camors                   | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Camors                     | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Crac'h                   | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Landaul                  |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | CCAS de Quiberon                   | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Pluvigner                | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Plouharnel               | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Plouharnel                 | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Sainte-Anne d'Auray      | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Sainte-Anne d'Auray        | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS d'Auray                       |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | CCAS de Brec'h                     |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | Mairie d'Erdeven                   |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | CCAS d'Erdeven                     | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Saint-Pierre Quiberon    | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de la Trinité-sur-mer       |                                    |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie d'Hoedic                    |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | Mairie de Belz                     | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Landévant                |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | Mairie de Saint-Philibert          | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Saint-Philibert            | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie d'Etel                      | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS d'Etel                        | X                                  |                                    |
| Mairie de Plumergat                                                                                             |                                    | X                                  |                                    |
| CCAS de Locoal-Mendon                                                                                           | X                                  |                                    |                                    |
| Service intégré d'accueil et d'orientation du Morbihan (SIAO 56) assuré par l'association Sauvegarde 56 à Auray | X                                  |                                    |                                    |
| Mission locale à Auray                                                                                          | X                                  |                                    |                                    |
| Association Agora services à Auray                                                                              | X                                  |                                    |                                    |
| <p><b>Lieu global</b></p> <p><i>« Un lieu d'information et d'accompagnement »</i></p>                           | CCAS de Ploemel                    | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Carnac                     | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Pluvigner                  | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Pluneret                   | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Saint-Pierre Quiberon      | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Mairie de Locmariaquer             |                                    | X                                  |
|                                                                                                                 | CCAS de Locmariaquer               | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Belz                       | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | CCAS de Landévant                  | X                                  |                                    |
|                                                                                                                 | Maison du logement d'AQTA          | X                                  |                                    |
| <b>Lieu spécialisé</b>                                                                                          | Agence de Morbihan Habitat à Auray | X                                  | X                                  |

## Répartition géographique des lieux d'accueil du Service d'information et d'accueil du demandeur d'AQTA



Lieu généraliste  
Lieu global  
Lieu spécialisé

- ▲ Mairie
- CCAS
- Partenaires

### • Mise en œuvre et évaluation

Auray Quiberon Terre Atlantique envisage une mise en œuvre opérationnelle du Service d'information et d'accueil du demandeur à partir de 2025.

Les effets des actions du SIAD, de son organisation et de son fonctionnement feront l'objet d'une évaluation annuelle à l'occasion du bilan du PPGDID. Si cela apparaissait nécessaire, il pourrait être révisé à l'issue du bilan triennal.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

### **Action 3-3 : Coordonner le réseau au sein du lieu commun**

La notion de lieu commun a également été instaurée par la loi ALUR, comme référent et facilitateur du réseau d'information et d'accueil.

- **L'objectif du lieu commun**

- **La montée en compétences des lieux d'accueil**

Le lieu commun veillera à donner aux lieux d'accueil les informations et outils nécessaires pour favoriser leur montée en compétences. Cela pourra se traduire par des formations, de la diffusion d'actualité.

- **La délivrance d'une information harmonisée**

Le lieu commun aura en charge de créer et délivrer aux lieux d'accueil, les mêmes informations et les mêmes supports de communication à chaque type de lieux.

- **L'animation du réseau**

Le lieu commun aura la charge d'animer le réseau. Cela pourra se traduire par l'organisation de temps d'échanges et de réunions spécifiques permettant de favoriser l'interconnaissance et le partage entre les acteurs du réseau.

La loi prévoit également que les organismes bailleurs, l'Etat et les autres réservataires de logements sociaux concourent au fonctionnement du service.

- **Les missions du lieu commun**

- **Formation**

Le lieu commun proposera des formations régulières aux différents acteurs du SIAD sur différents volets et notamment sur l'utilisation d'Imhoweb, sur les informations harmonisées à délivrer aux demandeurs et sur les besoins spécifiques pouvant être remontés par les lieux d'accueil.

- **Communication**

Le lieu commun aura en charge de produire, à l'aide des acteurs du réseau, des supports communs de diffusion de l'information (plaquettes, affiches, site internet...). De plus, il centralisera le bilan annuel des attributions.



## ○ **Coordination**

Le lieu commun assurera la coordination du réseau et veillera au bon fonctionnement du Service d'Information et d'Accueil du Demandeur. Il pourra mettre en place des permanences et centralisera les différents besoins exprimés par les lieux d'accueil. Des outils d'évaluation seront créés afin de suivre les effets et la pertinence des actions du SIAD.

### • **Le lieu commun identifié : la Maison du Logement d'AQTA**

Créée en 2012, la Maison du Logement s'est affirmée depuis comme guichet unique d'information, d'orientation et d'accompagnement des ménages pour l'ensemble des thématiques liées au logement : la location, l'accession à la propriété, la construction, la rénovation et l'adaptation des logements.

Lieu-ressource neutre et objectif, la Maison du Logement apporte aussi bien de l'information généraliste qu'un accompagnement personnalisé tout au long des projets d'habitat (conseils techniques, juridiques, financiers et administratifs) pour tout public. Elle abrite également les permanences de partenaires clés tels que l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) et est également reconnu Point d'Accès au Droit.

Le PLH 2023-2028 est venu conforter et renforcer les actions de la Maison du Logement, occupant ainsi une place prépondérante aux cotés des habitants et la rendant ainsi toujours plus identifiée par les communes et partenaires.

Auray Quiberon Terre Atlantique a adhéré au CREHA Ouest en 2017 dans l'optique de faire bénéficier aux communes d'un accès à Imhoweb. Afin de permettre une prise en main facilitée aux communes, la Maison du Logement ayant elle-même un accès en consultation au logiciel, a proposé à plusieurs reprises des formations d'utilisation de l'outil aux communes demandeuses.

De plus, disposant de locaux dédiés aménagés, d'un accueil généraliste et d'un bureau spécifique pour les permanences, elle est en mesure de se positionner en tant que lieu global « d'information et d'accompagnement », rôle qu'elle occupait en partie par la réception des demandeurs souhaitant effectuer une demande de logement social.

Enfin, les temps de co-construction de la politique d'attribution ont également mis en lumière cet outil intercommunal existant, comme un atout pour endosser le rôle de lieu commun.

## ANNEXES

- Document-cadre des orientations de la Conférence intercommunale du logement
- Convention intercommunale d'attribution 2023-2028
- Convention de partenariat en qualité de membre-adhérent d'AQTA et des communes membres au Fichier de la demande locative sociale du Morbihan

Envoyé en préfecture le 10/10/2024

Reçu en préfecture le 10/10/2024

Publié le

ID : 056-200043123-20240927-2024DC111-DE



Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **22- DGS - PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE ET LA COMPAGNIE DES PORTS - ÉTUDE SUR LA REQUALIFICATION ET L'AMÉNAGEMENT DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ET DE LEURS ABORDS**

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

La commune d'Auray est entrée au capital social de la Compagnie des Ports du Morbihan par délibération du 17 février 2015 dans la perspective de mener une réflexion conjointe avec la SAPL sur le positionnement et le développement du port départemental de Saint Goustan-Auray.

Pour faire suite à cette réflexion et en considération des projets portuaires envisagés, la Compagnie des Ports du Morbihan s'est vue confiée la concession du port de Saint Goustan-Auray par avenant numéro 1 à la convention de traité de concession unique passé avec le département, avec effet au 01/07/2016.

Des aménagements à flots ont été réalisés ces dernières années en concertation avec la commune.

Aujourd'hui, dans le cadre d'une nouvelle réflexion sur l'amélioration des prestations de services et d'accueil auprès des plaisanciers et des associations nautiques locales, la commune et la Compagnie des Ports du Morbihan souhaitent réaliser une étude de faisabilité portant requalification de deux ensembles de bâtiments communaux situés aux abords de l'espace portuaire (plans en annexe).

En effet, la commune d'Auray est propriétaire de plusieurs bâtiments jouxtant la concession portuaire du port de saint Goustan. La capitainerie et les sanitaires du port sont localisés dans une partie de ces locaux.

Il apparaît nécessaire de moderniser la capitainerie pour l'adapter aux besoins d'accueil des plaisanciers et au confort du personnel en place.

Il apparaît également nécessaire de rénover les sanitaires et de les moderniser pour répondre aux exigences des plaisanciers. Les locaux voisins de la capitainerie sont utilisés par des associations et, en particulier, la salle Stan Sten, sert, quant à elle de salle polyvalente, tantôt à usage de bureau de vote, tantôt utilisée par l'association Mod Kozh ou diverses autres associations de quartier.

Des locaux plus spécifiques accueillent les associations d'aviron (ACA) et de kayak ainsi qu'un bâtiment (plus au nord) qui accueille un club de plongée.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission finances / communication du 09 décembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **AUTORISE** la signature de la présente convention avec la Compagnie des Ports du Morbihan fixant le cadre d'élaboration d'une étude d'aménagements et de requalification des deux ensembles bâtis communaux et des espaces publics situés aux abords de ces bâtiments et dans la concession portuaire du port de Saint Goustan-Auray.

- **CHARGE** Madame Le Maire ou son représentant légal dûment désigné, d'exécuter la présente délibération et, notamment, de signer tout document de type administratif, technique ou financier relatif à ce dossier.

## COMMUNE D'AURAY – PORT DE SAINT GOUSTAN

### CONVENTION DE PARTENARIAT ETUDE DE REQUALIFICATION ET D'AMENAGEMENT DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ET DE LEURS ABORDS

Entre les soussignées :

La **COMMUNE D'AURAY**,

Sise 100 Place de la République, BP 10610, 56400 AURAY, représentée par Mme Claire MASSON, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil municipal en date xxxxx

Ci-après dénommée « LA COMMUNE »

D'une part,

Et

La **COMPAGNIE DES PORTS DU MORBIHAN**,

Société publique locale au capital de 17 060 112 euros, dont le siège social est situé Hôtel du Département à Vannes (56000), immatriculée au R.C.S. de Vannes sous le numéro B 317 823 409

Représentée par M. David LAPPARTIENT, Président Directeur Général

Désignée ci-après par le terme « La COMPAGNIE »

D'autre part,



## Préambule

La commune d'Auray est entrée au capital social de la Compagnie des Ports du Morbihan par délibération du 17 février 2015 dans la perspective de mener une réflexion conjointe avec la SAPL sur le positionnement et le développement du port départemental de Saint Goustan-Auray.

Pour faire suite à cette réflexion et en considération des projets portuaires envisagés, la Compagnie des Ports du Morbihan s'est vue confiée la concession du port de Saint Goustan-Auray par avenant numéro 1 à la convention de traité de concession unique passé avec le département, avec effet au 01/07/2016.

Des aménagements à flots ont été réalisés ces dernières années en concertation avec la commune. Aujourd'hui, dans le cadre d'une nouvelle réflexion sur l'amélioration des prestations de services et d'accueil auprès des plaisanciers et des associations nautiques locales, la commune et la Compagnie souhaitent réaliser une étude de faisabilité portant requalification de deux ensembles de bâtiments communaux situés aux abords de l'espace portuaire (plans en annexe).

En effet, la commune d'Auray est propriétaire de plusieurs bâtiments jouxtant la concession portuaire du port de saint Goustan.

La capitainerie et les sanitaires du port sont localisés dans une partie de ces locaux. Il apparaît nécessaire de moderniser la capitainerie pour l'adapter aux besoins d'accueil des plaisanciers et au confort du personnel en place.

Il apparaît également nécessaire de rénover les sanitaires et de les moderniser pour répondre aux exigences des plaisanciers.

Les locaux voisins de la capitainerie sont utilisés par des associations et, en particulier, la salle Stan Sten, sert, quant à elle de salle polyvalente, tantôt à usage de bureau de vote, tantôt utilisée par l'association Mod Khoz ou diverses autres associations de quartier.

Des locaux plus spécifiques accueillent les associations d'aviron (ACA) et de kayak ainsi qu'un bâtiment (plus au nord) qui accueille un club de plongée.

Vu ce qui précède, il est décidé :

### **Article 1 : OBJET DE L'ETUDE - PERIMETRE**

La présente convention a pour objet de fixer le cadre d'élaboration d'une étude d'aménagements et de requalification des deux ensembles bâtis communaux et des espaces publics situés aux abords de ces bâtiments et dans la concession portuaire du port de Saint Goustan-Auray suivant les plans en annexe.

### **Article 2 : DESCRIPTION DE LA MISSION - METHODOLOGIE**

Dans une première étape, il s'agira d'engager une analyse de la situation actuelle et des besoins futurs auprès des multiples usagers du site et des diverses parties prenantes. Cette étape permettra de clarifier les orientations possibles du projet et de proposer plusieurs scénarii d'aménagement d'ensemble (locaux et espaces publics, accès...).

#### **2.1 Concertation auprès des usagers du site et des diverses parties prenantes du projet**

A la demande de la commune, les différents usagers du site et parties prenantes seront concertés et conviés à des **réunions participatives** (2 ou 3 réunions maximum) pour connaître et recueillir plus précisément leur positionnement, leurs attentes et les difficultés rencontrées de leur point de vue.

Ces réunions permettront de dresser un inventaire et une analyse des besoins dans le but de développer une approche commune de la complexité d'un projet à multiples usages. Elles feront l'objet d'un rapport écrit et d'une analyse globale.

Les parties prenantes :

- Les élus de la ville d'Auray
- L'équipe de la Compagnie détachée sur le site
- Les associations, les riverains...
- Les commerçants
- L'Architecte des Bâtiments de France
- Etc...

## **2.2 Diagnostic urbanistique et état des lieux du site**

Un diagnostic de l'espace portuaire comprenant les bâtiments existants et les équipements à terre et à flot sera mené en analysant les différents usages, les contraintes spatiales, les circulations.

- Un diagnostic urbain à l'échelle globale du site et inventaire d'usage des différents équipements portuaires existants pouvant interagir avec un nouveau projet spatial.
- Approche de scénarios d'aménagements pour illustrer les potentialités du site.
- Approche d'un préprogramme architectural et urbain/approche qualitative fonctionnelle et quantitative avec enjeux d'organisation spatiale.
- Approche de la faisabilité administrative (maîtrise d'ouvrage, financement, ...).

## **2.3 Rendu de l'étude**

Le rendu de la mission sera présenté aux étapes clés à la Compagnie des Ports du Morbihan et à la Commune d'Auray (1 réunion de cadrage et 1 réunion de restitution de l'étude).

Une réunion de restitution de l'étude aura ensuite lieu auprès de l'ensemble des acteurs rencontrés.

## **Article 3 : ORGANISATION DE LA MISSION**

La Compagnie des Ports du Morbihan coordonne l'organisation et le déroulement de cette étude en concertation avec la commune d'Auray.

Il sera fait appel à un prestataire (CAUE) qui apportera ses compétences spécifiques et l'ensemble de son expérience pour la réalisation de la mission.

L'étude décrite ci-dessus nécessite une intervention estimée entre 15 à 20 jours ouvrés (consultants, urbanisme, ...) avec un coût prévisionnel induit de l'ordre de 15 000 € HT.

La mission, d'une durée prévisionnelle de 4 mois démarrera en janvier 2025 et s'achèvera au plus tard en mai 2025 avec la présentation et la remise de l'étude finale qui permettra à la Commune et à la Compagnie de décider des aménagements à réaliser.

## **Article 4 : FINANCEMENT DE L'ETUDE**

Compte tenu de l'intérêt commun et de la zone géographique étudiée, la Commune et la Compagnie décident de prendre en charge conjointement le coût de l'étude, à part égale, à hauteur de 50% chacune.

**Article 5 : ANNEXE**

Annexe 1 : Plan de situation.

Annexe 2 : Bâtiments communaux

A Auray le .....

Commune d'Auray

Le Maire

Mme Claire MASSON

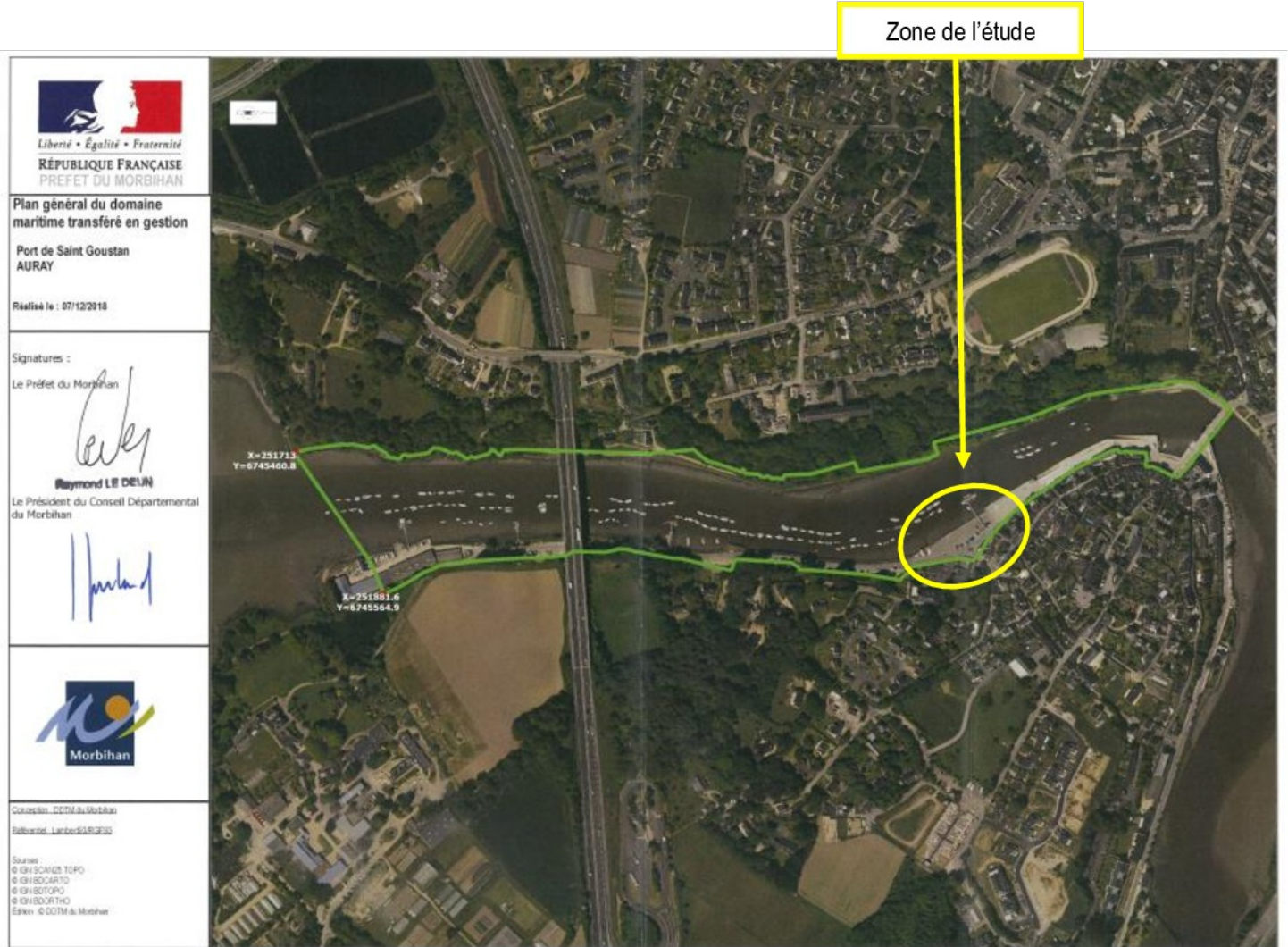
A Vannes le .....

Compagnie des Ports du Morbihan

Le Président Directeur Général

M. David LAPPARTIENT

ANNEXE 1 : plan de situation



## ANNEXE 2 : Bâtiments communaux



Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024



## **23- DF - RECONSTRUCTION DU TENNIS CLUB D'AURAY DEMANDE DE SUBVENTION ETAT/REGION/DEPARTEMENT/AQTA**

Monsieur Benoît LE ROL, 6ème adjoint, expose à l'assemblée :

Il est rappelé que le tennis club de la ville d'Auray a été victime d'un incendie criminel dans la nuit du 6 février 2022, détruisant plus de la moitié du club de tennis (courts 1 et 2).

Après avoir procédé au déblaiement du site et à sa mise en sécurité (grillage), la ville a procédé à la démolition de la partie brûlée (charpente), et à la décontamination des gradins et au lessivage des murs, en raison des particules de fumée qui s'y étaient déposées.

Dans le cadre du projet de reconstruction, la ville a également procédé à des diagnostics amiante et à des études de sol, nécessaires dans le cadre du futur projet de reconstruction.

Afin de permettre la poursuite de la pratique sportive sur le site par les licenciés du club, mais également par les enfants de l'école Rollo et par les jeunes des services municipaux enfance et jeunesse qui bénéficient de créneaux horaires, la ville a décidé d'aménagement l'espace intérieur non brûlé (courts 3 et 4), et la mise en place de structures metallo-textiles sur les courts extérieurs (courts 7 et 8).

La ville a ainsi conclu un marché de fourniture, pose et location d'une structure métallo-textile. La prestation retenue comprend la couverture des courts extérieurs, 3 blocs modulaires attenants en accès direct (2 vestiaires et un bureau d'accueil) et la création d'un passage couvert permettant de relier les 2 courts extérieurs en terre battue, les blocs vestiaires et le bureau d'accueil, avec le court n°4 couvert.

Le marché de maîtrise d'oeuvre pour les travaux de rénovation des locaux du tennis d'Auray a été confié en novembre 2022 à l'équipe de maîtrise d'oeuvre représentée par la SELARL MICHOT ARCHITECTES (Architecte mandataire) et constituée de SARL CDLP (économiste de la construction), ARES CONCEPT (BET structures), Bureau d'études techniques HAY (BET fluides et thermique) et SARL GEDIFI (OPC), pour un forfait définitif de rémunération de **237 552,63 € HT**.

L'équipe de maîtrise d'oeuvre a remis son dossier au stade Avant-Projet Définitif et a estimé le coût global des travaux (stade APD) à **3 293 800 HT**. Les travaux sont répartis en 17 lots et seront attribués en début d'année 2025.

Afin d'organiser dans les meilleurs conditions l'Open super 12 qui se tient du 15 au 23 février 2025, il est prévu un commencement des travaux début mars 2025 pour une durée de 11 mois, puis une interruption des travaux afin d'organisation l'open super 12 de 2026.

En effet, le délai de chantier ne permet pas de réaliser l'ensemble des travaux en une seule fois puisque le mois de février est bloqué par l'événement.

C'est pourquoi les travaux seront réalisés en deux phases distinctes :

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

- La première période de travaux (hors préparation et désamiantage) démarrera au 1er mars 2025 pour s'achever au 31 janvier 2026. Elle concernera la reconstruction des courts

1 et 2, le bâtiment central en R+2, et les travaux prévus dans l'ancien foyer en pignon ouest du bâtiment.

- La seconde période de travaux démarrera après l'arrêt du chantier en février 2026 pour

organiser l'open super 12 de 2026. Elle concernera la reconstruction des courts 3 et 4, et s'achèvera suivant le planning OPC.

Pendant toutes les phases de chantier, les quatre courts de tennis extérieurs resteront accessibles aux utilisateurs. Pendant la 1ère phase de chantier, le court intérieur n°4 (concerné par des travaux uniquement en phase 2) sera également accessible aux utilisateurs.

Dans le cadre de ce projet de reconstruction, qui prévoit des modifications par rapport aux anciens locaux, telles que la réalisation d'un club house central, une avancée devant l'entrée principale, un bardage uniforme et un renforcement de la charpente pour accueillir des panneaux photovoltaïques, la ville souhaite solliciter ses partenaires afin qu'ils apportent leur soutien financier pour la réalisation de ce projet.

Il est également précisé que le montant de l'indemnité assurantielle versée par l'assureur de la ville dans le cadre du règlement du sinistre, ne devrait être connu qu'en mars 2025.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

| Dépenses                                              | Montant HT         | Recettes                   | Montant            | %             | Sollicité/Attribué |
|-------------------------------------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|---------------|--------------------|
| Travaux de reconstruction (17 lots)                   | 3 293 800 €        | Assureur SMACL (estimatif) | 2 000 000 €        | 50,0%         | A solliciter       |
| Phasage des travaux                                   | 170 000 €          | Etat                       | 200 000 €          | 5,0%          | A solliciter       |
| Etudes complémentaires (diagnostics et études de sol) | 73 170 €           | Région                     | 300 000 €          | 7,5%          | A solliciter       |
| Missions CSPS et CT                                   | 17 000 €           | Département                | 300 000 €          | 7,5%          | A solliciter       |
| OPC                                                   | 42 000 €           | AQTA                       | 300 000 €          | 7,5%          | A solliciter       |
| Honoraire MOE                                         | 237 553 €          | Ligue de tennis            | 100 000 €          | 2,5%          | A solliciter       |
| Imprévus (5 % coût travaux)                           | 165 000 €          | Autofinancement            | 798 523 €          | 20,0%         |                    |
| <b>Total dépenses</b>                                 | <b>3 998 523 €</b> | <b>Total recettes</b>      | <b>3 998 523 €</b> | <b>100,0%</b> |                    |

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Finances / Communication du 9 décembre 2024.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **SOLLICITE** une subvention auprès de l'État, de la Région, du Département du Morbihan, de la Communauté de Communes AQTA et de la Ligue de Tennis.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la conclusion de ce dossier.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2024<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### **24- DSTS - MONTÉE DU PAYS AURAY RUGBY CLUB EN FEDERALE 2 : DEMANDE D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE**

Monsieur Benoît LE ROL, 6ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le Pays Auray Rugby Club, après une très belle saison sportive 2023/2024, est monté en Fédérale 2.

Les phases qualificatives entre avril et mai ont engendré des déplacements lointains et coûteux pour les équipes seniors mais aussi pour l'équipe U19 avec les titres de Champion de Bretagne et du grand Ouest. Le budget alloué pour l'ensemble de ces déplacements s'élève à 7 500 €.

Afin de couvrir une partie des frais, le club sollicite une subvention exceptionnelle de 1000€.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission sport du 05 décembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **PREND connaissance** de la proposition de verser à l'association du Pays Auray Rugby Club une subvention exceptionnelle de 1 000 € afin de couvrir une partie des frais de transport lors des phases finales qualificatives.

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024

Compte-rendu affiché le 20/12/2024

Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

**25- DSTS - ORGANISATION DE LA PREMIÈRE COURSE "LA CORRIDA" :  
DEMANDE D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE L'ASSOCIATION TRAIL  
D'AURAY**

Monsieur Benoît LE ROL, 6ème adjoint, expose à l'assemblée :

L'association Trail d'Auray organise la première course appelée « Corrida » qui se déroulera le vendredi 06 décembre prochain au cœur de ville. L'objectif est de proposer un événement sportif et convivial qui rentre dans la programmation des festivités de fin d'année prévues par la ville et qui ne viendra pas en concurrence des autres événements.

C'est un parcours de 8 km sur 4 boucles qui partira de la Place Notre Dame et qui descendra vers St Goustan. Une cinquantaine de bénévoles seront présents afin de sécuriser la manifestation.

Le budget alloué s'élève à 6 000 € (achat divers, assurance, publicité...).

L'association sollicite une subvention exceptionnelle de 700 € afin de couvrir une partie de frais.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission sport du 05 décembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **PREND CONNAISSANCE** de la proposition de verser une subvention exceptionnelle de 700 € à l'association Trail d'Auray pour l'organisation de la première édition de la Corrida

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **26- DF - VEGETALISATION DE LA COUR ROLLO \_DEMANDE DE FONDS DE SOUTIEN AQTA "LA SANTE EN PLEIN AIR"**

Madame Myriam DEVINGT, 5ème adjointe, expose à l'assemblée :

En 2024, la Communauté de communes AQTA a adopté un règlement relatif à l'attribution d'un fonds de soutien intitulé « La santé en plein air ».

Ce fonds s'inscrit dans la continuité du Contrat Local de Santé (CLS) adopté en Conseil communautaire le 15 décembre 2023, qui traduit la volonté de la Communauté de communes de s'engager au côté de ses partenaires afin d'améliorer la santé des habitants du territoire, puisque 85% de ce qui détermine notre santé ne dépend pas exclusivement du système de soins, mais des conditions socio-économiques notamment, et des facteurs environnementaux.

La Communauté de communes AQTA a ainsi décidé d'accompagner les 24 communes dans la mise en œuvre d'une politique locale de santé tournée vers la prévention et la promotion de la santé.

Le fonds de soutien peut être sollicité pour répondre à l'un des deux objectifs suivants :

1 - Développer l'accès à l'activité physique pour tous :

Installation de « parcours sportifs » ou « parcours santé » en ville ou en pleine nature, en accès libre et gratuit, pour tout public, et notamment les publics éloignés de la pratique sportive (personnes âgées, personnes en situation de handicap, jeunes, femmes).

2 - Valoriser le bénéfice du lien à la nature pour la santé :

- des enfants : végétalisation/dés-imperméabilisation/installation d'un coin nature d'une cour d'école, d'un centre de loisirs, plantation d'arbres fruitiers ;
- des personnes âgées : végétalisation d'un EHPAD, d'un EHPA, ou d'une résidence autonomie, installation d'un mur végétal, création d'un jardin thérapeutique.

Chaque commune ne pourra déposer qu'un seul projet au titre du fonds de soutien « la santé en plein air » sur la période 2024-2026.

Les projets éligibles sont les projets d'investissement (aménagement, achat de matériel, équipement, etc.) supérieurs à 10 000€ HT et inférieurs à 80 000€ HT.

Le montant du fonds de soutien est plafonné à 10 000 € par projet.

Le montant du fonds de soutien correspond à un taux maximum de 50 % du reste à charge de la commune sur la base des dépenses HT éligibles.

A cet effet, la ville propose de solliciter ce fonds de soutien de 10 000 € pour le projet de végétalisation de la cour de l'école Rollo, pour un coût de projet estimé à 40 000 € HT.

Il s'agit d'un projet bénéfique pour le confort et le bien-être des enfants.

Les aménagements proposés permettront de rendre la cour plus agréable et répondent à des attentes exprimées par les élèves lors de la phase de conception :

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024



- de nouveaux marquages au sol pour proposer davantage de jeux et d'activités qui conviendront au plus grand nombre ;
- une diversification des espaces qui permettra à chacun de trouver sa place : diversité de matériaux, de sols, d'aménagements, de supports pédagogiques et ludiques pour se dépenser, se relaxer, ou exprimer sa créativité.

Des bénéfices sont donc attendus à la fois sur le plan physique et mental des élèves.

Enfin, il a été montré que l'exposition quotidienne aux espaces verts entraîne de meilleures performances cognitives et une réduction du stress.

Sur l'école Rollo, il s'agira plus précisément :

De nouveaux sols perméables avec :

- Du paillage au pieds des aménagements ou des massifs et du gazon pour les zones davantage piétinées ;
- L'ouverture et la sécurisation de la parcelle dite "prairie" pour doubler le volume de la cour

De nouvelles plantations avec notamment :

- De nouveaux arbres dans la cour
- Une zone comestible pour une approche pédagogique en lien avec le projet alimentaire porté par la Ville (une alimentation saine, locale, de saison, accessible à tous).

De nouveaux aménagements avec :

- Des bancs et du mobilier naturel en favorisant le réemploi (troncs d'arbre, structures en osier par ex)
- Un composteur au niveau du jardin pédagogique
- Des nichoirs pour les oiseaux et les chauve-souris
- Un hôtel à insecte

Les travaux devraient débuter en février 2024 pour une durée de 7 mois.

Le plan prévisionnel de financement de ce projet est le suivant :

| Dépenses                             | Montant HT      | Recettes                                                  | Montant         | %           | Sollicité/Attribué |
|--------------------------------------|-----------------|-----------------------------------------------------------|-----------------|-------------|--------------------|
| Travaux de végétalisation de la cour | 40 000 €        | AQTA_Fonds de soutien 2024-2026 « La santé en plein air » | 10 000 €        | 25%         | A solliciter       |
|                                      |                 | Autofinancement                                           | 30 000 €        | 75%         |                    |
| <b>Total dépenses</b>                | <b>40 000 €</b> | <b>Total recettes</b>                                     | <b>40 000 €</b> | <b>100%</b> |                    |

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Finances / Communication du 9 décembre 2024.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **SOLLICITE** un fonds de soutien de 10 000 € auprès de la Communauté de Communes AQTA, au titre du dispositif « La santé en plein air », sur la période 2024-2026.

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la conclusion de ce dossier.



## FONDS DE SOUTIEN « LA SANTE EN PLEIN AIR »

### REGLEMENT



#### 1/ Un engagement du Contrat local de santé 2024- 2028

Le Contrat Local de Santé (CLS), adopté en Conseil communautaire le 15 décembre et signé le 20 décembre 2023, a traduit la volonté de la Communauté de communes de s'engager au côté de ses partenaires (l'Agence Régionale de Santé, la Préfecture, la Direction Départementale des Services de l'Education Nationale, le Conseil régional et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie) afin d'améliorer la santé des habitants du territoire.

**85% de ce qui détermine notre santé** ne dépend en effet pas du système de soins, mais notamment des **conditions socio-économiques et des facteurs environnementaux**. Aussi, AQTa souhaite accompagner les 24 communes dans la mise en œuvre d'une politique locale de santé tournée vers la **prévention et la promotion de la santé**. La création d'un dispositif de fonds de soutien 2024-2026 pour favoriser le développement d'espaces publics favorables à la santé répond pleinement à cette ambition, traduites par :

- La fiche action « **Favoriser la pratique d'une activité sportive pour tous** »
- La fiche action « **Valoriser le bénéfice du lien à la nature pour la santé** »

#### 2/ Cadre réglementaire

Le présent règlement a pour objet de fixer les règles d'attribution d'un fonds de soutien à l'investissement des communes relatif à des projets participant au développement d'espaces publics favorables à la santé.

L'article L. 5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'« *afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours* ».

Trois conditions cumulatives doivent ainsi être remplies pour que le versement d'un fonds de concours soit autorisé :

- Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation d'un équipement ;
- Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ;
- Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes du conseil communautaire et du ou des conseils municipaux concernés. La délibération de la collectivité bénéficiaire du fonds de soutien doit faire apparaître un plan de financement indiquant les dépenses et l'ensemble des recettes permettant le financement du projet.



### 3/ Opérations éligibles

Le fonds de soutien peut être sollicité pour répondre à l'un des objectifs suivants :

- **Développer l'accès à l'activité physique pour tous :**
  - **installation de « parcours sportifs » ou « parcours santé »** en ville ou en pleine nature, **en accès libre et gratuit, pour tout public**, et notamment les publics éloignés de la pratique sportive (personnes âgées, personnes en situation de handicap, jeunes, femmes).
- **Valoriser le bénéfice du lien à la nature pour la santé :**
  - **des enfants :** végétalisation/dés-imperméabilisation/installation d'un coin nature d'une cour d'école, d'un centre de loisirs, plantation d'arbres fruitiers ;
  - **des personnes âgées :** végétalisation d'un EHPAD, d'un EHPA, ou d'une résidence autonomie, installation d'un mur végétal, création d'un jardin thérapeutique ;
  - les projets intergénérationnels seront particulièrement encouragés .

**Chaque commune ne pourra déposer qu'un seul projet au titre du fonds de soutien « la santé en plein air » sur la période 2024-2026.**



#### **4/ Montant du fonds de soutien et dépenses éligibles**

Sont éligibles au fonds de soutien les **projets d'investissement** (aménagement, achat de matériel, équipement, etc.), supportés par la commune, **supérieurs à 10 000€ HT et inférieurs à 80 000€ HT.**

Le montant du fonds de soutien est **plafonné à 10 000€ par projet.**

**L'acquisition de foncier n'est pas éligible au fonds de soutien.**

Le montant du fonds de soutien correspond à un taux maximum de **50 % du reste à charge de la commune** sur la base des dépenses HT éligibles au fonds de soutien, et après déduction de toutes les subventions ayant pu être obtenues et qui seront à solliciter en priorité (le dispositif « Programme de Solidarité Territoriale » du Département, le « Fonds vert » et la « Dotation d'équipement des territoires ruraux » de l'Etat, le dispositif « Bien vivre en Bretagne » de la Région etc.).

En application de l'article L.1111-10 du Code général des collectivités territoriales, le maître d'ouvrage doit assurer une participation minimale au financement d'un projet d'investissement d'au moins 20% du montant total des financements apportés par des personnes publiques (fonds de concours compris).

Dans le cas où la dépense réelle engagée par la commune s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le fonds de soutien est révisé en proportion du niveau d'exécution constaté.

**Ce fonds de soutien ne peut être cumulé avec un fonds de concours territorial ou de solidarité sur un même projet.**

Le fonds de soutien dispose d'une **enveloppe fermée de 40 000€ par an.** Les projets non retenus, mais néanmoins éligibles, pourront être faire l'objet d'une nouvelle demande l'année suivante.

#### **5/ Délibérations du conseil communautaire et des conseils municipaux**

Le fonds de soutien doit avoir donné lieu à **délibérations concordantes**, adoptées à la majorité simple, du Conseil communautaire et du conseils municipal concerné.

La délibération de la collectivité bénéficiaire du fonds de soutien doit faire apparaître un plan de financement HT indiquant les dépenses et toutes les recettes permettant le financement de l'aménagement.



## **6/ Modalités de versement du fonds de soutien**

Le versement du fonds de soutien sera réalisé **en un seul et unique versement**, à la réception de l'opération sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses de l'opération, visé et certifié par le comptable assignataire et du plan de financement définitif.

## **7/ Procédure et modalités de dépôt des dossiers**

Toute demande de fonds de soutien communautaire devra faire l'objet d'un dépôt de dossier complet auprès des services communautaires, au fil de l'année et ce **avant le démarrage des travaux**.

Le dossier de demande de fonds de soutien devra comprendre les pièces suivantes :

- **Une lettre de demande** de fonds de soutien adressée à Monsieur le Président de la communauté de communes accompagnée d'une délibération du conseil municipal de la commune sollicitant une demande de fonds de soutien auprès de la communauté de communes et approuvant le plan de financement du projet ;
- **Un descriptif détaillé du projet** (note descriptive, plans détaillés, coût détaillé du projet, planning prévisionnel de réalisation) ;
- Un plan de financement prévisionnel du projet, faisant apparaître le coût total HT de l'opération, le montant du fonds de soutien demandé, le montant des autres subventions attendues (Etat, Région, Département, etc.)
- **Une attestation déclarant que l'opération n'a pas fait l'objet d'un début d'exécution** et s'engageant à ne pas en commencer l'exécution avant la réception d'un courrier de la communauté de communes attestant du caractère complet du dossier (seules les factures payées postérieurement à l'envoi de cet AR seront prises en compte)

Un examen technique du dossier sera réalisé par les services de la communauté de communes portant sur la recevabilité du projet. Puis un arbitrage politique en Conseil communautaire portera sur le choix des projets retenus par année.

## **8/ Engagement de la commune**

La Commune s'engage à assurer la conduite de la conception et de la réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

La commune s'engage à faire mention de la participation de la communauté de communes dans les actions d'informations et de communication qu'elle mène : par la mention explicite de la participation de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique sur tous les supports papiers ou numériques que la commune met en œuvre, par l'apposition en bonne place du logotype de la communauté de communes sur tous les éléments de communication, par l'association de la communauté de communes lors de toute action de relations publiques et de relation presse visant à promouvoir l'opération subventionnée. La commune réalisera notamment un panneau de chantier avec le logotype d'Auray Quiberon Terre Atlantique.

L'utilisation du logo de la communauté de communes doit être faite conformément à la charte graphique éditée par la communauté de communes, si nécessaire le support pourra être soumis pour validation préalable par le service communication de la communauté de communes.



### **9/ Le cas du remboursement ou de l'annulation du fonds de soutien**

La Communauté de communes se réserve le droit d'arrêter ou d'annuler, à titre définitif, le paiement de ses versements et à demander à la commune bénéficiaire le remboursement des sommes à payer en cas :

1. De non-communication des pièces justificatives et informations nécessaires au versement du fonds de soutien ;
2. Du non-respect des obligations résultant du présent règlement ;
3. Du non-achèvement des travaux programmés, dans un délai de 36 mois, à compter de la délibération du conseil communautaire attribuant le fonds de soutien.

### **10/ Contrôle de l'administration**

La commune bénéficiaire s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la communauté de communes de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production sera jugée utile.

Un contrôle pourra être réalisé par la communauté de communes, en vue de vérifier l'exactitude des documents fournis.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **27- DEEJ - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION CANOË KAYAK CLUB AURAY**

Madame Myriam DEVINGT, 5ème adjointe, expose à l'assemblée :

Dans le cadre de sa politique éducative, la Ville développe une offre d'activités culturelles, sportives, artistiques et de loisirs sur les temps périscolaires et extrascolaires.

L'association Canoë Kayak Club d'Auray et la Ville d'Auray ont développé un partenariat qui prévoit la réalisation de prestations d'activités sportives et de loisirs par le club au profit de la commune sur les temps périscolaires et extrascolaires.

Le volume horaire prévisionnel a été établi comme suit :

| Secteurs concernés  | Activités                            | Périodes concernées | Volume horaire prévisionnel  |
|---------------------|--------------------------------------|---------------------|------------------------------|
| Enfance<br>Jeunesse | et Activités sportives et de loisirs | Vacances scolaires  | 200 h à répartir sur l'année |
| Enfance<br>Jeunesse | et Activités Kayak                   | Vacances scolaires  | 15 demies-journées           |

Le volume annuel indiqué dans le tableau ci-dessus est un prévisionnel qui recense les besoins de la Ville. Ceux-ci peuvent fluctuer selon les choix de l'équipe éducative.

Néanmoins, la ville s'est engagée sur un volume minimum annuel de : 200 h d'activités sportives et de loisirs municipales et 15 demies journées d'activités Kayak.

Extrait précédente convention :

#### ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Ainsi, les conditions tarifaires peuvent être réexaminées, chaque année, notamment en fonction de l'inflation.

#### ARTICLE 10 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, avec faculté de résiliation annuelle pour chacune des deux parties sous réserve d'un préavis d'un mois. Le terme de la convention est fixée au 30 août 2025.

En raison de l'inflation ainsi que des hausses du salaire et des avantages en nature de son salarié, le club souhaite apporter une augmentation aux tarifs fixés dans la convention.

Le tarif horaire d'intervention passerait de 24 € / heure à 26€/heure pour les activités sportives, et de 140 € la 1/2 journée d'activité kayak à 145€, soit un engagement financier minimum pour la commune passant de 6 900 € à 7375€.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission Éducation, Enfance, Jeunesse du 15 novembre 2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** l'avenant de la convention présenté.

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.



# CONVENTION ENTRE LA VILLE d'AURAY ET LE CANOË KAYAK CLUB D'AURAY

## ENTRE

### La Ville d'Auray

Domicilié : 100 place de la République - 56400 Auray

Représentée par son Maire, Madame Claire MASSON, autorisé par délibération du Conseil Municipal du 18-12-20204

ci-après désigné comme la Ville.

## ET

### L'association sportive du Canoë Kayak Club d'Auray

Domiciliée : .....

Représentée par.....

agissant en qualité de .....

*Il est arrêté ce qui suit :*

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Ville apporte son soutien aux activités d'utilité sociale, en lien avec le projet éducatif de la Ville, et notamment dans le cadre du développement des actions en faveur du sport que le club entend poursuivre.

Elle a aussi pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'association propose et anime des prestations d'activités sportives et de loisir au profit de la Ville pendant les vacances scolaires.

## ARTICLE 2 : DÉFINITION DES PRESTATIONS AU PROFIT DE LA VILLE

L'éducateur du club, titulaire au minimum d'un diplôme professionnel de niveau 4 du champ de la jeunesse et des sports (BP JEPS), organise et anime pour le compte de la ville, des prestations d'activités. Sont concernés :

- X **l'activité Canoë Kayak;**
- X **l'encadrement d'activités sportives et de loisir municipales.**

La Ville sollicite le club au minimum un mois avant le début de chaque période de vacances scolaires pour déterminer le planning d'animation. Ce dernier sera réalisé conjointement avec les responsables de la ville et un responsable du club.

- Activité Kayak et de loisirs: le club fixe les modalités d'organisation de l'activité (équipements, horaires, jours, âge...). Il est compétent pour maintenir ou non l'activité en fonction des conditions de pratique.
- Activités sportives et de loisir municipales : la Ville fixe le planning d'intervention de l'éducateur du club en fonction du programme établi. L'éducateur est sous la responsabilité du chef de service de la ville ou de son représentant. Il encadrera des activités qui seront en adéquation avec son champ de compétence. Il peut avoir la responsabilité pleine et entière d'un groupe d'enfants ou d'adolescents.

L'éducateur du club pourra intervenir sur les différents programmes de la Ville (accueil de loisirs Arlequin et Conseil municipal de Base pour Auray) dès le 18 décembre 2024 et auprès d'un public enfant de 6 à 17 ans.

### **ARTICLE 3 : VOLUME HORAIRE ET PLANNING**

Le volume horaire prévisionnel pour chaque période est établi comme suit :

| <b>Secteurs concernés</b>                      | <b>Périodes concernées</b> | <b>Volume horaire prévisionnel</b>                                 |
|------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| Klub/ Pass Sport/<br>Artequin/ Ker<br>Yvonnick | Vacances<br>scolaires      | 200 h à répartir sur l'année                                       |
| Activités KAYAK                                | Vacances<br>scolaires      | 15 demies-<br>journées<br>(3h30 / demi-journée)                    |
| Total activités<br>municipales et<br>Kayak     |                            | 200 Heures réparties sur<br>l'année 15 demies-journées<br>de Kayak |

Ce volume annuel indiqué dans le tableau ci-dessus est un prévisionnel qui recense des besoins de la ville. Ceux-ci peuvent fluctuer selon les choix de l'équipe éducative. Néanmoins, la Ville s'engage sur un volume minimum annuel de :

- **200 h d'activités sportives et de loisir municipales.**
- **15 demies journées d'activités kayak (3h30 / demi-journée)**

### **ARTICLE 4 : CONDITIONS TARIFAIRES**

Les prestations réalisées par le club se font selon les conditions tarifaires suivantes :

- **Activité kayak : 145 € la ½ journée (fixé à 140€ jusqu'alors, précédente convention).** Cela comprend l'encadrement par l'éducateur sportif du club (titulaire du brevet d'état d'éducateur sportif option Canoë kayak et disciplines associées) et le prêt du matériel. Un nombre minimum de pratiquants sera nécessaire pour maintenir l'activité. Le groupe sera accompagné par un animateur de la Ville. L'amplitude d'un demi-journée est de 3h30 et de 7h pour une journée. Tout dépassement horaire sera facturé au taux horaire d'activités sportives et de loisirs, à savoir 24€/heure.
- **Activités sportives et de loisirs : 26 €/ heure (fixé à 24€ jusqu'alors, précédente convention)**
- **Délai d'annulation de 2 jours. Passé ce délai, le club pourra facturer la prestation prévue**

Un bilan quantitatif est réalisé après chaque période d'intervention. Il est transmis en deux exemplaires au club pour validation. Un exemplaire est à retourner à la Ville après signature. Le club facture à la ville les prestations d'encadrement sur la base du volume horaire effectivement réalisé et cela, à la fin de chaque mois et avant le 5 mois du mois suivant.

*La ville se laisse la possibilité de solliciter le club au delà du volume minimum annuel. Ces heures seront facturés sur les mêmes bases tarifaires.*

### **ARTICLE 5 : RESPONSABILITÉ-ASSURANCE**

**Le preneur devra produire, avant et pour toute la durée de l'occupation des locaux, à la collectivité une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions.**

#### **- Autres responsabilités**

L'éducateur du club qui intervient pour le compte de la Ville, est placé sous son autorité. Il est assuré au titre du contrat responsabilité-civile, souscrit par la collectivité.

Ainsi, la responsabilité des dommages corporels ou matériels subis ou causés à autrui, dans le cadre de ses interventions, est prise en charge au titre dudit contrat. Par contre, la faute personnelle ou détachable du service ou la faute particulièrement lourde et inexcusable impliquent la responsabilité personnelle de l'éducateur du club.

**De la même façon, la Ville est exonérée de la prise en charge des dommages subis par le véhicule de l'éducateur municipal, dans le cadre des activités.**

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES**

Chaque partie s'engage :

- à contracter les garanties d'assurances légales (personnel, bâtiment...)
- à mettre en œuvre les prestations selon la réglementation en vigueur ;
- à animer les prestations selon le projet éducatif de la ville ;
- à prévenir en cas d'incapacité à respecter le planning établi.

## **ARTICLE 7 : INCESSIBILITÉ DES DROITS**

Le présent contrat étant conclu intuitu personæ, le club ne peut en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

## **ARTICLE 8 : CLAUSE DE RÉSILIATION**

La présente convention sera résiliée :

- du fait du club : en cas de dissolution de celui-ci ;
- du fait de la Ville : en cas de non respect d'une des obligations du présent contrat ou d'une défaillance de l'association dans l'exécution de ses missions entraînant un préjudice grave pour le déroulement de ses activités.

## **ARTICLE 9 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Ainsi, les conditions tarifaires peuvent être réexaminées, chaque année, notamment en fonction de l'inflation.

## **ARTICLE 10 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans **à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2025**, avec faculté de résiliation annuelle pour chacune des deux parties sous réserve d'un préavis d'un mois. **Le terme de la convention est fixée au 31 Décembre 2028**

## **ARTICLE 11 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION AVANT SON TERME**

La convention pourra être dénoncée avec un préavis de trois mois par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 12 : ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE / ÉLECTION DE DOMICILE**

En cas de désaccord persistant entre l'association et la ville, celle-ci saisira le tribunal compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

À Auray , le .....

**Madame le Maire**

Claire MASSON

**L'Association sportive du  
Canoë Kayak Club d'Auray**

Prénom.....

Nom.....

Fonction.....



Ville d'Auray

Direction de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse  
Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

dsh.arlequin@ville-auray.fr • 02 97 24 36 76

www.auray.fr

368/406



Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

**28- DCDC - CENTRE CULTUREL ATHÉNA - APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE D'AURAY ET L'ASSOCIATION LES ARTISTES DU PAYS D'AURAY POUR L'ORGANISATION D'UNE EXPOSITION A LA CHAPELLE DU SAINT - ESPRIT AU PRINTEMPS 2025**

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

L'Association APA – ARTISTES DU PAYS D'AURAY organisera une exposition au printemps 2025 à la Chapelle du Saint – Esprit.

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Ville d'Auray et l'Association APA – ARTISTES DU PAYS D'AURAY pour l'organisation de cet événement dont le calendrier est le suivant :

Montage de l'exposition : du 1 au 4 avril 2025

Vernissage de l'exposition : vendredi 4 avril 2025 18h30 (à confirmer)

Exposition : du samedi 5 avril au dimanche 27 avril 2025, tous les jours de 11h à 18h, entrée libre (sous réserve de modification).

Démontage : lundi 28 et mardi 29 avril 2025

**Engagements principaux de l'association, organisatrice de l'événement :**

- Organiser la mise en œuvre globale de l'exposition (montage, démontage) et assurer la mise en espace des œuvres de manière autonome et sécuritaire.
- Prendre en charge la réalisation et la diffusion des supports de communication de l'exposition.
- Déclarer auprès de sa société d'assurances les œuvres exposées et prendre en charge les frais inhérents.
- Assurer la surveillance et l'entretien de la Chapelle du Saint-Esprit sur la période de mise à disposition.
- Organiser et prendre en charge le gardiennage de l'exposition du samedi 5 avril au dimanche 27 avril 2025, tous les jours, du lundi au dimanche de 11h à 18h (sous réserve de modification).
- N'effectuer aucune vente d'œuvre sur place.

**Engagements principaux de la Ville :**

- Mettre la Chapelle du Saint-Esprit gratuitement à disposition de l'association du mardi 1 au mardi 29 avril 2025.
- Apporter un soutien technique (1 technicien) sur 2 jours lors de l'installation des œuvres et pour le réglage des lumières (valorisation : 360€).
- Relayer la communication de l'exposition dans la rubrique agenda du magazine municipal Vivre Auray et dans les autres supports municipaux (notamment réseaux sociaux...)
- Prendre en charge les frais de vernissage jusqu'à concurrence de 250€.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission cultures et patrimoine du 10/12/2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre la Ville d'Auray et l'Association les Artistes du Pays d'Auray pour l'organisation d'une exposition au printemps 2025 à la Chapelle du Saint – Esprit.

- **AUTORISE** Madame le Maire à la signer.

## CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

VILLE D'AURAY

Direction Cultures et Droits culturels – Centre Culturel Athéna

Place du Gohlérez – 56400 AURAY

N° Siret : 215 600 073 001 20 – Code APE : 9004 Z

Licences : L-D-20-4404 / L-D-20-4405 / L-D-20-4406

représentée par Mme Claire MASSON en sa qualité de Maire,

autorisé à signer par délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2024

Et

ASSOCIATION APA – ARTISTES DU PAYS D'AURAY

8 rue des Tricors – 56400 AURAY

RNA : W561000477

représenté par

en sa qualité de Président.e

### ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat entre la Ville d'Auray et l'association APA – ARTISTES DU PAYS D'AURAY pour l'organisation d'une 'Exposition à la Chapelle du Saint-Esprit, présentée au public du samedi 5 avril au dimanche 27 avril 2025.

### ARTICLE 2 : PÉRIMETRE DE LA MANIFESTATION

Les deux parties ont convenu de réaliser cette exposition à la Chapelle du Saint-Esprit suivant l'échéancier et les conditions énumérées ci-dessous :

- Montage de l'exposition : du 1 au 4 avril 2025

(apport du soutien d'un technicien sur 2 jours lors de l'installation des oeuvres et pour le réglage des lumières selon un planning défini à l'avance et valorisé à hauteur de 360€)

- Vernissage de l'exposition : vendredi 4 avril 2025 18h30 (à confirmer)

- Exposition : du samedi 5 avril au dimanche 27 avril 2025, tous les jours de 11h à 18h, entrée libre (sous réserve de modification).

- Démontage : lundi 28 et mardi 29 avril 2025.

### ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association APA – ARTISTES DU PAYS D'AURAY, en tant qu'organisateur, s'engage à :

- organiser la mise en œuvre globale de l'exposition (montage, démontage) et assurer la mise en espace des œuvres de manière autonome et sécuritaire.

- assurer la surveillance et l'entretien de la Chapelle du Saint-Esprit sur la période de mise à disposition.

- déclarer toutes les œuvres présentées auprès de sa société d'assurances, à prendre en charge les frais d'assurances et fournir une attestation d'assurances à la Ville.

- souscrire une assurance "risques locatifs" pour la Chapelle du Saint-Esprit.

- organiser et prendre en charge le gardiennage de l'exposition du samedi 5 avril au dimanche 27 avril 2025, tous les jours, du lundi au dimanche de 11h à 18h et le vendredi 5 avril lors du vernissage.

- n° Conseil municipal de la Ville d'Auray du 18 décembre 2024

- prendre en charge la réalisation et la diffusion des supports de communication de l'exposition.

371/406

- veiller au respect des règles de sécurité et notamment à laisser libres d'accès toutes les issues de secours (non verrouillées et non encombrées) et à respecter la capacité d'accueil de l'Établissement Recevant du Public. Une convention relative à l'organisation du service de sécurité sera établie entre les deux parties et ajoutée en annexe et consignée dans le registre de sécurité.
- appliquer et faire appliquer les éventuelles mesures mises en place pour limiter la propagation de la Covid-19. En fonction des mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, la tenue de l'exposition dépendra de la possibilité d'ouvrir ou non au public les établissements recevant du public et notamment les ERP de type L et les lieux d'expositions.

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE D'AURAY**

La Ville d'Auray s'engage à :

- mettre la Chapelle du Saint-Esprit gratuitement à disposition de L'ASSOCIATION APA – ARTISTES DU PAYS D'AURAY du 1 avril au 29 avril 2025.
- apporter un soutien technique (1 technicien) sur 2 jours lors de l'installation des oeuvres et pour le réglage des lumières selon un planning défini à l'avance et validé par le Régisseur Général du Centre Culturel Athéna et valorisé à hauteur de 360€.
- relayer la communication de l'exposition dans la rubrique agenda du magazine municipal Vivre Auray, sur le site internet de la Ville, le facebook de la Ville et du Centre Culturel Athéna.
- organiser et prendre en charge les frais de vernissage jusqu'à concurrence de 250€.
- informer l'association des règles de sécurité à respecter dans cet établissement. Une convention relative à l'organisation du service de sécurité sera établie entre les deux parties, ajoutée en annexe et consignée dans le registre de sécurité.

#### **ARTICLE 5 : PARTICIPATION FINANCIÈRE**

La Ville ne sera tenue en aucun cas au versement d'un financement et l'association renonce à toute demande financière après la manifestation.

#### **ARTICLE 6 : NATURE JURIDIQUE**

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public. Cette autorisation est faite à titre précaire et révoquant à tout moment pour des raisons d'intérêt général et de santé publique, sans indemnisation.

#### **ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour la durée de la manifestation soit du 1 au 29 avril 2025.

#### **ARTICLE 8 : COVID - 19**

L'organisation de cette exposition et les modalités d'accueil des artistes et du public dépendront de l'évolution de la crise sanitaire et des mesures mises en place par l'Etat afin de limiter la propagation de la Covid-19.

Si toutefois cette exposition était annulée en raison de la crise sanitaire actuelle, aucune indemnité ne serait versée à l'une ou l'autre des parties.

#### **ARTICLE 9 : CONTESTATIONS**

En cas de contestations auxquelles pourraient donner lieu la réalisation et l'interprétation des termes et dispositions du présent protocole de partenariat, les parties conviennent de tout mettre en œuvre par voie amiable de conciliation pour aboutir au règlement du litige. A défaut, après épuisement des voies amiables, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Auray en trois exemplaires le 19 décembre 2024,

Association APA – ARTISTES DU PAYS D'AURAY  
Le.s représentant.s légal.égaux

VILLE D'AURAY  
Madame le Maire,  
Claire MASSON



Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

**29- DCDC - CENTRE CULTUREL ATHENA - APPROBATION D'UNE CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES - DRAC BRETAGNE ET LA VILLE D'AURAY POUR LE FESTIVAL MELISCENES 2025 - 2028**

Monsieur Jean-François GUILLEMET, 3ème adjoint, expose à l'assemblée :

Le Conseil Municipal du 03/07 dernier approuvait le modèle de convention pluriannuelle d'objectifs entre la Direction Regionale des Affaires Culturelles et la Ville d'Auray pour le Festival Méliscènes.

Depuis, de nombreux échanges ont eu lieu entre la Ville, la DRAC et les partenaires financiers. Ainsi, un projet de convention pluriannuelle précis a été rédigé, confirmant le soutien à la politique de diffusion, de médiation et d'aide à la création dans le champ des arts de la marionnette et du théâtre d'objets, portée par le festival Méliscènes.

La DRAC apportera un soutien financier à hauteur de 25.000€ en 2025.

Par ailleurs, le projet artistique du Festival pour la période 2025 – 2028 a été abondé et annexé à la convention.

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la commission cultures et patrimoine du 10/12/2024,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** le projet artistique du Festival Méliscènes présenté.
- **APPROUVE** la projet de convention de partenariat.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention.

**VU** le règlement de l'Union Européenne n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au Journal officiel de l'Union Européenne du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

**VU** la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024

**VU** la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine

**VU** le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques entrant en vigueur le 1er juillet 2017 ;

**VU** l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations

**VU** le régime cadre exempté de notification N°SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026 ;

**VU** le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) du ministère de la Culture dans le spectacle vivant présenté le 25 novembre 2021 et dans les arts visuels le 14 février 2022 ;

---

## C O N V E N T I O N P L U R I A N N U E L L E D ' O B J E C T I F S

**ANNÉES 2025, 2026, 2027, 2028**

---

### **Entre**

D'une part,

L'État, Ministère de la culture et de la communication – Direction régionale des affaires culturelles – DRAC Bretagne, représenté par le Préfet de la Région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, M Amaury de Saint-Quentin.

Désigné sous le terme « le partenaire public »

### **Et**

D'autre part,

La Ville d'Auray / Centre Culturel Athéna, représentée par Mme Claire MASSON, maire, en vertu de la délibération du conseil municipal du 03/07/2024

SIRET : 215 600 073 001 20 Code APE : 9004 Z

Licences : L-D-20-4404 / L-D-20-4405 / L-D-20-4406 valides jusqu'au 31/07/2025

et ci-après désigné « **le bénéficiaire** »

### **Préambule**

Cette partie résume l'objet de la convention.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024



## **Considérant la politique de l'État conduite par le Ministère de la culture**

L'État vise à accroître la mise en valeur du patrimoine, de la création et de la diffusion du spectacle vivant par le soutien à de grands pôles d'activités implantés sur le territoire national, d'une part, et les priorités définies dans le projet stratégique de l'État en région d'autre part, en particulier l'accent porté sur le rayonnement de la création au bénéfice du plus large public comme sur l'éducation artistique et culturelle.

Ci-après désignée « *l'Etat* »,

## **Considérant la politique en faveur des arts et de la culture conduite par la Ville d'Auray**

La Ville d'Auray a adopté le 27 mars 2024 son projet culturel 2024 – 2028, inscrit concrètement dans le sens des Droits culturels et de la démocratie culturelle. Cette politique culturelle se veut ouverte, accessible et accueillante, en prise directe avec son territoire, consciente des grands enjeux contemporains et impliquée pour améliorer les capacités de compréhension et d'action individuelles et collectives. La Direction Cultures et Droits culturels comporte 5 services, dont le Centre culturel Athéna – Scène de territoire pour les arts de la Marionnette Bretagne, en charge des arts visuels et du spectacle vivant.

Ci-après désignée « *la Ville d'Auray* »,

## **Considérant la politique en faveur de la culture conduite par la Communauté de communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique**

La Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique favorise les droits culturels et la démocratisation culturelle, en proposant une culture pour tous, diversifiée et de qualité *via* trois priorités :

- Lecture Publique : rendre accessible la lecture et l'information tout en favorisant les échanges et l'ouverture culturelle ;
- Patrimoine : favoriser la connaissance, la conservation et la valorisation ;
- Arts Visuels et Vivants : soutenir la formation, la création et la diffusion ;

En fédérant les acteurs et prenant appui sur les atouts du territoire.

Ci-après désignée « *AQTA* »,

### **Préambule :**

Le festival Méliscènes vise à développer une programmation artistique forte dans le champ des arts de la marionnette, équitablement répartie sur le territoire des 24 communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique, afin de faciliter l'accès à la culture, en allant au plus près des habitants. Tout en mutualisant et simplifiant les démarches, il propose des spectacles de qualité, hors des lieux habituels, favorisant le croisement des publics jeunes et adultes autour de propositions artistiques singulières, dans le cadre d'une politique tarifaire abordable. Il est piloté par le Centre culturel Athéna, qui en assure la direction artistique. En cas de changement de direction du Centre culturel Athéna, la convention serait maintenue. En cas de changement des personnels en charge de la direction artistique, un avenant à la présente convention pourrait préciser le nouveau cap en matière de programmation, le cas échéant.

Il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objectif de soutenir la politique de diffusion, de médiation et de soutien à la création dans le champ des arts de la marionnette et du théâtre d'objets, portée par le festival Méliscènes.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Dédié à la marionnette, au théâtre d'objet, et aux formes animées, le festival ouvre très largement le champ artistique en provoquant des rencontres avec d'autres esthétiques : théâtre, danse, musique, cirque, magie nouvelle, conte, vidéo, chant, poésie, etc. Ce festival ouvert à tous les publics, marqueur fort du territoire, s'affirme comme un épiscentre fédérateur pour les arts de la marionnette à l'échelle régionale et nationale.

Avec 24 ans d'expériences, le festival Méliscènes s'appuie sur des expériences fortes de coopération artistique et culturelle : premier partenariat avec une commune (Locoal Mendon – 2010), développement à de nouveaux partenaires (Landévant, Ploemel, Pluneret, Pluvigner -2013 ; Plumergat – 2015 ; La Trinité-sur-Mer – 2016 ; Brec'h – 2018 ; Belz -2019 ; Crac'h – 2020), expérimentation de projets culturels de territoire en amont du festival (Planches à Découper – 2023 ; La Cabane à Plume(s) – 2024). Des spectacles du festival sont également présentés à Hennebont, dans le cadre du partenariat avec le Théâtre à la Coque, Centre National de la Marionnette.

Suite à ces expériences réussies, la communauté de communes AQTA et la Ville d'Auray se donnent pour ambition de développer équitablement le festival Méliscènes à l'échelle des 24 communes d'AQTA.

Afin de faciliter l'accès à la culture en allant au plus près des habitants, il propose des spectacles de qualité hors des lieux habituels favorisant le croisement des publics jeunes et adultes autour de propositions artistiques singulières, dans le cadre d'une politique tarifaire abordable.

Véritable projet de coopération artistique et culturelle, sa mise en œuvre consiste à :

1. Proposer une programmation tout public sur l'ensemble du territoire d'AQTA :
  - a. Pré-sélection d'une douzaine de spectacles par le Centre culturel Athéna et choix par les communes travaillant en binôme ;
  - b. Accueil d'un spectacle, dans chaque commune, par alternance, 1 année sur 2.
  - c. Programmation du cœur de festival à Auray, par le Centre culturel Athéna
2. Développer la médiation culturelle et les actions d'Education Artistique et Culturelle en amont des spectacles afin de permettre au plus grand nombre de découvrir l'esthétique de la marionnette et du théâtre d'objet ;
  - a. Proposition d'ateliers et mise en place d'expositions en coopération avec les médiathèques (renforcement du lien lecture publique/ arts plastiques / arts vivants), les acteurs jeunesse et sociaux, afin de favoriser les échanges intergénérationnels ;
  - b. Proposition d'un appel à projets pour retenir un projet artistique de territoire susceptible de développer des actions de médiation participatives dans toutes les communes chaque année, via des partenaires locaux et notamment le réseau des médiathèques.
3. Renforcer la programmation à destination des scolaires des 24 communes ;
  - a. 1000 élèves par an (hors Auray)
  - b. Prise en charge du transport par AQTA 80% pour les écoles maternelles et primaires par la Communauté de communes
4. Soutenir la création en favorisant les résidences d'artistes en transversalité avec d'autres champs d'action de la Communauté de communes.

## **ARTICLE 2 – MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL**

Véritable projet de coopération artistique et culturelle, avec l'implication renforcée de l'intercommunalité, outre la diffusion de spectacles, le festival conforte le développement d'actions de médiation. La mise en œuvre et la direction artistique du festival sont assurées par le Centre culturel Athéna – Ville d'Auray. La coordination à l'échelle intercommunale est assurée par AQTA selon la gouvernance suivante :

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

- **Comité de pilotage** : Composition : AQTA / Auray + 1 élu par commune (format réunion Culture AQTA)

Il fait remonter les attentes/besoins, et fixe les orientations des projets sur les 23 communes ; Il se réunit à minima deux fois par an (dont une réunion en juillet pour choisir parmi une douzaine de spectacles à programmer, à laquelle peut être conviée les agents qui sont associés à la programmation, selon le fonctionnement de chaque commune)

- **Comité technique** : Composition : AQTA / Auray + 1 agent Médiathèque/Culture par commune (format réunion Médiathèques AQTA) – 2 à 3 Réunions par an (sept./ mai)

Il participe à la mise en œuvre du projet 'Territoire de marionnette' (préparation/jury de sélection) puis met en œuvre le projet de médiation dans chaque commune.

- **Ambassadeurs** : Composition : groupe de 10 à 12 personnes provenant des différentes communes (agents / élus) sur la base du volontariat (réunit tous les deux ou trois mois)

Il facilite la réflexion collective, coconstruit et facilite les projets de médiation, s'assure d'une bonne communication interne et transmission de l'information, est force de proposition pour tout ce qui se passe autour des spectacles. Il se réunit tous les deux ou trois mois, prépare les comités techniques, et facilite l'adaptation du projet de territoire à la réalité de chaque commune.

Une convention a été signée pour quatre ans et quatre éditions du festival (2025 à 2028) avec chaque commune, garantissant le fonctionnement entre l'organisateur et les partenaires locaux.

### ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de **quatre ans, soit du 01/01/2025 au 31/12/2028.**

### ARTICLE 4 – CONDITIONS ET DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

**4.1** Le coût total du projet artistique et culturel est évalué à 381 780 € pour l'année 2025 conformément aux budgets prévisionnels figurant en annexe III et aux règles définies à l'article 4.3 ci-dessous.

**4.2** Les coûts annuels admissibles du projet artistique et culturel sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet artistique et culturel.

**4.3** Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet artistique et culturel et notamment :

- Tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet artistique et culturel qui

- respectent les conditions des 4. et 5. l'article 53 du règlement (UE) n° 651/2014, telles que listées en annexe III ;
- sont liés à l'objet du projet artistique et culturel et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet artistique et culturel;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet artistique et culturel ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables.

- Et le cas échéant, les coûts indirects, ou « frais de structure », éligibles sur la base d'un forfait du montant total des coûts directs éligibles.

**4.4** Lors de la mise en œuvre du projet artistique et culturel, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation



n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible mentionné à l'article 4.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elles sont évaluées et en tout état de cause avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 6.2 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'administration de ces modifications.

**4.5** Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable constaté dans le compte rendu financier prévu à l'article 7. Cet excédent ne peut être supérieur à 50 % du total des coûts annuels éligibles du projet artistique et culturel effectivement supportés.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

Pour permettre la mise en œuvre du projet porté par le Centre Culturel Athéna – Ville d'Auray, les partenaires publics signataires de la présente convention s'engagent à contribuer pour la période concernée à son financement par le biais de subventions, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire. La détermination et les modalités de versement des contributions financières des partenaires publics sont fixées de façon bilatérale chaque année dans le cadre de conventions financières conclues entre la structure et chacun des signataires des présentes.

Au titre du déploiement du festival sur les 24 communes de l'intercommunalité, AQTA financera le festival à hauteur de 62 000 € à partir de 2025. Sur un budget global de 381 781 € pour l'année 2025, le montant de la subvention accordées au projet par l'Etat au titre de la présente convention est le suivant :

| <b>Subventions</b>                                                  |                 |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------|
| - État – Soutien au festival : Mise en œuvre du projet artistique : | <b>25 000 €</b> |

Pour l'année 2024 et pour l'État, la présente convention s'inscrit dans les programmes 131 - *Création* et 361 - *Transmission des savoirs et démocratisation de la culture* de la LOLF mis en œuvre par la DRAC Bretagne.

**Pour les années suivantes**, un plan de financement prévisionnel est établi, à titre indicatif, par avenant à la présente convention, le montant annuel des subventions étant déterminé, pour les collectivités dans le cadre du vote des budgets primitifs, et pour l'État sous couvert du vote de chaque loi de finances et l'adoption des budgets opérationnels de programme par le préfet de la région Bretagne après consultation du comité de l'administration régionale.

Les budgets prévisionnels figurant en annexe n'engagent donc pas les collectivités territoriales ni l'État.

**Pour chaque exercice budgétaire**, le Centre culturel Athéna – Ville d'Auray adressera une demande de subvention aux collectivités publiques signataires de la présente convention. L'engagement des collectivités publiques étant soumis aux délibérations de leurs assemblées.

## **ARTICLE 6 – AUTRES ENGAGEMENTS**

**6.1** Le bénéficiaire informe sans délai l'administration de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'année de préfiguration permettra à la structure et aux partenaires publics d'étudier si des évolutions statutaires, juridiques et fiscales sont à envisager. Le conseil d'administration a autorisé la mise en place d'un comité technique, présenté en article 8.

À l'issue de ce travail, le bénéficiaire informera de la situation.

**6.2** Le bénéficiaire a fixé avec la direction, et en accord avec les partenaires publics des conditions de droit de suite du répertoire des œuvres de la direction dès son arrivée. Une convention d'entrée détermine les conditions financières. Le bénéficiaire s'engage à informer les partenaires publics du suivi des droits de suite et à transmettre le détail financier sur la durée de la convention.

**6.3** En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

**6.4** Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Ministère de la culture, DRAC de Bretagne et des autres partenaires publics ainsi que le nom du label dont il bénéficie sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention. Les modalités particulières de communication exigées par les partenaires publics seront définies dans les conventions financières bilatérales annuelles.

**6.5** Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission Européenne.

**6.6** Règlement général sur la protection des données (RGPD)  
Dans le cadre de leurs relations contractuelles, la Ville d'Auray et les partenaires s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 dit Règlement Général sur la Protection des Données.

## **ARTICLE 7 – SANCTIONS**

**7.1** En cas de retard dans l'exécution ou d'inexécution de la convention par le bénéficiaire, ou en cas de modification substantielle et unilatérale de celle-ci, sans l'accord écrit des partenaires publics, ces derniers peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

**7.2** Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut entraîner également la suppression de l'aide.

**7.3** Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

## **ARTICLE 8 – MODALITÉS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION**

**8.1** L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre du Comité de suivi et/ou au sein de diverses instances de gouvernance en présence de la direction artistique du Centre culturel Athéna et des représentants des collectivités publiques signataires : la présence des agents de la Ville d'Auray et d'AQTA est requise ; les élus sont conviés.

**8.2** De préférence un an avant l'expiration de la présente convention, et au plus tard six mois avant l'expiration, la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet artistique et culturel sur la base du cahier des charges. Ce bilan du projet artistique et culturel sur les quatre ans de conventionnement évoquera sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

## **ARTICLE 9 – CONTRÔLE**

**9.1** Pendant l'exécution de la présente convention et à son terme, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

**9.2** Les partenaires publics s'assurent annuellement et à l'issue de la convention que les contributions financières qu'ils versent dans les conditions fixées dans l'article 5 n'excèdent pas le coût de la mise en œuvre du projet artistique et culturel. Les partenaires publics peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet artistique et culturel augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 4.5 dans la limite du montant prévu à l'article 4.2 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 10 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 8 et aux contrôles de l'article 9.

## **ARTICLE 11 – MODIFICATION ET REVISION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics signataires de la présente convention et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée après accord du conseil d'administration et des partenaires publics précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un suivi au sein du comité technique en respectant le calendrier des assemblées délibérantes des collectivités territoriales.

## **ARTICLE 12 – ANNEXES**

Les annexes I, II, III et suivantes font partie intégrante de la présente convention.

## **ARTICLE 13 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **ARTICLE 14 – RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.



Fait à Rennes, le

en xxx exemplaires

Pour le bénéficiaire,  
Madame le Maire,

Claire MASSON

Pour l'État,  
Le Préfet de la région Bretagne  
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Emmanuel BERTHIER

DOCUMENT DE TRAVAIL

- ANNEXE I -  
LE PROJET / PROGRAMME D'ACTION

**Projet artistique et  
culturel  
2025 - 2026 -2027 - 2028**

**Rédigé par Thomas Renaud, Responsable du Centre Culturel Athéna**

DOCUMENT DE TRAVAIL

Centre Culturel Athéna / Ville d'Auray  
Scène de territoire pour la marionnette - Bretagne  
Festival Méliscènes 2025-2028

---



# 1. FONDAMENTAUX DU FESTIVAL MELISCENES

## Contexte & enjeux du projet

Le festival Méliscènes s'est imposé en 23 éditions comme un épicerie fédérateur pour les arts de la marionnette à l'échelle régionale et nationale.

La coopération territoriale avec dix communes partenaires constitue une de ses grandes forces. Il en est aujourd'hui à un moment clé de son développement. En effet, le festival Méliscènes se développe selon plusieurs axes :

- Artistique : avec une programmation étoffée, et un soutien accru à la création via un développement des résidences de création.
- Coopération : passage de 10 à 23 communes partenaires en 2025, grâce à un soutien de l'EPCI Auray Quiberon Terre Atlantique au festival Méliscènes régi par une convention de 2025 à 2028, à une participation accrue des communes partenaires en amont du festival, à la signature d'une convention sur mesure avec le Théâtre à la Coque - Centre National de la Marionnette, au développement d'une programmation marionnette à La Trinité-sur-Mer dans le cadre de la convention cadre 2021-2024, et enfin au développement de rencontres professionnelles en partenariat avec Spectacle Vivant en Bretagne et des médias partenaires.
- Action culturelle : développement des projets de médiation dans la dynamique des droits culturels, projets participatifs, mise en place d'une démarche de développement durable, mise en place d'un projet participatif à la croisée des arts plastiques et de la marionnette en amont du festival avec les communes partenaires et la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique.

Ce développement est pensé dans le cadre du projet culturel voté pour la Ville d'Auray au mois de mars 2024 et pour 5 ans. Ce projet prend pour socle l'application des Droits culturels et se décline selon quatre piliers : accueil et accessibilité, valorisation des habitants, inscription dans le territoire et investissement sur les enjeux climatiques et sociétaux, application de ces valeurs en interne.

## Coopération culturelle

Depuis 2010, le festival Méliscènes s'est déplacé sur le Pays d'Auray avec dix communes partenaires du festival qui ont développé des pratiques de coopération dans la durée. De 2025 à 2028, il s'agit de renforcer cette coopération en développant l'offre culturelle en amont du festival et en adaptant le festival à l'échelle des 24 communes. Cela répond à plusieurs demandes :

- développer la permanence artistique via la présence d'artistes en amont
- intensifier la dynamique du festival au-delà de la diffusion des spectacles (ateliers de pratique artistique, médiations, communication...) et sur des temps plus longs
- renforcer l'identité artistique du territoire, le lien entre les communes (acteurs culturels et habitants), et la visibilité d'un projet culturel territorial commun

L'année 2025 correspond à un tournant dans l'histoire du festival et de sa dimension territoriale avec la mise en œuvre d'un modèle de festival construit avec l'ensemble des 24 communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique.



## **Le Festival Méliscènes, en bref**

### **Objectifs généraux**

Ce festival, événement artistique et festif dédié à la marionnette, au théâtre d'objets et aux formes animées, reste fidèle à ses objectifs premiers :

- \* ouvrir très largement le champ artistique en provoquant des rencontres avec des esthétiques diverses, novatrices et marionnettiques.
- \* croiser les publics jeunes et adultes autour de propositions artistiques singulières.
- \* proposer des spectacles de qualité hors des lieux de représentation habituels sur un territoire élargi.
- \* favoriser l'accès de tous en pratiquant des prix de places attractifs.
- \* développer une proposition artistique sur le territoire intercommunal.

L'édition 2025 offrira une large place à la création et aux compagnies régionales, nationales et étrangères. Outre la diffusion de spectacles, le Festival poursuit le développement d'actions de médiation autour du théâtre d'objets, de la marionnette et de formes croisées ; de multiples rendez-vous seront proposés en amont et durant le Festival.

### **Objectifs spécifiques liés à la coopération territoriale**

#### **Un ancrage sur le territoire intercommunal inscrit dans la durée**

Le Festival se déplace depuis 15 ans dans des villes partenaires du territoire intercommunal Auray Quiberon Terre Atlantique qui bénéficient d'un accompagnement de l'équipe du Centre Culturel Athéna / Ville d'Auray en ingénieries technique et administrative afin d'accueillir dans les meilleures conditions les propositions artistiques sur leur territoire. : Locoal - Mendon depuis 2010, Landévant, Ploemel, Pluneret, Pluvigner depuis 2013, Plumergat depuis 2015, La Trinité-sur-Mer depuis 2016, Brec'h depuis 2018, Belz depuis 2019, Crac'h depuis 2021.

Suite aux demandes de nouvelles communes de participer au Festival Méliscènes et à un premier soutien d'AQTA en 2023, la Ville d'Auray et la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique démarrent un chantier de coopération qui aboutit fin 2024 à la signature d'une convention de coopération pour renforcer le déploiement du Festival sur l'ensemble du territoire intercommunal de 2025 à 2028. Il passe ainsi de 10 à 23 communes partenaires, grâce à la signature d'une convention quadriennale entre AQTA et Auray qui permet de :

- proposer une programmation tout public sur l'ensemble du territoire d'AQTA.
- développer la médiation culturelle et les actions d'Éducation Artistique et Culturelle en amont des spectacles ;
- renforcer la programmation à destination des scolaires des 24 communes ;
- soutenir la création en favorisant les résidences d'artistes en transversalité avec d'autres champs d'action de la Communauté de communes.

### **Un partenariat fort au service de la marionnette et du théâtre d'objets**

Un partenariat avec le Théâtre à la Coque - Centre National de la Marionnette à Hennebont, a été initié en 2021 et fait l'objet d'une convention triennale.

Les objectifs visés de ce partenariat sont de :

- Favoriser les collaborations et partenariats sur un territoire rapproché (Hennebont / Auray) en faveur des arts de la marionnette
- Favoriser une mutualisation cohérente des moyens du Théâtre à la Coque, Centre National de la Marionnette et du Centre Culturel Athéna
- Favoriser le rapprochement des deux structures en faveur des arts de la marionnette par des actions croisées et durables
- Favoriser la circulation des publics sur les deux territoires autour des arts de la marionnette.

Une journée professionnelle commune est organisée chaque année en partenariat avec Spectacle Vivant en Bretagne.



**Ville d'Auray**

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Direction Cultures et Droits Culturels

Centre Culturel Athéna

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray

dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00 • www.auray.fr

## Des réseaux professionnels

Depuis 2009, le Centre Culturel Athéna / Ville d'Auray reçoit le soutien du Ministère de la Culture et de la Communication - DRAC Bretagne au titre du dispositif "Scènes de territoire" pour la spécificité "marionnettes".

Le Centre Culturel Athéna / Ville d'Auray est membre de :

- > LATITUDE MARIONNETTE / Association nationale professionnelle pour la reconnaissance et le développement des arts de la marionnette.
- > THEMAA / Association nationale des théâtres de marionnettes et arts associés.
- > ANCRE / Association régionale de diffuseurs d'artistes, compagnies et professionnels du secteur du spectacle vivant jeune public.
- > PCGO - Partenaires Culturels du Grand Ouest / Réseau de structures culturelles pour la diffusion et la production artistique.

## En chiffres

Une trentaine de compagnies accueillies présentant près d'une trentaine de spectacles différents, entre 80 et 100 représentations selon les éditions, Plus de 10.000 spectateurs sur chaque édition





## 2. PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2025-2028

### 1. Diffusion / Programmation

Le festival Méliscènes est devenu en 24 éditions à Auray et 14 éditions à l'échelle du Pays d'Auray un événement incontournable de ce domaine artistique, tant pour le public morbihannais qu'à l'échelle régionale voire nationale, ainsi que pour les professionnels.

Le Centre culturel Athéna assure la direction artistique et coordonne le festival, selon différents axes de programmation : panorama de la création marionnettique, invitation d'artistes de référence, présentation de grands plateaux, monstration de petites formes et soutien aux artistes émergents, programmation en salle et hors-les-murs.

Pour les années à venir, le Centre culturel Athéna s'attachera également à développer le festival, selon les perspectives suivantes :

- pérenniser la programmation à l'échelle de la communauté de communes, en partenariat avec les 23 communes partenaires et AQTA ;
- développer des projets de résidences croisées avec les partenaires du festival, ainsi que l'accompagnement à la création;
- développer la circulation des publics sur le territoire (pass festival, billetterie en ligne, etc.)
- poursuivre la logique de développement durable du festival : la nouvelle version du festival permet de mettre en place des dispositifs de tournée et de mutualiser les coûts de transport ;
- étoffer la dimension réflexive de l'événement (conférences historiques, thématiques, échanges avec les artistes présents, rencontres professionnelles) ;
- développer le festival à l'échelle de la ville d'Auray, avec le souhait d'investir d'autres sites, comme par exemple l'accueil de chapiteau, ainsi que l'espace public.

Chaque année, la programmation est un équilibre fin entre les différentes disciplines, les formes artistiques, ainsi qu'entre les compagnies régionales, nationales et internationales.

### En 2025, le festival accueillera notamment :

#### Compagnies régionales

**Chemin des métaphores / Cie Singe Diesel – Juan Perez Escala**  
**Terreur / Cie Les Yeux creux**  
**Dérailler / Nids Dhom Compagnie**  
**Un personnage sans histoire / Drolatic Industry**  
**Muraie / Dédale de clown**  
**Que notre joie demeure / Les Frères Pablof**  
**Maillot Jaune / RoiZizo Théâtre**  
**Richard III / Cie La Poupée qui brûle**



Ville d'Auray

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Direction Cultures et Droits Culturels

Centre Culturel Athéna

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray

dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00 • www.auray.fr

## Compagnies nationales

Nos Petits penchants & Vent Debout & Cinq minutes avec toi / Cie Des Fourmis dans la lanterne  
3 Plumes / Cie Le Clan des Songes  
Boom / Cie Entre eux deux rives  
Tout le monde est là / Rodéo Théâtre – Simon Delattre  
Le Ballet du montreur / Cie Le Montreur  
En avant toutes / Cie Boom  
Les quiquoi et le chien moche dont personne ne veut / Cie Espace Blanc  
Merveille(s) / Cie Un château en Espagne  
Avion Papier / Collectif La Méandre  
La Manéchine / Cie La Pendue

## Compagnies internationales

Manual / Cie Coriolis (Uruguay)  
El Ballet de Lamparitas / Eleazar Fanjul (Argentine)  
Chaud must go on & Dans l'Atelier & Eté 69 / Tof Théâtre (Belgique)

## 2. Création

Le Centre culturel Athéna – Scène de territoire pour la marionnette Bretagne est reconnu par le milieu professionnel pour son expertise de ce champ artistique spécifique. Il œuvre depuis des années à faire découvrir les arts de la marionnette à l'ensemble du grand public et des professionnels, notamment à l'occasion du festival Méliscènes.

Au cœur de la création contemporaine, il est donc capable de repérer les projets majeurs portés par des artistes de référence, mais également les jeunes artistes en devenir.

Le Centre culturel Athéna inscrit la résidence d'artistes au cœur de son projet artistique, à la fois soutien indispensable à la création et vecteur essentiel de la rencontre de projets artistiques avec le territoire et ses publics.

Le Centre culturel Athéna s'engage à accompagner au minimum 4 projets de création par saison, entre résidence de création, action culturelle et diffusion.

### Résidences de création

Le Centre culturel Athéna met à disposition des compagnies un studio de travail, la Salle Gershwin et éventuellement la Salle Aurélia, dont le format est adapté au théâtre d'objets ou pour des résidences d'écriture avec peu de besoins techniques.

D'autres espaces de travail sont mis à disposition, en partage avec d'autres activités : d'autres salles municipales, voire d'autres lieux de résidence dans le cas de partenariats spécifiques.

De plus, des résidences plateau sont proposées à des compagnies accompagnées entre résidence, diffusion et action culturelle. L'objectif de la scène de territoire est d'accueillir au minimum 2 à 3 projets par saison qui bénéficieront de résidences au plateau d'une durée d'environ 1 à 2 semaines. Elles doivent permettre à des compagnies en création de travailler dans les conditions techniques du spectacle.

Il s'agit de renforcer l'accompagnement de l'émergence d'une nouvelle génération d'artistes marionnettistes, et d'être au plus près des besoins des compagnies accueillies en résidence, avec un accompagnement sur mesure. Il conviendra de valoriser encore mieux cet accompagnement auprès du réseau afin d'accompagner les compagnies dans leur développement.

A moyen terme il apparaît pertinent de réfléchir à l'accueil de résidence(s) à la Vigie, mieux équipée que les studios actuels, bien qu'appréciés par les compagnies, qui ne permettent pas de faire de création lumière et sont plus adaptés pour les premières étapes des projets.



### Résidences studio :

Il s'agit de maintenir le volume de 4 résidences studio par an en 2025 et continuer à développer des résidences chez les partenaires, en espace public ou dans des lieux non dédiés, selon les formats des projets.

### Résidences plateau & Coproductions 2024-2025 :

Maillot Jaune – RoiZizo Théâtre  
Terre Etrangère – Cie Juste après – Carine Gualdaroni  
Richard III – La Poupée qui brûle – Yoann Pencolé  
De l'or au bout des doigts – Fanny Bouffort  
L'Ours – Cie Index – Lucile Beaune

## **Diffusion du spectacle**

Les projets ainsi accompagnés sont diffusés en priorité dans la saison du Centre culturel Athéna, ou pendant le festival Méliscènes. De plus, la scène de territoire s'efforcera de solliciter réseaux et structures partenaires pour une diffusion plus large sur le territoire.

## **Actions culturelles en lien avec les compagnies en résidence**

Les artistes accompagnés imaginent des temps de rencontre avec les publics du territoire, autour de leur travail en création. Ces temps de rencontre pourront prendre plusieurs formes déjà expérimentées : ateliers de création, rencontres, interventions surprises dans les classes, découverte des métiers du spectacle vivant, visite du lieu...

Au-delà de ces actions existantes, et selon ces spécificités de la création en cours et selon la volonté de l'artiste, des actions spécifiques sont envisageables, qui permettent de créer un véritable moment d'échange entre artistes et publics.

## **Aide financière aux compagnies en résidence**

Sur le plan financier, les résidences se structurent donc autour d'apports en coproduction, des achats de spectacles en salle et hors-les-murs, et des actions artistiques et culturelles.

Les budgets annuels des résidences tiennent compte de l'activité que chaque compagnie engage en partenariat avec la scène de territoire sur une saison. En fonction des projets développés, une aide est versée directement à la compagnie, avec un apport minimum en coproduction de 4000€.

A ce financement direct s'ajoutent les apports en industrie, sous forme de mise à disposition de salles de répétitions, de salle de spectacle et de personnels techniques, pour ne citer que les soutiens les plus directs à la création et à l'exploitation des spectacles.

Les objectifs de cet accompagnement fort de compagnies en création sont :

- participer de manière concrète au développement de la création marionnette, par l'accompagnement ciblé de projets artistiques forts.
- affirmer une position de « Pôle ressources Marionnette » notamment en termes de médiation ;
- animer une dynamique de réseau de structures culturelles du territoire autour de ces projets accompagnés ;
- sensibiliser de manière plus efficace les publics du territoire, par la présence plus forte d'artistes au cours de la saison ;
- 

De plus, la Scène de territoire s'attachera dans la mesure de ses capacités à pérenniser son soutien à la création et sa permanence artistique sur le territoire :

- Pérenniser l'hébergement mis à disposition à l'année par le bailleur
- Maintenir l'apport en coproduction



**Ville d'Auray**

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Direction Cultures et Droits Culturels  
Centre Culturel Athéna  
Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray  
dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00 • www.auray.fr

389/406

### 3. Médiation culturelle :

La Ville d'Auray a adopté le 27 mars 2024 son projet culturel 2024 – 2028, inscrit concrètement dans le sens des Droits culturels et de la démocratie culturelle. Cette politique culturelle se veut ouverte, accessible et accueillante, en prise directe avec son territoire, consciente des grands enjeux contemporains et impliquée pour améliorer les capacités de compréhension et d'action individuelles et collectives. Le Centre culturel Athéna – Scène de territoire pour les arts de la Marionnette Bretagne, en charge des arts visuels et du spectacle vivant, inscrit sa politique de médiation culturelle comme un axe fort de ce projet culturel municipal.

La médiation culturelle est essentielle pour sensibiliser les publics au spectacle vivant, leur permettre de découvrir et s'appropriier les lieux culturels de leur ville, mais aussi pour les accompagner dans la construction de leur identité de spectateur.

Elle passe par la participation à la vie culturelle, cela peut se faire par des rencontres, des ateliers, de la pratique, sur des temps courts autour de la présence d'une compagnie ou au contraire sur des temps longs, quand une compagnie s'installe sur le territoire.

Toutes ces occasions de rencontre artistes / publics sont des outils pour enrichir la notion de citoyenneté et d'émancipation, et ainsi contribuer à l'épanouissement, à la dignité, à renforcer la confiance en soi en plus de la curiosité, de la joie et du plaisir partagé avec les publics.

Le poste de médiation culturelle tel qu'il existe aujourd'hui a été créé en juin 2001, à temps complet. La médiation a toujours fait partie de la politique du lieu, selon le triptyque : création, diffusion, médiation.

Le Centre culturel Athéna initie depuis plusieurs années des projets d'éducation artistique et culturelle sur le territoire ; en particulier depuis 2023, des parcours d'Education Artistique et Culturelle en direction des scolaires sont proposés de manière transversale, de la maternelle au lycée. En parallèle des accueils au spectacle et des temps de résidence, un parcours EAC marionnette a été créé à destination des primaires (cycle 2 et cycle 3) en 2024-2025, et des discussions sont en cours avec une école primaire de la commune pour envisager un projet EAC structuré dans la durée.

Le développement intercommunal du festival sur la période 2025-2028 permettra de développer la médiation culturelle et les actions d'Éducation Artistique et Culturelle en amont des spectacles afin de permettre au plus grand nombre de découvrir l'esthétique de la marionnette et du théâtre d'objet ;

- Proposition d'ateliers et mise en place d'expositions en coopération avec les médiathèques (renforcement du lien lecture publique/ arts plastiques / arts vivants), les acteurs jeunesse, vieillesse et sociaux, afin de favoriser les échanges intergénérationnels ;
- Co-construction d'un projet artistique et culturel de territoire afin de développer des actions de médiation participatives dans les 24 communes chaque année, via des partenaires locaux et notamment le réseau des médiathèques.

Lien avec les scolaires : le développement de l'offre de spectacles à destination des scolaires pendant le festival Méliscènes (1000 à 1500 élèves accueillis dans les communes partenaires) a été pensé conjointement avec les services de l'Éducation Nationale. Aussi, un temps d'échange privilégié à destination des enseignants du territoire a lieu en amont du festival pour leur présenter : la programmation artistique, le projet de territoire Arts et Marionnette. De plus, une formation co-construite avec l'Education nationale sera proposée chaque année aux enseignants du territoire afin de construire une expertise partagée autour de cette discipline artistique et de la méthodologie pour la partager au mieux avec le public scolaire.





## **Un projet de territoire sur 24 communes – en amont du festival**

En amont du festival, nous souhaitons coconstruire un projet artistique et culturel de territoire pour créer du lien entre les arts de la marionnette et les arts visuels, les acteurs culturels - en particulier le réseau des médiathèques d'AQTA, les acteurs socio-culturels et les publics du territoire.

Le festival Méliscènes, coordonné par le Centre culturel Athéna – Ville d'Auray, s'appuie sur une expertise en termes de projets participatifs à Auray (depuis plus de 15 ans) et dans les communes partenaires (depuis 2023, grâce au soutien d'Auray Quiberon Terre Atlantique).

### **Voici quelques exemples des projets participatifs développés autour de Méliscènes**

- > 2008-2009 > Objets détournés / Par Karen Raccah
- > 2010-2012 > Le Géant / Par la Compagnie L'Homme Debout
- > 2013-2014 > Les Créatures / Par Corinne Thomazo
- > 2014-2015 > Construction monumentale en cartons Par Olivier Grossetête
- > 2015-2016 > Le Nid / Par Corinne Thomazo
- > 2016-2017 > Théâtre de papier (Le Petit Théâtre d'Auray en papier et le théâtre de papier grandeur nature)
- > 2023 > Planches à découper XXL, par Mélanie Busnel
- > 2024 > La Cabane à Plume(s) par la Compagnie l'Homme Debout

### **> FORMES ARTISTIQUES**

- Le projet de territoire fait partie intégrante de l'identité Marionnettes et Théâtre d'Objets du festival Méliscènes avec une dimension pluridisciplinaire à la croisée des arts de la marionnette et des arts visuels (possibilité d'un binôme d'artistes et de croisement des disciplines artistiques).

En prenant en compte cette dominante, toute forme artistique peut être envisagée (marionnette, arts plastiques, street art, arts numériques, arts en espace public, etc.).

Dans sa forme, la phase finale du projet de territoire intègre une installation/exposition dans chaque médiathèque, le projet global étant intégré dans la scénographie du Festival Méliscènes, une attention particulière sera apportée à la dimension visuelle des propositions artistiques.

### **> CREER DU LIEN ENTRE LES COMMUNES ET ENTRE LES MEDIATHEQUES DU TERRITOIRE**

Chaque médiathèque des 24 communes devra pouvoir accueillir une installation/exposition durant la période du festival 2025. A Auray, cœur de festival, l'installation trouve souvent sa place dans le hall ou sur le parvis du Centre Culturel Athéna qui est un haut point de vie et de circulation pendant le festival mais tout autre lieu peut être envisagé. Ces installations seront nourries de tout ce qui aura été créé au sein des ateliers.

Le lien entre les communes, entre les médiathèques, sera à développer, par tout moyen pertinent (itinérance, construction collective, chantiers participatifs...). Il est important d'avoir à la fois des temps d'ateliers sur chaque commune, et des temps fédérateurs incluant plusieurs communes.

### **> LES OBJECTIFS**

Le projet de territoire devra répondre aux objectifs suivants :

- Créer une dynamique de coopération territoriale autour des arts de la marionnette en développant des actions de médiation / ateliers en amont des spectacles
- Impliquer les habitants et favoriser les liens intergénérationnels
- Favoriser la pratique des arts et les ponts avec la lecture publique
- Générer des rencontres entre les publics des partenaires sur les différentes communes (médiathèques, centre de loisirs, résidences seniors, etc.)
- Créer du lien via le réseau des médiathèques
- Donner à voir pendant le Festival Méliscènes une œuvre créée entre le ou les artiste(s) et les habitants



**Ville d'Auray**

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Direction Cultures et Droits Culturels

Centre Culturel Athéna

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray

dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00 • www.auray.fr

## UN PROJET CO-CONSTRUIT ENTRE AQTA ET DE LA VILLE D'AURAY

- Coordonner la logistique du projet de territoire
- Coordonner et prendre en charge la communication globale du projet
- Associer les réseaux (écoles, partenaires, institutions) pour fédérer le public autour du projet
- Mettre à disposition des lieux adaptés pour les rencontres et ateliers
- Coordonner les calendriers des partenaires en veillant à la cohérence des propositions sur le temps des ateliers, et l'harmonisation sur le territoire
- Favoriser l'implication des 24 communes, via notamment le réseau de lecture publique, et tout autre acteur pertinent et volontaire (petite enfance, jeunesse, champ social et médicosocial...)

### SÉLECTION

Les principaux critères de sélection du projet seront :

- La pertinence artistique du projet
- Le lien social généré par le projet
- L'implication des habitants
- L'appropriation par les publics scolaires et les enseignants
- La finalité pendant le Festival Méliscènes (restitution)
- La faisabilité technique et budgétaire

### CALENDRIER

Le projet sera conçu sur deux ans, autour du festival Méliscènes en mars 2026 et mars 2027, avec la même équipe artistique afin de permettre un approfondissement du projet artistique, un déploiement, et une implication plus grande des habitants.



**Ville d'Auray**

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Direction Culturelle et Droits Culturels

Centre Culturel Athéna

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray

dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00 • www.auray.fr



**Ville d'Auray**

**Direction Cultures et Droits Culturels**

Centre Culturel Athéna

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray

*dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00 • www.auray.fr*



**Ville d'Auray**

Conseil municipal de la ville d'Auray du 18 décembre 2024

Direction Cultures et Droits Culturels

Centre Culturel Athéna

Espace Athéna - Place du Gohlérez - 56400 Auray

dac@ville-auray.fr • 02 97 56 18 00 • www.auray.fr

– ANNEXE II –  
**MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS**

**Conditions de l'évaluation :**

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 4 de la convention pluriannuelle d'objectifs est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 8 fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

| Axes stratégiques                                                                                                                          | Objectifs opérationnels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Indicateurs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>PREMIER AXE : Programmation</b><br>1. Proposer une programmation tout public sur l'ensemble du territoire d'AQTA                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Faciliter la coopération culturelle entre les 24 communes (Comité de pilotage, Comité technique, Ambassadeurs)</li> <li>➤ Anticiper le calendrier de programmation</li> <li>➤ Coordonner les tournées de spectacle de qualité sur le territoire</li> </ul>                                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de représentations</li> <li>➤ Nombre de spectacles</li> <li>➤ Nombre de représentations par spectacle accueilli dans une logique de tournée territoriale</li> <li>➤ Fréquentation</li> <li>➤ Origines géographiques des publics</li> <li>➤ Bilan / retours des partenaires à l'issue du festival (quantitatif &amp; qualitatif)</li> <li>➤ Rétroplanning programmation/communication</li> </ul> |
| <b>DEUXIÈME AXE :</b><br>2. Développer la médiation culturelle et les actions d'Education Artistique et Culturelle en amont des spectacles | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Accompagner les communes partenaires dans la préparation de la venue au spectacle</li> <li>➤ Co-construire un projet participatif à l'échelle des 24 communes, via le réseau des médiathèques</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantitatif : installation dans les médiathèques, volume horaire d'ateliers, nombre de participants, nombre d'heures d'ateliers menés en direct par les communes</li> <li>➤ Qualitatif : coopération territoriale, adéquation avec les moyens de chaque commune</li> </ul>                                                                                                                             |
| <b>TROISIÈME AXE :</b><br>3. Renforcer la programmation à destination des scolaires des 24 communes                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Faciliter la mise en œuvre des représentations scolaires et le lien avec les écoles (programmation, jauge, réservation, préparation de la venue au spectacle)</li> <li>➤ Impliquer les écoles et les enseignants en amont du festival via un projet participatif</li> <li>➤ Concevoir des formations /sensibilisations aux arts de la marionnette à destination des enseignants, en lien avec l'Education Nationale</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantitatif : nombre d'enfants venus au spectacle, jauge, remplissage ; nombre de participants au projet participatif de territoire ; nombre d'enseignants participants à une formation aux arts de la marionnette</li> <li>➤ Qualitatif : coopération territoriale, adéquation avec les moyens de chaque commune</li> </ul>                                                                           |

|                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>QUATRIÈME AXE :</p> <p>4. Soutenir la création en favorisant les résidences d'artistes</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Accompagner 4 projets de création par saison, entre résidence de création, action culturelle et diffusion</li> <li>➤ Valoriser cette permanence artistique à l'occasion du festival (diffusion, restitution, projet sur mesure)</li> <li>➤ Concevoir avec une équipe artistique une résidence de territoire tous les deux ans à l'échelle des 24 communes, en lien avec un projet artistique participatif</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantitatif : budget de co-production et frais de résidence, budget dédié de la résidence de territoire</li> <li>➤ Qualitatif : conditions d'accueil en résidence, qualité du partenariat tissé avec chaque équipe artistique</li> </ul> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

DOCUMENT DE TRAVAIL

DOCUMENT DE TRAVAIL

| CHARGES 12 Bassins de vie                                                                          | BUDGET PRÉVISIONNEL 2025 | BUDGET PRÉVISIONNEL 2026 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                                                                                    | Festival Méliscènes      | Festival Méliscènes      |
| <b>Artistique - Décentralisation</b>                                                               | <b>53 730,00 €</b>       | <b>53 730,00 €</b>       |
| Diffusion de spectacles (12 spectacles, 24 représentations)                                        | 49 930,00 €              | 49 930,00 €              |
| Cessions TP + sco (12 spectacles) / 1800+1500                                                      | 39 600,00 €              | 39 600,00 €              |
| Frais de transports                                                                                | 3 660,00 €               | 3 660,00 €               |
| Hébergements, restauration                                                                         | 5 520,00 €               | 5 520,00 €               |
| Autres artistiques - Auray                                                                         | 1 150,00 €               | 1 150,00 €               |
| Droits d'auteur, droits divers                                                                     | 3 800,00 €               | 3 800,00 €               |
| Impôts et taxes                                                                                    | 3 800,00 €               | 3 800,00 €               |
| <b>Artistique - Auray</b>                                                                          | <b>149 740,00 €</b>      | <b>149 740,00 €</b>      |
| Diffusion de spectacles à Auray                                                                    | 111 580,00 €             | 111 580,00 €             |
| Cessions & transports                                                                              | 96 000,00 €              | 96 000,00 €              |
| Hébergements, restauration                                                                         | 15 580,00 €              | 15 580,00 €              |
| Droits d'auteur, droits divers                                                                     | 10 560,00 €              | 10 560,00 €              |
| Coproductions                                                                                      | 27 600,00 €              | 27 600,00 €              |
| <b>Frais liés à la Décentralisation - 11 bassins hors Auray</b>                                    | <b>12 728,00 €</b>       | <b>13 228,00 €</b>       |
| Communication Décentralisation (200€/bassin)                                                       | 2 200,00 €               | 2 200,00 €               |
| Ingénierie technique (forfait/bassin)                                                              | 4 928,00 €               | 4 928,00 €               |
| Ingénierie administrative (200€/bassin)                                                            | 2 200,00 €               | 2 200,00 €               |
| Transports scolaires (24 cars, soit 1100 élèves) - PEC directe                                     | 3 400,00 €               | 3 900,00 €               |
| <b>Projet participatif de territoire 'Arts &amp; Marionnette'</b>                                  | <b>27 182,00 €</b>       | <b>52 682,00 €</b>       |
| Chantiers participatifs                                                                            | 7 800,00 €               | 25 300,00 €              |
| Frais techniques                                                                                   | 2 375,00 €               | 2 375,00 €               |
| Médiation                                                                                          | 7 215,00 €               | 7 215,00 €               |
| Coordination                                                                                       | 2 792,00 €               | 2 792,00 €               |
| Médiation Auray                                                                                    | 7 000,00 €               | 15 000,00 €              |
| <b>Personnel, Technique, logistique, sécurité</b>                                                  | <b>96 900,00 €</b>       | <b>96 900,00 €</b>       |
| Frais de personnel                                                                                 | 66 900,00 €              | 66 900,00 €              |
| 1 agent de billetterie - 1 ETP - 2 mois                                                            | 5 900,00 €               | 5 900,00 €               |
| 1 agent de coordination - 1 ETP - 2 mois                                                           | 6 000,00 €               | 6 000,00 €               |
| Valorisation frais de personnel Athéna                                                             | 55 000,00 €              | 55 000,00 €              |
| Frais de personnel technique                                                                       | 30 000,00 €              | 30 000,00 €              |
| Prestations de services techniques                                                                 | 5 000,00 €               | 5 000,00 €               |
| Intermittent                                                                                       | 25 000,00 €              | 25 000,00 €              |
| <b>Communication</b>                                                                               | <b>25 000,00 €</b>       | <b>25 000,00 €</b>       |
| Décentralisation - Création et réalisation et diffusion (programmes, affiches, achat d'encarts...) | 10 000,00 €              | 10 000,00 €              |
| Auray - Communication Méliscènes                                                                   | 15 000,00 €              | 15 000,00 €              |
| Divers                                                                                             |                          |                          |
| <b>Fonctionnement</b>                                                                              | <b>3 500,00 €</b>        | <b>3 500,00 €</b>        |
| Frais de structure                                                                                 |                          |                          |
| Achats non stockés de matières et de fournitures                                                   | 2 000,00 €               | 2 000,00 €               |
| Fournitures de petits équipements                                                                  | 1 000,00 €               | 1 000,00 €               |
| Fournitures administratives                                                                        | 500,00 €                 | 500,00 €                 |
| Maintenance                                                                                        |                          |                          |
| Documentation générale                                                                             |                          |                          |
| <b>TOTAL CHARGES</b>                                                                               | <b>368 780,00 €</b>      | <b>394 780,00 €</b>      |

| PRODUITS                                                        | BUDGET PRÉVISIONNEL 2025 | BUDGET PRÉVISIONNEL 2026 |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                                                 | Festival Méliscènes      | Festival Méliscènes      |
| <b>Recettes propres</b>                                         | <b>39 540,00 €</b>       | <b>39 540,00 €</b>       |
| Billetterie décentralisation                                    | 5 040,00 €               | 5 040,00 €               |
| Billetterie scolaire en décentralisation                        | 4 500,00 €               | 4 500,00 €               |
| Billetterie Auray                                               | 30 000,00 €              | 30 000,00 €              |
| Revenus des immeubles                                           |                          |                          |
| Autres recettes annexes > ingénieries décentralisation Festival |                          |                          |
| Autres recettes annexes > médiation                             |                          |                          |
| <b>Subventions et aides publiques</b>                           | <b>324 240,00 €</b>      | <b>350 240,00 €</b>      |
| Communes                                                        | 22 000,00 €              | 22 000,00 €              |
| Ville d'Auray                                                   | 178 440,00 €             | 178 440,00 €             |
| Conseil Départemental du Morbihan - format 24 communes          | 19 800,00 €              | 19 800,00 €              |
| Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique          | 62 000,00 €              | 75 000,00 €              |
| Conseil Régional de Bretagne                                    | 17 000,00 €              | 17 000,00 €              |
| Etat                                                            | 25 000,00 €              | 38 000,00 €              |
| <b>Autres</b>                                                   | <b>5 000,00 €</b>        | <b>5 000,00 €</b>        |
| ONDA - Office National de Diffusion Artistique                  | 5 000,00 €               | 5 000,00 €               |
| <b>TOTAL PRODUITS</b>                                           | <b>368 780,00 €</b>      | <b>394 780,00 €</b>      |

– ANNEXE IV –  
DONNÉES D'ACTIVITÉ

**Suivi annuel spécifique des dépenses artistiques du Centre culturel Athéna dédiées au festival Méliscènes**

**Contrats de cession** : Montant total des contrats de cession (dont Auray / dont 23 autres communes)

**Frais d'approche (Voyages / Hébergements / Repas)** : Montant total des frais d'approche (dont Auray / dont 23 autres communes)

**Budget médiation** : Montant total du budget de médiation (dont Auray / dont projet de territoire impliquant les 23 autres communes)



**– ANNEXE V –  
DONNÉES D'EMPLOI**

**PRÉVISIONNEL ANNÉE 2025**

Nombre d'Equivalents Temps Plein au Centre culturel Athéna : XX ETP, dont XX à la technique  
Budget total alloué à l'embauche d'intermittents sur le festival Méliscènes (coût employeur)

Evaluation par les communes partenaires à l'issue du festival : Temps dédié par les agents de chaque commune au festival Méliscènes

DOCUMENT DE TRAVAIL

**– ANNEXE VI –**  
**PLAN DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES ET LE HARCÈLEMENT SEXISTES ET SEXUELS (VHSS)**  
**DANS LE SPECTACLE VIVANT**

À partir de janvier 2022, le ministère de la Culture conditionnera le versement de ses subventions au respect de 5 engagements :

- -Être en conformité avec les obligations du code du travail en matière de santé, de sécurité et de harcèlement sexuel
- -Créer un dispositif interne de signalement efficace et traiter chaque signalement reçu
- -Former dès 2022 la direction, les encadrants, la DRH et les personnes désignées référentes au recueil de la parole et à la gestion des situations de VHSS
- -Sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques
- Engager un suivi et une évaluation des actions en matière de VHSS.

En cas de non-respect des engagements identifié au moment de l'évaluation, la structure sera destinataire d'un courrier de mise en demeure de se conformer à ses engagements, point de départ de la phase d'accompagnement qui s'ouvrira alors pour aider la structure dans sa mise en conformité. L'obtention de nouvelles aides ne pourra intervenir qu'après mise en conformité de la structure

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

### **30- DGS - DGS - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A LA SUITE DU CYCLONE CHIDO A MAYOTTE**

Madame Claire MASSON, Maire, expose à l'assemblée :

A la suite du passage du cyclone Chido, le plus dévastateur enregistré sur l'archipel depuis 90 ans, Mayotte vit une tragédie exceptionnelle.

Les conséquences humaines, sanitaires, et matérielles ne sont pas encore entièrement connues mais les premiers constats sur place indiquent qu'elles sont catastrophiques et durables. L'urgence est le secours aux victimes, la fourniture de biens essentiels, le déblaiement et le rétablissement des infrastructures d'importance vitale.

Face à cette urgence sanitaire, qui induit une aide médicale, alimentaire, des solutions d'hébergement et la reconstruction des bâtiments dévastés, naturellement, la Ville d'Auray se tient aux côtés de nos compatriotes mahorais auxquels elle exprime sa solidarité et son soutien.

Dans ce contexte, il est proposé d'approuver l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 500 € au profit de la Protection civile, l'un des partenaires de l'Association des Maires de France (AMF) au sein de « Solidarité AMF/Mayotte ».

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (31 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Madame HAREL, Madame HERVIO

Le conseil municipal :

- **APPROUVE** l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 2.500€ au profit de de la Protection civile, l'un des partenaires de l'Association des Maires de France (AMF) au sein de « Solidarité AMF/Mayotte » ;

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tout document y afférent.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2024  
Compte-rendu affiché le 20/12/2024  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2024

## **INTERVENTIONS :**

### **Jean-Charles KERLAU**

Je trouve cette subvention de 1000 € un peu faible. Je viens de voir qu'à Locmariaquer ils avaient attribué 2000 €.

### **Claire MASSON**

Oui c'est vrai que nous avons pris cette décision très rapidement. On modifie la délibération pour 2 500 € si cela vous satisfait tous.

## **QUESTIONS DIVERSES**

### **Françoise NAEL**

Vous avez dit développer les événements pour booster l'attractivité de la ville. Force est de constater que vous n'avez pas boosté les illuminations cette année. Auray ne brille pas cette année. Auray est pauvre en illuminations et Auray est triste. Auray n'a pas d'âme. Voilà les retours que nous avons dans les rues et c'est un constat que l'on fait aussi.

### **Claire MASSON**

Je n'ai pas eu les mêmes retours que vous et j'ai même entendus beaucoup de gens qui viennent à Auray parce que nos illuminations sont vraiment impressionnantes.

### **Françoise NAEL**

C'était vrai les années précédentes.

### **Claire MASSON**

Je ne vois pas la différence. On a mis le même budget et les mêmes personnels, donc honnêtement, on n'a absolument pas changé. Il n'y a que pour le pont de Saint Goustan que cela a changé à cause des travaux sur Saint Goustan. Les camions doivent emprunter le pont. Nous n'avons pas voulu mettre les guirlandes tant que les camions n'avaient pas fini les travaux sur le Quai Neuf. Donc sur le pont de Saint Goustan, on a eu ce décalage mais partout ailleurs, sur la place de la République, sur la place de la Pompe, comme sur la rue du Belzic et du Lait, etc.... nous avons les mêmes décors. Et d'ailleurs je suis assez fière de ce que font les services techniques puisque c'est eux qui mettent en place et qui choisissent. Je trouve que c'est un très beau travail des services techniques.

### **Françoise NAEL**

Vous avez toujours le don de remettre les choses par rapport aux agents. Je ne parle pas du tout des agents ni du travail qui est fait. Je parle du budget et le budget n'est pas le même. Je participe au groupe de travail commerce puisque c'est à peu près le seul groupe de travail qui existe maintenant. Il y a eu une décision de baisser les illuminations et dans les rues du centre-ville, les coûts d'illumination ne sont pas pareil.

### **Claire MASSON**

On a modifié certaines choses. Par exemple, on loue des illuminations, comme l'arbre de vœux par exemple qui est là était loué pour 3 ans. Ce sera autre chose l'année prochaine puisque ce sont des locations qui nous permettent d'avoir moins d'entretien. Mais par contre, les budgets n'ont quasiment pas bougé. On peut revérifier puis vous apporter la réponse la prochaine fois si vous voulez, Madame Naël.

### **Françoise NAEL**

Je veux bien et de toute façon, à chaque fois, on a les mêmes réponses, on ne fréquente pas les mêmes personnes puisqu'on n'a jamais les mêmes constats.

### **Claire MASSON**

Je suis étonnée car il y a même des maires de Lorient Agglomération qui sont passés me voir ne serait-ce qu'hier soir et qui m'ont dit qu'ils allaient profiter des illuminations de notre Ville car elle est réputée pour ça.

### **Françoise NAEL**

Je suis tout à fait d'accord pour dire qu'Auray était réputée pour ça. On verra quels seront les retours l'année prochaine.

### **Claire MASSON**

De même que le marché de Noël est réputé et s'est nettement agrandi. Mais on va regarder l'évolution et on vous fait un retour au prochain Conseil.

### **Jean-Yves MAHEO**

Il faut entendre ce que les gens nous remontent. Voilà ce n'est pas nous forcément, ce sont des gens qui nous remontent donc on vous le dit, il ne faut pas s'en offusquer non plus pour autant.

### **Julien BASTIDE**

On ne s'en offusque pas, mais quand vous avez dit "Auray est triste" ça nous a paru un peu exagéré pour être honnête.

### **Françoise NAEL**

Ça vous a fait rire en tous cas.



A 21h45, l'ordre du jour étant épuisé et aucune autre question n'étant posée, Madame le Maire lève la séance.

### **Signature des Présents en séance**

Madame MASSON:

---

Monsieur KERGOSIEN :

---

Madame LE CROM :

---

Monsieur GUILLEMET :

---

Madame PARENT MER :

---

Madame DEVINGT :

---

Monsieur LE ROL: absent - procuration à Juliette EME

---

Madame DUBOIS :

---

Monsieur BASTIDE :

---

Madame SIMON: absente - procuration à Julien BASTIDE

---

Madame SPILBAUER :

---

Madame GUEMY : absente - procuration à Nathalie GUEMY

---

Monsieur SAUVAGEOT :

---

Monsieur NICOL : absent - procuration à Jean-Pierre SAUVAGEOT

---

Monsieur RENAULT : absent - procuration à Pierrick KERGOSIEN

---

Monsieur LASBLEY : absent - procuration à Edouard LASBLEY

---

Monsieur LE SCOUARNEC :

---

Madame FERNANDEZ : absente - procuration à Claire MASSON

---

Madame HAREL :

---

Madame AGENEAU :

---

Monsieur LE GUENNEC : absent - procuration à Adeline AGENEAU

---

Madame LE DOUJET : absent - procuration à Pierre-Yves CYFFERS

---

Monsieur CYFFERS :

---

Madame EME :

---

Monsieur SAMSON :

---

Monsieur MAHEO :

---

Madame QUILLAY : absente - procuration à Françoise NAEL

---

Madame NAEL:

---

Monsieur VERGNE :

---

Madame HERVIO:

---

Monsieur GUYOT :

---

Monsieur MAHÉ :

---

Monsieur KERLAU

---